

COMPÉTENCES ET PROCÉDURES

DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LES

ACCIDENTS DU TRAVAIL

*Modifiée par les Lois des 22 Mars 1902, 31 Mars 1905, 17 Avril 1906,
et complétée par les Lois des 30 Juin 1899, 13 Avril 1900 (art. 31), 12 Avril 1906,
3 Juin 1907, 18 Juillet 1907, 26 Mars 1908, 29 Mai 1909.*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 12 décembre 1910, à 8 h. 1/2,

PAR

CH. D'AYGURANDE

ANCIEN AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président M. CAPITANT, professeur.
Suffragants { M. JAY, professeur.
 { M. GIDE, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

COMPÉTENCES ET PROCÉDURES

DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LES

ACCIDENTS DU TRAVAIL

*Modifiée par les Lois des 22 Mars 1902, 31 Mars 1905, 17 Avril 1906,
et complétée par les Lois des 30 Juin 1899, 13 Avril 1900 (art. 34), 12 Avril 1906,
3 Juin 1907, 18 Juillet 1907, 26 Mars 1908, 29 Mai 1909.*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 12 décembre 1910, à 8 h. 1/2,

PAR

CH. D'AYGURANDE

ANCIEN AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS



Président M. CAPITANT, *professeur.*

Suffragants { M. JAY, *professeur.*
M. GIDE, *professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail a non seulement posé à l'égard du chef d'entreprise un principe nouveau de responsabilité envers ses ouvriers accidentés, mais a, pour l'attribution des indemnités qu'elle a prévues, déterminé des compétences particulières et créé une procédure spéciale.

Ces règles nouvelles de compétence et de procédure ont, dès le début de leur application, soulevé de nombreuses controverses, et le législateur, instruit et guidé par la jurisprudence qui s'était alors établie, a sur les points particulièrement discutés modifié le texte primitif de la loi de 1898 par les lois des 13 avril 1900 (art. 31), 22 mars 1902, 31 mars 1905, 17 avril 1906 ; mais les difficultés n'ont pas été épuisées par ces retouches successives, chaque loi nouvelle n'ayant pas reçu des tribunaux, en toutes ses parties, une interprétation uniforme. Aussi, il nous a paru intéressant de présenter une étude des différents systèmes qui ont été soutenus ou admis sur la matière des compétences et procédures instituées par la loi du 9 avril 1898.

Dans une première partie, nous nous sommes efforcé de mettre en lumière les compétences très diverses mises en jeu par la loi de 1898 et de dégager les matières soumises à chaque juridiction ;

Dans une seconde partie, nous avons étudié les procédures spéciales organisées par cette loi en nous attachant particulièrement aux différences qu'elles présentent avec la procédure de droit commun que nous avons supposée connue. Limitant notre étude à la compétence et à la procédure, nous avons négligé toutes les questions qui ne se rattachaient pas immédiatement à cet objet : c'est ainsi que nous avons dû passer sous silence l'importante question des garanties accordées aux bénéficiaires de l'indemnité pour le paiement de leur rente, qui touche cependant à l'exécution des jugements, mais qui se rattache directement à l'examen des droits et des obligations de la caisse nationale

des retraites envers les bénéficiaires d'indemnité, et à l'étude du mécanisme de son recours contre le débiteur de la rente, patron ou assureur. Dans le rappel des différentes théories offertes dans l'interprétation des textes, nous avons donné une très large place à la jurisprudence parce qu'ayant déjà servi et devant encore servir de guide au législateur, elle nous a paru avoir en cette matière, une importance particulière ; enfin, ayant exposé avec tous leurs développements les différentes thèses en présence sur chacun des points controversés, nous avons cherché à nous dégager de tout souci d'approbation ou de critique de la législation en vigueur pour ne retenir que les solutions qui nous paraissaient juridiquement les meilleures. Il nous sera cependant permis de dire que cette loi du 9 avril 1898, qui fut cependant si souvent dénoncée comme imparfaite, constitue par la complexité des compétences et des procédures qu'elle met en jeu, sans heurt, une œuvre juridique remarquable qui par son étendue forme vraiment un droit nouveau.

TITRE PREMIER

COMPÉTENCE

CHAPITRE PREMIER

ATTRIBUTIONS DU MAIRE

Il faut tout d'abord rappeler que les accidents peuvent, aux termes de la loi du 9 avril 1898, se diviser en trois catégories. La première catégorie comprend les accidents qui n'entraînent aucune incapacité de travail : ceux-là, par leur bénignité, sont complètement négligés par le législateur et ne créent aucun droit pour l'ouvrier, partant aucune obligation pour le patron.

La deuxième catégorie comprend les accidents qui occasionnent une incapacité temporaire et ouvrent pour l'ouvrier, si l'incapacité a duré plus de quatre jours, un droit aux frais médicaux et pharmaceutiques (art. 4) et à une indemnité journalière (art. 3).

La troisième catégorie comprend les accidents qui entraînent une incapacité permanente ou la mort et donnent ouverture à rente, en sus de l'indemnité journalière et des frais médicaux et pharmaceutiques.

Ces deux dernières catégories seules visées par la loi de 1898, bien que soumises à des règles particulières de procédure et de compétence, obéissent cependant en certains points à une réglementation commune.

§ 1. — Déclaration à la mairie.

C'est ainsi qu'aux termes de l'article 11 tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit, sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'incapacité est temporaire ou permanente, être déclaré par le patron à la mairie.

Cette règle commune est d'ailleurs pleinement justifiée, car le plus souvent il est impossible à un médecin, *à fortiori* à un patron, de savoir dans le jour qui suit l'accident si ce dernier entraînera une incapacité temporaire ou permanente. La déclaration doit donc être faite pour tout accident assujéti à la loi de 1898, c'est-à-dire pour tout traumatisme survenu, conformément aux termes de l'article 1^{er}, par le fait ou à l'occasion du travail dans les professions déterminées et aux personnes visées par cette loi, ou par la loi du 30 juin 1899 sur les accidents agricoles, ou pour les accidents survenus dans les entreprises volontairement assujéties à la loi de 1898, conformément à la loi du 18 juillet 1907, même quand ces accidents n'ont entraîné qu'une incapacité de travail minime, paraissant ne devoir pas excéder quatre jours et par conséquent ne semblant pas susceptible de donner droit à l'indemnité journalière. La loi n'ayant pas fixé le minimum d'incapacité au-dessus duquel il fallait déclarer l'accident et n'ayant pas non plus défini l'incapacité, le patron, dans tous les cas où l'accident très léger n'entraînera ou ne paraîtra devoir entraîner que quelques heures ou qu'un jour de cessation de travail, appréciera à ses risques et périls si ce court arrêt dans le travail constitue un simple repos ou une incapacité nécessitant la déclaration.

En pratique le patron pourra dans les cas douteux réserver sa déclaration jusqu'aux dernières limites du délai de 48 heures qui lui est imparti, en ayant soin toutefois de déclarer l'accident avant l'expiration de ce délai, si le travail n'a pas été effectivement repris. De même encore le patron appréciera à ses risques et périls si l'accident dont s'agit tombe sous le coup de la loi de 1898 et doit par conséquent être déclaré. L'obligation de déclarer l'accident incombe au patron ou à ses préposés ; la déclaration est au contraire facultative pour la victime ou ses représentants.

Le législateur a pensé qu'en effet c'est au chef d'entreprise qu'il appartenait d'assurer l'exécution de la loi, en remplissant cette formalité que le blessé eût pu négliger par ignorance, ou, qu'instruit de ses devoirs, il eût peut-être été, par suite de son état de santé, dans l'impossibilité d'accomplir.

Certes, dans le plus grand nombre des cas, la préoccupation du législateur est pleinement justifiée.

Il en sera ainsi, chaque fois que l'accident un peu grave aura nécessité le repos du blessé ou même aura pu, par la souffrance occasionnée, ne pas lui laisser son entière liberté d'esprit : l'obligation mise à la charge du patron est, dans ces cas, légitimée par cela seul qu'il connaît l'accident ou en a été prévenu par le blessé. Mais la pratique a révélé, exceptionnellement il est vrai, que certains blessés quittant leur travail aussitôt après l'accident, ou même le continuant, ont omis de déclarer cet accident à leur patron qui n'en était avisé qu'après une période plus ou moins longue (1), mais postérieurement au délai de 48 heures imparti pour la déclaration et seulement par la demande en indemnité formée contre lui : il faut noter, en effet, que le blessé n'est légalement tenu à aucune déclaration vis-à-vis de son patron.

Le chef d'entreprise, qui ne connaît pas l'accident, se trouve, dans ce cas, dans l'impossibilité de faire dans les délais la déclaration qui lui est imposée et il semble dès lors que, tout en maintenant la distinction établie par le texte entre la faculté de déclaration laissée au blessé et l'obligation imposée au patron, il serait équitable de faire partir le délai de 48 heures, qui est imparti au patron pour cette déclaration, non de l'accident, mais du moment où il en a eu connaissance soit par la déclaration du blessé, soit de toute autre manière. Nous verrons en effet plus loin que cette obligation comporte une sanction.

La déclaration doit être faite, ou par le patron lui-même ou par ses préposés et il faut donner à ce dernier terme la plus grande extension, sans toutefois admettre que l'accident puisse être déclaré par l'assureur du patron agissant en cette qualité (2) ; de même la victime qui ne fait pas elle-même la déclaration peut en charger ses représentants, en donnant également à ce mot son sens le plus large.

(1) Un arrêt de la cour de cassation (ch. des req), en date du 19 janvier 1903 (*Rev. jud.*, mars 1903), vise précisément une espèce dans laquelle le blessé, ou soi-disant tel, avait continué à travailler, après son accident, chez son patron, et au même salaire, et n'avait fait sa déclaration d'accident que 8 mois après l'accident.

(2) Circul. minist, des 27 juillet 1908 et 25 janvier 1909.

§ 2. — Délai et formes de la déclaration.

A. — DÉLAI.

La déclaration doit être faite (art. 11, al. 1^{er}) dans les 48 heures de l'accident, non compris les dimanches et jours fériés.

Le délai doit se calculer d'heure à heure.

Le texte primitif de 1898 n'admettait à cette règle aucune exception : aussi était-elle extrêmement rigoureuse, parfois même d'application impossible; lorsque l'accident survenait la veille d'une fête de deux jours et après la fermeture de la mairie.

La loi du 22 mars 1902 a apporté à ce texte une dérogation en ne faisant pas entrer dans le calcul du délai les dimanches et jours fériés; il y a donc lieu d'ajouter au délai de 48 heures autant de fois 24 heures qu'il y a de jours fériés (1).

Mais ce calcul d'heure à heure comporte, à cause même de sa précision, quelque difficulté : il part en effet du moment même de l'accident.

Quand l'heure de l'accident est connue, le calcul du délai est aisé ; mais comment s'établira-t-il quand l'heure de l'accident ne pourra être précisée ?

Cette remarque semble bien justifier l'objection que nous faisons plus haut à l'obligation imposée au patron de déclarer un accident qu'il n'a peut-être pas connu. Il est certain d'ailleurs que le texte a été rédigé en vue de la généralité des cas, dans lesquels le patron connaît l'accident.

Quoi qu'il en soit, comme l'obligation de déclarer dans le délai, comporte une sanction pénale, le doute doit être interprété en faveur du patron et le point de départ du calcul reculé jusqu'au moment où l'accident, d'après les circonstances connues, était certainement arrivé.

Comme nous l'avons vu, il n'entre pas dans la pensée du législateur d'obliger le patron à déclarer tout accident, mais seulement celui qui a occasionné une incapacité ; or, il peut arriver qu'à la suite de son accident, le blessé se trompant lui-même sur son état, ait continué à travailler et que le patron n'ait pas fait la déclaration d'accident puisqu'il n'y avait pas incapacité ; que faut-il décider si, malgré les prévisions, l'état du blessé s'aggrave au bout d'un certain temps et entraîne une incapacité ? Il est admis que le délai pour la déclaration partira

(1) En ce sens, circul. min. com. du 25 mars 1902, *J. Off.*, 27 mars.

non du jour de l'accident, car il serait depuis longtemps périmé, mais du jour où se révèle l'incapacité (1).

Cette interprétation ne heurte pas le texte puisque le délai part de l'accident ayant occasionné une incapacité : elle est, de plus, conforme à l'équité.

B. — FORMES.

L'article 11 détermine le contenu de la déclaration qui doit être faite : il suffit de rappeler, sans y insister, qu'elle doit mentionner les nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure, et la nature de l'accident, ses circonstances, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Remarquons toutefois que le texte qui énumère avec quelque complaisance toutes ces mentions a omis d'exiger l'indication du nom et de l'adresse de la victime. Quant à la forme de la déclaration et du procès-verbal rédigé par le maire, elle a été réglée par décret du 23 mars 1902 qui établit les formules de toutes les déclarations reçues ou faites par la mairie ; ces formules ont pour but de servir de guide aux déclarants et de leur permettre de ne rien oublier.

Les modèles comportent l'indication du nom et de l'adresse de la victime, ainsi que la désignation de l'assureur.

Ces déclarations sont très utiles et la formule a ainsi comblé une lacune de la loi : mais cependant ces mentions ne s'imposent pas au déclarant. Les seules mentions légalement exigibles sont celles énumérées par l'article 11 qui laisse à un décret ultérieur le soin de régler seulement et uniquement la forme, mais non le fond, de la déclaration et du procès-verbal. Cette remarque est d'ailleurs purement théorique, car, en fait, la formule du décret est heureuse.

Le maire doit remettre au patron récépissé de sa déclaration.

§ 3. — Production du certificat médical. — Délai.

A. — QUAND Y A-T-IL LIEU A PRODUCTION D'UN CERTIFICAT.

Après la déclaration d'accident, qui doit avoir lieu quand l'accident a occasionné une incapacité, nous voyons apparaître une nouvelle distinction entre les accidents qui ont entraîné une incapacité de plus ou

(1) En ce sens : Sachet, 984 ; Loubat, 1202 ; Circul. minist. du 21 août 1899.

de moins de 4 jours. Si la reprise du travail a eu lieu dans les 4 jours, le patron est libéré de toute autre formalité ; si, au contraire, l'incapacité de travail excède 4 jours, le patron doit, en outre, déposer à la mairie un certificat médical constatant l'état de la victime ; les suites probables de l'accident, l'époque où il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Récépissé de ce dépôt est délivré au patron.

Nous mentionnons pour mémoire que le texte primitif de la loi de 1898 portait obligation de déposer un certificat médical en même temps qu'était faite la déclaration d'accident.

Cette prescription comportait le double inconvénient d'être inutile dans tous les cas où l'incapacité était moindre de 4 jours, cas dans lesquels n'est allouée aucune indemnité, et d'être toujours difficile sinon impossible à remplir dans le court délai de 48 heures. La loi du 22 mars 1902 qui forme le texte actuel a donc très heureusement fait apparaître pour la production du certificat médical la distinction entre les accidents qui entraînent ou non une incapacité supérieure à 4 jours.

Le texte impose, avons-nous dit, l'obligation au patron de déposer à la mairie un certificat médical constatant l'état de la victime. Mais une difficulté peut se présenter. Aux termes de l'article 4, la victime peut toujours faire choix de son médecin : elle est en droit par conséquent de refuser l'intervention du médecin du patron, sauf dans les cas limitativement prévus.

Qu'arrive-t-il donc si le blessé, usant de son droit de libre choix, refuse de se laisser examiner par le médecin du patron et refuse également de communiquer au patron le certificat que pourrait rédiger et lui remettre son propre médecin ? Il a été soutenu que le patron se trouverait libéré de toute obligation en établissant que le blessé a refusé de se laisser visiter par son médecin (1). Mais nous pensons qu'à raison des termes impératifs du § 3 de l'article 11, le refus de la victime, même prouvé, ne saurait avoir pour effet de délier le patron d'une obligation qui lui est imposée sans aucune restriction ni réserve (2).

Le patron trouvera-t-il dans la loi le moyen d'entrer en possession du certificat qu'il a l'obligation de déposer ?

L'article 4, alinéa 5, accorde au patron la faculté de désigner au juge de paix un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime : ce

(1) En ce sens, circul. minist. du 21 août 1899 ; Mourral et Berthiot, p. 157 ; Sachet, n° 988 ; Loubat, 1221.

(2) En ce sens, circul. minist. du 23 mars 1902.

texte paraît applicable en l'espèce et le patron pourra dès lors obtenir par ce médecin ainsi désigné et qui aura accès auprès du blessé le certificat médical qu'il doit déposer.

Il faut remarquer toutefois que l'article 4 n'accorde cette faculté au patron, qu'« en cours du traitement ». Or, ne peut-on dire que, dans le cas qui nous préoccupe, l'article 4 ne trouve pas son application parce que l'on ne se trouve pas « au cours du traitement » qui peut-être n'est pas commencé.

Nous pensons que cette objection ne saurait être retenue, car les mots « au cours du traitement » doivent, à défaut d'autre précision, s'entendre de la manière la plus large et on peut soutenir que le traitement commence dès l'instant où est faite la blessure. c'est-à-dire avec les premiers soins.

Mais, d'autre part, il importe de signaler que ce texte ne donne accès hebdomadaire au médecin du patron auprès de la victime qu'en présence du médecin traitant prévenu deux jours à l'avance. De cette disposition résulte une nouvelle difficulté, car le patron, tenu au dépôt du certificat dans les 4 jours qui suivent l'accident, devra pour ne pas laisser périmer ce délai, tout en respectant le délai de prévenance de 2 jours, présenter sa demande en désignation au juge de paix dès le lendemain de l'accident, c'est-à-dire avant de savoir si l'incapacité a duré plus de 4 jours.

Il apparaît très nettement que le texte qui n'a pas été rédigé en vue de cette hypothèse sera souvent, par le délai de prévenance qu'il impose, un obstacle à ce que le certificat soit déposé en temps utile. Nous nous hâtons d'ailleurs de constater qu'il y aura rarement lieu de recourir à cette procédure, car si le blessé, qui comme le patron a intérêt à la remise du certificat, se refuse parfois à l'examen du médecin de l'entreprise, il communiquera le plus souvent volontiers au patron le certificat d'incapacité délivré par son propre médecin.

Il peut arriver encore que les médecins du voisinage, auxquels s'adresse le patron, refusent de lui délivrer ce certificat. Cette difficulté n'est pas hypothétique puisqu'elle fut l'objet d'un examen du comité consultatif qui, par avis du 7 février 1900, décida que le patron pourrait en ce cas demander au juge de paix la désignation d'un médecin par justice, par analogie avec les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 13 de la loi de 1898 et par application de l'article 23 de la loi du 30 novembre 1892.

Il est certain qu'en vertu de l'article 23 de la loi du 30 novembre 1892, tout médecin est tenu de déférer aux réquisitions de justice : mais la

question est de savoir si le cas qui nous occupe peut faire légalement l'objet d'une réquisition de justice.

Lors de la discussion au Sénat de l'article 23 de la loi précitée, un amendement avait été proposé en addition au texte, portant que : un règlement d'administration publique déterminera dans quels cas, par qui et comment les réquisitions pourront être faites ; mais il ne fut pas adopté.

La question n'est donc pas tranchée par la loi et reste par conséquent entière.

Cependant la réponse ne nous paraît pas douteuse ; il s'agit en effet d'une mesure destinée à permettre l'exécution de la loi de 1898 dont le caractère d'ordre public a été, à maintes reprises, affirmé ; dès lors cette mesure, parce qu'elle est d'ordre public, peut être ordonnée par réquisition de justice.

Il est vrai qu'au cours de la discussion instituée au Sénat (séance du 5 avril 1892) sur l'amendement précité, M. Bardoux, expliquant la portée de l'expression « réquisition de justice », ne parla que des cas de crime ou de délit prévus par le code d'instruction criminelle ou des cas visés par le code pénal.

Mais cette énumération n'est pas limitative ; d'ailleurs l'eût-elle été dans l'esprit de l'orateur qu'on ne saurait en tirer argument contre l'extension de la réquisition de justice à l'hypothèse que nous examinons, puisque la loi de 1898, alors inexistante, ne pouvait évidemment être prévue par le législateur.

Il ne reste plus dès lors qu'à déterminer le juge compétent pour ordonner cette réquisition.

Il paraît incontestable que, conformément à l'avis du comité consultatif, le juge de paix a qualité pour prendre cette réquisition, non seulement par analogie avec l'article 13, alinéas 3 et 4, qui permet au juge de paix de désigner un médecin pour examiner le blessé quand le certificat médical lui paraît insuffisant et de commettre un expert pour assister à l'enquête, mais aussi par application du § 5 de l'article 4 qui, formulé par la loi du 31 mars 1905 et postérieur par conséquent à l'avis du comité consultatif, donne pouvoir au juge de paix de désigner un médecin sur la demande du chef d'entreprise pour le renseigner sur l'état du blessé.

Pour terminer sur ce point, nous devons faire remarquer que le médecin, qui refuserait de déférer à cette réquisition de justice, serait passible d'une amende de 25 à 100 francs édictée par l'article 22 de la loi du 30 novembre 1902, mais non de l'amende de 6 à 10 francs édictée

par l'article 475 du code pénal qui vise ceux qui ont refusé le service dont ils étaient requis pour les accidents... ; car il est admis que les seuls accidents prévus par ce dernier texte sont ceux qui peuvent être considérés comme une calamité publique et non pas les accidents qui présentent un caractère purement individuel.

Ajoutons enfin qu'une circulaire du directeur de l'assistance publique, en date du 4 mars 1900, rappelait aux médecins d'hôpitaux et d'hospices qu'ils ne pouvaient refuser de délivrer au patron ou à l'ouvrier les certificats médicaux prescrits par l'article 11, chaque fois qu'un blessé victime d'un accident du travail serait transporté à l'hôpital.

Nous mentionnons pour mémoire que la délivrance par le médecin de ce certificat dont la production est légale, n'est pas faite à titre gratuit et que le patron en devra supporter le coût (1). L'alinéa 4 de l'article 11 porte que la déclaration d'accident pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime ou ses représentants ; il suit que le blessé, qui voudra faire sa déclaration, devra se soumettre aux mêmes conditions de forme que le patron, délai excepté, et produire, comme le patron, un certificat médical quand l'incapacité de travail a duré plus de 4 jours. Le blessé qui dépose un certificat doit aussi en supporter le coût (2).

B. — DÉLAI.

Le texte primitif de l'article 11 de la loi de 1898 avait fixé un délai uniforme de 48 heures pour la déclaration d'accident et le dépôt du certificat médical ; la loi du 22 mars 1902 a apporté ici encore une modification à ce texte en ne conservant le très bref délai de 48 heures que pour la déclaration d'accident et en y substituant un délai de 4 jours pour le dépôt du certificat. Mais, pour le calcul de ce second délai, il n'y a plus à défalquer, comme pour le délai de 48 heures, les dimanches et les jours fériés (3), le nouveau texte portant « dans les quatre jours qui suivent l'accident » ; d'autre part le délai de 4 jours ne se calcule plus d'heure à heure, mais de jour à jour et, de même que pour tous les délais de cette nature, il faut appliquer la règle *dies a quo non computatur in termino* : il part donc du lendemain du jour de

(1) Avis du comité consultatif du 31 mai 1899 ; circulaire ministérielle du 21 août 1899 ; circulaire direct. assistance publique, 4 mai 1900.

(2) Circulaire direct. assistance publique, 4 mai 1900.

(3) Sachet, n° 986 ; Loubat, n° 1214 ; circül. ministér. com., 23 mars 1902.

l'accident. Mais au contraire il faut compter le *dies ad quem* par application de cette règle de droit commun que le *dies ad quem* doit être compté lorsque la loi contient une formule inclusive indiquant que l'acte ne peut être fait le lendemain de l'échéance elle-même : la formule de l'article 11 porte en effet « dans » les quatre jours qui suivent.

Il a été expliqué précédemment que si, à la suite d'un accident n'ayant occasionné d'abord aucune cessation de travail, une incapacité se manifestait ultérieurement, le délai de 48 heures pour la déclaration d'accident se trouverait prorogé jusqu'au jour de l'apparition de l'incapacité : pour les mêmes raisons, le délai de dépôt du certificat ne commence à courir que du jour où a commencé l'incapacité de travail qui a duré plus de 4 jours.

Le blessé a la faculté de faire sa déclaration dans l'année qui suit l'accident (art. 11, § 4) et nous avons vu qu'il devait aussi dans le même délai déposer, le cas échéant, un certificat médical constatant la permanence de l'incapacité. Ce délai est franc, et ne comprend ni le *dies a quo*, ni le *dies ad quem*. Faut-il faire ici la même distinction que précédemment pour la fixation du point de départ du délai imparti au patron et dire que le délai d'un an ne court que du jour où s'est révélée l'incapacité.

La doctrine, presque à l'unanimité (1), considère que ce délai ne peut être prorogé et que, sans distinction de circonstances, c'est l'expiration de l'année qui suit l'accident qui marque le terme de la faculté de déclaration. Pourtant, on peut se demander si, logiquement, le délai d'un an accordé à l'ouvrier pour faire sa déclaration ne devrait pas bénéficier des mêmes causes de suspension que le délai de 48 heures ou de 4 jours imparti au patron.

Cependant, il faut reconnaître que les mêmes raisons ne militent pas en faveur d'une solution identique : car, d'abord le délai imparti au patron est beaucoup plus court et comporte une pénalité ; au contraire, le délai accordé à l'ouvrier ne limite que l'exercice d'une faculté ; d'autre part, il serait sans intérêt pratique pour le blessé, de décider qu'il peut faire sa déclaration, non dans l'année qui suit l'accident, mais dans l'année qui suit la manifestation de l'incapacité, car aux termes de l'article 18 l'action en indemnité se prescrit par un an à partir de l'accident : d'où il suit que la déclaration postérieure à un an après l'accident, même si elle était admise, serait sans utilité pour la victime.

(1) *Contrà*, Mourral et Berthiot, p. 348 et 349.

C. — FORMES.

La déclaration d'accident accompagnée ou suivie du dépôt d'un certificat médical doit être faite dans la forme réglée par décret, puisque, comme nous l'avons vu, l'article 11 en décide ainsi ; mais le patron ou l'ouvrier peuvent-ils, tout en respectant les formes prescrites, faire à la mairie leur déclaration d'accident et leur dépôt de certificat, par correspondance ?

Une circulaire ministérielle du 21 août 1899 soutenait que la déclaration et le dépôt de certificat devaient être faits par le patron ou par ses préposés, la victime ou ses représentants en personne et non par la poste.

Pour justifier cette exigence, la circulaire invoquait l'obligation imposée au maire par l'article 11 primitif, de remettre un récépissé au déclarant, immédiatement au reçu de sa déclaration, et s'appuyait d'autre part sur une interprétation littérale du texte qui disait que le récépissé serait « remis au déclarant. »

Mais cette interprétation déjà critiquable avec le texte primitif qui portait seulement : « Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant », ne semble plus pouvoir être maintenue avec le nouveau texte établi par la loi du 22 mars 1902 ; pourtant elle a été confirmée par la circulaire du 23 mars 1902.

Il faut remarquer que le § 4 du texte primitif sur lequel s'appuyait la première circulaire de 1899 a disparu ; que le nouveau texte ne porte plus le mot « remise », ni les mots « au déclarant », il dit seulement dans le § 1^{er} qui vise la déclaration que le maire... « en délivre immédiatement récépissé », et dans le § 3 qui vise le dépôt du certificat par le chef d'entreprise, que le maire... « lui en délivre immédiatement récépissé ».

Il ne paraît pas possible de tirer argument de ce que le récépissé doit être délivré immédiatement pour soutenir qu'il ne peut être remis qu'à la personne même du déclarant et que le déclarant doit venir en personne à la mairie.

La délivrance « immédiate » du récépissé peut parfaitement être faite par la poste, aux frais du déclarant : le texte ne s'y oppose pas ; le maire aura satisfait ainsi à son obligation.

Quant au déclarant, si c'est une obligation pour lui de déclarer dans le délai fixé, on ne peut considérer que c'est encore une obligation pour lui de recevoir dans le même délai un récépissé qui ne constitue à son égard qu'une simple décharge à laquelle il lui est loisible de renoncer

et dont il peut volontairement et à ses risques et périls retarder la possession.

Nous pensons donc qu'à défaut de toute précision dans la loi, la déclaration et le dépôt peuvent être faits par la poste, à la seule condition qu'ils parviennent à la mairie avant l'expiration du délai imparti et que le maire satisfait aussi à son obligation en délivrant immédiatement par la poste un récépissé au déclarant. Cette solution présente le grand avantage d'éviter un déplacement et une perte de temps au patron ou à l'ouvrier, déplacement et perte de temps qui leur seront d'autant plus préjudiciables que l'accident se sera produit en un lieu plus éloigné de leur domicile, si l'on admet, comme il est soutenu, que la déclaration doit avoir lieu à la mairie du lieu de l'accident.

§ 4. — Mairie compétente.

A quelle mairie doit être faite la déclaration ?

L'article 11 porte que « tout accident devra être déclaré... par le chef d'entreprise... au maire de la commune... »

Une circulaire du ministre du commerce, en date du 21 août 1899, indique « qu'il ne peut s'agir que du maire de la commune où l'accident s'est produit », parce que d'une part les règlements d'administration publique rendus pour l'exécution des lois de 1892 et de 1893 le prescrivaient déjà ainsi, et d'autre part parce que le vœu non équivoque du législateur est que le maire et le juge de paix saisis soient ceux les plus rapprochés du théâtre de l'accident parce qu'ils se trouvent être mieux placés pour provoquer ou vérifier les premières constatations : qu'enfin la compétence de la mairie du lieu de l'accident fut spécifiée par le rapporteur au Sénat.

Cette interprétation paraît critiquable. Tout d'abord, aucun argument ne semble pouvoir être tiré des lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893 qui n'ont pas dit que la mairie compétente serait celle du lieu de l'accident, mais portent seulement dans leurs articles 15 et 11 que tout accident, survenu dans un des établissements mentionnés, sera l'objet d'une déclaration par le chef d'entreprise qui sera faite au maire de la commune.

Dès lors, on est fondé à soutenir que la mairie compétente est celle du lieu de l'établissement.

Il est vrai que les décrets des 26 avril et 20 novembre 1893 rendus pour l'exécution des lois précitées indiquent, dans leur article 1^{er}, qu'ils ont pour objet de fixer le modèle du procès-verbal de la déclaration d'un

accident à dresser par le maire de la commune où cet accident s'est produit.

Mais il faut noter qu'un décret ne peut modifier une loi ; que, de plus, les articles 15 de la loi de 1892 et 11 de la loi de 1893 ont précisé, en la limitant par avance, la portée du décret à intervenir qui devra réglementer seulement la forme du procès-verbal de cette déclaration. De sorte que la mairie compétente reste celle fixée par les lois de 1892 et 1893, c'est-à-dire celle du lieu de l'établissement.

Au reste, on ne peut non plus tirer argument de ce qu'en pratique aucune difficulté n'a été soulevée contre l'interprétation, à notre sens inexacte, donnée par les décrets à ces lois de 1892 et de 1893, car, ainsi que le reconnaît d'ailleurs la circulaire ministérielle du 21 août 1899 précitée, les lois de 1892 et 1893 ne prescrivaient la déclaration que pour les accidents survenus dans l'intérieur ou les dépendances des établissements qu'elles visaient ; il est bien évident dès lors que le lieu de l'accident se confondait avec le lieu de l'établissement, ou du domicile, ou de la résidence du chef d'entreprise et on pourrait dire avec autant de raison que la déclaration avait lieu, conformément à ces lois, à la mairie du lieu de l'établissement.

D'autre part, il n'apparaît pas, comme le dit la circulaire, que le vœu non équivoque du législateur ait été de saisir le maire du lieu le plus rapproché de l'accident afin de le mettre à même de provoquer ou vérifier les premières constatations.

Nous verrons, en effet, que l'article 12, au contraire, dessaisit le maire de tout pouvoir d'appréciation, ne lui donne aucun droit d'ingérence, et en fait simplement un agent de réception et de transmission.

Il apparaît, bien plus, que la compétence donnée au maire du lieu de l'accident serait en opposition avec le but du législateur, qui est d'assurer l'exécution rapide des formalités.

Il peut arriver, en effet, que le lieu de l'accident se trouve éloigné du lieu du domicile ou de la résidence du patron et cette circonstance sera susceptible d'apporter un retard dans la déclaration du patron, surtout si l'on exige que le patron ou son préposé fasse la déclaration en personne, ce qui nécessite leur déplacement.

Enfin l'article 12, dans son alinéa 1^{er}, spécifie que « le maire transmet au juge du canton où l'accident s'est produit »... ce qui paraît bien indiquer qu'il y a un changement dans la compétence, qui passe du maire du domicile au juge de paix du lieu de l'accident; d'ailleurs si la compétence avait été donnée au maire du lieu de l'accident, la loi n'eût pas manqué de le dire comme elle l'a fait pour le juge de paix

et comme elle doit le faire chaque fois qu'elle apporte une dérogation au droit commun : or le principe du droit commun, consacré comme nous l'avons vu par les lois de 1892 et de 1893, c'est la compétence du lieu de l'établissement, c'est-à-dire du domicile.

La circulaire ministérielle invoque, en outre, pour justifier son interprétation, les déclarations faites par le rapporteur au Sénat. Sans doute elle fait allusion à la phrase suivante du rapport de M. Thévenet : « La Chambre a pensé que le maire de la commune où l'accident s'est produit serait plus apte à dresser le procès-verbal et pourrait instruire plus rapidement : votre commission croit que vous pouvez admettre cette procédure. »

Mais cette déclaration ne paraît pas péremptoire, car la question discutée était alors de savoir non pas si le patron devait déclarer l'accident au maire de son domicile, ou au maire du lieu de l'accident, mais bien et uniquement si la déclaration devait être faite au maire ou au juge de paix. Il faut rappeler en effet que la Chambre des députés avait d'abord admis la compétence du maire (1) ; que le Sénat, rejetant cette solution, avait voté la compétence du juge de paix (2), mais que la Chambre ayant maintenu la compétence du maire (3), le Sénat, après avoir entendu le rapport précité de M. Thévenet, accepta enfin cette compétence (4).

Done, s'il est incontestable que, dans la pensée du rapporteur, le maire compétent est celui du lieu de l'accident, il n'est pas du tout certain que le Sénat, auquel ce point de discussion ne paraît pas avoir été soumis, ait lui-même adopté cette manière de voir et le doute s'impose d'autant plus que le texte voté ne précise pas qu'il s'agit du maire du lieu de l'accident comme il précise dans l'article suivant qu'il s'agit du juge de paix du canton de l'accident.

Aussi pensons-nous qu'à défaut de toute indication contraire dans la loi, le maire compétent est celui du domicile.

Cette interprétation logique du texte est seule satisfaisante, car seule elle permet la déclaration rapide de l'accident dans le bref délai impart. D'ailleurs la théorie de la compétence du maire du lieu de l'accident soutenue par la circulaire et, il faut le reconnaître, par l'una-

(1) Ch. des dép., séance du 7 juillet 1888, *J. Off.* du 8, Déb. parlam., p. 2020.

(2) Sénat, séance du 23 mars 1896, *J. Off.* du 24, Déb. parlam., p. 307.

(3) Ch. des dép., 28 oct. 1897, *J. Off.* du 29, Déb. parl., 2223.

(4) Sénat, séance du 4 mars 1898, *J. Off.* du 5, Déb. parlam., p. 252.

nimité des auteurs (1) est inapplicable chaque fois que l'accident se sera produit en un lieu qui ne peut être déterminé ou qui ne sera connu que plus tard par l'enquête : il en est ainsi, notamment, au cas d'accident survenu au cours d'un transport : alors la circulaire précitée reconnaissant l'impossibilité qui résulte de son interprétation, attribue compétence à la mairie de la commune où est reconnu l'accident, ou bien à la mairie du lieu du premier arrêt.

De même, pour les accidents survenus dans une mine, minière ou carrière s'étendant sous le territoire de plusieurs communes, la circulaire faisant un nouvel échec au principe qu'elle a posé, donne compétence à la mairie du lieu des bâtiments de l'exploitation.

Pareille difficulté se présente encore quand l'accident survient en territoire étranger à un ouvrier d'une entreprise ayant son siège social en France, car les termes impératifs de l'article 11, § 1^{er}, imposent (2) la déclaration de tout accident assujetti à la loi de 1898 ; alors la déclaration ne pourra non plus être faite à la mairie du lieu de l'accident. Il est encore admis que, dans ce cas, la mairie compétente est celle de la commune où sont situés les bâtiments de l'exploitation. Cette solution d'ailleurs était indiquée par l'alinéa 6 de l'article 15 qui dans cette hypothèse donne compétence au juge de paix du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attaché le blessé. On a aussi proposé (3) la compétence du consulat français du lieu de l'accident ; mais encore faudrait-il qu'il existe un consulat français et, d'autre part, si l'on admet que le patron doit faire la déclaration en personne, cette solution n'est pas de nature à faciliter et à hâter l'exécution de la loi.

Toutes ces difficultés seraient résolues par l'attribution uniforme de la compétence à la mairie du domicile.

Ce même article 11 porte, comme nous l'avons déjà vu dans son alinéa 4, que la déclaration pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime : à quelle mairie la victime peut-elle faire sa déclaration ?

Pour nous qui pensons que la mairie compétente est celle du domicile, faut-il interpréter les mots « dans les mêmes conditions » en ce sens que la mairie compétente reste celle du domicile du patron. Nous

(1) Sachet, 979 ; Loubat, 1193 ; Mourral et Berthiot, 321 ; Cabouat, *Lois nouvelles*, 1899, p. 468 ; Isaure Toulouse, *Manuel formulaire des accidents du travail*, p. 68.

(2) En sens contraire, avis du comité consultatif du 7 mars 1900, D., 1900, 4, 71

(3) Sachet, n° 981.

croions qu'il faut par cette expression entendre que la déclaration de la victime reste soumise aux mêmes règles que celles qui s'appliquent au patron, *mutatis mutandis*, et que par conséquent la victime peut faire sa déclaration à la mairie de son propre domicile.

§ 5. — Transmission par le maire.

Le maire, après avoir reçu, contre délivrance immédiate d'un récépissé, la déclaration d'accident et, s'il y a lieu, le certificat médical, est tenu d'une double obligation.

A. — AVIS AU SERVICE D'INSPECTION.

Il doit informer de l'accident (art. 11, § 5), l'inspecteur départemental du travail ou l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise. Cette communication, dont la forme est déterminée par le décret du 23 mars 1902, doit être faite immédiatement, c'est-à-dire aussitôt qu'a été faite la déclaration d'accident à la mairie, soit par le patron soit par la victime ; elle a pour but de permettre à l'autorité administrative de faire, si elle le juge à propos, une enquête sur le mode d'exploitation, de rechercher si les règlements relatifs à cette exploitation ont été appliqués et de faire poursuivre s'il y a lieu, devant les tribunaux répressifs, le patron pour infraction à ces règlements : il importe en effet, si un accident a été déterminé par la négligence d'un patron à se soumettre aux mesures de prudence imposées par l'administration compétente, que celle-ci puisse par son intervention préventive éviter un nouvel accident pour les mêmes causes. Cette communication d'avis d'accident à l'inspecteur du travail ou à l'ingénieur n'est d'ailleurs pas une innovation de la loi de 1898, car les lois des 2 novembre 1892, article 15, et 12 juin 1893, article 11, l'imposaient déjà au patron d'un établissement industriel. Toutefois, conformément à ces lois complétées par les règlements d'administration publique des 21 avril et 20 novembre 1893, les déclarations n'étaient imposées que pour les accidents paraissant devoir entraîner une incapacité de travail de 3 jours au moins, et survenus dans l'établissement : notre texte impose la déclaration pour tout accident qui aura entraîné une incapacité de travail, sans distinction de durée et qui sera survenu même en dehors de l'établissement. De plus en vertu de notre texte, c'est le maire qui se trouve chargé de faire cette déclaration à l'inspecteur du travail et à l'ingénieur ordinaire des mines aux lieu et place du patron qui en est désormais libéré.

Toutefois, cette exonération du patron ne s'applique qu'aux cas qui, visés par l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, sont également régis par la loi de 1898 ; mais l'obligation de la déclaration au service d'inspection subsiste pour le patron dans tous les cas qui, visés par les lois de 1892 et 1893, ne tombent pas sous l'application de la loi de 1898, de même qu'elle subsiste dans tous les cas qui, même soumis à la loi de 1898, sont aussi réglementés par d'autres lois que celles des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893 (mines, minières, carrières, chemins de fer, appareils à vapeur, etc...).

Les solutions que nous venons de donner en nous appuyant sur le texte n'ont cependant pas été toutes admises par le ministère du commerce.

Aux termes de la circulaire du 23 mars 1902, l'avis d'accident doit être donné au service d'inspection dans le même délai que celui imparté pour la transmission des pièces au juge de paix, c'est-à-dire dans les 24 heures qui suivent le dépôt des certificats et au plus tard dans les 5 jours qui suivent l'accident.

Mais cette interprétation ne paraît pas conforme au texte qui stipule, dans le § 5 de l'article 11, que l'avis est « donné immédiatement ». Nous avons vu précédemment avec quelle rigueur la même circulaire, confirmant celle du 21 août 1899, appliquait la délivrance « immédiate » du récépissé au déclarant ; la même formule ne peut avoir dans le même texte un sens différent et nous continuons à penser dès lors que le maire a l'obligation de transmettre l'avis après l'avoir lui-même reçu.

D'un autre côté, la même circulaire porte que la transmission au service d'inspection ne sera faite par le maire que pour les accidents suivis de décès ou ayant donné lieu à production de certificat médical.

Cette interprétation nous paraît également critiquable en présence des termes du § 5 qui ne fait aucune distinction entre les accidents, et d'une manière générale et absolue impose, dans tous les cas, au maire la transmission de l'avis de l'accident ; nous pensons en conséquence que, par application stricte de la loi, le maire doit transmettre l'avis d'accident chaque fois qu'il a reçu une déclaration d'accident, sans aucune exception.

Telle semblait être, d'ailleurs, la solution adoptée par la première circulaire du 10 juin 1899 qui porte : « Le maire donne toujours avis de l'accident à l'inspecteur ou à l'ingénieur » ; puis confirmée par circulaire du 21 août 1899, qui imposait aux maires la transmission d'avis « pour tous les accidents déclarés, même si ces accidents concernent

des industries non soumises à l'inspection », ajoutant que « le texte de l'article 11 ne permet aucune distinction ».

B. — TRANSMISSION AU JUGE DE PAIX.

Le maire doit encore, dans les 24 heures qui suivent le dépôt du certificat et au plus tard dans les 5 jours qui suivent la déclaration d'accident, transmettre au juge de paix du canton où l'accident s'est produit, la déclaration d'accident et le certificat médical ou l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat (art. 12, § 1). Il faut remarquer que le délai de transmission du certificat médical, dans les 24 heures de son dépôt, permet au maire, dans tous les cas où le patron aura déposé ce certificat dans les délais qui lui sont impartis, de ne faire au juge de paix qu'un seul et même envoi pour la déclaration et pour le certificat.

Ce délai maximum de 5 jours donné au maire pour la transmission des pièces, concorde avec le délai dans lequel le maire verra se constituer son dossier ; le patron a en effet 48 heures pour faire sa déclaration et doit effectuer le dépôt du certificat médical au plus tard à la fin du 4^e jour qui suit l'accident ; dès le 5^e jour, le maire doit faire sa transmission : il ne pouvait être contraint de la faire plus tôt. Ces délais si brefs affirment le souci du législateur d'organiser une procédure rapide.

Toutefois, ce délai imparti au maire sera suspendu quand la déclaration d'accident n'aura pas été faite dans le délai de 48 heures, ni le certificat déposé dans les 4 jours qui suivent l'accident ; et il commencera à courir dès le moment du dépôt du certificat ou du jour de la déclaration.

Il a été soutenu, au contraire, qu'en cas de déclaration ou de dépôt de certificats tardifs, le maire devrait transmettre ces pièces au juge de paix, « immédiatement » (1), mais aucun texte ne nous paraît justifier cette exigence de transmission immédiate, alors surtout que le même auteur admet que pour le patron le délai de déclaration ne part que du moment où se révèle l'incapacité, dans tous les cas où l'accident n'a occasionné sur le moment aucune cessation de travail (2).

Il nous semble qu'il n'existe aucune raison pour rejeter toute cause de suspension pour le délai imparti au maire, alors qu'il est admis que

(1) Sachet, n° 1001.

(2) Sachet, n° 984.

le délai imparti au patron peut être suspendu. Enfin, rappelons que le délai de 24 heures se calcule d'heure à heure comme il a été dit pour les délais de 48 heures et que les mêmes observations faites pour le calcul du délai de 4 jours s'appliquent au délai de 5 jours.

C. — RÔLE DU MAIRE.

Il faut remarquer que le rôle du maire aussi bien vis-à-vis de l'inspecteur départemental ou de l'ingénieur ordinaire des mines, que vis-à-vis du juge de paix se borne à transmettre l'avis d'accident ou les pièces qui lui ont été remises ; il est privé de tout pouvoir d'appréciation ; il est lié par la déclaration d'accident qu'il ne peut discuter, ni modifier et qu'il doit transmettre.

Le fait est d'autant plus intéressant à signaler, qu'il n'en a pas toujours été ainsi, du moins en ce qui concerne la transmission au juge de paix.

Le texte primitif de la loi de 1898 portait en l'article 12 : « Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet... »

Sous l'empire de ce texte, le maire avait donc un pouvoir d'appréciation qui lui permettait de ne pas transmettre le dossier au juge de paix, quand il estimait, d'après le certificat médical produit, que la blessure n'entraînerait aucune incapacité de travail.

C'était chose grave et dangereuse pour le blessé, car cette décision du maire paralysait toute la procédure que la victime, mal instruite de ses droits, pouvait ne pas savoir remettre en mouvement ; et, l'erreur du maire était d'autant plus à craindre qu'il pouvait être absolument incompétent aussi bien pour l'appréciation du certificat médical que pour l'appréciation des conséquences de son refus de transmettre.

Aussi, la loi du 22 mars 1902 a-t-elle retiré au maire tout pouvoir d'appréciation en lui imposant, dans tous les cas et sans distinction, la transmission au juge de paix ; le maire doit même recevoir des déclarations qui manifestement ne concerneraient pas des accidents du travail et laisser les tribunaux seuls juges de l'applicabilité de la loi (1) sans « qu'il lui soit loisible d'opposer ses appréciations aux énonciations du « déclarant » (2).

(1) Circul. du garde des sceaux du 22 août 1901.

(2) Circul. min. com. du 23 mars 1902.

En conséquence, le maire ne peut refuser une déclaration parce que tardive, soit qu'elle émane du patron (1) après le délai de 48 heures ou de 4 jours, soit qu'elle émane du blessé après le délai d'un an.

Ce dernier point a été contesté (2), mais il paraît difficile d'accorder au maire, au cas de déclaration tardive de l'ouvrier, un droit qui lui est dénié au cas de déclaration tardive du patron. Les tribunaux doivent dans les deux cas rester seuls juges de la tardivité de la déclaration.

Le maire ne saurait, non plus, prendre aucune mesure coercitive pour obtenir la déclaration soit du patron, soit du blessé ; il n'a pas davantage à contrôler les circonstances de l'accident : c'est là le rôle du juge de paix.

Dans le silence de la loi, il n'appartient au maire d'autres prérogatives que celles qui résultent de sa qualité d'officier de police judiciaire : l'accident ayant un caractère individuel et non le caractère de calamité publique, le maire ne peut intervenir, il peut seulement signaler à l'autorité compétente répressive (3) le patron qui, par son abstention, aurait contrevenu aux dispositions impératives de la loi.

§ 6. — Réclamation du bénéficiaire d'indemnité.

Aux termes du décret du 28 février 1899, le maire est encore compétent pour recevoir la réclamation du bénéficiaire d'une indemnité allouée à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, qui déclare n'en pas avoir touché le montant au moment de l'exigibilité (art. 1).

Cette indemnité peut consister en arrérages de rente ou en capital représentatif (rachat).

La déclaration de non paiement peut être faite soit par le bénéficiaire, soit par son représentant légal, soit par son mandataire ; elle comprend un certain nombre de mentions contenues à l'article 3 du décret précité et qui portent sur l'identité et le domicile du bénéficiaire de l'indemnité ; la désignation du patron et de l'assureur ; la nature de l'indemnité et la créance réclamée ; l'indication du titre allouant cette indemnité et, enfin, le cas échéant, l'identité du représentant ou du mandataire du blessé.

A l'appui de cette déclaration, doivent être jointes toutes pièces jus-

(1) Circulaire du ministre du 21 août 1899.

(2) Sachet, n° 995.

(3) Circulaire ministérielle du 8 juin 1901.

tificatives de l'origine de la créance, de ses modifications, du refus de paiement ; le texte ne comporte d'ailleurs aucune règle précise sur ce point.

Le maire compétent pour recevoir cette déclaration est celui du lieu de la résidence du blessé, c'est-à-dire du lieu où il habite en fait, par opposition au lieu de son domicile légal et au lieu de son habitation qui peut n'être qu'exceptionnelle et passagère.

Comme nous l'avons admis pour la déclaration d'accident, nous pensons qu'à défaut de toute prohibition, le blessé peut faire sa déclaration par écrit et n'est pas tenu de la faire verbalement à la mairie.

Le maire doit donner récépissé au déclarant de sa réclamation et des pièces qui l'accompagnent, mais il ne peut examiner le bien fondé de la réclamation, ni apprécier la régularité des pièces produites ; il doit seulement vérifier l'identité du bénéficiaire ou la qualité du déclarant qui, aux termes de la loi, ne peut être que le bénéficiaire lui-même ou son représentant légal, ou son mandataire.

Il ne peut en outre que rappeler au déclarant quelles mentions doit contenir sa déclaration et sur quels points doivent porter ses pièces justificatives.

Dans les 24 heures de leur dépôt, le maire doit transmettre la déclaration et les pièces produites au directeur général de la caisse nationale des retraites.

§ 7. — Sanctions.

L'obligation du patron de déclarer l'accident et de fournir, quand l'incapacité de travail excède 4 jours, un certificat médical, comporte une sanction pénale inscrite à l'article 14 de la loi de 1898 et dont nous parlerons plus loin.

Mais l'obligation de transmission au juge de paix imposée au maire, comporte-t-elle aussi une sanction ?

Cette sanction n'est inscrite nulle part dans la loi, aussi l'obligation nous paraît-elle purement morale et son inexécution ne semble pouvoir entraîner l'application d'aucune pénalité, car les peines sont de droit étroit.

Il en est de même de l'obligation imposée au maire de transmettre dans le délai de 24 heures, au directeur général de la caisse des retraites, la déclaration, assortie des pièces justificatives, faite par le blessé atteint d'une incapacité permanente et bénéficiaire d'une indemnité, qui se plaint de n'en pas avoir reçu paiement.

Mais il reste bien entendu que le maire, qui aurait négligé d'accomplir les formalités prescrites, pourrait encourir le blâme du préfet pour non exécution des actes relatifs à sa fonction. Quant à la question de savoir si le refus de transmission de pièces peut faire encourir au maire une responsabilité civile, nous l'examinerons ultérieurement, en étudiant la responsabilité qui peut incomber aux juges de paix et aux présidents de tribunaux pour le non accomplissement des formalités imposées par la loi.

CHAPITRE II

COMPÉTENCE CIVILE DU JUGE DE PAIX

« RATIONE MATERIÆ »

La loi du 9 avril 1898, a attribué au juge de paix un rôle très important par application de cette pensée que, se trouvant très rapproché du lieu de l'accident qui le plus souvent se confond avec celui du domicile des parties, ce magistrat pourra le plus rapidement, et avec les moindres frais, préparer et même apporter la solution de la plupart des difficultés nées de l'application de la loi.

Pour plus de clarté, nous examinerons les différentes matières soumises à la compétence du juge de paix, non d'après l'ordre des textes, mais suivant l'ordre dans lequel, en pratique, ce magistrat en est ordinairement saisi.

SECTION I. — Enquête.

§ 1. — Dans quel cas il y a-t-il lieu à enquête ?

Aux termes de l'article 12, § 2, le juge de paix doit procéder à l'enquête quand, d'après le certificat médical transmis par le maire ou ultérieurement par la victime, la blessure paraît devoir entraîner une incapacité permanente absolue ou partielle, ou quand la victime est décédée.

L'application de ce texte peut soulever quelques difficultés.

Il importe tout d'abord de rappeler que le texte primitif de 1898 laissait au maire, comme nous l'avons précédemment indiqué, le soin de décider si, d'après le certificat médical produit, il y avait lieu de transmettre au juge de paix la déclaration d'accident et le certificat médical.

Sous l'empire de ce texte, le juge de paix n'avait aucun pouvoir d'ap-

préciation et il avait l'obligation de procéder à l'enquête chaque fois qu'un avis d'accident lui était transmis.

Le texte actuel, en supprimant toute initiative du maire, a donc augmenté la compétence du juge de paix qui, seul, a qualité pour apprécier s'il y a lieu ou non de procéder à l'enquête.

A. — AUCUN CERTIFICAT N'A ÉTÉ PRODUIT.

Nous avons vu que, conformément à l'article 12, § 1, le maire transmet au juge de paix ou bien la déclaration d'accident avec attestation qu'il n'a pas été produit de certificat médical, ou bien la déclaration avec le certificat médical.

Que faut-il décider quand le maire produit la déclaration avec attestation qu'il n'y a pas de certificat médical ?

Il semble que, par application du texte qui porte que l'enquête sera faite quand, d'après le certificat transmis par le maire ou produit par la victime, la blessure paraît devoir entraîner une incapacité permanente, il faut dire que le juge de paix ne peut, sauf dans le cas de décès qui est prévu par le texte, ouvrir l'enquête, à défaut de tout certificat médical produit, le § 2 de l'article 12 étant limitatif.

Il est vrai que le § 3 de l'article 13 stipule que « quand le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé » et l'on pourrait en inférer que, dans le cas qui nous occupe, le juge de paix peut d'office faire rédiger un certificat médical au vu duquel il décidera s'il y a lieu à enquête. Mais il faut remarquer que le texte invoqué précise « lorsque le certificat médical ne lui paraît pas suffisant », ce qui permet de dire que la faculté de désigner d'office un médecin n'appartient au juge de paix que quand un certificat médical a déjà été produit.

Il est vrai encore que le § 4 porte également que le juge de paix pourra commettre un expert pour l'assister dans son enquête.

Mais tout d'abord il peut être répondu que le mot « expert » doit s'entendre ici d'un technicien, par opposition au mot médecin employé dans le paragraphe précédent ; et ensuite, que même en admettant que par sa généralité, le mot « expert » s'applique également au médecin, le texte ne paraît pas non plus permettre au juge de paix de désigner un expert médecin pour, en l'absence de tout certificat, examiner le blessé et dire s'il est atteint d'infirmité permanente, car le rôle dévolu à l'expert est d'assister le juge de paix dans l'enquête, et s'explique tout naturellement par l'obligation dans laquelle se trouve le magistrat

de déclarer à l'enquête, comme nous le verrons plus loin, la nature des lésions dont est atteint le blessé, mais son rôle, précisé par le texte, n'est pas d'opérer avant l'enquête.

Nous pensons donc que, quand aucun certificat médical ne lui a été transmis, le juge de paix ne doit pas ouvrir l'enquête.

Nous devons ajouter que la commission du Sénat avait en 1890 proposé la rédaction suivante : « Si l'avis médical n'est pas fourni par le chef d'entreprise, ou si cet avis ne paraît pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé » (1).

Mais le texte définitif qui a été arrêté par la commission de la Chambre des députés et voté sans discussion, par la Chambre (2), ne comporte plus la première hypothèse. Il semble bien, dès lors, que la faculté de nommer un médecin ne peut être conservée au juge de paix dans l'hypothèse qui a été expressément supprimée, où aucun certificat n'a été produit.

Cependant, la circulaire du garde des sceaux en date du 10 juin 1899, porte que « la commission d'un médecin ne sera vraiment nécessaire que dans le cas où aucun certificat n'aurait été dressé.

Mais nous nous hâtons d'ajouter qu'une circulaire postérieure du 11 juillet 1902 indique que le défaut de production de certificat dans le délai imparti, fera présumer que l'ouvrier est rentré à l'usine et qu'il ne sera, dans ce cas, procédé à aucune enquête. Notre opinion est ainsi confirmée (3).

B. — LE CERTIFICAT TRANSMIS CONCLUT A L'INFIRMITÉ NON PERMANENTE.

De ce que le texte prescrit l'enquête quand, d'après le certificat médical produit, la blessure paraît devoir entraîner une incapacité permanente, il résulte que le juge de paix est investi d'un large pouvoir d'appréciation, ou, plus exactement, d'interprétation ; mais ce pouvoir ne saurait aller jusqu'à contredire les conclusions du certificat médical produit.

Le juge de paix peut seulement, quand le certificat n'a pas dit nettement s'il y aura ou non incapacité permanente, interpréter les constatations faites par le médecin sur l'état des blessés et faire l'enquête

(1) Sénat, séance du 12 mai 1890, *J. Off.* du 13, Déb. parl., p. 419.

(2) Chambre des députés, séance du 5 juin 1893, *J. Off.* du 6, Déb. parl., p. 1615.

(3) En ce sens, Vermeil, *Attributions des juges de paix en matière des accidents du travail*, 3^e édition, p. 47 ; Sachet, n° 1013.

s'il estime que des blessures décrites pourra résulter une incapacité permanente.

Le pouvoir d'appréciation donné aux juges de paix se trouve entièrement justifié s'il est restreint dans ces limites ; il était, en effet, nécessaire que le juge de paix put procéder à l'enquête chaque fois que les conclusions du médecin se présentent comme incertaines.

Mais on ne comprendrait plus que le juge de paix auquel on ne peut demander des connaissances scientifiques spéciales ait qualité pour contredire, sous sa seule autorité, les conclusion formelles données par l'homme de l'art.

Aussi pensons-nous que, quand le certificat médical produit, et non contesté, constate qu'il n'y aura pas incapacité permanente, le juge de paix ne peut procéder à l'enquête. Le rapporteur à la Chambre, M. Mirman, disait en ce sens : « Lorsque le certificat médical produit par le patron conclut très nettement à une incapacité temporaire, le juge de paix n'ouvrira pas son enquête » (1).

Cependant, cette interprétation qui semble tout à fait exacte, ne paraît pas avoir été admise par la cour de cassation qui a décidé (2) que « si la loi de 1898 impose au juge de paix l'obligation de procéder à l'enquête toutes les fois que, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort, ou une infirmité permanente, elle ne lui interdit pas de recourir à ce mode d'information lorsque les circonstances qu'il apprécie souverainement lui paraissent en démontrer l'utilité ». Mais il faut remarquer que la cour de cassation a rendu cette décision après avoir admis en fait, dans l'espèce qui lui était soumise, cette constatation des premiers juges que, « sur la déclaration d'accident qui fut faite et bien que, d'après le certificat médical, la blessure ne parut pas devoir entraîner une incapacité permanente, le juge de paix procéda à l'enquête ». D'où il suit qu'en l'espèce il n'apparaît pas que le certificat produit ait conclu « formellement » à la non incapacité permanente, hypothèse que nous examinons.

Dès lors l'arrêt cité n'aurait qu'une portée beaucoup moins large que celle qui lui a été généralement attribuée et ne contredirait pas l'opinion que nous avons adoptée, suivant laquelle le juge de paix ne peut faire l'enquête en présence d'un certificat non contesté concluant à une infirmité non permanente.

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1902, p. 308, sous l'art. 12.

(2) Cass. civ., 25 octobre 1907, *Journal des assurances*, 1^{er} février 1908, p. 85.

C. — LE CERTIFICAT MÉDICAL PRODUIT EST IMPRÉCIS SUR LE CARACTÈRE
PERMANENT DE L'INCAPACITÉ.

Si le certificat indique une infirmité permanente comme simplement possible, ou réserve sa conclusion, le juge de paix a alors qualité pour apprécier souverainement si la blessure paraît devoir entraîner une incapacité permanente. Cette appréciation est d'ailleurs délicate, car le juge doit sauvegarder les intérêts en présence. Nous devons ici, pour bien mettre en lumière l'importance de sa décision, préciser que l'enquête, dès qu'elle sera faite, sera transmise au président du tribunal civil qui convoquera obligatoirement les parties et, en cas de non accord, renverra nécessairement l'affaire devant le tribunal.

Le juge de paix a donc à tenir compte de l'intérêt du blessé qui, s'il est atteint d'une infirmité permanente, a droit à une rente et ne peut l'obtenir que quand le président aura été saisi ; mais il doit aussi se préoccuper de l'intérêt du patron, qui, au cas où l'enquête aurait été faite alors qu'il n'existe aucune incapacité permanente, devra, même si le blessé reconnaît devant le président n'avoir aucun droit à rente, supporter les frais d'enquête et d'ordonnance.

Dans le silence de la loi, le juge de paix pourra, pour former son appréciation, prendre en considération toutes circonstances conformément à l'arrêt de cassation ci-dessus mentionné ; cependant ces circonstances qui serviront de base à la décision du juge de paix, semblent bien ne pouvoir être étrangères à la blessure elle-même, à sa gravité, qui peut être mise en évidence notamment par la manière dont l'accident est arrivé.

La désignation d'un médecin prévue au § 3 de l'article 13, paraît ici tout indiquée pour préciser les conclusions incertaines du certificat produit.

D. — CERTIFICAT PRODUIT PAR LA VICTIME.

Il faut d'ailleurs bien remarquer que la décision prise par le juge de paix en l'absence ou sur le vu du certificat du médecin du patron transmis par le maire, de ne pas procéder à l'enquête, peut toujours être corrigée par le blessé lui-même qui, conformément à l'article 12, § 2, a la faculté de remettre directement au juge de paix un certificat médical constatant son infirmité permanente. Sur le vu de ce certificat, le juge de paix devra prendre une nouvelle décision conformément aux principes ci-dessus posés.

Mais nous ne croyons pas que, comme il a été dit dans le rapport précité de M. Mirman, quand, en présence d'un certificat médical produit par un patron et concluant à l'infirmité purement temporaire, le blessé remet un certificat de son médecin concluant à l'infirmité permanente, le juge de paix doive « obligatoirement » procéder à l'enquête. Qu'il soit prudent pour le juge de paix d'y procéder, à raison de certificats médicaux contraires, nous l'accordons, mais nous pensons que le juge garde son entière liberté d'appréciation.

La victime peut, avons-nous dit, transmettre directement au juge de paix un certificat médical d'infirmité permanente, ultérieurement aux délais impartis au patron et au maire pour cette transmission ; mais à quel délai est soumise cette faculté de transmission accordée au blessé ? Faut-il dire que, par analogie avec l'article 11, § 4, qui vise la déclaration à la mairie, elle ne peut être exercée que jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident ?

A défaut de texte formel, nous ne pensons pas que l'on puisse apporter pareille limitation à la faculté accordée sans restriction à la victime par l'alinéa 2 de l'article 12.

Il est vrai que l'article 18 porte que l'action en indemnité sera prescrite par un an, à dater de l'accident et que, si la prescription est acquise, une enquête serait superflue et inutile puisqu'elle ne pourrait aboutir à aucune fixation d'indemnité ; d'autre part, on peut ajouter que nous ne sommes plus en présence du maire qui peut être insuffisamment préparé pour résoudre des difficultés juridiques, mais en présence d'un magistrat chargé d'appliquer la loi et, de plus, spécialement chargé de résoudre la plupart des questions soulevées par la loi de 1898, par conséquent compétent, de sorte qu'il pourrait être soutenu que, par application de l'article 18, le juge de paix doit refuser d'ouvrir l'enquête quand le certificat médical constatant l'incapacité permanente lui a été remis par la victime plus d'un an après l'accident.

Cependant, s'il est exact que la prescription d'un an court du jour de l'accident, il faut remarquer, d'une part, que la date même de l'accident peut être contestée ; d'autre part, que le patron peut avoir renoncé au bénéfice de la prescription acquise ; que la prescription est interrompue par le paiement de l'indemnité journalière et part, en ce cas, de la cessation du paiement de cette indemnité, de sorte qu'à défaut de déclaration d'accident ou de remise de certificat par le blessé, la prescription ne sera pas nécessairement acquise dans le délai d'un an après l'accident.

Aussi, le juge de paix qui n'est pas appelé à rendre un jugement,

avec toutes les garanties que cet acte comporte, sur la question de prescription, mais qui est seulement sollicité de faire l'enquête, doit-il y procéder sans se faire juge de savoir si la prescription est ou non acquise.

Il n'y aurait d'exception à cette règle que si les parties reconnaissent que la prescription est acquise : mais il est bien évident qu'en ce cas elles ne solliciteraient plus l'enquête.

E. — LA PROFESSION DU PATRON N'EST PAS ASSUJETTIE OU L'ACCIDENT N'EST PAS COUVERT PAR LA LOI DE 1898.

Nous avons vu que le patron qui doit faire la déclaration d'accident dans tous les cas assujettis à la loi de 1898, apprécie à ses risques et périls si l'accident survenu est couvert par la dite loi, et doit, par conséquent, être déclaré ; il arrivera que le patron prudent déclarera des accidents auxquels la loi ne s'applique pas, soit que la profession ne soit pas assujettie, soit que l'accident soit arrivé en dehors du travail ou même que le blessé ne soit pas au service du patron déclarant ; la même erreur peut être commise par la victime.

Quelle décision doit prendre le juge de paix dans ces cas, si, d'ailleurs, le certificat médical prévoit une infirmité permanente ?

Il a été soutenu que la procédure édictée par la loi de 1898, ne s'appliquant qu'aux accidents visés par cette loi, c'est à la suite de ces accidents seuls, que l'enquête doit être faite et que, dès lors, le juge de paix ne doit y procéder que dans les cas où s'applique la loi (1), même si une des parties réclame l'enquête (2).

Mais cette théorie présente le grave inconvénient de faire du juge de paix qui n'est, aux termes de la loi, qu'un magistrat instructeur, un véritable juge, et de lui permettre de trancher des questions très délicates et souvent très discutées en jurisprudence, soit d'assujettissement des professions, soit de relation entre l'accident et le travail. Le pouvoir donné au juge de paix serait d'autant plus redoutable, que sa décision pourra être prise sans qu'il ait entendu les parties dans leurs explications ou les ait mises à même de faire connaître leurs moyens.

Aussi pensons-nous que, dans tous les cas soulevant un doute, si léger soit-il, le juge de paix doit faire l'enquête, laissant au tribunal civil le soin de trancher la question d'applicabilité de la loi.

(1) Circulaire ministérielle du 10 juin 1899.

(2) *Contrà*, Vermeil, p. 49.

La cour de cassation va plus loin et a décidé, d'une manière beaucoup plus générale, que le juge de paix n'a pas à apprécier si l'accident s'est produit par le fait du travail ni si l'industrie est assujettie (1).

La décision que prend le juge de paix de faire ou de ne pas faire l'enquête dans tous les cas précités, n'est pas susceptible d'appel puisqu'elle ne constitue pas un jugement, qu'elle ne se manifeste même pas par un acte, mais par une abstention.

La cour de cassation ne paraît pas admettre la généralité de cette règle ; elle a décidé (2) que la voie de l'appel n'était pas ouverte quand le juge de paix refuse de faire l'enquête parce qu'il n'existe pas de relation entre l'accident et la blessure, « sa décision ne statuant ni sur le fond du droit, ni sur la recevabilité de la demande », semblant par cette rédaction admettre implicitement que l'appel serait recevable si le juge de paix avait refusé l'enquête en se basant sur le non assujettissement de la profession ou de l'accident.

Pour les mêmes raisons qui nous font rejeter la recevabilité de l'appel, nous pensons que l'abstention ou refus de procéder à l'enquête ne donne pas ouverture au recours en cassation pour excès de pouvoir, ni pour violation de la loi prévu par le § 5 de l'article 15 (3) qui, comme nous le verrons, ne concerne que les décisions sur l'indemnité journalière.

§ 2. — Délais d'ouverture et de clôture de l'enquête.

Le § 2 de l'article 12 porte : « Lorsque le certificat médical produit... le juge de paix dans les 24 heures procède à une enquête ».

Nous devons tout d'abord remarquer que ce délai se calcule d'heure à heure (4) pour les mêmes raisons que le délai de 48 heures imparti au patron pour sa déclaration, et ne comporte aucune défalcation pour les dimanches et jours fériés.

Quel sera le point de départ de ce délai ?

Par application du texte, c'est le moment de la réception (5) du certificat médical transmis par le maire ou déposé par la victime.

(1) Cass. req., 13 juin 1903, *Recueil spécial des accidents du travail*, août 1903, p. 162.

(2) Cass. req., 9 novembre 1903, D., 1904, 1, 510.

(3) *Contrà*, Sachet, n° 1014.

(4) *Contrà*, Vermeil, p. 49.

(5) En ce sens, Sachet, 1015.

Comme conséquence immédiate, le délai ne court pas si le certificat n'a pas été déposé ou transmis, ce qui fortifie notre opinion précédemment émise, que l'enquête ne peut avoir lieu à défaut de production de certificat et en cas de transmission de la seule déclaration d'accident.

Ce délai de 24 heures est extrêmement bref. En effet, le juge de paix doit, pour procéder à l'enquête qui est contradictoire, convoquer les parties.

L'article 13, § 1 porte que l'enquête a lieu... « en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée ». Le juge de paix doit donc les convoquer sans délai et par lettre recommandée immédiatement après la réception du certificat médical.

Sur ce point nulle difficulté.

Mais, indépendamment des parties l'enquête comporte aussi la présence des témoins : dans quel délai et dans quelle forme doivent-ils être convoqués ? le texte a omis de le dire.

Par application de l'article 260 du code de procédure civile, les témoins devraient être convoqués par citation, un jour avant leur audition s'ils sont domiciliés dans l'étendue de trois myriamètres en ajoutant un jour par trois myriamètres en plus ; ce dernier cas pourra se présenter puisque le juge de paix compétent est celui du lieu de l'accident et non celui du domicile.

Mais, alors, il est évident que l'enquête ne pourrait être commencée dans le délai prescrit de 24 heures.

Aussi, a-t-il été admis, bien que l'expression « parties intéressées » employée par le texte ne comprenne pas les témoins, que ces derniers pouvaient aussi, par analogie, être convoqués d'urgence et par lettre recommandée.

Il a même été soutenu que les témoins pouvaient être appelés par simple lettre ou verbalement (1) et que la citation ne serait employée par le juge de paix, qu'au cas où les témoins ne se seraient pas rendus à la convocation.

A défaut de texte, la convocation verbale ou par simple lettre, justifiée par raison d'économie, semble irrégulière et illégale : Aussi, ne lie-t-elle pas le témoin appelé qui peut être défaillant sans encourir la pénalité de l'article 263 du code de procédure civile, tant qu'il n'a pas été cité par huissier.

Le juge de paix doit donc convoquer d'urgence les parties et les témoins. Mais le texte porte qu'il doit, dans les 24 heures, « procéder »

(1) Circul. garde des sceaux du 10 juin 1899.

à l'enquête. Il est nécessaire de préciser ce qu'il faut entendre par cette expression : signifie-t-elle que l'enquête devra être effectivement commencée, ou seulement qu'il suffit que le juge de paix ait, dans ce délai, envoyé ses convocations, procédure préparatoire de l'enquête.

Nous pensons qu'il faut entendre par ces mots « il procède à l'enquête », que l'enquête doit être ouverte, c'est-à-dire que l'audition des témoins doit être commencée (1).

Cette interprétation est confirmée par le même alinéa 1^{er} de l'article 13, qui stipule que les parties seront convoquées d'urgence sans indication de délai, alors que l'alinéa 2 de l'article 12 porte qu'il sera procédé à l'enquête dans les 24 heures, établissant ainsi une distinction entre les formalités préliminaires de l'enquête qui doivent être remplies « d'urgence » et l'enquête elle-même qui doit commencer dans le délai de 24 heures.

Aux termes de l'article 13, § 6, l'enquête doit être close dans le plus bref délai et au plus tard dans les 10 jours à partir de l'accident sauf les cas d'impossibilité matérielle.

Le *dies a quo* ne compte pas dans le calcul du délai, mais, au contraire, il y faut comprendre le *dies ad quem*, puisque le texte emploie une formule inclusive ; il n'y a pas lieu de défalquer non plus les dimanches et jours fériés.

Ce délai est aussi extrêmement court ; en effet la transmission par le maire est effectuée dans les 5 jours qui suivent la déclaration d'accident, qui est faite elle-même par le patron dans les 48 heures de l'accident ; le juge de paix est donc saisi le 7^e jour, et les convocations des parties et témoins demandant au moins un jour, il ne reste plus que deux jours utiles pour la confection et la clôture de l'enquête.

Il reste bien entendu que si le juge de paix était « postérieurement » à la transmission de la déclaration d'accident par le maire saisi par un certificat médical produit par le blessé, c'est de la réception de ce certificat que partirait le délai ; nous avons en effet admis qu'en l'absence de certificat médical le juge de paix ne devait point procéder à l'enquête.

Enfin conformément au texte, les délais ci-dessus prévus ne trouveront pas leur application dans les cas d'impossibilité matérielle, mais il reste bien entendu que les causes de cette impossibilité matérielle devront être mentionnées par le juge de paix dans son procès-verbal.

(1) En sens contraire, Rubod, n° 403.

§ 3. — Formes de l'enquête.

A. — TRANSPORT DU JUGE DE PAIX.

Aux termes du § 2 de l'article 13, le juge de paix doit se transporter auprès de la victime qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête. Le juge sera ordinairement prévenu de cette impossibilité par le certificat médical produit, mais il pourra aussi ne le savoir que par le défaut de comparution du blessé à l'enquête et c'est là un des cas dans lesquels il pourra désigner un médecin pour le renseigner.

Il faut remarquer que le transport auprès du blessé qui ne peut assister à l'enquête n'est pas facultatif pour le juge de paix, mais obligatoire ;

Que d'autre part, cette obligation ne vise que le transport auprès du blessé et que, par conséquent, dans tous les autres cas, le transport soit auprès du patron, soit sur le lieu de l'accident, est une simple faculté laissée à l'appréciation du juge de paix, conformément d'ailleurs à la règle de droit commun posée par l'article 38 du code de procédure civile spécialement visé par le § 1^{er} de l'article 13.

B. — L'ENQUÊTE DOIT ÊTRE CONTRADICTOIRE.

L'article 13, § 1, stipule que l'enquête a lieu contradictoirement.

En pratique, aucune difficulté ne se présente en ce qui concerne le patron et le blessé ou ses ayants droit qui sont en principe toujours convoqués puisque leurs déclarations sont nécessaires pour l'établissement de l'enquête.

Mais le juge de paix doit-il aussi admettre à l'enquête l'assureur ?

Certains juges de paix estimant que l'assureur n'était pas « partie intéressée » ont refusé son assistance à l'enquête. Le point vaut d'être examiné.

L'assureur peut se présenter muni d'un pouvoir régulier du patron son assuré.

En ce cas, aucune objection ne peut être faite à son admission à l'enquête puisqu'il y assiste non en qualité d'assureur, mais en qualité de représentant du patron qui, comme nous le verrons, a la faculté de comparaître par mandataire.

Mais l'assureur peut aussi se présenter en son propre nom, sans pouvoir du patron : c'est l'hypothèse que nous examinons.

Il faut remarquer tout d'abord que l'assureur n'est pas un tiers ignoré par la loi de 1898 ; son existence est reconnue dans la loi qui édicte certaines prescriptions le visant.

C'est ainsi que le modèle de déclaration d'accident imposé au patron et fixé par décret du 23 mars 1902 comporte la désignation de l'assureur ;

Que par application du § 6 de l'article 12, le juge de paix doit mentionner dans l'enquête même, la société d'assurance ou le syndicat de garantie du patron ; que, conformément au § 1^{er} de l'article 16, le président doit convoquer à la tentative de conciliation la victime... le patron... et, s'il y a assurance, l'assureur ;

Que, suivant le § 7 de l'article 16, s'il y a assurance, l'ordonnance... ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise ;

Que l'article 24 prévoit le non paiement des indemnités par le patron ou la société d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie ;

Que l'article 26 organise le recours de la caisse nationale contre l'assureur ;

Qu'enfin l'article 27 fixe les obligations de l'assureur,

De ces citations il résulte que le rôle d'assureur est non seulement admis, mais prévu, réglementé, imposé par la loi ; dès lors, l'assureur ne peut être considéré comme un tiers, mais bien comme ayant un intérêt éventuel dans tous les actes de procédure parce que tous tendent à la détermination des obligations qui, mises à la charge du patron, seront, conformément à la loi, supportées en son lieu et place par l'assureur, qui finalement deviendra partie quand sera prononcée la substitution prévue à l'article 16. En conséquence, par application du § 1^{er} de l'article 13 qui prévoit que l'enquête aura lieu en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées, l'assureur doit non seulement y être admis sur sa seule demande, mais même y être convoqué.

Le juge de paix connaît, en effet, le nom de l'assureur par la déclaration d'accident qui lui est transmise par le maire.

D'ailleurs il faut ajouter que la présence de l'assureur à l'enquête est justifiée en fait.

Il est possible en effet, et en fait il est arrivé que la désignation de l'assureur par le patron devant le maire ou plus tard devant le juge de paix ait été inexacte par confusion de noms : l'assureur pourra à l'enquête, confirmer la déclaration du patron ou la rectifier.

De plus, il est certains points que l'assureur, au même titre que le

patron puisqu'il doit en définitive supporter les condamnations à intervenir, peut avoir intérêt à faire préciser, notamment en ce qui concerne la profession du patron, le salaire effectif de la victime, la question beaucoup plus délicate, et en pratique souvent négligée, des salaires complémentaires des ouvriers de même catégorie ou des salaires de mineurs ou apprentis, les circonstances de l'accident, etc.

L'assureur peut en outre par les renseignements qu'il détient signaler de nouveaux témoignages au juge qui appréciera s'il est opportun de les entendre.

Justifiée au point de vue légal, l'assistance de l'assureur à l'enquête est donc aussi justifiée en fait, son concours ne pouvant, sous la direction du juge de paix, qu'aider à l'exécution de la loi.

Au reste, après quelques dissidences, l'unanimité des juges de paix paraît avoir aujourd'hui admis cette solution (1).

Bien que le texte ne le dise pas expressément, il paraît aussi indiscutable que le juge de paix doit admettre à l'enquête le mandataire régulier de chaque partie ; les parties ne sont pas, en effet, tenues de se présenter en personne, car, d'une part, l'article 16, § 1^{er} autorise le patron à se faire représenter devant le président du tribunal civil et, d'autre part, à défaut de toute stipulation contraire, il y a lieu d'appliquer la règle de droit commun formulée par l'article 9 du code de procédure civile, qui permet aux parties de comparaître en personne ou par leurs fondés de pouvoir : toutefois une exception à la liberté du choix du mandataire est apportée par l'article 30, § 4 et 5, qui exclut et punit l'intervention des intermédiaires qui, moyennant émoluments convenus à l'avance, se chargent d'assurer à la victime le bénéfice des indemnités prévues par la loi.

D'autre part, le tiers responsable ne pourra, en cette qualité, assister à l'enquête, car il est sans intérêt au moment où a lieu l'enquête : il ne deviendra partie intéressée que si un recours est exercé contre lui et au moment où sera formé ce recours ; mais il doit être admis que le tiers responsable pourrait être entendu en qualité de témoin.

Enfin, comme il ne peut dépendre du mauvais vouloir des parties de paralyser l'enquête, il suffit que celles-ci aient été régulièrement convoquées pour que le juge de paix procède valablement à ces opérations, même en l'absence des parties.

(1) En ce sens, Vermeil, n° 54, et Sachet, n° 1052. *Contra*, Loubat, n° 1331.

C. — AUDITION DES TÉMOINS.

L'audition des témoins a lieu conformément à l'article 13, § 1, dans les formes de droit commun prévues par les articles 35 à 39 du code de procédure civile, sur lesquels il paraît ici sans intérêt d'insister; puisqu'ils ne soulèvent aucune difficulté d'application à notre matière.

Il faut seulement remarquer que les articles ci-dessus visés qui réglementent la manière dont sont formulés et mentionnés les reproches que les parties peuvent faire à l'audition des témoins, étant applicables à notre matière, il faut aussi décider qu'à défaut de dispositions contraires, s'appliquent également toutes les causes de reproches admises en droit commun par l'article 283 du code de procédure civile; de même aussi il y a lieu d'admettre que, conformément à la jurisprudence dominante, il faut entendre par « serviteurs et domestiques » reprochables, ceux qui sont spécialement attachés à la personne.

Dès lors les compagnons de travail, ouvriers de l'entreprise, qui sont ordinairement les témoins de l'accident ne sont pas reprochables; ajoutons que par application de l'article 284 du code de procédure civile, le témoin reproché sera entendu dans sa déposition.

En conformité avec le rôle que nous avons assigné au juge de paix, c'est le tribunal qui statuera ultérieurement sur le mérite des reproches qui auront été formulés.

Le juge de paix dirige l'enquête; il peut par conséquent entendre tous les témoignages qui lui paraissent utiles (1) à la manifestation de la vérité.

D. — CONTENU DE L'ENQUÊTE.

L'article 12, § 2, énumère les mentions que doit contenir l'enquête et que nous rappelons pour mémoire :

La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;

Les personnes victimes, le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance ;

La nature des lésions ;

Les ayants droits éventuels, le lieu et la date de leur naissance ;

Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes ;

L'assureur.

(1) Trib. civil d'Albertville, 26 juillet 1902, *Revue judiciaire des accidents du travail*, janvier-février, 1903.

Il suffit de rappeler que l'enquête a pour but de grouper, dès l'époque de l'accident, tous les renseignements de fait, qui seront utilisés par les parties pour le règlement amiable devant le président ou à défaut d'accord, par le tribunal civil ultérieurement saisi.

L'enquête devra donc, bien que le texte ne le porte pas expressément, décrire la profession exercée par le patron, si une difficulté est seulement possible à ce sujet ; de même le juge doit indiquer tous les faits qui montrent la relation entre le travail et l'accident et entre l'accident et la blessure ;

La nature du contrat intervenu entre l'ouvrier et le patron ;

La faute inexcusable de l'une ou des deux parties, ou l'intention de provoquer l'accident.

Enfin le juge de paix ne doit pas se borner à indiquer le salaire effectif en nature et en espèces, soit quotidien, soit annuel, il doit encore préciser les éléments du calcul du salaire complémentaire de l'ouvrier de même catégorie, chaque fois que, conformément à la loi, le salaire effectif n'est pas le seul à considérer ; il doit aussi fournir toutes les indications utiles pour qu'il soit ensuite possible d'apprécier si l'entreprise est à travail continu ou à travail discontinu (art. 10).

L'enquête doit encore mentionner non seulement le nom des ayants droit actuels, mais aussi éventuels et préciser leur qualité en rapportant leur état civil complet et, quand il s'agit d'ascendants, en indiquant les circonstances qui permettront d'apprécier s'ils étaient ou non à la charge de la victime (art. 3).

Quand la victime est de nationalité étrangère, le juge de paix devra indiquer en outre le domicile des représentants au moment de l'accident.

Enfin si les ayants droit sont mineurs, le juge de paix doit, tout en procédant à l'enquête dans les délais, provoquer l'organisation de la tutelle (1).

En un mot, pour répondre au vœu du législateur, cette enquête doit être telle que les parties puissent y trouver, sauf en ce qui concerne l'état du blessé qui nécessairement variera avec le temps, tous les éléments nécessaires pour leur accord sur la fixation de l'indemnité, de même que le tribunal devra pouvoir y puiser, sous la même restriction, tous les éléments de sa décision.

Nous devons ajouter que, contrairement à la circulaire du 10 juin 1899 qui porte qu'au cas où le ministère public aurait ouvert une enquête, le juge de paix doit se borner à déterminer les ayants-droit et

(1) Avis du Comité consultatif du 30 janvier 1901.

le salaire annuel, nous pensons que les pouvoirs du juge de paix ne sont, au cas d'instruction criminelle ouverte, aucunement limités.

Les deux enquêtes poursuivent un but absolument différent, l'une est criminelle et recherche le crime ou le délit, l'intention ; l'autre est civile et met en lumière toutes les circonstances qui rendent le blessé bénéficiaire ou non de la loi de 1898, qui s'applique, indépendamment de toute question de crime, de délit ou simplement d'intention.

D'autre part, comme nous l'avons dit, l'enquête du juge de paix doit se suffire à elle-même.

On a invoqué pour justifier la thèse contraire l'adage « le criminel tient le civil en état » (1).

Mais il nous paraît qu'il a été fait ici une fausse application de cette maxime qui signifie seulement que le jugement de l'action civile est suspendu tant qu'il n'est pas intervenu une décision sur l'action publique dans tous les cas où cette dernière action est intentée avant ou après la poursuite de la première (2).

Or dans notre cas, en supposant même qu'il faille considérer que l'information criminelle ouverte constitue l'exercice de l'action publique, ce qui est discutable, l'enquête du juge de paix ne représente certainement pas l'exercice de l'action civile, ni encore moins un jugement sur cette action, mais constitue seulement une mesure d'instruction préparatoire, qui s'impose d'autant plus qu'elle est, comme toutes les dispositions de la loi de 1898, d'ordre public.

La règle « le criminel tient le civil en état », ne s'applique donc pas puisqu'aucune action civile n'est intentée et que, par conséquent, aucun jugement n'est sollicité.

On ajoute que l'article 20 porte qu'en cas de poursuites criminelles les pièces de procédure seront communiquées aux parties, que dès lors les parties et le tribunal civil pourront trouver dans cette information tous les éléments qui leur sont nécessaires.

Mais en admettant que le texte qui vise le cas de poursuites criminelles soit applicable, ce qui paraît douteux, chaque fois qu'une information est ouverte, même quand, à la suite de cette information, aucune poursuite n'est intentée, il y a au contraire tout lieu de craindre que cette information au criminel ne contienne pas, au point de vue civil, toutes les indications détaillées ci-dessus qui sont utiles à l'ap-

(1) Sachet, n° 4090.

(2) En ce sens, *Gaz. Pal.*, Rép du droit français, v° *Action civile et publique*, n° 402.

plication de la loi de 1898 et soit par conséquent insuffisante aussi bien pour les parties que pour le tribunal qui peuvent la consulter.

Nous noterons en terminant que les prescriptions de l'article 13, § 1^{er}, aux termes duquel l'enquête devra être faite contradictoirement et dans les formes prescrites par les articles 35 à 39 du code de procédure civile doivent, suivant nous, être suivies à peine de nullité à cause des termes impératifs de notre texte, qui pose ainsi une règle de procédure à laquelle il ne saurait être dérogé à raison du caractère d'ordre public des dispositions de la loi de 1898.

Au contraire, nous pensons que l'omission des renseignements indiqués à l'article 12 ne serait pas une cause de nullité parce que le texte porte seulement que l'enquête a pour objet de rechercher les divers points qu'il ne précise dès lors qu'à titre d'indication.

E. — DÉSIGNATION D'UN MÉDECIN OU D'UN EXPERT.

L'article 13 porte dans son alinéa 3 : « Le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé » ; et dans son alinéa 4... : « il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête. »

On admet généralement que, par opposition à la désignation d'un médecin, prévue par le § 3, le § 4 vise uniquement l'expertise par un technicien.

Cette interprétation du § 4 semble exacte et trouve sa justification, comme nous le verrons, dans la restriction apportée par le § 5 à la faculté d'expertise.

Recherchons tout d'abord quand le juge de paix devra recourir à cette désignation de médecin.

Chargé de faire l'enquête quand, d'après le certificat médical produit, la blessure paraît devoir entraîner une incapacité permanente, le juge de paix pourra désigner un médecin, chaque fois que le certificat médical ainsi produit sera imprécis sur le caractère permanent de l'incapacité, ou quand le certificat médical produit par une partie sera contesté par l'autre ;

Ou quand le certificat produit ne comportera pas, au cas d'incapacité permanente, les précisions suffisantes pour que le juge de paix puisse décrire à l'enquête la nature des lésions.

Mais comme nous l'avons précédemment expliqué, nous pensons qu'il n'y a pas lieu à désignation de médecin quand a été produit un certificat non contesté concluant au caractère non permanent de l'incapacité, ou quand il n'a pas été produit de certificat.

Cette désignation qui a lieu d'office ou sur la demande d'une partie reste facultative pour le juge de paix, qui, d'ailleurs, choisit tel médecin qui lui convient, mais n'en peut désigner qu'un et non trois.

Cependant, pour en déterminer les formes, il y a lieu d'examiner quelle est la valeur juridique de cette désignation.

S'agit-il d'un médecin donnant un simple avis ?

S'agit-il d'un expert ?

Les auteurs admettent généralement que cette désignation a toute la valeur d'une commission d'expertise, et ont appliqué au médecin ainsi désigné toutes les règles qui concernent l'expert.

C'est ainsi qu'il a été dit que ce médecin doit prêter serment (1) ; que ne pourra être désigné le médecin qui a soigné le blessé, ni le médecin du patron ou de l'assureur (2) ; que chaque partie pourra se faire représenter ou assister à cette expertise (3).

Cependant cette interprétation qui fait du médecin désigné un véritable expert, pour admissible qu'elle soit, ne paraît pas indiscutable.

On comprend mal en effet pourquoi l'article 13 consacre 2 alinéas distincts, l'un pour dire que le juge de paix peut désigner un médecin, l'autre pour dire qu'il peut nommer un expert, s'il ne doit y avoir entre ces deux termes aucune différence.

De plus, il faut remarquer que dans la loi nous retrouvons la désignation de médecin, sans qu'il soit possible de lui attribuer la portée d'une expertise.

C'est ainsi que le § 5 de l'article 4 prévoit la désignation d'un médecin par le juge de paix à la demande du patron ; mais cette désignation n'a pas la valeur d'une expertise puisque le § 7 du même article précise que, si l'avis de ce médecin désigné est contesté par la victime, le patron pourra requérir une expertise ; de même encore la désignation d'un médecin faite par le président à la demande du patron, conformément au § 5 de l'article 19, ne donne au rapport du médecin désigné que la valeur d'un simple renseignement.

Il est vrai que dans ces deux cas le médecin est désigné à la demande du patron et sur son indication, alors que, suivant le texte que nous examinons, la désignation de la personnalité médicale est faite par le juge de paix et peut avoir lieu d'office ; cependant la similitude d'expression est à retenir.

(1) Sachet, 1086.

(2) Loubat, 1365 ; Vermeil, p. 59.

(3) Loubat, 1365.

Car il faut constater que, quand la loi a voulu donner au médecin le rôle d'expert, elle l'a précisé : on peut citer, en effet, le § 1^{er} de l'article 16 qui permet au président de nommer « un expert », et rappeler le § 7 de l'article 4 précité qui prévoit « l'expertise médicale. »

En outre on ne comprend pas l'expertise quand il n'y a aucun litige à trancher, aucun débat entre les parties ; or, en l'espèce, il s'agit seulement de fournir au juge de paix pour son édification personnelle, des renseignements plus complets, soit sur le caractère permanent probable de l'incapacité dont le quantum sera ultérieurement fixé, soit sur la nature des lésions.

Par conséquent il semble que l'on peut soutenir que la désignation d'un médecin faite par le juge de paix, conformément au § 3 de l'article 13, ne vaut pas nomination d'expert.

Si cette interprétation était admise, il suivrait que les formalités requises pour l'expertise et que nous avons mentionnées ci-dessus ne seraient pas applicables à l'examen du médecin désigné, dont l'avis n'aurait que la valeur d'un simple renseignement : ce médecin ne serait pas soumis au serment ni exclu du choix du juge de paix parce que médecin ayant soigné le blessé ou attaché à l'entreprise ou à l'assureur, cette exclusion n'étant prononcée par l'article 17, § 4, qu'au cas « d'expertise » ; son examen ne serait pas non plus nécessairement contradictoire.

Le juge de paix pourra aussi, comme nous l'avons vu, commettre un expert (art. 13, al. 4).

Il est admis que le texte vise l'expert technique.

Il y aura donc lieu à nomination d'un homme de l'art ou plus exactement de métier notamment quand les causes de l'accident ou la faute inexcusable ne résultent pas d'une façon suffisamment précise de la déclaration des témoins, à raison de l'importance ou de la spécialité de l'outillage.

Au reste, aucune règle précise ne détermine les cas dans lesquels le juge de paix devra recourir à ce moyen d'instruction, abandonné à son appréciation.

Une restriction toutefois est apportée à cette faculté par le § 5 de l'article 13 qu'il suffit de citer, « pour les accidents survenus au service « des entreprises administrativement surveillées, des entreprises de « l'Etat, placées sous le contrôle d'un service distinct du service de « gestion, dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux « que la sécurité publique oblige à tenir secrets. »

« Dans ces derniers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises et, en ce qui

« concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport. »

Notons immédiatement que l'expertise n'est prohibée que pour les accidents survenus dans les entreprises limitativement déterminées par le texte ci-dessus.

Il faut tout d'abord remarquer que si les délégués mineurs ou les fonctionnaires surveillants ou contrôleurs ont le devoir de transmettre au juge de paix un exemplaire de leur rapport, aucune pénalité n'est édictée par la loi pour l'inexécution de leur obligation qui ne peut entraîner contre eux d'autres sanctions que celles prévues par leurs propres administrations pour manquement professionnel : des lois spéciales ont en effet régi les obligations de ces différentes administrations en cas d'accident.

En outre le texte ne précise pas non plus dans quel délai doit être déposé l'exemplaire du rapport ; toutefois, comme il est prescrit que le rapport sera transmis au juge de paix pour être joint au procès verbal d'enquête, il en découle nécessairement que la transmission doit être faite avant la clôture de l'enquête qui a lieu au plus tard dans les 10 jours à partir de l'accident ; en effet, d'une part, l'enquête devra mentionner le dépôt de ce rapport au moins pour constater qu'il y est joint, d'autre part, comme après la clôture, l'enquête reste déposée au greffe pendant 5 jours pour être consultée par les parties, il semble bien que le rapport doit être pendant le même délai également déposé au greffe pour que les parties puissent aussi en prendre connaissance.

Il n'y a d'ailleurs aucune raison d'accorder aux entreprises administrativement surveillées ou à l'Etat, un délai plus long qui aurait le grave inconvénient de priver le blessé de la connaissance d'un rapport qu'il a peut-être intérêt à contredire ultérieurement devant le président.

Une circulaire du ministre des travaux publics et du ministre du commerce, en date du 11 juillet 1899, porte que le service des mines doit faire la transmission dans les 8 jours à partir de l'accident, ou, au cas d'impossibilité matérielle, informer le juge de paix des causes du retard.

Il s'agit là d'un règlement administratif qui s'impose aux fonctionnaires dépendant de l'administration et qui est fait pour la bonne exécution de la loi, mais nous avons montré que le délai ainsi imparti n'a été fixé par aucun texte de notre loi.

La restriction apportée, dans les cas précités, à la faculté pour le juge de paix de nommer un expert, s'explique par la compétence tech-

nique des fonctionnaires chargés d'établir le rapport, mais elle démontre aussi par les considérations qui l'ont inspirée qu'elle ne fait échec qu'à une expertise technique ; c'est d'ailleurs l'interprétation admise.

Or, le § 5 qui pose la restriction, se réfère sans atténuation, ni réserve à l'expertise prévue par le § 4 ; aussi faut-il admettre que l'expertise organisée par le § 4 est seulement technique, comme nous l'avons montré.

Par conséquent cette expertise ne peut être médicale, et ne se confond pas avec la désignation de médecin prévue à l'alinéa 3, ce qui fortifie la distinction que nous avons, au début de nos explications sur la matière, établie sur la portée respective de l'alinéa 3 et de l'alinéa 4, et démontre ainsi que l'on ne peut s'appuyer sur le § 4 pour dire que le juge de paix peut ordonner une expertise médicale.

Cette expertise technique est facultative pour le juge de paix. Elle est soumise aux règles de droit commun quant aux formalités. Il faut admettre notamment que chaque partie pourra y assister ou s'y faire représenter par application de l'article 317 du code de procédure civile qui forme le droit commun et autorise les parties à faire tels dires et réquisitions qu'elles jugeront convenables à l'expertise, et de l'article 92, § 12 du tarif du 16 février 1807, en vertu duquel les parties peuvent désigner un mandataire pour assister à l'expertise.

Mais faut-il par analogie avec le § 4 de l'article 17, décider que ne peuvent être experts les ingénieurs ou techniciens attachés à un titre quelconque à l'entreprise ou à l'assureur (1).

Bien qu'il y ait parité de motifs pour écarter des fonctions d'experts les techniciens, comme les médecins, nous pensons que l'alinéa 4 de l'article 17 visant uniquement « l'expertise médicale » ne peut être étendu à l'expertise technique, les clauses d'exclusion étant de droit étroit puisqu'elles font échec à la règle générale de la liberté du choix de l'expert ; en conséquence le juge de paix n'est pas tenu de rechercher les fonctions du technicien à désigner.

F. — AUTOPSIE.

Le juge de paix a-t-il qualité pour ordonner l'autopsie ?

Le juge de paix, dans l'enquête, a pour mission de réunir tous les éléments d'appréciation qui peuvent être utiles pour le règlement des indemnités conformément à la loi ; il doit donc rechercher non seulement la nature de la blessure, mais aussi le lien entre la blessure et

(1) En ce sens, Vermeil, p. 64.

l'accident ; dès lors, il faut lui reconnaître le droit de donner mission au médecin de pratiquer l'autopsie dès l'instant que cette mesure lui paraît utile à la manifestation de la vérité (1).

Par voie de conséquence, le juge de paix a le droit d'ordonner l'exhumation (2) ; bien que ces mesures soient prises dans le but d'établir les droits des ayants droit de la victime ou l'étendue des obligations du patron, c'est-à-dire en vue d'intérêts privés, elles peuvent cependant être ordonnées même au cas de refus de la victime ou des représentants de la victime, parce qu'elles concourent à l'application de la loi qui est d'ordre public.

G. — CLOTURE DE L'ENQUÊTE ET TRANSMISSION.

L'enquête a une importance capitale, parce que, faite immédiatement après l'accident, elle permet d'en préciser les circonstances mieux que ne le pourrait faire le tribunal qui ne sera saisi qu'ultérieurement ; elle présente aussi de la part des intéressés la plus grande garantie de sincérité parce que, d'une part, l'événement est présent à leurs esprits et que, d'autre part, aucune procédure, ni aucune contestation n'étant encore intervenues, il n'y a à craindre aucune réticence.

L'enquête est d'autant plus importante que l'espèce comportera plus de difficultés.

En fait, dans tous les cas où il peut y avoir doute sur l'assujettissement de la profession, sur la relation entre le travail et l'accident, entre l'accident et la blessure, sur le salaire, sur la faute inexcusable, l'enquête bien faite permettra seule d'éviter un procès en rendant possible un règlement amiable devant le président.

Mais le juge de paix procédant à l'enquête n'est qu'un magistrat enquêteur et dès lors il semble que son rôle doive se borner à des constatations sans qu'il lui soit possible de faire suivre son enquête, non d'un simple résumé des faits, ce qui est parfaitement licite, mais d'appréciations sur les questions de droit qui peuvent se poser à propos des faits constatés ; ces consultations qui parfois sont données par le juge de paix à la fin de l'enquête, n'ont d'autre valeur que celle d'un avis personnel ; elles ne peuvent légalement être prises en considération par les juges qui connaîtront ensuite de l'affaire et, par conséquent, non seulement elles ne présentent jamais aucune utilité, mais elles peuvent au

(1) En ce sens, circulaire du garde des sceaux du 22 août 1901.

(2) Loubat, p. 1367.

contraire comporter des inconvénients en entraînant une des parties dans une fausse voie si l'avis émis par le magistrat enquêteur se trouve en contradiction avec la décision postérieure du tribunal. Aussi pensons-nous que l'enquête ne doit pas contenir l'appréciation du juge de paix.

Nous avons vu précédemment dans quel délai doit être close l'enquête. Il suffit d'ajouter que, si la clôture ne pouvait avoir lieu dans le délai pour cause d'impossibilité matérielle, l'enquête devrait mentionner ce cas d'impossibilité matérielle. De même, l'enquête doit contenir la date de la clôture ; cette mention établit d'une part que l'enquête a été close dans le délai prescrit et d'autre part est très importante parce qu'elle fixe le point de départ de la prescription de l'action en indemnité (art. 18).

Dès la clôture de l'enquête, la minute en est déposée au greffe où, conformément à l'article 13, § 6, les parties peuvent, pendant un délai de 5 jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition.

Les parties sont informées de la clôture de l'enquête par le juge de paix au moyen d'une lettre recommandée.

Quand le blessé est de nationalité italienne, avis de la clôture de l'enquête doit être donné immédiatement à l'autorité consulaire du ressort dans l'étendue duquel se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident afin qu'elle puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt des ayants droit, le tout conformément à l'article 3 du décret du 13 juin 1907, rendu en exécution de la loi du 3 juin 1907 (1) et portant promulgation de la convention conclue le 9 juin 1906 entre la France et l'Italie. Il devra en être de même quand le blessé est de nationalité belge, par application de l'article 4 de la convention franco-belge, du 21 février 1906, et suivant note parue au *Journal Officiel* du 12 avril 1910 (2).

De plus, par application de l'article 1^{er} du règlement paru à l'*Officiel* du 20 décembre 1907, l'avis de clôture doit rappeler en outre la date à laquelle le dossier de l'enquête cessera d'être déposé au greffe de la justice de paix.

Nous avons vu que le juge de paix doit aviser les parties de la clôture de l'enquête : mais dans quel délai ? Le texte ne le précise pas, mais il est évidemment conforme au vœu du législateur que les parties

(1) *J. Off.*, 21 juin 1907.

(2) *Argus*, 24 avril 1910.

soient avisées, sans aucun retard, dès le moment de la clôture et du dépôt au greffe.

Il est stipulé que les parties pourront, pendant un délai de 5 jours, prendre connaissance de l'enquête au greffe et s'en faire délivrer copie; ce délai de 5 jours part du lendemain de l'expédition des lettres recommandées et il comporte 5 jours pleins.

Il ne suffit pas, par conséquent, que l'enquête soit déposée au greffe pendant 5 jours, il faut que les parties averties puissent effectivement pendant toute la durée du délai en prendre connaissance.

A l'expiration de ce délai, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement (art. 13, § 6).

D'après la circulaire ministérielle du 22 août 1901, ce sont les minutes mêmes de l'enquête et des procès-verbaux qui doivent être transmises et non les expéditions, le dépôt fait au greffe de la justice de paix n'étant que provisoire. Cette transmission des minutes a d'ailleurs l'avantage d'éviter des écritures : le greffier du tribunal civil en devient le dépositaire conformément à l'article 1040 du code de procédure civile et à l'article 93 du décret du 30 mars 1808.

La transmission de l'enquête est un acte important parce qu'elle saisit le président du tribunal civil et que désormais la procédure organisée par la loi et qui aboutit à la fixation de la rente, suit nécessairement son cours.

Mais il reste bien entendu que, si l'enquête étant close, le juge de paix mieux informé estime que la blessure n'entraîne aucune infirmité permanente, il doit conserver l'enquête et ne pas la transmettre au président.

H. — DIFFICULTÉS RELATIVES A L'ENQUÊTE.

L'enquête soulève un certain nombre de difficultés que nous examinerons ultérieurement.

Nous étudierons, au titre de la procédure, les nullités de l'enquête et l'effet de ces nullités ;

La conséquence du refus par le juge de paix de transmettre l'enquête au président ;

La question de savoir à qui incombent les frais de l'enquête, et le mode de recouvrement de ces frais.

Enfin nous rechercherons, en étudiant les actions en responsabilité, quelle responsabilité peut encourir le juge de paix qui ne s'est pas conformé aux prescriptions des articles 12 et 13.

SECTION II. — Indemnité journalière.

§ 1. — Etendue de la compétence.

L'article 15, § 1^{er} donne, en principe, plénitude de juridiction au juge de paix pour connaître des demandes en indemnité journalière.

Mais il faut tout d'abord remarquer, qu'en posant cette règle générale, notre texte apporte une double dérogation au droit commun :

D'une part, en effet, la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence du juge de paix, n'attribue à ce dernier la connaissance des demandes personnelles et mobilières qu'autant qu'elles ne sont pas supérieures à 600 francs ; or, notre article 15 par dérogation à cette règle décide que le juge de paix connaîtra des demandes en indemnité journalière à quelque chiffre qu'elles puissent s'élever.

Notons en passant qu'à l'époque où ce texte fut voté, c'est-à-dire en 1898, les juges de paix dont la compétence était fixée par la loi du 25 mai 1838, ne connaissaient des actions personnelles et mobilières que jusqu'à concurrence de la somme de 100 francs en dernier ressort et 200 francs à charge d'appel (art. 1^{er}).

Sous l'empire de la loi du 12 juillet 1905 qui forme actuellement le droit commun en matière de compétence du juge de paix, le taux du dernier ressort a été élevé à 300 francs et celui du premier ressort à 600 francs.

Par exception à cette règle, l'article 15 dispose que les décisions du juge de paix sur l'indemnité journalière seront toujours en dernier ressort, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

Il est nécessaire d'insister sur l'importance de cette double innovation qui donne au juge de paix une compétence exceptionnelle.

Le législateur de 1898 comme celui de 1905 a pensé que le juge de paix qui est le magistrat le plus rapproché du lieu de l'accident et qui souvent aura déjà procédé à l'enquête, était le mieux qualifié pour solutionner vite, et avec la moindre procédure, les demandes en paiement de l'indemnité journalière qui permet au blessé de subvenir à ses besoins les plus pressants.

Ce souci de l'urgence apparaît dans l'obligation imposée au juge de paix de statuer dans les 15 jours de la demande ; il explique aussi pourquoi, par une double dérogation au droit commun, le juge de paix connaît des demandes en indemnité, sans limites, et sans appel ; c'est encore à raison des mêmes considérations que le § 5 du même article

stipule que les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition.

A l'exclusion du délai de 15 jours imparti au juge de paix pour rendre sa décision et de l'exécution nonobstant opposition, qui furent stipulés par la loi du 31 mars 1905, le texte primitif de l'article 15, qui ne comportait qu'un seul alinéa, apportait seulement deux dérogations au droit commun, d'une part en donnant comme nous le verrons plus loin compétence au juge de paix du lieu de l'accident pour connaître notamment de l'indemnité journalière et, d'autre part, en réservant au juge de paix la connaissance de cette demande quel qu'en soit le taux, tout en supprimant l'appel.

Mais cette compétence ainsi étendue n'allait pas sans quelques inconvénients que la pratique révéla.

D'une part, en effet, l'indemnité journalière cesse d'être due au jour de la consolidation qui est aussi le point de départ de la rente : or, la rente est fixée et ne peut être fixée que par le tribunal civil qui, nécessairement, détermine son point de départ, c'est-à-dire le jour de la consolidation qui, comme nous l'avons dit, est aussi le point d'arrêt de l'indemnité journalière ;

De sorte que le juge de paix qui ordinairement ne statue pas au vu des mêmes certificats et qui d'ailleurs conserve sa liberté d'appréciation, pouvait fixer la consolidation à une date autre que celle admise par le tribunal : les parties se trouveraient alors en présence de deux jugements en contradiction.

D'autre part, le tribunal civil saisi de la demande en rente, avait compétence pour statuer sur l'indemnité journalière considérée comme accessoire à la demande principale ; cependant, aux termes de l'article 15 primitif, le juge de paix restait compétent.

Cette procédure en partie double avait donc l'inconvénient d'aboutir ou de pouvoir aboutir à une contrariété de jugements.

La jurisprudence, après avoir été très divisée, s'était peu à peu fixée et avait, dans une certaine mesure, obvié à ces inconvénients en décidant que, quand le tribunal civil et le juge de paix étaient saisis de demandes connexes, la compétence appartenait au tribunal de l'ordre le plus élevé, c'est-à-dire au tribunal civil (1) ; le juge de paix devait donc se déclarer incompétent.

(1) Cass. civ., 21 janvier 1903, D., 1903, 1, 177 et Cass. civ., 9 mai 1903, *Rev. périodique des assurances*, mars 1903, p. 125.

D'ailleurs, un arrêt postérieur (1) limitait la portée du principe ci-dessus posé en décidant que le juge de paix ne devait se déclarer incompétent que si les deux instances connexes étaient « pendantes » devant des tribunaux du même degré.

Il avait aussi été décidé (2) que le tribunal civil saisi par le blessé d'une demande en rente et d'une demande en indemnité journalière peut, alors que le patron n'a pas requis qu'il lui soit donné acte de cette dernière demande, se déclarer incompétent sur le chef de l'indemnité journalière et en attribuer la connaissance au juge de paix.

Puis, par application de cette règle, il fut décidé que le juge de paix reste compétent sur l'indemnité journalière quand le tribunal civil a été saisi seulement de l'action en rente (3), mais que toutefois cette compétence n'était conservée au juge de paix qu'autant que la blessure n'était pas consolidée (4).

De cette jurisprudence dans l'évolution de laquelle nous n'avons marqué que les solutions définitivement admises par la cour de cassation dans des arrêts dont quelques-uns sont postérieurs en date à la loi du 31 mars 1905, mais qui statuent tous sur des espèces antérieures à cette date, il résulte que, sous l'empire de l'article 15 primitif de notre loi, la compétence du juge de paix en matière d'indemnité journalière bien que limitée, quand le blessé était atteint d'incapacité permanente, subsistait encore en certains cas dans cette hypothèse ; de sorte qu'une contrariété de jugements quoique rendue plus rare était toujours possible.

Aussi dans le but de remédier à cet inconvénient, la loi du 31 mars 1905, après avoir dans le § 1^{er} du nouvel article 15 confirmé la plénitude de juridiction attribuée au juge de paix par l'ancien texte, y a-t-elle apporté dans son § 3 une importante restriction, en stipulant que « si l'une des parties soutient avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet dans les trois jours expédition au président du tribunal civil ; il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière ». Mais une nouvelle difficulté s'élève sur la portée de ce dessaisissement du juge de paix au cas d'incapacité permanente.

(1) Cass. civ., 25 novembre 1903, *Rev. jud. acc. trav.*, février 1904, p. 57.

(2) Cass. civ., 6 mai 1905, *Journal des assur.*, janvier 1905, p. 34.

(3) Cass. civ., 31 juillet 1906, *Rec. acc. trav.*, 7^e année, novembre 1906, p. 212 ; Cass. civ., 1^{er} août 1906, *Rec. acc. trav.*, novembre 1906, p. 212.

(4) Cass. civ., 31 juillet 1906, *Rec. acc. trav.*, novembre 1906, p. 208.

La cour de cassation a décidé (1) que : si lorsque l'une des parties soutient avec un certificat médical à l'appui que l'incapacité est permanente, le juge de paix est tenu de se déclarer incompétent pour déterminer la date de la consolidation de la blessure, il doit, s'il ne l'a fait antérieurement, fixer l'indemnité journalière : que cette fixation ne saurait être une simple évaluation du demi-salaire de la victime qui serait laissée sans ressources immédiates ; que l'obligation ainsi imposée au juge de paix implique nécessairement celle de condamner le chef d'entreprise à payer à la victime l'indemnité fixée, indemnité qui sera servie jusqu'à la décision définitive ou jusqu'à ce qu'une provision inférieure lui ait été substituée par le président du tribunal civil.

Précisons de suite que, suivant la thèse de la cour de cassation, le juge de paix, seulement incompétent pour fixer la date de la consolidation, c'est-à-dire la durée de l'indemnité journalière, doit ensuite condamner le patron à payer, sans aucune détermination de durée, cette indemnité journalière dont il aura fixé la quotité.

C'est à tort, pensons-nous, qu'une portée plus grande a été attribuée à cet arrêt d'après lequel, a-t-on dit (2), le juge de paix devait non seulement condamner au paiement de l'indemnité journalière, mais dire que ce paiement continuerait jusqu'à la décision définitive ou jusqu'à la substitution d'une provision.

En effet, il apparaît, dans le texte précité de l'arrêt, que le membre de phrase „ indemnité qui sera servie jusqu'à la décision définitive etc... n'est qu'une incidente à la phrase principale qui est : l'obligation ainsi imposée au juge de paix, implique nécessairement celle de condamner le chef d'entreprise à payer à la victime l'indemnité fixée, phrase à la suite de laquelle, la cour de cassation a cru devoir expliquer que, par le jeu de la loi, l'indemnité journalière serait servie jusqu'à la décision définitive... mais l'arrêt n'a pas dit que le juge de paix devrait prononcer condamnation jusqu'à la décision définitive ou substitution de provision.

Cette remarque est d'ailleurs toute théorique, car en fait, dès qu'il y a condamnation au paiement de l'indemnité journalière, il est sans intérêt pratique que le juge de paix ait ajouté que le paiement continuera jusqu'à décision définitive ou substitution de provision, puisque par le jeu des textes (art. 15, al. 2 et art. 16, al. 4) on en arrivera à cette solution et que, dans un cas comme dans l'autre, il faudra s'adresser au

(1) Cass. civ., 10 novembre 1908, *Rec. acc. trav.*, février 1909, p. 343.

(2) Sachet, n° 1105.

président ou au tribunal pour modifier ou faire cesser cette indemnité.

Mais c'est une question beaucoup plus délicate et surtout beaucoup plus importante de savoir si, conformément à l'arrêt de cassation précité, le juge de paix peut, d'après le texte, condamner le patron, dans l'hypothèse qui nous occupe, au paiement de l'indemnité journalière même sans limitation de durée.

L'interprétation adoptée par la cour de cassation, nous paraît en effet discutable.

L'incompétence du juge de paix, prévue par le § 3 de l'article 15 au cas où est produit un certificat médical constatant l'incapacité permanente, est générale ; elle ne comporte aucune limitation : dès lors, nous ne voyons aucun argument de texte permettant de la restreindre à la fixation de la consolidation seulement, et de n'en pas tenir compte pour permettre au juge de paix de prononcer une condamnation en paiement de l'indemnité journalière.

Bien au contraire la distinction faite par la cour de cassation nous paraît heurter le texte.

Il semble en effet qu'il y a contradiction absolue entre le texte qui dit *expressis verbis*, « le juge de paix doit se déclarer incompétent » et l'interprétation en vertu de laquelle le juge de paix doit condamner au paiement de l'indemnité journalière, sauf à ne pas fixer le point d'arrêt de cette indemnité. En effet, si le juge de paix doit se déclarer incompétent, il ne peut connaître de l'affaire à aucun titre, ni par conséquent prononcer un jugement sur la contestation.

Or la condamnation à l'indemnité journalière, même avec la restriction admise, suppose une contestation dont le juge de paix aura retenu la connaissance, malgré l'incompétence dont il est frappé !

On objecte il est vrai que le texte ajoute : « Le juge de paix fixe, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière. »

Mais peut-on, sans ajouter au texte dire que les mots « fixe l'indemnité » signifient « condamné au paiement de l'indemnité. »

On a dit que le mot « fixer » employé par le § 3 de l'article 15 était synonyme des mots « allouer » ou « condamner » parce que dans l'article 16, § 2 il est dit que l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, alors qu'il s'agit d'allouer définitivement la rente (1).

Mais l'argument ne peut être retenu car les situations juridiques auxquelles s'appliquent ces deux textes ainsi rapprochés sont différentes.

(1) Loubat, n° 1421.

En effet, le président ne fait que fixer l'accord des parties en leur en donnant acte, et c'est cet accord qui, devenu définitif en vertu de la loi, lie les parties, tandis qu'au contraire le juge de paix, en allouant l'indemnité journalière, alors qu'il y a contestation, prononcerait un véritable jugement de condamnation contre une partie ; aucune analogie ne peut donc être tirée des termes du § 2 de l'article 16.

C'est aussi à tort que le même auteur invoque le mot « fixation » de la rente employé à l'alinéa 6 du même article 16 en disant qu'il équivaut au mot « allocation ». Ce texte en effet, qui vise le cas où l'indemnité journalière a été payée après la date de la fixation de la rente, entend évidemment par ces mots le jour du point de départ de la rente, c'est-à-dire la consolidation, terme de l'indemnité journalière, et non le jour où le tribunal a rendu son jugement ou fixé suivant le sens que l'on voudrait donner à ce mot, la rente : il n'y a donc aucun argument à tirer de cet alinéa.

De même encore on ne peut arguer de ce qu'à l'alinéa 7 du même article, le mot fixer est employé dans le sens d'allouer ; il suffit de citer le texte : « S'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée, etc... »

Le mot allouée démontre que le terme fixer qui le précède veut dire déterminer. Nous croyons donc contrairement aux termes de l'arrêt précité, que la fixation de l'indemnité journalière est et ne peut être qu'une simple évaluation de demi-salaire.

Dès lors le juge de paix doit en se déclarant incompétent se borner à fixer, c'est-à-dire à déterminer la quotité du demi-salaire (1).

Cette solution n'est plus en contradiction avec la décision d'incompétence du juge de paix qui, dessaisi de la contestation, ne prononce aucune condamnation, mais se borne à préciser le chiffre de l'indemnité journalière, c'est-à-dire du salaire journalier ; elle présente de plus, l'avantage de rendre au mot fixer sa valeur usuelle et enfin, seule, elle permet de comprendre les mots « s'il ne l'a fait antérieurement » qui figurent au § 3 de l'article 15. Si par « fixer » il fallait entendre « condamner », ces mots seraient incompréhensibles, car il est bien évident que, si le juge de paix avait déjà prononcé une condamnation sur le

(1) Trib. paix Le Havre, 22 septembre 1908, *Rec. acc. trav.*, 9^e année, p. 376 ; trib. civ. Arras, 30 novembre 1905, *Rec. acc. trav.*, 6^e année, p. 440 ; trib. civ. Seine, 26 décembre 1905, *Rec. acc. trav.*, 6^e année, p. 390. En sens contraire trib. civ. Seine, 4 mai 1906, *Rec. acc. trav.*, 7^e année, p. 33 ; trib. civ. Lyon, 10 novembre 1905, *Rev. jud. acc. trav.*, année 1906, p. 225.

même objet, une nouvelle demande ne saurait être accueillie, non pas pour raison d'incompétence, en vertu de notre texte, mais parce qu'il y aurait chose jugée.

Au contraire, si le mot « fixer » signifie « déterminer » la quotité du demi-salaire, l'expression devient claire et son application logique, car le juge peut avoir été appelé dans une procédure précédente à fixer le chiffre de l'indemnité quotidienne (par exemple sur une demande en paiement de l'indemnité journalière échue) ; alors il n'y a plus lieu d'y revenir.

Cette mission, confiée au juge de paix de déterminer le demi-salaire, s'explique parfaitement si l'on se rappelle qu'il a procédé à l'enquête, que par conséquent il a eu à se préoccuper du salaire de la victime et qu'il est mieux placé que le tribunal pour le fixer, parce qu'il est rapproché du lieu de l'accident.

Enfin la cour de cassation, dans l'arrêt que nous examinons, a considéré que si le juge de paix ne prononçait pas condamnation, le blessé serait laissé sans ressources immédiates.

Mais il ne peut s'agir ici que d'un très petit retard dans le paiement, car d'une part, le jugement du juge de paix portant condamnation au paiement de l'indemnité journalière devra pour être exécuté avoir été signifié, ce qui entraîne quelque délai, et d'autre part, si, suivant notre thèse, le juge de paix ne prononce pas condamnation, le blessé pourra obtenir du président, en référé, c'est-à-dire sans délai, le paiement auquel il a droit.

Enfin le texte semble bien avoir prévu cette solution puisqu'il ajoute que le juge de paix transmet copie de sa décision d'incompétence, dans les 5 jours, au président.

Cette prescription ne trouve plus sa justification, si le juge de paix peut condamner au paiement de l'indemnité ; il n'y a plus alors aucune urgence à ce que le président soit prévenu puisque l'indemnité sera servie au blessé jusqu'à décision définitive, ou substitution d'une provision.

Au reste, il est intéressant de rappeler que, précédemment à l'arrêt que nous venons d'examiner, la cour de cassation (1) avait décidé qu'en cas d'incapacité permanente, le juge de paix doit, après avoir fixé l'indemnité journalière, se déclarer incompétent pour déterminer la date à laquelle elle cessera d'être due, ajoutant « qu'en cas de désaccord entre les parties intéressées le président peut allouer une provision inférieure

(1) Cass. req., 31 juillet 1907, *Rec. acc. trav.*, 8^e année, p. 213.

au demi-salaire ». On en avait conclu, bien que l'arrêt ne l'ait point dit explicitement, que le juge de paix, après avoir fixé le montant de l'indemnité journalière, était incompétent pour prononcer condamnation au paiement et conférer ainsi à l'ouvrier un titre exécutoire (1), la compétence faisant sur ce chef retour au président.

Cette même déduction fut aussi tirée d'un autre arrêt (2) qui, après avoir décidé qu'au cas où il est soutenu avec certificat médical à l'appui qu'il y a incapacité permanente, le juge de paix perdait le droit de déterminer le jour où devait prendre fin l'indemnité journalière, ajoutait *sans faire mention qu'une condamnation pouvait être prononcée* : Ce magistrat doit alors, dans les 3 jours de sa décision, en transmettre une expédition au président du tribunal civil, auquel il appartient désormais, soit de substituer à l'indemnité journalière une provision moindre, soit de modifier la provision qu'il aurait préalablement fixée. Le même arrêt, allant beaucoup plus loin, décida en outre que le juge de paix dessaisi par la procédure poursuivie devant le tribunal civil, ne pouvait plus, même au cas où le tribunal aurait décidé qu'aucune rente n'était due parce qu'il n'y avait plus infirmité permanente, recouvrer sa compétence perdue.

Abstraction faite de la deuxième partie de ce dernier arrêt dont nous contestons le bien fondé, pour des motifs que nous examinerons plus loin, il reste que notre opinion, à savoir que le juge de paix compétent pour déterminer le quantum du demi-salaire est incompétent pour prononcer condamnation au paiement de cette indemnité, se trouve implicitement consacrée par les deux derniers arrêts cités, si toutefois il leur est donné l'interprétation que nous avons ci-dessus rapportée.

Et cette thèse nous paraît juridique. Un seul argument nous semble pouvoir être invoqué contre elle.

On a dit (3) que retirer au juge de paix le droit de condamner au paiement de l'indemnité journalière, c'est priver, en fait, le blessé du droit d'obtenir son demi-salaire, et pour justifier cette affirmation on cite l'espèce suivante dans laquelle le blessé, après avoir touché pendant un temps et d'accord son indemnité journalière, assigne, devant le tribunal, en fixation de rente, son patron qui cesse alors en cours d'instance tout paiement d'indemnité journalière ; on suppose que le blessé ignorant de ses droits a négligé de saisir de sa demande d'indemnité journalière, ou le juge de paix, ou le tribunal qui, dès lors,

(1) Voir note sous arrêt précité, D., 1909, 1, 137.

(2) Cass. civ., 6 juillet 1908, *Rec. acc. trav.*, 9^e année, p. 156.

(3) Voir note sous Cass. civ., 31 juillet 1907, D., 1908, 1, 369.

ne statue que sur la rente. Puis le jugement sur la rente devient définitif.

Le blessé qui n'a pas été payé entièrement de son indemnité journalière, se trouvera alors, dit-on, privé de tout droit d'en obtenir paiement, puisque, d'une part, le juge de paix est incompétent pour condamner au paiement, l'infirmité étant permanente ; et que, d'autre part, le tribunal civil n'est lui-même compétent sur l'indemnité journalière qu'accessoirement à la demande en rente et que le débat sur la rente est épuisé ; qu'enfin, la compétence du président du tribunal doit aussi être écartée parce que ce dernier ne peut allouer qu'une provision inférieure au demi-salaire, alors qu'en l'état de la procédure il ne peut s'agir de provision à compter sur la rente, puisque la rente est allouée, mais bien de l'indemnité journalière elle-même ; qu'au surplus, le président n'est compétent pour allouer une provision qu'en cours d'instance alors que, par hypothèse, l'instance devant le tribunal est close.

Mais ces objections ne nous paraissent pas décisives et sans réponse, car nous pensons que le blessé ne sera pas désarmé par l'incompétence du juge de paix, ni même par celle du tribunal, mais pourra obtenir paiement, en s'adressant au président en référé, qui reste compétent bien que l'action en rente ne soit plus pendante devant le tribunal.

En effet, l'article 16, § 4, n'exige pas, suivant nous, que le procès soit en cours d'instance pour que le président soit compétent ; au contraire, loin d'être une restriction apportée au pouvoir du président, les mots « en cours d'instance » sont une extension donnée à sa compétence.

Il était en effet nécessaire de dire que, par exception au droit commun, le président gardait sa compétence, même alors que le tribunal était saisi ; d'ailleurs, la première partie de ce même § 4 donne formellement compétence au président relativement à l'indemnité journalière, lors de son ordonnance de renvoi, c'est-à-dire à un moment où l'on ne se trouve pas en cours d'instance, aucune assignation n'étant encore lancée ; d'autre part, s'il est vrai que le § 4 n'a parlé que d'une provision inférieure au demi-salaire, on peut répondre que le texte n'a statué que *de eo quod plerumque fit* et qu'au surplus, la faculté accordée au président de modifier la provision, lui permet de rétablir l'indemnité journalière.

Au reste, notre interprétation qui donne compétence au président est pleinement confirmée par les travaux parlementaires qui montrent précisément qu'il y eut discussion entre le Sénat et la Chambre des

députés pour fixer l'étendue des pouvoirs respectifs du juge de paix et du président.

La Chambre, sur le rapport de M. Mirman, avait partagé la procédure en deux phases distinctes, la première allant de l'accident à la consolidation constituant le domaine du juge de paix, chargé de fixer la consolidation ; la deuxième partant de la consolidation et réservée au tribunal (1).

Au contraire, le Sénat, sur le rapport de M. Chovet (2), réserva au président le droit de fixer la date de la consolidation, point terminus de l'indemnité journalière et point de départ de la rente (3).

Mais la Chambre repoussa ce système (4) ; le Sénat ayant persisté dans son opinion après avoir toutefois apporté à son texte quelques modifications (notamment la phrase « si l'une des parties... ») (5), la Chambre vota définitivement le projet présenté, sans discussion (6), sur l'invitation du rapporteur M. Mirman (7) et ce rapport mérite d'autant mieux d'être cité qu'il répond par avance à l'argument que nous avons combattu et qui a été invoqué contre notre interprétation.

M. Mirman disait : « Avec le texte (primitif) du Sénat, le juge de paix constatant le désaccord entre les parties sur la consolidation de la blessure et sur sa date, déclinera toute compétence et renverra la victime devant le tribunal civil ; la victime ira frapper à cette porte, mais, durant ce voyage, elle ne touchera point son indemnité journalière. Ici encore le Sénat a refondu le texte de façon à rendre impossible l'éventualité si fâcheuse que nous redoutions.

Il résulte des dispositions nouvelles de l'article 3, qui porte que les indemnités temporaires sont dues jusqu'au décès ou jusqu'au jour de la consolidation de la blessure, qu'en cas d'incapacité permanente, elles continuent à être servies jusqu'à la décision définitive (art. 15, § 2) ; que, quand le juge de paix se déclare incompétent il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière.

« Ainsi, continue M. Mirman, point de doute. Si la victime prétend souffrir d'une incapacité permanente et produit un certificat médical à

(1) Chambre, séance du 30 mars 1901, *J. Off.* du 31 mars, p. 1173 à 1179.

(2) Chambre, séance du 19 novembre 1903, p. 542.

(3) Sénat, séance du 17 juin 1904, *J. Off.* du 18, p. 574 ; et séance du 1^{er} décembre 1904, *J. Off.* du 2 décembre, p. 982.

(4) Chambre, séance du 28 décembre 1904, *J. Off.* du 29, p. 3371.

(5) Sénat, séance du 16 mars 1905, *J. Off.* du 17 mars, p. 409.

(6) Chambre, séance du 24 mars 1905, *J. Off.* du 25 mars, p. 1049.

(7) Rapport de M. Mirman, du 23 mars 1905, p. 1043.

l'appui de sa prétention, le juge de paix n'aura pas qualité, comme l'avait décidé la Chambre en 1901, pour suivre l'évolution de cette incapacité jusqu'à la consolidation... le rôle du juge de paix se bornera, s'il ne l'a déjà fait, à fixer la valeur de l'indemnité journalière et il renverra alors les parties devant le président du tribunal. Le demi-salaire ayant été déterminé par décision du juge de paix, la victime pourra en requérir le paiement par toutes voies de droit. »

En présence de déclarations aussi nettes après un différend aussi caractérisé entre le Sénat et la Chambre des députés, il semble bien difficile d'admettre que le juge de paix sera, comme le soutient l'opinion que nous combattons, compétent non seulement pour fixer l'indemnité journalière, mais pour condamner le patron à payer cette indemnité, sans détermination de durée.

Le patron ainsi condamné, sans limitation de temps, devrait demander au président en référé d'y substituer une provision.

Aussi, suivant nous, le quantum de l'indemnité journalière ayant été fixée par le juge de paix, il suffira au blessé pour en avoir paiement de s'adresser au président en référé qui prononcera condamnation sans appel ; et cette procédure rapide et sans frais répond bien également au vœu du législateur.

Au surplus, aucune considération de fait, quelque fondée qu'elle puisse être, ne saurait prévaloir contre le texte formel de l'article 15, § 3 qui, au cas d'infirmité permanente contestée par certificat médical, édicte l'incompétence du juge de paix, désormais privé par là même du droit de prononcer condamnation.

Cette discussion est non seulement théorique, mais présente aussi un intérêt pratique.

Si l'on admet en effet que le juge de paix est compétent, non seulement pour fixer la quotité de l'indemnité journalière, mais aussi pour prononcer condamnation au paiement de cette indemnité jusqu'à décision définitive, on arrive à ce double résultat que non seulement le patron sera toujours condamné au paiement de l'indemnité journalière, puisque l'article 15, alinéa 2 porte qu'elle doit être servie jusqu'à décision définitive quand la victime se trouve atteinte d'une incapacité permanente, mais que, fait beaucoup plus important, la condamnation portera toujours et nécessairement sur la totalité de l'indemnité journalière, puisqu'à la différence du président, le juge de paix ne peut substituer une provision au demi-salaire.

Muni de ce jugement qui forme son titre, la victime pourra faire exécuter cette condamnation sans que le patron ait aucun moyen de s'y soustraire jusqu'à ce que soit introduite l'instance en rente, puisque

dans ce système le juge de paix est seul compétent jusqu'à ce que le président soit appelé à dresser un procès-verbal de non conciliation entre les parties.

Or il arrivera fréquemment que la consolidation sera acquise avant la non conciliation des parties devant le président et dès lors apparaît toute l'utilité de l'attribution de compétence au président, car celui-ci pourra chaque fois que la consolidation sera acquise, ordonner non pas le paiement de l'indemnité journalière totale, mais à titre de provision le paiement d'une indemnité réduite calculée sur le taux probable de la rente éventuelle.

Ainsi le patron échapperait au paiement forcé d'indemnités journalières parfois élevées qui, dans les cas d'incapacité permanente légère, peuvent inciter la victime à ne point hâter la procédure et mettent à la charge du patron des avances considérables dont l'imputation sur la rente n'est pas toujours certaine.

Le cas où l'une des parties soutient devant le juge de paix avec un certificat médical à l'appui qu'il y a incapacité permanente peut se présenter à divers moments de la procédure.

Le juge de paix peut être saisi alors que l'affaire est dans la phase de conciliation devant le président, ou alors que le tribunal est lui-même saisi d'une action en rente : dans ces deux cas le juge de paix, conformément à l'alinéa 3, fixe l'indemnité journalière. Mais la demande peut être formée devant le juge de paix alors que le tribunal civil est saisi à la fois d'une action en rente et en indemnité journalière. Avant la loi de 1905, il était décidé que le tribunal civil était alors, à l'exclusion du juge de paix, compétent sur l'indemnité journalière, par l'effet de la prorogation de sa juridiction (1). Mais à raison du nouveau texte qui délimite les pouvoirs respectifs du tribunal et du juge de paix, nous pensons que ce dernier doit, quand il en est requis, fixer dans tous les cas d'incapacité permanente le quantum du demi-salaire.

Il se peut aussi que le juge de paix soit saisi alors que le tribunal aura rejeté la demande en rente en déclarant qu'il n'y a pas incapacité permanente ; dans ce cas le juge de paix retrouve la plénitude de juridiction qui lui est attribuée par l'alinéa 1^{er} de l'article 15, puisque nous ne sommes plus dans l'exception de l'alinéa 3 qui prévoit seulement le cas d'incapacité permanente.

La cour de cassation a décidé (2) que, dans ce cas, le juge de paix

(1) Cass. civ., 24 janvier 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 52, précité.

(2) Cass. civ., 6 juillet 1908, précité.

dessaisi par la procédure suivie devant le tribunal civil ne pouvait plus recouvrer sa compétence perdue ; mais cette solution nous paraît inconciliable avec le texte. L'incompétence du juge de paix a pour unique base, aux termes de l'alinéa 3, l'incapacité permanente, la production du certificat n'étant exigée que pour écarter toute allégation sans fondement ; or, comme dans notre espèce il est déclaré par une décision de justice, que par hypothèse nous supposons définitive, qu'il n'y a pas infirmité permanente, il suit que la prétention d'incapacité permanente se heurte à l'autorité de la chose jugée et ne peut être retenue par le juge de paix, quel que soit d'ailleurs le certificat produit, car sa compétence est déterminée, non par la production d'un écrit ou par la procédure suivie devant le tribunal, c'est-à-dire par une question de forme, mais par l'état d'invalidité du blessé, c'est-à-dire par une question de fond.

Incompétent pendant tout le temps que la question d'incapacité permanente soulevée n'est pas tranchée, le juge de paix recouvre toute sa compétence quand le tribunal a décidé par jugement définitif qu'il n'y a pas incapacité permanente ; il doit dès lors fixer la date de la consolidation et condamner au paiement.

Enfin, si, après qu'une rente lui a été allouée, le blessé, invoquant une aggravation de son état, demande l'allocation d'une indemnité journalière, le juge de paix devra se déclarer incompétent puisqu'il y a incapacité permanente et ne pourra que fixer, s'il ne l'a fait antérieurement, la quotité du demi-salaire. Suivant notre théorie, c'est au président statuant en féré que sera attribuée la compétence pour statuer sur le mérite de cette demande ; toutefois il a été décidé que c'est au tribunal juge de l'action en revision qu'il appartenait de prononcer (1).

Nous examinerons d'ailleurs ultérieurement le bien fondé de cette demande en étudiant la compétence du tribunal sur l'indemnité journalière en matière de revision.

Signalons enfin qu'il a été jugé que le juge de paix, saisi d'une demande d'indemnité journalière, était compétent pour statuer sur une demande en dommages-intérêts à raison des difficultés injustifiées opposées par le patron au paiement de l'indemnité journalière, cette demande étant accessoire à l'action principale (2) ; par application du même principe, le juge de paix serait compétent pour connaître de la

(1) Trib. civ., Seine, 28 novembre 1908, *Rec. acc. trav.*, 10^e année, p. 30.

(2) Trib. civ. Seine, 29 juin 1909, *Rec. acc. trav.*, 10^e année, p. 182.

demande en dommages-intérêts formée par le patron à raison de l'action injustifiée de l'ouvrier.

Il nous reste à rappeler que le juge de paix saisi d'une demande d'indemnité journalière connaît des exceptions d'incompétence qui peuvent être soulevées (1) et qui sont tirées soit de l'inapplicabilité de la loi de 1898, soit de l'incompétence *ratione materiæ* ou *ratione loci*.

§ 2. — Voies de recours.

A. — Appel.

L'article 15, § 1, pose en principe que, les décisions du juge de paix sur les demandes en indemnité journalière sont jugées en dernier ressort ; mais cette règle comporte une exception quand le juge de paix a statué sur une exception de compétence.

Le patron peut répondre à la demande d'indemnité journalière formée contre lui, par une fin de non recevoir tirée soit de l'incompétence « *ratione loci* » du juge saisi, soit de son incompétence « *ratione materiæ* », soit par application du § 3 de l'article 15, soit pour non applicabilité de la loi de 1898, basée sur le non assujettissement de sa profession, ou la non existence du contrat de louage, ou le défaut de relation entre le travail et l'accident, ou entre l'accident et la blessure ; dans tous ces cas la décision du juge de paix devient susceptible d'appel (2).

Cette solution imposée par les règles du droit commun formulées par les articles 14 de la loi du 25 mai 1838 et 454 du code de procédure civile, auxquels notre texte n'a apporté aucune dérogation, est pleinement justifiée par la contrariété qui aurait pu exister entre les décisions rendues sur ces questions parfois très délicates.

De même encore conformément au droit commun, l'appel garde son effet suspensif ; il eût d'ailleurs été particulièrement dur de contraindre le patron à payer l'indemnité journalière malgré son appel, alors que, peut-être, le tribunal décidera contrairement au jugement entrepris que la loi de 1898 est inapplicable, et que par suite aucune indemnité n'est due.

(1) Cass. civ., 5 décembre 1904, *Rev. jud. acc. trav.*, 1905, p. 46.

(2) Cass. civ., 3 février 1902, *Gaz. trib.*, 14 février 1902 ; Cass. civ., 4 août 1902, *Rec. acc. trav.*, décembre 1902, p. 240 ; Cass. req., 17 novembre 1903, *Rev. jud. acc. trav.*, 1904, p. 144 ; Cass. civ., 25 novembre 1903, *Rev. jud. acc. trav.*, février 1904 ; Cass. req., 27 avril 1904, *Rev. jud. acc. trav.*, mai 1904, p. 271.

Nous rappelons ici que, si le juge d'appel infirme la décision du juge de paix sur la compétence, la décision rendue sur le fond, tombera par voie de conséquence (1).

Dans quel délai cet appel devra-t-il être interjeté ?

La difficulté vient de ce que la loi de 1898 a institué des délais d'appel spéciaux : l'article 15, § 4, relatif aux frais médicaux et pharmaceutiques, fixe le délai d'appel à la quinzaine de la décision ; l'article 17, § 1, porte que l'appel devra être interjeté dans les 30 jours...

Or, il a été jugé que le délai d'appel est celui fixé par l'article 13 de la loi du 25 mai 1838, car l'article 17 de la loi de 1898, détermine un délai spécial en ce qui concerne l'appel dont sont susceptibles les jugements des tribunaux de première instance statuant sur des indemnités dues en cas de mort ou d'incapacité permanente... et par suite cette disposition exceptionnelle ne saurait être étendue à un cas autre que celui en vue duquel elle a été édictée (2). Mais cette interprétation donnée par la cour de cassation ne nous paraît pas exacte.

Il est certain tout d'abord que le délai de 15 jours prévu à l'alinéa 4 de l'article 15 n'est pas applicable parce que, d'après le texte même, il se réfère exclusivement aux jugements relatifs aux frais médicaux et pharmaceutiques, mais il n'en va pas de même du délai de 30 jours prévu par l'article 17, § 1.

Rien n'établit en effet, comme l'indique l'arrêt précité, que cette disposition exceptionnelle vise uniquement les jugements rendus par le tribunal civil; au contraire, alors que le § 4 de l'article 15 précise et restreint sa portée aux demandes des frais médicaux et pharmaceutiques, le § 1 de l'article 17 emploie la formule la plus générale en disant: les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel...

Ce texte régit donc sans distinction et les jugements du tribunal civil et les jugements de paix à la seule condition qu'ils soient rendus en vertu de la présente loi.

Nous pensons donc que le délai d'appel est fixé non par l'article 13 de la loi du 25 mai 1838, mais par l'article 17, § 1 (3).

La question est intéressante parce que si ces deux délais sont de même durée, ils ont un point de départ différent : en vertu de la loi de 1838, le délai part du jour de la signification du jugement ; conformément à l'article 17, § 1, il court de la date du jugement.

(1) Cass. civ., 29 mai 1906, *J. des assur.*, octobre 1906, p. 548.

(2) Cass. civ., 25 novembre 1903, *D.*, 1904, 1, 73.

(3) Circulaire ministérielle du 29 août 1905.

Il convient d'ailleurs de remarquer que le délai ainsi établi est plus bref que celui de droit commun et répond bien par conséquent à la préoccupation du législateur d'organiser une procédure rapide, assurant au plus vite le paiement de l'indemnité.

L'appel devra donc par application de l'article 17 être interjeté dans les 30 jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et s'il est par défaut dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

Quant au mode de calcul de ce délai nous l'examinerons ultérieurement en étudiant les règles de l'appel des jugements du tribunal civil, formulées par ce même article 17.

B. — OPPOSITION.

Dans le silence du texte qui n'apporte au droit commun aucune exception, il faut décider que les décisions du juge de paix sur l'indemnité journalière sont susceptibles d'opposition quand elles ont été rendues par défaut : d'ailleurs, cette solution est consacrée implicitement par le § 5 de l'article 15, qui prévoit le cas d'opposition.

Ce § 5 porte que les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière, sont exécutoires nonobstant opposition ; cette disposition fut ajoutée au texte primitif de l'article 15, par la loi de 1905, dans le but d'obvier à tout retard dans le paiement de l'indemnité journalière en imposant au patron l'obligation d'exécuter le jugement qui le condamne, sans attendre qu'il soit statué sur le mérite de son opposition.

Le texte étant impératif, l'exécution provisoire, nonobstant opposition, est de droit et s'applique, même dans le silence du jugement.

Mais, la portée du § 5 est nettement délimitée au cas d'opposition ; en conséquence, le jugement sur l'indemnité journalière, susceptible d'appel quand le juge de paix a statué sur une question de compétence, n'est pas, en vertu de notre texte, quand il est frappé d'appel, exécutoire par provision, de plein droit.

Il a même été décidé (1), que le juge de paix ne peut ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel, parce que l'article 15 dont le texte est formel, ne prévoit l'exécution provisoire que nonobstant opposition.

(1) Trib. civ. Seine, 26 février 1909, *Rec. acc. trav.*, 10^e année, p. 223 ; trib. civ. Lille, 3 juillet 1909, *Rec. acc. trav.*, 10^e année, p. 224 ; trib. civ. Béthune, 7 août 1906, *Rec. acc. trav.*, 7^e année, p. 375.

Mais cette déduction ne nous paraît pas satisfaisante : le texte a seulement cette signification que l'exécution provisoire est de droit au cas d'opposition.

A défaut de toute restriction, l'exécution provisoire, pour le cas d'appel, reste soumise aux règles du droit commun ; or, l'article 135 du code de procédure civile, qui prévoit limitativement les cas dans lesquels l'exécution provisoire peut être ordonnée avec ou sans caution, mentionne au n° 7 les pensions ou provisions alimentaires ; de même l'article 11 de la loi du 25 mai 1838 dit que le juge de paix pourra ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel sans caution, lorsqu'il s'agira de pension alimentaire ; or l'indemnité journalière a le caractère de provision alimentaire (1), dès lors, nous pensons que, par application des textes précités, le juge de paix pourra ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel ; à la différence du cas d'opposition où l'exécution provisoire est obligatoire, elle n'est, au cas d'appel, que facultative.

Dans quel délai l'opposition devra-t-elle être formée ?

La question est de savoir s'il faut appliquer le délai de l'article 17, § 2, qui est de 15 jours après la signification du jugement à personne, ou le délai de droit commun imparti par l'article 20 du code de procédure civile, qui est de 3 jours à partir de la signification.

Nous pensons, pour les raisons exposées ci-dessus à l'occasion de la détermination du délai d'appel, que le délai applicable est celui de l'article 17 de notre loi, qui vise sans aucune exception tous les jugements rendus en vertu de ses dispositions. Nous remarquerons d'ailleurs que, devant le juge de paix, il ne peut être question d'un jugement de défaut faute de conclure, puisque l'article 157 du code de procédure civile désigne sous cette dénomination « le jugement rendu contre une partie ayant un avoué », et que devant le juge de paix il n'y a pas lieu à constitution d'avoué : d'ailleurs, l'article 20 du code de procédure civile fixe, d'une manière uniforme, à 3 jours le délai d'opposition sans établir aucune distinction entre les jugements faute de conclure et ceux faute de comparaître. En conséquence, le défaut sera toujours contrepartie, cas prévu précisément par le § 2 de l'article 17, dont nous faisons l'application.

Il faut remarquer que si le délai ainsi établi est plus long que celui de droit commun, le paiement de l'indemnité n'en est pas retardé puisque le jugement est exécutoire nonobstant opposition.

(1) Cass. req., 16 janvier 1905, *Recueil du ministère acc. trav.*, t. VI, p. 127.

C. — RECOURS EN CASSATION.

Selon le § 5 de l'article 15, les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière, sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.

Le texte primitif de l'article 15 ne comportait pas cet alinéa.

Il était alors décidé que, par application de l'article 15 de la loi du 25 mai 1838, qui forme le droit commun, les décisions n'étaient susceptibles de recours en cassation que pour excès de pouvoir.

D'après la cour de cassation, il n'y avait excès de pouvoir de la part du juge de paix que si, dépassant le cercle de ses attributions judiciaires, il avait empiété sur celles des pouvoirs législatifs ou administratifs (1).

Les cas de pourvoi étaient donc très restreints et le juge de paix tout en restant dans les limites de ses attributions judiciaires, pouvait interpréter la loi à sa manière, sans aucun recours possible, dès qu'une question de compétence n'avait pas été soulevée ; c'est ainsi qu'il fut jugé que l'erreur de droit ne donnait pas ouverture à cassation (2).

Aussi, le législateur de 1905, pensant qu'à raison de l'extension donnée à la compétence du juge de paix, il devenait nécessaire de soumettre ses décisions à de plus amples garanties, a stipulé qu'elles seraient susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.

Cette voie de cassation est beaucoup plus large que celle pour excès de pouvoir : elle permet d'attaquer les décisions pour erreur de droit, en conséquence, pour fausse interprétation d'un texte : elle présente, en outre, ce très grand avantage, voulu d'ailleurs par le législateur, de permettre à la cour suprême d'amener l'harmonie entre les tribunaux inférieurs pour une application uniforme de la loi.

Mais ce recours en cassation pour violation de la loi, n'est ouvert que contre les décisions sur l'indemnité journalière.

Il est vrai que le projet de la commission du Sénat, lors de sa première lecture au Sénat (3), portait sans restriction et d'une manière générale : « Les décisions du juge de paix sont susceptibles... » Mais cette formule fut remplacée par le texte actuel.

Dès lors, et bien que les mêmes motifs qui justifient cette voie de

(1) Cass., 10 février 1868, D., 68, 1, 422.

(2) Cass. req., 16 décembre 1901, *Gaz. Pal.*, 1902, 1, 82.

(3) Sénat, séance du 17 juin 1904, *J. Off.* du 18 juin, p. 574.

recours contre les décisions sur l'indemnité journalière, puissent être invoqués en ce qui concerne toutes autres décisions du juge de paix, nous pensons qu'à raison de la formule limitative employée par le texte, qui, après avoir examiné, dans l'article 15, le régime des demandes en frais funéraires, en frais médicaux, et en frais pharmaceutiques, parle des décisions sur l'indemnité journalière et dit : « Ces décisions sont susceptibles... », il n'est pas possible d'étendre à toutes les décisions du juge de paix une disposition réservée aux jugements sur l'indemnité journalière. Et l'article 15, ayant ainsi écarté pour toutes les autres décisions du juge de paix, le recours pour violation de la loi, il n'est pas possible, à raison de cette prohibition, d'admettre que la disposition plus large de l'article 17, § 3, s'applique à ces décisions.

Il est d'ailleurs entendu que les décisions sur l'indemnité journalière restent soumises au recours de cassation pour excès de pouvoir, notre texte n'ayant apporté aucune restriction au recours en cassation de droit commun (1), mais l'ayant, au contraire élargi.

Notre loi ne contenant aucune disposition contraire, le pourvoi en cassation devra être introduit en la forme et dans les délais de droit commun (2).

Nous examinerons ultérieurement, en étudiant les voies de recours contre les jugements des tribunaux ou les arrêts de cours d'appel, le point de départ et le mode de calcul de ces délais.

Remarquons seulement, que le paiement de l'indemnité journalière, en exécution du jugement entrepris, ne sera pas retardé par l'emploi de cette voie de recours puisque, par application du droit commun, le pourvoi en cassation n'a pas d'effet suspensif (3).

SECTION III. — Frais funéraires.

A. — ETENDUE DE LA COMPÉTENCE.

Aux termes de l'article 15, § 1, le juge de paix est toujours compétent pour statuer sur les demandes en paiement de frais funéraires, dont le maximum est d'ailleurs fixé à 100 francs (art. 4, § 1), et sa décision est en dernier ressort.

Mais à ce principe, une double exception est apportée.

(1) Art. 15, loi du 25 mai 1838.

(2) Loi du 2 juin 1862.

(3) Déc. du 27 novembre 1790, art. 16.

D'une part, en effet, par application des mêmes règles que celles ci-dessus posées au sujet de l'indemnité journalière, la décision devient susceptible d'appel, quand une question de compétence a été soulevée. Et d'autre part, le juge de paix, bien qu'ayant la plénitude de juridiction sur ces demandes, n'en connaît pas exclusivement, car il a été jugé que le tribunal civil saisi à la fois d'une demande en rente et d'une demande en frais funéraires doit, par l'effet d'une prorogation légale de juridiction, statuer sur l'une et l'autre demande, mais peut, cependant, se déclarer incompétent si le défendeur ne se joint pas au demandeur pour solliciter du tribunal qu'il retienne la connaissance du litige (1).

Les décisions sur les frais funéraires sont aussi susceptibles d'opposition quand elles sont par défaut, la faculté d'opposition qui résulte du droit commun n'ayant pas été supprimée par notre texte.

Enfin, ces demandes doivent encore, comme les demandes en indemnité journalière, être jugées dans les 15 jours.

Mais là se bornent les ressemblances.

Il faut tout d'abord remarquer qu'à la différence de l'indemnité journalière qui échappe à la compétence du juge de paix, précisément au cas plus grave d'incapacité permanente, la connaissance des contestations relatives aux frais funéraires qui ne peuvent s'élever bien évidemment qu'au cas où l'accident a entraîné la mort, lui a été attribuée; le motif en est certainement tiré de la faible importance de la contestation et aussi, de ce qu'une contrariété de jugements n'est pas à craindre, puisque chaque fois que la question d'applicabilité de la loi de 1898 sera posée, la décision sera sujette à appel.

Il a été décidé que seule pouvait faire appel, la partie qui conteste la compétence du juge de paix (2).

Mais, cette théorie ne nous paraît pas admissible, car la faculté d'appel ne saurait être personnelle à une partie, mais est attachée à la contestation elle-même, et, par conséquent, doit profiter aux deux parties.

C'est ainsi que l'article 14 de la loi du 25 mai 1838, dit que « seront sujets à l'appel, les jugements » sur des questions de compétence, indiquant nettement par sa rédaction, que c'est le jugement qui est susceptible d'appel et non que la faculté d'appeler est donnée et réservée à une partie.

L'article 454 du code de procédure civile, qui déclare l'appel recevable

(1) Cass. civ., 6 mai 1905, *Rev. jud. acc. trav.*, 1905, p. 359.

(2) Trib. civ. Seine, 26 mars 1908, *Rec. acc. trav.*, 6^e année, p. 128.

« lorsqu'il s'agira d'incompétence », n'apporte non plus, en ce cas, aucune limitation au droit d'appel.

Au reste, si dans le cas où le demandeur a obtenu satisfaction, le défendeur qui a contesté l'incompétence peut seul faire appel, il faut bien remarquer que le demandeur se trouve privé du droit d'appel, non pas en vertu de la théorie que nous combattons, parce qu'en portant sa démarche devant le juge de paix, il a reconnu la compétence de ce dernier, mais parce qu'ayant obtenu satisfaction au fond, il ne peut, d'après les règles de droit commun, faire appel d'une décision qui ne lui préjudicie pas.

B. — EXÉCUTION PROVISOIRE.

Contrairement à la règle posée pour les jugements sur l'indemnité journalière, les décisions sur les frais funéraires ne sont pas de plein droit exécutoires, nonobstant opposition, le § 5 de l'article 15 limitant l'exécution provisoire obligatoire aux seules condamnations d'indemnité journalière.

Mais, le juge de paix a-t-il la faculté d'ordonner l'exécution provisoire nonobstant opposition des décisions sur les frais funéraires ?

Nous avons vu précédemment, et nous avons toujours appliqué ce principe que, dans le silence de la loi de 1898, il fallait observer les règles de droit commun.

Or, la difficulté vient ici de ce que la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix qui, en ses articles 11 et 12, parle de l'exécution provisoire nonobstant appel, se tait sur les cas d'opposition ;

De même l'article 135 du code de procédure civile règle les cas d'exécution provisoire dans les jugements de première instance sans spécifier s'il s'agit de jugements frappés d'appel ou d'opposition.

Enfin, l'article 17 du code de procédure civile qui prévoit l'exécution provisoire des jugements de paix ne parle pas du cas d'opposition.

Cependant l'article 155 du code de procédure civile, permet l'exécution provisoire des jugements de défaut de première instance, nonobstant l'opposition, au cas où il y aurait péril en la demeure.

Aussi admet-on en droit commun que, par extension de cet article, le juge de paix peut ordonner l'exécution provisoire de ses jugements, nonobstant opposition (1). Et cette extension paraît d'autant plus jus-

(1) Million et Beaume, *Dictionnaire général de la compétence des juges de paix*, t. V, v^o Jugement, n^o 186.

tifiée que l'article 12 de la loi de 1838 reproduit les termes du § 2 de cet article 155 et qu'ainsi on peut considérer qu'il vise le même cas.

Nous admettons cette même solution en notre matière ; mais en réalité cette faculté paraît beaucoup plus théorique que pratique, car, conformément à l'article 155 du code de procédure civile, l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'au cas où il y a péril en la demeure ; et, quand il s'agit de frais funéraires, cette extrême urgence n'apparaîtrait en fait, que si, par exemple, l'inhumation, cas bien improbable, se trouvait arrêtée par le non paiement de ces frais.

Par application également du droit commun, nous pensons que le juge de paix peut, s'il le juge opportun, ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel.

Mais les motifs de droit d'en décider ainsi, diffèrent de ceux que nous avons donnés au sujet des jugements sur l'indemnité journalière, car les frais funéraires n'ont pas, comme l'indemnité journalière, le caractère alimentaire sur lequel nous nous sommes précédemment appuyé.

Aussi, suivant nous, l'exécution provisoire nonobstant appel peut être ordonnée par le juge de paix par application de l'article 135 du code de procédure civile, § 1, quand il y a promesse reconnue et par application de l'article 11 de la loi du 25 mai 1838 qui prévoit, en outre, le cas où la somme n'excèdera pas 300 francs, puisque les frais funéraires ne peuvent être supérieurs à 100 francs.

Nous ne pouvons que confirmer les règles précédemment posées en étudiant les demandes en indemnité journalière relativement au point de départ et à la durée des délais d'appel et d'opposition.

C. — RECOURS EN CASSATION.

Mais au contraire, nous avons à signaler une différence en ce qui concerne le recours en cassation, qui pour les jugements sur frais funéraires n'est possible que pour excès de pouvoirs, par application du droit commun, l'article 15, alinéa 5 n'instituant le recours en cassation pour violation de la loi que contre les décisions relatives à l'indemnité journalière.

SECTION IV. — Frais médicaux et pharmaceutiques.

§ 1. — Etendue de la compétence.

Le juge de paix connaît aussi des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques à quelque chiffre que ces demandes s'élèvent, l'article 15, § 4 lui attribuant plénitude de juridiction.

Cependant cette compétence exclusive a subi une double limitation.

Tout d'abord, en effet, la jurisprudence décide que le tribunal civil doit statuer sur ces demandes, comme sur celles pour frais funéraires, quand il en est saisi en même temps que de la demande en rente (1). mais peut toutefois, quand le défendeur ne s'est pas joint au demandeur pour solliciter une seule et même décision de justice, se déclarer incompétent et réserver la connaissance de cette partie du litige au juge de paix (2).

D'autre part, il a été décidé que, quand le patron soutient que les frais médicaux réclamés sont postérieurs à la date de la consolidation, le juge de paix doit surseoir à statuer jusqu'à ce que cette date ait été fixée soit par le président dans son ordonnance, soit par le tribunal (3).

La véritable portée de cette décision est précisée par le motif exprimé que le juge de paix ne doit pas préjuger le fond du débat et qu'il importe en outre d'éviter une contrariété de jugements ; dès lors, le juge de paix ne doit surseoir, au cas où il est prétendu que les soins sont postérieurs à la consolidation, que quand il y a incapacité permanente, puisque, dans ce cas seul, le président ou le tribunal seront appelés à fixer la date de la consolidation.

Mais quand l'infirmité est temporaire, le juge de paix est compétent pour statuer et sur la quotité des frais médicaux et pharmaceutiques et sur la date de la guérison qui marque leur point d'arrêt.

Enfin, la cour de cassation, jugeant sur une espèce dans laquelle des frais médicaux étaient réclamés pour une période postérieure à la consolidation, a déclaré que les frais de maladie cessant d'être dus le jour où a été définitivement fixée la pension viagère, le juge de paix est incompétent pour statuer sur les frais de maladie exposés depuis que le tribunal a alloué la rente (4).

(1) Cass. civ., 1^{er} août 1906, *Jour. assur.*, 1907, p. 85.

(2) Cass. civ., 6 mai 1905, précité.

(3) Cass. req., 7 juillet 1903, *Rev. jud. acc. trav.*, 1903, p. 236 ; sur jugement paix Paris 19^e, 19 décembre 1900.

(4) Cass. req., 26 octobre 1903, *Rec. acc. trav.*, 4^e année, p. 261.

Le principe posé par la cour de cassation et qui se dégage des deux arrêts précités est que le juge de paix, quand il est soutenu, au cas d'infirmité permanente, que les frais médicaux réclamés sont postérieurs à la consolidation, doit surseoir à statuer jusqu'à fixation de cette consolidation par ordonnance, ou par le jugement du tribunal; et que quand la consolidation a été ainsi fixée, le juge de paix doit se déclarer incompétent pour statuer sur les frais de maladie postérieurs à cette consolidation.

Cette théorie est d'ailleurs pleinement justifiée puisque, d'une part, le juge de paix est incompétent pour fixer la date de consolidation, et que, d'autre part, après la consolidation qui, par définition, marque l'état définitif, terme du traitement, les frais médicaux n'étant plus dus puisqu'ils ne sont plus la conséquence de l'accident, le juge de paix devient *ipso facto* incompétent (1).

Ainsi se trouve limitée la compétence, du juge de paix que l'article 15, § 4 formulait en termes généraux.

De plus, le juge de paix n'est compétent sur la demande de frais médicaux excédant le taux de la compétence de droit commun que si cette demande est formée contre le patron, soit par la victime, soit par le médecin choisi par la victime.

Il a été soutenu, en sens contraire, qu'il faut, pour déterminer la compétence, s'attacher non à la qualité du demandeur, mais à la nature de la contestation et que, dès l'instant où les soins ont été donnés à un accidenté du travail couvert par la loi de 1898, le juge de paix est compétent, même si le médecin a été choisi par le patron, aussi bien à raison de l'article 4 qui, d'une manière générale, met, sans faire de distinction, les frais médicaux à la charge du patron (§ 1), qu'à raison de l'article 15, § 4, qui, sans autre limitation qu'un taux d'appel, pose la même règle générale, que le juge de paix connaît, quelle qu'en soit la valeur, des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques (2). Mais nous pensons que cette opinion ne doit pas être admise.

En effet, l'article 4, il est vrai, met dans son § 1^{er} les frais médicaux à la charge du patron, mais dans son § 2 stipule, après avoir reconnu à la victime le droit de choisir son médecin, que, dans ce cas, le chef d'entreprise ne sera tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que

(1) En ce sens, trib. civ. Lille, 21 septembre 1906, *Rec. acc. trav.*, 7^e année, p. 275.

(2) En ce sens, trib. civ. Pontoise, 10 mars 1909, *D.*, 1909, 5, 30.

jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix conformément à un tarif qui sera ultérieurement établi.

Ainsi, l'étendue de l'action en paiement des frais médicaux apparaît différente suivant que le médecin a été choisi par la victime ou par le patron ; dans le premier cas, elle est limitée au tarif ; dans le second cas, nous verrons, en étudiant au titre de la procédure, les actions en paiement de frais de maladie, qu'elle est déterminée par le droit commun. Nous montrerons également que le § 4 du même article 4, qui donne aux médecins une action directe contre le patron, a été ajouté au texte primitif dans le seul but de faire cesser la controverse qui existait sur le point de savoir si le médecin de la victime pouvait invoquer à l'encontre du patron un lien de droit lui permettant de l'actionner ; ce § 4 vise donc l'action du médecin de la victime, car en ce qui concerne le médecin choisi par le patron, ce médecin possédait déjà, par application du droit commun, une action contre le patron, en vertu de la convention intervenue entre eux.

L'article 15, qui attribue compétence au juge de paix pour le paiement des frais médicaux, ne fournit aucun argument contre notre théorie, car il peut être soutenu qu'à défaut de toute précision contraire il vise seulement les frais de maladie dont le coût a été réglé en l'article 4 qui, précisément, en instituant le tarif, a donné au juge de paix mission de l'appliquer.

En sorte que si le droit du médecin choisi par la victime trouve sa base dans la loi de 1898, qui à l'article 4 le consacre et le définit, le droit du médecin choisi par le patron reste fixé et déterminé par le droit commun.

Notons que la modification apportée par la loi de 1905 au texte primitif sur lequel sont étayées les décisions citées, n'a donné aucun argument nouveau ni dans un sens ni dans l'autre, car la compétence indiquée aujourd'hui au § 4 était alors, sauf la disposition relative à l'appel, inscrite au paragraphe premier du même article 15.

Dès lors, nous pensons que la compétence spéciale du juge de paix, organisée par la loi de 1898, s'applique dans tous les cas aux actions en frais de maladie intentées par la victime, mais ne vise les actions du médecin contre le patron que si ce médecin était choisi par la victime (1).

De même, la compétence spéciale du juge de paix quel que soit le

(1) En ce sens, trib. civ. Seine, 27 mars 1903, *Rec. acc. trav.*, 4^e année, p. 66 ; Lyon, 1^{re} chambre, 23 février 1905, affaire Rondet c. Cassagne et Monin.

chiffre de la demande ne peut être invoquée par le médecin choisi par la victime, qui actionne en paiement cette victime, car le droit de ce médecin trouve alors sa base non dans la loi de 1898, mais dans le droit commun.

Mais il faut remarquer que cette controverse n'offre pas seulement un intérêt doctrinal: car, en effet, si contrairement à notre opinion le juge de paix est compétent en vertu de la loi de 1898, le médecin choisi par le patron pourra saisir ce magistrat de sa demande en paiement d'honoraires à quelque chiffre qu'elle s'élève et sauf appel au-dessus de 300 francs; si au contraire on décide que la demande du médecin choisi par le patron ressortit de la compétence de droit commun, le juge de paix pourra encore, en vertu de la loi du 12 juillet 1905, en connaître, mais sauf appel au-dessus de 300 francs; donc une première différence consiste, en dehors de la compétence *ratione loci* que nous examinerons plus loin, en ce que, statuant en vertu du droit commun, le juge de paix ne sera plus compétent à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, mais seulement jusqu'à 600 francs. Et d'autre part la compétence du juge de paix ne sera plus exclusive, car, comme nous le préciserons ultérieurement, le médecin ou pharmacien choisi par le patron aura la faculté de porter sa demande devant le tribunal de commerce au cas où le patron commerçant aura agi dans l'intérêt de son commerce. C'est là une deuxième différence.

En fait, les demandes d'honoraires dépassant ce chiffre sont l'exception.

Il est d'ailleurs bien entendu que, quand le juge de paix statue sur la demande du médecin choisi par le patron, en vertu du droit commun, les honoraires de ce médecin ne doivent pas être taxés conformément au tarif imposé par la loi, mais restent soumis à l'appréciation du juge de paix qui les pourra réduire par application des règles du droit commun et de la jurisprudence générale.

C'est là question de fond qui ne touche pas à la compétence.

La même observation s'applique aux frais pharmaceutiques pour lesquels il importe de distinguer suivant que le pharmacien a été choisi par le patron ou par le blessé.

Au fond, non seulement le juge de paix fixe les frais médicaux et pharmaceutiques, conformément au tarif prévu par l'article 4, § 2, quand il y a eu choix du blessé ou, conformément au droit commun, quand il y a eu choix du patron, mais il a encore qualité pour apprécier, dans l'un et l'autre cas, si les soins et médicaments dont le paiement est réclamé ont été exagérés ou sans utilité pour le traitement et

pour supprimer, dans la mesure de l'exagération qu'il constatera, partie de ces soins ou médicaments, bien que calculés au tarif et dont le coût restera à la charge de celui qui a pris l'initiative de les fournir (1).

Les frais médicaux et pharmaceutiques comprennent en outre les frais d'hospitalisation sur lesquels le juge de paix reste compétent pour statuer, alors que la demande a été formée contre le patron par l'hôpital directement (2), le texte nouveau de 1905 n'ayant fait, en donnant l'action directe aux médecins, pharmaciens et établissements hospitaliers (§ 4, art. 4) contre le patron que consacrer les solutions préparées par la jurisprudence.

Au fond, le juge de paix fixe, dans tous les cas, les frais de séjour à l'hôpital, conformément au tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 pour cent sans que le prix de journée puisse, tout compris, excéder jamais 4 francs à Paris ni 3 fr. 50 partout ailleurs.

Il importe de remarquer que le § 3 de l'article 4 qui règle le coût des frais d'hôpital, ne reproduisant plus la distinction établie par le § 2 entre le médecin et pharmacien choisi par le patron ou choisi par le blessé, le prix fixé par le texte sera applicable, dans tous les cas, même, pensons-nous, si l'hôpital n'avait hospitalisé le blessé que contre remise par le patron d'un engagement à payer des frais plus élevés, cet engagement étant nul et de nul effet, à raison du caractère d'ordre public des dispositions de la loi.

Nous signalons ce point parce que, s'il est admis, le juge de paix connaîtra toujours à raison de sa compétence spéciale, de la demande de l'hôpital, même au cas où il aurait été choisi par le patron, puisque son droit trouve sa base dans la loi de 1898, et le juge devra toujours en matière de frais d'hospitalisation appliquer le tarif prévu par la loi de 1898, sans jamais, comme en matière de frais médicaux, pouvoir taxer les frais conformément au droit commun au cas de choix du patron.

Les frais d'hospitalisation, à cause de leur mode spécial de recouvrement, soulèvent une difficulté de compétence.

L'administration des établissements hospitaliers pour obtenir paiement de ses frais, fait délivrer au patron du blessé une contrainte, conformément à l'article 13 de la loi du 7 août 1851. Si le patron estime que

(1) En ce sens, trib. de paix Bordeaux, 27 avril 1907, *Rec. acc. trav.*, 8^e année, p. 82; trib. de paix Cette, 15 mai 1907, *Rec. acc. trav.*, 8^e année, p. 85; trib. civ. Lille, 11 février 1908, *Rec. acc. tr.*, 8^e année, p. 432.

(2) Cass. req., 13 juillet 1903, *Rev. jud. acc. tr.*, janvier 1904, p. 36.

la somme réclamée n'est pas due pour inapplicabilité de la loi ou parce que le prix de journée a été calculé sur un chiffre supérieur à celui fixé par la loi, il fait opposition à cette contrainte ;

Mais quel sera le juge compétent pour statuer sur cette opposition ?

Il a été soutenu que le tribunal civil est seul compétent, à l'exclusion du juge de paix, pour en connaître : qu'en effet, l'article 13 de la loi du 7 août 1851, après avoir établi le droit pour l'hôpital de procéder par voie de contrainte, porte que les oppositions, lorsque la matière est de la compétence des tribunaux ordinaires, sont jugées comme affaires sommaires ; que le texte, opposant les tribunaux ordinaires aux tribunaux administratifs, implique nécessairement la compétence du tribunal civil, puisqu'il porte que, quand la matière sera de la compétence des tribunaux ordinaires, l'affaire sera jugée sommairement, procédure qui n'existe que devant le tribunal civil.

D'autre part, ajoute-t-on, la loi du 22 frimaire an VII qui, dans son article 64, organise la procédure de la contrainte et de l'opposition en matière d'enregistrement, décide que l'opposition sera formée devant le tribunal civil. Enfin, on fait remarquer que les difficultés qui naissent d'une exécution sont toujours de la compétence du tribunal civil et qu'en l'espèce il s'agit bien de difficultés sur l'exécution puisqu'en vertu de la loi de 1851 l'état de recouvrement en vertu duquel l'hôpital agit, à force exécutoire, permet directement la saisie et que, dès lors, les parties se trouvent exactement dans la même situation que si l'hôpital voulait faire exécuter un jugement de condamnation à son profit.

Mais on ne peut admettre qu'il y ait analogie entre l'exécution d'un jugement et l'exécution de l'état rédigé en conformité de l'article 13 de la loi du 7 août 1851, car, au cas de jugement prononcé, la difficulté ne peut porter que sur l'exécution même de ce jugement, le débiteur ayant été appelé à fournir, en temps utile, devant le tribunal, toutes explications sur le principe et sur le quantum de sa dette, tandis que, quand une contrainte est délivrée, la difficulté porte non sur l'exécution, mais sur le principe ou le quantum de la dette que ne sanctionne aucun titre et, dès lors, l'opposition a pour but de permettre au débiteur de faire juger par le tribunal le principe même de sa dette.

Nous pensons aussi que la loi du 22 frimaire an VII, qui est une loi spéciale pour le recouvrement des droits d'enregistrement, ne peut, pour ce motif, être considérée comme formant le droit commun et, dès lors, ne s'applique pas en dehors de la matière qu'elle régit.

Enfin, la loi du 7 août 1851, qui est aussi invoquée et vise les établissements hospitaliers qu'elle autorise à procéder par voie de contrainte pour le recouvrement de leurs créances, n'a pas dit, comme la loi de

frimaire an VII, que l'opposition devait être formée devant le tribunal civil, mais seulement que « les oppositions, lorsque la matière est de la compétence des tribunaux ordinaires, seront jugées comme affaires sommaires ».

Or, cette allusion à la compétence possible des tribunaux ordinaires qui sont les tribunaux civils, ne paraît pas exclusive de la compétence de tout autre tribunal d'ordre judiciaire, par suite de la justice de paix.

Il semble, au contraire, que la formule employée « lorsque la matière est de la compétence » implique nécessairement la possibilité d'une autre compétence déterminée par le taux de la demande, conformément aux règles générales, *ratione materiæ*.

D'ailleurs, l'article 31 de la loi du 15 juillet 1893, sur l'organisation de l'assistance médicale gratuite reproduit textuellement cet article 13 de la loi de 1851, et il a été déclaré au cours des travaux préparatoires, que cette formule n'écartait pas la compétence du juge de paix qui gardait la connaissance des litiges n'excédant pas le taux de sa compétence (1).

La contrainte n'est donc qu'un mode de recouvrement, un acte de pur commandement ne pouvant exercer aucune influence sur les questions de compétence qui sont d'ordre public ; elle a pour seul but de diminuer les frais, mais ne peut porter atteinte à la compétence du juge de paix (2), qui reste déterminée par la matière, objet du débat.

En conséquence, le juge de paix est compétent pour connaître de l'opposition formée par le patron à la contrainte décernée par les hospices ; sa compétence est basée sur la loi de 1898, quand les soins ont été donnés à un accidenté du travail bénéficiaire de cette loi, et s'étend à quelque chiffre que s'élève la demande, mais sauf appel au-dessus de 300 francs, conformément aux articles 4, § 3 et 4, et 15 § 4 (3) ;

Au contraire, quand la contrainte aura été décernée alors que la loi de 1898 n'est pas applicable au débiteur poursuivi, la compétence reste déterminée par la loi du 12 juillet 1905, qui attribue au juge de paix la connaissance des litiges en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel jusqu'à 600 francs.

Nous examinerons, ultérieurement, au titre de la procédure, le fondement juridique des actions des médecins, pharmaciens et hôpitaux pour le recouvrement de leurs frais et honoraires.

(1) Sénat, séance 11 juillet 1893, *J. Off.*, 12 juillet, Déb. parl., p. 1124.

(2) Rouen, 6 février 1901, *Rev. jud. acc. trav.*, 1901, p. 356.

(3) En ce sens : Paris, 21 décembre 1906, *Rev. jud. acc. trav.*, 1907, p. 123
Cass. civ., 19 décembre 1906, *Journal des assur.*, 1907, p. 180.

§ 2. — Voies de recours.

A. — Appel.

Conformément aux règles précédemment posées, les décisions du juge de paix sur les frais médicaux et pharmaceutiques sont susceptibles d'appel, quand a été soulevée une question de compétence (1), mais, en vertu du § 4 de l'article 15, modifiant le texte primitif, elles sont aussi soumises à l'appel quand elles portent sur une demande supérieure à 300 francs.

Le texte ajoute que l'appel doit être interjeté dans la quinzaine de la décision.

Il n'y a pas à se préoccuper pour l'application de ce délai de savoir si l'appel relevé a été possible parce que la compétence du juge de paix a été contestée ou parce que la demande excédait 300 francs ; dans l'un et l'autre cas, le délai de 15 jours s'applique à l'exclusion du délai de droit commun (2), puisque la décision est rendue sur une demande de frais médicaux et pharmaceutiques dont le délai d'appel est réglé par le § 4 de l'article 15, qui précisément fait échec au droit commun.

Remarquons d'ailleurs qu'au cas où le juge de paix s'étant déclaré compétent, juge au fond par la même décision, on arriverait, en admettant le délai d'appel de droit commun, sous prétexte qu'une question de compétence a été soulevée, à cette singulière solution que, bien que le jugement ait tranché une question de frais médicaux, l'appel serait recevable, passé le délai de quinzaine cependant formellement imparti pour relever appel des décisions sur cette matière.

Le délai de quinzaine ne comprend pas le *dies a quo* qui est celui du jugement, par application de cette règle, que, dans le calcul des délais qui se comptent par jour et non par heure, le jour où se place l'acte qui fait courir le délai doit rester en dehors de la supputation de ce délai (3) ; mais au contraire, le *dies ad quem* compte dans le délai parce que le texte comporte une formule inclusive : l'appel devra donc être interjeté au plus tard le quinzième jour, sauf au cas où le dernier jour est férié, car l'article 1033 du code de procédure civile qui proroge au lendemain le dernier jour d'un délai quelconque de procédure,

(1) Cass. req., 4 février 1907, *Rev. acc. trav.*, 8^e année, p. 12 ; Cass. req., 17 novembre 1907, *Rev. acc. tr.*, 4^e année, p. 305.

(2) Voir discussion à l'appel sur demande d'indemnité journalière.

(3) Cass. civ., 16 juillet 1907, D., 1908, 1, 101.

franc ou non, chaque fois que ce dernier jour est férié, s'applique aux délais fixés par les lois spéciales (1).

Nous pensons que, ni l'article 13 de la loi du 25 mars 1838 qui prohibe l'appel pendant les trois jours qui suivent la décision (2), ni l'article 449 du code de procédure civile qui le défend pendant la huitaine à dater du jugement, ne sont applicables parce qu'il s'agit ici d'un délai spécial particulièrement court et que si le législateur avait voulu le diminuer dans cette mesure, il l'eût spécifié comme il l'a fait pour le délai d'appel de 30 jours imparti, pour tous les autres jugements, par l'article 17 de notre loi qui porte que l'article 449 du code de procédure civile recevra son application.

Dans le silence du texte, il faut décider que l'appel d'un jugement de défaut devra être interjeté dans le délai imparti par l'article 17, sur la portée générale duquel nous nous sommes déjà expliqué et qui, par une concordance remarquable, fixe aussi le délai de quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

Mais si au contraire, le juge de paix avait statué sur une demande dirigée contre le patron par le médecin choisi par le patron, ou contre la victime par le médecin choisi par cette victime, la loi de 1898 n'étant pas applicable, les règles de droit commun reprendraient vigueur. Par suite, le taux d'appel ne serait pas changé, puisque la loi du 12 juin 1905 (art. 1), fixe, comme notre article 15, le taux du dernier ressort à 300 francs ; mais par contre, le délai d'appel serait de 30 jours après la signification du jugement et l'appel ne pourrait être interjeté dans les 3 jours qui suivront la prononciation du jugement (art. 13, loi du 25 mai 1838).

B. — OPPOSITION.

A défaut de disposition contraire, l'opposition est recevable contre les jugements de défaut, conformément au droit commun ; mais, le délai est celui fixé par l'article 17 § 2, pour les raisons ci-dessus exposées, exception faite toutefois pour les jugements rendus contre le patron à la requête du médecin du patron, et contre la victime à la requête du médecin de la victime, jugements à l'égard desquels l'opposition doit être formée suivant les dispositions de l'article 20 du code de procédure civile.

(1) Cass. civ., 26 novembre 1906, D., 1907, 1, 480.

(2) Trib. civ. Seine, 23 mars 1910, *Rec. spéc. acc. tr.*, 11^e année, p. 30.

Nous pensons que l'exécution provisoire qui n'est pas de droit, peut être ordonnée nonobstant opposition dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons qu'en ce qui concerne les frais funéraires, et aussi, nonobstant appel, quand il y a promesse reconnue ou que la demande n'excède pas 300 francs (art. 11, loi du 25 mai 1838).

C. — RECOURS EN CASSATION.

Le pourvoi en cassation n'est ouvert que pour excès de pouvoir, comme nous l'avons indiqué pour les décisions sur les frais funéraires.

SECTION V. — Visa sur désignation de médecin et suspension de l'indemnité journalière.

§ 1. — Visa.

Le § 5 de l'article 4 autorise le patron à désigner au juge de paix un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime, et cette désignation dûment visée par le juge de paix, donne accès hebdomadaire au médecin, auprès du blessé.

Il résulte de ce texte, que le visa ainsi demandé au juge de paix, n'est qu'une simple formalité que ce magistrat ne peut refuser, non plus qu'il peut critiquer le choix du médecin de l'entreprise ou de l'assureur. Car, si l'on reconnaissait au juge de paix la faculté de refuser son visa, le droit que la loi confère au patron de désigner un médecin, pourrait se trouver paralysé.

Au cours des travaux préparatoires, il avait été demandé que le visa des juges de paix ne soit pas de pure forme, et que le patron ne puisse que proposer un médecin à l'agrément du juge de paix.

Mais il fut répondu par le rapporteur, que le but de cette modification apportée à l'ancien texte était de permettre au patron de se rendre compte de l'état de santé du blessé pendant sa maladie et que, dès lors, la victime ayant le droit de choisir son médecin, il fallait aussi laisser au patron le droit de choisir le sien pour exercer son contrôle (1).

Mais, le texte portant que le patron pourra désigner « un médecin », il suit que le juge de paix serait fondé à refuser la désignation de tout individu n'exerçant pas légalement la médecine en France.

Sous cette seule restriction, le juge de paix ne peut qu'apposer son

(1) Sénat, séance du 1^{er} décembre 1904, *J. Off.* du 2 décembre, p. 980.

visa sur la désignation écrite qui lui est présentée par le patron, sans avoir à se préoccuper si l'on se trouve « en cours de traitement », cette question ne pouvant être tranchée que contradictoirement avec le blessé, si celui-ci refuse de se soumettre à l'examen du médecin désigné par le patron et muni du visa ; cette contestation sera, en effet, soumise au juge de paix par le seul jeu de la loi, puisque, comme nous le verrons, sur le refus de se présenter à cette visite, la victime sera convoquée par le juge de paix (art. 4, § 6).

Nous préoccupant exclusivement des questions de compétence et de procédure, nous n'avons pas à rechercher l'utilité de cette faculté d'examen, ni les conditions dans lesquelles elle s'exerce ; nous nous bornons à indiquer que le juge de paix ayant donné son visa, se trouve, par là, libéré de toute autre obligation ; c'est au patron qu'il appartiendra de se conformer, dans les formes prescrites, au délai de prévenance fixé par le texte, c'est-à-dire de faire examiner le blessé en présence du médecin traitant prévenu deux jours à l'avance par lettre recommandée (art. 4, § 5), cet examen pourra être renouvelé hebdomadairement, si le patron le juge utile. Le certificat ainsi établi n'aura que la valeur d'un simple renseignement (1).

Le refus de visa est-il susceptible d'appel ?

La question est très délicate, parce que cette procédure aboutit à la suspension de l'indemnité journalière, et que les décisions du juge de paix sur l'indemnité journalière ne sont pas susceptibles d'appel.

Cependant, il faut remarquer que l'obtention du visa demandé a aussi pour but de permettre au patron, en lui faisant connaître l'état du blessé, d'arrêter les frais médicaux et pharmaceutiques, dont la demande, au delà d'un certain chiffre, sera susceptible d'appel.

Pareillement, ce contrôle permet aussi au patron de vérifier le traitement suivi par le blessé, le refus de soins, etc... dont l'influence se pourra faire sentir sur la rente, de sorte que le refus de visa n'aboutissant pas exclusivement à la seule question d'indemnité journalière, il n'y a aucun argument à tirer de ce que les décisions sur l'indemnité journalière sont toujours en dernier ressort ; nous pensons, dès lors, que le refus de visa est susceptible d'appel.

Il convient, à l'appui de cette opinion, de rapprocher la solution inscrite dans la circulaire ministérielle du 29 août 1905, chapitre III (Revision), qui déclare susceptible d'appel le refus de visa du président pendant le délai de revision.

(1) *Circul. minist. com.*, 3 mai 1905.

§ 2. — Suspension de l'indemnité journalière.

Le § 6 de l'article 4 porte : faute par la victime de se prêter à cette visite, le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu par décision du juge de paix qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

De même que le visa est obligatoire pour le juge de paix, la suspension de l'indemnité journalière lui est imposée ; c'est, en effet, une sanction (1) apportée par la loi au refus du blessé de se laisser visiter.

Mais il est bien entendu que le juge de paix ne prononcera cette suspension que sur la demande du patron et non d'office et après avoir d'abord apprécié si, en fait, le blessé a refusé de se laisser visiter, si les formalités prescrites par le § 5 pour cet examen ont bien été remplies par le patron et si, en outre, la victime était en cours de traitement.

De plus, le juge de paix sera compétent sans qu'il y ait lieu de rechercher, comme en matière d'indemnité journalière, s'il y a ou non incapacité permanente, à la seule condition que la victime soit en cours de traitement ; et il faut décider que la victime se trouve en cours de traitement, tant que lui est due (nous ne disons pas servie) l'indemnité journalière, c'est-à-dire jusqu'au jour de la consolidation qui sera fixée par le juge de paix lui-même s'il s'agit d'une incapacité temporaire, ou par le tribunal ou le président s'il s'agit d'une incapacité permanente.

L'indemnité journalière ainsi suspendue sera définitivement perdue pour le blessé ; mais la suspension cessera au jour où la victime aura consenti à se soumettre à l'examen du médecin désigné par le patron avec visa du juge de paix. Nous pensons que l'indemnité journalière revivra par le fait seul de la soumission à l'examen du médecin désigné, sans qu'il soit nécessaire de recourir à un nouveau jugement, car le vœu du législateur a été de simplifier la procédure.

Mais, la décision du juge de paix prononçant la suspension de l'indemnité journalière, constitue-t-elle un véritable jugement ?

Le texte indique que le juge de paix convoquera la victime par lettre recommandée ; il est donc certain que, contrairement aux règles de droit commun en matière de jugement, le juge de paix ne sera pas saisi par la citation du patron au blessé, mais par la demande verbale ou écrite que lui adressera le patron ; que, d'autre part, le patron demandeur

(1) Troisième rapport supplémentaire de M. le sénateur Chovet du 17 mars 1904, p. 167.

est dispensé d'appeler lui-même le blessé devant le juge de paix, puisque ce magistrat est chargé de convoquer le blessé par lettre recommandée.

Cependant, il ne faut voir dans cette procédure simplifiée, qu'un désir d'aller vite et de diminuer les frais ; aussi estimons-nous que la décision du juge de paix constitue un véritable jugement (1), et, dès lors, il y a lieu d'examiner quelles voies de recours sont ouvertes contre elle.

Cette décision n'est pas susceptible d'appel puisqu'elle porte sur une question d'indemnité journalière et que nous avons vu précédemment, qu'aux termes de l'article 15, § 1, le juge de paix statue en dernier ressort sur cette matière, sauf par application du droit commun au cas où est soulevée une question de compétence.

Mais ici, cette exception ne paraît pas pouvoir trouver son application, car il semble bien qu'aucune question de compétence ne puisse, en fait, se poser (sauf le cas d'incompétence *ratione loci* bien improbable) puisqu'il s'agit simplement d'appliquer la sanction prévue pour refus de la victime de se laisser visiter.

De même aussi que pour les décisions sur l'indemnité journalière, l'opposition est recevable, mais le jugement sera exécutoire de plein droit nonobstant opposition (art. 15, § 5).

Enfin, par application du même § 5, le recours en cassation est ouvert pour violation de la loi (2).

SECTION IV. — Expertise.

§ 1. — Expertises de l'article 4 § 7.

Conformément à l'article 4 § 7, quand le médecin du patron, désigné comme il a été dit ci-dessus, a eu accès auprès du blessé et certifie que ce dernier, qui le conteste, peut reprendre son travail, le patron a le droit de requérir du juge de paix une expertise médicale,

Ici, encore, c'est une obligation pour le juge de paix, d'ordonner une expertise et il doit y être procédé dans les cinq jours de la demande.

Toutefois, notre texte apporte une notable restriction à cette faculté pour le patron de requérir l'expertise en spécifiant qu'elle ne lui est accordée qu'au cas où il s'agit d'une incapacité temporaire.

(1) En ce sens, Vermeil, p. 136 ; Loubat, n° 816.

(2) *Contra*, Vermeil, p. 136.

Le juge de paix serait donc incompétent sur la demande d'expertise si le blessé était atteint d'incapacité permanente (1) ; c'est qu'alors, en effet, la date de reprise du travail coïncide avec la date de la consolidation et nous avons vu que le président ou le tribunal civil sont seuls compétents pour fixer cette date en cas d'incapacité permanente.

Cette désignation d'expert ne nous paraît pas constituer un jugement, car, d'une part, le juge de paix n'est pas saisi par citation délivrée au blessé (2), mais « par requête », comme le stipule formellement le texte ; d'autre part, il n'apparaît pas que la présence du blessé soit nécessaire, puisqu'il suffira au patron de produire à l'appui de « sa requête » l'attestation de son propre médecin que le blessé peut reprendre son travail, en indiquant que le blessé le conteste : il est d'ailleurs certain qu'en pratique le patron ne demandera pas l'expertise quand la victime accepte de reprendre le travail conformément aux indications du médecin du patron ; enfin, aucune condamnation n'est prononcée ; l'expertise n'est donc qu'une mesure d'instruction ou plus exactement un simple moyen de contrôle accordé au patron.

S'il en était autrement et que cette expertise doive être considérée comme faisant partie d'une instance engagée par citation du patron et suivie nécessairement de jugement, on ne comprendrait plus l'utilité du texte puisque, conformément à l'article 15, le patron et le blessé, en désaccord sur la durée de l'indemnité journalière, peuvent saisir le juge de paix seul compétent sur la contestation, puisqu'il s'agit en l'espèce d'une incapacité temporaire et que le juge de paix, en présence des affirmations contraires des parties, doit ordonner l'expertise pour les départager.

Aussi, pensons-nous que cette mesure d'instruction, ordonnée par le juge de paix en dehors de toute instance, ne constitue pas un jugement, mais une simple ordonnance accordant un moyen de contrôle destiné à éclairer le patron, formalité à laquelle est assujettie la victime, qui d'ailleurs ne lui préjudicie point, mais à la suite de laquelle le patron, exactement renseigné, prendra telle attitude qu'il jugera convenable.

Mais cette expertise doit être entourée de toutes les garanties prévues par notre loi pour toutes les expertises médicales, garanties que nous examinerons en étudiant la compétence du tribunal civil, car,

(1) Rapport de M. le sénateur Chovet, 23 février 1905, p. 32.

(2) *Contrà*, Loubat, n° 818.

bien que non nécessairement suivie de jugement, elle est cependant très importante, puisque, au vu du rapport d'expert, le patron pourra ou continuer le paiement de l'indemnité journalière si l'expert déclare que le blessé n'est pas en état de reprendre son travail, ou refuser la continuation de cette indemnité si l'expert déclare le blessé guéri. Dans ce cas, le patron pourra soit attendre que le blessé forme contre lui une demande en paiement, soit prendre lui-même l'initiative de la procédure en citant le blessé devant le juge de paix en cessation d'indemnité journalière ; dans les deux cas, le juge de paix est saisi par citation, postérieurement à l'expertise, et statue alors sur l'indemnité journalière, conformément à l'article 15, en se basant sur cette expertise si, comme le portent l'article 4, § 7, et l'article 15, § 3, l'incapacité est temporaire.

Mais une difficulté se présente pour l'application des § 5, 6, et 7, quand le blessé est, après l'accident, parti dans un pays étranger pour s'y soigner en attendant le règlement définitif de ses indemnités ; il faut en effet rechercher comment, dans cette hypothèse, le patron pourra exercer effectivement le contrôle qui lui est accordé par le texte précité.

Les conventions franco-belge du 21 février 1906, franco-italienne du 9 juin 1906 et franco-luxembourgeoise du 27 juin 1906 n'ont rien prévu à cet égard, de sorte que la question peut se poser pour tous les ouvriers étrangers.

Nous pensons que les § 5, 6 et 7 ayant une portée générale, la faculté de contrôle est accordée sans restriction ni réserves à tout patron comme contrepartie de ses obligations relatives à l'indemnité journalière et aux frais de maladie ;

Que, dès lors, tout patron assujetti doit être admis à exercer ce contrôle vis-à-vis de tous les accidentés du travail, qu'ils résident en France ou à l'étranger, dès l'instant qu'il est tenu envers eux à l'indemnité journalière et aux frais de maladie.

Mais quelle procédure devra-t-il suivre.

Il semble tout d'abord que le patron pourra procéder par voie diplomatique au moyen de la commission rogatoire.

Si le blessé est français, le juge de paix pourra adresser, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, commission rogatoire au consul français à l'étranger d'avoir à apposer son visa sur la désignation faite par le patron du médecin chargé de visiter le blessé ; mais le juge de paix pourra aussi faire tenir sa commission rogatoire

aux autorités étrangères, conformément aux règles de droit commun (1).

Si le blessé est étranger, la commission rogatoire ne peut être adressée qu'au tribunal étranger correspondant à la juridiction du juge de paix, et cette commission doit, conformément aux règles en la matière, être transmise par le garde des sceaux au ministre des affaires étrangères de France qui la transmet à son tour au ministre des affaires étrangères du pays étranger, lequel l'adresse aux autorités compétentes.

Nous pensons qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper, en l'absence de convention internationale ou de texte législatif, de l'accord des parties pour accepter cette compétence, car la *lex fori* qui exige que l'acte qui fait l'objet de la commission ait lieu devant le juge compétent et permet à l'une des parties de s'opposer à ce que commission soit donnée (2), ne trouve pas ici son application puisqu'il ne s'agit que d'une formalité (visa) préalable à un acte (visite) auquel le blessé sera libre de ne pas se soumettre.

Cependant il faut remarquer qu'il est admis dans les rapports internationaux qu'en l'absence de dispositions législatives ou de traités, ce qui devient une question d'espèce, le juge qui répond à une commission rogatoire à lui adressée par un magistrat d'un pays étranger n'agit que par courtoisie (3) et peut, par conséquent, en l'absence de convention diplomatique, refuser d'exécuter la commission. Mais il apparaît que cette procédure même au cas où il existe une convention diplomatique ou bien au cas où, à défaut de convention, la commission serait exécutée par courtoisie, sera le plus souvent inutilisable en notre matière, car les transmissions de ministère à ministère aux autorités étrangères comportent de tels délais que le contrôle qui, pour être efficace, doit être immédiat, perdra toute son utilité.

Aussi pensons-nous que, sans recourir à cette procédure longue et compliquée, le patron pourra plus simplement s'adresser au juge de paix compétent, conformément au § 5 pour apposer son visa sur la désignation du médecin chargé par le patron d'examiner le blessé à l'étranger : ce médecin pourra être pris par le patron, libre de son choix, soit en France, soit à l'étranger. Aucune difficulté n'apparaît ici pour l'exécution de la mission donnée à ce médecin car il ne s'agit pas en effet d'exécuter à l'étranger le jugement d'un tribunal français, mais seulement de demander au blessé s'il consent, en dehors de toute contrainte

(1) Cass., 18 août 1836, S., 36, 1, 795.

(2) Asser et Rivier, *Elém. de droit international*, n° 85.

(3) *Journal de droit intern.*, 1874, p. 278.

ou intervention de justice, à se laisser examiner, car nous avons précisé que le médecin désigné par le patron, n'agissait que comme mandataire de ce dernier, comme simple particulier chargé de donner un renseignement ; dès lors le blessé qui réside à l'étranger ne peut faire aucune objection légale tirée de la territorialité à la visite de ce médecin, délégué de son patron, seulement accrédité par le juge et qui se présente sans aucun mandat de justice. Sur le rapport de ce médecin, le patron avisera.

Signalons de suite, que nous ne pensons pas, comme il a été jugé, que le médecin désigné puisse convoquer le blessé à son cabinet et que le blessé ainsi convoqué, ait l'obligation de se déplacer pour venir en France se présenter à la consultation du médecin, alors même que ce dernier habiterait une localité située à la frontière (1) ; nous estimons au contraire que, conformément au § 5, le médecin désigné par le patron doit se présenter chez le blessé après avoir prévenu le médecin traitant.

Mais si le blessé refuse de se laisser visiter, le juge de paix sera compétent, comme il a été expliqué ci-dessus, pour, en vertu du § 6, prononcer la suspension de l'indemnité journalière.

Cette solution apparaît aussi comme très satisfaisante, le blessé étranger devant, comme le blessé français ou le blessé resté en France, subir la sanction de son refus de visite ; il conserve aussi d'ailleurs la possibilité de faire cesser la suspension de l'indemnité journalière en se soumettant au contrôle.

Mais la question devient plus délicate si le blessé s'étant laissé visiter, conteste, tout en restant à l'étranger, le bien fondé du certificat de reprise ou de consolidation délivré par le médecin du patron ; cette contestation peut en effet être faite par mandataire ou par simple envoi d'un certificat du médecin traitant.

Le § 7 donne en ce cas au patron la faculté de requérir du juge de paix une expertise, mais la question est de savoir si le juge de paix peut nommer un expert, si cet expert peut examiner le blessé à l'étranger, et si le blessé invoquant sa loi territoriale peut se soustraire à l'expertise en déniaut à l'expert ainsi nommé toute qualité légale ?

Tout d'abord il faut écarter comme indifférente la question de savoir si l'étranger est ou non fondé, conformément aux lois de son pays, à critiquer la forme de cette expertise, car tenant son droit contre le patron de la loi française seule, c'est cette dernière seule qui doit déterminer

(1) En ce sens, trib. paix Attichy, 19 janvier 1907, *Rec. acc. trav.*, 7^e année, p. 464.

les conditions dans lesquelles seront maintenues ou modifiées les obligations du patron.

Or, par application de la règle générale posée par l'article 14 du code civil, l'étranger même non résidant en France pourra être cité devant les tribunaux français et conformément à la jurisprudence (1) non seulement à raison des obligations résultant d'un contrat, mais aussi d'un quasi-contrat, d'un délit, d'un quasi-délit ou de la loi. En notre espèce le tribunal français compétent est le juge de paix du lieu de l'accident, déterminé par la loi de 1898 ; en conséquence, le patron a le droit incontestable de s'adresser à ce magistrat pour requérir l'expertise conformément à la loi.

Reste à savoir si l'expert pourra accomplir sa mission.

Il n'apparaît pas qu'il y ait impossibilité légale à ce que l'expert examine le blessé à l'étranger, l'expertise n'est qu'un moyen d'instruction qui ne nécessite pas l'intervention judiciaire du pays étranger et le blessé aura comme en France la faculté de s'y dérober sans qu'on puisse le contraindre à s'y soumettre ;

D'autre part, l'article 315 du code de procédure civile qui impose à l'expert l'obligation de convoquer les parties lui laisse le soin de fixer l'heure, le jour et le lieu ; d'où il suit que l'expert pourra convoquer le blessé sur le territoire français.

Il n'y aurait impossibilité à procéder ainsi qu'au cas où l'état du blessé ne permettrait pas son déplacement ; mais cette hypothèse est bien improbable puisque notre procédure en expertise s'appuie sur un certificat du médecin désigné par le patron, constatant la reprise possible.

Si cependant la victime était dans l'incapacité de se déplacer nous pensons que l'expert pourrait procéder à son examen en territoire étranger.

Enfin, si le blessé refuse de se soumettre à cette expertise, soit au lieu de son habitation à l'étranger, soit en territoire français, le juge de paix appréciera, comme dans tous les cas de cette nature, qui peuvent d'ailleurs se présenter également pour les blessés résidant en France, si ce refus ne constitue pas un acquiescement au certificat de guérison produit par le patron, et si, en conséquence, il n'y a pas lieu de supprimer l'indemnité journalière.

Nous devons remarquer que cette solution, en vertu de laquelle le juge de paix est compétent pour nommer directement l'expert, nous paraît

(1) Code civil annoté, D., sous article 14, n° 139.

de beaucoup préférable à celle qui donne seulement pouvoir au juge de paix de charger le juge étranger par commission rogatoire, de faire procéder à l'expertise, car alors la procédure si longue qui se poursuit par voie diplomatique pour aboutir à cette commission rogatoire, serait de nature à retirer toute efficacité à l'expertise qui, ayant pour but, de parer à une situation urgente, doit, aux termes de la loi, être faite dans les cinq jours de la demande.

VOIES DE RECOURS.

La loi étant muette sur la question de savoir si cette ordonnance est susceptible d'appel, nous retrouvons ici les mêmes difficultés et les mêmes incertitudes qu'en droit commun pour admettre ou rejeter la recevabilité de l'appel des ordonnances rendues sur requête, c'est-à-dire sur le simple exposé des faits soumis à l'appréciation du juge par une seule partie en dehors de l'autre, car à la différence des ordonnances de référé qui sont rendues en présence de la partie adverse, ou elle appelée, l'ordonnance du juge de paix est, comme nous l'avons intentionnellement souligné, rendue sur la seule requête du patron.

À défaut de texte réglant la question, nous pensons, pour les mêmes raisons qui nous ont fait admettre la recevabilité de l'appel contre le refus du juge de paix d'apposer son visa, sur la désignation du médecin présenté par le patron, qu'il faut également décider que l'ordonnance du juge de paix refusant de nommer un expert sur la réquisition qui lui en est faite conformément à l'article 4, § 7 est susceptible d'appel, parce qu'elle préjudicie aux droits du requérant (1).

Mais nous croyons que seul le patron requérant est recevable dans cet appel : en effet, d'une part, nous avons montré que cette ordonnance différerait de l'ordonnance en référé et, par suite, il n'y a aucun argument à tirer de l'article 809 du code de procédure civile, relativement à l'appel; d'autre part, pour former appel, il faut, conformément aux règles générales, avoir été partie à l'instance et avoir intérêt; or le blessé n'a pas été partie à l'ordonnance puisqu'il n'y a pas été appelé et il n'a aucun intérêt à faire réformer l'ordonnance accordant ou refusant l'expertise puisque, comme nous l'avons dit, cette formalité, simple moyen

(1) Sur la distinction au point de vue de l'appel des ordonnances préjudicant ou ne préjudicant pas à la partie, voir Talandier, *Traité de l'appel en matière civile*, p. 35; Rodière, *Compétence et procédure*, t. II, p. 458.

de contrôle, ne lui préjudicie pas et qu'au surplus il ne saurait protester contre cet examen qui lui est légalement imposé.

Donc, le patron seul peut faire appel et seulement au cas de refus d'expertise, car seulement alors il a intérêt à appeler ; en ce qui concerne l'opposition, elle ne paraît en aucun cas recevable ni de la part du patron qui, évidemment, ne peut faire défaut sur la réquisition qu'il présente, ni par la victime puisque, pour être admis à former opposition, il faut avoir fait défaut, ce qui implique qu'on a été appelé au procès et, d'autre part, il faut aussi, comme pour l'appel, avoir intérêt à faire réformer la décision.

§ 2. — Autres expertises.

Mais indépendamment de l'expertise exceptionnelle prévue par l'article 4, qui est une faculté réservée au patron, le juge de paix peut aussi, quand il est saisi d'une demande sur une matière de sa compétence, conformément aux règles ordinaires de droit commun, recourir soit à une expertise médicale pour être fixé sur l'état du blessé, soit à une expertise technique pour déterminer par exemple la nature de la profession si, en réponse à la demande d'indemnité journalière, il a été soutenu que la loi de 1898 était inapplicable ; de même encore, le juge de paix pourra faire expertiser les frais médicaux ou pharmaceutiques, en un mot, ordonner ce moyen d'instruction chaque fois qu'il le jugera utile.

Rappelons enfin que le juge de paix procédant à l'enquête a aussi, comme nous l'avons expliqué, la faculté d'ordonner une expertise (art. 13, §§ 3 et 4).

SECTION VII. — Instruction des réclamations des bénéficiaires d'indemnité.

§ 1. — Instruction du juge de paix.

Nous devons enfin signaler qu'aux termes du décret du 28 février 1899, le juge de paix est encore compétent pour instruire la réclamation du bénéficiaire d'une indemnité liquidée en vertu de l'article 16 à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, qui déclare ne pas avoir touché à l'époque de son exigibilité le montant de la somme due.

Saisi par la transmission de pièces que lui fait le directeur général de la caisse des dépôts et consignations, le juge de paix convoque,

par lettre recommandée et d'urgence, le débiteur de l'indemnité, qui est ou le patron ou l'assureur substitué quand il y a assurance, entend celui-ci ou son mandataire dans ses explications sur la réclamation formulée contre lui et dresse procès-verbal de ses déclarations.

Quand le comparant reconnaît sa dette, il est invité par le juge de paix à se libérer soit par versement immédiat, soit par mandat, et le juge de paix constate la libération au procès-verbal soit par réception des deniers, soit par production, dans les deux jours, du talon du mandat.

Au cas où le comparant ne peut se libérer immédiatement, le juge de paix est autorisé à lui accorder un délai ne pouvant dépasser un mois et le constate au procès-verbal avec l'engagement du comparant.

Quand enfin le comparant nie la dette en totalité ou en partie, le procès-verbal mentionne le refus de paiement et les motifs.

Enfin, si le débiteur ne comparait pas, le juge de paix doit, dans la huitaine, procéder à une enquête ou plus exactement à une recherche de renseignements sur le domicile de ce débiteur et la situation financière de son industrie, cession, faillite ou liquidation et, en ce cas, sur le nom du syndic ou du liquidateur, ou en cas de décès du débiteur, sur les représentants de la succession.

Au cas où le juge de paix a découvert que le débiteur occupe un nouveau domicile, il doit le convoquer une seconde fois afin de le mettre à même de fournir ses explications.

Dans le délai de deux jours après la libération immédiate du débiteur ou après la comparution au cours de laquelle a été refusé le paiement ou a été accordé un délai ou après la clôture de l'enquête, le juge de paix doit retourner au directeur général de la caisse des dépôts et consignations son dossier avec le procès-verbal.

§ 2. — Initiatives du juge de paix.

Il faut remarquer que le rôle du juge de paix ne se borne pas à soumettre la réclamation du bénéficiaire de l'indemnité au débiteur et à enregistrer les réponses de ce dernier ; c'est ainsi qu'il doit, au cas où le comparant ne conteste pas sa dette, statuer sur les frais de convocation (art. 8, § 3 du décr. précité).

Il ne s'agit pas ici d'un jugement puisque les parties ne sont pas en présence, mais d'un règlement provisoire qui peut être contesté.

En effet, quand le patron à la charge duquel ont été mis les frais en paie le montant séance tenante entre les mains du juge de paix, il

acquiesce ainsi à la décision prise contre lui et se prive par là même de tout recours.

Mais si, au contraire, le patron refuse d'acquitter ces frais, le juge de paix transmet, comme nous l'avons vu, ce refus au directeur de la caisse des dépôts et consignations qui paie directement ces frais au greffier (art. 13 et 16) et informe le débiteur du paiement effectué pour son compte ; à défaut de remboursement dans le délai de quinzaine, le directeur de la caisse délivre une contrainte sur laquelle le débiteur pourra former opposition et faire ainsi juger si c'est à bon droit que les frais ont été mis à sa charge.

Quand, au contraire, il résulte des déclarations recueillies par le juge de paix que les motifs invoqués par le comparant paraissent fondés, c'est la caisse des dépôts et consignations qui doit assumer le paiement de ces frais (art. 14).

Le juge de paix est encore compétent pour viser et déclarer exécutoire la contrainte décernée par le directeur de la caisse (art. 18) ; mais, à l'inverse de ce que nous avons admis pour les contraintes délivrées par les hospices, le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur l'opposition à la contrainte décernée par le directeur de la caisse des dépôts et consignations, à raison des termes formels de l'article 19.

Il faut aussi noter que le juge de paix a qualité pour décider s'il y a lieu d'accorder ou non au débiteur un délai pour sa libération, d'où il résulte qu'en dehors de son rôle de magistrat enquêteur le juge de paix jouit, au cours de cette procédure, d'une certaine initiative.

SECTION VIII. — Actions contre le tiers responsable.

Le juge de paix est encore compétent pour connaître dans les limites du droit commun, c'est-à-dire de la loi du 12 juillet 1905, des demandes en indemnité, frais de maladie ou funéraires, intentées par le blessé ou les ayants droit et des demandes en remboursement des mêmes frais et indemnités intentées par le patron contre le tiers responsable, les actions contre le tiers responsable restant, aux termes de l'article 7 de la loi de 1898, soumises aux règles du droit commun (1). Le taux du ressort et les délais d'appel sont, en conséquence, déterminés par les lois des 25 mai 1838 et 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix.

(1) En ce sens, Loubat, n° 1731.

**SECTION IX. — Actions en nullité des obligations
envers les intermédiaires.**

Le juge de paix connaît enfin, dans les limites de sa compétence de droit commun, des actions que, par application de l'article 30, § 4, pourraient intenter les blessés ou leurs ayants-droit pour faire prononcer la nullité des obligations par eux contractées envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, de leur assurer le bénéfice des instances ou des accords sur les indemnités prévues par la loi (1).

Il nous semble, en effet, que l'on ne peut valablement soutenir que, conformément au paragraphe premier de l'article 30, la connaissance de ce litige est réservée au tribunal civil.

En effet, le paragraphe premier, vise seulement les actions en nullité des conventions contraires à la loi passées entre patrons et ouvriers et la compétence spéciale du tribunal édictée par ce même paragraphe premier paraît devoir s'appliquer à ces seules actions.

Cette portée restrictive du texte cité est bien précisée et confirmée par le § 3 qui stipule que la décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau le délai imparti pour la prescription ou pour la révision, car il est dès lors évident que la nullité envisagée se rapporte uniquement aux accords sur le montant des indemnités.

Au contraire, le § 4, qui suit, envisage l'hypothèse toute différente des obligations contractées par les blessés ou leurs ayants droit envers des intermédiaires, et comme ce texte ne comporte aucune attribution particulière de compétence, il y a lieu de faire retour sur ce point aux règles de droit commun.

C'est pourquoi nous pensons que, sans qu'il y ait lieu d'ailleurs de rechercher si l'ingérence des intermédiaires a porté sur l'indemnité journalière ou autres frais dont la connaissance est réservée au juge de paix ou sur la rente dont connaît le président ou le tribunal, le juge de paix est, dans les limites du droit commun, compétent pour connaître des actions en nullité, des obligations contractées, comme il a été précisé ci-dessus, par le blessé envers les intermédiaires (2).

On objectera peut-être qu'il est singulier d'admettre deux compétences différentes pour des actions visées au même article. Mais nous répondrons que l'article 15 qui vise les demandes d'indemnité journa-

(1) En ce sens, Vermeil, p. 146.

(2) *Contrà*, Loubat, n° 2244.

lière, de frais funéraires et de frais médicaux et pharmaceutiques, a institué pour chacune de ces catégories des règles spéciales de compétence. Cette décision du juge de paix sur la demande en nullité d'obligation contractée envers un intermédiaire visé à l'article 30, § 4, trouvant sa base juridique dans la loi de 1898, nous pensons qu'elle doit être considérée comme rendue en vertu de cette loi, et que, par suite, si, à défaut de toute stipulation contraire de notre loi, il faut décider qu'elle est susceptible d'appel suivant le taux de droit commun, il faut au contraire admettre que les délais de cet appel sont non pas ceux de droit commun, mais ceux fixés par l'article 17 de notre loi qui fait échec sur ce point aux règles générales pour tous « jugements rendus en vertu de la présente loi »...

CHAPITRE III

COMPÉTENCE CIVILE DU JUGE DE PAIX « RATIONE LOCI ».

SECTION I. — Compétence du lieu de l'accident.

La loi de 1898 donne en principe compétence au juge de paix du lieu de l'accident pour procéder à l'enquête, et connaître de toutes les difficultés relatives à l'indemnité journalière, aux frais funéraires et aux frais de maladie. Ainsi l'article 12, § 1, dispose que le maire transmettra la déclaration d'accident au juge de paix du canton où l'accident s'est produit et, aux termes du § 2 du même article, ce juge de paix devra procéder à l'enquête ;

L'article 15, § 1, porte que les contestations relatives aux frais funéraires et aux indemnités temporaires seront jugées par le juge de paix du canton où s'est produit l'accident ;

Enfin l'article 4, § 2, stipule la même compétence en ce qui concerne les frais médicaux et pharmaceutiques exposés par les médecins et pharmaciens choisis par la victime, mais au contraire nous pensons que cette compétence exceptionnelle ne doit pas être admise en ce qui concerne les actions intentées par les médecins ou pharmaciens qui auraient été choisis par le patron.

Il suit de ces dispositions que le juge de paix du lieu de l'accident est en principe seul compétent sauf la restriction ci-dessus pour connaître de toutes contestations se rattachant à l'indemnité journalière, aux frais funéraires ou aux frais de maladie ; dès lors ce même juge sera aussi seul compétent pour apposer son visa sur la désignation du médecin chargé par le patron de visiter le blessé au cours du traitement ; pour, au cas de refus par la victime de se laisser visiter, prononcer la suspension de l'indemnité journalière ; pour ordonner l'expertise prévue par le § 7 de l'article 4, au cas de désaccord entre la victime et le médecin désigné par le patron, sur la reprise du travail.

Cette compétence a été attribuée par le législateur au juge de paix du lieu de l'accident par préférence au juge du domicile dans le but de hâter la solution de toutes les difficultés en réservant leur connaissance au magistrat qui, se trouvant sur place, pouvait recueillir le plus rapidement et avec le plus de précision tous les éléments d'appréciation.

Cette compétence du juge du lieu de l'accident est d'ordre public (1) ; en conséquence les parties même d'accord ne pourraient y déroger.

Cependant quelques auteurs, contestant ce caractère d'ordre public pour les litiges sur l'indemnité journalière, les frais funéraires et les frais de maladie, l'admettent cependant pour l'enquête (2).

Mais aucun argument de texte ne paraît justifier cette distinction : aussi pensons-nous, au contraire, que le caractère d'ordre public que l'on reconnaît sans conteste à la loi de 1898, s'attache à chacune de ses dispositions.

Toutefois il faut remarquer que le juge de paix du lieu de l'accident qui est le plus apte à procéder à l'enquête qui précisera les circonstances de l'accident, ne sera pas toujours le mieux placé pour solutionner toutes les autres difficultés dans le cas où le lieu de l'accident, ne coïncide ni avec le domicile du blessé, ni avec celui du patron : aussi à cette compétence, posée en principe, la loi a-t-elle apporté des exceptions.

Transport du juge enquêteur.

L'article 13, § 2, stipule que le juge de paix chargé de l'enquête doit se transporter auprès du blessé qui se trouve dans l'impossibilité de se déplacer ; or, le juge de paix du lieu de l'accident, dont la compétence est territoriale devra, quand le blessé se trouvera hors du canton soumis à sa juridiction, charger par commission rogatoire, le juge du lieu de l'habitation de la victime de recueillir sa déposition.

Il est vrai qu'ici il n'y a pas une véritable dérogation au principe de la compétence du juge du lieu de l'accident, car c'est de ce juge que le juge commis rogatoirement pour entendre le blessé, tient ses pouvoirs. De même encore le juge du lieu de l'accident pourrait donner commission rogatoire à un de ses collègues pour entendre un témoin habitant hors du canton où s'est produit l'accident.

(1) *Contrà*, Sachet, n° 1119 ; trib. civ. Châlons-sur-Saône, 27 mars 1906, *Rec. acc. trav.*, 7^e année, p. 76.

(2) Mourral et Berthiot, p. 335 ; Sachet, n° 1017.

SECTION II. — Compétence du lieu de l'établissement.

§ 1. — Accident dans une mine.

On doit encore au cas d'accident survenu dans une mine s'étendant sous le territoire de plusieurs communes décider, par les motifs qui nous ont fait déterminer la mairie compétente pour recevoir la déclaration d'accident, que le juge de paix compétent pour l'enquête et pour les autres frais et indemnités, est non pas celui du lieu de l'accident, mais celui de la situation des bâtiments de l'exploitation.

§ 2. — Accident hors du canton de l'établissement.

D'autre part, aux termes de l'article 15, § 7 lorsque l'accident s'est produit en territoire français hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce dernier canton devient exceptionnellement compétent, à la requête de la victime ou de ses ayants droit, adressée sous forme de lettre recommandée au juge de paix du canton où l'accident s'est produit avant qu'il n'ait été saisi dans les termes du présent article ou bien qu'il n'ait clos l'enquête prévue à l'article 13.

Le juge de paix du canton de l'accident se trouve donc dessaisi par la seule requête de la victime ; et il ne lui est pas loisible de retenir la compétence.

Il doit seulement vérifier si, comme le porte le texte, l'accident est survenu en territoire français, si l'établissement ou le dépôt auquel était attachée la victime se trouve hors du canton du lieu de l'accident.

Mais il faut remarquer d'abord que cette faculté de dessaisir le juge du lieu de l'accident, n'est accordée qu'à la victime seule ou à ses ayants droit et non au patron ; que de plus cette requête ne dessaisit le juge que s'il n'est pas déjà saisi dans les termes de l'article 15, c'est-à-dire si une instance n'est pas déjà engagée devant lui relativement aux frais et indemnités prévus à l'article 15 par citation soit du blessé lui-même, soit du patron. En ce dernier cas, le juge, malgré la requête, statue sur la contestation dont il a été précédemment saisi.

En outre, la requête à fin de dessaisissement sera aussi sans effet sur les opérations de l'enquête, si celle-ci est close ; mais que faut-il décider au cas où la requête est adressée au juge du lieu de l'accident avant qu'il n'ait commencé ou qu'il n'ait cloturé son enquête ?

Il a été soutenu que le dessaisissement n'a lieu qu'après la clôture de

l'enquête (1) et que par conséquent le juge du lieu de l'accident reste compétent pour toutes les formalités de l'enquête (2).

Mais cette solution ne nous paraît pas satisfaisante car le texte pose d'une manière absolue le dessaisissement du juge du lieu de l'accident excepté s'il est déjà saisi d'une instance, ou s'il a clos l'enquête. Les termes si précis du § 7 semblent devoir ne permettre aucune hésitation, car si l'enquête n'est pas close, on ne se trouve plus dans l'exception prévue et dès lors, le principe général du dessaisissement doit s'appliquer ; d'autre part, à défaut de motif de droit, on n'aperçoit pas le motif de fait pour lequel le juge dessaisi de la connaissance des actions de l'article 15 resterait cependant compétent pour l'enquête.

Au contraire, il semble plus logique de charger le juge désormais compétent sur toutes actions de procéder lui-même à l'enquête, ce qui lui permettra de préparer la solution des difficultés dont il aura par la suite à connaître, et alors aussi, qu'en fait étant juge de canton de l'établissement ou du dépôt, il sera par là même le plus souvent le juge du domicile du patron et presque toujours le juge du domicile du blessé qui n'a en somme que ce motif de demander cette compétence.

Enfin, avec l'opinion qui laisse au juge du lieu de l'accident compétence pour faire l'enquête, on ne comprend plus pourquoi le § 7 de l'article 14 dans son alinéa 1, *in fine* porte comme condition de dessaisissement que le juge n'ait pas clos l'enquête, puisque close ou non on donne toujours compétence à ce juge pour y procéder.

Au contraire, si l'on admet, comme nous, que quand l'enquête n'est pas commencée ou n'est pas close, le juge du lieu de l'accident se trouve dessaisi, le texte retrouve toute sa signification, car on comprend très bien que le principe général de dessaisissement précédemment posé ne trouve plus son application en ce qui concerne l'enquête quand elle est déjà faite.

Faut-il dire, s'appuyant sur une interprétation littérale rigoureuse du texte, que le juge de paix doit être avisé de cette option du blessé par lettre recommandée et qu'à défaut de cette formalité le juge doit ou peut considérer toute demande de dessaisissement comme nulle et non avenue (3).

Nous ne le pensons pas, car le vœu du législateur n'a pas été d'imposer cette forme sous peine de nullité, mais seulement d'indiquer un

(1) Vermeil, p. 45 et 85.

(2) Sachet, n° 1125.

(3) En ce sens, Loubat, n° 1141.

moyen pratique pour le blessé de faire connaître d'une manière sûre et à peu de frais sa demande au juge de paix. De sorte qu'il nous paraît qu'une demande écrite remise au juge de paix par le blessé ou par son mandataire ou même une demande verbale, devrait être considérée comme suffisante pour dessaisir le juge de paix, sauf à ce dernier à constater, pour sa propre décharge, dans l'acte de transmission, le mode de réquisition qui a été employé.

Le juge de paix dessaisi doit faire envoyer au requérant par le greffe récépissé de sa demande et aviser le patron ainsi que le juge de paix devenu compétent auquel il doit transmettre, s'il y a lieu (c'est-à-dire si elle était faite quand est parvenue la réquisition de dessaisissement) l'enquête dès sa clôture, en avertissant les parties de cette clôture, conformément à l'article 13.

Le juge du lieu de l'établissement ainsi saisi acquiert toute la compétence que vient de perdre le juge du lieu de l'accident.

Si l'enquête n'a pas été faite ou n'a pas été terminée, il est compétent pour y procéder ; si, au contraire, il a reçu transmission de l'enquête close, il est chargé de la faire parvenir au président du tribunal dans le ressort duquel il se trouve, cette solution résultant implicitement du § 8 que nous examinerons ultérieurement.

Le nouveau juge connaît de toutes les demandes prévues à l'article 15 sans qu'il y ait à distinguer si elles sont formées par le blessé ou par le patron ; mais devient-il aussi compétent pour statuer sur les frais médicaux et pharmaceutiques réclamés au patron par citation directe des médecins, pharmaciens ou hôpitaux ? Bien que ceux-ci n'aient point demandé le dessaisissement du juge du lieu de l'accident et que ce changement de compétence ne leur ait point été signifié, nous pensons qu'à leur rencontre aussi la compétence se trouve déplacée.

Cette solution nous paraît justifiée, d'abord par un argument de texte parce que le § 7 prévoit l'incompétence au cas où la requête aura été adressée au juge « avant qu'il n'ait été saisi dans les termes du présent article » ; or, l'article 15 vise non seulement les demandes en indemnité journalière, mais encore les demandes relatives aux frais funéraires, médicaux et pharmaceutiques sans distinguer par qui elles sont formées ; de plus, il nous paraît que le législateur qui a eu pour but de simplifier toute la procédure tout en s'adressant au magistrat le plus compétent, a certainement voulu attribuer la connaissance de toutes les questions au même juge de paix qui les pourra ainsi résoudre plus rapidement en évitant une contrariété de décisions.

On peut cependant objecter que l'article 4, § 2, indique spécialement

pour les frais de maladie la compétence du juge de l'accident ; mais il faut répondre que ce texte vise les demandes de frais de maladie formées par le blessé lui-même puisque le § 4 du même article 4 ajoute que les médecins, pharmaciens ou établissements hospitaliers pourront actionner directement le patron ; il suit que le § 2 parce que relatif à l'action du blessé ne peut être invoqué comme fixant une compétence particulière, spéciale aux actions des médecins, pharmaciens ou hôpitaux, mais doit seulement être considéré comme indiquant la compétence générale pour les frais médicaux tout comme l'article 15 fixe dans son alinéa premier la compétence générale du juge du canton de l'accident pour l'indemnité journalière ; et à cette compétence, le blessé a renoncé.

D'autre part, il faut remarquer que la demande en paiement de frais de maladie, intentée par le blessé et prévue par le § 2, et la demande ayant le même objet intentée par les médecins, pharmaciens ou hôpitaux, prévue par le § 4 du même article 4 sont toutes deux comprises dans les termes les plus larges de l'article 15, § 4.

Or, par application du § 7 de l'article 15, qui précisément déroge au principe de compétence posé et par le paragraphe premier pour l'indemnité journalière et les frais funéraires et par le § 4 du même article 15 pour les frais de maladie, le juge du lieu de l'établissement devient compétent pour connaître de toutes demandes prévues à ce dit article et par conséquent des contestations relatives aux frais médicaux et pharmaceutiques qui y sont spécialement visés.

Mais nous pensons qu'il y a lieu de distinguer entre les actions intentées contre le patron par les médecins et pharmaciens choisis par l'ouvrier, et celles intentées par les médecins et pharmaciens choisis par le patron.

Car l'action de ces derniers étant régie par le droit commun est conformément aux règles ordinaires soumise à la compétence du juge du domicile du patron défendeur et le fait que la victime renonce à la compétence du lieu de l'accident reste sans influence à l'égard de cette action qui n'a jamais été soumise au juge du lieu de l'accident.

Au contraire, les demandes formulées par l'hôpital choisi par le patron passent, par le fait de la renonciation de la victime à la compétence du lieu de l'accident, à la connaissance du juge du lieu de l'établissement, car ces actions trouvent leur base comme nous l'avons montré précédemment non dans le droit commun, mais dans la loi de 1898 qui fixe en principe la compétence du juge du lieu de l'accident et le changement de compétence, au cas où le blessé requiert la compétence du juge du lieu de l'établissement.

§ 3. — Accident survenu à l'étranger.

Le § 6 de l'article 15 porte que quand l'accident se produit en territoire étranger le juge de paix compétent dans les termes de l'article 12 et du présent article est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

Il est évident que, par application de ce texte, le juge du lieu de l'établissement devient compétent sur toutes les matières réservées par la loi à la connaissance du juge du lieu de l'accident. C'est ainsi qu'il devra procéder à l'enquête et statuer non seulement sur les contestations relatives à l'indemnité journalière, demandes de visa, expertises, suspension, à la requête du blessé ou du patron, mais encore sur les demandes en paiement de frais de maladie, qu'elles émanent du blessé, ou des médecins, pharmaciens choisis par le blessé ou des établissements hospitaliers sans distinction.

Cette compétence accordée par le § 6 au juge du lieu de l'établissement, notamment pour faire l'enquête, qui cependant aurait pu être confiée au juge du canton le plus rapproché du lieu de l'accident, nous semble apporter un argument en faveur de la solution que nous avons précédemment préconisée et d'après laquelle, au cas d'accident survenu en France, hors du canton de l'établissement, le juge du lieu de l'établissement régulièrement saisi était compétent pour faire l'enquête.

Mais, à la différence du cas de dessaisissement prévu par le § 7, la compétence est, dans l'hypothèse prévue au § 6 qui nous occupe, attribuée de plein droit au juge du lieu de l'établissement, sans dépendre de la volonté de la victime.

Notre texte vise le cas où le dépôt étant situé en France, le blessé a été victime d'un accident alors qu'il était détaché pour un travail à l'étranger.

Mais il peut arriver que le dépôt auquel était attaché l'ouvrier, soit lui-même situé à l'étranger. Quel sera, en ce cas, le juge de paix compétent? Notre loi est, en effet, applicable dans cette hypothèse, car la jurisprudence tend à faire de l'application de la loi de 1898, la conséquence nécessaire du contrat de louage (1) avec un patron français, quel que soit le lieu où est passé ce contrat, et où est survenu l'accident (2).

(1) Cass. civ., 18 mai 1907, *Rec. doc. sur acc. tr.*, minist., octobre 1907, t. VII, p. 136; *Journ. assur.*, 1907, p. 540.

(2) Trib. civ. Lyon, 26 décembre 1907, *Rec. spéc. acc. trav*, 8^e année, p. 381.

Nous pensons que, dans ce cas, l'enquête doit être faite par les soins du consul français au lieu de dépôt où, à son défaut, par le juge de paix du lieu du siège social de l'établissement en France, qui y fera procéder, s'il en est besoin, par commission rogatoire aux juges du pays étranger.

SECTION III. — Compétence du domicile du débiteur.

Réclamation du bénéficiaire d'indemnité et poursuites de la caisse nationale.

Nous avons vu, précédemment, que le juge de paix était compétent pour instruire la réclamation du bénéficiaire de l'indemnité allouée en cas de mort ou d'incapacité permanente, sur la transmission qui lui en est faite par le directeur général de la caisse des dépôts et consignations.

Or, aux termes de l'article 6 du décret du 28 février 1899, qui réglemente la matière, c'est au juge de paix du domicile du débiteur que doit être faite la transmission ; le juge de paix compétent sera donc, soit celui du domicile du patron s'il n'y a pas assurance, soit celui du siège social de l'assureur, au cas d'assurance. C'est encore le juge de paix du domicile du débiteur qui est compétent pour viser la contrainte décernée par le directeur général de la caisse des dépôts et consignations contre le débiteur des indemnités.

SECTION IV. — Compétence du domicile du défendeur.

§ 1. — Action contre le tiers responsable.

Le juge de paix du domicile du défendeur est compétent pour connaître des demandes en indemnité ou en remboursement d'indemnité formées par le blessé ou par le patron contre le tiers responsable (1), quand toutefois ces demandes n'excèdent pas le taux de sa compétence fixé par la loi du 12 juillet 1905.

L'article 7 de la loi de 1898, qui organise ce recours contre le tiers responsable, dispose en effet qu'il est soumis aux règles de droit commun (2).

(1) En ce sens, Loubat, n° 1930.

(1) En ce sens, Cass. crim., 26 juin 1908, *Rec. acc. tr.*, 9^e année, p. 301.

**§ 2. — Action en nullité des obligations
envers les intermédiaires.**

Le juge de paix du domicile du défendeur est encore compétent, conformément au droit commun et dans les limites de la loi du 12 juillet 1905, pour connaître des actions en nullité des obligations contractées par les blessés ou leurs ayants droit envers les intermédiaires pour leur ingérence au sujet de l'attribution des indemnités prévues par la loi (art. 30, § 4).

Nous ne croyons pas, en effet, qu'il faille appliquer à ces nullités prévues par le § 4 de l'article 30 les règles posées pour d'autres nullités par le paragraphe premier qui attribue compétence au tribunal civil ; nous nous sommes expliqué sur ce point en examinant la compétence *ratione materiæ* du juge de paix.

Mais le paragraphe premier, dont nous rejetons l'application, donne compétence au tribunal du lieu de l'accident ; on pourrait alors soutenir que, par analogie, il faut décider que le juge de paix appelé à connaître dans les limites de sa compétence de droit commun des actions en nullité du § 4 sera celui du lieu de l'accident.

Admettre cette solution serait oublier que la compétence du juge de paix du lieu de l'accident est exceptionnelle ; or, à défaut de dérogation spécialement prévue, nous pensons qu'il faut toujours faire retour au droit commun qui pose comme règle générale la compétence du juge du domicile du défendeur.

Il faut, d'ailleurs, remarquer que, pour connaître de la nullité d'un engagement pris par le blessé vis-à-vis d'un homme d'affaires, la compétence du juge de paix du lieu de l'accident ne présenterait aucun avantage pour la solution rapide de la difficulté.

§ 3. — Frais médicaux et pharmaceutiques.

Si, conformément à l'opinion que nous avons exposée, on admet que l'action du médecin contre le patron procède non de la loi de 1898, mais du droit commun, quand ce médecin a été choisi par le patron, il faut, par voie de conséquence, décider que le juge de paix compétent pour connaître de cette action, est celui du domicile du défendeur.

La même remarque s'applique évidemment à l'action du pharmacien ainsi qu'aux actions du médecin et du pharmacien choisis par la victime contre cette victime.

Mais par contre, comme nous l'avons précédemment exposé, l'action intentée par l'hôpital échappe à cette compétence de droit commun.

CHAPITRE IV

COMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ » DU PRÉSIDENT EN CONCILIATION

Le président du tribunal civil est compétent, aux termes de l'article 16, pour fixer, par ordonnance de conciliation, l'indemnité due au blessé au cas d'incapacité permanente ou à ses ayants droit au cas de mort.

Il doit en conséquence convoquer les parties à comparaître devant lui chaque fois que l'accident aura entraîné la mort ou une incapacité permanente ; dès lors il y a lieu de rechercher comment le président sera prévenu des accidents donnant lieu à son intervention.

SECTION I. — Comment est saisi le président.

§ 1. — Par transmission de l'enquête.

Tout d'abord le président peut être saisi, et c'est là le cas le plus ordinaire, par la réception du dossier de l'enquête qui lui est transmis, conformément à l'article 13, § 6, par le juge de paix enquêteur.

Mais, prévoyant que l'enquête, bien que prescrite, pourra n'avoir point été faite, ou ayant été établie, pourra n'avoir point été transmise, soit qu'il ait paru au juge de paix que la blessure n'entraînerait aucune incapacité permanente, soit par erreur ou par oubli, le législateur a, pour sauvegarder les intérêts du blessé ou de ses ayants droit au cas où une infirmité permanente ou même la mort serait survenue, recherché d'autres moyens de provoquer l'intervention du président. ?

§ 2. — Par les parties

C'est ainsi que l'article 16 prévoit que la partie la plus diligente pourra valablement saisir le président par la production soit de l'acte

de décès de la victime, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité.

Nous pensons qu'à raison des termes formels de l'article 16, qui, dans le § 1, stipule que le président doit convoquer l'assureur, et, dans le § 7, ajoute que l'assureur doit être dans l'ordonnance même substitué au patron, il faut décider que l'assureur doit être en conséquence admis à saisir le président au même titre que le blessé ou le patron et dans les mêmes conditions.

Aucune forme spéciale n'est d'ailleurs exigée pour la rédaction de l'écrit qui constate l'accord sur le caractère permanent de l'incapacité ; il suffira en ce cas comme au cas de production de l'acte de décès que le domicile des parties soit suffisamment indiqué pour que celles-ci puissent être convoquées par le président et que mention soit faite qu'il s'agit d'un accident du travail et de sa date.

§ 3. — Par transmission de la décision d'incapacité du juge de paix.

Le président pourra encore être saisi par la transmission que, conformément à l'article 15, § 3, lui fait le juge de paix de la décision par laquelle, saisi d'une demande en indemnité journalière au cas où une partie soutient qu'il y a incapacité permanente, ce magistrat se déclare incompétent et fixe l'indemnité journalière.

§ 4. — D'office.

Enfin, au cas où ni le juge de paix, ni les parties n'auraient saisi le président, celui-ci doit d'office, quand l'accident suivi de mort, ou d'incapacité permanente est arrivé à sa connaissance d'une manière quelconque, convoquer les parties.

Cette ingérence du président dans une contestation privée est justifiée par le caractère d'ordre public reconnu à la loi.

Le texte n'a pas visé, parmi les cas dans lesquels le président peut être saisi par la victime, celui où la victime étant atteinte d'incapacité permanente, l'enquête n'a pas été faite et aucun accord sur le caractère permanent de l'incapacité n'est intervenu entre les parties.

Mais dans cette hypothèse la victime aura la faculté de provoquer la comparution, ou bien en produisant un certificat médical constatant l'incapacité permanente au juge de paix qui (art. 12, § 1^{er}) devra alors procéder à l'enquête, puis la transmettre au président (art. 13, § 6), ou bien en portant ce certificat à la connaissance du président qui

pourra d'office, comme nous venons de le voir (art. 16, § 1^{er}, *in fine*) convoquer les parties.

§ 5. — Nécessité du caractère permanent de l'incapacité.

Il peut arriver que le juge de paix, dans le doute sur le caractère permanent de l'incapacité, ait, par prudence, fait l'enquête et l'ait transmise, mais que, depuis la clôture de cette enquête ou sa transmission, la guérison soit survenue sans aucune incapacité permanente.

Certains présidents ont estimé que, saisis par l'enquête, ils devaient, même dans ces cas, convoquer les parties pour dresser une ordonnance de classement constatant qu'il n'y avait lieu à rente (1).

Nous estimons que cette procédure, qui s'inspire d'une pensée de prudence, doit être suivie chaque fois qu'un doute peut exister sur la guérison sans incapacité, mais qu'au contraire elle ne doit pas être admise quand la guérison complète sans infirmité apparaîtra comme certaine, au cas notamment où elle serait reconnue par le blessé ou constatée par son médecin ; il convient, en effet, de rappeler qu'aux termes de l'article 16, le président n'est compétent qu'au cas d'incapacité permanente.

SECTION II. — Convocation et délai.

§ 1. — Personnes convoquées.

Le président, saisi comme il a été dit ci-dessus, a pour obligation de convoquer les parties, c'est-à-dire la victime ou ses ayants droit et le patron.

Mais il doit aussi convoquer l'assureur ; à raison des termes impératifs du texte (art. 16, § 1), la convocation de l'assureur n'est pas seulement facultative, mais elle est obligatoire.

Quand le président aura été saisi par la transmission de l'enquête, il ne pourra y avoir aucune difficulté sur ce point, puisque par l'enquête qui en fait mention le président connaîtra l'assureur, mais dans tous les autres cas, le président pourra ignorer s'il y a assurance et le nom de l'assureur.

Nous pensons que, pour se conformer au texte, le président devra, avant de fixer la comparution, s'informer auprès du patron du nom de l'assureur et, au cas d'impossibilité de procéder ainsi à cause du bref

(1) Trib. civ. Saint-Etienne, 7 août 1905, *Rev. jud. acc. trav.*, 7^e année, p. 368.

C'était impart, obtenir du patron au jour de la comparution les renseignements nécessaires, puis fixer d'office une nouvelle comparution à une date ultérieure pour que puisse être convoqué l'assureur.

Mais une particularité peut se présenter quand le décès de la victime survient avant qu'une ordonnance ait été rendue.

Si le blessé décède après avoir été convoqué, mais avant d'avoir comparu, le président devra adresser de nouvelles convocations aux ayants droit qui se présenteront alors pour fixer les indemnités pouvant leur être dues.

Or quels seront ces ayants droit ?

Il peut en effet arriver que le décès du blessé atteint d'incapacité permanente, ne soit pas une conséquence de l'accident ; en ce cas, les ayants droit désignés par la loi de 1898 ne peuvent prétendre à aucune indemnité, et le patron n'est tenu, indépendamment des frais médicaux, qu'aux indemnités dues au blessé lui-même, c'est-à-dire à l'indemnité journalière jusqu'à la consolidation, et à la rente jusqu'au jour du décès ; mais il importe précisément de fixer cette rente et la date de la consolidation.

Le président reste compétent pour le faire, mais alors il devra, après toutefois s'être assuré par une comparution préalable faite dans les termes de la loi de 1898, que les ayants droit n'élèvent aucune réclamation du chef des indemnités pouvant leur être dues personnellement en vertu de la loi de 1898, convoquer non plus les ayants droit aux termes de la loi de 1898, mais les héritiers du blessé qui, représentant la succession de leur auteur, auront seuls qualité pour discuter et recueillir les indemnités dues au *de cujus*.

La distinction est intéressante car, en fait, les héritiers ne se confondent pas avec les ayants droit de la loi de 1898, qui sont seulement le conjoint survivant non séparé, les enfants, quand ils sont mineurs de 16 ans, les ascendants quand ils sont à la charge de la victime.

Au cas de contestation sur les causes du décès, il semble que le président devra convoquer et les héritiers et les ayants droit.

Quand une partie est incapable, le président devra convoquer son représentant légal ; en effet, comme l'accord à intervenir ne résulte pas d'une transaction, mais seulement d'une série de constatations matérielles desquelles découlera nécessairement l'indemnité légalement fixée, il suit que les représentants des incapables auront qualité pour accepter, par leur seule signature, l'arrangement, sans être obligés de recourir aux autorisations et homologations qui leur sont imposées en matière ordinaire pour l'acceptation de toutes transactions au nom des

incapables qu'ils représentent (1); en effet, aux termes de l'article 450 du code civil, le tuteur représente le mineur dans tous les actes de la vie civile.

On ne saurait, suivant nous, soutenir qu'il faut, en l'espèce, appliquer l'article 467 du code civil qui porte que le tuteur ne pourra transiger au nom du mineur qu'après y avoir été autorisé par le conseil de famille, et avis de trois jurisconsultes, et ajoute que la transaction ne sera valable qu'après avoir été homologuée par le tribunal de première instance ;

Ni dire que dès lors le tuteur n'aura pas qualité pour signer le procès-verbal de consolidation, sans avoir obtenu les autorisations nécessaires.

Nous pensons en effet que la conciliation qui intervient devant le président ne constitue pas une transaction qui implique concession réciproque ; l'accord constaté ne porte pour aucune partie abandon d'un droit mais consacre l'existence des droits acquis ; par conséquent, le tuteur a qualité pour accepter l'accord devant le président.

D'autre part la solution est la même quand l'enfant mineur non émancipé est représenté par son père administrateur légal.

Il est vrai que le § 7 du nouvel article 389 du code civil modifié par la loi du 6 avril 1910, porte dans sa deuxième partie que..... : le père administrateur légal doit obtenir l'autorisation du tribunal pour les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation ; et que, de plus, le § 9 du même article déclare applicable à l'administration légale le dernier alinéa de l'article 467 du code civil qui, précisément, stipule, comme il a été rappelé ci-dessus, que la transaction ne sera valable qu'après avoir été homologuée par le tribunal.

Mais nous avons admis que l'acceptation devant le président des indemnités fixées par la loi ne constituait pas une transaction et que, par suite, le tuteur n'était point tenu, dans les termes de cet article 467 du code civil, de l'autorisation du conseil de famille, de l'avis des jurisconsultes, ni de l'homologation du tribunal.

Or, la première partie du § 7 de l'article 389 du code civil porte aussi que le père administrateur légal accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé du conseil de famille.

Le tuteur pouvant agir seul en notre matière, il en va de même du père administrateur légal.

Nous noterons pour mémoire que, conformément à ce même article

(1) En ce sens Loubat, n° 1525.

389 du code civil modifié, lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice légale à sa place, avec les mêmes pouvoirs et sans avoir besoin de l'autorisation maritale ;

Qu'en cas de divorce ou de séparation de corps, l'administration appartient à celui des deux époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il n'en a été autrement décidé.

Enfin, si, usant de la faculté que lui laisse l'article 391 du code civil, le père a nommé un conseil spécial à la mère survivante, cette dernière, quoique tutrice de plein droit, ne pourra faire sans l'assistance de ce conseil aucun acte relatif à la tutelle si ce conseil spécial lui a été imposé sans restriction ;

Elle pourra au contraire, au cas où le père a spécifié les actes pour lesquels le conseil est nommé, faire, sans l'assistance de ce conseil, tous les actes qui n'auront point été spécifiés.

Au cas de nouveau mariage de la mère, à laquelle la tutelle aura été conservée (art. 395 du code civil), le second mari deviendra cotuteur (art. 396 du code civil) et, par suite, le concours des deux époux étant nécessaire pour tous les actes de la tutelle, même ceux de simple administration (1), tous deux devront assister le mineur devant le président.

En ce qui concerne le mineur émancipé, nous pensons qu'il a qualité pour figurer seul à l'ordonnance de conciliation car, aux termes de l'article 481 du code civil, il est capable pour passer tous actes d'administration ; par argument *a contrario* tiré de l'article 482 du code civil, il est admis qu'il peut intenter seul les actions mobilières et y défendre ; et enfin on ne saurait l'astreindre aux autorisations nécessaires pour la transaction, puisque nous avons montré que la conciliation devant le président ne renfermait pas les éléments constitutifs d'une transaction.

Nous devons cependant signaler que, lorsqu'il s'agira d'attribuer une rente à un enfant naturel mineur, l'article 389 du code civil modifié par la loi du 2 juillet 1907, impose à celui des parents naturels qui exerce la puissance paternelle en qualité de tuteur légal, le contrôle d'un subrogé tuteur : ce subrogé tuteur devra donc être convoqué en même temps que le tuteur légal.

Quand la victime est une femme mariée, nous pensons que, par application de la loi du 13 juillet 1907, qui donne à la femme, quel que soit son régime matrimonial, la libre administration de ses salaires et, notamment dans l'article 6, lui permet d'ester en justice sans autorisation

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. I, p. 1009, 6^e édition.

dans toutes contestations relatives au produit de son travail, elle a qualité pour signer seule l'arrangement intervenu devant le président, car la rente qui lui est attribuée est basée sur son salaire et les indemnités à elle attribuées par la loi de 1898 sont une conséquence immédiate et directe de son contrat de travail.

Il n'en serait autrement que si la femme travaillait en commun avec son époux (art. 1, § 5).

Enfin signalons pour mémoire, que la loi du 21 février 1906 modifiant l'article 386 du code civil, a retiré la jouissance légale des biens de l'enfant mineur à celui des père et mère contre lequel le divorce aurait été prononcé.

Nous pensons également que le représentant légal de l'incapable a qualité pour signer seul la conciliation au cas cependant plus délicat où une faute inexcusable aurait été commise soit par le patron, soit par la victime, car l'appréciation de la faute inexcusable est une question de fait reposant sur une simple constatation, et l'augmentation ou la diminution de la rente, conséquence de cette faute, est prévue par la loi; si la quotité de la réduction ou de l'augmentation à faire subir à la rente reste dans le domaine de la libre discussion, il semble cependant que l'accord intervenu ne revêt point le caractère d'une transaction, mais résulte du jeu de la loi sur la matière, et est, en quelque sorte, déterminé par la jurisprudence.

Au reste, à défaut de tout autre argument, la présence du président paraît être une suffisante garantie, complétée d'ailleurs par la disposition de l'article 30 qui frappe de nullité toute convention contraire à la loi (1).

Bien que la loi ne contienne aucune disposition spéciale à cet égard, il faut admettre que le président ne doit pas refuser l'assistance du tiers responsable à la comparution. Le tiers responsable, en effet, n'est pas ignoré par la loi de 1898 qui, en son article 7, règle les conditions du recours qui peut être exercé contre lui et fixe la forme des réparations mises à sa charge; on ne saurait donc considérer comme contraire à la loi l'assistance du tiers responsable à la tentative de conciliation à laquelle le patron et l'ouvrier ont intérêt à l'appeler pour, d'accord avec lui, fixer le salaire et la réduction de capacité, base des indemnités qu'il devra en définitive supporter et dont il pourra même accepter spontanément la charge par déclaration mentionnée à l'ordonnance (2).

(1) En ce sens, circulaire du garde des sceaux, 22 août 1901.

(2) Même circulaire précitée.

§ 2. — **Forme de la convocation.**

La loi ne précise pas en quelle forme doit être faite cette convocation, mais, par analogie avec le paragraphe premier de l'article 13, qui prescrit au juge de paix de convoquer les parties à l'enquête par lettre recommandée, et avec le § 6 du même article, qui dispose également que les parties seront avisées par lettre recommandée de la clôture de l'enquête, il y a lieu de décider que le président devra aussi convoquer par lettre recommandée les parties et l'assureur.

Cependant, dans le silence du texte, on ne peut soutenir que la convocation sera obligatoirement faite par lettre recommandée et on doit au contraire admettre que les parties pourront être valablement convoquées par tous autres moyens que voudra employer le président, à la condition qu'ils comportent en eux-mêmes la preuve que la partie a bien été touchée et permettent de donner date certaine à la convocation qui, comme nous le verrons ultérieurement, est interruptive de prescription : aussi, le président devra-t-il veiller à ce qu'un procès-verbal de remise de la convocation soit dressé par les fonctionnaires ou agents qu'il aura chargés de sa transmission.

Le président devra faire mention sur la convocation adressée au blessé ou ses ayants droit du nom de l'avocat et de l'avoué commis pour les assister tant au cours de la conciliation que devant le tribunal civil s'il y a lieu (1).

§ 3. — **Délai.**

Comme tous les délais de procédure fixés par la loi de 1898, celui imparté au président pour la convocation des parties est extrêmement court.

En principe, il est fixé à cinq jours à partir de l'acte par lequel est saisi le président. Ainsi, celui-ci doit convoquer, dans les cinq jours de la transmission du dossier par le juge de paix, si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête, ou, dans le cas contraire, dans les cinq jours de la production de l'acte de décès ou de l'accord sur le caractère permanent de l'incapacité ou de la réception de la décision d'incompétence du juge de paix sur l'indemnité journalière (art. 16, § 1^{er}).

Mais, à ce délai de cinq jours établi en principe, le texte apporte implicitement deux exceptions.

(1) Circulaire du ministre de la justice du 29 août 1905.

D'abord, par argument à *contrario*, aucun délai n'est imparti au président saisi par transmission du dossier d'enquête au cas où la victime n'est pas décédée avant la clôture de l'enquête ; c'est le cas de beaucoup le plus fréquent !

Cette solution ne présente point, somme toute, d'inconvénients car, en pratique, une comparution fixée dans le bref délai de cinq jours après transmission de l'enquête établie elle-même dans les délais très courts que nous avons précisés, ne pourrait aboutir qu'à une remise, la blessure, cause de l'infirmité permanente, n'étant point consolidée, sauf très rare exception, dans un espace de temps aussi restreint ; le blessé n'en éprouvera point de préjudice, puisque l'indemnité journalière lui est servie jusqu'à décision définitive et le patron lui-même n'en souffrira point puisqu'il pourra, quand la consolidation sera acquise, prendre l'initiative de produire au président un accord écrit reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité ou, au cas du refus du blessé de signer cet accord, provoquer, par son refus de payer l'indemnité journalière, l'action en paiement de demi-salaire devant le juge de paix qui, sur la production du certificat médical du patron constatant l'incapacité permanente, se déclarera incompétent et transmettra sa décision au président qui devra dès lors convoquer dans les cinq jours.

Cette solution, qui laisse toute latitude au président saisi par transmission d'enquête au cas où la victime n'est pas décédée avant la clôture de l'enquête, est d'ailleurs en harmonie avec l'opinion que nous avons précédemment exprimée, d'après laquelle la transmission de l'enquête n'oblige pas, *ipso facto*, le président à convoquer les parties, mais ne rend nécessaire la convocation qu'autant que le blessé est atteint d'une infirmité permanente et non pas seulement d'une incapacité temporaire.

Le président devra donc apprécier, d'après la description de la blessure faite à l'enquête et d'après les certificats médicaux joints au dossier qui lui est transmis, l'époque à laquelle la comparution pourra être utilement fixée.

En outre, quand le président n'a été saisi ni par le juge de paix ni par les parties, mais a eu cependant connaissance de l'accident, il doit convoquer les parties dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription, quand toutefois cette date lui est connue.

Nous verrons ultérieurement, en examinant la prescription de l'action en indemnité, quels sont le délai, le point de départ du délai et les causes interruptives de la prescription : nous dirons donc seule-

ment maintenant que ce délai est d'un an à dater du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête, ou de la cessation du paiement de l'indemnité journalière (art. 18).

Mais le texte porte « dans les cinq jours le président convoque... »

Faut-il entendre par là que le président devra, dans ce délai, envoyer ses lettres de convocation, ou faut-il dire que, pour satisfaire à l'obligation qui lui est imposée, il devra dans ce même délai procéder à la tentative de conciliation.

Nous pensons, bien que la formule employée prête à discussion, que c'est la comparution même qui doit avoir lieu dans les cinq jours (1), car, autrement, si le délai imparti visait seulement l'envoi des convocations, la date de la comparution échapperait à tout délai et cette solution serait évidemment contraire au vœu du législateur qui a voulu instituer une procédure rapide ; nous avons, d'ailleurs, admis la même interprétation pour le délai d'ouverture d'enquête par le juge de paix et, de plus, nous pensons, comme nous le montrerons ultérieurement en examinant la prescription de l'action en indemnité, que la prescription n'est pas interrompue par la convocation du président, mais seulement par la comparution.

Si le délai de cinq jours s'applique à la comparution elle-même, il faut remarquer que la loi ne fixe pas dans quel délai, avant la date de la comparution, la convocation devra être remise aux parties : ce point est laissé à l'appréciation du président qui devra s'inspirer des circonstances afin que les parties prévenues en temps utile soient mises à même de comparaître.

Le président, régulièrement saisi par le juge de paix ou la partie, aura satisfait à ses obligations en convoquant les parties et en procédant à la comparution dans les délais qui lui sont impartis (art. 16, § 1), et que nous avons ci-dessus précisés.

Il peut ensuite accorder autant de remises qu'il lui paraîtra nécessaire suivant l'état du blessé, l'accord ne pouvant se faire qu'à une époque très voisine de la date de consolidation qui peut-être ne sera pas acquise du jour de la comparution. Toutefois quand la comparution aura lieu à l'expiration du délai de prescription, il sera prudent de la part du président de n'accorder que des remises assez rapprochées pour que la victime soit encore à temps pour lancer son assignation dans le mois qui a suivi la dernière comparution faite avant l'expiration du dé-

(1) *Contrà*, Loubat, n° 1517 ; Cabouat, *Lois nouvelles*, 1899, p. 491.

lai de révision ; ainsi seront évitées toutes contestations que nous examinerons au chapitre de la prescription.

Dans le calcul du délai de 5 jours imparti par l'article 16, il n'y a pas lieu de défalquer les dimanches et jours fériés ; le *dies a quo*, jour où s'accomplit l'acte qui saisit le président, ne compte pas, mais la formule qui institue ce délai étant inclusive, il faut au contraire compter le *dies ad quem*.

Enfin par application de l'article 1033 du code de procédure qui régit non seulement les délais établis par le code de procédure civile, mais aussi ceux visés par des lois spéciales, le délai est prorogé au lendemain quand le dernier jour est un jour férié.

Nous devons remarquer que la loi n'édicte aucune sanction pour l'observation de ce délai.

§ 4. — Nécessité de l'enquête.

Nous avons vu qu'à défaut d'enquête le président peut être saisi directement par les parties, ou par transmission de la décision d'incompétence du juge de paix ou même d'office ; dans ces divers cas, le président doit-il avant de procéder à la comparution, exiger que l'enquête soit faite en invitant les parties à la requérir du juge de paix par la production d'un certificat médical constatant l'incapacité permanente ?

Certains présidents l'ont pensé et exigent avant toute comparution la production de l'enquête.

Nous estimons que cette pratique ne doit pas être généralisée.

La circulaire du garde des sceaux (1), invoquée pour justifier cette exigence, nous paraît en effet critiquable. Elle reconnaît expressément qu'à défaut d'enquête le président sera valablement saisi par les parties pour procéder à la comparution, mais, interprétant la loi, décide que, bien qu'un accord soit intervenu et ait été homologué par le président, il doit néanmoins être procédé à l'enquête en vue des demandes possibles de révision.

Mais la nécessité de cette enquête postérieure au règlement reste à démontrer, car les demandes en révision ne sont et ne peuvent être basées que sur une aggravation ou une amélioration de l'état de la victime qui sera constatée uniquement et exclusivement par la production de certificats médicaux contemporains du règlement : on comprendrait en conséquence que le président exige toujours le dépôt à son dossier d'un

(1) Circulaire du garde des sceaux, 4 août 1906,

certificat médical, mais on ne comprendrait plus qu'il provoque après la conciliation une enquête qui ne peut porter que sur les circonstances de l'accident c'est-à-dire sur des faits qui resteront nécessairement étrangers à la demande en revision.

L'utilité de l'enquête étant ainsi écartée au point de vue de la revision, il suit que le président ne doit point la provoquer après la conciliation intervenue.

Peut-il la provoquer avant la conciliation ?

Nous devons rappeler que l'enquête a pour but de rapporter toutes les circonstances de fait qui permettront au tribunal ultérieurement saisi de statuer ou au président du tribunal de se faire une opinion sur les contestations pouvant s'élever soit sur l'assujettissement de la profession ou de l'accident, soit sur le salaire de base ; dès lors, l'enquête ne présente plus aucune utilité au cas où les parties seront d'accord sur les différents points ci-dessus, lors de la comparution.

En ce cas, nous pensons que le président doit procéder à la conciliation sans provoquer au préalable l'enquête (1).

Mais, si au contraire les parties au moment de la comparution soulèvent une contestation sur les points de fait que l'enquête a précisément pour but d'établir, nous estimons que le président doit avant de procéder à la non conciliation provoquer l'enquête au vu de laquelle les parties seront appelées à se mettre d'accord.

De sorte qu'en définitive, même à défaut d'enquête, le président doit toujours, quand il est saisi, procéder au moins à l'essai de conciliation.

Remarquons enfin que, s'il était admis que le président doit toujours surseoir à la comparution jusqu'à transmission de l'enquête, le délai de 5 jours imparti pour cette comparution ne serait jamais observé bien que formellement prescrit par la loi, dans tous les cas où le président aura été saisi autrement que par transmission d'enquête.

SECTION III.— Ordonnance de conciliation.

§ 1. — Représentation des parties.

L'article 16, § 1, porte que le président convoque « la victime ou ses ayants droit, le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter et, s'il y a assurance, l'assureur ». Bien que le texte ne stipule expressément qu'en faveur du chef d'entreprise la faculté de se faire représenter, il faut ad-

(1) Trib. civ. Senlis, *Conciliation*, 2 février 1910, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 472.

mettre que le même droit doit cependant être reconnu et au blessé et à l'assureur.

Tout d'abord, en vertu de l'article 22, qui accorde le bénéfice de l'assistance judiciaire à la victime ou à ses ayants droit devant le président du tribunal, un avoué est commis d'office pour assister le blessé (ou l'ayant droit), et l'aider de ses conseils et de son expérience dans la tentative de conciliation ; mais il nous paraît certain qu'en outre du droit à l'assistance d'un avoué ou d'un avocat, le blessé a la faculté de se faire représenter par un mandataire.

A la vérité, au cours des travaux préparatoires de la loi du 31 mars 1905, qui a modifié l'article 16 primitif, il avait été proposé d'autoriser expressément la victime à se faire assister et représenter par un ouvrier exerçant la même profession ; cette proposition fut repoussée par le motif que le blessé, déjà assisté d'un avocat ou d'un avoué, ne trouverait dans la présence d'un autre ouvrier, qui eût pu être un agent d'affaires déguisé, aucune garantie plus complète.

Mais on ne saurait suivant nous tirer argument du rejet de cette proposition pour soutenir que le blessé ne peut se faire représenter ou même assister par qui bon lui semblera ; seulement le président gardera son entier droit de contrôle pour accepter ou refuser le mandataire ou l'assistant, tandis qu'en vertu du texte proposé, il eût perdu tout droit d'écarter l'assistant ou le mandataire dès lors que ce dernier eût été ouvrier de même profession.

Antérieurement, il est vrai, à la loi du 22 mars 1902 qui, étendant le bénéfice de l'assistance judiciaire, a garanti à l'ouvrier, lors de la tentative de conciliation, les conseils d'un avocat ou d'un avoué, qui, précédemment, ne lui étaient assurés que devant le tribunal, il avait été admis que le blessé pouvait se faire représenter ou assister par un conseil de son choix.

Rien ne permet de revenir aujourd'hui sur cette décision.

De même, l'assureur peut se faire représenter ; ce point est d'ailleurs hors de toute contestation.

§ 2. — Nomination d'expert.

Les parties sont appelées devant le président pour fixer les rentes allouées aux victimes ou à leurs ayants droit et qui, aux termes de l'article 3, ont pour base, au cas de mort, le salaire annuel de la victime et un tant pour cent fixé par la loi et, au cas d'incapacité permanente,

le salaire annuel et la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire.

Le salaire annuel pourra, le plus souvent, être déterminé, soit sans discussion, soit par les éléments d'information contenus à l'enquête, mais le degré d'invalidité ne pourra être établi que par des certificats médicaux : or, les certificats produits par le patron ou par le blessé pourront être insuffisants ou contradictoires ou contestés de sorte que l'accord, quoique désiré par les parties, ne pourra se faire faute d'éléments suffisants d'appréciation sur ce point.

Aussi, sous l'empire du texte primitif qui cependant ne prévoyait aucune mesure d'instruction, nombre de présidents consentaient-ils à ordonner, sur la demande des parties, une expertise amiable (1) ayant pour but de déterminer le degré d'invalidité dont était atteint le blessé ; mais la jurisprudence des présidents était loin d'être uniforme ; les uns refusaient comme illégale toute demande d'expertise même présentée par les deux parties ; d'autres accordaient l'expertise à condition qu'elle fût demandée par les deux parties, et certains l'ordonnaient à la demande d'une seule partie, malgré le refus ou sans le consentement de l'autre partie ; le nouveau texte de la loi du 31 mars 1905, a mis un terme à ces dissidences et a consacré les errements suivis dans la mesure où ils étaient vraiment équitables en stipulant que « le président peut, du consentement des parties, commettre un « expert, dont le rapport doit être déposé dans le délai de huitaine ».

Ainsi, l'expertise ne peut être ordonnée que si les parties l'acceptent : dès lors, au cas où l'une des parties la refuserait, le président ne pourrait passer outre au refus, ni, *a fortiori*, l'ordonner d'office, ni même seulement à la demande d'une partie, l'autre faisant défaut (2).

Il faut aussi remarquer qu'à raison de la formule employée, il n'est pas nécessaire que l'expertise soit demandée par l'une des parties, elle peut aussi être proposée par le président auquel elle fournira au besoin les éléments d'appréciation nécessaires pour lui permettre, au cas de doute, de contrôler la sincérité de l'accord (3) ; mais l'ayant proposée, le président ne peut l'ordonner que du consentement des parties.

Enfin, à défaut de toute restriction apportée par le texte, nous pensons que le président peut ordonner une expertise technique, comme une expertise médicale et qu'il a également qualité pour ordonner l'autop-

(1) Paris, 31 octobre 1903, *Rev. jud. acc. tr.*, 5^e année, p. 148.

(2) Orléans, 25 juillet 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 172.

(3) Circulaire ministérielle du 3 mai 1905.

sie (1) au cas de contestation sur la relation entre l'accident et le décès.

Il n'y a en effet aucune raison pour refuser au président un pouvoir qui est accordé au juge de paix, mais, conformément à notre texte, cette autopsie ne peut, comme l'expertise, être ordonnée en conciliation que du consentement des parties.

L'expertise ainsi ordonnée par le président reste soumise aux règles ordinaires s'appliquant aux expertises prévues par notre loi, règles que nous étudierons ultérieurement au titre de la procédure.

Ayant constaté le consentement des parties, le président rédige une ordonnance nommant un expert avec détermination de sa mission.

Mais la question se pose immédiatement de savoir quelle portée aura cette expertise : les parties peuvent-elles la discuter, ou l'ayant sollicitée doivent-elles en accepter les conclusions ?

Il faut décider que les deux parties, sans rechercher laquelle a pris l'initiative de la demande d'expertise, peuvent discuter le rapport d'expert, tout comme dans les instances de droit commun elles sont toujours admises à critiquer les conclusions de l'expert ; de même par application de l'article 323 du code de procédure civile, le président n'est pas lié par l'avis des experts.

Cette simple remarque, faite sans y insister, est d'autant plus intéressante que les rapports d'experts en matière d'accident de travail comprennent ordinairement deux parties, l'une descriptive de l'état physiologique du blessé, l'autre énonciative de la réduction de capacité qu'entraînera l'infirmité permanente constatée ; si la première partie purement technique ne peut être sérieusement contredite que par un homme de l'art, la seconde partie, au contraire, œuvre d'appréciation personnelle de l'expert, ne saurait échapper au contrôle du président que la pratique des affaires aura rendu souvent plus apte que le médecin, à apprécier exactement la réduction de salaire déterminée par la lésion décrite ; le même droit de discussion appartient aux parties qui dès lors ne sont pas astreintes pour la conclusion de leur accord, à suivre les évaluations de l'expertise destinée seulement à leur fournir des éléments d'appréciation.

§ 3. — Mission du président.

Quand les parties auront pu se mettre d'accord sur le salaire annuel et sur la réduction de capacité soit au vu des certificats produits, soit

(1) En ce sens, Circulaire ministérielle du 11 juillet 1902.

au vu de l'expertise précédemment ordonnée, et par suite déterminer à l'amiable le chiffre de l'indemnité, le président rédigera un procès-verbal de conciliation.

Mais le président devra-t-il se borner à enregistrer l'accord entre le blessé et le patron, et à en donner acte, ou a-t-il pour mission d'en contrôler la sincérité et au besoin de le rectifier ou même de s'y opposer. Le § 2 de l'article 16 porte qu' « en cas d'accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement fixée par le président qui en donne acte. »

Nous pensons que ce texte en spécifiant que le président donne acte de l'accord conforme aux prescriptions de la loi, réserve non seulement au président la faculté d'intervenir, mais lui impose le devoir de rechercher si l'accord est fait en conformité des dispositions de la loi. Le président n'a donc pas, suivant notre opinion, un rôle passif dans l'accord qui se fait devant lui.

Au reste, cette solution est justifiée non seulement par le texte qui ajoute que l'ordonnance doit indiquer sous peine de nullité le salaire de base et la réduction, mais aussi par l'obligation imposée par le législateur aux parties de comparaître devant le président pour la fixation des indemnités : cette comparution devant un magistrat éclairé a évidemment pour but de sauvegarder les intérêts du blessé qui peut être ignorant de ses droits ou mal conseillé et dès lors il faut admettre que le président peut non seulement donner des avis, mais opposer son veto aux conventions qui ne seraient pas conformes aux prescriptions de la loi.

Mais que faut-il entendre par l'expression « accord conforme aux prescriptions de la loi » et jusqu'où ira le pouvoir du président ?

Il paraît tout d'abord indiscutable que le président devra s'opposer à l'accord en vertu duquel la rente allouée ne correspondrait pas, conformément au § 2 de l'article 3, aux deux tiers du salaire, ou, conformément au § 3, à la moitié de la réduction de salaire admise comme conséquence de la blessure, ou, conformément aux §§ 6, 8, 9 et 11, aux taux prescrits par ces textes.

Le président devra encore s'opposer au rachat d'une rente supérieure à 100 francs (art. 21) ou au rachat qui ne serait pas calculé conformément au barème officiel.

Les dispositions de la loi sont en effet d'ordre public et il ne saurait y être dérogé.

Mais faut-il aller plus loin et le président peut-il aussi opposer son veto à l'accord sur le salaire ou sur la réduction de capacité ?

Nous pensons que le président, qui est le conseiller naturel des par-

ties, devra faire toutes observations utiles, donner tous conseils, mais qu'il ne peut refuser d'enregistrer l'accord des parties sur le salaire et sur la réduction de capacité ou sur l'existence d'une faute inexusable parce qu'il s'agit alors non d'une interprétation ou d'une application de la loi, mais d'une question de fait relevant de l'appréciation individuelle, variant d'espèce à espèce ; parce que, d'autre part, le blessé, majeur et maître de ses droits, éclairé au surplus par les conseils du président, doit rester libre de solutionner ces questions de fait sur lesquelles il est en définitive, mieux que personne, renseigné. Toutefois une hésitation peut être permise en ce qui concerne l'accord sur la diminution ou l'augmentation de rente déterminée par la faute inexusable.

Mais, même sur ce point, nous croyons que l'accord des parties échappe au veto du président parce que la loi n'ayant pas déterminé dans quelle mesure serait diminuée ou augmentée la rente, en ce cas, la décision du président sur ce point serait purement arbitraire.

Mais, bien entendu, le président, même sur ces questions, devrait, par application de l'adage *fraus omnia corrumpit*, opposer son veto s'il lui apparaissait que l'accord ainsi intervenu, soit sur le salaire, soit sur la réduction, a été fait en fraude de la loi, par exemple dans le but d'arriver à la fixation d'une rente rachetable.

Cependant, d'autres questions peuvent être agitées devant le président ; le patron peut soutenir, notamment, que sa profession n'est pas assujettie et que l'accident doit être réglé conformément au droit commun, ou bien qu'il n'y a pas accident du travail, ou bien que l'infirmité dont est atteint le blessé ne résulte pas de l'accident.

Il ne paraît pas douteux qu'au cas d'accord des parties sur la non applicabilité de la loi, le président doit enregistrer l'accord et dire qu'il n'y a lieu à l'attribution des indemnités prévues par la loi de 1898.

Toutefois, comme nous l'avons dit ci-dessus, le président devrait opposer son refus au cas où il lui apparaîtrait que les parties ont pour but d'éluder les dispositions de la loi de 1898.

Le cas sera un peu différent quand le patron soutenant la non applicabilité de la loi, le blessé contestera les allégations du patron et réclamera le bénéfice de la loi ; le président doit-il trancher la difficulté ou renvoyer les parties devant le tribunal ?

La question ne comporte pas, suivant nous, de réponse absolue, et il faut distinguer.

Si la non applicabilité de la loi pour non assujettissement de la profession ou de l'accident, défaut de relation entre l'accident et l'incapacité du blessé, inexistence de contrat de louage ou prescription, paraît cer-

taine, aux termes de la jurisprudence ou de la doctrine, nous pensons que le président devra, malgré les protestations d'une partie, rendre une ordonnance de classement déclarant la loi inapplicable (1); car, d'une part, le président a pour mission d'appliquer la loi; il doit, par conséquent, écarter les demandes contraires à la loi; d'autre part, on reconnaît au juge de paix le droit de ne pas procéder à l'enquête quand il estimera que la loi est inapplicable et il serait étrange de dénier au président, mieux qualifié que le juge de paix, le droit d'arrêter une procédure frappée par avance de stérilité, grevant le trésor et imposant des frais inutiles au patron.

Mais si, au contraire, la non applicabilité de la loi, quoique très soutenable, est cependant douteuse ou seulement incertaine en jurisprudence, nous croyons que le président devra s'abstenir de prendre parti et renvoyer la contestation devant le tribunal.

En résumé, nous estimons que le président doit exercer un contrôle effectif sur les accords passés devant lui ;

Qu'il doit opposer son veto à toutes interprétations de droit ou applications de texte qui seraient contraires à la loi, les parties fussent-elles d'entière bonne foi ;

Mais qu'au contraire, ayant fait toutes observations utiles, il ne peut se refuser à enregistrer l'accord sur les points de fait quand il n'apparaîtra pas que cet accord a pour but de frauder la loi.

§ 4 — Mentions de l'ordonnance.

Quand les parties sont d'accord pour la fixation de l'indemnité, le président doit mentionner à l'ordonnance, non seulement le chiffre de la rente, mais aussi le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire (art. 16, § 2).

Ces mentions ont pour but de permettre de vérifier si le chiffre de rente correspond bien, comme le veut la loi, à la moitié de la réduction de salaire, et aussi de rappeler au président et aux parties, les éléments du calcul de la rente. Le président peut mentionner à l'ordonnance, au cas où l'état du blessé devrait s'améliorer par périodes successives, l'accord des parties pour fixer une rente dégressive suivant les mêmes périodes (2).

(1) Sachet, n° 1169 ; Dijon, 13 juin 1900, D., 1901, 2, 253 ; *Contrà*, Loubat, n° 1489 ; Rouen, 23 janvier 1901, *Gaz. Pal.*, 1901, 1, 336 ; Bordeaux, 7 avril 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 108.

(2) En ce sens, Duchauffour, *Accidents du travail*, n° 58, p. 153.

Bien que le texte ne le stipule pas, l'ordonnance doit aussi mentionner la date de la consolidation qui est le point de départ de la rente : cette fixation est d'autant plus nécessaire, que la consolidation est aussi le point d'arrêt de l'indemnité journalière et que, comme nous l'avons vu, le juge de paix est, au cas d'incapacité permanente, incompétent pour la déterminer (art. 15, § 3).

L'ordonnance qui servira de titre au blessé doit encore mentionner que la rente est payable par trimestre et par terme échu.

Mais, au cas où les parties sont d'accord pour racheter la rente allouée, le président doit-il faire, en outre du chiffre de la rente allouée, mention du capital qui sera versé ?

Nous pensons que si le patron prend devant le président l'obligation de racheter, l'ordonnance devra seulement spécifier que le patron s'oblige à racheter, mais ne devra pas porter indication du chiffre de rachat ; en effet, les calculs de rachat sont assez compliqués à cause des éléments divers dont il faut tenir compte et les chiffres posés hâtivement devant le président pourraient être inexacts, soit en plus, soit en moins ; or, comme le chiffre de rachat doit correspondre exactement au chiffre calculé suivant le barème officiel (art. 21, § 2), et que cette disposition est d'ordre public, toute convention contraire serait nulle ; de sorte que l'erreur de chiffres commise à l'ordonnance serait toujours une source de difficultés.

Aussi est-il préférable que le président, à moins qu'il ne contrôle lui-même le chiffre à l'aide du barème, mentionne seulement, après avoir fixé le chiffre de la rente, que le patron s'oblige à en effectuer le rachat calculé conformément au tarif spécifié à l'article 28 (1).

C'est d'ailleurs, en pratique, l'usage généralement adopté ; il importe au surplus de remarquer qu'il ne heurte aucune disposition de la loi, puisque l'article 21 donne aux parties la faculté de procéder au rachat de la rente après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime, c'est-à-dire après l'ordonnance de conciliation, sous la seule restriction que la rente allouée ne dépasse pas 100 francs, et que le prix de rachat soit calculé conformément au tarif officiel ; de sorte que le rachat peut être valablement consenti, hors la présence du président et que la mention qui en est faite à l'ordonnance, n'a pour but que de constater, pour la sécurité du blessé, l'engagement de racheter qui vient d'être pris par le patron.

Le président doit-il mentionner à l'ordonnance la convention en vertu

(1) En sens contraire, Loubat, p. 1542.

de laquelle conformément à l'article 21, les parties décideraient que le service de la pension sera suspendu et remplacé par un autre mode de réparation.

Nous ne le pensons pas, car l'ordonnance forme le titre du blessé, elle fixe définitivement l'indemnité et ne peut, sauf le cas de nullité ou d'appel, être modifiée que par révision ; or, la convention qui remplace le service de la rente est essentiellement aléatoire puisque révocable *ad nutum*, le texte précisant que « le service de la pension sera suspendu tant que l'accord subsistera ».

Dès lors, le caractère instable de la convention paraît s'opposer à ce qu'elle soit inscrite dans l'ordonnance par laquelle, aux termes de l'article 16, « l'indemnité est définitivement fixée ».

Par application de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifié, par la loi du 26 mars 1908, le président doit, dans l'ordonnance allouant une rente, indiquer si le chef d'entreprise est ou non assuré ou patenté ; il doit en outre spécifier que l'assureur est substitué au chef d'entreprise de façon à supprimer contre ce dernier tout recours de la victime (art. 16, § 7). Nous signalerons seulement ici, sauf à y revenir en examinant ultérieurement les effets de la substitution, que le président ne doit point substituer au patron le syndicat de garantie auquel celui-ci est affilié, car le syndicat de garantie implique seulement l'obligation solidaire de tous ses adhérents envers le bénéficiaire de l'indemnité, en sorte que le patron affilié reste lui-même tenu envers son ouvrier blessé.

Le président est-il compétent en conciliation sur l'indemnité journalière ?

Il fixe, avons-nous dit, la date de consolidation, point de départ de la rente et point d'arrêt de l'indemnité journalière ; or, nous avons précédemment expliqué que le juge de paix incompetent au cas d'incapacité permanente, doit seulement fixer, c'est-à-dire, suivant notre opinion, déterminer la quotité de l'indemnité journalière, sans pouvoir prononcer contre le patron condamnation au paiement de cette indemnité ; dès lors nous pensons que le président, au cas où les parties ne déclareraient pas que l'indemnité journalière a été payée jusqu'au jour de la consolidation, doit, dans son ordonnance de conciliation qui forme titre, mentionner l'accord des parties sur le demi-salaire (1) et, en conséquence, condamner le patron à effectuer le paiement jusqu'au jour de la consolidation, laissant seulement au juge de paix, au cas où les parties seraient en désaccord sur le chiffre du salaire journalier, le

(1) En ce sens, Sachet, 1148 bis ; Duchauffour, *Acc. du. trav.*, n° 70, p. 195.

soin de déterminer la quotité de cette indemnité journalière, conformément à l'article 15, § 3.

Mais le président ne peut ordonner que l'excédent de l'indemnité journalière payée au jour de la consolidation, ne sera retenu que par portion sur les arrérages à échoir, car cette faculté d'ordonner l'échelonnement du remboursement des avances n'est accordée par le § 6 qu'au tribunal seul.

Dès lors, conformément au § 5 qui pose la règle que l'indemnité journalière ne peut se cumuler avec la rente, le patron sera fondé à retenir sur les premiers arrérages à échoir, la totalité des avances faites.

Au reste, il faut signaler que cette solution ne présente pas un grand inconvénient pour le blessé, car, au cas où le règlement est fait par ordonnance, il ne s'est généralement écoulé que très peu de temps entre la date de la consolidation, départ de la rente, et la date de l'ordonnance jusqu'à laquelle, par hypothèse, l'indemnité journalière a été servie, de sorte qu'en pratique, la somme à retenir sur les premiers arrérages ne sera pas considérable, et en tous cas sera bien moins importante qu'elle n'eût été si le règlement avait été fait par jugement.

Mais, si le président n'a pas la faculté d'ordonner d'office ou à la demande d'une seule partie l'échelonnement du remboursement, nous pensons qu'il peut, au cas où les parties seraient d'accord pour admettre ce mode de remboursement, en donner acte au procès-verbal, ne faisant ainsi que sanctionner un accord.

Nous avons vu précédemment que le président doit admettre la présence du tiers responsable ; nous pensons aussi que le président déférera au vœu du législateur en mentionnant à l'ordonnance, l'accord qui pourra intervenir entre le patron et le blessé d'une part, et le tiers responsable d'autre part, sur le montant des réparations mises à sa charge (1).

Au cas d'accord des parties sur la non applicabilité de la loi, le président ne doit pas se borner à rendre une ordonnance de classement, mais il doit faire mention de l'accord intervenu.

Mais le président n'est jamais compétent sur les frais de maladie dont la connaissance est réservée au juge de paix.

(1) En ce sens, Duchaffour, *Acc. trav.*, n° 75, p. 208.

SECTION IV. — Ordonnance de non conciliation.

Au cas de désaccord des parties, le président dresse un procès-verbal constatant que les parties n'ont pu se concilier et les renvoie à se pourvoir devant le tribunal.

Mais que doit faire le président si, à l'occasion d'un même accident, certains ayants droit acceptent la conciliation, alors que d'autres la refusent.

Ce cas, très rare il est vrai, peut cependant se présenter, notamment quand la victime est décédée laissant ses père et mère, le patron soutient qu'un seul ascendant était à sa charge et offre à celui-ci seul les indemnités prévues par la loi, mais les refuse à l'autre ascendant ; ou bien quand la victime laissant une veuve et des enfants mineurs de 16 ans, le patron conteste la qualité de ces derniers (non reconnus, ou posthumes) et ne reconnaît que le droit de la veuve.

On a dit que le président devait, en ce cas, rendre une ordonnance de conciliation en faveur des ayants droit qui acceptent l'accord, et renvoyer devant le tribunal ceux qui refusent la conciliation.

Mais la question est très délicate, car on peut imaginer que le désaccord des ayants droit qui refusent la conciliation pourra porter non sur leur qualité personnelle, mais soit sur le salaire de base, soit même sur l'assujettissement de la profession ou de l'accident, les uns reconnaissant la non applicabilité de la loi, les autres la contestant ; dès lors, la solution proposée pourrait aboutir à une contrariété de décisions.

Il n'est pas en effet certain que le tribunal admettra sur le salaire, sur l'assujettissement de la profession ou sur l'accident, sur la relation entre le décès et l'accident, etc..., les mêmes solutions que celles adoptées par les ayants droit qui se sont conciliés ; de sorte qu'il pourrait arriver qu'à la suite du même accident un ayant droit ait, en conciliation, accepté le classement pour non applicabilité de la loi, alors que l'autre ayant droit bénéficierait des indemnités, le tribunal proclamant l'applicabilité de la loi ; on peut imaginer le cas inverse, ou seulement une différence dans la détermination du salaire de base... Dès lors, nous pensons que, quand un seul des ayants droit refusera l'accord, le président devra rendre à l'égard de tous une ordonnance de non conciliation, sans distinguer d'ailleurs sur quel point porte la contestation, car le litige pourrait être devant le tribunal étendu à d'autres points.

Le président devrait encore rendre une ordonnance de non conciliation, au cas où ne se présenterait aucune partie ou une partie seu-

lement. Cependant le président ne perd pas toute compétence par le fait du non accord.

§ 1. — Substitution d'une provision.

Aux termes de l'article 15, § 2, l'indemnité journalière est due jusqu'au jour de la consolidation de la blessure, cependant, au cas d'incapacité permanente, elle continue à être servie jusqu'à la décision définitive sur la rente; il suit que, si, la consolidation étant acquise, le tribunal tarde à statuer sur la rente, le patron se trouvera par le simple jeu du texte, avoir payé une somme supérieure à celle due, tout compte fait, pour l'indemnité journalière.

Il est vrai qu'en vertu de l'article 16, § 6, cet excédent d'indemnité journalière sera imputé sur les arrérages de la rente, mais si, l'infirmité étant minime, la rente est faible, l'imputation à faire pourra absorber pendant plusieurs années les arrérages de la rente allouée au blessé qui, ayant dépensé ses avances d'indemnité journalière au fur et à mesure de leur réception, se trouvera ainsi, pendant une période plus ou moins longue, privé de toute pension. En fait, il s'est présenté des cas où les avances d'indemnité journalière ainsi payées après la consolidation étaient telles que le patron se trouvait dans l'impossibilité de les récupérer en totalité sur les arrérages de la minime rente allouée, le blessé eût-il atteint l'âge le plus avancé.

Pour parer à ces inconvénients, le législateur de 1905 a donné pouvoir au président de modifier dans son ordonnance de non conciliation le régime de cette indemnité journalière, à laquelle il peut substituer une provision inférieure (art. 16, § 4).

La loi ne précise pas dans quels cas cette substitution doit être ordonnée ; en fait, le président se basera sur l'état du blessé : celui-ci est-il toujours atteint d'invalidité temporairement absolue, le service de l'indemnité journalière lui sera continué intégralement ; au contraire, est-il consolidé et en état de reprendre partiellement son travail, le président pourra substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure.

Pour fixer cette provision, le président s'inspirera de la réduction de capacité admise par les certificats médicaux produits, et allouera, en remplacement de l'indemnité journalière, une somme à peu près égale à la rente (1) qui serait due d'après les évaluations des médecins. Ce

(1) En ce sens, circulaire ministérielle du 3 mai 1905.

mode de calcul n'a rien d'obligatoire, mais est, somme toute, le plus équitable.

La substitution de provision, faite dans cette mesure, n'est pas, comme nous l'avons démontré ci-dessus, préjudiciable au blessé puisque l'indemnité journalière étant due seulement jusqu'à la consolidation et ne pouvant se cumuler avec la rente, il y aura compte à faire lors de la liquidation des indemnités ; elle empêche seulement le blessé de percevoir des avances trop considérables.

§ 2. — Allocation d'une provision.

Le § 2 de l'article 15 porte que l'indemnité journalière est due jusqu'au décès ; il suit, qu'en cas de non conciliation, les ayants droit ne recevront aucune indemnité jusqu'au jour de la décision définitive qui fixe leur rente.

Pendant, leur situation peut être précaire.

Aussi le nouvel article 16, § 4, à la différence du texte primitif, muet sur ce point, permet au président de leur allouer une provision inférieure au demi-salaire qui eût été servi au blessé.

Cette provision, comme celle allouée au blessé lui-même, doit être calculée en se basant sur la rente éventuelle due aux ayants droit ; elle est seulement facultative pour le président qui en apprécie l'opportunité suivant les besoins des ayants droit.

Nous pensons que le président doit la refuser au cas où l'applicabilité de la loi serait sérieusement contestée (1).

Mais il faut noter une différence essentielle entre les deux hypothèses dans lesquelles une provision peut être allouée ;

Quand le blessé lui-même est demandeur en indemnité, le demi-salaire continue à lui être servi jusqu'à décision définitive dans le silence de l'ordonnance sur la provision ;

Au contraire, quand le demandeur en indemnité est un ayant droit, aucune indemnité ne sera servie à partir du décès jusqu'à la décision définitive, si l'ordonnance a omis d'allouer une provision.

Il faut en outre remarquer que la provision ne peut être allouée qu'au

(1) Trib. civ. Seine, 23 décembre 1905, *Rev. jud. acc. trav.*, 7^e année, p. 232 ; Bordeaux, 7 avril 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 108 ; trib. civ. Castelnau-dary, référé, 16 janvier 1910, affaire Reynes contre Benazeth. *Contrà*, trib. civ. Sens, 26 février 1907, *Rev. jud. acc. tr.*, 8^e année, p. 210 ; Douai, 12 janvier 1906, *Rev. jud. acc. tr.*, 7^e année, p. 178.

cas de non conciliation ; elle ne peut en conséquence être ordonnée par procès-verbal de remise, ou de nomination d'expert ; mais nous pensons contrairement à ce qui a été soutenu (1) que, même au cas où le blessé fait défaut, le président peut fixer une provision, parce que, d'une part, le texte ne s'y oppose pas et que, d'autre part, l'absence du blessé, non excusé, quand sa blessure n'est pas de nature à l'immobiliser, peut être interprétée comme un parti pris de se soustraire aux formalités de la loi afin précisément de bénéficier d'une indemnité journalière prolongée.

Au cas de non conciliation, le président peut mentionner dans l'ordonnance l'accord partiel qui serait survenu sur un des éléments de la contestation, par exemple sur l'assujettissement de la profession ou de l'accident, ou sur le salaire, ou sur la réduction, etc. Le président peut encore mentionner à l'ordonnance, l'offre faite par le patron afin que le tribunal en puisse faire état pour l'attribution des dépens, ou donner acte des déclarations faites par l'une des parties (2), le procès verbal ayant pour effet d'authentifier ces déclarations (3).

Mais la reconnaissance que passe une partie devant le président, ne lie cette partie qu'autant qu'elle porte sur une question de fait ; si, au contraire, elle portait sur une interprétation de droit comme l'application ou la non application de la loi à un accident arrivé dans des circonstances nettement établies et non contestées, elle resterait sans valeur au cas où elle ne serait pas conforme à la loi, car, en vertu de l'article 30, toute convention contraire à la loi est nulle, et cette nullité peut être opposée par les parties intéressées (4).

On a contesté au président le droit d'insérer dans son ordonnance de conciliation, ces diverses mentions en se basant, par analogie, sur l'article 54 du code de procédure civile, aux termes duquel le juge de paix, lors de la tentative de conciliation, doit seulement mentionner sommairement, que les parties ne sont pas d'accord : mais, nous pensons que ce texte ne peut être utilement invoqué, car, comme nous le verrons ultérieurement, il n'y a pas d'analogie entre le procès-verbal sommaire que rédige le juge de paix à la suite de la tentative de conciliation, et l'ordonnance que rend le président en matière d'accident du

(1) Isaure Toulouse, *Manuel form. des acc. du trav.*, p. 98.

(2) Duchauffour, *Acc. du trav.*, n° 78, p. 249.

(3) Chambéry, 18 novembre 1902, *Rev. jud. acc. tr.*, 4^e année, p. 410.

(4) Trib. civ. de Montmorillon, 17 mai 1905, D., 1907, 2, 495.

travail et, d'autre part, la loi elle-même démontre que l'ordonnance de non conciliation doit contenir autre chose que la mention sommaire du non accord des parties puisqu'elle donne expressément compétence au président pour statuer sur la provision, écartant ainsi l'application de l'article 54 du code de procédure civile.

Au cas de non conciliation pure et simple, sans aucune mention, les droits des parties restent entièrement réservés.

§ 3. — Nouvelle comparution.

L'ordonnance de non conciliation fait naître le procès ; cependant, il arrive que les parties après réflexion regrettent la non conciliation et tombent d'accord. Comme le président est avant tout en notre matière un magistrat conciliateur, il doit se prêter à une nouvelle comparution, et au cas d'accord régulièrement intervenu devant lui, rédiger un procès-verbal de conciliation en annulation de la précédente ordonnance.

SECTION V. — Portée de l'ordonnance.

Quelle est la portée de l'ordonnance ?

Il a été soutenu que, par analogie avec l'article 54 du code de procédure civile, qui décide qu'en matière de conciliation devant le juge de paix, les conventions des parties ont seulement force d'obligation privée, l'ordonnance du président est un simple donné acte ; on ajoute que, dans le projet primitif de la loi de 1898, il avait été proposé de déclarer que l'ordonnance du président était exécutoire et emportait hypothèque (1), puis seulement que le procès-verbal vaudrait titre exécutoire (2) mais que, ni l'une ni l'autre de ces dispositions n'ayant été maintenues, il est impossible d'attribuer force exécutoire à l'ordonnance pas plus qu'on ne peut considérer qu'elle emporte hypothèque.

Il en résulte, ajoute-t-on, qu'elle ne peut être revêtue de la formule exécutoire (3) et qu'elle n'a d'autre effet que d'authentifier l'accord intervenu entre les parties en lui donnant date certaine.

D'où il suit que si le patron refuse d'exécuter la convention passée devant le président, le blessé ne pourra invoquer l'ordonnance comme titre exécutoire, mais devra s'adresser au tribunal.

(1) Sénat, séance du 13 mai 1890, *J. Off.*, 14 mai, Déb. parl., p. 428 ; Chambre des députés, séance du 6 juin 1893, *J. Off.*, 7 juin, Déb. parl., p. 1622.

(2) Sénat, séance du 23 mars 1896, *J. Off.*, 24 mars, Déb. parl., p. 308.

(3) Circulaire ministérielle du 22 août 1901.

L'énoncé de cette seule conséquence serait de nature à faire rejeter cette opinion, car le législateur n'a évidemment pas entouré l'ordonnance de conciliation de tant de garanties pour qu'elle puisse être ensuite considérée comme lettre morte, ou ne se suffisant pas à elle-même.

D'ailleurs, s'il est exact que la Chambre des députés a substitué à la formule proposée le texte actuel, il faut cependant remarquer qu'aucune explication n'a été fournie sur cette modification (1), et s'il est vrai que l'ordonnance de conciliation fixant la rente n'emporte pas hypothèque, on peut dire que la raison en est tirée, non pas des rédactions successives devenues l'article 16, mais bien du texte de l'article 26 qui le stipule expressément ; d'autre part, l'ordonnance de conciliation rendue par le président ne peut être assimilée à la conciliation passée devant le juge de paix, car, à la différence de ce magistrat qui ne peut qu'enregistrer la convention, le président doit contrôler l'accord ; il est aussi autorisé par la loi à nommer un expert, à statuer par cette ordonnance sur la provision, et suivant notre opinion, à condamner le patron au paiement de l'indemnité journalière ; nous avons également admis qu'il pouvait donner acte aux parties de leurs déclarations ou de leurs offres.

Ces diverses attributions du président démontrent à l'évidence que l'ordonnance n'est pas assimilable au simple procès-verbal dressé par le juge de paix.

Nous pensons en conséquence que l'ordonnance emporte condamnation contre le patron et forme titre exécutoire en faveur du blessé ou de ses ayants droit (2). D'ailleurs, il faut remarquer que si l'ordonnance, simple donné acte, n'emportait point condamnation, on ne comprendrait pas pour quel motif le législateur a voulu que l'ordonnance porte la substitution de l'assureur au chef d'entreprise pour le paiement des indemnités.

Au surplus, ajoutons que cette discussion est plus théorique que pratique, car, en vertu du décret du 28 février 1899, le bénéficiaire de l'indemnité fixée par l'ordonnance, n'a pas, à défaut de paiement à l'échéance, à s'embarasser d'une procédure d'exécution contre le patron, mais doit simplement faire sa réclamation au maire, pour obtenir paiement des indemnités qui lui sont dues par l'intermédiaire de la caisse nationale, suivant la procédure que nous avons décrite en examinant la compétence du juge de paix.

1) Chambre des députés, séance du 28 octobre 1897, *J. Off.*, 29 octobre, Déb. parl., p. 2225.

(2) En ce sens, Cass. civ., 18 mars 1903 et 25 novembre 1903, D., 1904, 1, 161,

Rappelons, toutefois, que la caisse nationale qui a ainsi payé, agit contre le patron pour se faire rembourser, par voie de contrainte.

Il reste indiscutable, comme il a été mentionné ci-dessus, que l'ordonnance n'emporte pas hypothèque, puisque l'article 26, § 4, décide expressément que les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la caisse des retraites exerçant son recours contre le chef d'entreprise ou les compagnies d'assurances.

L'ordonnance devenue définitive par l'expiration des délais d'opposition et d'appel, quand, toutefois, il y a lieu à opposition et à appel, lie les parties qui, dès lors, ne peuvent d'un commun accord renoncer aux dispositions de cette ordonnance définitivement rendue (1), pour soumettre à nouveau le litige au tribunal.

Cette solution est, en droit, imposée par l'article 16, § 2 qui porte que l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, et en fait elle est justifiée, comme faisant obstacle à toute collusion en vue de frauder la loi.

SECTION VI. — Cas de nullité des ordonnances en fixation de rente.

§ 1. — Nullités de forme.

L'article 16, § 2, porte que l'ordonnance doit indiquer, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Nous pensons d'ailleurs que le président satisfera aux obligations de la loi, en mentionnant le chiffre total du salaire annuel.

Il a cependant été soutenu que le président doit en outre indiquer les éléments du calcul de ce salaire, conformément aux règles de l'article 10, de l'article 8 et de l'article 2, en spécifiant si la rémunération est en espèces ou en nature, si le blessé a été ou non occupé dans l'entreprise pendant les 12 mois qui ont précédé l'accident, s'il s'agit d'une entreprise à travail continu ou non continu, et, quand le blessé est un apprenti ou un mineur de 16 ans, si le salaire accepté comme base est celui d'un ouvrier valide de même catégorie.

Mais ces précisions de détail nous paraissent inutiles comme non exigées par la loi, qui demande seulement la mention du salaire global annuel ; au surplus, il n'a pas été soutenu que le défaut de mention des éléments du calcul fût une cause de nullité ; les nullités, en effet, sont de droit étroit.

Quand le président a omis de mentionner soit le salaire de base, soit

(1) *Contrà*, trib. civ. Seine, 12 décembre 1903, *Rev. jud.*, 5^e année, p. 34.

la réduction subie sur le salaire, l'action en nullité est ouverte contre l'ordonnance sans qu'il y ait à rechercher si l'accord intervenu est ou non conforme à la loi, ni si le chiffre de l'indemnité est ou non exactement calculé.

Cette nullité étant d'ordre public comme toutes celles qui résultent de la loi du 9 avril 1898, peut être poursuivie par les parties intéressées et aussi par le ministère public dans l'intérêt de la loi (1).

Ce principe est consacré par l'article 30 qui porte que la nullité prévue par le § 2 de l'article 16, peut être poursuivie par tout intéressé.

Elle se prescrit par 30 ans.

§ 2. — Nullités de fonds.

A. — ACCORD NON CONFORME A LA LOI.

Le texte porte, article 16, § 2, qu'« en cas d'accord conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président... »

Que faut-il décider au cas où l'accord intervenu entre les parties n'a pas été conforme aux dispositions de la loi ?

Nous pensons que l'ordonnance, dans ce cas également, est soumise à l'action en nullité.

On ne saurait, pour écarter cette solution, prétendre que le texte en édictant la nullité seulement pour le défaut de mention du salaire et de la réduction, a entendu par cela même limiter la nullité à ce cas précis, car, en effet, l'article 30 dispose d'une manière générale que toute convention contraire à la présente loi est nulle, et d'autre part, si le § 2 de l'article 16 édicte une nullité spéciale pour le défaut de mention du salaire et de la réduction, c'est qu'une disposition formelle était nécessaire pour que la nullité prévue par l'article 30 qui vise le fond, soit étendue à une disposition de pure forme.

Mais, pour que soit ouverte cette nullité générale prévue par l'article 30, qui vise tout accord non conforme aux prescriptions de la loi, il faut, comme nous l'avons expliqué en déterminant les pouvoirs du président, que cet accord puisse être critiqué comme ayant pour base une fausse interprétation de la loi ; au contraire, l'action en nullité ne serait pas recevable, si l'accord intervenu était attaqué comme reposant sur l'appréciation inexacte d'une question de fait.

Ainsi nous pensons que, par exemple, si la rente fixée ne correspond

(1) Grenoble, 6 novembre 1907, D., 1909, 2, 177.

pas, au cas d'incapacité permanente partielle, à la moitié de la réduction que l'infirmité fait subir au salaire annuel, ou, au cas d'incapacité permanente absolue, aux $\frac{2}{3}$ du salaire annuel (1), l'action en nullité est ouverte ; de même elle serait recevable si la rente avait été attribuée à un tiers ne figurant pas parmi les ayants droit déterminés par la loi.

Mais au contraire l'action en nullité ne serait pas recevable, au cas où le salaire annuel (2), ou la réduction de capacité auraient été inexactement évalués par les parties d'accord, car cette évaluation est pure question de fait.

Il faut en effet remarquer que si l'on admet la recevabilité de l'action en nullité même à raison de l'inexactitude des évaluations de fait, sous prétexte que le vœu du législateur a été que le blessé reçoive une indemnité calculée sur l'exacte réduction causée à son salaire exactement déterminé, toute ordonnance sera susceptible d'être attaquée par la voie de l'action en nullité, car toujours une partie pourra prétendre que le salaire ou que la réduction ont été inexactement évalués : or, le législateur a, par les courtes prescriptions édictées, et par les délais si brefs qu'il a impartis, montré qu'il voulait que les indemnités vite attribuées, deviennent rapidement définitives ; de plus, l'article 16, § 2, stipule qu'au cas d'accord conforme à la loi, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président ; il y a donc des cas dans lesquels il n'y aura pas à revenir sur l'accord passé devant le président ; or, si l'on admettait l'action en nullité pour toute erreur de fait, la discussion resterait toujours ouverte et, en aucun cas, on ne pourrait dire avec certitude que l'indemnité a été définitivement fixée.

Toutefois l'action en nullité serait ouverte même pour fausse appréciation de fait, s'il apparaissait que la réduction de capacité (3) ou que le salaire ont été inexactement évalués non par erreur, mais par suite d'un concert frauduleux.

Mais, suivant nous, l'idée de fraude est nécessaire pour ouvrir l'action en nullité chaque fois que l'appréciation inexacte aura porté sur une question de fait.

Cette nullité pour accord non conforme à la loi, prévue par l'article 30, peut, comme la précédente nullité prévue par l'article 16, § 2, pour défaut

(1) Trib. civ. Les Andelys, 30 avril 1901, *Rev. jud. acc. tr.*, 2^e année, p. 230.

(2) *Contrà*, Riom, 13 août 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 282.

(3) Paris, 2 juillet 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 166 ; Paris, 7 mai 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 68 ; trib. civ. Seine, 28 décembre 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 391.

de mentions, être poursuivie par tout intéressé et par le ministère public.

Elle se prescrit par 30 ans.

B. — VICES DU CONSENTEMENT.

A côté des nullités spéciales ci-dessus examinées, prévues par la loi de 1898, il faut encore mentionner les nullités qui, aux termes du droit commun, frappent tous les contrats.

En conséquence, l'accord serait rescindable conformément aux articles 1109 et 2053 du code civil (1), s'il avait été conclu par erreur, violence ou dol.

Mais cette erreur doit, aux termes de l'article 1110 du code civil, porter sur la substance même de la chose, ou sur la personne, c'est-à-dire, ici, sur la cause même de l'obligation, par exemple sur l'assujettissement (2) ou sur l'existence du contrat de louage, ou sur la personne du blessé ou de l'ayant droit.

Par contre, par application des principes généraux sur la matière, l'erreur sur une qualité non substantielle de l'objet de la convention ne serait pas une cause de nullité ; ainsi l'erreur sur le salaire où la gravité de la blessure ne donnerait pas naissance à l'action en nullité (3).

Cette nullité de droit commun, par application des articles 1109 et 2053 du code civil, se prescrit par 10 ans (art. 1304 du code civil) ; elle peut être poursuivie par la partie, dont le consentement a été donné par erreur, extorqué par violence, ou surpris par dol ; mais elle ne peut être demandée par le ministère public.

SECTION VII. — Ordonnance de revision.

§ 1. — Comment est saisi le président.

Le texte primitif de l'article 19 ne précisait point comment devait être introduite l'action en revision, aussi discutait-on sur la procédure à suivre.

Les uns estimant que, dans le silence du texte, le droit commun reprenait son empire, décidaient que l'action en revision devait être précédée

(1) Grenoble, 6 novembre 1907, D., 1907, 2, 177.

(2) Trib. civ. Castres, 25 février 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 435.

(3) Voir Nîmes, 30 novembre 1909, *Rec. spéc.*, 10^e année, p. 428.

du préliminaire de conciliation, conformément à l'article 48 du code de procédure civile (1) devant le juge de paix (2) à moins d'une autorisation du président dispensant le demandeur de cette formalité ;

D'autres, soutenant au contraire que la loi de 1898 étant une loi d'exception, devait se suffire à elle-même et former la règle générale et le droit commun en matière d'accident, pensaient que, par analogie avec l'article 16 qui règle la conciliation en fixation de rente, l'instance en revision devait être précédée de la tentative de conciliation devant le président (3), et, qu'au cas où l'enquête n'aurait pas été faite par le juge de paix, le demandeur devait la provoquer (4).

Certains, invoquant l'article 48 du code de procédure civile, aux termes duquel sont seules soumises au préliminaire de conciliation les demandes qui peuvent être la matière d'une transaction, décidaient que la demande en revision ne pouvant faire l'objet d'une transaction, n'était pas soumise au préliminaire de conciliation (5) et pouvait être portée directement devant le tribunal (6) ; que, d'autre part, la demande en revision requérant célérité était, à ce titre, dispensée, aux termes de l'article 49 du code de procédure civile, du préliminaire de conciliation.

Dans le doute, il avait même été admis que l'action en revision pouvait être introduite soit conformément au droit commun, soit par comparution devant le président (7).

Le nouveau texte du 31 mars 1905 met fin aux incertitudes de la jurisprudence en décidant que « les conditions de compétence et de procédure fixées par l'article 16 » sont applicables à la revision ; le président est donc compétent en matière de revision, comme il est compétent

(1) Paris, 30 juin 1905, *Rev. jud. acc. tr.*, 1905, p. 386 ; trib. civ. Toulouse, 3 janvier 1901, *Rev. jud. acc. tr.*, 1901, p. 122 ; Limoges, 6 juillet 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 29 ; Lyon, 21 mars 1901, *Moniteur Lyon*, 26 juin 1901.

(2) Trib. civ. Seine, 17 novembre 1902, *Rec. spéc. acc. tr.*, 3^e année, p. 326 ; Lyon, 23 mai 1901, *La Loi*, 19 juin 1902.

(3) Paris, 10 avril 1902, *Rev. jud. acc. tr.*, 1902, p. 175 ; Bordeaux, 3 février 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e année, p. 55.

(4) Trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 25 avril 1902, *Rev. jud. acc. tr.*, 1902, p. 332.

(5) Trib. civ. Narbonne, 11 mars 1903, *Rec. sommaire*, avril 1903, n^o 2271 ; Nancy, 20 février 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 128 ; trib. civ. Cette, 22 décembre 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 64.

(6) Trib. civ. Grenoble, 1^{er} février 1905, *Rev. jud. acc. tr.*, 1905, p. 142 ; Cass. civ., 14 février 1906, *J. assurances*, 1^{er} juillet 1906, p. 324.

(7) Douai, 30 novembre 1902, *Rec. spéc. acc. tr.*, 3^e année, p. 310.

en matière de fixation de rente ; dans l'un et l'autre cas, il est appelé à rendre soit une ordonnance de conciliation, soit une ordonnance de non conciliation.

Le texte ajoute que le président est saisi par voie de simple déclaration au greffe.

Aucune forme spéciale n'est prévue pour cette déclaration ; il suffit donc qu'elle mentionne exactement le nom et le domicile des parties, afin que celles-ci puissent être convoquées, et qu'elle marque la volonté du déclarant d'introduire une demande en revision.

Le texte n'exigeant pas que cette déclaration soit écrite, nous pensons qu'une déclaration verbale serait suffisante (1), constatation intéressante au cas où le déclarant ne saurait pas écrire : il suffit pour sa validité, qu'elle soit faite au greffe.

Remarquons que la loi n'impose pas au greffe l'obligation de délivrer un récépissé de la déclaration : cette mesure eût cependant été de nature à sauvegarder les droits du déclarant au cas où celui-ci aurait attendu, pour saisir le président, les derniers jours précédant l'expiration du délai, ainsi que nous le verrons en étudiant la prescription.

La déclaration de revision peut être faite par la victime ou ses ayants droit et par le patron ; mais peut-elle être faite aussi par l'assureur et par le tiers responsable ?

Nous avons admis que l'assureur pouvait saisir directement le président en conciliation pour fixation de la rente ; *a fortiori*, nous pensons qu'il peut faire valablement, en son nom, la déclaration de revision au greffe.

En effet, à ce moment de la procédure, l'assureur est incontestablement devenu partie au procès, puisque, soit dans l'ordonnance, soit dans le jugement allouant la rente, il a été substitué au patron pour le paiement des indemnités, et que dès cet instant sa qualité a été judiciairement constatée.

Mais, en ce qui concerne le tiers responsable, la question est extrêmement délicate, car d'une part, vis-à-vis de l'ouvrier, le tiers est tenu de la réparation intégrale du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun (art. 7, § 1) ; dès lors, la décision qui le condamne est irrévocable ;

Cependant, d'autre part, indépendamment de cette action en réparation qui appartient à l'ouvrier et au cas où elle ne serait pas exercée, le tiers est tenu de rembourser au patron qui les a payées, le montant

(1) Trib. civ. Lorient, 1^{er} mai 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 74.

des indemnités allouées au blessé à raison de l'accident (art. 7, § 3) ; or, il semble que la décision qui condamne le tiers à ce remboursement n'est plus irrévocable quant à la quotité du remboursement, car autrement le patron qui conserverait le remboursement à lui fait du capital constitutif de la rente primitivement allouée, alors que cette rente a été diminuée par revision, ferait un bénéfice illégitime au préjudice du tiers; il suit que le tiers doit bénéficier de la réduction de rente obtenue par le patron.

La question est de savoir s'il peut provoquer cette réduction à la quelle, en fait, le patron, remboursé, n'a plus intérêt, et par suite faire la déclaration de revision.

Nous ferons une distinction : Quand le tiers responsable aura été sur l'action intentée par l'ouvrier, condamné envers ce dernier, le montant de la condamnation ayant été déterminé d'après les règles du droit commun, la décision sera irrévocable et l'action en revision ne sera pas ouverte au tiers (1).

Quand, au contraire, le tiers responsable aura été condamné vis-à-vis du patron seul à lui rembourser les indemnités par lui payées et le capital constitutif de la rente allouée, nous pensons que ce tiers devra être admis à provoquer et à poursuivre la revision par déclaration au greffe, puisqu'il agit en quelque sorte comme substitué au droit du patron dont il a pris la place pour le paiement des indemnités. Nous reconnaitrions le même droit au tiers responsable qui, sans attendre condamnation, aurait accepté à l'amiable d'effectuer aux mains du patron le remboursement des indemnités allouées au blessé.

§ 2. — Convocation.

Le § 2 de l'article 19 déclare seulement que sont applicables à la revision, les conditions de compétence et de procédure fixées par l'article 16 ; dès lors nous pensons que, pour la comparution des parties devant le président, en matière de revision il faut se conformer aux règles édictées pour la comparution en fixation de rente ; quelques différences seront cependant à noter.

Le président devra convoquer le blessé ou, en cas de décès, ses ayants droit, le patron, l'assureur et le tiers, si celui-ci est déclarant.

Au cas où l'ouvrier blessé n'aurait pas exercé son action en responsabilité contre lui, le tiers qui n'aura pas, dans les hypothèses que nous

(1) Paris, 17 février 1906, *Rev. jud. acc. tr.*, 1907, p. 25. *Contrà*, trib. com. Seine, 27 juin 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 327.

avons signalées, pris l'initiative de la demande en revision, devrait être admis à assister à la comparution, soit sur sa demande, soit sur la demande du patron, étant intéressé au règlement, puisque, dans le cas de diminution de rente, il aura une reprise à exercer contre le patron et que dans le cas d'augmentation de rente, il devra au patron un remboursement complémentaire.

Le président convoque les parties dans les mêmes formes que pour la conciliation en rente, et, par analogie avec l'article 16, § 1 qui prescrit la convocation dans le délai de 5 jours après la production de l'accord écrit sur le caractère permanent de l'incapacité, dans le même délai de 5 jours après la déclaration déposée au greffe (1) : nous pensons d'ailleurs, comme il a été expliqué précédemment, que c'est la comparution même qui doit avoir lieu dans le délai de 5 jours.

Mais, faisant échec aux dispositions du § 1 de l'article 16, nous estimons que le président ne devra, en aucun cas, convoquer d'office les parties dans les 5 jours précédant l'expiration du délai de prescription, alors même qu'il serait parvenu à sa connaissance que l'état du blessé s'est aggravé ou amélioré, car aucune analogie ne peut être invoquée avec l'article 16 qui précise que la convocation d'office a lieu avant l'expiration du délai de prescription prévu à l'article 18, alors qu'en notre matière la prescription est fixée par l'article 19.

§ 3. — Comparution. pouvoirs du président.

Toutes les explications que nous avons données en examinant la compétence du président en fixation de rente, trouvent ici leur place : nous serons donc très brefs.

A. — COMPARUTION.

Comme il a été dit sous l'article 16, les parties pourront se faire assister et représenter en conciliation sur revision.

B. — POUVOIRS DU PRÉSIDENT.

Nous pensons que le président peut également, du consentement des parties, commettre un expert (2) dont le rapport sera déposé dans la huitaine. Il y a en effet parité de motifs pour en décider ainsi et en

(1) Circulaire ministérielle, 29 août 1905.

(2) Sachet n° 1375 ; Duchauffour, 299.

pratique les nominations d'experts sont plus fréquentes en matière de revision qu'en matière de fixation de rente, l'expertise permettant seule d'éviter le procès tout en donnant aux parties les mêmes garanties.

Le président garde, en revision, le pouvoir de contrôle qui lui a été attribué lors de la fixation de la rente, et qui d'ailleurs lui a été confirmé par le § 3 de l'article 19 qui porte que, « s'il y a accord entre les « parties conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de « la rente révisée est fixée par ordonnance ». D'où il suit qu'avant de sanctionner l'accord, le président doit rechercher s'il est conforme à la loi.

Mais, par application des distinctions que nous avons précédemment admises, nous estimons que le président ne peut opposer son veto qu'aux interprétations de droit ou applications de texte qui seraient contraires à la loi, mais non, sauf le cas de fraude, à l'accord sur des appréciations de fait, par exemple sur le degré d'amélioration ou d'aggravation.

Nous pensons que le président, ayant pour mission d'appliquer la loi, a qualité pour rendre, même contre les prétentions d'une partie, une ordonnance de classement au cas où la demande en revision lui apparaîtrait prescrite : cependant au cas où les parties seraient d'accord pour renoncer à la prescription et modifier la rente, dans la mesure fixée par la loi, le président devrait rendre une ordonnance conforme (1), car la prescription n'étant pas d'ordre public, il est loisible aux parties d'y renoncer (2).

C. — MENTIONS.

Le président doit en cas d'accord indiquer dans son ordonnance le chiffre de la rente révisée et spécifier également sous peine de nullité l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

Cette disposition du nouvel article 19 a pour but de rappeler aux parties comme au président que la revision n'est possible qu'au cas d'amélioration ou d'aggravation de l'infirmité et de permettre au président de contrôler si la diminution ou l'augmentation de la rente révisée correspond exactement à la diminution ou à l'augmentation de l'infirmité. L'ordonnance doit aussi indiquer le point de départ de la nou-

(1) Nancy, 3 mars 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 69. *Contrà*, Paris, 12 juin 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 61.

(2) Caen, 23 février 1903, *Rec. Caen*, 1903, p. 71 ; Cass. req., 29 décembre 1903, *Rev. jud. acc. tr.*, 1904, p. 168.

velle rente mais ne comporte pas nécessairement la mention du rachat non plus que la mention de l'accord qui substitue à la rente un autre mode de réparation.

L'ordonnance peut mentionner l'obligation prise par le tiers responsable de rembourser au patron le capital constitutif de la rente supplémentaire allouée à l'ouvrier.

De même encore, par analogie avec l'article 16, il faut décider que, par l'ordonnance de non conciliation, le président peut donner acte de l'accord partiel intervenu devant lui, soit de l'offre faite, soit de toute autre déclaration des parties.

Mais par contre, le président n'a plus qualité en revision pour statuer sur l'indemnité journalière ou sur la provision : l'indemnité journalière ne saurait plus en effet être due ni servie en matière de revision (1) puisqu'elle a cessé d'être due depuis le jour de la consolidation c'est-à-dire depuis le départ de la rente, et d'autre part, la provision n'étant qu'une indemnité journalière modifiée, ne saurait pour le même motif être allouée en cours de revision (2), ainsi que nous l'établirons en étudiant la compétence du tribunal civil en matière de revision.

En ce qui concerne la portée de l'ordonnance de revision, nous ne pouvons que confirmer entièrement les explications que nous avons données à ce sujet sur l'ordonnance en fixation de rente.

§ 4. — Cas de nullités.

De même encore que l'ordonnance en fixation de rente, l'ordonnance en revision comporte des nullités de forme et des nullités de fond.

A. — NULLITÉS DE FORME.

Le président n'a plus ici à mentionner sous peine de nullité le salaire annuel puisqu'il a été fixé par la décision ou l'ordonnance allouant la rente, et que ce même salaire antérieurement déterminé, reste la base de la nouvelle rente.

Mais le § 3 porte que l'ordonnance doit, sous peine de nullité, spécifier l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité : il faut entendre par là

(1) Paris, 11 février 1908, *Rec. spéc.*, 8^e année, p. 470. *Contrà*, trib. civ. Seine, 28 nov. 1908, *Rev. jud.*, 1909, p. 67.

(2) Bordeaux, 18 novembre 1908, *Rec. spéc.*, 10^e année, p. 27 ; référé Seine, 29 octobre 1906, *Rec. spéc.*, 7^e année, p. 270.

qu'il est nécessaire de préciser le degré de cette atténuation ou de cette aggravation.

B. — NULLITÉS DE FOND.

Quant aux nullités de fond résultant d'un accord non conforme aux dispositions de la loi, il suffit de remarquer que le § 4 de l'article 19 est rédigé dans les mêmes termes que le § 2 de l'article 16 et comporte dès lors la même interprétation.

En conséquence, l'action en nullité est ouverte, à raison de l'article 30, si l'augmentation ou la diminution de la rente allouée au blessé ne correspond pas à la moitié du quantum de l'aggravation ou de l'atténuation mentionné à l'ordonnance, ou si la rente allouée aux ayants droit ne correspond pas au quantum fixé par la loi... etc... Mais, sauf le cas de fraude, l'action en nullité restera fermée au cas où le degré d'amélioration ou d'aggravation aurait été inexactement évalué : il a même été décidé en ce sens qu'au cas où l'évaluation de l'incapacité aurait été frauduleusement atténuée dans l'accord mentionné à l'ordonnance de conciliation dont il est demandé revision, le tribunal ne pourrait d'office prononcer la nullité de l'ordonnance (1).

Ces nullités de forme et de fond étant d'ordre public peuvent être poursuivies par toutes parties et par le ministère public : elles se prescrivent par 30 ans.

Par application du droit commun, l'accord en revision est comme l'accord en fixation de rente, et dans les mêmes conditions, rescindable pour erreur, violence ou dol.

SECTION VIII. — Voies de recours.

§ 1. — Appel.

A. — ORDONNANCE DE CONCILIATION.

L'ordonnance de conciliation est-elle susceptible d'opposition ou d'appel ?

Certains tribunaux ont déclaré l'appel non recevable en se fondant sur ce que l'ordonnance, n'étant qu'un simple donné acte ne constitue qu'un acte de juridiction gracieuse non revêtu de la formule exécutoire (2).

(1) Paris, 29 décembre 1905, *Rev. jud.*, 1906, p. 173.

(2) Douai, 19 mars 1904, *Rev. jud. acc. tr.*, 5^e année, p. 384 ; Lyon, 7 juillet 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 6^e année, p. 163.

Nous pensons également que l'ordonnance de conciliation n'est pas susceptible d'appel mais pour des motifs différents, car, ainsi que nous l'avons précédemment expliqué, l'ordonnance est suivant nous un acte de juridiction contentieuse et a force exécutoire.

Pour justifier la non recevabilité de l'appel, il suffit en effet de citer le § 2 de l'article 16 qui décide qu'au cas d'accord conforme à la loi l'indemnité est « définitivement » fixée par l'ordonnance : cette disposition exclut la faculté d'appel.

Ajoutons d'ailleurs que l'appel ne se comprendrait guère puisque l'ordonnance de conciliation ne fait, tout en lui donnant force exécutoire que mentionner et sanctionner un accord librement intervenu ; or, il est de principe en droit commun que, pour interjeter appel d'une décision, il faut avoir été lésé par cette décision ; c'est ainsi qu'il a été jugé qu'une partie ne saurait interjeter appel d'un jugement qui n'a fait que lui adjuger les conclusions par elle prises (1).

Il a été décidé que l'appel était recevable contre une ordonnance qui avait, par erreur de plume du rédacteur, fixé par interprétation de chiffres une rente autre que celle résultant des éléments du calcul mentionnés à cette ordonnance même (2) ; mais il semble qu'au cas d'erreur matérielle, il y a lieu simplement de saisir le président lui-même de la demande en rectification en vertu de la règle de droit commun, dont l'article 541 du code de procédure civile n'est qu'une application et qui permet aux tribunaux de rectifier les erreurs matérielles qui se trouvent dans leurs jugements ; c'est ainsi qu'il a été jugé que l'erreur commise par le greffier sur la minute du jugement, pouvait être rectifiée postérieurement à la signature de la minute par un simple renvoi approuvé et signé du président et du greffier, lorsque d'ailleurs la rectification ainsi opérée est conforme au prononcé du jugement (3).

L'erreur matérielle commise dans l'ordonnance ne justifie donc pas l'appel, mais donne simplement lieu à rectification par renvoi approuvé et signé du président et du greffier.

B. — ORDONNANCE DE CLASSEMENT.

Mais indépendamment des ordonnances de conciliation que nous estimons non susceptibles d'appel, nous avons reconnu au président le

(1) Cass., 21 mai 1879, S., 81, 1, 347 ; *Répert. gén. droit français*, *Gaz. Pal.*, *vo Appel civil*, n° 78.

(2) Paris, 31 mars 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 164.

(3) Cass., 5 mai 1879, D., 79, 1, 468.

droit de rendre des ordonnances de classement, même à l'encontre d'une partie, alors qu'il estime que la loi de 1898 est inapplicable ou que la prescription est acquise.

En ce cas, nous pensons que s'agissant d'une question de compétence, l'appel est recevable (1).

En fait, il paraît équitable d'accorder à la partie dont la prétention a été rejetée la garantie du double degré de juridiction ; en droit, le président en rendant cette ordonnance de classement ne se contente plus d'adjuger aux parties leurs conclusions, mais tranche une difficulté, rend une décision et préjudicie ainsi à une des parties.

Dès lors, généralisant cette observation, nous dirons que l'appel est recevable chaque fois que le président ayant constaté le désaccord des parties, aura lui-même tranché cette difficulté ; par application de cette règle, sera susceptible d'appel l'ordonnance de classement pour non assujettissement de la profession ou de l'accident, ou prescription... etc., au cas où les parties auront été en désaccord sur ces points ; au contraire la même ordonnance échapperait à l'appel si les parties avaient été d'accord pour demander le classement.

C. — ORDONNANCE DE NON CONCILIATION.

L'ordonnance de non conciliation pure et simple n'est pas susceptible d'appel, puisqu'elle ne tranche aucune difficulté, renvoie simplement l'affaire devant le tribunal et dès lors ne préjudicie pas aux droits des parties.

Nous adoptons la même solution au cas où l'ordonnance de conciliation mentionnerait les offres ou les déclarations des parties, car ayant pour seul effet d'authentifier ces dires ou ces offres, elle ne lèse point les parties.

Mais le président peut, dans son ordonnance de non conciliation en fixation de rente, substituer à l'indemnité journalière une provision contre le gré d'une partie.

D'après la règle que nous avons posée, l'appel eut dû être recevable puisqu'il y a eu contestation, que le président a tranché une difficulté et préjudicié aux intérêts d'une partie, mais le texte a apporté une dérogation à ce principe général en stipulant que la substitution ou l'allocation de provision est faite « sans appel ».

Il faut d'ailleurs remarquer que cette restriction est en parfaite har-

(1) Bordeaux, 7 avril 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 108.

monie avec l'économie de la loi en matière d'indemnité journalière car, aux termes de l'alinéa 2 du même § 3, les provisions sont allouées ou modifiées par le président en référé, « sans appel », et l'on n'aurait pas compris que le président n'eut pas en conciliation des pouvoirs aussi étendus qu'en référé ; d'autre part, nous devons rappeler que l'article 15, § 1, porte que le juge de paix statue également « sans appel » sur l'indemnité journalière.

De sorte qu'il apparaît que la volonté non équivoque du législateur a été que les questions relatives au demi-salaire soient solutionnées en dernier ressort.

Cependant par application des principes de droit commun déjà exposés en examinant la compétence en dernier ressort du juge de paix sur l'indemnité journalière, il faudrait admettre que l'appel serait recevable contre l'ordonnance de non conciliation allouant une provision alors que le patron soutient la non applicabilité de la loi, car alors l'exception d'incompétence aura été soulevée (1).

L'appel doit être porté devant la cour (2) et doit être interjeté dans le délai imparti à l'article 17 de notre loi et qui sera précisé en étudiant l'appel des jugements du tribunal civil.

§ 2. — Opposition.

L'ordonnance de classement peut avoir été rendue par défaut ; conformément à la règle que nous avons posée, nous pensons que, lorsqu'elle préjudiciera à une partie, elle sera susceptible d'opposition.

Mais au contraire nous estimons que l'ordonnance de non conciliation pure et simple rendue par défaut n'est pas susceptible d'opposition, car renvoyant l'affaire devant le tribunal, elle ne préjudicie pas aux intérêts des parties. Cependant l'opposition serait recevable, suivant nous, au cas où cette ordonnance de non conciliation par défaut aurait substitué une provision à l'indemnité journalière (3), nommé un expert (4) ou tranché un point quelconque du litige, car alors elle préjudicierait à l'une des parties.

(1) *Contrà*, Paris, 28 mai 1907, *Rec. spéc. acc. trav.*, 8^e année, p. 74 ; Paris, 31 juillet 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 216 ; Paris, 1^{er} février 1910, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 422.

(2) Trib. civ. Saint-Etienne, 28 mars 1904, *Rev. jud., acc. tr.*, 5^e année, p. 381.

(3) Trib. civ. Seine, 25 décembre 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 6^e année, p. 388.

(4) Orléans, 25 juillet 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 172.

Mais si l'ordonnance de non conciliation qui alloue une provision est susceptible d'opposition, elle n'est pas exécutoire nonobstant opposition car seules, conformément aux termes de l'article 15, § 5, sont exécutoires nonobstant opposition, les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière.

L'opposition doit être formée devant le président en référé (1). Toutefois le tribunal ayant plénitude de juridiction ne peut, quand il est saisi par l'assignation en rente qui constitue une opposition à l'ordonnance rendue par défaut, refuser de statuer sur cette opposition (2).

L'opposition doit être formée dans les délais de l'article 17 de la loi de 1898, que nous examinerons ultérieurement en étudiant les règles de l'opposition aux jugements du tribunal civil.

(1) Orléans, 25 juillet 1907, précité ; Rouen, 23 janvier 1904, *Rev. jud. acc. tr.*, 2^e année, p. 212.

(2) Trib. civ. Seine, 23 décembre 1905, *Rev. jud.*, 7^e année, p. 232.

CHAPITRE V

COMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ » DU PRÉSIDENT EN RÉFÉRÉ

SECTION I. — Allocation ou modification de provision.

§ 1. — Comment est saisi le président.

L'article 16, § 4, alinéa 2, porte : Ces provisions peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé et sans appel.

Il est hors de conteste que chaque partie a la faculté de saisir le président par simple requête pour statuer sur la provision : mais faut-il mettre l'assureur au nombre des parties en cause et dire qu'il pourra comme le blessé, l'ayant droit, ou le patron être demandeur en référé.

Nous ne le pensons pas, car le § 7 de l'article 16 ne stipule la substitution de l'assureur au chef d'entreprise que dans le jugement ou l'ordonnance fixant la rente et ce n'est qu'à partir de cette substitution que l'assureur sera suivant nous qualifié pour agir en son propre nom, n'étant devenu partie au procès que par l'effet de cette substitution.

Or, quand sera introduite l'instance en référé modifiant la provision, la rente par hypothèse n'aura pas été allouée, et par conséquent l'ordonnance n'aura pas substitué au chef d'entreprise l'assureur qui, dès lors, n'aura pas qualité pour agir en son nom, contre le blessé.

De plus, la substitution vise uniquement la rente et si nous avons admis que l'assureur pouvait provoquer la tentative de conciliation devant le président, c'est précisément parce que cette comparution aboutit à la fixation d'une rente, et, par suite, à la substitution : au contraire, l'intervention de l'assureur devant le président pour provoquer la fixation d'une provision ne paraît plus justifiée, puisque s'agissant seulement d'une modification de l'indemnité journalière, la substitution, seul motif de l'ingérence de l'assureur, n'aura pas à être prononcée.

§ 2. — Durée de la compétence du président.

Du texte cité, il résulte que le président est compétent pour statuer sur la provision, « en cours d'instance », mais que faut-il entendre par les mots « en cours d'instance » ?

La question est intéressante car il faut se rappeler que, dès l'instant où un certificat médical est produit constatant le caractère permanent de l'incapacité, le juge de paix est suivant nous incompétent pour condamner au paiement de l'indemnité journalière ; que, d'autre part, le tribunal ne deviendra compétent pour statuer sur ladite indemnité qu'autant qu'il sera saisi d'une demande en paiement de demi-salaire par l'assignation en paiement de rente, et accessoirement à cette demande en rente : dès lors il importe de rechercher à quel moment précis le juge de paix étant dessaisi et le tribunal n'étant pas encore saisi, la compétence sera attribuée au président en référé.

Les mots « en cours d'instance » ne nous paraissent pas pouvoir être interprétés comme limitant la compétence du président à la seule période de temps pendant laquelle le tribunal étant saisi par l'assignation en rente, l'instance est pendante devant lui, car il a été jugé que l'instance est ouverte par la convocation que le président adresse aux parties ; dès lors ce serait au moins à cette date et non à celle de l'assignation qu'il faudrait faire remonter la compétence du président en référé.

Mais suivant nous, les mots « en cours d'instance », loin de poser une condition restrictive à la compétence du président, doivent au contraire être entendus comme comportant une extension de ses pouvoirs, car à défaut de cette précision il eût été décidé que le président, conformément au droit commun, devenait incompétent dès l'instant que le tribunal aurait été saisi de la difficulté ; de sorte que nous pensons que le président saisi par la décision d'incompétence du juge de paix devient compétent en référé à partir de cette date pour statuer sur la provision et conserve en outre sa compétence même au cours d'instance.

Cette solution paraît justifiée par le § 3 de l'article 15 qui porte que le juge de paix doit transmettre au président sa décision d'incompétence sur l'indemnité journalière et aussi par le § 4, alinéa 1 de l'article 16 qui, alors que l'instance n'est pas pendante devant le tribunal, donne compétence au président pour, dans son ordonnance de non conciliation, substituer une provision à l'indemnité journalière.

Si le président est suivant nous toujours compétent sur la provision à partir du dessaisissement du juge de paix, nous estimons de plus qu'il est seul compétent.

Il importe, en effet, de remarquer que l'ancien article 16 dans son § 5, disposait que « le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision » ; or, cette disposition a été dans le texte nouveau supprimée et remplacée par le § 4 qui donne compétence au président en référé.

Il est certain que si le législateur avait voulu étendre les pouvoirs du

président, sans restreindre la compétence du tribunal, il l'eût manifesté en laissant subsister la disposition ancienne à côté de la disposition nouvelle. D'autre part, en précisant que le président en référé alloue ou modifie les provisions sans appel, le législateur paraît avoir marqué d'une manière indiscutable sa volonté d'attribuer au président une compétence exclusive sur ce point.

Remarquons d'ailleurs que les modifications à apporter au service de l'indemnité journalière présentent un caractère d'urgence qui seul suffit à justifier la procédure rapide du référé.

Par conséquent si le tribunal saisi de l'action en rente est en même temps et accessoirement saisi de la demande en indemnité journalière, il pourra, statuant sur cette demande, fixer le point d'arrêt de l'indemnité journalière, au besoin sa quotité, si cela n'a pas été fait par le juge de paix et condamner au paiement, mais il sera incompétent pour substituer une provision ou modifier la provision qui aurait été allouée par le président, notre texte réservant au président seul ce pouvoir, en cours d'instance... et la provision qui aura été allouée par le président en référé continuera à être servie jusqu'à la décision définitive, en place de l'indemnité journalière.

De même encore nous pensons qu'au cas où le jugement allouant la rente ayant été frappé d'appel, la cour serait saisie accessoirement d'une demande de provision, c'est le président seul, en référé qui serait compétent pour statuer sur cette question, car les mots « en cours d'instance » ne sauraient se rapporter exclusivement à l'instance devant le tribunal, mais visent le cours tout entier du litige qui ne prend fin qu'à la décision définitive (1).

Mais la compétence du président en référé, nous paraît devoir être limitée à l'instance qui a pour aboutissement l'allocation d'une rente, sans pouvoir être étendue à la procédure en revision (2). En effet à ce moment, il n'y a plus lieu à indemnité journalière puisqu'une rente est servie et que, par application de l'article 16, § 5, la rente ne peut être cumulée avec l'indemnité journalière ; il n'y a plus lieu non plus à provision, puisque, par définition (art. 16, § 4), la provision n'est qu'une indemnité journalière réduite (3) et ne peut être substituée qu'à l'indemnité journalière.

Enfin, le président ne peut non plus rétablir l'indemnité journalière

(1) En ce sens, Grenoble, 30 juin 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 268.

(2) Trib. civ. Seine, référé, 29 octobre 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 270 ; Bordeaux, 18 novembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 26.

(3) Circulaire ministérielle am., 3 mai 1905.

entière ou réduite en suspendant la rente, car aucun texte ne lui permet de modifier la rente.

§ 3. — Pouvoirs du président.

Le texte porte que le président peut allouer ou modifier les provisions.

Nous avons vu, en examinant les pouvoirs du président en conciliation, dans quels cas il y avait lieu pour le président de substituer une provision à l'indemnité journalière que touche le blessé, ou d'allouer une provision aux ayants droit ; nous avons également déterminé dans quelles limites il convenait de fixer ces provisions ; le président statuant en référé s'inspirera des mêmes considérations.

Mais on a dit, en se basant sur le § 4, alinéa 1 de l'article 16, aux termes duquel « le président peut substituer à l'indemnité journalière « une provision inférieure », que la provision allouée par le président en référé devait nécessairement être toujours inférieure au demi-salaire.

Cette déduction ne nous paraît pas décisive.

Il est bien évident que si, lors de comparution suivie de non conciliation, une provision est allouée au blessé, elle sera nécessairement inférieure au demi-salaire puisqu'elle a précisément pour but de le remplacer ; mais ce n'est là qu'un argument de fait qui ne saurait trancher la question.

En référé, la situation est, en effet, différente ; l'ordonnance qui a précédé le référé, peut avoir alloué une provision inférieure au demi-salaire ; or le blessé a certainement qualité pour demander au président en référé, de rétablir l'indemnité journalière, tout comme le patron peut demander fixation d'une provision encore plus faible ; il semble que le président peut faire droit à l'une comme à l'autre demande ; d'ailleurs, l'alinéa 2 du § 4, nous paraît confirmer entièrement cette opinion en disant que la provision peut être allouée ou modifiée en référé ;

Au surplus, rien ne permet de soutenir que les modifications de la provision allouée devront toujours être inférieures à l'indemnité journalière alors surtout que le texte porte que le président « peut » substituer une provision inférieure, ce qui autorise à soutenir que la faculté qui lui est ainsi accordée, lui donne seulement la « possibilité », sans lui en faire l'obligation, de fixer la provision à un taux inférieur au demi-salaire qui, légalement, doit continuer à être servi ; le texte reconnaît ainsi de façon implicite au président le droit de maintenir l'indemnité journalière.

D'ailleurs, pourquoi refuserait-on au président le droit de fixer dans tous les cas une provision égale au demi-salaire, puisque, quand il se

trouve en présence du blessé, il peut légalement arriver, ce résultat en laissant tout simplement couvrir l'indemnité journalière sans prononcer aucune substitution ; et, pourquoi, si ce droit est reconnu au président quand il s'agit du blessé, le lui refuserait-on quand il s'agit des ayants droit ; en fait, l'état du blessé, au vu duquel la provision inférieure au demi-salaire a été allouée, peut s'être aggravée et justifier le rétablissement de l'indemnité journalière ; de même la situation des ayants droit peut aussi être devenue moins bonne.

Aussi pensons-nous que le président en référé peut, non seulement allouer une provision inférieure au demi-salaire, mais modifier celle précédemment allouée en rétablissant le cours de l'indemnité journalière.

Notons seulement que la provision est payable dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière, et qu'elle doit par conséquent être servie jusqu'à décision définitive.

Mais, de même que nous avons admis que le président ne pouvait en conciliation allouer une provision au cas où l'applicabilité de la loi de 1898 serait sérieusement contestée, de même nous apportons pareille restriction aux pouvoirs du président en référé (1).

§ 4. — Voies de recours.

A. — Appel.

La décision du président statuant en référé sur la provision, n'est pas susceptible d'appel, (alinéa 2, § 4, art. 16), sauf au cas où elle serait attaqué pour raison d'incompétence (2).

B. — Opposition.

Il faut décider par application des règles de droit commun formulées par l'article 809 du code de procédure civile, que l'ordonnance de référé n'est pas susceptible d'opposition.

C. — Cassation.

La provision n'étant qu'une indemnité journalière modifiée, comme elle, incessible, insaisissable et payable dans les mêmes conditions, nous pensons qu'il convient d'appliquer aux décisions du président

(1) Référé, Castelnaudary, 10 janvier 1910, précité. En sens contraire, trib. civ. Sens, 26 février 1907, *Rec. jud. acc. tr.*, 8^e année, p. 210.

(2) Cass. civ., 3 août 1909, *Rec. spéc.*, 10^e année, p. 259.

en référé la disposition de l'article 15, § 5, en vertu de laquelle le recours en cassation pour violation de la loi est ouvert contre les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière ; par application du droit commun le recours en cassation est aussi ouvert pour excès de pouvoir.

Mais il reste entendu que, conformément aux principes généraux, le pourvoi en cassation n'est ouvert que contre les décisions rendues en dernier ressort et que, dès lors, le recours en cassation serait irrecevable si l'ordonnance de référé avait statué sur une question de compétence, la voie d'appel étant alors ouverte (1).

SECTION II.— Nomination d'expert en dehors de la tentative de conciliation.

Le président, avons-nous dit, est compétent pour, lors de la tentative de conciliation, nommer un expert du consentement des parties.

Mais la nécessité de cette mesure d'instruction sauvegardant les droits des parties, peut se révéler, soit avant la tentative de conciliation, soit après la non conciliation, mais avant que le tribunal n'ait été saisi.

Il a été décidé que le président était dès lors compétent en référé pour ordonner l'expertise (2) et même l'autopsie (3), au cas où le juge de paix n'y aurait pas procédé lors de son enquête.

Il importe de remarquer que le pouvoir ainsi conféré au président, diffère de celui que lui donne l'article 16, § 1 en conciliation ; car, conformément à ce texte, le président ne peut ordonner l'expertise et l'autopsie que du consentement des parties, tandis que, dans la procédure de référé, il peut, à la requête d'une partie, l'ordonner malgré la résistance de l'autre partie. Cette solution se justifie par le caractère d'ordre public de la loi, qui permet de recourir à tous moyens d'instruction en vue de son application.

Le blessé ou l'ayant droit ayant l'obligation de démontrer la relation entre l'accident et la blessure, ou entre l'accident et le décès, il faudrait interpréter leur refus de se soumettre à l'expertise ou à l'autopsie, comme une reconnaissance du défaut de relation entre l'accident et la blessure ou le décès, et, partant, du mal fondé de leur demande basée sur cette relation.

La compétence ainsi attribuée au président ne fait pas double emploi

(1) Cass. civ., 3 août 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 259, précité.

(2) Trib. civ. Vienne, référé, 29 avril 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e année, p. 29.

(3) Trib. civ. Nancy, référé, 6 juillet 1901, *Rec. spéc. acc. tr.*, 3^e année, p. 269.

avec celle du juge de paix, car il importe de remarquer que l'article 12 ne permet au juge de paix de nommer un expert qu'au cours de l'enquête ; que l'article 4, § 7 limite la faculté pour le patron de requérir une expertise du juge de paix au cas seul où il ne s'agit que d'une incapacité purement temporaire, et qu'enfin l'article 15, § 3, décidant que le juge de paix est incompétent sur l'indemnité journalière quand il est soutenu qu'il y a infirmité permanente, retire par là même au magistrat le droit d'ordonner, en ce cas, l'expertise.

De sorte que la compétence du juge de paix en matière d'expertise, se trouve, par les textes, limitée au jour où apparaît l'incapacité permanente, et est alors à partir de cette date remplacée par la compétence du président.

SECTION III. — Compétence du président pendant le délai de revision.

Aux termes de l'article 19, § 5, le patron a la faculté, pendant le délai de revision de désigner au président du tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. Ce médecin, muni du visa du président, aura accès trimestriel auprès de la victime, qui, au cas de refus de se laisser visiter, verra le paiement des arrérages de sa rente suspendu par décision du président (art. 19, § 6).

Cette procédure présente la plus grande analogie avec le contrôle organisé au profit du patron par le § 5 de l'article 4.

En effet, le contrôle institué par l'article 4, pendant le traitement, c'est-à-dire pendant que court l'indemnité journalière, a pour but de permettre au patron de vérifier si le blessé peut reprendre son travail et si, par suite, l'indemnité journalière continue à être due ; il est soumis à la compétence du juge de paix et a pour sanction, au cas de refus par la victime de s'y soumettre, la suspension de l'indemnité journalière.

Le contrôle organisé par l'article 19, alors que la rente est fixée et pendant le temps qu'elle est revisable, a pour but de permettre au patron de vérifier si l'état du blessé s'est amélioré, et si, par suite, la rente doit être maintenue ; il est soumis à la compétence du président, le juge de paix ne connaissant jamais des actions en rente ; il a aussi pour sanction, au cas de refus par la victime de s'y soumettre, la suspension du paiement des arrérages de rente.

Les deux procédures apparaissent donc comme semblables, et nous ne pouvons que confirmer ici, *mutatis mutandis*, les observations que

nous avons présentées au sujet de la désignation du médecin soumise par le patron au visa du juge de paix.

§ 1. — Visa.

Le président sera donc tout comme le juge de paix valablement saisi par simple déclaration écrite contenant désignation d'un médecin, et déposée par le patron au greffe.

Le président ne peut non plus refuser le visa demandé, ni critiquer le choix du médecin présenté par le patron, à la seule condition que ce médecin ait qualité pour exercer en France ;

Le médecin ainsi désigné, n'agit que comme mandataire du patron et les certificats qu'il délivre n'ont, en justice, que la valeur de simples renseignements.

§ 2. — Suspension des arrérages.

De même encore, il y a lieu de décider qu'au cas de refus par la victime de se laisser examiner, le président sera valablement saisi de la demande en suspension d'arrérages par simple déclaration écrite que le patron déposera au greffe ; le président convoquera lui-même le blessé par lettre recommandée.

Comme la suspension d'indemnité journalière, la suspension d'arrérages édictée par la loi à titre de sanction du contrôle est obligatoire pour le président qui aura seulement à examiner si, en fait, la victime a refusé de se soumettre à l'examen.

Les arrérages de rente dont le paiement aura été suspendu seront définitivement perdus pour la victime et ne reprendront leur cours que le jour où elle se sera soumise à l'examen du médecin désigné.

Mais à côté de ces ressemblances, nous devons signaler quelques différences de détail.

Il paraît tout d'abord incontestable que, comme le patron, l'assureur aura qualité pour, en son nom propre, saisir le président et de la désignation de médecin (1) à viser et de la demande de suspension d'arrérages ; les motifs d'en décider ainsi sont ceux qui nous ont fait admettre que l'assureur devenu partie au procès par la substitution, a qualité pour introduire l'action en revision.

D'autre part, alors que le médecin désigné par le juge de paix a

(1) Isaure Toulouse, *Man. for. acc. tr.*, p. 127.

auprès de la victime accès hebdomadaire, le médecin muni du visa du président a seulement accès trimestriel : la raison en est évidemment, que si, à l'origine de la blessure, l'état de la victime peut évoluer rapidement, il n'en est plus de même alors que la rente a été allouée, c'est-à-dire après l'époque de la consolidation, date à laquelle l'état, considéré comme définitif, ne peut se modifier que très lentement : il est certain dès lors que des visites plus fréquentes eussent été purement vexatoires.

De plus, le médecin muni du visa du juge de paix doit prévenir deux jours à l'avance le médecin traitant de sa visite; au contraire, le médecin désigné au président n'est plus soumis à cette formalité.

Il est indiscutable que le contrôle ainsi organisé par l'article 19, ne pourra être exercé qu'au cas où une rente aura été allouée, c'est-à-dire au cas où subsistera une incapacité permanente (1), car, que pourrait constater le médecin du patron, si la guérison pure et simple était acquise ; d'ailleurs, en l'absence de rente allouée, le contrôle ne saurait être effectif puisque la sanction prévue pour le refus de la victime de s'y soumettre, et qui consiste dans la suspension des arrérages de la rente, ne saurait être appliquée.

La décision du président suspendant le paiement des arrérages est exécutoire par provision, conformément à l'article 809 du code de procédure civile sur les ordonnances de référé.

§ 3 — Voies de recours.

Le refus de visa opposé par le président à la désignation d'un médecin, présentée par le patron ou l'assureur, est susceptible d'appel de la part de ce patron (2) ou de l'assureur.

La décision du président suspendant les arrérages de rente, nous paraît également susceptible d'appel (3), parce qu'elle tranche une question de valeur indéterminée et préjudicie à une partie ; mais, au contraire, elle n'est pas susceptible d'opposition, par application de l'article 809 du code de procédure civile, qui ferme la voie de l'opposition aux ordonnances de référé.

(1) Circulaire ministérielle, 3 mai 1905.

(2) Circulaire ministérielle, 29 août 1905 ; Loubat, 1835.

(3) Circulaire ministérielle, 29 août 1905.

CHAPITRE VI

COMPÉTENCE « RATIONE LOCI » DU PRÉSIDENT

SECTION I. — Compétence du lieu de l'accident.

L'article 13, § 6, stipule que le dossier de l'enquête est transmis par le juge de paix au président du tribunal civil de l'arrondissement.

Il est hors de contestation que la loi a entendu par là désigner l'arrondissement duquel ressortit le juge de paix : or, comme nous l'avons indiqué, le juge de paix compétent est celui dans le canton duquel est survenu l'accident.

D'ailleurs, le § 8 de l'article 15 serait de nature à lever tous les doutes s'il en pouvait exister, puisque, portant « si après transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal du lieu de l'accident ... », il se réfère implicitement à ce principe que la transmission du dossier de l'enquête est faite au président du lieu de l'accident.

Cette règle reçoit son application sans qu'il y ait à rechercher si l'enquête du juge de paix a précédé ou non la comparution.

C'est aussi le lieu de l'accident qui détermine la compétence du président pour connaître de la demande d'expertise ou d'autopsie formée par les parties en dehors de la tentative de conciliation, et dans les conditions que nous avons déterminées ; pour statuer sur la demande de provision ou de modification de provision introduite par référé au cours de l'instance ; pour apposer le visa sur la désignation du médecin présentée par le patron, usant de la faculté de contrôler l'état de la victime pendant le délai de revision ; pour prononcer la suspension de tout paiement d'arrérages de rente faite par la victime de se présenter à l'examen du médecin ainsi désigné.

De même, c'est encore le président du lieu de l'accident qui est compétent en matière de revision, l'article 19 déclarant formellement appli-

cables à la matière de revision, les règles de compétence fixées par l'article 16, en matière de fixation de rente.

SECTION II. — Compétence du lieu de l'établissement.

Par exception à la règle de compétence posée ci-dessus, le président du lieu de l'établissement ou du dépôt auquel est attachée la victime, deviendra compétent dans les cas prévus aux § 6, 7 et 8 de l'article 15.

Mais, ce changement de compétence est tantôt obligatoire, tantôt facultatif.

§ 1. — Accident survenu à l'étranger.

Le président du lieu de l'établissement ou du dépôt sera obligatoirement compétent quand l'accident sera survenu en territoire étranger; il sera alors saisi soit par le juge de paix du lieu de l'établissement qui, en conformité du § 6, article 15, aura procédé à l'enquête et la lui transmettra directement, soit par la partie la plus diligente comme il a été dit à l'article 16.

§ 2. — Accident survenu en territoire français.

Au contraire, quand l'accident se sera produit en territoire français, mais hors du canton de la situation de l'établissement ou du dépôt, il y a lieu de distinguer pour fixer le caractère facultatif ou obligatoire de cette compétence exceptionnelle, suivant l'époque à laquelle elle aura été requise.

a) Si usant de la faculté qui lui est reconnue par le § 7 de l'article 15 la victime ou ses ayants droit requièrent l'incompétence du juge de paix du lieu de l'accident, avant la clôture de l'enquête, ce magistrat en avise le juge de paix du lieu de l'établissement ou du dépôt et lui transmet s'il y a lieu le dossier de l'enquête; dès lors, saisi par la transmission du dossier d'enquête, qui lui est faite par le juge de paix du canton de l'établissement ou du dépôt, le président du lieu de l'établissement ou du dépôt devient obligatoirement compétent.

Il le deviendrait également au cas où bien que régulièrement saisi de la demande d'incompétence, le juge de paix du lieu de l'accident ne se sera pas dessaisi, en omettant d'aviser le juge de paix du lieu de l'établissement ou du dépôt et de lui transmettre le dossier d'enquête, et au cas où ni le juge dessaisi, ni le juge du lieu de l'établissement ou du dé-

pôt n'auraient procédé à l'enquête, car il ne peut dépendre de l'inaction de ces magistrats de paralyser l'exercice du droit légalement reconnu à la victime dès que celle-ci a rempli les conditions qui lui étaient imposées en requérant l'incompétence du juge de paix par lettre recommandée, dont le talon lui servira de preuve.

b) Si au contraire la victime ou ses ayants droit n'ayant pas, avant la clôture de l'enquête du juge de paix du lieu de l'accident, requis son incompétence, n'usent de la faculté qui leur est accordée qu'après la transmission de l'enquête au président du lieu de l'accident, l'incompétence de ce dernier devient seulement facultative.

Mais de plus, cette incompétence facultative ne peut être prononcée que sous certaines conditions :

Il faut tout d'abord que le dessaisissement soit demandé par la victime ou ses ayants droit, le patron ou l'assureur n'ayant pas qualité pour le requérir (art. 15, § 7).

Cette requête que, dans le silence du texte, nous estimons valablement faite par simple lettre ou par déclaration verbale au greffe du tribunal, doit, en outre, être présentée avant que le président ait convoqué les parties à comparaître devant lui.

Enfin, avant de prononcer son dessaisissement le président doit entendre les parties, c'est-à-dire la victime ou ses ayants droit, le patron et l'assureur en leurs explications sur cette demande.

Ces formalités, impérativement exigées par la loi, étant remplies, si la victime ou ses ayants droit justifient n'avoir pu avant la clôture de l'enquête user de la faculté qui leur était accordée de décliner la compétence du juge du lieu de l'accident, le président pourra alors, mais seulement alors, se dessaisir et transmettre le dossier au président du lieu de l'établissement ou du dépôt. De sorte qu'en définitive, il importe de remarquer que l'incompétence du président du lieu de l'accident est, dans le cas qui nous occupe, subordonnée d'abord à des conditions de forme et de délai, et ensuite à l'appréciation du président sur le point de savoir si la victime ou ses ayants droit ont pu ou non dessaisir en temps utile le juge de paix du lieu de l'accident.

Le président du lieu de l'établissement ou du dépôt devenu ainsi exceptionnellement compétent, pour l'ordonnance en fixation de rente, devra en outre seul connaître de toutes les contestations relatives à l'application de la loi de 1898, aux lieu et place du président dessaisi.

Nous avons vu que, pour pouvoir être accueillie, la demande d'incompétence devait être présentée par la victime ou ses ayants droit avant la convocation des parties.

Mais il faut entendre qu'il s'agit ici de la convocation des parties à l'ordonnance en fixation de la rente ; dès lors, si avant cette convocation en vue de cet objet déterminé, le président, saisi par le patron d'une demande d'expertise, d'autopsie ou de provision, convoque les parties, pour statuer sur ces demandes, nous pensons que la victime ou ses ayants droit seront encore à temps, malgré cette convocation, pour soulever l'incompétence du président au cas où l'incompétence du juge de paix n'aurait pas été précédemment requise.

Bien que l'article 19, § 2, ne déclare applicables à la revision que les règles fixées par l'article 16, il faut cependant décider que la compétence exceptionnelle du lieu de l'établissement ou du dépôt, édictée par l'article 15, s'applique aussi en matière de revision.

D'une part, en effet, il n'y a nul argument à tirer du défaut de mention de l'article 15, car cet article s'applique incontestablement à l'ordonnance en fixation de rente régie par l'article 16, de sorte que l'article 19, en se référant à l'article 16, déclare implicitement applicable à la matière de revision, les règles formulées par l'article 15, et d'autre part, la compétence *ratione loci* en matière de revision suit la compétence en matière de fixation de rente.

Par application de ces principes, il faut décider d'abord, qu'au cas où l'accord ou le règlement à reviser résulte d'une ordonnance du président ou d'un jugement du tribunal du lieu de l'établissement ou du dépôt, le président compétent en matière de revision sera aussi celui du lieu de l'établissement ou du dépôt.

Il faut aussi dire ensuite qu'au cas où la revision serait poursuivie alors qu'aucune rente n'ayant été allouée, aucune ordonnance de conciliation n'aura même été rendue sur l'accord intervenu, la compétence du président en revision obéira aux mêmes règles que la compétence du président en fixation de rente.

Par suite, la compétence du président du lieu de l'accident pourra être en revision, utilement contestée par la victime ou ses ayants droit, soit par requête au juge de paix du lieu de l'accident au moment de son enquête tardive, soit après transmission de cette enquête au président mais avant la convocation des parties.

§ 3. — Voies de recours.

La décision que prend ainsi le président du lieu de l'accident, tranchant une question de compétence et pouvant préjudicier aux droits d'une partie, est suivant nous susceptible d'opposition, car le président ne statue pas alors en référé. Elle est aussi susceptible d'appel (1).

(1) Sachet, n° 1174.

CHAPITRE VII

COMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ » DU TRIBUNAL CIVIL

SECTION I. — Comment est saisi le tribunal.

Au cas où un procès-verbal de non conciliation en fixation de rente a été dressé par le président, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal qui est saisi par la partie la plus diligente et statue comme en matière sommaire (art. 16, § 3).

C'est donc par voie d'assignation que le demandeur saisira le tribunal, la comparution devant le président tenant lieu de préliminaire de conciliation.

Mais il importe de remarquer que, jusqu'à cette phase de la procédure en fixation de rente, le législateur avait organisé une double garantie pour l'exécution de la loi.

D'une part, en effet, saisi par la transmission de la déclaration d'accident et du certificat d'incapacité permanente qui lui est faite obligatoirement par le maire, le juge de paix procède d'office à l'enquête ; saisi à son tour par la transmission du dossier d'enquête que doit lui adresser dans un délai déterminé le juge de paix, le président convoque d'office les parties ; et d'autre part, à côté de cette procédure à marche automatique, et pour le cas où elle se trouverait arrêtée, la loi réserve encore à la victime ou à ses ayants droit, et sans restriction, la faculté d'intervenir pour provoquer l'accomplissement des formalités qui aboutissent à la fixation de la rente.

C'est ainsi que, pour parer à l'inertie du patron qui n'a pas déclaré l'accident, ni remis un certificat, ou à la négligence du maire qui n'a pas transmis ces pièces, la victime peut faire elle-même à la mairie cette déclaration et ce dépôt (art. 11, § 4) : au cas où il ne serait pas procédé à l'enquête, la victime a la faculté de remettre directement au

juge de paix un certificat constatant l'infirmité permanente, dont la production détermine l'enquête (art. 12, § 2) ;

Au cas où la comparution des parties en conciliation n'aurait pas eu lieu, celles-ci ont la faculté de saisir directement le président par la remise de l'acte de décès de la victime ou d'un accord écrit sur le caractère permanent de l'incapacité, et au vu de cette pièce le président convoque obligatoirement les parties ; enfin nous avons admis qu'à défaut d'accord écrit sur le caractère permanent de l'incapacité, la victime avait encore la faculté de porter l'accident et ses conséquences à la connaissance du président, qui, d'office, convoquera les parties avant l'expiration du délai de revision.

Mais à partir de la non conciliation, la procédure d'office disparaît pour laisser place à la seule initiative des parties : de sorte qu'au cas d'inaction des parties négligeant de saisir le tribunal par assignation la procédure pourra se trouver arrêtée après la non conciliation ; cependant nous verrons, en étudiant le mécanisme de l'assistance judiciaire, qu'en fait cette éventualité n'est pas à redouter, chaque fois qu'il s'agira ou bien d'une demande en fixation de rente, ou bien d'une demande de revision en faveur de la victime ou de ses ayants droit.

Nous examinerons au titre de la procédure, comme constituant une question de pure forme, l'exercice des différentes actions par lesquelles le tribunal peut être saisi.

SECTION II. — Compétence sur les indemnités.

§ 1. — Rente.

Au cas où à la suite de la convocation des parties devant le président, une ordonnance de non conciliation est intervenue, le tribunal civil est, aux termes de l'article 16, § 3, compétent pour fixer la rente pouvant être due ; en conséquence, le tribunal connaît d'abord de toutes les difficultés relatives à cette fixation.

Par suite, il est compétent pour statuer au cas où l'applicabilité de la loi de 1898 serait contestée, sur l'existence du contrat de louage, sur l'assujettissement de la profession, sur l'existence de l'accident, sur la relation entre l'accident et le travail, entre l'accident et la blessure, sur la qualité des ayants droit, la preuve de ces différents points étant mise à la charge de la victime ou de ses ayants droit (1).

(1) Cass. civ., 23 juillet 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 267.; Cass. civ., 10 juin 1902,

A. — APPLICABILITÉ DE LA LOI.

Mais il faut signaler ici une difficulté possible.

Nous avons vu que le juge de paix saisi d'une demande d'indemnité journalière ou de frais de maladie à laquelle le défendeur oppose la non applicabilité de la loi, statue, sauf appel, sur cette applicabilité ; or il se peut que ce jugement n'ayant pas été par négligence, erreur, ou acquiescement frappé d'appel soit devenu définitif ; que doit faire alors le tribunal saisi d'une demande en rente à laquelle le défendeur oppose la même exception de non applicabilité jugée par le juge de paix ? Cette décision du juge de paix a-t-elle à l'égard du tribunal l'autorité de la chose jugée ?

Il a été décidé que le tribunal garderait son entière liberté d'appréciation et que le jugement de paix ne pouvait avoir autorité de chose jugée parce qu'il s'agissait de deux instances distinctes, ayant un objet différent : la première tendant au paiement de l'indemnité journalière ou des frais de maladie, et la seconde tendant au paiement de la rente (1).

Par application du même principe il a été jugé que la décision d'une cour d'appel rejetant une demande en rente pour non applicabilité de la loi, ne fait pas obstacle à ce qu'une demande en paiement de frais de maladie soit introduite devant le juge de paix en invoquant le bénéfice de la loi de 1898 (2).

Cependant cette solution nous paraît très discutable.

Conformément à l'article 1351 du code civil, l'autorité de la chose jugée peut être invoquée s'il y a, à la fois, identité d'objet, identité de cause et identité de personnes (3).

Or, dans notre espèce, il peut y avoir identité de personnes, l'action en rente devant le tribunal étant, comme l'action en indemnité journalière devant le juge de paix, intentée par la victime contre le patron.

Il y a aussi identité de cause, la cause étant le fait juridique qui constitue le fondement légal, direct et immédiat du droit que les parties font valoir par voie d'action ou d'exception (4), c'est-à-dire l'accident ;

Rev. jud., 1902, p. 193 ; *Cass. civ.*, 19 janvier 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 69 ; *Cass. civ.*, 23 décembre 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 164 ; *Cass. civ.*, 26 juillet 1905, *D.*, 1907, 1, 295.

(1) En ce sens, Sachet, n° 1206 ; *Cass. req.*, 10 novembre 1903, *D.*, 1906, 1, 102, *Rev. jud.*, 1904, p. 227 ; *Cass. req.*, 18 avril 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 279.

(2) *Cass. civ.*, 6 mai 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 355.

(3) *Cass.*, 20 février 1883, *Gaz. Pal.*, 83, 1, 447.

(4) Aubry et Rau, t. VIII, p. 392 ; Larombière, *Obligations*, t. VII, sur art. 1351, p. 60.

Reste à savoir s'il y a aussi identité d'objet.

Par même objet, il faut entendre la « même chose », et « la chose est la même quand on demande au second juge ce qui avait été demandé au premier (1) » ; il est donc certain que, prise à la lettre, cette définition très étroite tendrait à faire dire qu'il n'y a pas identité d'objet en notre espèce, puisque la première demande concerne l'indemnité journalière et la seconde la rente. Mais il est intéressant d'éclairer le principe ci-dessus posé par les explications qu'en fournissent les auteurs.

Il est tout d'abord expliqué que si l'article 1351 du code civil pose l'exception de chose jugée, c'est parce que ce qui a été débattu devant le premier juge ne peut plus être demandé au second, sinon on risquerait d'avoir un second jugement qui déciderait le contraire de ce qu'a décidé le premier : la chose jugée sera donc la même quand le second jugement, en le supposant rendu conformément aux conclusions principales ou reconventionnelles des parties, détruirait le premier en tout ou en partie (2). Mais si, au contraire, le second jugement laisse subsister le premier ou s'il ne le contredit pas, la chose demandée ne sera plus la même (3).

Remarquons dès maintenant qu'en notre espèce, le deuxième jugement disant la loi applicable pourra détruire les dispositions du premier qui a décidé que la loi n'était pas applicable.

En effet, le juge de paix, saisi d'une demande en indemnité journalière à un moment où l'incapacité n'était pas apparue comme permanente, était compétent pour statuer, et a déclaré la loi non applicable, en conséquence a déchargé le patron de tout paiement d'indemnité journalière.

Or, si le tribunal saisi, accessoirement à la demande en rente d'une demande en indemnité journalière, décide que la loi est applicable, il devra condamner le patron au paiement du demi-salaire ;

Nous avons en effet admis que, quand il y a incapacité permanente, le juge de paix est dessaisi (art. 15, § 3) et que le tribunal est compétent pour prononcer condamnation en matière d'indemnité journalière.

Mais alors il apparaît que le deuxième jugement détruira le premier qui avait décidé que l'indemnité journalière n'était pas due.

(1) Voct, *Com. ad. Pandect*, t. LXIV, titre XI, p. 3.

(2) Laurent, *Principes de droit civil*, t. XX, n° 40.

(3) Marcadé, sur l'art. 1351, nos 3 et 4.

Aussi d'après la définition ci-dessus doit-on dire qu'il y a entre les deux demandes identité d'objet et que par suite le premier jugement a l'autorité de la chose jugée.

On peut, il est vrai, diminuer la portée de cette objection en décidant que le tribunal, libre de son appréciation sur la demande en rente, devra opposer l'autorité de la chose jugée à la demande d'indemnité journalière déjà jugée par le juge de paix et statuer sur l'indemnité courue depuis le jugement de paix. Mais cette solution ne paraît pas satisfaisante, puisque le tribunal serait ainsi amené à rejeter une partie de la demande et à retenir l'autre (1).

Cette remarque étant faite, il importe de faire retour aux principes généraux.

Or, à raison des considérations théoriques ci-dessus rapportées, les auteurs élargissent la conception de l'identité d'objet.

C'est ainsi qu'ils déclarent que, pour qu'il y ait identité d'objet, il n'est pas nécessaire que la chose se trouve absolument dans le même état que lors de la première demande ; que l'identité existe encore bien que l'objet ait subi des modifications dans sa forme, sa qualité, son étendue, que l'identité nécessaire est seulement *in individuo aut in jure* (2).

Dès lors, il n'est pas exigé pour que puisse être invoquée l'exception de chose jugée que la nouvelle prétention soit condamnée en termes exprès dans le jugement rendu sur la première ; il suffit qu'elle le soit virtuellement et nécessairement (3).

En notre espèce, il semble indiscutable que le juge de paix, en déclarant la loi inapplicable et en rejetant par suite la demande d'indemnité journalière, a virtuellement et nécessairement rejeté la nouvelle demande en rente qui, au même titre que le demi-salaire, n'est due qu'au cas d'application de la loi dont elle est la conséquence nécessaire.

D'autre part il a été décidé que pour connaître ce qui a été effectivement jugé, il faut rechercher non seulement quelle était la demande, mais de plus quelle a été la contestation telle que l'a déterminée l'exception du demandeur accueillie par le jugement et que si, dans un procès nouveau entre les mêmes parties, la même exception constitue la ré-

(1) Compar. Cass. civ., 19 janvier 1910, *Rec. spéc. acc. tr.*, 11^e, p. 9.

(2) Pothier, *Obligations*, n° 890 ; Larombière, *Obligations*, t. VII, sur art. 1351, n° 34 ; Laurent, *Principes de droit civil*, t. XX, n° 40 ; Aubry et Rau, t. VIII, p. 389 et 390.

(3) Jurisp. gén. Dalloz, v° *Chose jugée*, n° 163 ; Jurisp. gén. sup. Dalloz, *Eodem verbo*, p. 79 ; Garsonnet, *Traité théor. et prat. de proc.*, 2^e éd., t. III, § 1129, texte et note 8, p. 556.

ponse péremptoire du défendeur à la nouvelle demande formée contre lui, l'autorité de la chose jugée s'oppose à ce que cette exception soit une seconde fois débattue (1).

Or, précisément en notre espèce, c'est la même exception de non applicabilité de la loi qui est opposée par le défendeur à la demande principale, aussi bien devant le juge de paix, que devant le tribunal ; tranchée par le juge de paix, elle ne saurait donc être à nouveau examinée par le tribunal.

Enfin, il a été jugé qu'il y a identité d'objet lorsque deux demandes tendent l'une et l'autre à la réparation du même préjudice quoique sous deux formes différentes (2).

En notre espèce, il est certain que la rente et le demi-salaire ne sont que deux formes de l'indemnité allouée à l'ouvrier en réparation du même accident.

Ces deux demandes, qui en vertu du droit commun s'exclueraient l'une l'autre, comme ayant le même objet, peuvent être introduites successivement et cumulativement en vertu des dispositions spéciales de notre loi qui les prévoit comme ne constituant chacune qu'une partie de la réparation due, mais juridiquement il semble bien qu'elles font partie d'un objet identique, à savoir la réparation et que dès lors le rejet de l'une pour non applicabilité de la loi emporte le rejet de l'autre.

La stricte application des principes admis par la doctrine et la jurisprudence en droit commun conduit donc à décider que, contrairement à l'opinion que nous combattons, le jugement de paix déclarant l'applicabilité ou la non applicabilité de la loi a force de chose jugée à l'égard du tribunal ultérieurement saisi même d'une demande en rente, puisqu'il aura à statuer sur une exception déjà jugée.

Cette même solution ainsi étendue s'applique au cas où le juge de paix aurait statué non sur l'indemnité journalière, mais sur les frais de maladie, à la condition que la demande ait été formée à la requête de la victime ou de ses ayants droit, car si la demande avait été formée par le médecin ou le pharmacien, il n'y aurait plus à l'instance en rente devant le tribunal identité de parties.

Nous pensons en effet que les frais de maladie constituent, au même titre que l'indemnité journalière et la rente, la réparation du préjudice causé, ne sont qu'une modalité de cette réparation et forment une partie du même objet dont les différentes fractions doivent suivre le même sort.

(1) Cass. req., 4 janvier 1886, D., 86, 1, 10.

(2) Cass. req., 21 juin 1881, D., 81, 1, 465 ; Limoges, 15 mai 1891, D., 94, 2, 486.

De même, nous pensons que la décision du tribunal civil sur l'application de la loi s'impose au juge de paix qui serait ultérieurement saisi d'une demande de frais de maladie.

L'opinion qui laisse au tribunal civil toute liberté d'appréciation au cas où le juge de paix a statué sur l'applicabilité de la loi, s'appuie sur ce qu'il paraît inadmissible que le tribunal ou la cour soient liés par une simple décision de paix.

Mais il faut noter que la décision du juge de paix ne devient définitive que par la négligence ou l'acquiescement des parties, car l'applicabilité de la loi soulevant une question de compétence, cette décision est susceptible d'appel ; de sorte que, par le jeu de la loi, le tribunal civil, juge d'appel, tranchera lui-même la question si une partie conteste le bien fondé du jugement.

Enfin remarquons à quelle singulière situation aboutit l'opinion que nous combattons :

Au cas où le tribunal, saisi seulement de la demande en rente, aura déclaré la loi applicable et alloué une rente, alors que le juge de paix saisi avant révélation du caractère permanent de l'incapacité aura déclaré la loi non applicable et refusé l'indemnité journalière et les frais médicaux, il se trouvera que le même accident sera à la fois assujetti et non assujetti, donnera lieu à rente, sans droit à l'indemnité journalière ni aux frais de maladie !

Non seulement, il y aura contrariété de jugements, mais encore, semble-t-il, échec au principe d'ordre public en vertu duquel la loi, au cas d'assujettissement, doit recevoir sans exception ni réserves son entière application.

Signalons cependant qu'il est admis en doctrine que, lorsque deux jugements ont statué en sens contraire, et que le second jugement n'a pas été attaqué dans les délais légaux soit par la requête civile, soit par la voie de cassation, le premier jugement perd l'autorité de chose jugée et le deuxième seul fait la loi des parties (1).

Mais cette solution n'intervient qu'au cas d'inaction des parties laissant encore le deuxième jugement devenir définitif, c'est-à-dire y acquiesçant.

Aussi la difficulté reste-t-elle entière au cas où le second jugement est attaqué. Pour ces raisons, nous pensons que le tribunal civil ne peut statuer sur l'exception de non applicabilité de la loi quand le juge de paix a tranché cette question ; et réciproquement que le juge de

(1) Jurisp. gén. Dalloz, v° *Chose jugée*, n° 311 ; Larombière, t. VII, sur l'art. 1351, n° 157.

paix doit s'incliner devant la décision du tribunal qui aurait avant lui statué sur ce point.

B. — ENQUÊTE.

Nous verrons au titre de la procédure que le tribunal ne doit pas statuer au fond avant que le juge de paix ait procédé à l'enquête prescrite par l'article 12 ; mais cette enquête peut être incomplète ; le tribunal a la faculté en ce cas d'ordonner une nouvelle enquête complémentaire et d'y procéder suivant les règles de droit commun. ●

C. — EXPERTISE. — RENTE DÉGRESSIVE.

Au cas où la loi de 1898 est applicable, le tribunal détermine le salaire, le degré d'invalidité et enfin la rente dont il fixe le point de départ.

Afin de posséder tous les éléments d'appréciation nécessaires sur ces différents points, le tribunal a, conformément au droit commun, tous pouvoirs pour ordonner, selon la procédure en matière sommaire (art. 16, § 3) toutes mesures d'instruction, notamment une expertise soit technique, soit médicale, dont nous examinerons ultérieurement les règles spéciales et dont les termes ne le lient pas (1).

Le tribunal peut allouer une rente dégressive quand au cours du procès une amélioration s'est produite (2) et nous adoptons la même solution quand l'amélioration devra se produire à une date ultérieure au jugement (3), la deuxième rente ayant dans les deux cas pour point de départ, la date de l'amélioration constatée ou prévue.

Il nous paraît en effet que rien ne s'oppose à ce que le tribunal qui possède tous éléments d'information procède par voie de rente dégressive à la revision anticipée : il importe d'ailleurs de noter que les droits de la victime n'en seront pas compromis puisqu'elle conserve la faculté, au cas où l'amélioration escomptée par le tribunal ne serait pas pro-

(1) Cass. req., 30 décembre 1902, D., 1906, 1, 68.

(2) Cass. civ., 27 février 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 116 ; Rennes, 7 novembre 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 111.

(3) Trib. civ. Chambéry, 22 novembre 1900 ; *Mon. Lyon*, 20 février 1901 ; trib. civ. Havre, 11 janvier 1901, *Rev. jud.*, 1901, p. 221. *Contra*, trib. civ. Gex, 3 juillet 1901, *Rev. jud.*, 1901, p. 303 ; trib. civ. Remiremont, 1^{er} mai 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 333.

duite à la date prévue, d'obtenir par revision le maintien ou même l'augmentation de la première rente allouée.

C. — CONSOLIDATION.

Le tribunal doit fixer le point de départ de la rente, c'est-à-dire le jour de la consolidation.

Nous avons vu précédemment que cette date qui est aussi, par le jeu de l'article 16, § 5, le point d'arrêt de l'indemnité journalière ne peut être fixée par le juge de paix devenu incompétent dès l'instant qu'une partie soutient avec un certificat médical à l'appui qu'il y a incapacité permanente ; le tribunal a donc sur ce point, hormis le cas de conciliation intervenue devant le président, une compétence exclusive.

D. — MENTIONS.

Alors que le § 2 de l'article 16 stipule que l'ordonnance portant fixation de rente, rédigée par le président en conciliation, doit mentionner le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire, aucun texte n'impose semblable obligation au tribunal dans son jugement.

Il est cependant indiscutable que le jugement doit porter ces mêmes mentions (1) par la raison que la détermination du chiffre des indemnités étant d'ordre public, l'indication du salaire de base et de la réduction est nécessaire pour savoir si les dispositions impératives de la loi ont été appliquées.

D'ailleurs, à défaut de texte imposant expressément ces mentions, il suffit pour justifier leur nécessité d'invoquer les règles du droit commun formulées en l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, aux termes duquel tout jugement ou arrêt doit être motivé ; or, un jugement qui fixerait une rente sans indiquer le salaire et la réduction qui sont les éléments mêmes de la détermination de la rente serait insuffisamment motivé.

De même que l'ordonnance de conciliation fixant la rente, le jugement allouant une rente doit, par application de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifié par la loi du 26 mars 1908, indiquer si le chef d'entreprise est ou non assuré ou patenté, et, conformément au § 7 de l'article 16 de notre loi, porter, au cas d'assurance, substitution de l'assu-

(1) Cass. civ., 21 janvier 1903, D., 1903, 1, 177.

reur au chef d'entreprise ; nous reviendrons d'ailleurs sur ce dernier point.

E. — POUVOIR DE CONTROLE.

De ce que nous avons admis le caractère d'ordre public des règles qui déterminent la quotité des indemnités à allouer il résulte que le tribunal a évidemment un droit de contrôle sur la fixation de la rente.

Le tribunal sera amené nécessairement à exercer ce contrôle, quand, ce qui est le cas le plus fréquent, les parties, contrairement en fait ou en droit, demanderont au juge de trancher leur contestation.

Mais que faut-il décider au cas où après échange de conclusions modifiant la demande primitive, les parties se seraient mises d'accord sur le règlement à intervenir ?

Il est certain que le tribunal peut contrôler cet accord, mais nous pensons qu'il ne le peut faire que dans des conditions identiques à celles que nous avons posées pour la détermination du contrôle exercé par le président en conciliation.

En conséquence, le tribunal ne saurait critiquer l'accord intervenu par conclusions (1) sur le salaire de base, sur le degré de réduction (2), sur l'existence d'une faute inexcusable, et son effet sur la rente, en un mot sur toutes les appréciations de fait, mais peut seulement s'opposer : aux interprétations inexactes de droit ou de texte, notamment au mode de calcul de la rente qui ne serait pas dans le rapport fixé par la loi avec le salaire ou le degré de réduction admis ; au rachat consenti pour une rente supérieure à cent francs, ou consenti à un mineur ou encore fixé à un taux ne correspondant pas à celui du barème officiel ; à l'accord fixant le point de départ de la rente, à une date autre que celle admise pour la consolidation ; à l'accord même sur l'assujettissement ou le non assujettissement, mais seulement au cas où la solution de cette question ne dépendra pas de circonstances de fait.

Le tribunal peut donc, en certain cas, refuser de rendre un jugement conforme aux conclusions des parties : mais faut-il aller plus loin, et dire que le tribunal pourra allouer d'office une rente supérieure à celle demandée par l'assignation ?

Par application de la règle ci-dessus posée, nous pensons que le tri-

(1) Caen, 8 février 1905, *Rev. jud.*, 1906, p. 144.

(2) Paris, 16 mai 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e année, p. 59. *Contra*, Paris, 2 mars 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 261.

bunal ne pourra, sauf le cas de fraude qui ne se présume pas, modifier en l'augmentant la demande primitive, que si le chiffre de rente demandée ne correspondait pas au salaire de base et à la réduction indiqués dans l'assignation et non contestés par le patron.

Mais au cas où la rente demandée correspondrait au salaire et à la réduction indiqués dans l'assignation, le tribunal statuerait suivant nous « *ultra petita*, » en allouant d'office une rente supérieure.

Si le tribunal, par une appréciation de fait, estimait que le salaire de base ou le degré de réduction portés à l'assignation, et par voie de conséquence la rente demandée sont insuffisants, tout au plus pourrait-il réserver à la victime la faculté de demander un complément de rente (1) et interdire le rachat de la rente allouée quoique inférieure à cent francs comme faisant partie d'une rente plus élevée (2).

Cependant il a été soutenu et jugé que le tribunal doit vérifier l'exactitude des faits énoncés par l'assignation et les conclusions, fixer lui-même la réduction de capacité et allouer d'office une indemnité plus élevée que celle demandée par la victime au cas où il estimerait trop faible la demande du blessé (3); et par application du même principe il a été décidé que le tribunal pouvait abaisser la rente alors que le patron et la victime sont d'accord par conclusions pour la fixer à un taux correspondant à un degré de réduction également d'accord, mais que le tribunal estime excessif (4).

Cette thèse qui substitue à l'accord des parties fondé sur leur libre appréciation des faits, la volonté du juge, nous paraît difficilement admissible.; d'une part, en effet, le législateur a d'abord voulu soumettre le règlement dans les limites prescrites par la loi, à la volonté des parties et dans ce but il a organisé la comparution devant le président qui, par son ordonnance de conciliation, donne force exécutoire à l'accord des parties : et, d'autre part, aux termes de l'article 16, § 3, le tribunal n'est saisi qu'en cas de désaccord des parties.

Si le législateur avait voulu que la loi fut appliquée d'office par le juge ou par le tribunal sans aucune préoccupation de l'accord des parties, la procédure eût été différente : il est en effet permis de supposer que la tentative de conciliation eût été supprimée et que, de plus, le tribunal chargé de l'application automatique de la loi, contre toute inter-

(1) Trib. civ. Seine, 21 décembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, 310.

(2) Même décision.

(3) Cass. civ., 22 décembre 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 361.

(4) Trib. civ. Seine, 16 mars 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 372.

vention des parties, eût été saisi d'office du litige et non par assignation de la partie la plus diligente.

D'autre part, il faut remarquer que le tribunal ne pourra, sauf rare exception, contrôler le salaire de base ou l'assujettissement que par une expertise technique, et la réduction, que par une enquête médicale : or, il semble qu'en cas d'accord des parties le tribunal ne peut recourir à cette double mesure d'instruction, qui entraîne des frais relativement élevés, devant finalement incomber aux parties ainsi grevées d'office d'une charge supplémentaire ;

En outre, l'expertise ne lie pas le juge de sorte qu'en définitive c'est l'appréciation du tribunal, toute subjective, échappant à toute règle fixe, pouvant même en fait varier dans des espèces semblables, qui serait substituée à l'appréciation des parties, alors que c'est d'abord à l'accord des parties que le législateur s'est attaché pour la fixation des indemnités « en conformité de la loi », expression sur la portée de laquelle nous nous sommes précédemment expliqué.

Aussi croyons-nous pour ces raisons que la thèse ci-dessus exposée ne doit point être admise.

§ 2. — Indemnité journalière.

Accessoirement à la demande principale en rente, le tribunal peut être saisi d'une demande en paiement d'indemnité journalière.

A. — CONDAMNATION AU PAIEMENT.

Nous avons précédemment expliqué que, suivant nous, au cas où l'une des parties soutient avec certificat médical à l'appui que l'incapacité est permanente, le juge de paix devient, par application de l'article 15, § 3, incompétent aussi bien pour fixer la date de la consolidation que pour prononcer condamnation au paiement de l'indemnité journalière ; nous admettons par suite que le tribunal, saisi d'une demande en indemnité journalière accessoirement à une demande en rente qui suppose nécessairement l'allégation d'une incapacité permanente, est toujours compétent, non seulement pour fixer la date de consolidation, point d'arrêt de cette indemnité, mais aussi pour condamner au paiement du demi-salaire, sous la seule restriction déjà formulée que le président n'ait pas substitué à l'indemnité journalière une provision, car, en ce cas, le président serait seul compétent pour, en cours d'instance, rétablir l'indemnité journalière.

Mais le tribunal civil ainsi saisi accessoirement à la demande en rente,

est-il aussi compétent pour fixer la quotité de l'indemnité journalière ? Nous pensons que cette compétence ne peut lui être reconnue par le fait seul qu'il est saisi de la question par l'assignation (1), mais qu'il est en outre nécessaire, d'une part, que le juge de paix n'ait pas déjà procédé à cette fixation, et que, d'autre part, les parties soient d'accord pour soumettre au tribunal ce point de leur contestation ; l'article 15, §§ 1 et 3, donne en effet compétence au juge de paix pour cette détermination de quotité, et l'accord des parties semble nécessaire pour qu'il soit dérogé à cette règle.

Mais ces conditions étant remplies, le tribunal ne sera compétent que si la demande d'indemnité journalière est formée accessoirement à une demande principale en rente et, de plus, n'en pourra connaître au cas où il repousserait la demande en rente. Nous avons expliqué, en étudiant la compétence du juge de paix, que ce magistrat recouvrait sa compétence sur l'indemnité journalière au cas où le tribunal déclarerait qu'il n'y a pas infirmité permanente. Il a cependant été décidé que le tribunal civil était compétent pour, au cas de rejet de la demande en rente, condamner la victime à la restitution de ce qu'elle a perçu en trop, depuis la date de la consolidation, à titre d'indemnité journalière ou de provision (2).

B. — PROVISION.

Le tribunal compétent pour fixer la date de consolidation, déterminer aux conditions indiquées la quotité du demi-salaire et prononcer condamnation au paiement de cette indemnité, est par contre, suivant nous, incompétent pour, en cours d'instance, modifier l'indemnité journalière, y substituer une provision ou modifier la provision en rétablissant le demi-salaire (3).

Nous estimons en effet que le § 4 de l'article 16, donne pouvoir au président seul, pour, au cours d'instance, statuer en référé sur l'allocation ou sur la modification de provision, et nous ne pouvons que confirmer ici, ce que nous avons dit à ce sujet en étudiant les pouvoirs du président en référé.

Le tribunal n'a donc, suivant nous, en aucun cas, compétence pour allouer une provision (4).

(1) *Contrà*, Loubat, n° 1585.

(2) Trib. civ. Alais, 26 mai 1903, *Rec. spéc.*, 4^e année, p. 132.

(3) Sachet, n° 1201.

(4) En ce sens, Dalloz, *Code civil annoté* sous article 16 de la loi du 9 avril 1898, n° 65.

Il semble que quelques tribunaux en allouant une provision fixée à une somme totale déterminée (1), l'aient considérée comme une avance faite sur la rente, au même titre que la provision qui en droit commun peut être allouée en compte sur la condamnation à intervenir.

Mais cette conception ne nous paraît pas exacte.

D'une part en effet, la provision ne peut être considérée comme une avance sur la rente, mais bien comme une modification de l'indemnité journalière (2), dont elle tient lieu ;

D'autre part, il n'est pas possible, en notre manière, de rechercher une analogie avec le droit commun, car la loi de 1898 qui a nettement déterminé les obligations du patron, prévoit le paiement de l'indemnité journalière complète ou réduite, jusqu'au jour de la consolidation et à partir de cette date l'allocation d'une rente ; dès lors, il ne paraît possible d'ajouter aux charges ainsi limitées du patron, le paiement d'une somme s'ajoutant à l'indemnité journalière qui, modifiée ou non, doit continuer à être servie jusqu'à la décision définitive.

D'ailleurs, il faut remarquer que l'opinion d'après laquelle le tribunal ne peut allouer une provision, est pleinement confirmée par un argument de texte tiré de la rédaction de l'ancien article 16 qui décidait, dans son § 2, que le tribunal pouvait condamner le patron à payer une provision, alors que, dans le texte du nouvel article 16 modifié par la loi du 31 mars 1905, cette disposition a été supprimée et remplacée par le § 4 qui donne sur ce point compétence au président en référé, pendant le cours de l'instance.

§ 3. — Imputation.

Aux termes de l'article 16, § 6, quand le montant de l'indemnité journalière ou de la provision payée excède les arrérages dus à partir de la date de la fixation de la rente jusqu'au jour du jugement, le tribunal peut ordonner que le surplus sera précompté sur les arrérages à échoir ultérieurement dans la proportion qu'il détermine.

Par la date de la fixation de la rente, il ne faut pas entendre la date à laquelle la rente a été fixée, c'est-à-dire le jour du jugement, mais la date à laquelle a été fixé le point de départ de la rente ; en effet, le jour du jugement ne correspond à aucune phase dans l'évolution de

(1) Nancy, 19 octobre 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 265 ; Nancy, 20 février 1907, aff. Mochée contre Wendel, 1^{re} chambre.

(2) Cass. civ., 19 janvier 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 55 ; Cass. civ., 17 février 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 91.

l'infirmité, tandis qu'au contraire, le point de départ de la rente correspond à la date de la consolidation qui marque aussi le point d'arrêt de l'indemnité journalière.

Il suit que, quand la consolidation jusqu'à laquelle est due l'indemnité journalière, remonte à une date antérieure à celle du jugement et que cette indemnité, entière ou modifiée par référé, mais supérieure à la rente allouée, a continué à être servie jusqu'au jour du jugement (art. 15, § 2), le tribunal peut ordonner l'imputation du trop perçu par fractions seulement, sur les arrérages de rente échus ou à échoir.

Mais il faut remarquer, d'une part, que cette imputation par fractions est seulement facultative pour le tribunal, et, d'autre part, que le tribunal a tout pouvoir d'appréciation pour fixer l'importance des retenues à faire sur les arrérages.

Dans le silence du jugement sur ce point, il faut décider d'abord que l'imputation devra être faite puisque, aux termes du § 5 de l'article 16, l'indemnité journalière ou la provision ne peuvent se cumuler avec la rente, et ensuite que cette imputation devra avoir lieu en totalité sur la totalité des premiers arrérages, puisque le fractionnement de la retenue n'est que facultatif pour le tribunal.

Cependant, le bénéficiaire de la rente peut-il, malgré le mutisme du tribunal sur cette question, obtenir l'imputation par fractions ?

Au cas où, bien que saisi de la demande, le tribunal aurait omis de statuer, il appartiendrait à la victime de demander au juge d'appel, en vertu de l'effet dévolutif de l'appel, de statuer sur ce chef (1) ; mais, toutefois, par application du droit commun, l'omission de statuer sur ce chef de demande, n'ouvre la voie de l'appel que si le jugement est en premier ressort (2).

Mais, au cas où le tribunal n'aurait pas été saisi de la question, nous pensons que le rentier ne pourrait plus la soumettre au président sans qualité pour la trancher, puisque l'instance est close, ni au tribunal par voie d'action principale, parce que le jugement n'ayant pas édicté de dispositions contraires a, par là même, consacré le principe légal de l'imputation par totalité et emporte, en conséquence, autorité de chose jugée.

Ajoutons enfin que le tribunal ne pourrait ordonner d'office cette imputation par fractions, car il statuerait alors *ultra petita*.

L'imputation de l'excédent de l'indemnité journalière ou de la provision doit se faire non seulement sur les arrérages de la rente, mais

(1) Cass., 12 août 1874, D., 76, 1, 501.

(2) Grenoble, 22 mars 1890, *Rec. Grenoble*, 1890, 1, 168.

aussi, au cas de rachat, sur le capital à verser au bénéficiaire de l'indemnité.

Car bien que le § 6 qui vise l'imputation, stipule que le surplus de l'indemnité journalière serait précompté sur les arrérages de la rente, et que le § 5 parle également du non cumul de l'indemnité journalière avec les arrérages de la rente, il faut cependant décider que l'imputation doit être faite sur le capital de rachat parce qu'il représente la rente allouée et tient lieu de tous arrérages ; d'ailleurs, les motifs qui ont déterminé le législateur à ordonner l'imputation, se retrouvent dans l'un et l'autre cas. L'imputation se fait alors en une seule fois en totalité.

Au surplus, au cas de rachat, rien ne fera obstacle à cette imputation, pas même le jugement qui aurait ordonné l'imputation par fractions sur les arrérages, car, en effet, en droit, l'article 21 permet aux parties, après détermination du chiffre de l'indemnité, de remplacer par le paiement d'un capital de rachat, la rente qui n'excède pas cent francs, si toutefois le titulaire est majeur, de sorte que les dispositions du jugement relativement au paiement des arrérages peuvent se trouver légalement détruites. Et, en fait, comme le rachat n'est pas obligatoire, mais facultatif, il ne sera évidemment consenti par le patron que si le bénéficiaire de la rente accepte l'imputation du trop perçu sur le capital.

SECTION III. — Compétence sur les frais de maladie et les frais funéraires.

§ 1. — Frais médicaux.

Nous rappellerons, sans y insister, cette question ayant été traitée en étudiant la compétence du juge de paix, que le tribunal civil est compétent à raison de la connexité, pour connaître des demandes en paiement de frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, quand il en est saisi accessoirement à une demande principale en rente (1), avec, toutefois, cette restriction (2), qu'il lui est loisible de se déclarer incompétent si cette contestation doit être une cause de retard pour l'instance principale (3), ou quand les parties n'ont pas déclaré accepter la compétence du tribunal (4) ; la même règle est applicable aux frais funéraires (5).

(1) Cass. civ. 1^{re} août 1906, *Jour. ass.*, 1907, p. 85 précité.

(2) *Contra*, Paris, 7 janvier 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 317.

(3) Grenoble, 29 décembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 73.

(4) Cass. civ., 6 mai 1905, précité.

(5) Paris, 20 décembre 1902, *Rec. spéc. acc. tr.*, 3^e année, p. 372.

Mais, de ce qu'aux termes de cette jurisprudence le tribunal civil ne devient compétent sur la demande en frais de maladie qu'autant qu'elle est accessoire à une demande principale en rente, il suit, par voie de conséquence ;

a) Que le tribunal ne pourra connaître que des demandes en frais de maladie intentées par la victime elle-même ou ses ayants droit puisque dans ce cas seul elles pourront être accessoires à une demande en rente.

b) Que le tribunal ne pourra statuer sur ces demandes accessoires, qu'autant qu'il retient comme fondée la demande principale en rente.

Au contraire, quand les frais de maladie seront réclamés par les médecins et pharmaciens qui, en vertu de l'article 4, § 4, ont une action directe contre le chef d'entreprise, le tribunal civil n'est compétent pour en connaître, que comme juge d'appel si le taux de la demande dépasse 300 francs, cette matière étant réservée à la connaissance du juge de paix, si toutefois le médecin ou pharmacien qui actionne le patron a été choisi par la victime (1).

Mais, par contre, si, conformément à notre opinion, il est admis que l'action contre le patron du médecin ou du pharmacien choisi par le patron, et que l'action contre la victime du médecin choisi par cette victime, procèdent non de la loi de 1898, mais du droit commun, il faudrait alors décider que le tribunal civil, au cas où le tribunal de commerce n'aurait pas été choisi ou ne serait pas compétent, deviendrait compétent pour statuer comme juge du premier degré sur ces demandes dès qu'elles excèderaient six cents francs, limite de la compétence du juge de paix.

Il reste entendu que, quand le tribunal connaît exceptionnellement des frais de maladie, il ne peut les allouer, comme nous l'avons précédemment expliqué en étudiant la compétence du juge de paix, pour une période postérieure à la date de la consolidation (2), sauf dans les cas où l'action des médecins procédant du droit commun comme nous venons de le rappeler, l'étendue de la dette du patron ou de la victime envers leurs médecins respectifs est déterminée par leur convention.

(1) Trib. civ., Poitiers, 26 mars 1901, *Rev. jud.*, 1901, p. 278 ; Lyon, 23 février 1905, *Rev. jud.*, 1906, p. 120.

(2) Cass. req., 26 octobre 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e année, p. 261 ; trib. civ. Lille, 21 décembre 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 320 ; Paris, 25 janvier 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 407.

§ 2. — Frais d'hospitalisation.

Nous pensons que le tribunal civil est incompétent pour statuer, sauf comme juge d'appel, sur les frais d'hospitalisation réclamés par l'établissement hospitalier sans distinguer si l'hôpital a été choisi par la victime ou par le patron, car, comme nous l'avons précédemment exposé, le § 3 de l'article 4, restant dans tous les cas la seule base du droit de l'hôpital, ne permet aucune distinction de cette nature et exclut la compétence de droit commun ; de sorte que le juge de paix est seul compétent pour connaître des frais d'hospitalisation réclamés par l'hôpital à quelque valeur que la demande puisse s'élever, sauf appel quand cette demande dépasse 300 francs (art. 15, § 4). D'autre part, comme nous l'avons expliqué en examinant la compétence du juge de paix, la procédure par voie de contrainte employée par les hôpitaux pour le recouvrement de leurs créances n'a pas pour effet de rendre le tribunal compétent sur la contestation.

Mais si la demande en remboursement de frais d'hospitalisation était présentée par la victime elle-même ou ses ayants droit, accessoirement à une demande en rente, le tribunal deviendrait compétent dans les conditions mêmes qui déterminent sa compétence en matière de frais de maladie.

SECTION IV. — Substitution.

L'article 16, § 7 porte : s'il y a assurance le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV de façon à supprimer tout recours de la victime contre le chef d'entreprise.

Le texte primitif de l'article 16 ne comportait aucune disposition relative à la substitution de l'assureur au patron.

Aussi, bien que le patron fut, par le fait seul de son assurance, complètement dégagé de toute responsabilité à raison du service de la rente, puisque l'article 26, § 2 stipulait qu'en cas d'assurance la caisse nationale, qui conformément à l'article 24 a fait au bénéficiaire de la rente le paiement des arrérages dus, n'aurait plus de recours contre le patron, il était cependant arrivé que les bénéficiaires de l'indemnité négligeant la voie rapide et sans frais de la réclamation à la caisse nationale par l'intermédiaire de la mairie, prévue par le décret du 28 février 1899, avaient actionné directement en paiement d'arrérages leurs patrons quoiqu'assurés (1).

(1) En ce sens, rapport de M. le député Mirman, 24 décembre 1904, p. 489.

Pour mettre obstacle à cette action exercée par le rentier non payé contre son patron assuré, la loi du 31 mars 1905 modifiant l'article 16 primitif a ordonné la substitution en vertu de laquelle le créancier de la rente n'aura plus d'action contre son patron désormais à l'abri de toute poursuite, mais seulement contre l'assureur seul tenu de l'exécution vis-à-vis de l'ouvrier comme vis-à-vis de la caisse nationale.

Du nouveau texte précité il résulte tout d'abord que le tribunal doit substituer au patron son assureur ; le tribunal aura donc à rechercher quel est l'assureur et, au cas de contestation, à statuer sur l'existence du contrat d'assurance.

Le plus souvent aucune difficulté ne se présentera à raison de cette substitution, car en pratique, l'assureur, quand il n'est pas partie en cause, dirige le procès et plaide au nom de son assuré, de sorte que le tribunal saura officieusement tout au moins si la désignation de l'assureur faite à l'enquête est exacte et, à défaut de contestation par l'assureur, pourra en toute certitude prononcer la substitution. Mais si l'assureur fait défaut et n'assiste point même officieusement le patron, que devra faire le tribunal ?

Nous pensons qu'il devra encore tenir pour bonne et valable la désignation faite à l'enquête du juge de paix et prononcer la substitution, car toute autre solution aurait pour effet d'é luder les dispositions formelles du § 7 de l'article 16.

Au reste, il faut remarquer que les chances d'erreur sur la personne de l'assureur sont minimales, car, conformément à l'article 16, § 1, le président, lors de la tentative de conciliation, a obligatoirement convoqué et le patron et l'assureur désigné à l'enquête de sorte qu'à ce moment de la procédure l'erreur sur la désignation a été nécessairement reconnue et rectifiée, sauf le cas où l'assureur convoqué aurait fait défaut.

Au reste, l'assureur qui aurait été substitué à tort par défaut pourrait se pourvoir contre cette décision, conformément au droit commun par la voie de la tierce opposition (1).

Il résulte aussi du texte précité que l'assureur est substitué au patron, quand une rente est allouée, et que, dans ce cas, la substitution est obligatoire pour le tribunal.

Remarquons d'ailleurs qu'aucune sanction n'est édictée à l'appui de cette obligation.

Mais nous avons vu que le tribunal civil est accessoirement à la de-

(1) Paris, 12 janvier 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 81.

mande en rente compétent sur d'autres questions ; dès lors le jugement pourra contenir différents chefs de condamnation.

Or, la substitution de l'assureur au patron doit-elle porter sur l'ensemble des condamnations ou seulement sur la condamnation en paiement de la rente.

Nous pensons que la substitution ne peut être prononcée que du chef de la rente.

En effet, aux termes de l'article 16, § 3, c'est le jugement fixant la rente qui prononce la substitution.

Il est vrai que le texte ajoute que l'assureur est substitué dans les termes du titre IV et que ce titre relatif aux garanties accordées à la victime ou à ses ayants droit pour l'exécution des obligations mises à la charge du patron, vise aussi bien les frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires et l'indemnité journalière que la rente.

Cependant, il faut remarquer que l'article 23 sous ce titre 4 fait une distinction fondamentale entre les frais de maladie, les frais funéraires et l'indemnité journalière d'une part, dont le paiement est garanti par le privilège de l'article 2101 du code civil, et, d'autre part, la rente dont le paiement est garanti par la constitution d'un fonds de garantie (art. 24), sur lequel les arrérages en retard seront payés par la caisse nationale, sauf son recours contre le patron ou l'assureur (art. 26). De plus, au titre IV, la substitution de l'assureur n'est envisagée que pour le paiement de la rente (art. 24, 25, 26). De sorte que notre article 16, § 7 stipulant que l'assureur sera substitué dans les termes du titre IV signifie que la substitution n'aura lieu que pour le service de la rente comme le prévoit le titre IV.

Au surplus, cette interprétation est pleinement confirmée par les travaux préparatoires de l'article 16 modifié. On lit en effet, dans le rapport de M. le député Mirman : « la loi a voulu que le chef d'entreprise, « s'il a pris la précaution de s'assurer, soit couvert complètement en ce « qui concerne les rentes à allouer aux victimes » (1).

Et la circulaire ministérielle, explicative du texte, précise que la substitution édictée par le nouvel article « n'a pas pour effet de décharger les chefs d'entreprise assurés... des responsabilités pécuniaires dont la loi du 9 avril 1898 suffisait à les garantir, mais met obstacle à l'exercice même de l'action que l'ouvrier non payé à l'échéance pouvait à la rigueur diriger contre son patron... par préférence à la procédure...

(1) Rapport de M. le député Mirman, du 24 décembre 1904, p. 489, précité.

mise à sa disposition pour obtenir paiement de sa créance sur le fonds de garantie visé à l'article 24 de la loi » (1).

La substitution n'a donc pour effet que de libérer le patron de l'action directe de l'ouvrier en paiement de sa créance visée à l'article 24 ; or l'article 24 est relatif aux indemnités allouées à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, c'est-à-dire aux rentes.

En conséquence, nous estimons que la substitution ne doit porter que sur le service de la rente et non sur toutes autres condamnations prononcées contre le chef d'entreprise.

Mais ainsi qu'il a été dit en examinant la compétence du président en conciliation, la substitution ne peut être prononcée que contre l'assureur autre que le syndicat de garantie (2) qui n'est autre chose qu'une collectivité de patrons, liés envers le bénéficiaire de l'indemnité par une obligation solidaire (3) avec celle du patron contre lequel la condamnation est prononcée et à l'exécution de laquelle ce dernier reste tenu.

Aussi la substitution fut-elle en ce cas prononcée, ne pourrait avoir pour effet de libérer le patron condamné de toutes conséquences de la condamnation.

SECTION V. — Compétence sur la revision.

§ 1. — Sur la rente.

Le tribunal civil connaît des demandes de revision au cas où une non conciliation sur la matière est intervenue devant le président et est, aux termes de l'article 19, § 4, saisi par la partie la plus diligente; à ce sujet s'appliquent les observations que nous avons présentées en étudiant la demande en fixation de rente sur la mise en mouvement de la procédure qui dépend des parties seules.

Par application de l'article 16, auquel renvoie spécialement l'article 19, § 2 et 4, le tribunal statue comme en matière sommaire, par conséquent dans les formes de droit commun, et a tout pouvoir pour ordonner toutes mesures d'instruction qui lui paraîtront nécessaires.

Le plus souvent, l'expertise médicale seule sera utile, la contestation portant uniquement sur le degré d'atténuation ou d'aggravation d'état du blessé, et le jugement ou l'ordonnance fixant la rente comportant

(1) Circulaire ministérielle du 3 mai 1905.

(2) Sachet, n° 1241 bis.

(3) Décret 28 février 1899, art. 21, modifié par décret du 27 décembre 1906.

d'ailleurs toutes les autres indications nécessaires, notamment sur le salaire.

Mais il pourra aussi y avoir lieu à expertise technique ou à enquête, quand l'accident aura été réglé par le paiement de la seule indemnité journalière, avec ou sans ordonnance de simple classement, ou même sans que le juge de paix ait procédé à l'enquête ; car alors le tribunal ne trouvera au dossier d'accident aucun élément d'appréciation.

Par analogie et pour les mêmes motifs, nous reconnaissons au tribunal en matière de revision, le même pouvoir de contrôle qu'en matière de fixation de rente ; en conséquence, sauf le cas de fraude, nous estimons que le tribunal dépasse son droit en refusant de sanctionner l'accord des parties sur le degré d'amélioration ou d'aggravation (1).

Bien qu'aucun texte ne le stipule *expressis verbis*, le jugement de revision doit, indépendamment du chiffre de la rente révisée, mentionner, comme l'ordonnance de revision, le degré d'amélioration ou d'aggravation de l'infirmité, base de la rente nouvelle.

Cette exigence nous paraît justifiée par les mêmes motifs qui nous ont fait admettre dans les jugements en fixation de rente la nécessité de la mention du salaire de base, et de la réduction subie par le salaire.

Le jugement de revision doit aussi fixer le point de départ de la nouvelle rente.

De même que la première rente part du jour de la consolidation, c'est-à-dire du jour où l'état du blessé est devenu définitif et lui permet, sauf au cas d'incapacité absolue, la reprise partielle du travail, de même la rente révisée doit partir du jour de l'amélioration ou de l'aggravation définitivement acquises.

Mais en pratique, les changements d'état ne se font que d'une manière insensible, de sorte que le tribunal se trouve posséder le plus large pouvoir d'appréciation pour fixer le point de départ de la rente nouvelle.

Cependant nous pensons que la constatation de l'amélioration ou de l'aggravation, reconnue par les parties ou fixée par les médecins, peut seule servir de base certaine au tribunal pour statuer sur ce point (2); mais, suivant nous, cette date d'amélioration ou d'aggravation doit se placer avant l'expiration du délai de revision, parce que c'est sur l'état antérieur à l'expiration de ce délai, que doit être établie la nouvelle rente (3).

(1) *Contrà*, Paris, 2 mars 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 305.

(2) Trib. civ. Bourg, 26 novembre 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 441.

(3) Douai, 28 mars 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 337.

En effet, d'une part, à défaut de demande en revision formée dans le délai, c'est au jour de l'expiration de ce délai qu'est définitivement fixée l'étendue de la réparation due, et que, par suite, l'indemnité allouée est définitivement acquise ; et, d'autre part, la demande qui interrompt la prescription ne peut viser que l'état actuel au jour où elle est formée, parce que cet état est certain et acquis, et non un état futur, sans détermination de date, et qui serait nécessairement incertain.

D'ailleurs, le système contraire aurait le grave inconvénient de prolonger, sans limites fixes suivant la durée de l'instance, la période de revision que le législateur a voulu enfermer dans un délai de 3 ans, dont il a soigneusement fixé le point de départ.

Signalons cependant, qu'il a été jugé contrairement à cette opinion que la rente revisée pouvait être basée sur l'état de la victime postérieur à l'expiration du délai de revision dès lors que la demande avait été introduite dans les délais (1).

§ 2.^o— Sur l'indemnité journalière.

Le tribunal saisi d'une demande en revision est-il compétent pour allouer une indemnité journalière ?

Deux hypothèses sont à envisager :

a) L'action en revision est intentée alors qu'une rente a été précédemment allouée.

En ce cas, la rente primitivement allouée continue à être servie jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou supprimée par le tribunal en revision ; or, en vertu de l'article 16, § 5, l'indemnité journalière ou la provision ne peuvent se cumuler avec les arrérages de la rente.

Dès lors, le tribunal ne peut, en sus de la rente primitive qui continue à être servie, allouer une indemnité journalière (2).

Le tribunal ne peut non plus arrêter le cours de la rente et la remplacer par l'indemnité journalière ou une provision plus faible ou plus élevée que la rente, car, précisément, la question dont il est saisi est de savoir si la rente précédemment allouée doit être ou non modifiée, et cette question ne pourra être tranchée que par le jugement de revision.

b) L'action en revision est intentée alors qu'aucune rente n'a été

(1) Cass. req., 5 juillet 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, 313.

(2) Paris, 11 février 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 470. *Contrà*, trib. civ. Seine, 28 novembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 30.

allouée, l'accord à reviser ayant porté sur le paiement de la seule indemnité journalière.

En ce cas, le tribunal ne peut non plus allouer l'indemnité journalière (1), ni une provision qui n'est qu'une indemnité journalière modifiée.

En effet, les indemnités sont impérativement déterminées par la loi ; or, après la consolidation de la blessure, il n'y a plus place pour l'indemnité journalière (2), car l'article 15, § 2, porte que l'indemnité journalière est due jusqu'au jour de la consolidation.

Précisément, par hypothèse, l'indemnité journalière a été payée jusqu'au jour de la consolidation, puisque c'est cet accord qu'il s'agit de reviser ; si l'article 15 § 2 stipule en outre que l'indemnité journalière continue à être servie jusqu'au jour de la décision définitive, cette disposition ne saurait être invoquée en matière de revision, car la décision définitive prévue à l'article 16, jusqu'à laquelle l'indemnité journalière doit être servie, est, soit l'ordonnance, soit le jugement reconnaissant, toutes parties d'accord, ou déclarant contradictoirement, qu'il n'y a pas lieu à rente, et non pas la décision à intervenir sur la revision, qui est prévue à l'article 19, non visée à l'article 15.

Ce serait donc étendre les obligations imposées au patron par le texte, que décider la reprise pendant l'instance de revision du service de l'indemnité journalière définitivement arrêtée à la consolidation, ou d'ordonner le paiement d'une provision qui n'est qu'une indemnité journalière modifiée.

§ 3. — Sur les frais de maladie.

En principe, le tribunal n'est pas compétent en revision pour statuer sur les frais de maladie, puisqu'il a été admis que ces frais cessent d'être dus au jour de la consolidation (3), mais nous pensons qu'il faut apporter une dérogation à cette règle chaque fois qu'il sera établi que des soins échappant à toute prévision au moment de la fixation de la rente ont dû être donnés par suite d'aggravation aiguë de l'état du blessé (4).

(1) Paris, 19 novembre 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 276. *Contrà*, Lyon, 13 novembre 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 319.

(2) Cass. civ., 31 juillet 1906, *Rev. jud.*, 1907, p. 103.

(3) Cass. req., 26 octobre 1903, *Rec. acc. tr.*, 4^e année, p. 261, précité ; Bordeaux, 8 décembre 1908, *Rec. acc. tr.*, 10^e année, p. 67.

(4) Paris, 19 novembre 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 276 ; Rouen, 8 août 1908, *Rev. jud.*, 1909, p. 58.

Il faut en effet remarquer qu'à la différence de l'article 15, § 2, qui apporte une limitation précise au cours de l'indemnité journalière, l'article 4, qui met à la charge du patron les frais de maladie, n'apporte aucune restriction semblable à cette obligation.

En matière de fixation de rente, nous avons admis que les frais de maladie cessent d'être dus à la date de la consolidation, parce qu'en fait, c'est à cette date que cesse le traitement, et qu'en droit, le tribunal pour fixer la rente tient compte de l'état du blessé à ce jour, avec toutes ses conséquences ; mais en matière de revision, nous pensons que le tribunal pourra exceptionnellement, aucun texte ne s'y opposant, allouer les frais de maladie qui ont eu pour cause l'aggravation d'état et qui échappaient à toute prévision au jour de la fixation de la rente : alors la compétence du tribunal sera déterminée par les mêmes règles que celles applicables en la matière au tribunal qui prononce sur la fixation de la rente ; il ne connaîtra donc de l'action en frais de maladie, qu'accessoirement à la demande de revision de rente, et conformément aux distinctions que nous avons établies suivant le choix du médecin. Nous ne pouvons que renvoyer sur ce point aux explications que nous avons précédemment fournies.

De même, au cas de revision par décès, le tribunal pourrait condamner au paiement des frais funéraires.

§ 4. — Substitution.

Par application de l'article 19, § 2, qui assujettit le jugement de revision aux règles de procédure édictées à l'article 16, il faut décider que le tribunal doit, comme le juge qui a fixé la première rente, substituer l'assureur au chef d'entreprise pour le service de la rente révisée.

SECTION VI. — Opposition à contrainte décernée par la caisse nationale.

Quand la caisse nationale des dépôts et consignations a payé au bénéficiaire de l'indemnité les arrérages de sa rente aux lieu et place du débiteur, patron ou assureur, elle agit, à défaut de remboursement amiable sur lettre recommandée, par voie de contrainte délivrée, au nom de son directeur général, à l'encontre du débiteur qui ne s'est pas libéré (art. 16 et 17 du décret du 28 février 1899).

De même, encore, au cas d'exigibilité du capital représentatif d'une pension, par suite d'une des circonstances prévues à l'article 28 de la loi

de 1898, autres que la faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la caisse nationale peut, à défaut de versement du capital, ou de la justification que les garanties prescrites par le décret du 28 février 1899 ont été fournies dans les délais prévus, agir par voie de contrainte contre le débiteur.

Aux termes de l'article 19 du décret susvisé, l'exécution de cette contrainte, visée et déclarée exécutoire par le juge de paix, peut être interrompue par une opposition formée par le débiteur ; or, c'est le tribunal civil qui est compétent pour connaître de cette opposition contenant assignation donnée au directeur général de la caisse des dépôts et consignations (art. 19, déc. 28 fév. 1899) ; par suite, le tribunal a compétence pour statuer sur tous moyens de forme ou de fond invoqués par le débiteur poursuivi, notamment quand ce débiteur est l'assureur, sur l'existence du contrat d'assurance, alors même que le patron ne serait pas en cause (1) ; car si, comme nous le verrons ultérieurement, l'assureur ne peut opposer aucune déchéance à l'ouvrier créancier, ni, par suite, à la caisse nationale subrogée à ses droits, il peut toujours, vis-à-vis de tous, arguer de l'inexistence de son contrat d'assurance, et comme c'est en vertu de ce contrat que l'assureur est poursuivi par la caisse, il peut, à l'encontre de celle-ci, en discuter l'existence sans qu'il soit nécessaire que l'assuré soit mis en cause, la caisse demanderesse ayant à établir le bien fondé de sa demande.

Mais le tribunal civil saisi de cette opposition, en connaît suivant les formes spéciales édictées par l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII, c'est-à-dire qu'il statue sur simples mémoires signifiés, après rapport d'un juge fait en audience publique, et conclusions du commissaire du gouvernement ; les jugements sont rendus dans les trois mois au plus tard, à compter de l'introduction de l'instance, et sans autres frais à supporter pour la partie qui succombera, que ceux du papier timbré, des significations, et du droit d'enregistrement du jugement. Mais, comme nous l'indiquerons, ces instances sont, en vertu de l'article 29 de la loi de 1898, dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

Nous pensons qu'en dehors de cette procédure spéciale, le tribunal est incompétent pour connaître des poursuites intentées par la caisse nationale, qui n'a pas la faculté de recourir, à son choix, à la procédure de droit commun, en assignant son débiteur (2). En effet, l'article 26

(1) Cass. civ., 18 novembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 294 ; trib. civ. Etampes, 23 mai 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 279.

(2) *Contrà*, Sachet, 1692.

de la loi de 1898 indique, dans son § 3, qu'un règlement d'administration publique déterminera les formes du recours à exercer par la caisse nationale contre le patron ou l'assureur ; et le décret du 28 février 1899 qui porte règlement d'administration publique, stipule, en l'article 17, qu'il est délivré par le directeur général de la caisse des dépôts et consignations, une contrainte à l'encontre du débiteur et répète, en l'article 24, qu'il est procédé dans les formes énoncées aux articles 17 à 21.

De sorte que la procédure par voie de contrainte est imposée à la caisse nationale qui ne peut opter pour la procédure de droit commun.

Mais le capital représentatif de la pension devient encore exigible, par suite de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur.

L'article 22 du décret du 28 février 1899 stipule qu'en ce cas, le directeur général de la caisse des dépôts et consignations doit demander « l'admission du passif pour le montant de sa créance ».

Il suit que, dans les délais impartis par l'article 492 du code de commerce, et par la loi du 4 mars 1889, le directeur général produira sa créance afin de la soumettre à la vérification. Au cas d'admission, elle sera payée dans les formes et conditions de créances chirographaires, conformément aux dispositions du code de commerce.

Mais une difficulté de compétence s'élève au cas où la créance ainsi produite sera contestée : quel sera alors le tribunal compétent pour connaître de cette contestation, et en quelle forme sera-t-il statué ?

Le § 2 de l'article 22 du décret sus visé dit : il est procédé dans ce cas, conformément aux dispositions des articles 491 et suivants du code de commerce et de la loi du 4 mars 1889, sur la liquidation judiciaire.

Toute la question est de savoir quelle portée il faut donner à cette disposition.

Nous pensons que ce texte n'est pas seulement relatif à la demande même d'admission de créance, mais que, beaucoup plus large, il renvoie purement et simplement à la procédure édictée par le code de commerce pour la solution de toutes les difficultés relatives à l'admission des créances.

En conséquence, par application des articles 498, 499 et 500 du code de commerce, et aussi des articles 12 et 14 de la loi du 4 mars 1889 qui renvoient aux articles précités du code de commerce, la compétence pour statuer sur la contestation de la créance sera attribuée, soit au tribunal de commerce (art. 499 du code de commerce), soit au tribunal civil (art. 500 du code de commerce).

Conformément au droit commun, la compétence du tribunal civil sera

exclusive quand la matière sera purement civile, mais elle sera facultative seulement (1) quand la contestation sera de nature commerciale pour le défendeur, le demandeur ayant, en ce cas, la faculté d'en saisir le tribunal de commerce (2).

Dès lors, nous admettons que la caisse nationale pourra, à son choix, poursuivre l'admission de sa créance contestée, soit devant le tribunal civil, soit devant le tribunal de commerce, si l'obligation du défendeur est de nature commerciale.

La nature commerciale de l'obligation du défendeur apparaîtra, quand celui-ci (patron ou assureur), qui, par hypothèse, est un commerçant, puisqu'il est en faillite, aura contracté sa dette pour les besoins de son commerce.

En ce qui concerne l'assureur commerçant, il n'y a pas de doute que la créance pour laquelle il est poursuivi soit de nature commerciale, car elle résulte de son contrat d'assurances qui est un acte de son commerce.

En ce qui concerne le patron, l'obligation mise à sa charge par la loi de 1898, sera de nature commerciale, quand elle aura été contractée envers un des ouvriers ou employés de son exploitation commerciale, puisque ceux-ci concourent directement à cette exploitation; puisque, d'autre part, c'est à raison même de son commerce qu'il est assujetti, et, puisqu'enfin, l'obligation de la loi de 1898 n'est qu'une suite, un accessoire du contrat de louage, qui, lui-même, est de nature commerciale et soumis à la juridiction du tribunal de commerce (3).

Au contraire, l'obligation du patron sera purement civile, quand ce commerçant aura volontairement assujetti à la loi de 1898, par une déclaration conforme à la loi du 18 juillet 1907, ceux de ses ouvriers qui ne dépendent pas de son exploitation commerciale.

La compétence étant ainsi fixée, il reste à déterminer d'après quelle procédure il sera statué.

Nous pensons que, devant le tribunal de commerce comme devant le tribunal civil, la procédure doit être celle du droit commun et non celle tout à fait spéciale déterminée par l'article 65 de la loi du 22

(1) *Contrà*. Sachet, n° 1694.

(2) Cass., 22 février 1859, D., 59, 1, 268 ; Cass., 26 juin 1867, D., 67, 1, 424 ; Cass., 11 janvier 1869, S., 69, 1, 83 ; Cass., 21 juillet 1873, D., 74, 1, 264 ; Cass., 30 juillet 1884, D., 85, 1, 193.

(3) Rouen, 12 janvier 1853, D., 53, 2, 47 ; Chambéry, 3 décembre 1883, S., 85, 2, 178 ; Paris, 30 mai 1884, *Gaz. Pal.*, 84, 2, 118 ; Paris, 22 décembre 1888, *Gaz. Pal.*, 89, 2, 285 ; Cass., 21 février 1887, D., 88, 1, 38.

frimaire an VII (1), car cette dernière procédure, tout à fait exceptionnelle, ne peut être suivie qu'en vertu d'un texte spécial et formel : or, l'article 20 qui l'édicte, vise uniquement « l'instance à laquelle donne lieu l'opposition à contrainte », et, dès lors, son application doit être restreinte à cette seule hypothèse.

D'ailleurs, il faut remarquer que l'article 22 du décret qui vise les cas d'exigibilité du capital par suite de faillite, ou de liquidation judiciaire, déclare applicables, sans aucune réserve, les articles 491 et suivants du code de commerce et que ces articles ainsi visés traitent non seulement de la demande même d'admission, mais de toutes les autres difficultés relatives et consécutives à cette demande; d'autre part, si, dans les cas d'exigibilité du capital prévus par l'article 23, l'article 24 du décret renvoie à la procédure spécialement organisée par l'article 19 pour l'opposition à contrainte avec compétence exclusive du tribunal civil pour statuer sur cette opposition, il importe de noter que ce même article 23 vise les cas d'exigibilité du capital, par suite de circonstances autres que la faillite ou la liquidation judiciaire, ainsi formellement exclues.

SECTION VII. — Compétence sur les demandes en nullité.

§ 1. — Conventions contraires à la loi.

Aux termes de l'article 30, le tribunal civil est compétent pour connaître de la nullité des conventions contraires à la loi, c'est-à-dire de tout accord intervenu d'une façon non conforme à la loi pour la fixation des indemnités dues à la victime ou à ses ayants droit, par conséquent des nullités de forme comme des nullités de fond.

Le tribunal connaît donc des nullités tirées de ce que l'indemnité n'a pas été calculée sur des bases légales, comme des nullités tirées de ce que l'accord n'est pas intervenu dans les formes prescrites : il est compétent notamment sur la nullité de l'accord sur la rente dont le chiffre n'a pas été établi en tenant compte des éléments prévus par la loi, comme sur la nullité de l'accord sur une rente exactement calculée, mais passé arriéré du président et non sanctionné par ordonnance ou par jugement ; sur la nullité du rachat convenu à un taux autre que celui déterminé par le barème officiel comme sur la nullité du rachat exactement calculé mais relatif à une rente supérieure à cent francs, ou consentie à un mineur.

(1) *Contrà*, Sachet, n° 1694.

§ 2. — Nullités de l'ordonnance de conciliation.

Le tribunal civil est également compétent pour statuer sur les nullités de l'ordonnance de conciliation rendue par le président qui, ayant fixé la rente due au blessé, aurait omis de mentionner le salaire de base et la réduction que l'accident a fait subir au salaire. Le tribunal civil connaît aussi de la nullité de l'ordonnance de revision qui avec la fixation de la rente révisée ne contient pas la mention de l'aggravation ou de l'atténuation de l'infirmité.

§ 3. — Nullité des engagements envers les intermédiaires.

La compétence sur la nullité des obligations contractées pour rémunération de leurs services envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17 et 19, appartient, comme nous l'avons précédemment exposé, au juge de paix dans les limites de la loi du 12 juillet 1905.

En conséquence, le tribunal civil n'est, suivant nous, compétent pour en connaître que quand l'obligation dont la nullité est poursuivie dépasse 600 francs, par application du droit commun.

**SECTION VIII. — Compétence sur l'action
contre le tiers responsable.**

Le tribunal civil connaît également des demandes dirigées contre le tiers responsable soit par le blessé ou ses ayants droit en réparation du préjudice causé, soit par le patron en remboursement des indemnités par lui payées.

Nous avons admis la compétence du juge de paix relativement à ces demandes dans les limites de la loi du 12 juillet 1905 ; par conséquent le tribunal civil en connaîtra comme premier juge quand elles excéderont 600 francs.

L'article 7 qui organise l'action contre le tiers responsable la soumet aux règles de droit commun : il suit que l'assignation doit être précédée de la tentative de conciliation devant le juge de paix, sauf dispense ; que le tiers ne peut encourir une condamnation qu'autant que sa faute est démontrée ; que le tribunal possède une entière liberté pour l'ap-

préciation de cette faute, de sa gravité, du préjudice subi et de l'étendue de la réparation qui par suite doit être mise à la charge du tiers responsable.

Mais ici se révèle une difficulté. Le tribunal, saisi d'une demande contre le tiers responsable, sera-t-il lié par le jugement rendu entre le patron et la victime, notamment sur la relation entre la blessure et l'accident ou sur le degré d'invalidité comme base et mesure de la réparation due par le tiers responsable.

Il faut décider que le jugement rendu entre le patron et l'ouvrier n'a pas autorité de chose jugée sur les contestations entre patron et ouvrier, d'une part, et tiers, d'autre part, puisqu'il n'est pas rendu entre les mêmes parties ; dès lors le tribunal reste libre de son appréciation (1).

Conformément au droit commun, le tribunal pourra en cours d'instance allouer à la victime demanderesse telle provision qu'il jugera utile.

La loi apporte cependant une restriction au pouvoir souverain du juge du fond dans le cas où l'accident aura entraîné une incapacité permanente ou la mort ; dans cette hypothèse, le tribunal devra allouer à la victime ou à ses ayants droit non un capital, mais une rente servie par la caisse nationale des retraites.

Nous examinerons, au titre de la procédure, les règles des actions de la victime ou de ses ayants droit et du patron contre le tiers responsable.

Remarquons qu'aucune mention n'est, au cas de condamnation contre le tiers, imposée au tribunal sous peine de nullité ; il suffira donc que le jugement soit motivé.

Nous pensons que le tribunal ne sera pas compétent au cas de remariage de la veuve bénéficiaire de la rente, ou au cas du départ du rentier étranger abandonnant le territoire français, pour ordonner que la rente viagère à laquelle le tiers a été condamné envers la victime ou l'ayant droit soit convertie en un capital égal à trois annuités, car nous avons considéré que, par application des principes de droit commun, la condamnation intervenue contre le tiers au profit de la victime ou de son ayant droit était définitive.

La solution serait, suivant nous, différente si le tiers avait été condamné non envers la victime ou ses ayants droit, mais envers le patron, car alors nous pensons qu'il pourrait bénéficier de tous les tempéraments que la loi apporte aux charges du patron qu'il est seulement tenu d'exonérer.

(1) Trib. corr. Seine, 30 décembre 1904, D., 1905, 5°, 4.

Le tribunal serait compétent pour déclarer, au cas où les parties seraient d'accord sur ce point, par conclusions que la rente à laquelle le tiers est condamné envers la victime ou l'ayant droit est rachetable si toutefois elle ne dépasse pas cent francs et si le bénéficiaire est majeur : car l'article 21 qui autorise le rachat doit, à raison de la généralité de ses termes, être appliqué à la rente allouée par le tiers responsable comme à celle allouée par le patron. On ne peut en effet tirer aucun argument de ce que l'article 7 a prévu que l'indemnité mise à la charge du tiers responsable sera servie sous forme de rente, sans ajouter qu'elle sera rachetable, car, d'une part, la disposition de l'article 7 a pour but de mettre la réparation due par le tiers en harmonie avec celle due par le patron, et, d'autre part, l'article 3, qui décide qu'en cas d'incapacité permanente le patron est tenu à une rente, ne prévoit pas non plus le rachat des rentes inférieures à cent francs, mais seulement le rachat pour trois annuités de la rente attribuée à la veuve qui se remarie ou à l'étranger qui cesse de résider sur le territoire français; dès lors on doit considérer que les rentes servies par le patron conformément à l'article 3 et les rentes servies par le tiers conformément à l'article 7 sont par identité de motifs régies par l'article 21 qui, après qu'elles ont été fixées, en autorise le rachat si elles ne sont pas supérieures à cent francs et si le titulaire est majeur.

SECTION IX. — Compétence d'appel.

Le tribunal civil est compétent pour connaître, conformément au droit commun, des appels formés contre les décisions des juges de paix.

Les règles qui déterminent quelles décisions de paix sont sujettes à appel ont été étudiées sous chaque matière; nous rappellerons seulement que le tribunal connaîtra ainsi :

a) Des jugements de paix sur l'indemnité journalière et les frais funéraires quand une question de compétence aura été soulevée.

Mais il faut remarquer que le tribunal saisi de l'appel ne statuera que sur l'exception de compétence soulevée et non sur le fond.

S'il déclare que le juge de paix était incompétent, la décision que ce magistrat aurait rendue sur le fond après s'être déclaré compétent tombera par voie de conséquence (1) ; si, au contraire, le tribunal confirme le jugement par lequel le juge de paix s'est déclaré compétent, la

(1) Cass. civ., 4 février 1907, S., 1907, 1, 411.

décision de ce magistrat sur le fond se trouvera par là même confirmée (1), de sorte que, ni dans l'un, ni dans l'autre cas, le tribunal ne statue au fond ; cette solution est d'ailleurs conforme au texte de l'article 15 qui accorde compétence exclusive au juge de paix sur les demandes d'indemnité journalière et de frais funéraires ; et, comme nous l'avons vu, une seule exception tirée de la connexité est apportée à cette règle au cas où le tribunal civil est saisi de ces demandes accessoirement à une demande en rente ;

b) Des jugements de paix sur les frais médicaux et pharmaceutiques, quel que soit le chiffre de la demande, quand une question de compétence a été soulevée; et au cas où aucune exception d'incompétence n'a été présentée, seulement quand la demande est supérieure à 300 francs (art. 15, § 4). Dans cette dernière hypothèse le tribunal qui, en vertu de l'article 15 § 4, a toute compétence pour statuer sur les frais médicaux, pourra, tout en confirmant la compétence, réformer en tout ou partie la décision sur le fond. Remarquons qu'au cas où l'action en frais de maladie introduite devant le juge de paix et solutionnée par lui procéderait du droit commun parce que dirigée contre la victime par le médecin de la victime, ou contre le patron par le médecin du patron, le tribunal civil serait, par application de la loi du 12 juillet 1905, également compétent pour connaître de l'appel formé si la demande excédait 300 francs ;

c) Des jugements de paix sur l'action en responsabilité intentée contre le tiers auteur de l'accident, soit directement par le blessé ou son ayant droit au paiement d'indemnité, soit par le patron en remboursement des indemnités payées, si toutefois la demande dépasse 300 francs, taux de la compétence en dernier ressort du juge de paix, fixé par la loi du 12 juillet 1905 ;

d) Des jugements de paix sur la demande en nullité d'obligations contractées envers les intermédiaires quand elles dépassent 300 francs (loi du 12 juillet 1905) ;

e) Des décisions du juge de paix refusant d'apposer son visa sur la désignation de médecin qui lui est présentée par le patron conformément au § 5 de l'article 4, et des décisions du juge de paix refusant de faire droit à la réquisition qui lui est présentée par le patron à fin de nomination d'expert dans les termes du § 7 de l'article 4.

(1) Cass. civ., 29 mai 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 278.

CHAPITRE VIII

COMPETENCE « RATIONE LOCI » DU TRIBUNAL CIVIL.

SECTION I. — Compétence du lieu de l'accident.

La compétence *ratione loci* du tribunal civil en matière de fixation de rente et partant sur les demandes accessoires d'indemnité journalière ou de frais de maladie, aussi bien qu'en matière de revision (1), est déterminée par les mêmes règles que la compétence du président, lequel, d'ailleurs, soit pour la fixation de la rente, soit pour la revision est, avant le tribunal, saisi de l'affaire en vue de la tentative de conciliation.

En effet, l'article 16, § 3, d'une part, qui organise la procédure en matière de fixation de rente et l'article 19, § 4, d'autre part, qui organise la procédure en matière de revision stipulent l'un et l'autre qu'en cas de désaccord devant le président, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal par l'ordonnance de non conciliation. Aussi, bien que le texte ne se prononce pas *expressis verbis* sur la compétence *loci* du tribunal, il faut cependant en déduire nécessairement que c'est devant son propre tribunal que le président renvoie les parties.

Par suite, le tribunal compétent est en principe celui du lieu de l'accident (2).

Le tribunal compétent pour statuer comme juge d'appel sur les décisions de paix est celui dans le ressort duquel se trouve le juge de paix dont le jugement est entrepris ; c'est donc aussi, en principe, le tribunal du lieu de l'accident puisque le juge de paix compétent est en principe celui dans le canton duquel l'accident est survenu.

(1) Nancy, 13 fév. 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 175 ; Besançon, 15 janv. 1904.

(2) Circul. min., 10 juin 1899.

C'est également le tribunal du lieu de l'accident qui connaît des actions en nullité de conventions contraires à la loi ou en nullité des ordonnances en fixation de rente (art. 16, § 2) ou en revision (art. 19, § 3) puisque l'article 30 attribue sur ces points compétence au tribunal qualifié pour fixer la rente ou prononcer la revision.

SECTION II. — Compétence du lieu du dépôt ou de l'établissement.

Exceptionnellement, la compétence sera attribuée au tribunal civil du lieu du dépôt ou de l'établissement, de plein droit, dans le cas prévu à l'article 15, § 6 où l'accident est survenu en territoire étranger, et dans le cas prévu au § 7 quand la victime ou ses ayants droit auront, suivant les formes et délais prescrits, requis cette compétence, soit en s'adressant au juge de paix, soit en s'adressant au président; d'ailleurs, dans l'un ou l'autre cas, c'est aussi le président du lieu du dépôt ou de l'établissement qui aura procédé à la tentative de conciliation, de sorte que la compétence du tribunal civil suit encore celle du président.

Nous ne pouvons donc que renvoyer aux explications que nous avons précédemment données sur les formes et conditions de cette compétence exceptionnelle.

De même, pour connaître des appels formés contre les jugements de paix, le tribunal compétent sera celui du lieu du dépôt ou de l'établissement quand la décision entreprise émanera du juge de paix du lieu du dépôt ou de l'établissement, puisque le juge d'appel connaît des décisions des tribunaux inférieurs de son ressort.

SECTION III. — Compétence du lieu du domicile du défendeur.

La compétence du lieu de l'accident ou du lieu de dépôt ou d'établissement est exceptionnelle du droit commun; elle doit donc, pour être appliquée, résulter d'un texte formel; à défaut d'indication contraire, il faut faire retour à la règle générale qui attribue compétence au tribunal du domicile du défendeur.

Dès lors, dans le silence de la loi, il faut décider que le tribunal du domicile du défendeur connaît des actions en nullité d'obligations contractées envers les intermédiaires (art. 30, § 4) quand toutefois il est compétent pour statuer *ratione materiæ*.

Le tribunal du domicile du défendeur est également compétent pour statuer sur l'action exercée soit par la victime, ou ses ayants droit, soit par le patron contre le tiers responsable puisque l'article 7 qui

organise cette action, la soumet expressément aux formes du droit commun (1).

Dans ces deux cas, le même tribunal est aussi compétent pour statuer sur l'appel de la décision du juge de paix qui, à raison du taux de la demande, aurait été saisi de la contestation en premier ressort; d'ailleurs, le juge de paix compétent était pareillement celui du domicile du défendeur.

Enfin, s'il est admis, conformément à notre opinion, que l'action que le médecin choisi par le patron exerce contre ce dernier, ou que l'action du médecin de la victime contre celle-ci procède non de la loi de 1898, mais du droit commun, il faut décider que le tribunal du domicile du patron ou du domicile de la victime est compétent pour en connaître, soit comme juge d'instance, soit comme juge d'appel, suivant le taux de la demande.

SECTION IV. — Compétence du domicile du débiteur.

Le tribunal du lieu du domicile du débiteur est compétent en vertu de l'article 19 du décret du 28 février 1899, pour statuer sur l'opposition formée par le débiteur à la contrainte décernée contre lui par le directeur général de la caisse des dépôts et consignations, en vue d'obtenir remboursement des arrérages payés au rentier par la caisse, ou paiement du capital représentatif de la rente, devenu exigible dans les cas autres que la faillite ou la liquidation judiciaire.

La compétence appartient également au tribunal du domicile du débiteur, dans le cas où le directeur de la caisse nationale, à raison de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur, ayant procédé conformément à l'article 22 du décret précité, saisirait de la contestation de la créance dont l'admission à la faillite a été demandée, le tribunal civil, ainsi que nous l'avons indiqué en étudiant la compétence *ratione materiæ*.

Toutefois, dans ce dernier cas, la compétence du tribunal du domicile du débiteur n'est applicable que si, choisissant entre les différents systèmes proposés sur l'interprétation de l'article 59 du code de procédure civile, qui, en matière de faillite, donne compétence au juge du domicile du failli, on admet que, comme nous le croyons, la contestation sur l'admission de la créance rentre dans l'application de cet article.

(1) Trib. civ. Saint-Calais, 12 janv. 1900, *Gaz. Pal.*, 1900, 1, 319.

Nous devons rappeler, en terminant, que par application de l'article 169 du code de procédure civile, qui forme le-droit commun, l'exception d'incompétence *ratione loci* doit être proposée préalablement à toute autre exception ou défense, et que, n'étant pas d'ordre public, le tribunal ne pourrait d'office se dessaisir en se déclarant incompétent (1).

(1) Trib. civ. Chalon-sur-Saône, 27 mars 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 76.

CHAPITRE IX

VOIES DE RECOURS

SECTION I. — Exécution provisoire

Aux termes de l'article 16, § 3, le jugement du tribunal civil est exécutoire par provision ; il faut entendre par là, que son exécution n'est suspendue, ni par l'appel ou l'opposition (art. 457 et 164, c. pr. civ.), ni pendant le délai de huitaine, à partir du jour où il a été rendu (art. 450, c. pr. civ.).

Cette exécution provisoire, étant impérativement prévue par la loi, s'impose au tribunal qui doit la prononcer alors même que les parties ne l'auraient pas sollicitée ; il faut même décider qu'au cas où le tribunal aurait omis de l'ordonner, le jugement rendu serait quand même exécutoire par provision.

Il importe de remarquer que le texte primitif de l'article 16 ne contenait point cette disposition, mais décidait seulement, qu'au cas où le tribunal aurait condamné le patron à payer une provision, sa décision serait, sur ce point, exécutoire nonobstant appel.

La loi du 31 mars 1905 a donc considérablement élargi la règle posée par le texte primitif en étendant le bénéfice de l'exécution provisoire à l'opposition comme à l'appel et aussi à tous les chefs de la condamnation prononcée par le tribunal, même sur la date de la consolidation (1).

Mais pour générale qu'elle soit, la portée de cette disposition doit, suivant nous, cependant être restreinte aux jugements portant condamnation envers la victime ou ses ayants droit au paiement des indemnités qui leur sont allouées par la loi ; en effet, le § 3 de l'article 16 qui édicte *in fine* cette exécution provisoire, vise uniquement les jugements rendus

(1) Tribunal civil de Châteaubriant, 5 avril 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 41.

entre les parties qui, ayant été appelées à comparaître devant le président en conciliation, ont été renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, ce qui exclut du bénéfice de la disposition les jugements rendus entre toutes autres parties que la loi n'appelle pas à comparaître devant le président ; mais, par contre, cette exécution provisoire ainsi limitée s'étend non seulement à la condamnation en rente, mais à tous les chefs de condamnation prononcés accessoirement, soit sur l'indemnité journalière et aussi sur les frais de maladie, à la seule condition qu'ils soient réclamés par le blessé ou ses ayants droit, qui d'ailleurs peuvent seuls en saisir le tribunal en première instance, accessoirement à l'instance en rente. Dans cette même limite, l'exécution provisoire s'applique également au jugement de revision, car l'article 19 porte que le tribunal saisi de la demande en revision statue conformément aux conditions de compétence et de procédure fixées à l'article 16 ; et en matière de revision comme en matière de fixation de rente l'exécution provisoire est de droit.

Mais l'exécution provisoire ne s'applique pas à la condamnation portant sur les frais de maladie réclamés directement par les médecins et pharmaciens, non plus que sur toutes autres matières dont le tribunal n'est pas appelé à connaître par le fait même du renvoi que prononce le président dans son ordonnance de non conciliation.

Dès lors, nous écartons l'exécution provisoire de droit prévue par notre article, pour les jugements rendus contre le tiers responsable tant à la requête de la victime ou de ses ayants droit qu'à la requête du patron, la procédure à suivre en cette matière obéissant d'ailleurs, comme le stipule expressément l'article 7, aux règles de droit commun.

Nous l'écartons encore pour les jugements qui ont statué sur l'opposition à contrainte décernée par la caisse nationale, pour le remboursement des arrérages payés par elle ou pour le versement du capital représentatif de la rente dans les cas autres que la faillite ou la liquidation judiciaire ; cette instance étant soumise aux règles spéciales visées par l'article 20 du décret du 28 février 1899, et déterminées par l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII, qui fait échec aux dispositions spéciales de la loi de 1898. De même, il faut rejeter l'exécution provisoire de droit prévue par le § 3 de notre article 16, pour les jugements statuant sur la demande formée par la caisse nationale, en versement du capital devenu exigible pour cause de faillite ou de liquidation judiciaire, la procédure applicable étant non pas celle édictée par la loi de 1898, mais aux termes de l'article 22, décret du 28 février 1899, celle organisée par les articles 491 et suivants du code de commerce, et la loi du 4 mars 1899.

En ce qui concerne les jugements statuant sur les nullités spécialement prévues par la loi de 1898, il nous paraît que la disposition de l'article 16 § 3 est inapplicable ; aux termes de ce texte l'exécution provisoire s'applique aux jugements qui, rendus à la suite de la non conciliation, fixent les indemnités, et on ne voit aucun motif pour étendre cette disposition exceptionnelle aux décisions relatives aux nullités de l'article 16 § 2, sur l'ordonnance de conciliation portant fixation de la rente, et aux nullités de l'article 19 § 3 sur l'ordonnance de revision, car ces jugements n'ont pour objet que de prononcer la nullité des ordonnances ou des conventions entreprises, en laissant aux parties le soin de procéder régulièrement pour arriver, conformément à la loi, à la fixation des indemnités ; or, l'exécution provisoire, qui a été évidemment édictée en vue d'assurer le service des indemnités, ne trouverait pas, à défaut de texte, sa justification en cette matière.

Par les mêmes raisons, l'exécution provisoire ne s'applique pas, selon nous, aux jugements statuant sur les nullités, visées à l'article 30, des conventions contraires à la loi, passées relativement aux indemnités entre le blessé ou ses ayants droit et le patron et son assureur, non plus qu'aux jugements sur la nullité des obligations contractées envers les intermédiaires, l'objet de ces instances n'étant point d'allouer des indemnités. Mais il reste bien entendu que dans tous les cas où le jugement échappe à la disposition de l'art. 16, § 3, quant à l'exécution provisoire de droit, il reste soumis aux règles de droit commun sur l'exécution provisoire de plein droit ou facultative, formulées notamment par les articles 135 et suivants et 155, c. pr. civ.

Dans tous les cas précédemment cités où nous avons admis son application, l'exécution provisoire s'attache de plein droit aux jugements interlocutoires comme aux jugements définitifs.

Il faut noter enfin que l'exécution provisoire prévue par le § 3 de l'article 16, s'applique exclusivement aux jugements du tribunal civil, cette disposition exceptionnelle ne pouvant être étendue au delà des termes mêmes du texte, sous la réserve de ce qui a été dit au sujet de l'exécution provisoire, nonobstant opposition, des décisions du juge de paix sur l'indemnité journalière (art. 15, § 5).

L'exécution provisoire ayant, lieu nonobstant opposition, et nonobstant appel, le jugement doit par suite recevoir son exécution tant qu'il n'a pas été détruit par un nouveau jugement rendu sur opposition, ou tant qu'il n'a pas été réformé sur appel.

Enfin l'exécution provisoire est opposable aussi bien au patron qu'à l'assureur qui lui est substitué.

Il paraît superflu de dire qu'elle doit être ordonnée sans caution.

SECTION II. — Opposition.

§ 1. — Recevabilité.

Bien qu'à la différence du § 1 de l'article 17, relatif à l'appel, le § 2 du même article, relatif à l'opposition, ne le dise pas expressément, il faut cependant décider que les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'opposition selon les règles du droit commun. En effet, les exceptions étant de droit étroit doivent être nettement formulées par la loi et il faut toujours faire retour aux règles générales quand aucun texte n'en écarte l'application.

Nous rappellerons donc très brièvement que, par application du droit commun, l'opposition doit être portée devant le même tribunal qui a prononcé le jugement et que la qualité pour former l'opposition n'appartient qu'aux parties appelées au procès qui ont fait défaut et contre lesquelles le jugement a été rendu. L'assureur ne peut donc former opposition que s'il a été assigné directement ou mis en cause et a fait défaut; mais la voie de l'opposition ne serait pas ouverte à l'assureur au cas où l'assuré ayant seul été partie au procès, cet assureur aurait été substitué au patron pour le paiement des condamnations, car alors il n'aurait pas été partie au procès.

Il faut aussi décider que par application de l'article 153 du code de procédure civile l'opposition ne serait pas recevable contre le deuxième jugement statuant après réassignation de plusieurs défendeurs n'ayant pas tous comparu au premier jugement;

De même par application de l'article 165 du code de procédure civile l'opposition ne pourrait être formée par le défaillant contre le jugement qui l'aurait débouté d'une première opposition par lui déjà formée.

§ 2. — Délai de l'opposition.

L'opposition quand elle est recevable peut être formée dès que le tribunal a rendu son jugement de défaut, sans qu'il soit nécessaire d'attendre la signification du jugement.

Mais en ce qui concerne la durée du délai pendant lequel l'opposition est possible, il faut distinguer suivant que le jugement a été rendu par défaut faute de conclure ou par défaut faute de comparaître.

A. — JUGEMENT PAR DÉFAUT FAUTE DE CONCLURE.

D'après l'article 157 du code de procédure civile, si le jugement est rendu contre une partie ayant un avoué, l'opposition ne sera recevable que pendant huitaine à compter du jour de la signification à avoué ; ce texte est applicable à notre matière (1).

Le délai de huitaine est fixe, l'article 1033 code procédure civile n'accordant la franchise qu'aux délais dans lesquels une personne est sommée d'agir ; dès lors l'opposition doit être formée le 8^e jour à partir du jour de la signification. Mais par application de l'article 1033 du code de procédure civile, ce délai doit être augmenté d'un jour si le dernier jour est un dimanche ou un jour férié ; par contre ce délai n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances (2).

B. — JUGEMENT PAR DÉFAUT FAUTE DE COMPARAÎTRE.

Par dérogation à l'article 158 du code de procédure civile qui, au cas où le jugement est rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué, déclare l'opposition recevable jusqu'à l'exécution du jugement, le § 2 de l'article 17 stipule que l'opposition ne sera plus recevable au cas de jugement par défaut contre partie lorsque le jugement aura été signifié à personne passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

Nous appliquerons au calcul de ce délai les mêmes règles que nous venons de poser pour le délai de huitaine imparti pour l'opposition au jugement de défaut faute de conclure. Le délai étant de quinze jours à partir de la signification à personne, ne commence à courir que du jour de cette signification, et dès lors la disposition exceptionnelle du § 2 de l'article 17 ne reçoit son application qu'au cas où la signification a été faite à personne ; elle ne constitue donc qu'une addition à l'article 158, aussi à défaut de signification à personne l'opposition est-elle recevable, conformément au droit commun, jusqu'à l'exécution du jugement (3).

Il a d'ailleurs été précisé par l'auteur même de l'amendement relatif à cette disposition que les mots « à personne » avaient été intentionnellement employés pour marquer qu'il entendait maintenir le droit commun quand le défendeur n'aura pas reçu personnellement la signification (4).

(1) Grenoble, 16 janvier 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 426.

(2) Cass., 25 août 1865, D., 65, 1, 252.

(3) Trib. civ. Boulogne-sur-mer, 17 novembre 1905, *La Loi*, 22 mars 1906.

(4) Amendement Girard, Sénat, séance 4 mars 1898, *J. off.* du 5, déb. parl. p. 256.

Cette disposition exceptionnelle de l'article 17 § 2 s'applique à tous jugements rendus en vertu de la présente loi suivant l'expression formulée par le § 1^{er} du même article dont nous définirons la portée en étudiant les règles relatives à l'appel.

§ 3. — Formes de l'opposition.

Il faut encore distinguer suivant qu'il s'agit d'un jugement de défaut faute de conclure ou faute de comparaître.

A. — JUGEMENT FAUTE DE CONCLURE.

Conformément à l'article 160 du code de procédure civile, il faut décider, lorsque le jugement aura été rendu contre une partie ayant un avoué, que l'opposition ne sera recevable qu'autant qu'elle aura été faite par requête d'avoué et dans les formes prescrites pour la rédaction et la signification des actes d'avoué à avoué.

Il est en effet admis que ce texte s'applique aux matières sommaires comme aux matières ordinaires (1).

Toutefois l'opposition pourrait se faire à l'audience s'il s'agissait d'un jugement d'avant faire droit (2).

Ajoutons enfin que par application de l'article 161 du code de procédure civile l'acte d'opposition doit contenir les moyens d'opposition ou au moins leur rappel s'ils ont été signifiés avant le jugement, cette mention étant imposée sous peine de voir rejeter l'opposition sur simple acte sans qu'il soit besoin d'aucune autre instruction.

B. — JUGEMENT FAUTE DE COMPARAÎTRE.

Lorsque le jugement a été rendu contre une partie n'ayant pas d'avoué, l'opposition pourra être formée, aux termes de l'article 162 du code de procédure civile, soit par acte extrajudiciaire, soit par déclaration sur le commandement ou tout autre acte d'exécution, à charge par l'opposant de la réitérer avec constitution d'avoué par requête dans la huitaine.

Il faut remarquer que le § 2 de l'article 17 ayant fixé le délai d'opposition à 15 jours après la signification à personne, la réitération dans le délai de huitaine, prévue par l'article 162, code procédure civile,

(1) Garsonnet, *Tr. de proc.*, t. V, p. 452.

(2) Garsonnet, t. V, p. 1041 ; Dal., v^o *Jugem. par défaut*, n^o 300.

devra, en outre, être faite également dans le délai de 15 jours après la signification du jugement à personne si elle a eu lieu.

Le délai de huitaine ne comprend pas le *dies a quo*; il n'est pas franc, mais s'augmente à raison des distances entre le défendeur et le tribunal de l'avoué chargé de réitérer.

En outre des deux manières indiquées par l'article 162, code procédure civile, l'opposition au jugement de défaut faute de comparaître peut encore être faite par exploit d'ajournement signifié avec motifs à l'appui, constitution d'un avoué et assignation à comparaître pour voir statuer sur l'opposition : en ce cas, la réitération est inutile comme superflue (1).

Enfin l'opposition peut être aussi formée par acte d'avoué à avoué (2) et n'a pas besoin non plus, en ce cas, d'être réitérée (3).

§ 4. — Effets de l'opposition.

Nous avons vu que les jugements, statuant sur la rente et accessoirement sur l'indemnité journalière et frais de maladie, dûs à la victime ou à ses ayants droit, étaient exécutoires par provision ; dès lors, l'opposition formée contre ces jugements ne produit pas son effet suspensif ordinaire.

Mais, au contraire, l'opposition reprend son effet suspensif à l'encontre de tous autres jugements qui ne sont pas exécutoires par provision soit de plein droit en vertu de notre texte, soit conformément au droit commun ; dès lors, l'opposition produit son effet suspensif par application des règles générales.

SECTION III. — Tierce opposition.

Conformément à l'article 474, code procédure civil, la voie de la tierce opposition est ouverte contre les jugements du tribunal civil à toutes personnes dont les droits sont lésés par ces jugements et qui n'y ont été ni parties ni représentées.

Dès lors, l'assureur qui n'aurait pas été partie au procès serait recevable à former tierce opposition alors même que l'assuré y aurait défendu.

(1) Carré et Chauveau, quest. 684.

(2) Garsonnet, t. V, p. 604, note 5.

(3) Cass., 30 mai 1837, S., 37, 1, 607.

En effet, les conditions requises par le droit commun se trouvent réunies.

En premier lieu, il est évident que les intérêts de l'assureur sont lésés par le jugement qui fixe les indemnités dues par le patron à la victime ou à ses ayants droit, puisque, en vertu de son contrat d'assurance, l'assureur est tenu de garantir son assuré contre le paiement de ces indemnités et que, de plus, en vertu de l'article 16, § 7, l'assureur est substitué par le jugement même au patron pour l'exécution de ces condamnations.

En second lieu, on ne peut soutenir que l'assureur n'est pas un tiers, ni prétendre qu'il a été représenté au procès par son assuré, le patron, qui y a défendu.

Il apparaît, en effet, d'une part, que les intérêts de l'assureur sont distincts de ceux du patron, ce dernier restant désintéressé dans la discussion de l'indemnité qui lui est réclamée par le blessé, puisqu'il sera relevé indemne par son assureur de la condamnation qui sera prononcée contre lui et que même le blessé perdra, au moins en ce qui concerne le service de la rente, tout recours direct contre lui.

D'autre part, l'assuré joue, vis-à-vis de l'assureur, le rôle d'un créancier; il n'a donc, en dehors de tout mandat spécial, aucune qualité pour représenter l'assureur, son débiteur, dans une action dirigée contre lui. La loi de 1898 n'a pas contredit à ce principe qui résulte du droit commun, car aucune de ses dispositions ne confond la personne de l'assureur avec celle du patron.

Il est vrai que la victime peut, et suivant nous doit, pour obtenir fixation de ses indemnités, assigner son patron seul, comme nous l'établirons au titre de la procédure, mais on ne peut déduire de cette procédure que, vis-à-vis de la victime, une confusion se soit légalement opérée entre son patron et l'assureur, car si la substitution de l'assureur au patron, qui est prononcée par le jugement, a pour effet de supprimer tout recours de l'ouvrier contre son patron, il ne paraît pas que l'ouvrier ait, par le fait de cette substitution à intervenir, acquis avant qu'elle soit prononcée une action contre l'assureur, ni même que cette substitution étant prononcée, la victime ait acquis une action directe contre l'assureur.

En effet, d'une part, le décret du 28 février 1899 règle la procédure par laquelle le bénéficiaire d'indemnité obtient de la caisse nationale, par voie de simple réclamation à la mairie, le paiement de ses indemnités, c'est-à-dire l'exécution de la condamnation prononcée à son profit, et fixe les conditions du recours que la caisse nationale exerce ensuite contre l'assureur; dès lors, on peut dire que le bénéficiaire n'a aucune action directe contre l'assureur.

Cette opinion est étayée précisément sur la nature du recours qu'exerce la caisse nationale.

Il est dit, en effet, à l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, que la caisse nationale jouit, en cas d'assurance, pour le remboursement de ses avances du privilège de l'article 2102, code civil, sur l'indemnité due par l'assureur ; il faut dès lors nécessairement supposer que la caisse nationale tenue, vis à vis du bénéficiaire à raison de l'article 24 de la loi de 1898, au paiement des indemnités allouées pour mort ou incapacité permanente, quand elles n'ont pas été payées à l'échéance, est ensuite, pour son remboursement, subrogée aux droits du bénéficiaire, en vertu de l'article 1251-3°, code civil qui édicte cette subrogation « au profit de celui qui étant tenu avec d'autres, ou pour d'autres au paiement d'une dette, avait intérêt à l'acquitter », ce texte trouvant son application puisque la caisse était tenue d'acquitter la dette du patron. Créancier du patron, la caisse agit ensuite contre l'assureur en vertu de l'article 1166, code civil, aux termes duquel les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leurs débiteurs usant ainsi de l'action que le patron assuré possédait lui-même, en vertu de son contrat d'assurances contre l'assureur.

Cette thèse est bien, comme nous le disions antérieurement, confirmée par l'attribution à la caisse nationale du privilège de l'article 2102 sur l'indemnité due au patron par l'assureur, car ce privilège, ayant pour effet d'écarter sur le paiement de cette indemnité les autres créanciers de l'assuré, démontre à l'évidence que la caisse nationale, qui pourtant agit à l'égard du patron, comme subrogée aux droits de l'ouvrier (art. 1251-3°) n'a pas d'action directe et personnelle contre l'assureur, mais agit contre lui en empruntant le droit de l'assuré.

Enfin, l'article 17 du décret du 28 février 1899 porte d'une manière générale que la caisse nationale peut, pour le remboursement des arrérages payés par elle, agir par voie de contrainte contre le débiteur, sans autre spécification, c'est à dire aussi bien contre le patron que contre l'assureur qui lui est substitué.

Mais on ne peut tirer de cette disposition aucun argument contre notre opinion, car ce texte ne règle que la forme et non la base de l'action.

On ne peut davantage alléguer que le § 3 de l'article 11 du 2° décret du 28 février 1899 prescrit que l'assureur ne peut opposer à l'ouvrier créancier aucune déchéance encourue par le patron, car précisément ce texte ne fait qu'apporter une exception à la règle générale qui eut conduit à décider que l'assureur pouvait opposer soit à l'ouvrier créancier du

patron, soit à la caisse agissant au nom du patron, tous les moyens qu'il était en droit d'opposer à l'assuré lui-même.

Il résulte de ces considérations, en premier lieu, que la caisse nationale agit par voie oblique et non par voie d'action directe contre l'assureur ; en second lieu, que la caisse qui contre le patron agit comme subrogé aux droits du bénéficiaire de l'indemnité, agit, au contraire, contre l'assureur au nom du patron pour le compte duquel elle a payé, et non pas au nom de la victime ;

Que, dès lors, vis à-vis de la caisse nationale, l'assureur n'est pas, par le fait de la substitution prononcée par le jugement, considéré comme se confondant avec la personne du patron.

D'où il suit qu'il ne peut être tiré argument de cette procédure spéciale à la caisse nationale, pour soutenir que la victime doit considérer que l'assureur absent se confond vis-à-vis de lui avec la personne de l'assuré, qui, seul, a défendu à l'instance. Ainsi il est permis de dire que l'assureur qui n'a pas été partie au procès, ne peut être considéré comme y ayant été représenté par son assuré seul en cause.

Dès lors, la loi de 1898 n'ayant apporté aucune dérogation au droit commun, en ce qui concerne la représentation des parties devant les tribunaux, il faut décider, par application de l'article 474, code procédure civile, toutes les conditions prévues par ce texte étant remplies, que l'assureur qui n'a pas été partie au procès peut former tierce opposition au jugement, condamnant le patron, son assuré, aux indemnités prévues par la loi (1), et ordonnant sa substitution aux obligations du patron son assuré.

SECTION IV. — Appel.

§ 1. — Recevabilité.

A. — QUELS JUGEMENTS SONT VISÉS PAR L'ARTICLE 17

L'article 17, § 1, pose en principe que les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel, selon les règles du droit commun, mais toutefois apporte à ces règles générales quelques restrictions.

Avant d'aborder l'examen de ces exceptions, il est nécessaire de délimiter leur portée en recherchant ce qu'il faut entendre par « les

(1) Paris, 12 janvier 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 1906, p. 81.

jugements rendus en vertu de la présente loi », auxquels s'applique l'article 17.

Il semble avoir été indiqué par la Cour de cassation que cet article ne vise que les jugements des tribunaux de première instance statuant sur les indemnités dues en cas de mort ou d'incapacité permanente (1).

Mais nous pensons qu'il faut donner une portée beaucoup plus large à notre texte, et que l'expression ci-dessus rappelée comprend tous les jugements rendus pour l'exécution de la loi de 1898, et basés juridiquement sur cette loi, à moins qu'un texte ne vienne paralyser cette extension.

C'est ainsi que, suivant nous, rentrent dans cette catégorie : Les décisions du tribunal civil statuant non seulement sur la fixation des rentes, mais aussi sur toutes questions d'assujettissement, de compétence, sur les demandes d'indemnité journalière et de frais de maladie formées accessoirement à la demande en rente ; sur les actions en nullité résultant des articles 16, § 2, 19, § 3, et de l'article 30, sans distinguer s'il s'agit d'une nullité des conventions contraires à la loi, prévue par le § 1 dudit article ou de la nullité des obligations envers les intermédiaires, prévue par le § 4, car, dans ce dernier cas, aussi bien que dans tous les cas précédents, le jugement est étayé sur les dispositions mêmes de la loi de 1898 ; de même nous pensons que sont visées par la formule de l'alinéa 1 de l'article 17, les décisions du juge de paix relatives au paiement des frais de maladie, car il faut remarquer que, tout comme le § 4 de l'article 15, l'article 1 de la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix, fixe le taux du dernier ressort à 300 francs ; par contre, les décisions des juges de paix relatives à l'indemnité journalière et aux frais funéraires se trouvent exclues à raison de la disposition spéciale du § 1 de l'article 15, qui les déclare sans appel.

Mais les décisions sur une question de compétence, même relativement à une demande de frais funéraires ou d'indemnité journalière, n'étant point exceptées par le § 1 de l'article 15, rentrent sous l'application du § 1 de l'article 17, dont la portée est ainsi générale.

Nous avons d'ailleurs examiné, en étudiant la compétence du juge de paix, les règles d'appel de ces décisions et nous n'y reviendrons point, mais nous avons rappelé que les jugements de paix précités tombaient sous l'application du § 1 de l'article 17, afin de justifier, s'il en était

(1) Cass. civ., 25 nov. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 66.

besoin, l'opinion par nous exprimée, que les délais d'appel de ces décisions étaient ceux institués par cet article 17.

Mais il faut, croyons-nous, exclure de l'application de l'article 17 les jugements sur les contestations nées seulement à l'occasion de la loi et et trouvant en dehors d'elle leur fondement juridique.

C'est ainsi que nous écarterons de la portée de l'article 17 les jugements rendus sur l'action en responsabilité intentée contre le tiers soit par le blessé, soit par le patron, parce que la condamnation bien que prévue par notre loi a pour base le droit commun ;

Les jugements rendus sur l'action du médecin choisi par le patron contre ce patron ou sur l'action du médecin de la victime contre cette dernière, au cas où il serait admis, comme nous le pensons, que cette action procède non de la loi de 1898 mais du droit commun ;

Les jugements rendus entre assureur et assuré sur l'exécution de leur contrat ;

Les jugements rendus en vertu de l'article 22 du premier décret du 28 février 1899, parce qu'ils sont soumis par ce texte même aux règles du droit commun ;

Enfin les jugements rendus en vertu de l'article 20 du même décret, puisqu'ils sont soumis à la procédure spéciale de la loi du 22 frimaire an VII et que, d'ailleurs, par application de cette loi, ils ne sont pas susceptibles d'appel.

B. — TAUX D'APPEL.

Les jugements rendus en vertu de la loi de 1893 et que nous venons de déterminer sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun, dit l'article 17 ; il nous suffira donc d'appliquer à notre matière les règles générales pour savoir quels jugements peuvent être frappés d'appel.

Nous devons rappeler qu'aux termes de l'article premier de la loi du 11 avril 1838, les tribunaux civils de première instance connaissent en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs en principal ; que, par suite, il faut pour savoir si le jugement est ou non susceptible d'appel, rechercher si l'intérêt en litige dépasse ou non 1.500 francs. Il convient d'ajouter qu'il est admis que c'est la somme demandée et non celle adjugée qui détermine le premier ou le dernier ressort, et que, d'autre part, si la demande est indéterminée le jugement est susceptible d'appel alors même qu'il ne porte condamnation qu'à une somme inférieure à 1.500 francs (1).

(1) Pau, 23 janvier 1888, Dal., 89, 2,150.

Ces principes rappelés, la question est de savoir quels jugements rendus par le tribunal civil en vertu de la loi de 1898 sont susceptibles d'appel dans les termes du droit commun.

1^o *Jugements sur demande en rente.*

La difficulté vient de ce que ces jugements statuent non sur un capital déterminé, inférieur ou supérieur à 1.500 francs limite du premier ressort, mais sur une demande en rente, et, dès lors, il y a lieu de rechercher si le tribunal saisi de cette demande en rente doit être considéré comme statuant sur un litige inférieur ou supérieur à 1.500 francs selon la quotité de la rente demandée ou sur un litige de valeur indéterminée.

Il a été soutenu que si, en principe, la demande d'une rente viagère constitue, lorsque le fond est contesté, une demande de valeur indéterminée, il en est autrement quand le capital représentant cette rente peut être déterminé par le juge soit à l'aide de la convention, soit à l'aide des éléments de la cause et notamment par l'application de la loi; que dès lors, pour savoir si le tribunal saisi d'une demande en rente viagère en vertu de la loi 1898 statue en premier ou dernier ressort, il faut calculer le capital représentatif de cette rente, conformément au barème officiel de la caisse nationale des retraites, établi en exécution de la loi, et déclarer l'appel recevable quand le capital ainsi déterminé excède 1.500 francs (1).

D'ailleurs, ajoute-t-on, cette solution est commandée par la loi de 1898 elle-même, qui, dans plusieurs de ses dispositions, détermine, d'une façon précise, la valeur de la rente et prévoit expressément son remplacement par un capital représentatif. En effet, l'article 28, § 2 accorde au débiteur la faculté de se libérer définitivement du service de la pension mise à sa charge au moyen du versement à la caisse nationale d'un capital calculé conformément au barème.

Le § 3 du même article rend même ce versement obligatoire quand le patron cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire, faillite ou cession ;

L'article 21, § 2 permet aux parties de remplacer la rente par le paiement d'un capital calculé d'après le barème légal, et enfin l'article 9

(1) Cass. req., 2 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 189 ; Nancy, 17 janvier 1907, *Rec. spéc. acc. trav.*, 7^e an., p. 362 ; Lyon, 28 janvier 1908, *Rec. spéc. acc. trav.*, 9 an. p. 21. *Contra*, Nancy, 20 nov. 1906, *Rec. spéc. acc. trav.*, 7^e année, p. 363.

donne la faculté à la victime de demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de sa rente, calculé d'après les tarifs dressés par la caisse des retraites, lui soit attribué en espèces.

Il résulte donc de ces différents textes que la loi de 1898 fournit elle-même le moyen de procéder à l'évaluation mathématique du capital représentatif de la rente et prévoit, en certains cas, le remplacement du service de la rente par le capital calculé conformément au barème officiel de la caisse nationale ; dès lors, la rente demandée ne constitue plus une demande de valeur indéterminée, mais correspond à un capital déterminé dans son quantum (1).

Mais il importe de remarquer tout d'abord que ce mode d'évaluation de la rente n'est que tout à fait approximatif, car le barème établi d'après les données de la statistique et en vue d'un ensemble de rentes, donnera un chiffre de capitalisation qui pourra, tout en étant juste par le jeu des compensations, dans les résultats généraux, ne jamais correspondre à la valeur de la rente, objet du litige.

On comprend parfaitement qu'une rente de 100 francs, représentée par un capital de 1.600 francs, suivant le barème, ne correspond en réalité qu'à une valeur de 400 francs si le rentier décède la quatrième année ; c'est qu'en effet, tout débiteur d'une rente allouée en vertu de la loi de 1898 n'est pas soumis à l'obligation du versement du capital représentatif : il en est ainsi du patron non assuré et de l'assureur à cautionnement plein qui servent eux-mêmes les rentes mises à leur charge ; pour ceux-là, la valeur réelle de la rente ne correspond pas au capital représentatif déterminé par le barème officiel, mais est déterminée par la somme des arrérages payés et dépend par conséquent d'un événement incertain, le décès du rentier.

D'autre part, le versement d'un capital, soit par suite d'accord entre les parties à titre de rachat, soit par la volonté du débiteur qui veut se libérer en une seule fois, soit obligatoirement dans les cas déterminés par l'article 28, ne constitue qu'une éventualité échappant à la volonté de la victime ; par suite, la demande soumise ne porte et ne peut porter que sur une rente, sans aucune spécification de capital.

De plus ce capital représentatif, ainsi établi, n'est même pas définitif, mais est susceptible d'augmentation ou de diminution puisque, conformément à l'article 19, les parties conservent la faculté, pendant le délai de trois ans à compter de la décision allouant la rente, de faire reviser cette dernière en plus ou en moins et que toute modification de la

(1) Grenoble, 14 janvier 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e, p. 71.

rente correspond à une modification du capital. De même encore au cas où la veuve bénéficiaire de l'indemnité se remarie, la rente est remplacée non par le capital représentatif mais par le versement de trois annuités ; la même remarque s'applique au cas où l'ouvrier étranger bénéficiaire d'une rente cesse de résider sur le territoire français.

Enfin le calcul du capital établi conformément au barème de la caisse nationale ne peut pour d'autres raisons encore fournir au juge aucune base certaine d'appréciation pour la détermination du taux de la demande, car, d'une part, ce tarif est variable étant susceptible d'être modifié par la caisse nationale et, d'autre part, le calcul est basé notamment sur deux éléments dont l'un, l'âge du blessé au moment de l'accident, ne sera connu par le juge que très exceptionnellement, la victime n'ayant point coutume d'en justifier au cours de la procédure et dont l'autre, l'âge du blessé au moment du règlement, ne pouvant être fixé par avance échappe au jour de la demande à l'appréciation du tribunal (1).

Dès lors, le capital déterminé par le barème ne représentant pas pour le débiteur la valeur exacte de la rente, et ne pouvant constituer pour le juge une base certaine d'appréciation, il convient, la loi de 1898 n'ayant pas modifié le caractère aléatoire de la rente, de faire retour aux principes généraux en vertu desquels, à défaut de détermination par le demandeur du chiffre de sa demande, celle-ci doit être considérée comme indéterminée ; et par là on se trouve amené à décider que la demande en rente viagère, lorsque le fond est contesté, est une demande indéterminée, sujette par suite à appel (2) quelque minime soit-elle.

Mais, au contraire, s'il s'agissait non d'une rente viagère mais d'une rente temporaire, (allouée à l'ayant droit mineur de 16 ans), on pourrait soutenir avec plus de raison que cette demande ne doit plus être considérée comme indéterminée, car elle est exactement précisée par la somme des arrérages à courir pendant le temps que cette rente devra être servie (3), cependant, même en ce cas, elle échappe à toute évaluation certaine puisqu'elle reste subordonnée à la vie de l'ayant droit.

2° Jugement sur l'indemnité journalière et autres frais.

Nous avons vu que le tribunal était, accessoirement à la demande en rente, compétent pour statuer sur la demande en indemnité journalière.

En ce cas, il s'agit d'une somme dont le chiffre total est nécessaire-

(1) Voir note de M. Dupuich, D., 1908, 1, 57.

(2) Cass. civ., 25 février 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 234 ; Cass. civ., 5 août 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 161 ; Cass. req., 14 décembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.* 9^e année, p. 348.

(3) Caen, 7 décembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 177.

ment déterminé par la fixation de la date de la consolidation ; il n'y aura donc aucune difficulté pour savoir si l'objet du litige dépasse 1.500 fr., taux du dernier ressort.

L'appel serait alors recevable, car il faut noter que si l'article 15, § 1 déclare que les décisions du juge de paix relativement à l'indemnité journalière sont en dernier ressort, ce texte, parce qu'il contient une exception au droit commun, ne peut être étendu au delà de ses termes, et par conséquent n'est pas applicable aux jugements du tribunal civil.

Quant aux frais funéraires dont le tribunal peut aussi connaître accessoirement, la question d'appel ne peut se poser puisqu'ils sont limités par la loi à une somme de 100 fr. (art. 4, § 1). En ce qui concerne les frais de maladie, le taux d'appel reste fixé à 1.500 fr., conformément au droit commun s'il s'agit d'une demande basée sur le droit commun ; et s'il s'agit d'une demande basée sur la loi de 1898, l'appel est également recevable au même taux si le tribunal a connu de la demande, accessoirement à la demande en rente et comme juge de premier degré.

Il reste bien entendu que, conformément au droit commun, l'appel est toujours recevable quand le tribunal a statué sur une question de compétence ; il en sera ainsi notamment quand l'une des parties aura soutenu la non applicabilité de la loi de 1898.

C. — PAR QUI L'APPEL PEUT ÊTRE INTERJETÉ.

Conformément au droit commun, l'appel n'est recevable que si l'appelant a un intérêt à appeler du jugement, s'il a été partie au procès par lui-même ou par représentant, et s'il n'a pas acquiescé au jugement.

1° Nécessité d'être partie.

Des observations que nous avons présentées ci-dessus pour établir le droit pour l'assureur non partie au procès de former tierce opposition, il résulte que l'assuré, sauf mandat spécial, ne représente pas l'assureur à l'instance ; dès lors, l'assureur ne pourra faire appel d'un jugement auquel il n'a pas été partie, alors même que par ce jugement il a été substitué au patron son assuré qui seul y a défendu.

2° Nécessité d'avoir intérêt à appeler.

Mais au contraire quand l'assureur a été partie au procès, il est recevable à former appel puisque, comme nous l'avons également montré en étudiant la tierce opposition, il est intéressé dans tous jugements qui portent condamnation aux indemnités prévues par la loi ; en effet, en ce qui concerne le chef de condamnation relatif aux rentes, il est par le

fait de son contrat et de la substitution, seul tenu de l'exécution vis-à-vis des bénéficiaires (victime ou ayants droit) et en ce qui concerne les chefs de condamnation relatifs à l'indemnité journalière ou aux frais de maladie, il est en vertu de son contrat tenu d'en relever indemne le patron condamné, son assuré.

Le patron assuré doit aussi être considéré comme ayant intérêt à relever appel du jugement.

On ne peut en effet soutenir que, par le fait que l'assureur lui est substitué pour l'exécution du jugement, l'assuré perd tout intérêt dans la condamnation, car la substitution de l'assureur à l'assuré dans le paiement des condamnations ne produit effet que vis-à-vis de l'ouvrier à l'encontre duquel l'assureur ne peut opposer aucune déchéance (art. 10, déc. 28 fév. 1899), mais laisse substituer le recours que, sauf renonciation expresse ou tacite, l'assureur peut être fondé à exercer contre son assuré, à titre de sanction pour inexécution de son contrat.

Or, l'action en remboursement, dirigée par l'assureur contre l'assuré, peut être basée notamment sur l'inexactitude des déclarations de salaires payés, faites par le patron à l'assureur en vue de l'établissement de sa prime.

Et précisément la constatation de cette inexactitude peut résulter de la condamnation intervenue en faveur de la victime ou de ses ayants droit, puisque, pour fixer la rente, le tribunal doit d'abord déterminer le salaire de base.

Sans vouloir multiplier les exemples, nous indiquerons seulement qu'il pourra aussi résulter de ce jugement que l'ouvrier blessé n'était point compris dans l'assurance, ou effectuait un travail pour lequel il n'avait pas été assuré.

Il est évident que, dans tous ces cas, le patron, a intérêt à appeler d'une décision qui peut lui préjudicier, puisqu'elle sera ou pourra être invoquée par l'assureur poursuivant ultérieurement contre lui, à raison de la déchéance ainsi constatée, une action en remboursement de toutes les sommes qu'en vertu du jugement portant substitution, cet assureur aurait dû payer.

Nous devons, en outre, rappeler :

1° Que l'assureur peut ne couvrir seulement que les cas d'invalidité permanente ou de mort, c'est-à-dire le service de la rente ;

2° Que la substitution prononcée par le jugement, ne porte que sur la rente. Dès lors, comme la condamnation peut porter non seulement sur la rente, mais aussi sur différents autres chefs, indemnité journalière, frais de maladie pour lesquels le patron peut n'être pas couvert par

l'assureur ou pour lesquels ne joue pas la substitution, il est manifeste que le patron peut avoir intérêt à appeler de cette décision.

De plus, même au cas où de cette instance n'apparaîtrait aucune déchéance et au cas où l'assureur couvrirait non seulement les cas de mort ou d'invalidité permanente, mais toutes les indemnités et tous les frais prévus par la loi, le patron pourrait encore avoir intérêt à appeler du jugement pour faire réduire la condamnation s'il la trouve excessive ; car il est possible que, postérieurement à ce jugement et au cours de son contrat d'assurance qui peut en pratique le lier pour dix ans, il encoure vis-à-vis de l'assureur d'autres déchéances qui se révéleront à l'occasion d'autres accidents, et alors l'assureur pourrait être fondé à réclamer à cet assuré, en vertu d'une clause pénale insérée à la police, le remboursement non seulement du sinistre en cours au moment de la déchéance, mais aussi de tout ou partie des sinistres payés pendant la durée toute entière du contrat.

De sorte qu'il apparaît que le patron bien qu'assuré a toujours intérêt à faire réduire le montant des condamnations prononcées au profit du blessé quand elles lui paraissent excessives, puisque, au cas de succès de son appel, la part qui lui incombe personnellement, s'il n'est assuré que pour partie, ou le remboursement qui lui serait demandé par l'assureur s'il venait à encourir une déchéance, se trouveraient diminués.

3° Nécessité de n'avoir pas acquiescé.

Enfin l'appel n'est recevable que si l'appelant n'a pas acquiescé au jugement.

Une difficulté peut se présenter sur ce joint.

En vertu de l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, article 3, l'assureur à cautionnement limité, est tenu de déposer à la caisse nationale immédiatement après la décision le capital constitutif de la rente allouée à la victime ou à ses ayants droit.

Or, au cas où l'assureur à cautionnement limité aurait fait ce dépôt sans l'accompagner de réserves, doit-on décider qu'il constitue un acquiescement au jugement, et rend l'appel irrecevable ?

Rappelons tout d'abord qu'il est admis en droit commun que la partie condamnée qui paie le montant des condamnations, avant toute poursuite et sans faire aucune réserve, doit être considérée comme acquiesçant au jugement (1) ; mais il est aussi reconnu, d'une part, que l'ac-

(1) Cass. civ., 13 déc. 1882, *Gaz. Pal.*, 83, 2, 51, 1^{re} partie.

quiescement tacite, c'est-à-dire ne résultant pas d'une déclaration expresse, reste soumis à l'appréciation souveraine des tribunaux (1), et, d'autre part, que l'exécution du jugement vaut acquiescement si elle est faite, librement, volontairement et en connaissance de cause (2).

Par suite, il est admis que l'exécution d'une décision en dernier ressort, susceptible seulement d'un pourvoi en cassation, doit être moins facilement considérée comme entraînant acquiescement que s'il s'agissait d'une décision en premier ressort, parce que celui qui ayant l'exercice de la voie d'appel qui suspend l'exécution, ne l'emploie pas d'abord et exécute le jugement, agit plus librement que celui qui a exécuté n'ayant aucun moyen de suspendre l'exécution (3).

Ces principes rappelés doivent nous guider pour solutionner la question posée.

En notre espèce, le jugement en vertu duquel l'assureur verse à la caisse nationale le capital constitutif, est exécutoire par provision nonobstant appel, et dès lors, puisque l'appel n'aurait pas suspendu l'exécution, il faut se montrer, aux termes du droit commun, très circonspect pour apprécier l'acte duquel découlera l'acquiescement tacite.

Or, précisément, cet acte n'apparaît pas comme entièrement libre pour l'assureur à cautionnement limité. En effet, cette limitation de cautionnement n'est accordée qu'aux sociétés d'assurances dont les statuts stipulent que les capitaux constitutifs de toutes les rentes ou indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898 en cas d'accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, « doivent être immédiatement versés à la caisse nationale (4). »

Il est vrai qu'une circulaire (5) postérieure à cette disposition accorde à l'assureur un délai de deux mois pour effectuer ce versement, mais cette même circulaire mentionne, dans le même alinéa, la nécessité de l'insertion dans les statuts que la société s'astreint au versement « immédiat », et ajoute, d'autre part, que le ministère serait fondé à exiger le versement « immédiat ».

Dès lors, par application du droit commun, aux termes duquel un

(1) Cass., 13 mars 1876, D., 77, 1, 219 ; Cass., 9 août 1880, D., 81, 1, 214 ; Cass., 6 avril 1881, D., 81, 1, 298.

(2) Cass., 13 déc. 1882, *Gaz. Pal.*, 83, 2, 51, 1^{re} partie.

(3) Cass., 21 nov. 1871, D., 72, 1, 190 ; Cass., 20 avril 1883, D., 84, 1, 361.

(4) Arrêté ministér., 29 mars 1899, art. 3.

(5) Circul. min. com., 16 avril 1901, § 10.

acte ne vaut acquiescement que s'il est accompli librement, volontairement, c'est-à-dire par l'effet de la seule volonté de son auteur, nous pensons que le versement du capital constitutif à la caisse nationale étant obligatoirement imposé à l'assureur à cautionnement limité, et ne dépendant pas de sa seule volonté, ne constitue pas un acquiescement rendant l'appel irrecevable pour son auteur.

Cette solution serait *a fortiori* indiscutable si la caisse nationale avait mis l'assureur en demeure d'effectuer ce versement, car, en ce cas, la liberté de l'assureur aurait été manifestement supprimée; nous signalerons au surplus qu'en droit commun il a été jugé que le paiement d'une somme qu'un particulier a été condamné à payer à la régie n'entraîne pas acquiescement si ce paiement n'a eu lieu qu'à la suite d'un avertissement de l'administration le menaçant de poursuites (1).

L'analogie est ici évidente.

Nous avons raisonné sur l'appel interjeté par l'assureur au cas où il a été partie au procès, mais que faut-il décider au cas où le patron assuré ayant été seul partie au procès, l'assureur substitué par le jugement aurait, à raison de cette substitution, opéré le versement du capital constitutif à la caisse nationale ?

Nous pensons que ce versement, sans réserves, ne constitue pas un acquiescement rendant irrecevable l'appel du patron.

En effet, indépendamment des motifs que nous venons de faire valoir, il faut remarquer que l'assureur fait le versement en son propre nom, accomplissant une obligation qui lui est personnellement imposée en tant qu'assureur; que quels que soient les termes de son contrat d'assurance, même si ce contrat lui donne pouvoir de plaider au nom de l'assuré, ce n'est pas comme mandataire agissant au nom de l'assuré que l'assureur effectue le versement; dès lors, l'exécution d'une obligation propre à l'assureur ne peut constituer un acte d'acquiescement opposable au patron qui y est étranger.

Aussi pensons-nous que l'assuré pourrait interjeter appel du jugement à la suite duquel l'assureur a, sans faire aucune réserve et sans mandat, versé à la caisse nationale le capital constitutif de la rente allouée.

Au contraire, si le patron non assuré, voulant profiter de la faculté qui lui est accordée par l'article 28, § 2, de se libérer en une fois, versait à la caisse nationale le capital constitutif, nous estimons que ce versement comporterait un acquiescement parce que, étant purement facul-

(1) Cass., 4 déc. 1871, D., 71, 4, 339.

tatif, il marquerait de la part de ce patron la volonté librement exprimée d'exécuter le jugement, en payant immédiatement le capital constitutif alors que l'exécution provisoire ne le contraignait qu'au paiement des arrérages échus.

Enfin, nous étendrons cette dernière observation à l'assureur à cautionnement plein, qui, n'étant pas tenu au versement du capital constitutif à la caisse nationale, accomplirait, suivant nous, en l'effectuant, un acte purement volontaire, emportant acquiescement.

Cependant, il a été jugé qu'à raison du caractère d'ordre public de la loi de 1898, on ne peut considérer comme valable l'acquiescement même basé sur l'exécution du jugement, les jugements rendus en des matières qui intéressent l'ordre public ne pouvant faire l'objet d'un acquiescement (1).

Mais cette solution nous paraît critiquable.

Bien que la Cour de cassation ait seulement déclaré l'acquiescement inopérant par le motif que « les jugements rendus en des matières qui intéressent l'ordre public ne peuvent faire l'objet d'un acquiescement », on peut supposer que son opinion repose sur l'interprétation des articles 1128, 1131 et 1133 c. civ. ; or, il nous paraît que les principes posés par ces articles ne trouvent pas leur application en notre matière.

En effet, en ce qui concerne l'article 1131, il dispose, il est vrai, que l'obligation sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet ; et d'autre part, nous reconnaissons que l'acquiescement est un contrat.

Mais pour savoir si l'obligation résultant de ce contrat sera de nul effet, il faut rechercher elle si porte, comme le veut l'article 1131 du code civil, sur une cause illicite. Or, l'article 1133 précise que la cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

1° En notre espèce, la cause est-elle prohibée par la loi ?

Il est bien évident que l'article 1133 code civil se réfère par cette expression non à ses propres dispositions, mais à toutes prohibitions contenues en d'autres lois. Or, aucun texte, ni la loi de 1898 en particulier, ne prohibent l'acquiescement en notre matière ; il ne peut en conséquence être déclaré illicite comme proscrit par la loi.

2° La cause est-elle contraire aux bonnes mœurs ?

Nous ne mentionnons ce deuxième cas que pour mémoire, l'acquiescement étant ici totalement étranger à toute question de cette nature.

(1) Cass. civ., 30 mai 1906, *Rev. jud. acc. tr.*, 1906, p. 276; Douai, 10 août 1909, *Rec. spéc.*, 9^e an., p. 309. *Contra*, Paris, 14 janv. 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e an., p. 357.

3° La cause est-elle contraire à l'ordre public?

Nous reconnaissons que la loi de 1898 est d'ordre public et que ses dispositions ne peuvent être éludées ; d'ailleurs, l'article 30 en stipulant que toutes conventions contraires à la dite loi seront nulles de plein droit confirme son caractère d'ordre public ; mais nous pensons qu'il ne suffit point que la loi ait un caractère d'ordre public pour que soient frappées de nullités toutes conventions passées même en exécution de cette loi.

Il faut en effet remarquer que l'article 1133 code civil ne déclare illicites que les obligations « contraires » à l'ordre public, c'est-à-dire « contraires » aux dispositions d'ordre public, et de même, l'article 30 précité ne frappe de nullité que les conventions « contraires » à la loi.

Il résulte donc de ces textes que le caractère illicite de la convention n'apparaîtra en notre matière que quand elle sera passée en fraude de la loi et pour faire échec à ses dispositions.

Or, en l'espèce, il semble bien que l'acquiescement à un jugement ne puisse être considéré comme une convention en fraude des dispositions de la loi puisque, au contraire, par cet acquiescement, la partie déclare s'incliner devant une décision de justice qui précisément, sur la contestation des parties, a fait l'application de la loi ; dès lors, l'acquiescement ne faisant pas échec aux dispositions de la loi n'est pas, aux termes de l'article 1133 du code civil, illicite comme contraire aux dispositions d'ordre public.

D'autre part, on invoque sans doute, pour justifier la nullité de l'acquiescement, le principe posé par l'article 1128 du code civil, aux termes duquel il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui peuvent être l'objet des conventions.

Dès lors, dira-t-on, les dispositions de la loi de 1898 étant d'ordre public, ne peuvent faire l'objet d'une convention et, par suite l'acquiescement qui est une convention sera inopérant.

Mais nous pensons que l'article 1128 du code civil ne trouve pas non plus son application en notre matière.

En effet, il ne nous paraît pas exact de dire que la loi de 1898 ne peut faire l'objet de conventions, puisque cette loi elle-même prévoit ces conventions. Même en ce qui concerne les indemnités dont pourtant la fixation est, au premier chef, d'ordre public, la loi appelle les parties à se mettre d'accord sur leur détermination devant le président (art. 16) et ce n'est qu'à défaut de cet accord que les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal ; la loi autorise encore expressément l'accord des parties, soit pour suspendre et remplacer le service de la rente par

tout autre mode de réparation, soit pour opérer le rachat de la rente, sous certaines restrictions.

Il est donc permis de dire que les conventions en exécution de la loi de 1898 sont licites et que seules sont nulles les conventions contraires aux dispositions de cette loi ; mais alors, il est ainsi établi que le caractère d'ordre public de notre loi ne s'oppose pas aux conventions en exécution de la loi, ni par conséquent à l'acquiescement qui, comme nous l'avons expliqué, n'est pas fait et ne peut pas être fait en fraude de la loi.

Enfin, peut-être, objectera-t-on encore pour en tirer un argument d'analogie, qu'en droit commun il est admis que certaines matières d'ordre public ne peuvent faire l'objet d'un acquiescement.

C'est ainsi qu'il est décidé que ne sont jamais susceptibles d'acquiescement :

Les jugements sur les questions de nullité ou de validité de mariage ;

Les jugements statuant sur des questions d'état civil ;

Les décisions sur l'interdiction ;

Les décisions sur le conseil judiciaire, etc., etc.

Mais dans tous ces cas il faut remarquer que la convention est à bon droit déclarée illicite, car elle serait faite nécessairement en fraude de la loi.

Les parties ne peuvent en effet faire une convention sur toutes ces matières qui échappent à l'appréciation des intéressés et sont soumises à la seule appréciation des tribunaux.

Nous avons montré au contraire que la loi de 1898 autorise expressément les conventions des parties à la seule condition qu'elles ne soient pas contraires à ses dispositions.

Ajoutons qu'en matière de divorce si l'acquiescement n'est pas admis, c'est en vertu d'un texte formel (art. 249 c. civ.) qui le prohibe, mais qu'en notre matière, la loi de 1898 ne contient aucune prohibition de cette nature.

Nous estimons, en conséquence, que l'acquiescement peut être valablement fait, soit par le patron ou l'assureur, soit par la victime ou ses ayants droit, et, conformément à la règle générale, la partie qui aura acquiescé sera privée du droit d'interjeter appel.

D. — A QUI PROFITE L'APPEL

Que faut-il décider au cas où le patron et son assureur ayant été tous deux mis en cause et ayant été tous deux condamnés, l'un d'eux seule-

ment relève appel dans le délai : l'appel interjeté par l'appelant profite-t-il à celui qui s'est abstenu d'appeler ?

En droit commun, il est distingué suivant que l'on se trouve en matière divisible, cas auquel on applique la règle générale que l'appel ne profite qu'à son auteur, ou suivant qu'on se trouve en matière indivisible, cas auquel l'appel valablement interjeté par une partie profite aux autres parties.

Or, en notre espèce, il s'agit de savoir si l'on se trouve en matière divisible ou indivisible.

L'indivisibilité étant caractérisée par l'impossibilité de diviser dans l'exécution l'objet de la prétention, il semble bien que la demande de la victime, tant à l'égard du patron qu'à l'égard de l'assureur, revêt ce caractère d'indivisibilité, car l'assureur substitué au patron doit exécuter exactement la condamnation intervenue contre ce dernier, et, d'autre part, le patron ne peut être tenu d'exécuter une condamnation plus élevée que celle à laquelle aurait été condamné l'assureur, puisque l'assureur est substitué, au moins en ce qui concerne la rente, à l'intégralité de la condamnation; de sorte que nous pensons que, par application du droit commun, l'appel formé, soit par l'assureur, soit par le patron, profite à la partie qui s'est abstenue d'appeler.

Mais, bien entendu, cette règle n'est applicable qu'autant que les deux parties, demanderesse ou défenderesse, soutiennent contre leur adversaire commun le même intérêt.

En conséquence, quand à la suite d'un accident mortel le procès en indemnité a été engagé par plusieurs ayants droit, l'appel formulé par l'un d'eux seul ne profitera pas à l'autre puisqu'il n'y a plus indivisibilité d'exécution à leur égard; si, donc, à titre d'exemple, on suppose deux ascendants ayants droit de la victime, dont l'un seul fait appel, cet appel ne profitera pas à l'autre car, vis-à-vis de chacun d'eux, l'exécution de la condamnation est distincte.

Il est aussi admis en droit commun, par application du même principe, que l'appel interjeté contre une partie seulement est opposable aux autres parties, et conserve à l'appelant le droit d'appeler vis-à-vis ces dernières, même après l'expiration des délais légaux (1); par suite, en notre matière, il faut décider que, si la victime avait interjeté appel contre le patron seul, cet appel serait opposable non seulement au patron, mais aussi à l'assureur, également partie au procès, parce

(1) Cass., 14 août 1866, D., 66, 1, 484; Cass., 12 juin 1872, D., 73, 1, 22; Cass. req., 15 avril 1902, D., 1903, 1, 38.

qu'il y a indivisibilité d'exécution ; de même, l'appel interjeté contre l'assureur serait opposable au patron (1).

Au contraire, si l'appel avait été interjeté par le patron contre un seul des ayants droit, cet appel ne serait opposable qu'à cette seule partie, puisque, comme nous l'avons dit, il n'y a pas vis-à-vis de celle-ci indivisibilité d'exécution.

Rappelons enfin qu'il est de jurisprudence qu'en matière de garantie l'appel du garant profite au garanti quand il remet en question l'intérêt commun à tous deux (2), de même que sous la même condition, l'appel formé par le garanti profite au garant.

Cette règle trouve son application au cas où, à l'instance introduite contre lui par la victime, le patron aurait appelé en garantie son assureur, ou *vice versa*, car il est évident qu'alors, l'appelant (patron ou assureur), en poursuivant la réformation du jugement allouant une indemnité à la victime d'accident ou à ses ayants droit, remet en question l'intérêt commun.

§ 2. — Délai.

L'article 17, § 1 de notre loi dispose que l'appel devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine, à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

A. — DURÉE DU DÉLAI

Aux termes de l'art. 443 du code de procédure civile, qui forme le droit commun, le délai pour interjeter appel est de deux mois, que le jugement soit contradictoire ou par défaut, et se compte du quantième d'un mois au quantième du mois suivant.

Notre loi apporte une dérogation à cette première règle.

L'article 17 primitif fixait le délai d'appel à quinze jours, aussi bien pour les jugements contradictoires que pour les jugements par défaut ; le nouvel article 17, modifié par la loi du 22 mars 1902, a porté ce délai à trente jours pour les jugements contradictoires, et a maintenu le délai de quinze jours pour les jugements de défaut.

(1) Bordeaux, 14 janv. 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 115.

(2) Cass., 28 nov. 1854, D. 54, 1, 416 ; Cass., 19 février 1873, S., 73, 1, 116 ; Cass., 7 avril 1879, D., 80, 1, 226 ; Cass. civ., 30 juin 1896, D., 1898, 1, 268.

B. — POINT DE DÉPART

En ce qui concerne le point de départ de ces délais, il importe de distinguer suivant que jugement est contradictoire ou par défaut.

1° *Jugement contradictoire.*

En droit commun, l'article 443, c. pr. civ., fixe le point de départ du délai au jour de la signification à personne ou à domicile ; il résulte de cette disposition que le délai d'appel ne commence à courir que si le jugement a été signifié.

Le législateur de 1898, voulant une procédure rapide, a apporté sur ce point une nouvelle dérogation au droit commun en faisant partir le délai de 30 jours de la date du jugement, sans se préoccuper de la signification.

2° *Jugement par défaut.*

Aux termes de l'article 443, c. pr. civ., le délai d'appel pour les jugements de défaut part du jour où l'opposition n'est plus recevable.

Notre article 17 confirme cette règle.

A raison de la généralité des termes employés par l'article 17, il n'y a aucune distinction à faire, quant à l'étendue du délai, entre les jugements de défaut faute de conclure et ceux faute de comparaître ; aux uns comme aux autres s'applique le délai de quinzaine et le point de départ est fixé au jour où l'opposition n'est plus recevable, mais cette date varie suivant qu'il s'agit d'un jugement, faute de conclure ou faute de comparaître.

Conformément aux règles précédemment étudiées qui déterminent le délai de recevabilité de l'opposition, dans ces deux cas, le délai d'appel pour les jugements de défaut faute de conclure commence à l'expiration de la huitaine, à compter du jour de la signification du jugement à avoué (1), et pour les jugements de défaut faute de comparaître part de l'expiration de la quinzaine à compter de la signification à personne, et faute de signification à personne commence à courir à partir de l'exécution du jugement.

(1) Grenoble, 10 janv. 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 426.

C. — SUSPENSION DU DÉLAI.

L'article 17, § 1, posant le principe que les jugements rendus en vertu de la loi, sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun, il faut en déduire que les règles du droit commun s'appliquent quand il n'y a pas été expressément dérogé.

Or, en ce qui concerne les jugements du tribunal civil et sous réserve des explications que nous avons fournies en examinant la recevabilité de l'appel des décisions des juges de paix, les dérogations apportées ne visent que la durée et le point de départ du délai; il suit que, sauf sur ces points spéciaux, il faut appliquer les règles générales.

Nous ne ferons que les indiquer.

1° *Jugements préparatoires et interlocutoires.*

Nous rappellerons tout d'abord que, conformément à l'article 451, c. pr. civ., qui s'applique à notre matière (1), l'appel des jugements préparatoires ne pourra être interjeté qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement; dans ce cas, le délai ne court que de la date du jugement définitif.

La même règle est applicable aux jugements de paix conformément à l'article 31, code procédure civile et à l'article 14 de la loi du 25 mai 1838; il est admis toutefois que, si le jugement préparatoire était suivi d'un jugement interlocutoire, l'appel du préparatoire serait recevable avec l'appel de l'interlocutoire, avant par conséquent le jugement définitif (2).

Cette règle de l'article 451, c. pr. civ., d'ailleurs n'est pas d'ordre public et ne peut être appliquée d'office par le juge (3).

Pour les jugements interlocutoires, par application de l'article 451, § 2, l'appel pourra être interjeté avant le jugement définitif; cependant l'appel de l'interlocutoire avant le définitif étant seulement une faculté, le délai d'appel court de la date de ce jugement définitif et non de la date du jugement interlocutoire (4), mais alors il est nécessaire qu'appel soit aussi interjeté du jugement définitif.

2° *Jugements de défaut.*

La loi de 1898 n'ayant apporté aucune dérogation sur ce point, l'appel ne peut, conformément à l'article 455, code de procédure civile, être

(1) Paris, 29 mars 1905, *Revue jud.*, 1905, p. 237.

(2) Chauveau sur Carré, quest. 1627 *ter*.

(3) Cass., avril 1854, D., 54, 1, 244.

(4) Chauveau sur Carré, *Loi de la procédure*, quest. 1616; Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v° Appel, p. 374.

formé contre un jugement de défaut, pendant la durée du délai pour l'opposition, c'est-à-dire pendant le délai de 15 jours à partir de la signification du jugement à personne, quand il s'agit d'un jugement de défaut contre partie, ou pendant le délai de huitaine à partir de la signification à avoué, s'il s'agit d'un jugement de défaut faute de conclure.

Nous devons signaler que cette règle de l'article 455, code de procédure civile, a été interprétée en ce sens qu'elle suppose, pour recevoir son application, que le délai d'opposition est susceptible de courir, et que, par suite, le jugement a été signifié ; dès lors l'appel serait immédiatement recevable si le jugement de défaut n'avait pas été signifié (1).

Par application de cette jurisprudence, il faudrait décider, notamment, que, dans le cas de jugement de défaut, faute de comparaître, si le jugement n'a pas été signifié à personne, le droit d'appel ne se trouve pas suspendu jusqu'à l'exécution du jugement, dernier terme de la recevabilité de l'opposition, mais peut être exercé immédiatement ; bien entendu au cas de jugement de défaut faute de conclure. en l'absence de signification à avoué faisant courir le délai d'opposition, le droit d'appel ne serait pas non plus suspendu.

Le principe posé par l'article 455 n'est pas d'ordre public et, par conséquent, les parties peuvent renoncer à s'en prévaloir (2).

Les mêmes règles s'appliquent aux appels formés contre les décisions des juges de paix (3).

3° Appel ab irato.

En droit commun, aucun appel d'un jugement non exécutoire par provision ne peut, conformément aux dispositions de l'art. 449. code de procédure civile, être interjeté dans la huitaine. à dater du jour du jugement.

Par application de ce texte, il avait été décidé, sous l'empire de l'article 17 primitif de la loi de 1898 qui ne faisait aucune mention de l'article 449, code de procédure civile, que l'appel ne pouvait être interjeté contre les jugements rendus en vertu de cette loi, pendant le délai de huitaine à partir du jugement (4), car l'article 16 primitif, alors en vi-

(1) Rouen, 15 mars 1895, sous Cass. civ., 18 mai 1897, D., 98, 1, 97.

(2) Rodière, *Compétence et procédure*, t. II, p. 92

(3) Cass., 22 juillet 1875, D., 78, 1, 71 ; Carré, droit franç., dans ses rapports avec la juridiction des j. de paix, t. III, n° 2539 ; Caron et Bioche, *Juridiction civile des juges de paix*, tome I, n° 677.

(4) Grenoble, 14 novembre 1900, *Rev. jud. ecc. tr.*, 1901, p. 32.

gueur, n'avait stipulé l'exécution provisoire des jugements, qu'au cas où ils alloueraient une provision et seulement sur ce chef : ces derniers jugements seuls pouvaient donc être frappés d'appel dans la huitaine : tous autres jugements restaient soumis à la règle de l'article 449.

Cependant la jurisprudence était divisée et hésitante sur le point de savoir si l'article 449 c. pr. civ. s'appliquait aux jugements qui, n'ayant pas statué sur la provision, ne bénéficiaient pas de l'exécution provisoire, car, répondait-on, même selon le droit commun, il est douteux que l'article 449 soit applicable dans tous les cas où la loi réduit le délai pour interjeter appel à 5, 8, 10 ou 15 jours, car alors ce délai deviendrait illusoire s'il fallait encore le réduire des huit premiers jours ; dès lors, disait-on, de même qu'en matière de référé, de récusation, de distribution par contribution, d'ordre et de saisie mobilière, il fallait pour les jugements rendus en vertu de la loi de 1898 qui réduisait le délai d'appel à 15 jours, écarter les dispositions de l'article 449, c. pr. civ. (1).

Et faisant un pas de plus dans cette même voie, il avait été décidé qu'en réduisant à 15 jours le délai d'appel et en le faisant courir de la date même du jugement, le législateur avait entendu nécessairement exclure l'application de l'article 449, c. p. civ., qui interdit de former appel dans la huitaine de la décision (2).

Mais le législateur de 1902, frappé de la brièveté du délai d'appel qui était alors fixé par l'article 17 primitif à 15 jours et se trouvait dans le cas où les tribunaux décidaient applicable l'art. 449 encore diminué de 8 jours (3), porta d'abord ce délai à 30 jours comme nous l'avons précédemment indiqué et stipula par contre l'applicabilité à la matière des dispositions de l'article 449, c. pr. c. Ainsi se trouvait solutionné par le législateur le conflit de jurisprudence.

Mais, depuis cette modification par la loi du 22 mars 1902 de l'article 17 primitif, l'article 16 primitif, qui alors était resté en vigueur, fut lui-même modifié par la loi du 31 mars 1905 et l'exécution provisoire qui n'était qu'une exception au cas de provision et s'appliquait seulement au jugement ou au chef du jugement allouant la provision, est devenue la règle générale posée par le § 3 de l'article 16 pour tous jugements sur l'indemnité.

Et, dès lors, la question, suivant nous, se pose à nouveau de savoir

(1) Paris, 5 janv. 1901, *Rev. jud.*, 1901, p. 149.

(2) Cass. civ., 17 mars 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 118 ; Cass. civ., 17 mars 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 149 ; Cass. civ., 15 mars 1904, D., 1905, 1, 182.

(3) Exposé des motifs de la proposition de M. Julien Goujon, député.

si l'article 449, c. pr. civ., quoique prévu par l'article 17, doit trouver son application à l'égard des jugements qui sont déclarés par l'article 16 exécutoires par provision. Il faut rappeler en effet qu'il est admis en droit commun que le délai de suspension prévu par l'article 449, c. pr. civ., pour la formation des appels des jugements non exécutoires par provision, ne s'applique pas, par argument *a contrario*, aux appels des jugements exécutoires par provision (1).

Or il semble que, conformément à ce principe, il faut décider que l'article 449, code procédure civile, n'est pas applicable aux jugements rendus en vertu de l'article 16 ou 19 de la loi de 1898, parce qu'ils sont exécutoires par provision.

Cette solution n'est pas contredite par le nouvel article 17, car, d'une part, comme nous l'avons rappelé précédemment, au moment où fut voté ce texte (22 mars 1902), les jugements rendus en vertu de notre loi n'étaient pas tous exécutoires par provision ;

D'autre part, les travaux préparatoires révèlent que si le nouvel article 17 a réservé l'application de l'article 449, code procédure civile, ce fut simplement pour bien marquer que la proposition, qui avait été faite au cours de la discussion d'en écarter l'application par un texte formel, n'avait pas été admise (2) ; d'où il suit que le législateur n'a pas eu pour but, en faisant mention de l'article 449 code procédure civile à l'article 17, de créer une règle spéciale aux jugements résultant de la loi de 1898, mais a voulu seulement marquer qu'il n'était pas fait pour ces jugements échec aux règles de droit commun en la matière ;

De plus, l'article 17 ne dit pas que le délai de suspension d'appel prévu à l'article 449 code procédure civile, s'appliquera toujours et nécessairement, mais porte seulement que l'appel est soumis aux dispositions de l'article 449 code procédure civile, c'est-à-dire sera suspendu dans les cas où cet article prescrit cette suspension.

Or, les règles de droit commun conduisant au rejet de l'article 449 code procédure civile, quand le jugement est exécutoire par provision, il faut, par suite, décider que cet article est inapplicable aux jugements qui, rendus en vertu de la loi de 1898, sont exécutoires par provision.

Mais il reste, par contre, certain que le délai de suspension de l'article 449 trouve son application quand il s'agit de jugements du tribunal civil, qui, bien que rendus en vertu de la loi de 1898, échappent, comme nous l'avons précédemment expliqué, à la règle de l'exécution provisoire.

(1) Cass., 3 juin 1885, D., 85, 1, 409.

(2) Rapport Mirman, Chambre des députés, 22 janvier 1901, Sirey, *Lois annulées* sous article 17 du 22 mars 1902.

Il faut remarquer qu'en ce qui concerne l'appel des décisions de paix, il existe aussi un délai de suspension fixé à trois jours par la loi du 25 mai 1838, en son article 13, qui d'ailleurs exclut formellement de son application les jugements exécutoires par provision. Par suite, en ce qui concerne les décisions qui seraient déclarées exécutoires par provision, l'application du délai de suspension d'appel de trois jours se trouve écartée par le texte même ; à l'égard des décisions du juge de paix sur les frais de maladie, nous avons, en étudiant l'appel de ces jugements, indiqué que le délai de trois jours devait être écarté, parce que l'article 15, § 4, qui fixe le délai d'appel spécial à cette matière, n'en fait pas mention, comme l'article 17 mentionne l'article 449, code procédure civile ; et enfin à l'égard des décisions sur l'indemnité journalière susceptibles d'appel, quand le juge de paix a tranché une question de compétence, nous pensons que, s'agissant d'un jugement rendu en vertu de la loi, aux termes de l'article 17, les délais de l'appel sont ceux prévus par cet article, qui, ne faisant pas mention de l'article 13 de la loi du 25 mai 1838, relatif à la suspension de délai pendant trois jours, en exclut l'application.

Mais, au contraire, ce texte reprend son empire pour les décisions du juge de paix, qui ne seraient pas rendues en vertu de la loi de 1898 (tiers responsable).

Notons enfin que ce délai de suspension de huitaine est franc ; par conséquent l'appel ne peut être interjeté quand s'applique l'article 449, code de procédure civile, que le neuvième jour à partir du jugement, le *dies a quo* ne comptant pas dans le calcul du délai (1).

4° Décès de la partie condamnée.

D'après l'article 447 code de procédure civile, le délai d'appel est suspendu par la mort de la partie condamnée et ne reprend son cours qu'après la signification du jugement faite au domicile du défunt avec les formalités prescrites en l'article 61, code de procédure civile, à compter de l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer si le jugement a été signifié avant que ces délais fussent expirés.

Notre article 17 faisant courir le délai de la date du jugement et non, comme le fait le droit commun, de la date de la signification du jugement, il y a lieu, pensons-nous, de décider que, dans le cas de mort de la partie condamnée, le délai sera suspendu jusqu'à l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer, ou jusqu'au jour où l'héritier aura pris qualité. s'il n'a pas attendu pour le faire l'expiration du délai

(1) Bioche, v^o Appel, n^o 303

qui lui était accordé, sans qu'aucune signification au domicile du défunt ne sera nécessaire pour faire cesser cette suspension (1).

Au reste, s'agissant seulement d'une suspension, la partie de délai courue depuis le jour du jugement jusqu'au décès reste acquise et quand l'effet de la suspension aura cessé, l'appelant ne pourra plus utiliser que la partie de délai non courue sans distinguer, par rapprochement avec l'article 877, code civil, si le délai restant à courir est inférieur à huit jours, notre délai d'appel étant un délai spécial (2).

5° Mineurs.

Pour le motif précédemment exprimé que notre délai part, non de la signification, mais de la date du jugement, nous pensons qu'il faut écarter en notre matière l'application de l'article 444 du code de procédure civile, aux termes duquel le délai d'appel ne court contre les mineurs non émancipés, que du jour où le jugement aura été signifié tant au tuteur qu'au subrogé tuteur encore que ce dernier n'ait pas été en cause.

Notre opinion se fonde en outre, pour écarter l'application de l'article 444, sur la volonté maintes fois exprimée par le législateur au cours des travaux préparatoires de simplifier toute la procédure et de hâter la solution définitive du litige.

6° Pièce fausse.

L'article 448 du code de procédure civile suspend encore le délai d'appel au cas où le jugement a été rendu sur pièce fausse ; le délai ne part alors que du jour où le faux a été reconnu ou juridiquement constaté.

Cette disposition s'applique à notre matière, au cas, par exemple, où la rente aurait été allouée sur production d'un faux certificat médical ou au vu d'un faux contenant attestation qu'il y a eu accident, etc.....

7° Rétention de pièces.

Enfin, aux termes du même article, le délai est suspendu quand la partie a été condamnée faute de représenter une pièce décisive retenue par son adversaire.

En ce cas, le délai ne part que du jour où la pièce a été recouvrée, pourvu qu'il y ait preuve par écrit du jour où la pièce a été recouvrée et non autrement.

(1) *Contrà*, Loubat, n° 1641.

(2) *Comp. Cass*, 23 déc. 1884, D., 85, 1, 119 ; Grosse et Rameau, *Explication de la loi du 21 mai 1858*, n° 413. *Contra* Rodière, *Compétence et procédure*, t. II, p. 84.

D. — CALCUL DU DÉLAI.

En droit commun, il est admis que le délai d'appel de deux mois est franc, c'est-à-dire que ni le *dies a quo*, ni le *dies ad quem* ne sont comptés, et bien que cela ait été contesté, il est aussi décidé par la majorité des auteurs et des tribunaux que le délai doit être prorogé d'un jour quand le dernier jour est férié. Mais, au contraire, il est unanimement reconnu que le délai d'appel n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances, sauf aux cas prévus par les articles 445 et 446 du code de procédure civile, qui, en déterminant les cas spéciaux dans lesquels le délai d'appel est augmenté à raison des distances, éliminent l'augmentation pour tous les autres cas.

Mais en notre matière, l'article 17 stipulant que l'appel devra être interjeté dans les 30 jours de la date du jugement, il faut dès lors décider que, par dérogation au droit commun, le dernier jour utile est le trentième après le jugement (1).

Il a de plus été décidé que la déchéance encourue à raison de l'appel formé le 31^e jour est d'ordre public et ne peut être couverte par aucune défense au fond (2), et que, même, le juge doit la prononcer d'office (3). Mais, au contraire, la loi de 1898 n'apportant aucune exception à la règle générale de l'article 1033 du code de procédure civile, en vertu de laquelle, dans le calcul des délais qui se comptent par jour et non par heures, le jour où se place l'acte qui fait courir le délai doit rester en dehors de la supputation de ce délai, il faut décider que le jour où le jugement a été rendu ne compte pas dans le calcul du délai (4); de même il faut décider que notre délai est prorogé d'un jour quand le dernier est férié (5). Par application également de la règle générale ci-dessus formulée, notre délai n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances (6).

§ 3. — Formes de l'appel

Nous serons extrêmement bref sur cette matière, entièrement régie

(1) Cass. req., 8 janvier 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 192; Cass. civ., 19 juin 1908, *Rec. spéc.*, 9^e année, p. 244.

(2) Grenoble, 7 avril 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 6^e année, p. 25.

(3) Cass., 19 juin 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 244.

(4) Cass. civ., 15 juillet 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 115; Cass. civ., 19 juin 1908, précité.

(5) Cass. civ., 26 novembre 1906, *D.*, 1907, 1, 180.

(6) Paris, 5 juillet 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 287.

par le droit commun, la loi de 1898 n'y ayant apporté aucune dérogation.

L'article 456 du code de procédure civile dispose que la déclaration d'appel doit être faite par acte contenant assignation, dans le délai de la loi, et signifiée à personne ou à domicile sous peine de nullité. Cette signification doit être faite au domicile réel de l'intimé et non à son domicile élu, et à chaque intimé par exploit séparé.

Toutefois, cette règle comporte exception lorsqu'il est fait appel d'un jugement sur requête, car alors l'appelant n'a pas de contradicteur ; en ce cas, l'appel est formé devant le juge supérieur par voie de requête comme avait été formée la demande devant le premier juge (1).

Par suite, c'est en cette forme que doit être interjeté l'appel de la décision du juge de paix refusant soit de viser la désignation de médecin qui lui est faite par le patron (art. 4, § 5), soit de faire droit à la requête qui lui a été présentée par le patron à fin d'expertise médicale dans le cas prévu par l'article 4, § 7, et qu'il doit aussi être procédé pour relever appel de la décision du président refusant de viser la désignation du médecin présentée par le patron (art. 19, § 5) ou de faire droit aux demandes d'expertise ou d'autopsie dont il a été saisi par requête d'une partie dans les cas où nous avons admis sa compétence sur ces points par application de l'article 16.

Dans le cas où il serait appelé d'un jugement statuant sur une demande en renvoi devant un autre tribunal pour cause de parenté ou d'alliance ou sur une demande en récusation du juge (art. 377 et 392, code procédure civile), l'appel devrait être formé dans les 5 jours du jugement et par déclaration au greffe, motivée avec énonciation du dépôt des pièces à l'appui.

Quant aux mentions que doit contenir l'acte d'appel, nous dirons seulement que les énonciations imposées sous peine de nullité sont celles que l'article 61, code procédure civile, déclare nécessaires dans les ajournements (2) avec la seule différence que l'indication des griefs de l'appelant n'est point exigée (3) ; il suffit de mentionner le jugement attaqué, de telle sorte que l'intimé ne puisse se tromper sur la décision entreprise.

(1) Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure*, quest. 1645 *ter*.

(2) Talandier, *Traité de l'appel en matière civile*, n° 179 ; Bioche, *v° Appel*, n° 401.

(3) Talandier, n° 207 ; Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure*, quest. 1648.

§ 4. — Effets de l'appel.

A. — EFFET SUSPENSIF.

Aux termes de l'article 457, c. pr. civ., l'appel des jugements définitifs ou interlocutoires est suspensif sauf le cas où le jugement entrepris est exécutoire par provision.

Nous avons vu que l'article 46, § 3, déclare exécutoire par provision le jugement que rend le tribunal sur renvoi du président, et nous avons défini, en examinant l'exécution provisoire, quels jugements étaient visés par le § 3 de l'article 46 ; mais pour tous les autres jugements qui ne sont pas exécutoires par provision, l'appel produit son effet suspensif, de sorte que, pour ces jugements, à partir de la signification de l'acte d'appel, non seulement toute procédure tendant à l'exécution de la décision est interdite, mais celle qui aurait été commencée se trouve interrompue. Nous devons rappeler que l'appel n'est pas suspensif quand le jugement entrepris a été qualifié en dernier ressort par le juge, car, d'après l'article 457 c. pr. civ., l'exécution des jugements qualifiés mal à propos en dernier ressort, ne peut être suspendue qu'en vertu de défenses obtenues par l'appelant à l'audience du tribunal d'appel, sur assignation à bref délai. L'appel cesserait aussi d'être suspensif au cas où l'exécution provisoire n'ayant pas été prononcée par le tribunal au cas où elle était autorisée, le juge d'appel l'ordonnerait sur simple acte, à la demande de l'intimé avant de statuer sur l'appel (art. 458, c. pr. civ.) ; au contraire, au cas où l'exécution provisoire aurait été prononcée à tort par le tribunal, l'appel reprendrait son effet suspensif si l'appelant obtenait des défenses à l'audience sur assignation à bref délai (art. 459 c. pr. civ.).

B. — EFFET DÉVOLUTIF.

L'appel opère la dévolution du litige au juge du second degré, le juge du premier degré se trouvant dessaisi, tant que l'appel est pendant même pour connaître des difficultés sur l'exécution du jugement et ne recouvrant sa compétence qu'au cas où le jugement serait confirmé (art. 472 c. pr. civ.). Au cas où le jugement est infirmé, l'exécution appartient au tribunal d'appel ; il en sera de même si le jugement est infirmé pour partie, puisque dans ce cas également une nouvelle décision est substituée à la première.

Nous examinerons l'effet dévolutif de l'appel en ce qui concerne spécia-

lement les décisions rendues en vertu de la loi de 1898, en étudiant la compétence de la cour d'appel.

SECTION V. — Pourvoi en cassation.

L'article 17 porte que les parties pourront se pourvoir en cassation.

A défaut de toute indication contraire donnée par le texte, il faut décider que le pourvoi en cassation contre les décisions rendues en vertu de la loi de 1898 est recevable conformément aux règles de droit commun.

Il a d'ailleurs été déclaré au cours des travaux préparatoires que le pourvoi en cassation n'étant jamais suspensif en matière civile, il était inutile de régler une procédure spéciale pour les affaires d'accident. D'ailleurs, a-t-il été ajouté, ces procès seront fort rares, car il ne s'agira le plus souvent que de questions de fait. Les parties seront donc dans le droit commun (1).

Effectivement la Cour de cassation a décidé que le juge du fond apprécie souverainement le salaire annuel (2), la réduction de salaire causée par l'accident (3), la faute inexcusable (4), la date de consolidation (5), si l'ascendant était à la charge de la victime (6), les témoignages de l'enquête (7), si la victime était un ouvrier ou un tacheur (8), etc...

De même, dans le silence du texte, il faut décider, par application du droit commun, que les jugements rendus en vertu de la loi de 1898 sont susceptibles d'être attaqués par la voie de la requête civile et de la prise à partie suivant les règles ordinaires.

Nous ne nous arrêterons point sur ces matières qui ne comportent rien qui soit spécial à notre sujet.

(1) Rapport Thevenet, Sénat, séance 4 mars 1898, *J. off.* du 5 mars, Débats parlem., p. 255.

(2) Cass., 3 décembre 1901, *Rev. jud.*, 1902, p. 28 ; Cass. req., 4 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, 185.

(3) Cass., 3 décembre 1901 précité.

(4) Cass. civ., 21 janv. 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 84 ; Cass. req., 9 mars 1904, *Rev.*, 1904, p. 201 ; Cass. req., 18 fév. 1906, *Rec. spéc.*, 8^e, p. 9.

(5) Cass. req., 21 décembre 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 161.

(6) Cass. req., 24 avril 1903, *Revue jud.*, 1903, p. 238.

(7) Cass. req., 30 décembre 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 163.

(8) Cass. req., 24 juin 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 159.

CHAPITRE X

COMPÉTENCE DU TRIBUNAL CIVIL EN CHAMBRE DU CONSEIL

L'article 9, § 1, donne compétence au tribunal civil, statuant en chambre du conseil, pour connaître, lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision, de la demande que peut former la victime de se voir attribuer en espèces le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de la rente qui lui a été allouée, en calculant ce capital d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la caisse des retraites ; le § 2 du même article donne encore compétence au tribunal en chambre du conseil, pour statuer sur la demande formée par la victime, tendant à ce que ce capital, ou ce capital réduit du quart, serve à constituer sur sa tête une rente viagère reversible pour moitié au plus sur la tête de son conjoint.

SECTION I. — Dans quel délai la demande doit être formée.

Nous nous bornerons à indiquer que le § 1 de l'article 9 dispose que la demande ne peut être formée avant le règlement définitif de la rente viagère, et l'expiration du délai de revision prévu à l'article 19 ; et que d'autre part, aux termes du § 7 de l'article 19, la demande doit être portée devant le tribunal au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

Nous examinerons, au chapitre de la prescription, les difficultés que soulève l'application de ces textes.

SECTION II. — Comment est saisi le tribunal.

§ 1. — Par qui peut-il être saisi ?

Il résulte des termes de l'article 9, que la victime seule a qualité pour introduire la demande en conversion, ou la demande en reversibilité de rente. Car, cette faculté qui est exceptionnelle, ne peut être

accordée qu'en vertu d'une disposition spéciale ; dès lors, les ayants droit se trouvent exclus de la possibilité de demander la conversion des rentes qui leur ont été attribuées.

De même, le patron ne pourrait prendre l'initiative de cette procédure.

Mais, si la faculté de demander la conversion est réservée à la seule victime, il n'y a pas à distinguer suivant que cette victime est atteinte d'incapacité permanente partielle, ou d'incapacité permanente absolue ; dans l'un et l'autre cas, elle bénéficie des dispositions de l'article 9.

D'une part, en effet, le texte ne permet aucune distinction de cette nature et, d'autre part, si, au cours des travaux préparatoires, il a été parlé de l'ouvrier atteint d'incapacité absolue, comme pouvant prétendre à la conversion (1), cet exemple paraît n'avoir été donné par les orateurs que pour mieux mettre en relief l'opportunité de la faculté de conversion.

Au reste, cette interprétation semble bien justifiée par les paroles prononcées par le rapporteur M. Thévenet qui, examinant dans quelle hypothèse jouait l'article 9, disait : « Voici un ouvrier, victime d'un accident, qui ne peut plus travailler comme il travaillait avant que l'accident se produisit ; admettons si vous voulez une incapacité permanente absolue... » (2) ; de sorte qu'il est permis de dire que la pensée du législateur n'a jamais été de n'accorder le bénéfice de l'article 9, qu'aux seules victimes atteintes d'incapacité permanente absolue.

Enfin, la demande en reversibilité de la rente, prévue par le même article 9, ne peut, comme la demande en conversion, être introduite que par la victime ; elle ne peut de plus être formée qu'au profit du conjoint survivant, et non au profit des enfants mineurs ou des ascendants, comme cela fut un instant proposé au cours des travaux préparatoires (3).

§ 2. — En quelle forme le tribunal doit-il être saisi ?

La victime doit-elle procéder par voie de requête, ou par voie d'assignation au débiteur de la rente ?

La difficulté vient de ce que, en droit commun, aucun texte n'a orga-

(1) M. Bardoux, rapport du 27 janvier 1890 ; M. Félix Martin, Sénat, séance du 12 mai 1890, *J. Off.*, 13 mai, p. 410 ; M. Cordelet, Sénat, séance du 8 juillet 1895, *J. Off.*, 9 juillet, p. 766.

(2) Sénat, séance du 4 mars 1898, *J. O.*, 5 mars, Déb. parl., p. 250.

(3) Sénat, séance du 8 juillet 1895, *J. O.* du 9 juillet, Déb. parl., p. 765.

nisé la procédure à suivre devant la chambre du conseil, et que la loi de 1898 a gardé le même silence.

Il a été soutenu que la victime doit procéder par voie de simple requête et par ministère d'avoué, sans que ni le patron (1), ni l'assureur, ni la caisse nationale des retraites (2), ne soient mis en cause (3).

En effet, dit-on, la décision que prendra la chambre du conseil est basée sur l'intérêt seul de l'ouvrier ; en outre, elle ne préjudicie ni au patron, ni à l'assureur, ni à la caisse nationale, puisque, conformément au texte, il ne peut résulter de la demande en conversion ou en reversibilité, aucune augmentation de charge pour le chef d'entreprise ; ce dernier est donc, ainsi que l'assureur à lui substitué, désintéressé dans cette procédure ; dès lors, la décision de la chambre du conseil apparaît comme un acte de juridiction gracieuse, ne comportant pas de contradicteur.

D'ailleurs, ajoute-t-on, si le texte n'a pas édicté la procédure à suivre, le rapporteur de la commission sénatoriale a indiqué, au cours des travaux préparatoires, que « la chambre du conseil serait saisie par une simple requête, sur laquelle il pourra être statué dans les deux ou trois jours, sans autre contradicteur que le ministère public » (4).

Il résulte de cette citation que ni le patron, ni l'assureur, ni la caisse nationale, ne doivent être mis en cause par la victime.

Mais, cependant, cette opinion ne nous paraît pas devoir être suivie.

On conçoit très bien, qu'une demande puisse être introduite par voie de simple requête devant la chambre du conseil, quand celle-ci statue sur une matière gracieuse ne comportant pas de contradiction ; mais, précisément, la question est de savoir si la demande en conversion ou en reversibilité ne comporte pas de contradiction.

Tout d'abord, l'argument tiré de la déclaration du rapporteur de la commission sénatoriale, au cours des travaux préparatoires, ne paraît pas décisif, car, si les observations faites au cours d'une discussion ont une très grande valeur parce qu'elles permettent de dégager l'intention du législateur, et, partant, d'interpréter la loi, c'est à la condition qu'elles constituent en quelque sorte une réponse aux questions

(1) Trib. civ. Marseille, 12 mai 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 125.

(2) Paris, 26 novembre 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 54.

(3) Douai, 7 décembre 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 62 ; Dijon, 24 octobre 1905, *Gaz. trib.*, 7 novembre 1905 ; Loubat, 999 ; Garsonnet, *Traité de procédure*, t. VII, p. 221.

(4) Rapport Thévenet, Sénat, 18 mars 1898, *J. O. du 19, Déb. parl.*, p. 325 et 326 ; Douai, 7 décembre 1903, précité.

posées au cours de la discussion, et ne puissent pas être considérées, comme étant pour ainsi dire à côté du point examiné.

Or, la déclaration ci-dessus rapportée paraît avoir été faite dans le seul but de justifier la compétence exceptionnellement donnée à la chambre du conseil en montrant que cette procédure serait rapide, mais ne semble pas avoir eu pour objet de fixer cette procédure elle-même, qui n'était point en discussion.

Aussi, croyons-nous qu'il faut se garder de donner aux paroles du rapporteur une portée qui n'était peut-être pas dans son esprit, alors surtout que la question si délicate de procédure n'était pas posée.

Le second argument invoqué pour justifier la procédure par simple requête, et qui consiste à dire que ni le patron, ni, par suite, l'assureur qui lui est substitué, n'ont intérêt à défendre à cette demande, puisque la loi porte qu'aucune augmentation de charges ne pourra résulter de cette opération pour le chef d'entreprise, ne paraît pas devoir être retenu.

Nous pensons, au contraire, que le patron, et, partant, l'assureur, peuvent avoir intérêt à contredire à cette demande.

a) Nous avons vu, en effet, que la demande doit être introduite dans le mois qui suit l'expiration du délai de revision ; d'autre part, la procédure instituée devant la chambre du conseil étant très rapide, l'affaire sera solutionnée à bref délai.

Or, il peut arriver qu'au moment où la chambre du conseil sera appelée à statuer, une instance en revision introduite dans les délais utiles par le patron soit encore pendante. Si cette demande est encore inscrite au rôle devant le tribunal, la chambre du conseil pourra ne pas l'ignorer, et, en ce cas, elle déclarera d'office qu'il y a lieu de surseoir à statuer.

Mais il peut aussi arriver que la déclaration de revision ayant été faite, le tribunal n'en soit pas encore saisi, ou bien qu'un jugement, ayant été déjà rendu par le tribunal sur cette demande à une époque plus ou moins éloignée, le litige soit, par suite d'appel, pendant devant la cour, et dans ces hypothèses la chambre du conseil pourra ignorer qu'une instance de revision est en cours.

Or, le patron a intérêt à faire connaître cette situation à la chambre du conseil, car il éprouverait un préjudice si, en vertu de la décision de cette chambre, il était contraint de verser à la victime une somme égale au quart du capital représentatif de la rente primitivement allouée, alors que, par jugement ou par arrêt postérieurs, rendus sur sa demande en revision, la rente serait supprimée.

b) En outre, nous verrons ultérieurement, que le tribunal en chambre

du conseil doit, pour statuer sur la demande dont il est saisi, rechercher, d'une part, quel est l'intérêt bien entendu de l'ouvrier, mais doit aussi, d'autre part, se préoccuper de ne pas augmenter les charges du patron. Or, nous savons que le patron est libre de ne pas s'assurer, et n'est pas non plus tenu de verser à la caisse nationale le capital représentatif de la pension allouée (art. 28) ; il peut donc faire lui-même le service de la rente.

Dès lors, s'il s'agit d'un petit patron, il est possible qu'au moment où est formée la demande en conversion, il soit préjudiciable à son commerce ou à son industrie de distraire de son actif le capital représentant le quart de la rente ; le patron a donc, ou peut avoir intérêt à contredire la demande en conversion.

d) De plus, la nationalité de la victime n'apparaîtra pas nécessairement dans la procédure par requête. Mais le patron qui a suivi l'instance en rente a assisté à l'enquête du juge de paix, connaît son ouvrier, et sait s'il est de nationalité étrangère.

Dans l'affirmative, le patron a intérêt à résister à la demande en conversion, car la loi lui permet de se libérer envers la victime qui cesse de résider sur le territoire français, par le paiement de trois annuités ; or, au cas où la victime, ayant touché, en vertu de la décision de la chambre du conseil, le quart du capital représentatif de la rente, cesserait immédiatement après de résider sur le territoire français, le patron subirait un préjudice, puisque, ayant déjà payé, à titre de conversion, un capital beaucoup plus élevé que trois annuités, il serait encore tenu de verser trois annuités de la nouvelle rente.

Le patron a donc intérêt à faire savoir au tribunal si la victime est de nationalité étrangère, et si, dès avant la demande en conversion, elle a manifesté l'intention de cesser de résider sur le territoire français.

D'ailleurs, le patron paraît tout à fait qualifié pour donner au tribunal des indications que celui-ci pourra contrôler, sur la moralité de la victime et sa situation, ces renseignements devant permettre au juge d'apprécier si l'intérêt de l'ouvrier est de toucher un capital, et dans quelle proportion.

e) Le tribunal doit fixer le capital correspondant à la portion de rente convertie, et, en cas de reversibilité, diminuer la rente viagère, de façon qu'il ne résulte de la reversibilité aucune augmentation de charges.

Mais, ces calculs, établis d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la caisse nationale, nécessitent quelque expérience ; de plus, leur base peut être modifiée, et alors se pourra poser la question de savoir si le quart du capital doit être établi suivant le tarif en

vigueur au moment où la rente a été constituée, ou suivant le tarif en vigueur au moment où la chambre du conseil est appelée à statuer sur la conversion (1).

Le patron sera évidemment intéressé à la discussion, quand le tarif dont l'application est demandée, est plus élevé ; mais il a encore intérêt à être présent à l'instance pour, s'il en est besoin, rectifier les erreurs de calcul qui pourraient être commises, et lui seraient préjudiciables si, par exemple, la somme allouée dépassait le quart du capital représentatif de la rente avant conversion, ou si la nouvelle rente réversible avait été insuffisamment abaissée.

f) Enfin, il apparaît bien, par les exemples que nous venons de citer, qu'on ne peut se baser sur les dernières lignes du § 2 de l'article 9, relatives à la demande en réversibilité, pour dire qu'aucune augmentation de charges ne devant résulter de cette procédure pour le chef d'entreprise, celui-ci est sans intérêt dans l'instance, car, manifestement, cette dernière disposition du texte sur la non aggravation des charges du patron, ne vise que le cas de réversibilité de rente, dans lequel la rente viagère est diminuée, et non le cas de conversion ; le patron a, dans les deux hypothèses, un intérêt évident à ce que cette disposition, relative à la non aggravation, reçoive son application par une exacte interprétation des tarifs.

g) Effectivement, si l'obligation du patron qui a déjà versé à la caisse nationale le capital constitutif de la rente, ne se trouve pas aggravée par la réversibilité exactement calculée, au contraire, le paiement immédiat du quart du capital est toujours pour le patron qui n'a pas effectué le rachat à la caisse nationale, plus onéreux que le service de la pension, qui, soumis aux chances de mortalité de la victime, peut à bref délai disparaître en totalité, tandis qu'au cas de conversion, le capital versé reste définitivement aliéné, si rapproché que soit le décès du blessé.

h) Nous devons en outre, ajouter que la décision de la chambre du conseil, portant condamnation, et devant être exécutée par le patron, on comprendrait mal que le patron puisse être, malgré tout, considéré comme un tiers, et privé du droit d'y défendre.

Il nous paraît donc certain que le patron ou l'assureur substitué, qui n'ont pas versé à la caisse nationale le capital constitutif et font eux-mêmes le service de la rente, ont intérêt à résister à la demande en conversion.

Mais, que faut-il décider du patron et de l'assureur qui ont, avant

(1) Trib. civ. La Flèche, 2 août 1906, *Rev. jud.*, 1907, p. 120.

l'expiration du délai de revision, versé à la caisse nationale le capital constitutif de la rente allouée ?

Nous pensons qu'ils ont aussi intérêt à assister à la procédure, car, au cas de revision diminuant la rente primitivement constituée, il leur est fait ristourne, par la caisse nationale, du capital représentatif de la fraction de rente supprimée ; ils doivent, dès lors, être mis à même de signaler au tribunal, comme nous l'avons expliqué plus haut, l'instance en revision qui serait pendante.

De même, la caisse remboursant au débiteur l'excédent du capital devenu disponible, quand la rente de l'ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français a été rachetée par trois annuités, le patron a intérêt, comme nous l'avons dit plus haut, à faire savoir au tribunal, si la victime a manifesté l'intention d'abandonner sa résidence en France.

Le patron et l'assureur sont, de plus, intéressés à faire calculer exactement le capital représentatif de la rente convertie et la rente réversible, car c'est une question de savoir si la caisse nationale, au cas où ces chiffres auraient été mal établis, ne serait pas fondée à réclamer au patron ou à l'assureur la différence provenant de cette erreur de calcul, la victime étant fondée à réclamer la totalité de la condamnation résultant d'un jugement devenu définitif.

En conséquence, même au cas de versement à la caisse nationale du capital constitutif, nous pensons que le patron ou l'assureur ont intérêt à défendre à la demande en conversion ou en réversibilité.

Que faut-il décider de la caisse nationale ?

A. — LE CAPITAL CONSTITUTIF N'A PAS ÉTÉ VERSÉ A LA CAISSE.

Il faut se rappeler que la caisse nationale ne paie qu'au lieu et place du débiteur de la rente et sauf son recours contre ce dernier. En conséquence, nous pensons que la caisse nationale n'aura intérêt à suivre l'instance en conversion, que dans le cas d'insolvabilité du débiteur, patron ou assureur.

Mais dans cette hypothèse, elle aurait le même intérêt qu'un patron non assuré.

Cette insolvabilité doit, suivant nous, pour justifier le droit de la caisse, être actuelle et certaine ; en fait, la caisse sera avisée de cette insolvabilité au plus tard dans le délai de 3 mois après qu'elle se sera manifestée, puisque les rentes sont payables par trimestre et qu'à défaut de paiement à l'échéance, la caisse sera saisie par l'intermédiaire du maire, de la réclamation du blessé.

B. — LE CAPITAL CONSTITUTIF A ÉTÉ VERSÉ A LA CAISSE.

La demande en conversion et en reversibilité, ne peut être introduite qu'à l'expiration du délai de revision ; or, à ce moment, la caisse nationale qui a reçu le capital constitutif de la rente doit servir la rente aux bénéficiaires, sans pouvoir exercer aucun recours contre le débiteur de la rente, auquel, par convention, elle s'est substituée ; en effet, si pendant le délai de revision la caisse peut récupérer du débiteur de la rente le capital complémentaire correspondant à l'augmentation de la rente révisée, et joue en quelque sorte le rôle d'un intermédiaire désintéressé, il n'en va plus de même après ce délai, car la rente étant définitivement fixée, la caisse n'a plus aucun recours contre le patron ou l'assureur.

Dès lors, elle est intéressée à l'instance en conversion et en reversibilité, car c'est elle qui supportera les erreurs de calcul : il faut en effet remarquer que le jugement fixant le chiffre du capital et de la rente pourra devenir définitif à l'insu de la caisse nationale, car, d'une part, la caisse nationale n'aura pas connu la demande introduite en dehors d'elle, par simple requête, et, d'autre part, par application de l'article 17 l'appel, à supposer qu'il soit possible la caisse n'étant pas partie, ne sera plus recevable après le délai d'un mois à partir du jugement qui deviendra ainsi définitif sans avoir été signifié.

Il paraît également très douteux que la caisse puisse agir par voie d'interprétation, car, d'une part, elle n'a pas été partie, et, d'autre part, il est de jurisprudence que la demande en interprétation n'est admise que si le jugement renferme une disposition obscure ou équivoque, ce qui n'est pas le cas ; d'autre part, la demande en rectification ne paraît pas non plus possible car il est admis qu'elle ne peut porter que sur une erreur matérielle ; or, en notre hypothèse, il ne s'agit pas d'une simple erreur de plume, mais bien plutôt d'une erreur de droit consistant en ce que le tribunal a établi ses chiffres exactement calculés, en se basant sur des données inexacts, par exemple en n'adoptant pas le tarif en vigueur.

Par suite, nous pensons qu'au cas où le capital constitutif de la rente lui a été versé, la caisse nationale a intérêt à suivre l'instance en conversion ou en reversibilité.

D'ailleurs, il est certain que la caisse est, mieux encore que le patron ou l'assureur, qualifiée pour fournir au tribunal les éléments de ses calculs.

De ces considérations il résulte que la demande en conversion ou en reversibilité intéresse le patron, l'assureur substitué, et la caisse, au

cas d'insolvabilité du débiteur de la rente, ou au cas de versement du capital constitutif.

La procédure doit donc être contradictoire, et, pour ce motif, la victime doit procéder par voie d'assignation à son patron (1), qui, au cas d'assurance, se fera représenter par son assureur, et à la caisse nationale, au cas d'insolvabilité du débiteur de la rente, ou au cas de versement du capital représentatif ; la victime n'ignorera pas l'insolvabilité ni le versement, puisque, dans ces cas, c'est de la caisse nationale qu'elle aura reçu le paiement de ses arrérages (2).

Nous pensons que, tout en mettant en cause la caisse, on ne peut éliminer de l'instance le patron (3), car, même alors, il peut avoir intérêt à contester la demande.

Si, en effet, la caisse a été appelée parce qu'il est insolvable, il a intérêt à intervenir parce qu'au cas où il reviendrait à meilleure fortune, la caisse pourra exercer contre lui une action en recouvrement.

Si la caisse a été appelée parce que le capital représentatif a été versé, il a encore intérêt à suivre la procédure, afin de faire connaître si une instance en revision est pendante, si la victime, étrangère, doit quitter la France, ou si la victime doit se remarier, puisque, dans ce cas, il reçoit de la caisse, ristourne du capital devenu disponible.

Notre opinion sur la nécessité de l'assignation peut s'appuyer sur un arrêt de cassation (4), qui a déclaré que la décision de la chambre du conseil, refusant, même sur simple requête, d'ordonner la conversion, est un acte de juridiction contentieuse.

Dès lors, se trouve mis à néant l'argument invoqué par les tribunaux qui justifient la procédure par voie de simple requête, en disant que la décision sur la demande en conversion ne constitue qu'un acte de juridiction gracieuse, ne comportant, par suite, aucune contradiction.

Si l'arrêt précité fait allusion à une décision de la chambre du conseil rendue, « même sur simple requête », on ne peut tirer de cette expression aucun argument contre la procédure par voie d'assignation, car il a été dit *expressis verbis*, « la décision de la chambre du conseil qui,

(1) Trib. civ. Charolles, 23 juin 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 365 ; trib. civ. La Flèche, 2 août 1906, *Rev. jud.*, 1907, p. 120 ; trib. civ. Sedan, 22 septembre 1903, *Gaz. trib.*, 23 octobre 1903.

(2) Comparer trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 3 juillet 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 334, cassé par arrêt Douai, 7 décembre 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 62 ; trib. civ. Marmande, 28 juillet 1904, *Rec. spéc. acc. tr.*, 5^e année, p. 225.

(3) *Contrà*, trib. civ. Seine, 12 février 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e année, p. 414.

(4) Cass. civ., 3 août 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 160.

même sur simple requête, refuse d'ordonner la conversion, est un acte de juridiction contentieuse... qui est susceptible d'appel... »

De sorte qu'il ne faut voir dans la mention, « même sur simple requête », qu'un *a fortiori*, sur le caractère contentieux de la décision ; par suite, les intéressés doivent être appelés à y contredire.

Mentionnons enfin une troisième opinion, d'après laquelle la décision de la chambre du conseil, sur la demande en conversion ou en reversibilité est tantôt un acte de juridiction gracieuse, et tantôt un acte de juridiction contentieuse, suivant que le patron y aura ou non adhéré ; dans le premier cas, la demande pourrait être formée par requête, tant au nom du patron, qu'au nom de l'ouvrier ; dans le second cas, elle devrait être introduite par voie d'assignation (1).

Il faut tout d'abord remarquer que cette dernière opinion confirme pleinement que, comme nous l'avons soutenu, le patron est intéressé, et doit être présent à l'instance, puisque, même dans le cas d'accord, il est dit que la requête sera introduite au nom du patron et au nom de la victime.

Mais, nous ne croyons pas fondée la distinction que propose cette opinion, suivant que le patron sera ou non d'accord avec la victime.

D'une part, en effet, il nous paraît difficile de rendre ainsi, tantôt contentieuse, tantôt gracieuse, la décision du même tribunal sur le même objet, et entre les mêmes parties ; l'accord des parties ne change pas la nature de la juridiction ; et, le fait que la demande est introduite par requête ou par assignation, est aussi sans influence pour déterminer la nature de la décision ;

C'est au contraire la nature de la juridiction qui détermine la procédure à suivre.

D'autre part, nous ne croyons pas que l'exacte interprétation du texte permette d'introduire la demande par requête, présentée au nom du patron et au nom de la victime, car l'article 9 stipule expressément, que c'est la victime qui peut demander la conversion et la reversibilité, et nous en déduisons que la victime seule peut user de cette faculté ; par voie de conséquence, le patron ne sera pas recevable dans cette demande.

Aussi pensons-nous que la dernière opinion que nous venons de rapporter, ne doit pas être retenue.

SECTION III. — Compétence « *ratione materiæ* » (Pouvoirs du tribunal).

Ni la conversion, ni la reversibilité ne constituent un droit pour la victime, qui a seulement la faculté de les demander ; aussi, le tribunal

(1) Sachet, n° 507.

en chambre du conseil n'est-il pas nécessairement obligé de faire droit à la demande de la victime, par cela seul qu'il en a été régulièrement saisi.

La chambre du conseil doit examiner la demande, non seulement en la forme, pour rechercher si la victime se trouve bien dans les conditions prévues à l'article 9, c'est-à-dire si le délai de revision prévu à l'article 19 est expiré, si le délai de 30 jours à compter de cette expiration du délai de revision n'est pas excédé, si l'acte introductif d'instance est régulier, si aucune instance en revision introduite dans les délais est encore pendante, et si, par conséquent, la rente est définitivement réglée, comme le veut l'article 9, mais elle est aussi compétente pour apprécier au fond s'il convient d'accueillir la réclamation de la victime.

Pour plus de clarté, et bien que les deux demandes puissent être formées cumulativement, et soumises ensemble au tribunal, nous les examinerons séparément l'une et l'autre.

§ 1. — Demande en conversion.

En ce qui concerne la demande en conversion du quart de la rente en capital, nous pensons que le tribunal est d'autant plus fondé à exercer son contrôle sur l'opportunité de cette conversion, qu'il a pour devoir et pour mission de protéger la victime contre son propre entraînement.

En effet, le législateur, en attribuant au blessé une rente viagère, en stipulant que cette rente ne sera pas rachetable au-dessus de cent francs, ni pour les mineurs avant leur majorité, en décidant que la réparation mise à la charge du tiers, sera attribuée sous forme de rente, en déclarant la rente incessible et insaisissable, a clairement manifesté par cette série de mesures, sa volonté d'empêcher la victime de se priver par son imprévoyance, en dilapidant le capital, du bénéfice certain d'indemnités qui doivent, en principe, lui être servies pendant toute la durée de sa vie.

Aussi, croyons-nous que, pour répondre à cette préoccupation, le juge, s'il lui apparaît que la victime dépensera sans profit le petit capital qui lui serait ainsi dévolu, devra refuser de faire droit à la demande de conversion.

D'ailleurs, le texte même commande cette solution, puisque, d'une part, il est dit que la victime « peut demander » et non a le droit d'exiger ou de requérir, et, d'autre part, qu'il est spécifié que le tribunal en chambre du conseil « statuera » sur cette demande, le mot « statuer » indiquant très nettement que le tribunal est chargé d'apprécier s'il y a lieu de faire droit à la demande dont il est saisi.

Au reste, les travaux préparatoires confirment le pouvoir de contrôle que nous reconnaissons à la chambre du conseil ;

Il a été dit au Sénat, lors de la discussion de l'article 9, « que le tribunal apprécierait, dans chaque cas particulier, s'il était convenable de donner à la victime d'un accident, une somme en argent, si le versement de cette somme présentait un réel intérêt pour la famille » (1), et cette déclaration mérite d'autant plus d'être retenue, que la Chambre des députés ayant, à deux reprises, voté un texte portant que la victime « pouvait exiger... » le Sénat maintint d'abord le droit d'appréciation du tribunal (2), puis substitua à une nouvelle rédaction portant les mots « peut exiger » (3), la formule actuelle, « peut demander » (4).

Il fut en outre indiqué, pour justifier la compétence attribuée exceptionnellement à la chambre du conseil, que la question pouvait se poser de savoir si la victime n'est pas un ivrogne, un dépensier capable de dissiper lestement son petit trésor (5).

Le pouvoir d'appréciation du tribunal est encore confirmé par une observation présentée au Sénat, au sujet de l'addition au texte, des mots « au plus ». L'article 9, fut-il dit, porte que la victime peut demander que le quart du capital lui soit attribué en espèces : par conséquent, le tribunal se trouve placé entre ces deux alternatives, d'allouer ce quart intégralement, ou de ne rien allouer du tout... Le tribunal peut craindre que cette somme totale soit mal employée, et reconnaître seulement, qu'il y aurait intérêt à ce que la victime pût n'en toucher qu'une partie... Avec le texte impératif de l'article 9, il ne le pourra pas : la victime n'obtiendra rien en espèces. Il est donc indiqué de dire que la victime pourra demander que le quart au plus du capital représentatif de sa rente, lui soit attribué en espèces ; de cette façon, le tribunal aura les coudées franches (6).

Ce à quoi M. Bérenger, président de la commission, répondit : Vous traduisez exactement la pensée de la commission. »

Il résulte donc, aussi bien du texte que des travaux préparatoires, que le tribunal est compétent pour apprécier s'il y a lieu d'accueillir

(1) M. Cuvinot, séance du 27 mars 1890, D., 1898, 4^e, p. 73.

(2) Vote de l'amendement de M. Cordelet, Sénat, séance 8 juillet 1895.

(3) Sénat, séance 4 mars 1898, J. O. du 5, Déb. parl., p. 520.

(4) Sénat, séance 18 mars 1898, J. O. du 19, Déb. parl., p. 325.

(5) Même référence.

(6) Observation de M. Félix Martin, Sénat, séance du 18 mars 1898, J. O. du 19, Déb. parl., p. 325.

la demande de la victime, ou de la rejeter en totalité ou en partie (1).

Et nous pensons que le tribunal, pour fixer son appréciation, ne devra pas se borner à considérer l'intérêt seul de la victime, mais devra aussi envisager la situation du patron.

Nous avons montré en recherchant précédemment si le patron avait intérêt à être appelé à l'instance, que la conversion était ou pouvait être onéreuse pour ce dernier et dès lors nous croyons que le tribunal doit encore examiner si l'octroi de la demande formée par la victime n'aurait pas pour résultat de ruiner le patron, resté son propre assureur, qui, capable de faire face aux arrérages de la rente ne pourrait pas sans grand dommage pour son industrie fournir immédiatement un capital (2).

Le désir du législateur de ne pas obérer la situation du patron permet de soutenir que cette dernière considération doit entrer dans l'appréciation du tribunal.

La compétence de la chambre du conseil pour examiner au fond la demande en conversion subsiste alors même qu'un accord serait intervenu sur ce point entre la victime et le patron, car, en ce cas, il appartient au juge de protéger la victime contre sa propre imprévoyance.

§ 2 — Demande en réversibilité.

A. — EN LA FORME.

Le tribunal doit rechercher comme en matière de conversion si les conditions de forme ont été exactement remplies ; mais il doit de plus vérifier si le mariage du conjoint sur la tête duquel est demandée la réversibilité est antérieur à la date de l'accident. Il a cependant été soutenu que la victime peut demander la réversibilité sur la tête de son conjoint même au cas où le mariage est postérieur à l'accident (3), car, d'une part, dit-on, cette reversion sur la tête du conjoint marié postérieurement à l'accident ne saurait causer préjudice au patron puisque, d'après le texte, la nouvelle rente est calculée de façon qu'elle n'entraîne aucune augmentation de charges pour ce dernier, et que, d'autre part, le texte dans la généralité de ses termes ne laisse apparaître aucune distinction basée sur l'époque du mariage.

Mais nous pensons que cette opinion ne doit pas être retenue.

(1) Trib. civ. Mirande, 28 juillet 1904, *Rec. spéc. acc. tr.*, 5^e année, p. 225 ; en ce sens Cabouat, *Traité acc. trav.*, n° 744.

(2) En ce sens, Rubod, p. 90.

(3) Sachet, n° 517 ; Cabouat, *Lois nouvelles*, 1899, p. 434 ; Mourral et Berthiot, p. 124.

Il a en effet été demandé au cours des travaux préparatoires si la faculté de reversibilité s'appliquerait au cas de mariage après l'accident. Il fut même proposé au Sénat pour plus de précision (M. Waddington) de stipuler que l'arrangement à intervenir aurait lieu au moment du règlement de l'indemnité pour éviter que le pensionné puisse, après avoir joui de cette pension, la faire reporter sur une autre personne qu'il épouserait à son lit de mort.

Mais le rapporteur (M. Poirier) répondit : « Ce serait contraire à l'esprit de la loi et au texte lui-même. Je ne crois pas qu'on puisse tirer même du texte cette conclusion, que la rente pourrait être déclarée réversible sur le conjoint épousé par la victime après l'accident... et, s'il apparaît que le moindre doute puisse naître sur le sens que nous entendons attribuer à ce texte nous préciserons notre pensée dans un nouveau texte » (1).

A raison de la réponse si nette faite par le rapporteur à la question qui lui avait été posée sur ce point même, nous pensons qu'il faut décider que le tribunal doit refuser la reversibilité sur la tête du conjoint dont le mariage est postérieur à l'accident (2).

B. — AU FOND.

Les mêmes raisons, quoique affaiblies, que nous avons exposées à propos de la demande en conversion et qui sont basées sur l'intérêt de la victime, militent pour accorder au tribunal le droit d'examiner au fond la demande en reversibilité de la rente pour moitié au plus sur la tête du conjoint.

En effet, aux termes du § 2 de l'article 9, la rente viagère de la victime sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la reversibilité aucune augmentation de charges pour le patron ; dès lors, la reversibilité entraînant nécessairement une diminution dans la rente servie à la victime, cause à cette dernière un préjudice certain, dont le tribunal doit apprécier l'opportunité.

Au reste les travaux préparatoires confirment ce pouvoir de contrôle donné à la chambre du conseil.

Nous devons rappeler ici qu'un amendement avait été déposé par M. Félix Martin, tendant à retirer compétence à la chambre du conseil sur la demande en reversibilité parce que, était-il dit, la reversibilité constitue un droit absolu pour la victime qui fait le sacrifice d'une partie de sa rente pour assurer le sort de son conjoint et que le tribunal n'a

(1) Sénat, séance 8 juillet 1893, *J. O.* du 9, Déb. parl., p. 767.

(2) En ce sens, Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du louage*, 2^e édit., 1974.

pas à apprécier cette demande, pas plus d'ailleurs que le chef d'entreprise, puisque cela n'augmente pas ses charges.

Au cas où il y aurait « discussion technique sur la valeur de la rente viagère mise sur la tête de la victime et la valeur de la rente viagère moindre, réversible sur la tête du conjoint, le tribunal pourra être appelé à statuer sur la difficulté, mais, conformément aux règles ordinaires, en audience publique ». Or, il fut répondu par M. Béranger, président de la commission, qu'il y avait lieu à appréciation du tribunal même dans ce cas, car il y a deux questions à résoudre. L'article dit en effet que la victime peut demander à constituer une rente viagère réversible pour moitié au plus sur la tête de son conjoint : ici se pose donc une question, celle de savoir si c'est plus ou moins de la moitié. »

Poursuivons l'article : dans ce cas la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise ; il y a là une seconde question qui sera parfois délicate à apprécier, celle de savoir si l'opération demandée par l'ouvrier et qui ne lui sera pas refusée n'aura pas pour effet d'augmenter les charges du chef d'entreprise (1).

Il résulte de cette citation que le tribunal sera compétent pour apprécier non seulement l'intérêt de la victime, mais aussi l'intérêt du patron : l'intérêt du patron apparaîtrait au cas où la victime étant menacée d'une mort imminente ou seulement certaine à bref délai, demanderait la reversion sur la tête de son conjoint, car alors en prolongeant sur la tête du conjoint la rente près de s'éteindre fixée sur la tête de la victime, on aggraverait l'obligation du patron.

Ce sont là d'ailleurs questions théoriques plutôt que pratiques.

Le tribunal peut donc, soit rejeter, soit admettre la demande en totalité ou seulement en partie.

Au cas où est prononcée la réversibilité, la chambre du conseil doit ne pas se contenter de fixer dans quelle proportion il y aura réversibilité de rente, mais déterminer le chiffre exact de la rente reversée sur la tête du conjoint et celui de la rente maintenue sur la tête de la victime, afin que sa décision qui emporte condamnation se suffise à elle-même.

En effet, à la suite des observations présentées au Sénat, et que nous venons de rappeler, il fut déclaré par le rapporteur M. Thévenet : « La commission pense qu'il est bon que le tribunal fixe lui-même en chambre du conseil la quotité de rente qui restera après la reversion opérée :

(1) Sénat, séance 18 mars 1898, *J. O.* du 19, Déb. parl., p. 325.

il est bon que cette formalité soit remplie pour qu'il n'y ait aucune espèce d'ambiguïté dans le paiement (1).

C. — PRÉDÈCES DU CONJOINT SUR LA TÊTE DUQUEL LA RENTE A ÉTÉ REVERSÉE

Il nous paraît évident qu'au cas où le conjoint sur la tête duquel partie de la rente a été reversée viendrait à décéder avant la victime, cette dernière recommencerait à toucher l'intégralité de sa rente, puisque la condition de la modification de rente qui est le prédécès de la victime ne se serait pas produite (2).

Mais nous pensons qu'en ce cas il n'est pas nécessaire que le tribunal en chambre du conseil, soit à nouveau saisi, pour annuler sa première décision qui, suivant nous, tombe d'elle-même (3).

Il n'y a, en effet, croyons-nous, aucun argument à tirer de l'article 1184 du code civil, aux termes duquel la résolution n'opère pas de plein droit et doit être demandée en justice quand survient la condition résolutoire, car, d'une part, cet article vise les contrats synallagmatiques et il n'apparaît pas que la reversibilité ordonnée par le tribunal puisse être assimilée à un contrat de cette nature ; d'autre part il n'est pas possible de soutenir par application de cet article que l'une des parties a manqué à son engagement, cas dans lequel la résolution doit être demandée à justice.

Il est plus exact, croyons-nous, de dire que, conformément à l'article 1183 du code civil, la condition résolutoire qui est ici le prédécès du conjoint opère la révocation de l'obligation mise à la charge du patron et remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé : et il est admis en droit commun que l'intervention de la justice n'est alors nécessaire que s'il y a contestation sur le point de savoir si la condition est accomplie ou non, et que, dans ce cas, le tribunal a seulement pour mission de vérifier cette question de fait et rend une décision, non pas génératrice de cette résolution, mais seulement déclarative (4).

En sorte que dans notre espèce la question de décès du conjoint n'étant point contestée, il n'y a pas lieu à intervention du tribunal. Mais alors par analogie avec le § 2 de ce même article, qui porte que le créancier doit restituer ce qu'il a reçu dans le cas de révocation de l'obli-

(1) Sénat, séance 18 mars 1898, *J. O.* du 19, Déb. parl., p. 325.

(2) Sachet, n° 516; Loubat, n° 1037.

(3) *Contrà*, Loubat, n° 1037.

(4) Demolombe, *Cours de code civil*, t. XXV, n° 474; Huc, t. VII, n° 265, *Commentaire théorique et pratique du code civil*.

gation et dont l'esprit est qu'aucune partie ne peut tirer bénéfice d'une obligation considérée comme n'ayant jamais existé, il faut décider qu'en cas de prédécès de son conjoint, la victime doit, non seulement continuer à toucher la rente qui lui avait été primitivement allouée avant la constitution de reversibilité, mais est encore fondée à réclamer au patron, qui à raison de cette reversion a retenu une partie des arrérages, la somme totale d'arrérages qu'elle a touchée en moins.

Mais si une contestation était élevée sur ce point, nous pensons que la compétence échapperait à la chambre du conseil parce qu'elle ne connaît à titre d'exception, que des demandes ayant pour but d'obtenir la conversion ou la reversibilité ; il faudrait alors faire retour au tribunal civil.

D. — DIVORCE DU CONJOINT.

Que décider au cas où, après que le tribunal en chambre du conseil aura prononcé la reversibilité, le divorce est prononcé entre les époux ? La chambre du conseil sera-t-elle compétente pour statuer sur la demande de la victime en rétablissement de la rente primitive par suppression de la reversibilité ?

Peut-on soutenir, au contraire, que le texte ne prévoyant aucune revision de la décision de la chambre du conseil, le jugement est par suite définitif et que le droit reste fixé sur la tête de celui qui était le conjoint.

Nous pensons que la décision de la chambre du conseil fixant la reversibilité sur la tête du conjoint n'est pas définitive. Il faut en effet remarquer que cette reversibilité faite par la victime sur la tête de son conjoint constitue une donation ; par suite, à défaut de disposition contraire, on est amené à appliquer à notre matière les règles qui régissent les donations.

Or, l'article 1096 du code civil dispose que toutes donations faites entre époux pendant le mariage seront toujours révocables. Par application de cette règle il faut nécessairement reconnaître à la victime le droit de révoquer sa donation et par suite de faire rétablir la rente primitive totale qui lui avait été allouée.

C'est une question de savoir si, en droit commun, les donations entre époux sont révocables *ad nutum* ou seulement pour cause d'ingratitude ou d'inexécution des conditions ; nous indiquerons seulement ici que nous pensons que la révocation est purement protestative (1), à raison des termes généraux de l'article 1096 du code civil qui n'implique aucune con-

(1) Marcadé, *Sur l'article 1096*, n° 4 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, t. II, n° 1014.

dition. Dès lors, par application de cette règle, il nous paraît que la victime pourra toujours révoquer la reversibilité.

Mais il se peut que la victime n'exerce point ce droit de révocation. En ce cas il y a lieu de se demander si le divorce prononcé entre les époux laissera subsister la reversibilité ou en opérera *ipso facto* la révocation.

Nous pensons qu'il faut distinguer suivant que le divorce aura été prononcé en faveur ou contre le conjoint bénéficiaire de la reversibilité.

En effet, en vertu de l'article 299 du code civil, l'époux contre lequel le divorce aura été prononcé perdra tous les avantages que l'autre époux lui avait faits soit par contrat de mariage, soit depuis le mariage et il est de jurisprudence certaine (1) qu'à raison des termes impératifs de l'article précité le divorce ou la séparation de corps ont pour effet de révoquer de plein droit les donations stipulées en faveur du conjoint contre lequel ils ont été prononcés.

Dès lors il faut décider que la reversibilité se trouve révoquée, sans aucune manifestation de volonté de la part de la victime, quand le divorce ou la séparation de corps ont été prononcés contre le conjoint donataire.

Si, au contraire, le divorce ou la séparation de corps ont été prononcés en faveur du conjoint donataire, et que, d'autre part, la victime n'ait pas usé de son droit de révocation, nous pensons que la reversibilité prononcée par le tribunal en chambre du conseil continue son effet, car par application de l'article 300 du code civil, l'époux qui a obtenu le divorce conserve les avantages à lui faits par l'autre époux ; dès lors le débiteur de la rente reversée sera tenu d'en verser les arrérages au conjoint divorcé survivant.

Au cas de révocation expresse par la victime, ou au cas de révocation résultant du jugement de divorce ou de séparation de corps nous pensons que la victime devra saisir à nouveau la chambre du conseil, à notre avis seule compétente pour donner acte de la suppression de la reversibilité, pour rétablir la rente primitive et dire que la portion d'arrérages retenue par le débiteur de la rente à raison de la reversibilité, sera versée à la victime.

Il a été proposé de dire qu'en cas de révocation, le débiteur de la rente reversible serait tenu d'en verser les arrérages non plus au conjoint déchu, mais aux héritiers de la victime (2).

(1) Arrêt fondamental, Cass. ch. réun., 23 mai 1845, D., 45, 1, 225.

(2) Cabouat, *Traité des accidents du travail*, t. II, n° 735.

Mais nous pensons que cette solution ne doit pas être admise, parce que, d'une part, la reversibilité n'est autorisée qu'en faveur du conjoint et qu'ainsi, elle profiterait aux héritiers de la victime et, d'autre part, parce que la révocation a pour effet d'annuler la reversibilité et de replacer la victime dans l'état où elle se trouverait si la reversibilité n'avait point été prononcée ; dès lors, la rente primitive doit être rétablie sur la seule tête de la victime qui peut seulement réclamer, comme nous l'avons dit, la portion d'arrérages retenue à raison de la reversibilité qui avait été prononcée.

F. — DÉPENS.

Il reste à rechercher à la charge de quelle partie le tribunal doit mettre les dépens de l'instance.

Pour plus de clarté nous examinerons cette question ultérieurement, en étudiant au titre de la procédure les dépens en général

SECTION IV. — Compétence « ratione loci ».

L'article 9 ne précise pas quel sera le tribunal compétent pour connaître en chambre du conseil des demandes en conversion et en reversibilité, mais il ne semble pas douteux que, par application du principe général posé par la loi de 1898 qui donne compétence au juge du lieu de l'accident pour fixer les indemnités pouvant être dues en vertu de notre loi, c'est aussi le tribunal du lieu de l'accident qui doit en chambre du conseil statuer sur les demandes en conversion et en reversibilité.

Mais cette compétence reçoit exception dans les cas où, par application de l'article 15, il y est fait échec soit devant le juge de paix, soit devant le président du tribunal.

Si donc l'accident est survenu en territoire étranger, le tribunal compétent pour statuer en chambre du conseil sera celui dans le ressort duquel est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime : et il en sera de même quand l'accident s'étant produit en territoire français hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, celle-ci aura, dans les formes déterminées et les délais utiles, requis et obtenu la compétence du juge du lieu du dépôt ou de l'établissement.

De sorte qu'il est plus exact de dire que le tribunal compétent pour

statuer en chambre du conseil est celui qui a statué sur l'action en indemnité (1).

Il a été soutenu que la compétence devait être attribuée au tribunal du domicile de la victime (2), mais cette opinion est restée isolée et nous paraît devoir être rejetée comme ne reposant sur aucun texte.

SECTION V. — Voies de recours.

Nous avons admis précédemment que la décision de la chambre du conseil constituait un acte de juridiction contentieuse, comportant la contradiction du débiteur de la rente ; en conséquence, nous croyons que les voies ordinaires de recours contre les jugements sont ouvertes contre cette décision.

§ 1. — Tierce opposition.

Nous admettons donc d'abord que la décision de la chambre du conseil est susceptible de tierce opposition soit du patron, soit de l'assureur substitué, soit de la caisse nationale au cas où ils n'auraient pas été appelés à l'instance, car nous avons montré précédemment que la décision qui alloue le capital de la rente convertie ou qui fixe la quotité de la rente réversible peut préjudicier au patron ou à l'assureur substitué, ou à la caisse nationale dans les cas que nous avons déterminés.

§ 2. — Opposition.

Nous pensons que les décisions de la chambre du conseil sont susceptibles d'opposition et que le délai applicable est celui fixé par l'article 17, § 2, tel que nous l'avons précisé précédemment en examinant l'opposition aux décisions du tribunal.

§ 3. — Appel.

A. — LES DÉCISIONS DE LA CHAMBRE DU CONSEIL SONT-ELLES SUSCEPTIBLES D'APPEL.

La loi de 1898 étant muette sur la procédure à suivre devant la chambre du conseil, la question de savoir si l'appel est recevable en la matière reste très discutée.

(1) Sachet, n° 510 ; Loubat n° 1001 ; Rubod, n° 90.

(2) Mourral et Berthiot, p. 124.

1° Il a été soutenu que le jugement qui statue sur une demande en conversion étant un acte de juridiction gracieuse n'est pas susceptible d'appel (1).

Cette opinion se base sur ce que la décision doit être rendue sans débat contradictoire en la seule présence du ministère public, et aussi sur une phrase prononcée par M. Waddington au cours des travaux préparatoires, qui, proposant que le texte accordant alors à la victime le droit d'exiger la conversion ne lui donne que la faculté de la demander, dit : « mieux vaudrait substituer au droit absolu de la victime, la faculté par le président ou le tribunal, qui dans l'espèce statue en dernier ressort, d'accorder le quart du versement du capital s'il le croit bon (2).

2° Après cette opinion radicale déclarant que l'appel n'est jamais recevable, il a été indiqué que la décision de la chambre du conseil étant contentieuse au regard de l'ouvrier seulement, celui-ci seul pouvait en interjeter appel (3), mais que le patron ne devant pas être partie à l'instance, et étant par conséquent considéré comme tiers, ne pouvait pas faire appel (4).

3° Il a été enfin jugé que cette décision de la chambre du conseil, même rendue sur simple requête, est susceptible d'appel par le demandeur (5). Mais à la différence de l'opinion précédente, il n'a pas été déclaré par cette jurisprudence que l'appel ne pouvait être formé par d'autres que le demandeur.

4° Cependant l'arrêt de cassation (5 août 1907) précité, bien que statuant sur une espèce dans laquelle la décision avait été rendue sur requête et l'appel avait été formé par le demandeur, paraît bien poser le principe beaucoup plus général que les décisions de la chambre du conseil sont susceptibles d'appel, sans aucune restriction particulière, au même titre que les autres jugements puisque la cour après avoir visé l'article 17, rappelle qu'aux termes de cet article, les jugements rendus en vertu de la loi de 1898, sont susceptibles d'appel selon les règles de droit commun, et ajoute que, selon les règles de droit commun, dans les litiges excédant le taux du dernier ressort, la voie de l'appel est ouverte en faveur de la partie à laquelle un jugement fait grief.

(1) Loubat, n° 1000 ; Dijon, 24 oct. 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 6^e an., p. 266.

(2) Sénat, 4 mars 1898, *J. O. du 5*, Déb. parl., p. 250.

(3) Trib. civ. Marseille, 12 mai 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., p. 125.

(4) Paris, 12 mars 1907, *Rev. jud.*, 1907, p. 179.

(5) Cass. civ., 5 août 1907, *Rec. spéc.*, 8^e an., p. 160, cassant l'arrêt de Dijon ci-dessus rapporté 1^{re} opinion ; Paris, 31 déc. 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e an., p. 366 ; Paris, 1^{er} déc. 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., p. 306.

Quant à l'observation présentée au cours des travaux préparatoires, aux termes de laquelle la décision serait en dernier ressort, et qui est invoquée par les partisans de l'irrecevabilité de l'appel, elle nous paraît trop fragile, étant contenu en un membre de phrase incident, pour fournir un argument utile alors surtout que la discussion instituée ne portait pas sur ce point.

Aussi pensons-nous que la décision de la chambre du conseil est susceptible d'appel (1), sans restriction, par toutes les parties à l'instance; et cette solution nous paraît d'autant plus certaine que, suivant nous, la chambre statue à la suite d'un débat contradictoire entre la victime et le débiteur de la rente; et que d'autre part l'article 17 déclare que sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun les jugements rendus en vertu de la présente loi.

B. — DE QUELLES DÉCISIONS DE LA CHAMBRE DU CONSEIL
PEUT-IL ÊTRE FAIT APPEL.

Nous pensons que, pour déterminer quelles décisions de la chambre du conseil sont susceptibles d'appel, il y a lieu de distinguer suivant qu'il s'agit d'une demande en conversion ou d'une demande en réversibilité.

1^o *Demande en conversion.*

Quand il s'agit d'une demande en conversion, l'objet de la demande est déterminé puisque la victime sollicite le quart au plus, ou une fraction moindre du capital représentatif de la rente, c'est-à-dire une somme dont la quotité est fixée.

Si la victime n'a pas précisé le chiffre exact du capital par elle demandé, le tribunal possède tous les éléments nécessaires pour le déterminer, puisque la rente base du calcul est connue ainsi que son capital représentatif et que d'autre côté la victime a nécessairement fixé au moins la fraction de rente à racheter.

De plus le tribunal établira nécessairement ces calculs puisque la condamnation à intervenir portera sur un capital déterminé.

Dès lors, suivant nous, la décision sera susceptible d'appel, conformément aux règles de droit commun, si le capital demandé excède 1.500 francs taux du dernier ressort.

Nous noterons cependant qu'il a été jugé que la décision de la

(1) Trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 3 juillet 1903, *Rev. jud.*, 03, p. 334.

chambre du conseil sur la conversion est susceptible d'appel lorsque rien n'indique que le litige a une valeur déterminée (1), ce qui démontre que la cour de cassation a considéré en l'espèce qui lui était soumise que la demande en conversion était de valeur indéterminée.

Mais nous pensons contrairement à cette opinion que la demande en conversion indique toujours et nécessairement la valeur du litige et par conséquent n'est jamais de valeur indéterminée, puisque l'acte introductif d'instance doit, par application du droit commun, contenir l'objet de la demande et que tous les éléments de calcul étant connus au jour de la demande celle-ci correspond à un chiffre exactement déterminé.

2° *Demande en reversibilité.*

Au contraire, s'il s'agit d'une demande en reversibilité de la rente, comme la condamnation portera non sur un capital, mais sur une rente viagère à servir, nous estimons que la décision est toujours susceptible d'appel, car elle statue alors sur une demande de valeur indéterminée comme nous l'avons montré en étudiant ci-dessus le taux d'appel des jugements rendus par le tribunal.

C. — DÉLAI DE L'APPEL.

Il a été soutenu que, s'agissant d'un jugement rendu sur requête, le délai d'appel devait être fixé à trois mois à dater de la décision, par analogie avec l'article 858 du code de procédure civile (2).

Mais cependant le délai de trois mois imparti par l'article 858 du code de procédure civile paraît inapplicable à notre matière parce qu'il constitue un délai spécial et qu'il est de principe que les délais spéciaux ne s'appliquent qu'aux matières en vue desquelles ils ont été édictés.

Or, cet article 858 vise spécialement le cas de rectification d'un acte de l'état civil et seulement l'appel formé par le demandeur, seule partie en cause ; cette matière ne présente donc aucune analogie avec la demande en conversion.

Mais même si une analogie quelconque pouvait être relevée entre ces deux matières, il faudrait encore écarter l'article 858 du code de procédure parce que, conformément à la règle ci-dessus rappelée, pour créer un délai spécial, il faut un texte spécial ;

(1) Cass. civ., 5 août 1907, *Rec. spéc.*, 8^e an., p. 160.

(2) Paris, 31 déc. 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e an., p. 366.

De plus, l'opinion que nous combattons paraît rechercher l'analogie non dans la matière, mais dans le fait que la procédure a été introduite dans les deux cas par requête. Or, nous avons contesté que la victime puisse procéder par voie de simple requête et soutenu qu'elle doit agir par voie d'assignation.

Si nous rejetons le délai spécial de 3 mois, nous pensons qu'il faut écarter également le délai de deux mois prévu par le droit commun (1) (art. 443 c. pr. c.).

En effet, le jugement de la chambre du conseil est rendu en vertu de la loi de 1893 et par application de ses dispositions qui forment sa base juridique ; or l'article 17 crée précisément un délai spécial pour tous les jugements rendus en vertu de la présente loi.

Dès lors, il nous paraît que l'appel, conformément à ce texte, doit être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et s'il est par défaut dans la quinzaine du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

Cette opinion paraît confirmée par l'arrêt de cassation précité (2), qui pour admettre l'appel d'une décision de la chambre du conseil, se réfère à l'article 17 de notre loi ; d'où l'on peut conclure que les délais spéciaux de cet article sont applicables.

D. — FORMES DE L'APPEL.

Il a été décidé que l'appel d'un jugement statuant sur une demande en conversion est valablement formé par voie de requête au greffe de la cour (3).

Cette opinion se base sur ce que le jugement de la chambre du conseil est rendu sur requête, et vise seulement l'appel interjeté par la victime demanderesse. Mais, nous croyons devoir l'écarter car, comme nous l'avons indiqué, la procédure devant la chambre du conseil ne peut être valablement introduite par requête et, dès lors, le litige comportant un contradicteur mis en cause dans l'instance, l'appel doit être interjeté par voie d'assignation, dans les formes du droit commun.

§ 4. — Pourvoi en cassation.

Les décisions de la chambre du conseil sont susceptibles de pourvoi en cassation suivant les règles ordinaires.

(1) *Contrà*, Sachet, n° 508 *bis*.

(2) Cass. civ., 5 août 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e an., p. 160.

(3) Paris, 1^{er} décembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 306.

CHAPITRE XI

COMPÉTENCE DU TRIBUNAL DE COMMERCE.

SECTION I. — *Ratione materiæ.*

Nous devons tout d'abord rappeler très succinctement qu'aux termes de l'article 631, § 3 du code de commerce, les tribunaux de commerce connaissent de toutes contestations relatives aux actes de commerce ;

Qu'il est admis que les actes passés par un commerçant sont toujours présumés faits pour les besoins de son commerce et avoir par suite un caractère commercial (1) ;

Que, de plus, il est de règle que si un acte est à la fois civil pour une partie et commercial pour l'autre, la partie pour laquelle l'acte est civil a la faculté de poursuivre son adversaire soit devant le tribunal civil soit devant le tribunal de commerce à son choix.

Nous ajouterons que, par application de la théorie de l'accessoire, la règle de compétence que nous venons de formuler s'applique non seulement aux actes de commerce principaux, mais aussi aux actes accessoires sans distinguer parmi ces derniers si l'obligation est contractuelle, délictuelle ou quasi-délictuelle (2).

Ces principes étant ainsi très brièvement rappelés, il nous sera aisé de déterminer la compétence du tribunal de commerce en notre matière.

§ 1. — **Fixation des indemnités dues par le patron.**

Il avait été soutenu dès le début de l'application de la loi de 1898 que le tribunal de commerce était compétent au gré de la victime ou de ses ayants droit pour fixer les indemnités pouvant être dues par le patron en vertu de notre loi.

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 2^e éd., t. I, p. 168.

(2) Paris, 13 mars 1888, *Gaz. Pal.*, 88, 1, 721.

En effet, le patron étant commerçant, il pouvait être soutenu que l'obligation mise à sa charge par la loi de 1898 et née de l'accident avait à son égard un caractère commercial puisqu'elle constituait une conséquence directe de son commerce ; que, de même qu'il est décidé que le contrat par lequel un commerçant engage les employés et serviteurs attachés à son commerce est un acte de commerce (1), de même il fallait dire que l'obligation imposée au patron par la loi de 1898, d'indemniser son ouvrier victime d'un accident était la conséquence nécessaire du contrat de louage de services intervenu entre les parties (2), et devait par suite être comme le contrat de louage lui-même et au même titre considéré comme un acte de commerce ;

Que, dès lors, l'obligation étant commerciale au regard du patron, la victime avait la faculté de poursuivre ce dernier en exécution de cette obligation devant le tribunal de commerce.

Mais cette théorie ne fut pas admise (3), avec juste raison, car les tribunaux de commerce constituent une juridiction d'exception, dont la compétence ne peut par suite être étendue en dehors des cas spécialement prévus par la loi, alors surtout qu'un texte fixant une autre compétence peut être invoqué.

Or, en notre matière, les articles 15 et 16 de notre loi prévoient, et c'est là un argument décisif, la compétence du juge de paix, du président et du tribunal civil ; ils organisent, de plus, devant le président du tribunal civil, tant en conciliation qu'en référé, une procédure incompatible avec la juridiction commerciale, de sorte que les tribunaux de commerce ne peuvent connaître des actions en indemnités dirigées par la victime contre son patron, en vertu de la loi de 1898.

§ 2. — Demande de frais médicaux et pharmaceutiques.

Nous avons soutenu que les demandes en frais médicaux et pharmaceutiques dirigées contre le patron par le médecin ou pharmacien choisi par le patron, échappaient à la compétence spéciale de l'article 5, § 2 et 4, et de l'article 15, § 4 de la loi de 1898, et étaient régies par le droit commun, parce qu'elles trouvaient leur base juridique non dans la loi de 1898, mais dans la convention passée avec le patron en vertu du droit commun.

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 2^e éd., t. I, n° 172, p. 150.

(2) Cass. civ., 8 mai 1907, *Rev. jud.*, 1907, p. 250.

(3) Trib. com. Bordeaux, 9 mars 1900, *Rec. spéc.*, 1^{re} année, p. 73 ; trib. civil Bougie, 19 avril 1901, *J. trib. Alger*, 9 juin 1901 ; trib. com. Seine, 26 octobre 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 6^e année, p. 445.

Dès lors, par voie de conséquence, il faut admettre que conformément aux règles de droit commun, par application de la théorie de l'accessoire ci-dessus indiquée, les médecins et pharmaciens choisis par le patron peuvent assigner à leur gré ce patron leur débiteur, commerçant, devant le tribunal de commerce, parce que son obligation est de nature commerciale. Cette faculté ne recevrait exception que si le patron commerçant était recherché par le médecin pour soins donnés à un ouvrier ne faisant pas partie de l'exploitation commerciale, mais assujéti à la loi de 1898, à raison d'une déclaration d'assujettissement faite volontairement par le patron, conformément aux dispositions de la loi du 18 juillet 1907.

§ 3. — Recours contre le tiers reponsable.

Nous avons vu qu'aux termes de l'article 7, l'action en réparation du préjudice causé, que la victime, ses ayants droit ou le patron peuvent exercer contre le tiers auteur de l'accident, est soumise aux règles du droit commun ; il suit que la procédure spéciale instituée par la loi de 1898, n'est plus applicable en cette matière.

Dès lors, si ce tiers auteur est un commerçant, la victime ou ses ayants droit pourront à leur gré, en vertu de la théorie de l'accessoire, le poursuivre en paiement d'indemnité devant le tribunal de commerce (1).

Mais, comme nous le disions plus haut, le tribunal de commerce étant un tribunal d'exception, sa compétence doit rester exceptionnelle ; par suite on ne peut lui soumettre que les litiges sur les obligations commerciales, ou accessoires au commerce.

Aussi nous pensons qu'en notre matière, la victime ou son ayant droit n'aura la faculté de poursuivre le tiers auteur devant le tribunal de commerce, que si l'accident, c'est-à-dire le quasi-délit, source de l'obligation, se rattache au commerce de ce tiers (2).

A titre d'exemple, pour préciser notre pensée, l'obligation du tiers commerçant sera commerciale, si ce dernier a causé l'accident avec une de ses voitures de livraisons, en tournée, mais, au contraire, le caractère commercial de l'obligation n'apparaîtra pas si le commerçant a blessé la victime alors qu'il se trouvait en partie de chasse ;

(1) Trib. civ. Seine, 15 janvier 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 127 ; trib. com. Seine, 16 déc. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 350 ; Paris, 31 déc. 1907, *Rev. jud.*, 1908, p. 280. *Contra*, trib. com. Marseille (aff. Tardivet c. Deluy).

(2) Voir en ce sens, trib. com. Seine, 3 déc. 1904, *Rec spéc. acc tr.*, 5^e année, p. 424 ; trib. com. Seine, 3 nov. 1906, *Rev jud.*, 1907, p. 126.

Dans le premier cas, le tribunal de commerce pourra être saisi compétemment (1).

Mais, dans le second cas, nous croyons que la victime ne peut s'adresser qu'au tribunal civil.

Par application de ces mêmes principes, le patron pourra dans les mêmes conditions et sous la même restriction actionner en remboursement le tiers auteur commerçant devant le tribunal de commerce (2).

Si l'action en remboursement est intentée par le patron lui-même commerçant contre le tiers commerçant, auteur du quasi-délit se rattachant à son commerce, alors la compétence du tribunal de commerce n'est plus facultative, mais s'impose au demandeur puisque, d'une part, les deux parties sont commerçantes, et que, d'autre part, pour toutes deux, il s'agit d'un acte de nature commerciale.

Mais la juridiction de droit commun appartenant aux tribunaux civils, leur incompétence en matière commerciale n'est pas absolue. et ne doit être prononcée qu'à la demande des parties (3) ; de sorte que même dans la dernière hypothèse que nous venons d'examiner, le patron pourra valablement saisir le tribunal civil de son action en remboursement, si le tiers auteur ne soulève pas l'incompétence.

Le tribunal de commerce, valablement saisi, statue conformément aux règles de droit commun.

Cependant, il faut noter que l'article 7 de notre loi réglemente la forme des indemnités à allouer, alors qu'en droit commun le juge conserve toute latitude sur ce point. C'est ainsi que notre texte impose au tribunal l'obligation d'attribuer l'indemnité à la victime ou à ses représentants, sous forme de rente servie par la caisse nationale, dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort : le juge ne pourrait, sans violer la loi, se soustraire à cette obligation. L'article 7 prévoit aussi, qu'en outre de cette allocation sous forme de rente, le juge pourra condamner le tiers auteur au paiement de l'indemnité journalière et des frais de maladie.

De plus, le § 2 de l'article 7 porte que l'indemnité allouée à la victime ou à ses représentants, exonérera, à due concurrence, le patron des obligations mises à sa charge.

(1) En ce sens, trib. com. Seine, 3 nov. 1906.

(2) Trib. com. Seine, 3 décembre 1904, *Rec. spéc.*, 5^e année, p. 424 ; trib. com. Seine, 15 déc. 1905, *Rec. spéc.*, 6^e année, p. 384 ; Bordeaux, 11 janv. 1904, *Rec. spéc.*, 5^e année, p. 258.

(3) Cass., 15 mai 1876, D., 76, 1, 375 ; Cass., 17 juin 1884, D., 84, 1, 416 ; Garsonnet, t. I, § 154, p. 654 ; Lyon-Caen et Renault, 2^e éd., t. I, p. 371.

Faut-il conclure de cette dernière prescription, que le jugement portant condamnation contre le tiers auteur, doit nécessairement et d'office contenir cette mention d'exonération du patron à due concurrence?

Nous ne le croyons pas, parce que, chaque fois que le législateur a voulu qu'une mention figurât dans une décision, il a pris soin de le spécifier; c'est ainsi que les articles 16, § 2 et 7, 19, § 3, précisent les mentions que doivent porter les ordonnances et les jugements, l'article 11, § 2, les mentions de la déclaration d'accident, et l'article 12, § 2, les mentions qui doivent figurer à l'enquête du juge de paix.

Suivant nous, il appartiendra au patron de se prévaloir de cette disposition de l'article 7, § 2, pour en réclamer le bénéfice et l'insertion au jugement, quand il sera partie au procès, afin d'éviter toute difficulté postérieure.

§ 4. — Faillite du débiteur de la rente

Nous avons vu que, par application de l'article 22 du décret de 1899, au cas où le capital représentatif d'une pension est devenu exigible par suite de faillite ou de liquidation judiciaire du débiteur, la caisse nationale demande l'admission au passif pour le montant de sa créance et procède conformément aux articles 491 et suivants du code de commerce et de la loi du 4 mars 1899 sur la liquidation judiciaire.

Or, aux termes de l'article 498 du code de commerce, si la créance est contestée, le tribunal de commerce deviendra compétent pour statuer, si la contestation est née de la faillite (1); il dira alors s'il doit être sursis à l'assemblée générale des créanciers pour la formation du concordat, et, dans la négative prononcera, en attendant le jugement au fond, sur l'admission provisionnelle.

Si, au contraire, la contestation de nature civile était portée devant le tribunal civil, le tribunal de commerce serait encore compétent pour, en vertu de l'article 500 du code de commerce, décider s'il sera sursis ou passé outre à la convocation de l'assemblée générale des créanciers pour la formation du concordat.

§ 5. — Déchéances

Nous mentionnerons pour mémoire seulement, cette matière n'étant qu'une conséquence indirecte de la loi de 1898, que le tribunal de commerce sera encore compétent pour connaître de l'action en déchéance que l'assureur pourra exercer contre le patron commerçant assuré pour

1) Lyon-Caen et Renault, 2^e éd., t. VII, n^o 542.

les besoins de son commerce, ou pour statuer sur l'action principale en garantie que l'assuré exercera contre son assureur commerçant (1).

Si l'assureur et le patron sont tous deux commerçants et ont fait tous deux, en contractant l'assurance, acte de commerce, la compétence appartiendra nécessairement au tribunal de commerce, à moins que, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, les deux parties acceptent expressément la compétence du tribunal civil, juge de droit commun.

SECTION II. — Compétence « *ratione loci* ».

A la différence des règles posées pour fixer la compétence du tribunal civil, le lieu de l'accident est sans influence pour déterminer la compétence du tribunal de commerce puisqu'il ne connaît que des **matières** qui, bien que prévues par la loi de 1898, restent régies par le droit commun.

§ 1. — Lieu du domicile du défendeur.

Nous devons rappeler qu'aux termes mêmes de l'article 420 c. pr. civ., le demandeur devant la juridiction commerciale peut, à son choix, assigner soit devant le tribunal du domicile du défendeur ;

Devant le tribunal dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée ;

Ou devant le tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué.

Or, il faut remarquer que le motif qui a guidé le législateur en donnant ce choix au demandeur a été de lui permettre de saisir le tribunal le plus proche et d'arriver ainsi plus vite à l'issue du procès.

Mais, précisément, la même préoccupation se retrouve chez le législateur de 1898 qui, dans ce même but de rapidité, a donné compétence au tribunal du lieu de l'accident.

Dès lors, on peut se demander s'il n'existe pas là une indication pour, à raison de l'identité de motifs, soutenir qu'en notre matière, le tribunal de commerce compétent pourra être, par analogie avec le § 2 de l'article 420 précité, le tribunal du lieu de l'accident, puisque c'est en ce lieu que s'est produit le quasi-délit qui a donné naissance à l'obligation et que s'est en quelque sorte formée la promesse prévue par le texte.

Mais la négative est certaine car, d'une part, la règle générale de la compétence formulée par l'article 59 c. pr. civ. est que la demande doit

(1) Trib. civ. Périgueux, 26 mars 1903, *Le Droit*, 6 mai 1903.

être portée devant le tribunal du domicile du défendeur ; dès lors, les deux autres compétences spéciales de l'article 420 c. pr. civ. étant exceptionnelles, ne peuvent être étendues au delà de leurs termes.

Or, le § 2 de l'article 420 c. pr. civ. vise le lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée.

Examinons donc si ces conditions se trouvent remplies en notre matière.

En ce qui concerne l'action en responsabilité intentée par la victime, ses ayants droit ou le patron contre le tiers auteur, il faut remarquer que l'obligation de ce tiers auteur a pour cause, non pas une promesse ou un contrat, comme le porte le § 2 précité, mais bien l'accident ou quasi-délit ; que, d'autre part, on cherche vainement en l'espèce le deuxième élément, la marchandise livrée ; par suite, les termes du § 2 de l'article 420 ne trouvent pas ici leur application. Au reste, il a été admis spécialement en droit commun, que l'action en dommages-intérêts ayant pour cause un quasi-délit ressortissait uniquement à la compétence du domicile du défendeur (1).

Il faut donc écarter la compétence du tribunal du lieu de l'accident et dire que l'action en responsabilité intentée, soit par la victime ou ses ayants droit, soit par le patron, contre le tiers responsable devra être portée devant le tribunal du domicile de ce dernier.

§ 2. — Domicile de l'assuré.

Par exception aux règles de compétence du tribunal de commerce, fixées par l'article 420 du code de procédure civile, le tribunal commercial compétent pour connaître des actions en déchéance intentées par l'assureur contre l'assuré, ou des actions en garantie intentées au principal par l'assuré contre l'assureur, sera celui de l'arrondissement dans le ressort duquel se trouve le domicile de l'assuré ; en effet, l'article 1^{er} de la loi du 2 janvier 1902 stipule qu'en matière de contrats d'assurances et de litiges auxquels ils donnent lieu, le défendeur sera assigné devant la juridiction compétente, dans le ressort de laquelle se trouve le domicile de l'assuré.

§ 3. — Domicile du failli.

Aux termes du § 7 de l'article 59 du code de procédure civile, le tribunal de commerce compétent pour connaître de toutes actions se rapportant à la faillite est celui du domicile du failli ; et il faut aussi décider

(1) Cass., 16 mars 1858, D., 58, 1, 130.

que, par application de la loi du 4 mars 1889, la compétence est, au cas de liquidation judiciaire, fixée, pour toutes actions nées de la liquidation, au domicile du liquidé.

Par suite, quand, en conformité du décret du 28 février 1899, article 22, la caisse des dépôts et consignations aura, au cas de faillite ou de liquidation judiciaire de son débiteur, produit au passif sa créance suivant les dispositions des articles 491 et suivants du code de commerce, il faut décider que le tribunal de commerce compétent pour connaître des difficultés relatives à la contestation de créances sera celui du domicile du failli.

§ 4. — Lieu de la promesse et de l'exécution.

Mais que faut-il décider au cas où l'on considérerait, comme nous l'avons proposé, que l'action du médecin ou du pharmacien choisi par le patron, échappant à la compétence spéciale de la loi de 1898, est régie par le droit commun, et est par conséquent susceptible d'être soumise à la juridiction commerciale quand elle est née d'une obligation commerciale ? Doit-on dire que le médecin ou pharmacien pourra, à son choix, assigner le patron commerçant soit devant le tribunal du domicile de ce dernier, soit devant le tribunal du lieu où le patron ou son mandataire lui a demandé de donner ses soins au blessé, si toutefois le lieu où s'est produit cette demande se trouve situé dans le même arrondissement que l'endroit où les soins ont été donnés.

En d'autres termes, doit-on assimiler à « la promesse faite » visée par le texte (art. 420, § 2), la convention entre le médecin et le patron.

A l'appui de l'affirmative, on peut soutenir qu'en droit commun, l'expression « lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée », qui, d'après le § 2 de l'article 420 du code procédure civile, fixe la compétence, doit s'entendre du lieu où le contrat a été conclu et exécuté (1) ; que, dès lors, en vertu de cette interprétation, la convention passée entre le médecin et le patron rentre bien dans les termes du § 2. Par suite, le médecin pourrait s'adresser au tribunal de commerce dans l'arrondissement duquel il a, à la fois, reçu et accepté l'ordre du patron (contrat conclu) et soigné le blessé (contrat exécuté).

En fait, les conditions de cette compétence spéciale se trouveront le plus souvent remplies. En effet, le médecin aura été d'abord ordinaire-

(1) Cass., 1^{er} mars 1847, D., 47, 1, 148 ; Cass., 12 déc. 1864, D., 65, 1, 282 ; Cass., 18 juin 1879, D., 81, 1, 33 ; Cass., 21 juin 1882, D., 83, 1, 472.

ment requis à son propre domicile par le patron ; et de plus, il habitera presque toujours l'arrondissement même dans lequel devront être donnés les soins puisque c'est en pratique à raison de cette proximité avec l'habitation du blessé que le choix du patron aura été déterminé.

Le contrat aura donc été ainsi conclu et exécuté dans le même arrondissement.

La seule difficulté sera de déterminer le lieu où s'est formé ce contrat ; si les parties mises en présence ont traité directement entre elles ou si elles ont contracté par mandataire, il sera aisé de fixer le lieu du contrat qui est celui où les parties ou leurs mandataires se sont rencontrés ; mais si le patron a demandé le médecin ou pharmacien par lettre, la question sera plus délicate.

Sans entrer ici dans l'examen de cette question très controversée de droit commun, nous dirons seulement qu'il est admis par la jurisprudence que la promesse est réputée faite au lieu où elle a été acceptée (1).

En l'espèce, le contrat se formera donc au lieu où il a été accepté par le médecin ; si cette acceptation résulte d'une lettre, ce sera le lieu d'envoi qui sera déterminant ; si l'acceptation résulte du fait que les soins sont donnés, ce sera le lieu même de ces soins qui devra être considéré comme celui du contrat. Au reste, le juge du fond conserve sur la détermination du lieu d'acceptation un pouvoir souverain d'appréciation (2).

Mais nous devons rappeler que cette compétence spéciale du lieu de la promesse n'est retenue que si la convention alléguée a été établie ou reconnue (3), et qu'au cas où il y aurait contestation sérieuse sur l'existence de la convention, la compétence reviendrait au tribunal du domicile du défendeur (4).

Cette remarque a son importance, car la pratique a révélé que les difficultés entre médecins et patrons portent le plus souvent sur l'existence même de la convention.

(1) Cass., 9 mars 1863, D., 63, 1, 176 ; Cass., 13 mars 1878, D., 78, 1, 311.

(2) Cass., 6 août 1867, D., 68, 1, 35 ; Cass., 1^{re} déc. 1875, D., 77, 1, 450.

(3) Cass., 6 déc. 1871, S., 72, 1, 182.

(4) Cass., 27 déc. 1880, D., 81, 1, 421 ; Cass., 13 juillet 1881, D., 82, 1, 447 ; Cass., 11 mars 1884, D., 1884, 1, 313.

SECTION III. — Voies de recours.

Cette matière étant exclusivement régie par le droit commun sans qu'aucune dérogation y soit apportée par notre loi, nous n'entrerons dans aucun développement

Nous rappellerons seulement que les jugements de défaut du tribunal de commerce sont susceptibles d'opposition conformément aux articles 436, 437, 438 code procédure civile et 643 code commerce ;

Ils sont aussi susceptibles d'appel, mais nous devons mentionner que conformément à l'article 439 code procédure civile, l'exécution nonobstant appel des jugements des tribunaux de commerce est de droit sans même qu'il soit besoin que le jugement l'énonce (1, ; et l'article 439 précité fixe les cas dans lesquels cette exécution provisoire a lieu avec ou sans caution.

Toutefois il est admis que l'appel sera suspensif chaque fois qu'à raison de la nature de la condamnation prononcée, l'exécution provisoire ferait perdre à l'appel toute efficacité (2). Le taux du premier et du dernier ressort est le même qu'en matière civile (art. 639 code commerce), le délai d'appel est aussi fixé à 2 mois comme en droit commun (art. 645 code commerce) avec le même point de départ (art. 645 code commerce) sauf toutefois cette différence que l'appel peut être interjeté immédiatement à partir du jugement, sans attendre l'expiration du délai *ab irato*, ni, au cas de jugement par défaut, l'expiration du délai d'opposition.

De même est ouverte la voie de la tierce opposition et aussi la voie du recours en cassation contre les jugements rendus en dernier ressort pour violation de la loi ou excès de pouvoir.

(1) Lyon-Caen et Renault, t. I, n° 493.

(2) *Id.*

CHAPITRE XII

COMPÉTENCE DU TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE

SECTION I. — *Ratione materiæ.*

§ 1. — Pénalités de l'article 14.

Le tribunal de simple police est compétent pour appliquer les sanctions prévues à l'article 14 qui punit d'une amende de 1 à 15 francs les patrons ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11 ; cette peine est en effet réservée à la juridiction du tribunal de simple police (art. 137 code instruction criminelle).

Mais il est nécessaire de préciser la compétence ainsi attribuée au juge de paix en recherchant quelles sont les obligations imposées par l'article 11 qui sont sanctionnées par les peines portées à l'article 14.

A. — PRÉPOSÉS.

Aux termes de l'article 11, § 1, que nous avons précédemment étudié, le chef d'entreprise ou son préposé doit déclarer au maire de la commune dans les 48 heures tout accident ayant occasionné une incapacité de travail.

Tout d'abord, conformément aux dispositions de l'article 14, le tribunal de simple police est compétent pour, au cas où cette déclaration n'aurait pas été faite, prononcer condamnation contre le patron ou son préposé ;

Par cette dernière expression, nous pensons qu'il faut entendre non pas l'ouvrier de confiance ni même le contre-maitre ou surveillant dirigeant en fait les travaux, mais seulement la personne qui, en vertu d'un pouvoir tacite ou formel, a qualité pour représenter le patron ; il est en effet de principe qu'en matière pénale, les termes ont une portée res-

trictive et limitative ; le mot préposé doit donc être entendu dans son acception la plus restreinte.

En conséquence, le juge devra rechercher et préciser ensuite dans son jugement de condamnation la qualité du préposé.

Nous devons d'ailleurs signaler qu'au cas où l'amende serait prononcée contre le préposé, il a été soutenu que le patron devrait être déclaré civilement responsable des condamnations encourues par application des articles 74 code pénal et 1384 code civil (1), mais nous pensons que cette solution ne doit pas être adoptée, car, d'une part, le texte porte que sont punis d'une amende les chefs d'entreprise ou leurs préposés et littéralement la condamnation prononcée contre l'un exclut la condamnation contre l'autre.

D'autre part, il est de principe en droit pénal que l'amende étant une peine est personnelle et ne peut être prononcée que contre le prévenu. Il n'en pourrait être autrement que si l'amende avait le caractère de réparation civile ; or en l'espèce il n'apparaît pas que la contravention prévue par l'article 14 puisse, comme il a été soutenu, engager la responsabilité civile du patron envers l'Etat (2). car, suivant nous, la contravention accomplie par le préposé ne cause à l'Etat aucun préjudice et par suite donne lieu à une amende d'un caractère exclusivement pénal, qui reste dès lors personnelle.

B. — LIEU DE LA DÉCLARATION.

Nous avons précédemment exposé que, suivant nous, la mairie compétente pour recevoir la déclaration d'accident imposée au patron était celle du lieu de l'établissement ou du domicile du patron ; en conséquence, nous pensons que le juge ne pourrait prononcer une condamnation contre le patron ou le préposé qui aurait fait sa déclaration en cette mairie et non à celle du lieu de l'accident. Au reste, quelle que soit l'opinion adoptée sur le point de savoir si la déclaration doit, pour répondre au vœu de la loi, être faite à la mairie du lieu de l'accident ou à la mairie du lieu de l'établissement ou du domicile du patron, il semble bien qu'aucune sanction ne peut être appliquée dès que la déclaration a été faite à l'une de ces mairies, car l'article 11 prévoyant seulement la déclaration à la mairie de la commune, sans autre précision, dire qu'une peine sera encourue pour défaut de déclaration à la mairie de l'accident, serait ajouter au texte et étendre ainsi une sanction qui, conformément aux principes de droit pénal, doit toujours être appliquée de façon restrictive.

(1) Sachet, n° 991 ; Loubat, n° 1231 ; Cabouat, *Lois nouvelles*, 1899, p. 475.

(2) *Contra*, Sachet, n° 991, précité.

C. — OBLIGATION DE DÉCLARER.

L'obligation de déclarer n'existant que pour les accidents ayant occasionné une incapacité de travail, le juge devra rechercher et mentionner ce nouvel élément de la contravention.

Nous nous sommes expliqué, en examinant l'obligation de déclaration imposée au patron, sur ce qu'il faut entendre par incapacité de travail et nous avons admis que la simple suspension de travail pendant quelques heures ne constituait pas une incapacité de travail donnant lieu à déclaration d'accident.

Nous avons aussi indiqué qu'au cas où l'incapacité de travail se révélerait après le délai de quarante-huit heures qui suit l'accident, le patron ne serait pas, pour ce motif, libéré de la déclaration, mais verrait seulement reculé jusqu'à l'apparition de l'incapacité, le point de départ du délai de quarante-huit heures qui lui est imparti pour déclarer l'accident (1). Sur cette question très délicate de l'existence ou de l'apparition de l'incapacité, le juge a un pouvoir souverain d'appréciation; mais il nous paraît que, pour se conformer aux principes du droit pénal, qui fait bénéficier le contrevenant de toutes les incertitudes, une condamnation ne pourra être prononcée pour défaut de déclaration que si l'incapacité de travail a été nettement caractérisée, sans que le patron ait pu s'y méprendre.

D. — MENTIONS DE LA DÉCLARATION.

Le § 2 de l'article 11 vise les mentions que doit contenir la déclaration; le juge peut-il appliquer la pénalité de l'article 14 au patron qui aurait omis l'une de ces mentions sur sa déclaration?

Nous ne le croyons pas (2), car le texte porte que « la déclaration et le procès-verbal doivent indiquer », ce qui permet de dire que pour satisfaire au texte il ne peut être exigé que les mentions précisées résultent de la seule déclaration, mais qu'il suffit qu'elles apparaissent dans la déclaration et dans le procès-verbal combinés; or, le procès-verbal ici visé n'est pas l'œuvre du patron.

(1) Trib. simple police Chartres, 6 août 1900, *Gaz. Pal.*, 1900, 4, 750.

(2) *Contra*, Vermeil, p. 149; Sachet, n° 989.

E. — DÉPOT DU CERTIFICAT.

Le § 3 de l'article 11 impose au patron l'obligation de déposer à la mairie, dans les quatre jours de l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, un certificat médical.

Au cas d'inobservation de cette prescription, nous pensons que le tribunal est compétent pour appliquer la sanction de l'article 14.

En effet, le texte impose nettement au patron le dépôt du certificat médical qui est d'ailleurs avec la déclaration, une formalité nécessaire à la bonne exécution de la loi ; et, au surplus, il faut remarquer que le texte souligne l'importance de cette obligation imposée au patron, en stipulant qu'il lui sera délivré immédiatement récépissé de ce certificat médical, de même qu'il lui est aussi donné récépissé de la déclaration d'accident.

Ces récépissés, qui ont évidemment pour but de permettre au patron de justifier qu'il a satisfait aux prescriptions de la loi, ne se comprendraient pas si ces prescriptions étaient dépourvues de sanction, cas auquel la justification remise aux mains du patron serait inutile et superflue.

Le patron doit donc, pour échapper aux pénalités de l'article 14, déposer, dans le délai prévu, le certificat médical à la mairie.

Mais, il a été soutenu qu'en outre le patron commet une contravention quand le certificat médical qu'il dépose n'est pas conforme au modèle réglementaire et ne contient pas les indications requises (1) : à l'appui de cette opinion, on invoque la circulaire du ministre du commerce du 23 mars 1902, portant que « les patrons sont responsables de la régularité des certificats médicaux et n'échappent pas aux sanctions de l'article 14 quand ces certificats ne répondent pas aux prescriptions du § 3 de l'article 11. »

Nous pensons, au contraire, qu'aucune condamnation ne saurait être encourue de ce chef par le patron. Si, en effet, le certificat médical doit aux termes du § 3 précité, constater l'état de la victime, les suites probables de l'accident, l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif, il n'est pas au pouvoir du patron de suppléer aux lacunes de ce certificat, qui peuvent être dues aux hésitations ou aux scrupules du médecin.

Or, on ne peut en droit pénal répondre pénalement que de son propre fait. D'autre part, les circulaires ministérielles n'ont qu'une valeur in-

(1) Mourral et Berthiot, 2^e édit., p. 341.

interprétative ; elles ne peuvent modifier ces textes, ni *a fortiori* créer une pénalité.

Or, l'article 14 déclare punissables les contraventions aux dispositions de l'article 11 ; mais précisément nous pensons que les seules obligations mises impérativement à la charge du patron avec sanction pénale sont la déclaration d'accident et le dépôt du certificat, parce que seuls le fait de la déclaration et le fait du dépôt dépendent du patron, tandis qu'au contraire il n'est pas au pouvoir de ce dernier de remplir toutes les mentions de la déclaration, notamment si les circonstances de l'accident lui sont inconnues, ni de suppléer aux énonciations incomplètes ou trop vagues du médecin.

Nous devons, au surplus, faire remarquer qu'un récépissé est délivré au patron, tant de la déclaration d'accident que du dépôt du certificat sans que la délivrance de ce reçu soit subordonnée au contenu de la déclaration ou du certificat.

Dès lors, le juge ne saurait, à notre avis, appliquer les pénalités de l'article 14 au patron qui aura fait une déclaration ou déposé un certificat médical ne comportant pas toutes les mentions réglementaires.

Le § 2 de ce même article 14, dispose qu'en cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de 16 à 300 francs.

Dès lors, il a été soutenu que le taux de compétence du tribunal de simple police se trouvant ainsi excédé, le tribunal correctionnel devait connaître, par application de l'article 179 du code d'instruction criminelle, de la pénalité portée au-dessus de 15 francs (1).

Cette opinion s'appuie sur l'article 137 du code d'instruction criminelle qui, définissant la contravention de police, base sa définition sur la pénalité encourue en déclarant que sont considérés comme contraventions les faits qui peuvent donner lieu à 15 francs d'amende et au-dessous ; elle invoque d'autre part l'article 179 du code d'instruction criminelle, qui en donnant compétence au tribunal correctionnel pour connaître de tous les délits dont la peine excède 15 francs d'amende, semble bien préciser que la distinction entre la contravention et le délit, est basée sur la peine :

Il apparait donc que la peine prévue sert à qualifier l'infraction ; or, comme aux termes de l'article 138 du code d'instruction criminelle, le juge de simple police ne connaît que des contraventions, le tribunal correctionnel est seul compétent pour connaître de l'infraction qui, punie d'une amende de 16 à 300 francs, devient un délit.

(1) Sachet, n° 1899 ; Loubat, n° 2259.

Mais nous pensons que cette opinion ne saurait être admise.

Il importe en effet de remarquer que l'article 15 ne prévoit pas dans son § 2 des infractions distinctes de celles visées par le § 1, mais vise dans ses deux alinéas une seule et même catégorie d'infractions pour lesquelles il édicte au cas de récidive une aggravation de peine, en sorte que la pénalité plus élevée s'attache non à l'infraction elle-même qui reste caractérisée par les mêmes éléments, mais à la circonstance qu'il y a récidive.

Dès lors, les infractions simples punies de 1 à 15 francs d'amende, étant des contraventions, ne perdent point leur caractère par le fait de la récidive et restent, par suite, soumises à la compétence du juge de paix.

Au surplus, en droit commun il est admis que la récidive en matière de contravention ne modifie point la compétence de juge de paix.

Mais cependant objecte-t-on, s'il est vrai que l'aggravation de peine prévue par les articles 474, 478, 482 du code pénal au cas de récidive, n'a pas pour effet de modifier le caractère de l'infraction qui reste une contravention soumise au juge de simple police, il faut remarquer que la peine maxima prévue par ces articles est élevée à 5 jours de prison : Or, précisément d'après l'article 137 du code d'instruction criminelle, les faits donnant lieu à 5 jours de prison, sont considérés comme contraventions et réservés comme tels à la compétence du juge de paix (art. 478 du code d'instruction criminelle) ; de plus, il faut noter que l'article 478 du code pénal, qui au cas de récidive des contraventions porte la peine de 6 jours à 1 mois, attribue compétence au tribunal correctionnel, ce qui semble bien être l'application de cette règle, que le juge de simple police ne peut connaître de peines excédant 15 francs d'amende ou 5 jours de prison.

Mais nous pensons que si la récidive est une circonstance susceptible d'aggraver la peine, elle ne peut changer en délit une contravention qui dès lors échappe à la compétence du tribunal correctionnel, car ainsi que le portent les articles 137 et 179 du code d'instruction criminelle, le juge de simple police connaît des contraventions, et le juge correctionnel connaît des délits, et à ce principe un texte est nécessaire pour que soit apportée une exception.

C'est ainsi que le § 2 de l'article 478 du code pénal précédemment invoqué n'a que la valeur d'une exception.

Au reste, il importe de remarquer que suivant l'opinion précitée,

l'infraction par récidive devenant un délit ne se prescrit que par 3 ans (1), alors que la première infraction reste soumise à la prescription d'un an.

Cette solution ne serait pas satisfaisante, car dans les deux cas, les deux infractions se composent des mêmes éléments et il serait singulier que des faits identiques obéissent à des prescriptions différentes.

D'autre part, une difficulté naitrait dans l'appréciation du caractère constitutif de l'infraction, car nous avons rappelé que la contravention est punissable par le seul fait qu'elle a été constatée, indépendamment de toute intention de l'auteur, de sorte que le patron, fût-il de bonne foi, doit nécessairement encourir une condamnation dès qu'il a contrevenu aux dispositions de l'article 11, tandis qu'au contraire il est admis qu'en ce qui concerne les délits, le juge correctionnel doit tenir compte de l'intention de l'auteur.

On serait donc amené, suivant l'opinion précitée, à décider que la première infraction sera punie sans recherche d'intention, alors que la seconde infraction nécessiterait pour emporter condamnation, la volonté du prévenu : cette conséquence paraît d'autant plus difficile à admettre qu'il s'agit, comme nous l'avons dit dans les deux cas, d'une même infraction.

Aussi, pensons-nous que, même au cas de récidive, le juge de simple police reste compétent pour connaître des infractions prévues à l'article 14.

Au cas cependant où notre opinion n'étant pas admise, il serait décidé que le tribunal correctionnel doit, à raison de la peine, connaître de cette contravention sur récidive, nous pensons qu'au moins il faudrait dire que le tribunal correctionnel n'en connaît que comme contravention et doit par conséquent retenir tous les éléments de la contravention, sans faire application des règles spéciales aux délits; que, par suite, il n'y aura pas à rechercher l'intention, ni à appliquer la prescription de 3 ans, mais que la peine sera encourue par le seul fait de l'infraction, et que la prescription sera de un an.

Nous indiquerons seulement que pour qu'il y ait récidive, il faut que la deuxième contravention porte sur une infraction déjà poursuivie et punie par le juge de simple police, conformément à l'une des dispositions de ce même article 11 : il ne suffirait donc point pour constituer l'état de récidive prévu par l'article 14, que le patron ait été condamné pour contravention à l'article 31.

Mais, par contre, à la différence du droit commun (art. 485 c. pén.), il n'est pas nécessaire pour qu'il y ait récidive, que la première condam-

(1) Sachet, 989.

nation ait été prononcée par le même tribunal de simple police, car notre texte ne reproduit pas la disposition de l'article 483 du code pénal sur ce point.

Il faut remarquer, en outre, que le texte portant : « l'amende peut être élevée », n'impose pas au juge, au cas de récidive, l'obligation de prononcer une condamnation de 16 à 300 fr., mais lui permet au contraire, eu égard aux circonstances de la cause, de n'appliquer que la peine de 1 à 15 fr. ; le juge jouit donc d'un large pouvoir d'appréciation.

Le § 2 de l'article 14 ajoute que l'article 463 du code pénal relatif aux circonstances atténuantes est applicable à ces contraventions.

§ 2. — Pénalités prévues par l'article 31

Le juge de simple police est encore compétent pour condamner à une amende de 1 à 15 francs le patron qui n'a pas fait afficher dans chaque atelier la loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution. Il faut remarquer qu'à la différence du texte précédent, le juge serait incompétent pour prononcer, à raison du défaut d'affichage, une condamnation contre le préposé du patron (1), le patron étant seul visé par l'article 31.

Le § 2 de l'article 31 dispose qu'au cas de récidive dans la même année, l'amende sera de 16 à 300 francs.

Par suite, il a été soutenu que le tribunal correctionnel était seul compétent pour connaître de cette infraction qui, en cas de récidive, devenait un délit.

Mais pour les raisons ci-dessus exposées à la suite de cette même opinion exprimée relativement à la compétence en matière d'infractions prévues par l'article 14, nous pensons que le juge de simple police est seul compétent pour connaître, même en cas de récidive, des infractions prévues à l'article 31 qui restent des contraventions.

Les conditions requises pour constituer l'état de récidive sont les mêmes que celles exposées pour les infractions prévues à l'article 14.

Mais il convient de noter qu'à la différence de cet article qui, comme nous l'avons vu, soumet l'aggravation de la pénalité à l'appréciation du juge, l'article 31, disposant que l'amende sera de 16 à 100 francs, impose au juge l'obligation d'infliger une amende en tous cas supérieure à 15 francs.

(1) Cass. crim., 4 février 1901, *Gaz. trib.*, 4 juin 1901 ; Cass. crim., 2 février 1901, *Gaz. Pal.*, 1901, 1, 464.

De plus, il faut aussi observer que le juge de simple police ne pourra, comme il en avait la faculté dans l'hypothèse de l'article 14, accorder au contrevenant le bénéfice des circonstances atténuantes.

§ 3. — Règles communes aux contraventions de l'article 14 et de l'article 31.

A. — COMMENT EST SAISI LE JUGE DE SIMPLE POLICE.

Le § 3 de l'article 31 porte que les infractions aux dispositions des articles 11 et 31, pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

Cette disposition donne seulement qualité aux inspecteurs du travail pour constater et relever la matérialité des contraventions, aussi bien pour défaut de déclaration d'accident ou de dépôt de certificat médical, que pour défaut d'affichage dans les ateliers.

Ce contrôle des inspecteurs du travail est le plus efficace parce qu'ils peuvent pénétrer dans les ateliers tant en vertu de la loi du 2 novembre 1892, article 20, sur le travail des femmes et des enfants, qu'en vertu de la loi du 12 juin 1893, article 4, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Mais, le pouvoir accordé aux inspecteurs du travail doit être limité à la constatation de la contravention et ne saurait les autoriser à requérir directement du juge de simple police les condamnations prévues aux articles 14 et 31 ; car, suivant l'article 145 code instruction criminelle, les citations pour contraventions ne peuvent être faites qu'à la requête du ministère public ou de la partie civile.

Comme, en notre matière, l'inspecteur du travail n'est pas partie civile, il suit que la poursuite ne peut être engagée qu'à la requête du ministère public.

Mais il appartient à l'inspecteur du travail de porter les contraventions par lui relevées à la connaissance du ministère public qui reste libre d'exercer ou non des poursuites.

Au reste, notre texte, en donnant spécialement qualité aux inspecteurs du travail pour constater les infractions aux articles 11 et 31, laisse subsister le pouvoir qui appartient à tous agents ou officiers de police judiciaire de procéder à ces mêmes constatations.

B. — CARACTÈRE DE LA CONTRAVENTION.

Nous devons rappeler qu'il est de principe en droit commun que la contravention est punissable par cela seul qu'elle est constatée, sans qu'il y ait à rechercher si elle a été commise volontairement ou par ignorance (1).

(1) Garraud, *Traité de droit pénal*, 71, p. 234.

Dès lors, il semble, quelque dure qu'apparaisse cette solution, que le juge de paix devra prononcer condamnation contre le patron qui n'aurait pas fait la déclaration d'accident parce que l'accident n'aurait pas été porté à sa connaissance, la victime ni les témoins ne l'en ayant avisé (1).

En effet, le cas de force majeure que l'article 64 du code pénal définit « une force à laquelle on n'a pu résister », cas à raison duquel il n'y a plus ni crime, ni délit, ne paraît pas pouvoir trouver son application dans cette espèce.

Toutefois le juge de simple police a qualité pour apprécier souverainement si le fait invoqué par le patron constitue ou non un cas de force majeure (2).

C. — CUMUL.

D'autre part, le non cumul des peines, prévu par l'article 365 du code d'instruction criminelle, ne s'applique qu'aux crimes et délits et non aux contraventions (3) ; il suit que le juge de simple police doit infliger au patron autant d'amendes qu'il y a de contraventions constatées, et il pourra être relevée autant de contraventions qu'il y aura d'infractions. C'est ainsi que le défaut d'affichage constitue une contravention distincte par chaque atelier dans lequel il est relevé.

Mais il a été par contre décidé que le défaut d'affichage tant de la loi de 1898 que des règlements d'administration ne constitue qu'une seule contravention (4) et non une infraction distincte par texte distinct non affiché.

D. — PRESCRIPTION.

Par application de l'article 640 code instruction criminelle, il faut décider que ces contraventions seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elles auront été commises, même lorsqu'il y a eu procès-verbal, ou poursuites, si, dans cet intervalle, il n'est point intervenu de jugement de condamnation.

Mais nous pensons que le défaut d'affichage, constituant une contra-

(1) Trib. simple police Chartres, 6 avril 1900, *Gaz. Pal.*, 1900, 1, 750.

(2) Cass., 10 janv. 1857, S., 57, 1, 386 ; Cass., 17 janv. 1874, S., 74, 1, 288.

(3) Million et Beaume, *Dict. gén. de la compétence des juges de paix*, v^o *Contravention*, III, n^{os} 53 et 54.

(4) Cass. crim., 6 janv. 1906, D., 1906, 1, 24.

vention continue, la prescription d'un an ne commencera à courir qu'à partir du moment où aura cessé ce défaut d'affichage.

SECTION II.— Compétence « ratione loci ».

Quel sera le tribunal de simple police compétent pour connaître de ces contraventions ?

Si le texte, en vertu duquel les poursuites sont exercées, relève de la loi de 1898, il n'en reste pas moins vrai que les règles de procédure et de compétence sont celles de droit commun parce qu'aucune disposition spéciale n'y a fait échec ; or l'article 138 code d'instruction criminelle porte que la connaissance des contraventions de police est attribuée exclusivement au juge de paix du canton dans l'étendue duquel elles ont été commises.

Il suit qu'au cas de contravention étayée sur l'article 11 pour défaut de déclaration d'accident ou défaut de dépôt de certificat médical, il faut décider que le juge de paix compétent est celui du lieu de l'accident si l'on admet que ces formalités doivent être remplies par le patron à la mairie du lieu de l'accident.

Mais s'il est admis au contraire, comme nous l'avons proposé, que les formalités ci-dessus doivent être accomplies à la mairie du lieu de l'établissement ou du domicile du patron, il faut décider que le juge de paix compétent est celui du lieu de cet établissement ou de ce domicile.

Au reste, il importe de remarquer que cette dernière solution qui écarte la compétence du juge du lieu de l'accident ne se trouve pas contredite par notre texte puisque au cas de contravention prévue par l'article 31 § 1 et basée sur le défaut d'affichage dans l'atelier, le juge de paix compétent sera nécessairement, par application de l'article 138 code instruction criminelle précité, celui du lieu de l'établissement siège de la contravention et non celui du lieu de l'accident.

SECTION III. — Voies de recours.

Cette matière étant exclusivement régie par le droit commun, nous rappellerons seulement sans nous y arrêter, que les jugements de simple police sont toujours susceptibles d'opposition (art. 151 code instruction criminelle), et d'appel (article 172 code instruction criminelle) lorsque l'amende excèdera 5 francs, mais seulement par la partie condamnée (1).

(1) Million et Beaume, *Dict. général de la compétence des juges de paix*, v^o *Tribun. de simple police*, t. VIII, 165.

Cet appel est suspensif (article 173 code instruction criminelle) et le jugement ne sera pas exécuté pendant le délai d'appel (article 174 code instruction criminelle) (1). Ces jugements sont aussi susceptibles de recours en cassation conformément aux articles 408, 413 et 416 code instruction criminelle.

(1) Référence précitée.

CHAPITRE XIII

COMPÉTENCE DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL

SECTION I. — *Ratione materiæ.*

§ 1^{er}. — Pénalités de l'article 30, § 5.

Aux termes de l'article 31, § 5, sont passibles d'une amende de 16 à 300 francs et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 à 2.000 francs :

L'intermédiaire convaincu d'avoir offert ses services aux victimes d'accident ou à leurs ayants droit pour leur assurer, moyennant émoluments convenus à l'avance, le bénéfice des instances ou des accords prévus par la loi ;

Tout chef d'entreprise qui a opéré sur le salaire de ses ouvriers ou employés des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi ;

Toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté, ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin ;

Tout médecin ayant, dans des certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

A raison des peines prévues, les infractions visées à l'article 30 constituent des délits et sont soumises à la compétence du tribunal correctionnel.

Les termes de cet article nous paraissant suffisamment explicites, nous n'entrerons donc pas dans l'examen de chacun des éléments constitutifs de chaque délit, mais nous rappellerons seulement que, nous

trouvant en matière pénale, le texte doit être interprété d'une manière restrictive et dès lors le tribunal ne pourra prononcer condamnation que si le fait pour lequel le prévenu est poursuivi, renferme bien tous les éléments déterminés par la loi comme constitutifs du délit.

Comme dans les cas prévus aux articles 14 et 51, la récidive de notre article est celle qui se produit dans le courant de l'année même de la première condamnation.

L'article 463 du code pénal, sur les circonstances atténuantes est applicable.

§ 2. — Escroquerie.

Le tribunal correctionnel connaît aussi, en vertu du droit commun, des délits d'escroquerie qui seraient commis en vue de fausser la fixation des indemnités ou des frais prévus par la loi.

C'est ainsi que le tribunal correctionnel est compétent pour statuer sur les poursuites intentées contre l'ouvrier qui a employé des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un faux accident du travail (1) ;

Ou contre le blessé qui par des manœuvres frauduleuses a retardé sa guérison (2) ;

Ou contre le blessé qui a provoqué une plaie artificielle (3) ;

Ou contre le blessé qui, guéri, se présente la main enveloppée d'un pansement frauduleusement préparé pour faire croire que la blessure n'est pas encore consolidée et obtenir par suite le paiement de l'indemnité prévue par la loi (4) ;

Ou contre le blessé qui se présente à la visite du médecin avec un gonflement de la main obtenu artificiellement en comprimant le bras (5) ;

Ou contre l'ouvrier qui simule un accident avec de faux témoins (6)

(1) Trib. corr. Lille, 18 décembre 1903, min. public contre J. ; Douai, 5 août 1908, min. pub. contre L.

(2) Trib. corr. Lille, 22 novembre 1906, min. pub. c. V.

(3) Rouen, 26 mars 1906, *Rec. spéc.*, 7^e ann., p. 366 ; trib. corr. Lille, 24 décembre 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 222.

(4) Douai, 24 octobre 1900, min. pub. contre D.

(5) Douai, 11 août 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e ann., p. 361.

(6) Paris, 15 fév. 1908, D., 1908, 2, 139.

ou se sert d'un certificat médical fictif (1), ou fait attester par un médecin un accident imaginaire (2).

Nous avons cité tous ces cas pour montrer que la compétence du tribunal correctionnel pour escroquerie en notre matière n'est pas seulement théorique.

§ 3. — Appel des jugements de simple police.

Nous signalerons seulement et sans y insister que le tribunal correctionnel est en outre compétent pour connaître selon les règles du droit commun des appels formés contre les décisions du juge de simple police (art. 174 code instruction criminelle).

§ 4. — Pénalités de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 modifié par la loi du 26 mars 1908.

Le tribunal correctionnel est aussi compétent pour connaître des infractions au règlement d'administration (du 18 février 1907), prévu par la loi du 12 avril 1906, article 5, § 6, et relatif aux conditions dans lesquelles seront effectués les versements des taxes de contribution au fonds de garantie par les sociétés d'assurances, les syndicats de garantie ou la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et les recouvrements de l'administration de l'enregistrement en matière de contribution au fonds de garantie.

La peine édictée par le § 7 du même article 5 est une amende de 100 à 1.000 fr.

§ 5. — Dommages-intérêts.

Le tribunal correctionnel est encore compétent pour statuer sur la demande en dommages-intérêts qui serait formée devant lui par la partie civile à l'instance correctionnelle basée sur les délits que nous venons d'examiner, dans les cas, bien entendu, où peut exister une partie civile.

Mais il serait incompétent pour statuer sur la demande en indemnité que formerait la victime ou l'ayant droit en se portant partie civile aux poursuites correctionnelles intentées contre le patron à raison des circonstances de l'accident, car, d'une part, il ne peut être rien réclamé au patron au delà des indemnités forfaitaires, et, d'autre part, le tribunal

(1) Trib. corr. Seine, 27 mai 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e ann, p. 78.

(2) Douai, 5 août 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e ann, p. 208.

civil a seul qualité pour allouer ces indemnités, à cause de la procédure spéciale édictée par l'article 16 ; il serait, par contre, compétent pour statuer sur la demande en réparation formée par la victime, ses ayants droit, ou le patron qui se porteraient partie civile aux poursuites correctionnelles dirigées contre le tiers responsable.

§ 6.— Demande en indemnité contre le tiers responsable.

Enfin le tribunal correctionnel est compétent pour statuer sur l'action en responsabilité de droit commun, que, conformément à l'article 7, la victime, ses ayants droit ou le patron auraient intentée contre le tiers responsable, en se portant partie civile devant le tribunal correctionnel, aux poursuites correctionnelles exercées contre ce tiers auteur. Nous examinerons, au titre de la procédure, au chapitre de l'action contre le tiers responsable, le bien fondé de cette procédure ; mais nous devons dès maintenant préciser quelle est l'étendue du pouvoir d'appréciation qui appartient au tribunal correctionnel saisi de cette demande.

Tout d'abord, il est certain que le tribunal correctionnel a qualité pour apprécier le degré de responsabilité du tiers : à cet égard, en effet, aucune décision de justice n'a été rendue.

Le tribunal correctionnel pourra donc, s'il manque des éléments nécessaires d'appréciation à ce sujet, ordonner toute mesure d'instruction utile.

Mais, en est-il de même pour l'appréciation du préjudice subi par la victime, c'est-à-dire de la réduction de capacité du blessé qui, la responsabilité étant admise, est la base de détermination du chiffre de l'indemnité à allouer à titre de réparation ?

A. — LA PARTIE CIVILE EST LA VICTIME OU L'AYANT DROIT

Il faut remarquer qu'au moment où le tribunal correctionnel sera saisi par la victime de la demande contre le tiers, il est possible que l'indemnité forfaitaire, que la loi de 1898 met à la charge du patron, ait déjà été fixée et allouée à la victime soit par ordonnance, soit par jugement. Le tribunal correctionnel sera-t-il dans la nécessité de baser sa condamnation contre le tiers sur le chiffre de réduction admis par l'ordonnance ou par le jugement du tribunal civil.

Il importe de noter que l'ordonnance ou le jugement ayant été rendus entre la victime et son patron, ne sauraient être opposables au tiers responsable qui n'y était point partie, les décisions n'ayant autorité de chose jugée qu'à l'égard des parties qui ont figuré au procès.

Dès lors, il paraît indiscutable que le tribunal correctionnel reste libre d'apprécier le préjudice subi par la victime, sans tenir compte des

évaluations qui auraient pu être faites par d'autres juges. Mais il reste tenu par les dispositions impératives de la loi de 1898, d'allouer l'indemnité sous forme de rente servie par la caisse nationale.

B. — LA PARTIE CIVILE EST LE PATRON

Au contraire, en ce qui concerne la demande dirigée par le patron contre le tiers, nous pensons que le tribunal correctionnel doit nécessairement tenir compte des décisions intervenues entre la victime et le patron, et fixant les indemnités dues par ce dernier, car, aux termes de notre article 7, le patron ne peut demander au tiers que le remboursement de ce qu'il a payé et le relèvement des obligations mises à sa charge, or précisément l'étendue de ces obligations est déterminée par l'ordonnance ou le jugement civil.

Nous dirons même, qu'au cas où le règlement des indemnités, mises à la charge du patron, n'aurait pas été fait au moment où statuera le tribunal correctionnel, ce dernier devra ne prononcer contre le tiers qu'une condamnation de principe, sans fixer le chiffre du remboursement qui ne sera connu qu'au moment où auront été précisées les obligations du patron.

Mais cette obligation pour le tribunal correctionnel de tenir compte du jugement fixant les indemnités dues par le patron à la victime, ne résulte pas de la nécessité de respecter la chose jugée, puisqu'il n'y a pas identité de parties; elle trouve sa base dans la règle générale que le demandeur est tenu de justifier de l'étendue de sa demande, et que, précisément, cette justification ne peut ressortir, au cas d'incapacité permanente, que de l'ordonnance ou du jugement intervenus.

Au surplus, il convient de remarquer que le tribunal correctionnel ne trouvera, dans cette décision, qu'un des éléments de la condamnation à intervenir, à savoir le préjudice causé au patron par l'accident, et que, par suite, à raison de la libre appréciation qu'il doit faire du degré de responsabilité du tiers auteur, le tribunal correctionnel peut n'allouer au patron que la réparation d'une partie de ce préjudice.

§ 7. — Poursuites contre le patron.

Nous signalerons enfin que le tribunal correctionnel serait compétent pour connaître des poursuites générales exercées contre le patron qui, à raison des circonstances de l'accident, tomberait sous le coup de la loi pénale.

SECTION II. — Règles communes et règles spéciales aux différentes matières de la compétence du tribunal correctionnel.

§ 1. — Comment est saisi le tribunal correctionnel.

A. — PAR CITATION DIRECTE DE LA PARTIE CIVILE

Les délits prévus par l'article 30 nous paraissant tous comporter l'existence d'une partie intéressée ; il suit que le tribunal correctionnel peut être saisi, par citation directe de la partie civile,

a) S'agit-il d'un intermédiaire convaincu d'avoir offert ses services rémunérés à forfait à la victime ou à ses ayants droits, ceux-ci ont évidemment intérêt à voir ce délit établi judiciairement afin de réclamer soit des dommages-intérêts, s'ils ont éprouvé un préjudice, soit le remboursement des sommes qu'ils aurait payées ;

b) S'agit-il d'un patron ayant pratiqué les retenues prohibées sur les salaires de ses ouvriers et employés, ceux-ci ont intérêt à ce qu'une condamnation pénale intervienne de ce chef, afin de pouvoir récupérer contre le patron le montant des retenues induement perçues ;

c) S'agit-il d'un patron qui a porté atteinte au droit de la victime de choisir son médecin ; cette victime et même le médecin évincé (1) doivent être considérés comme intéressés à la condamnation du patron pour étayer leur demande en dommages-intérêts ;

d) S'agit-il enfin d'un médecin qui, dans un certificat, a dénaturé sciemment les conséquences de l'accident ; le blessé ou le patron au détriment duquel a été pratiquée cette fraude est évidemment intéressé à ce qu'intervienne un jugement de condamnation qui lui permettra d'obtenir du médecin des dommages-intérêts.

Dès lors, il apparaît que tous ces délits comportent l'existence d'une partie intéressée qui aura, conformément à l'article 182, c. inst. crim., la faculté de citer directement le prévenu devant le tribunal correctionnel.

Il en est de même au cas d'escroquerie (2), le lésé ayant toujours intérêt à la réparation du dommage qui lui a été causé. Nous pensons enfin que le délit de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 peut comporter aussi une partie civile, au cas notamment où l'infraction commise par l'assureur aurait causé préjudice à l'assuré.

(1) Paris, 12 mars 1910, *Rec. spéc. acc. tr.*, 11^e année, p. 114.

(2) En ce sens, trib. corr. de Reims, 2 nov. 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 47.

B. — PAR LE MINISTÈRE PUBLIC

Le tribunal correctionnel sera le plus ordinairement saisi par citation directe du procureur de la République au prévenu par application du droit commun.

Mais, en vertu de l'article 182, c. inst. cr., le juge correctionnel peut encore être saisi de la connaissance des délits par le renvoi qui en sera fait conformément à l'article 160, c. inst. cr., par le tribunal de simple police au procureur de la République.

Or, cette procédure pourra trouver son application en notre matière, au cas où s'agissant des délits de l'article 30 ou de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, le juge de simple police aurait été saisi à tort.

Dans ces cas, le ministère public conserve son entière liberté d'appréciation sur l'opportunité des poursuites à engager, sauf le droit pour la partie civile de procéder par voie de citation directe.

Enfin rappelons que si le tribunal correctionnel avait été saisi à tort, parce que, par exemple, l'infraction prévue par l'article 14 ou par l'article 31, ayant été commise par récidive, le juge de paix se serait cru incompétent à raison de la pénalité élevée au-dessus de 15 francs d'amende, il pourrait cependant statuer compétemment sur la contravention en appliquant même la peine de simple police, si toutefois, le renvoi devant le juge de simple police n'avait pas été demandé conformément à l'article 192 du code d'instruction criminelle.

C. — RÈGLES SPÉCIALES A L'APPEL DES JUGEMENTS DE
SIMPLE POLICE.

Au cas d'appel d'un jugement de simple police le tribunal correctionnel sera saisi par l'appelant, c'est-à-dire par le contrevenant puisque, en matière de contravention, le ministère public n'a pas qualité pour former appel (1) et que, d'autre part, nous avons, dans les contraventions des articles 14 et 31, éliminé la présence de toute partie civile.

§ 2. — Application de l'article 463 du code pénal.

Le tribunal correctionnel est-il compétent pour accorder au délinquant le bénéfice des circonstances atténuantes ?

Pour les délits prévus à l'article 30, la question ne fait pas difficulté, puisque le texte prévoit expressément l'application de l'article 463 du code pénal.

(1) Faustin Hélie, *C. inst. crim.*, t. VI, p. 2736 ; Cass., 10 février 1848, S., 48 1, 576.

Quant aux délits prévus par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, le texte est muet.

Dès lors, que faut-il décider dans le cas où aucun texte ne déclare applicable aux délits l'article 463 du code pénal.

S'il est vrai que l'article 463 du code pénal pose en règle générale que, dans tous les cas où la peine de l'amende sera prononcée par le code pénal, le tribunal correctionnel pourra appliquer le bénéfice des circonstances atténuantes, on ne peut cependant, sous le prétexte qu'aucune disposition spéciale ne l'a écartée, soutenir que cette règle de droit commun doit trouver son application en notre matière, car il a été admis que la portée de l'article 463 est limitée aux délits de droit commun, et que, quand il s'agit d'un délit prévu par une loi spéciale, le juge ne peut admettre les circonstances atténuantes que si cette loi l'y autorise formellement (1).

Dès lors, il faut décider que le tribunal correctionnel n'est pas compétent pour accorder le bénéfice des circonstances atténuantes en matière de délits résultant de l'article 5 de la loi spéciale du 12 avril 1906.

Il est vrai qu'au cours de la discussion de cette dernière loi il a été déclaré, par le rapporteur questionné à ce sujet, que l'article 463 du code pénal pourrait recevoir son application (2), et dès lors, il semble bien que le vœu du législateur a été d'admettre la possibilité des circonstances atténuantes.

Mais cette considération, si forte soit-elle, ne nous paraît pas pouvoir justifier une dérogation aux principes certains de notre droit.

Mais au contraire, en matière d'escroquerie, régie par le droit commun (art. 405 c. p.), l'article 463 trouve son application.

§ 3. — Application de la loi du 26 mars 1891.

Le tribunal correctionnel est-il compétent pour appliquer au délinquant le bénéfice de la loi de sursis ?

Dans le silence des textes, il nous faut, pour trancher cette question, faire appel aux principes de la loi de 1891.

Or, à raison de la généralité des termes employés par l'article 1, « en cas de condamnation à la prison ou à l'amende », il est admis que cette loi vise toutes les infractions punies d'emprisonnement ou d'a-

(1) Cass., 22 mars 1857, S., 57, 1, 558 ; Cass., 4 janv. 1861, D., 61, 1, 185 ; Cass., 24 sept. 1868, D., 69, 1, 438 ; Cass., 10 mars 1876, D., 77, 1, 464 ; Le Sellyer, *Criminalité*, t. I, n° 314 ; Garraud, *Traité théor. et prat. de dr. pénal*, t. II, n° 150.

(2) Sénat, séance 27 mars 1906, J. O. du 28 mars, p. 279.

mende, soumises aux tribunaux correctionnels, sans distinguer s'il s'agit de délits prévus par le code pénal ou par des lois spéciales, de délits proprement dits, ou de délits-contravention (1) ;

Dès lors, elle est applicable à notre matière.

§ 4. — Prescription.

Les infractions à l'article 30 ou à l'article 405 du code pénal ou à la loi du 12 avril 1906, article 5, constituent non des contraventions, mais des délits : il suit, par voie de conséquence, que l'action publique se prescrit comme en matière de délit par le délai de 3 ans, par application de l'article 638 code instruction criminelle.

§ 5. — Voies de recours.

Les jugements du tribunal correctionnel en notre matière sont susceptibles des voies de recours conformément au droit commun.

SECTION III. — Compétence « ratione loci ».

A la différence de la compétence du tribunal de simple police qui est déterminée exclusivement par le lieu de la contravention, la compétence du tribunal correctionnel est fixée en droit commun par le lieu du délit, le lieu de résidence du prévenu, ou le lieu de son arrestation (art. 24, 63, 69, code instruction criminelle).

En notre matière, la compétence la plus ordinairement suivie sera celle du lieu du délit comme devant le juge de simple police ; mais on pourrait aussi saisir valablement le tribunal correctionnel du lieu de la résidence du prévenu au cas où ce lieu différerait de celui où a été commise l'infraction.

Enfin en matière d'escroquerie, et au cas où il y aurait eu arrestation, la compétence pourrait être retenue par le tribunal du lieu de cette arrestation.

Il nous reste à rappeler que le tribunal correctionnel compétent pour statuer sur un appel formé contre un jugement de simple police sera celui dans le ressort duquel se trouve le tribunal de simple police dont le jugement est entrepris.

(1) De Forcrand, *Commentaire de la loi du 26 mars 1891*, p. 87 ; Laborde, *Quest. prat. sur la loi du 26 mars 1891*, p. 404 et 405 ; Nègre et Gary, *La loi Bérenger et ses applications*, p. 62.

CHAPITRE XIV

COMPÉTENCE DE LA COUR D'APPEL

Nous serons extrêmement bref sur la compétence de la cour d'appel, parce qu'elle reste entièrement soumise aux règles de droit commun, et nous nous bornerons à signaler l'application de quelques-unes de ces règles à notre matière.

§ 1. — Matières soumises à la cour.

La cour d'appel connaît en matière civile :

Des appels des ordonnances rendues par le président ;

Des appels des jugements du tribunal civil statuant comme juge du 1^{er} degré ;

Des appels des décisions du tribunal civil statuant en chambre du conseil ;

Des appels des jugements des tribunaux de commerce.

En matière correctionnelle, la cour connaît des jugements du tribunal correctionnel statuant comme juge du premier degré.

Nous mentionnerons seulement que, par application de l'article 17 de notre loi, la cour devra, en matière civile, statuer dans le mois de l'acte de l'appel.

Nous ajouterons que les appels des jugements rendus en matière d'accidents du travail, sont jugés comme affaires sommaires, conformément aux articles 463 et suivants du code de procédure civile (1).

§ 2. — Motifs.

La cour doit, comme le tribunal, motiver ses décisions.

Par application de cette règle de droit commun, il faut décider :

(1) Sachet, n° 1255.

Que n'est pas légalement motivé, l'arrêt qui alloue une rente égale aux $\frac{2}{3}$ du salaire, sans constater que l'incapacité permanente est absolue (1) ;

Que doit être cassé, pour défaut de motifs, l'arrêt qui déclare non assujetti le maréchal ferrant, sans spécifier la nature de son travail (2) ;

Que n'est pas suffisamment motivé, l'arrêt qui, fixant le salaire de base de l'apprenti, ne spécifie pas si le salaire touché par la victime était égal ou supérieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie, employés dans l'entreprise (3) ;

Que doit être pareillement cassé, pour défaut de motifs, l'arrêt qui, fixant le salaire, se borne à indiquer qu'il correspond à un travail effectif, sans faire connaître si l'ouvrier est occupé depuis moins de 12 mois dans l'entreprise, et si le travail est discontinu (4) ;

Nous avons cité ces diverses espèces, afin de bien faire ressortir ce principe, que le juge du fait doit mentionner toutes les constatations qui permettront à la cour de cassation d'exercer son contrôle, en recherchant s'il a été fait une exacte application de la loi aux faits ainsi constatés.

§ 3. — Effet dévolutif.

L'appel est dévolutif, c'est-à-dire que toutes les questions de fait ou de droit débattues devant le premier juge, et à l'égard desquelles l'appel est interjeté, sont remises en litige devant le juge supérieur, qui est alors investi de la même plénitude de juridiction de fait et de droit, dont le juge inférieur, complètement dessaisi par l'appel, avait été lui-même investi par l'acte d'ajournement (5).

Par application de cette règle, la cour est compétente pour statuer sur toutes les questions dont le tribunal pouvait connaître ; mais, sa compétence n'est pas plus étendue ; en conséquence, s'appliquent à la cour même, les règles de compétence énoncées en ce qui concerne le tribunal notamment sur l'indemnité journalière ou les frais de maladie dont la cour ne peut connaître qu'accessoirement à une demande en rente.

(1) Cass. civ., 24 juin 1905, D., 1906, 1, 204.

(2) Cass. civ., 2 août 1905, *Rev. jud.*, 1906, p. 49.

(3) Cass. civ., 26 juillet 1905, *Rev. jud.* 1905, p. 399.

(4) Cass. civ., 5 mars 1907, *Rec. spec. acc. tr.*, 7^e, p. 458.

(5) Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure*, quest. 1655 *ter* ; Rodière, *Compétence et procédure*, t. II, p. 94 ; Talandier, *Traité de l'appel en matière civile*, n^o 366.

De même, la cour, pas plus que le tribunal, ne sera compétente pour, en cours d'instance, modifier la provision ou l'indemnité journalière, puisque ce pouvoir, réservé au président du tribunal, échappe au tribunal lui-même, comme nous l'avons indiqué en étudiant la provision.

L'acte d'appel opère, avons-nous dit, la dévolution du litige au juge du second degré ; cette dévolution est présumée totale, lorsque la déclaration d'appel est formulée en termes généraux ; elle est partielle, si l'appelant manifeste sa volonté de ne critiquer que certains chefs du jugement entrepris ; en tous cas, la dévolution n'opère que relativement aux chefs du jugement qui sont défavorables à l'appelant, la réformation des dispositions qui lui sont favorables ne pouvant être prononcée que sur l'appel incident de l'intimé (1).

Par application de principe, si l'acte d'appel ne contient point de restrictions, toutes les questions qui ont été soulevées devant le tribunal, excepté celles solutionnées en faveur de l'appelant, sont, par l'appel de ce dernier, remises en litige devant la cour ;

Si donc, à la suite d'une contestation dans laquelle le patron soutenait la non applicabilité de la loi, le tribunal a déclaré la loi applicable et alloué au blessé une rente inférieure à celle qu'il demandait, la cour, saisie par l'appel du blessé, connaîtra non seulement du chef de la rente, mais aussi de tous les autres chefs, comme salaire de base, date de consolidation, etc., qui préjudicieraient au blessé ; mais, par contre, ce seront seulement les chefs du jugement préjudiciant au blessé appelant, qui seront remis en litige, et, par conséquent, la question d'applicabilité de la loi tranchée en sa faveur, ne sera pas dévolue à la cour ; elle ne pourra être soumise au second juge, que sur appel incident du patron ; si, au contraire, dans l'espèce précédente, le blessé avait restreint son appel, soit au salaire, soit au chiffre de réduction de capacité, la cour ne pourrait statuer que sur le salaire ou sur la réduction, à moins d'être saisie des autres questions, par appel incident.

Cette seule hypothèse suffit à montrer que notre matière comporte de nombreuses applications de ce principe de droit commun.

§ 4. — Moyens nouveaux et demandes nouvelles

Conformément à l'article 464 du code de procédure civile, il est interdit aux parties de former une « demande » nouvelle devant le juge

(1) Cass., 18 juillet 1877, D., 78, 1, 365 ; Cass., 31 déc. 1878, D., 79, 1, 375.

d'appel, à moins qu'elle ne soit une défense à la demande principale ; mais il est admis, au contraire, que l'appel n'ayant pas seulement été institué pour corriger les erreurs du premier juge, mais aussi pour permettre aux parties de réparer leurs omissions, ces parties peuvent formuler devant le juge d'appel tous « moyens » nouveaux qu'ils auraient négligé de faire valoir devant le premier juge (1).

Il faut donc, pour déterminer la compétence de la cour, rechercher quelles questions doivent, en notre matière, être considérées comme défenses à la demande principale, ou moyens nouveaux, et, par suite, sont susceptibles d'être déferées au juge d'appel.

Tout d'abord, on ne saurait considérer comme demandes nouvelles, celles sur lesquelles le premier juge a omis de statuer, bien qu'elles aient été formulées dans les conclusions qui lui ont été soumises ; il en sera ainsi notamment quand le tribunal n'aura pas statué sur la demande du blessé, que l'excédent d'indemnité journalière ne soit imputé sur les premiers arrérages de la rente que dans une proportion déterminée ; en ce cas, le blessé pourra reprendre cette demande devant la cour.

Il a été décidé aussi que le patron qui, ayant demandé devant le tribunal que son assureur soit tenu de le garantir des condamnations prononcées contre lui, par application de la loi de 1898, conclut subsidiairement devant la cour à ce que cette garantie lui soit accordée, par application de l'article 1382 du code civil, produit, non une demande nouvelle qui serait irrecevable, mais un moyen nouveau, parce que fondé, comme la demande primitive, sur le contrat d'assurance (2).

Au contraire, on ne pourrait, pour la première fois, en appel, formuler une demande d'indemnité journalière accessoirement à la demande en rente primitive, formée seule devant le tribunal : la cour se trouverait alors en présence d'une demande nouvelle (3).

Nous pensons également que la victime qui, devant le tribunal, a invoqué seulement la loi de 1898, ne peut, devant la cour, prendre des conclusions visant les articles 1382 et suivants du code civil, pour le cas où la loi de 1898 ne serait pas applicable, car les deux actions sont distinctes, procèdent de principes différents, et ne comportent même pas une procédure commune, puisque l'une est basée sur l'existence seule de

(1) Crépon, *Traité de l'appel*, n° 3215 ; Pigeau, *Commentaire du code de procédure*, t. II, p. 43.

(2) Cass. req., 29 juillet 1902, D., 1903, 1, 275.

(3) Cass., 5 janvier 1904, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e an., p. 397.

l'accident, alors que l'autre nécessite, en outre, la preuve de la faute du patron (1).

En ce qui concerne les exceptions, l'article 464 du code de procédure civile ne s'oppose pas à ce qu'elles soient soulevées par l'intimé ; il est admis, par suite, que les exceptions d'ordre public pourront être présentées en tout état de cause ; quant aux autres exceptions susceptibles d'être couvertes par l'acceptation du débat au fond, elles ne pourront être soulevées devant le juge d'appel, que si l'intimé n'y a point renoncé tacitement ou expressément depuis leur apparition.

Ce principe posé, il reste à rechercher quelles sont, en notre matière, les exceptions d'ordre public.

Nous pensons que le patron ne saurait invoquer, pour la première fois, devant la cour, la prescription (2), car, suivant nous, la prescription d'un an édictée par l'article 18, n'est pas d'ordre public.

Nous avons admis, en effet, qu'à défaut de dérogation spéciale, le droit commun s'appliquait à notre matière ; or, l'article 2220 du code civil pose, en principe, qu'on peut renoncer à une prescription acquise.

Notre texte, ne dérogeant pas au droit commun, il faut donc décider que le patron peut renoncer valablement à la prescription acquise.

Or, le fait de défendre au fond devant le tribunal, constitue une renonciation tacite à la prescription, qui, dès lors, fait obstacle à ce que ce moyen soit soulevé devant la cour.

Par cela même que la prescription n'a pas le caractère d'ordre public, nous pensons que la cour n'est pas compétente pour la soulever d'office (3).

On ne pourrait non plus soulever, pour la première fois, devant la cour, un moyen d'incompétence tiré de ce que le tribunal aurait statué sur une question réservée à la connaissance du juge de paix, alors que cette exception n'a pas été soulevée en première instance (4).

Par contre, les dispositions de la loi de 1898 étant d'ordre public, en ce qui concerne sa sphère d'application, et l'article 30 stipulant la nullité de toute convention contraire, il faut admettre que le patron

(1) En ce sens : Bordeaux, 28 fév. 1901, *Rec. spéc.*, décembre 1901, p. 267 ; Toulouse, 14 juin 1901, *Gaz. trib.*, 1902, 2, 41 ; Besançon, 2 juillet 1902, *Gaz. Pal.*, 1902, 2, 234 ; Riom, 2 juin 1903, *Rec. Riom*, 1906, 495.

(2) *Contrà*, Paris, 9 mars 1909, *Rec. spéc.*, 9^e an., p. 460.

(3) *Contrà*, Paris, 18 juin 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e an., p. 117.

(4) Toulouse, 22 janv. 1903, *Gaz. trib.*, 8 fév. 1903.

pourrait soutenir pour la première fois devant la cour, la non applicabilité de cette loi (1).

Mais, au contraire, nous pensons que la victime ne pourrait, en cause d'appel, modifier le chiffre de sa demande en rente, sous prétexte de le mettre en harmonie avec les dispositions de la loi (2), car, nous avons expliqué, en traitant de la compétence du président et du tribunal, que le blessé échappait nécessairement à tout contrôle légal, pour la fixation du chiffre de sa réduction de salaire, question de fait sur la quelle son appréciation doit être souveraine.

Il serait aisé de multiplier les exemples ; nous nous bornerons à ceux qui précèdent parce qu'ils sont tirés de la jurisprudence.

§ 5. — Evocation.

Sans présenter aucune espèce, même à titre d'exemple, nous nous bornerons à rappeler que s'applique également à notre matière l'article 473 du code de procédure civile, d'après lequel le tribunal du deuxième degré saisi par l'appel d'un jugement interlocutoire pourra statuer à la fois par un seul et même jugement et sur cet appel et sur le fond, si l'affaire est en état et si le jugement dont est appel est infirmé.

L'évocation, sous les deux conditions ci-dessus indiquées, est seulement facultative pour le juge d'appel, mais il peut en user même si les parties ne l'ont point demandée.

Ajoutons que, même au cas où la demande ne serait pas en état, la cour aurait compétence pour statuer au fond, si les parties lui demandaient d'user de son droit d'évocation.

§ 6. — Droit d'intervention.

Nous devons rappeler que, conformément à l'article 466 du code de procédure civile, l'intervention en cause d'appel est recevable de la part de ceux qui n'ayant pas été parties au jugement de première instance auraient qualité pour y former tierce opposition.

Nous avons vu précédemment que l'assureur qui n'a pas été partie à l'instance dirigée par la victime ou ses ayants droit contre le patron assuré, a qualité pour former tierce opposition au jugement rendu entre

(1) Rennes, 3 fév. 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 108 ; Lyon 22 avril 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e an., p. 60 ; Rennes, 11 avril 1905, *Rec. Rennes*, 1905, 173.

(2) Nancy, 8 juillet 1908, *Rec. Nancy*, 1908, 237 ; Nancy, 16 mars 1907, *Rec. Nancy*, 1907, p. 126.

ces parties ; il faut, dès lors, par application du principe posé par l'article 466 du code de procédure civile, reconnaître à cet assureur le droit d'intervention devant la cour ; ce même droit appartiendrait au patron au cas où il n'aurait pas été partie à l'instance introduite par la victime contre l'assureur seul, sauf bien entendu l'obligation pour l'intervenant de justifier de son intérêt.

§ 7. — Appel criminel.

Nous ne nous arrêterons point sur les règles de compétence de la cour saisie d'un appel criminel et parce que, fixées uniquement par le droit commun, leur application à notre matière ne présente aucune particularité.

§ 8. — Voies de recours.

Les décisions de la cour d'appel, tant au civil qu'au criminel, sont assujetties aux voies de recours ordinaires.

CHAPITRE XV

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CONSEIL DE PRÉFECTURE ET CONSEIL D'ÉTAT

Nous n'examinerons ni les formes spéciales dans lesquelles le conseil de préfecture ou le conseil d'Etat doivent être saisis, ni celles dans lesquelles doivent être rendues leurs décisions car ces questions ne présentent rien de spécial à notre matière.

Nous rechercherons seulement quelle est l'étendue de la compétence de ces tribunaux relativement aux difficultés nées de la loi de 1898.

Il nous suffira dès lors de rappeler les règles fondamentales de la compétence de ces juridictions et d'en montrer les applications en notre matière.

SECTION I. — Conseil de préfecture.

Il importe tout d'abord de noter que le conseil de préfecture ne connaît que des matières qui lui sont déférées par des lois spéciales (1).

§ 1. — Interprétation de contrats.

Or, aux termes de la loi du 28 pluviôse an VIII, article 4, § 2, le conseil de préfecture prononce sur les difficultés qui peuvent s'élever entre les entrepreneurs de travaux publics et l'administration concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés.

Par application de ce texte, le conseil de préfecture sera compétent pour déterminer le patron responsable, ou le tiers responsable quand cette responsabilité discutée par ce patron ou ce tiers, dépendra d'une

(1) Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. I, p. 315.

interprétation de marché relatif à des travaux publics. C'est ainsi qu'il a été décidé que le conseil de préfecture est seul compétent pour dire si, d'après la convention passée entre l'Etat et un particulier pour l'exécution de travaux publics, l'Etat est chef d'entreprise responsable suivant la loi de 1898 (1), ou pour dire si le travail exécuté par la victime été fait en régie (2).

§ 2. — Dommages résultant de travaux publics et grande voirie.

Le § 3 de l'article 4 de la loi de pluviôse précitée attribue encore compétence au conseil de préfecture pour statuer sur les réclamations des particuliers qui se plaindraient des torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs et non du fait de l'administration. Le § 5 du même article étend cette même compétence aux difficultés en matière de grande voirie.

Signalons de suite, qu'il est admis que, malgré la formule défectueuse de ce texte, la compétence appartient également au conseil de préfecture quand le dommage provient du fait de l'administration. Nous ajouterons que par travaux publics on entend, d'une manière générale, et sauf additions (3), ceux qui sont empreints d'un caractère d'utilité publique, ceux exécutés par l'administration ou ses ayants droit dans l'intérêt du domaine public de l'Etat, du département, des communes, des établissements publics.

En droit commun il est décidé qu'en vertu de ce texte, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur les réclamations des particuliers à raison des dommages résultant de l'exécution de travaux publics, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les dommages causés aux propriétés et ceux causés aux personnes (4) ; il suit que le conseil de préfecture connaît de la demande en réparation du dommage causé aux personnes par les accidents. Exception est faite au cas où il y a des

(1) Trib. conflits, 1^{er} août 1903, *J. assur.*, 1^{er} mai 1904.

(2) Cass. req., 16 mai 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 275.

(3) Marchés avec l'administration des prisons pour l'exploitation du travail des détenus. — Marchés passés avec l'entrepreneur d'éclairage des rues d'une ville pour le nettoyage des rues, etc...

(4) Conseil d'Etat, 19 déc. 1873, D., 74, 3, 53; Cons. d'Etat, 15 mars 1878, D., 78, 3, 41, trib. conflits, 29 déc. 1877, D., 78, 3, 41 ; trib. conflits, 14 mai 1886, S., 88, 3, 14.

poursuites correctionnelles, car alors les tribunaux judiciaires sont compétents pour statuer sur la demande accessoire en indemnité (1).

Par application de ces règles de droit commun il a été décidé que le conseil de préfecture est compétent pour connaître de l'action intentée par l'Etat contre une compagnie de chemin de fer, prise en qualité de tiers responsable, alors que l'action en responsabilité était basée sur le mauvais entretien d'un ouvrage public (2) (garde corps d'un viaduc), ou contre une compagnie de tramways, à raison d'un accident survenu pendant l'exécution d'un travail public (3) (établissement de lignes concédées).

De cette jurisprudence du conseil d'Etat il est intéressant de rapprocher l'opinion consacrée par la cour de cassation qui déclare que si l'Etat, le département ou la commune est chef d'entreprise et responsable comme tel suivant la loi de 1898, les tribunaux civils sont, à l'exclusion des tribunaux administratifs, seuls compétents pour connaître de l'action en indemnité, même au cas où l'accident serait survenu au cours d'un travail public alors qu'il n'y a lieu, pour déterminer la responsabilité, à aucune interprétation de contrat ou de marché de travaux publics (4).

Malgré l'apparence, cette décision n'est pas en contradiction avec la jurisprudence du conseil d'Etat, mais en précise seulement la portée en la limitant.

En effet, les actions en indemnité qui peuvent être intentées à la suite d'un accident du travail en vertu de la loi de 1898, peuvent procéder de deux principes distincts ; dirigées contre le chef d'entreprise patron responsable, elles sont basées sur l'article 3 de notre loi et soumises à une procédure spéciale édictée par les articles 11 à 19 ; dirigées contre le tiers responsable elles sont prévues par l'article 7, basées sur le droit commun et soumises à la procédure de droit commun.

Or, d'après la cour de cassation sont soumises aux tribunaux judiciaires les actions dirigées contre le chef d'entreprise patron responsable ; et cette solution trouve sa justification dans la procédure spéciale édictée par la loi de 1898, procédure qui ne pourrait être suivie devant les tribunaux administratifs.

Mais nous pensons qu'il y a lieu de compléter cette théorie en disant

(1) Trib. conflits, 13 mars 1875, D., 75, 3, 105.

(2) Conseil d'Etat, 5 août 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e, p. 293.

(3) Conseil d'Etat 22 mai 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., p. 196.

(4) Cass. civ., 9 déc. 1908, *Rec. spéc.*, 9^e an., p. 298.

que si, au cas où l'action est intentée par la victime ou ses ayants droit contre l'Etat, le département ou la commune en qualité de patron responsable, ces derniers se retranchent derrière une interprétation de marché de travaux publics pour contester leur qualité de patron responsable, le tribunal civil, seul compétent pour dire s'il y a lieu à indemnité et la fixer, devra, avant de statuer, renvoyer les parties à se pourvoir devant la juridiction administrative seule compétente pour dire, par interprétation du contrat, quel est le patron responsable (art. 4, § 2 de la loi du 28 pluviôse an VIII précité).

Cette théorie ne détruit donc pas la jurisprudence du conseil d'Etat ; d'autre part, la juridiction administrative reste, en outre, seule compétente pour connaître des actions intentées contre les tiers responsables à raison d'accidents survenus au cours de l'exécution de travaux publics, car l'action dirigée contre le tiers reste, aux termes mêmes de la loi de 1898, article 7, régie par le droit commun.

§ 3. — Taxe et assujettissement.

D'une manière indirecte, le conseil de préfecture est appelé à se prononcer sur l'assujettissement des professions à la loi du 9 avril 1898.

En effet, par application de l'article 25 de cette loi qui a créé une taxe devant être ajoutée au principal de la contribution des patentes des industriels assujettis à la loi de 1898, l'administration des contributions directes a établi une liste des industries et professions soumises à cette taxe ; or, sur la réclamation qui leur est ainsi faite, les patentés qui se croient taxés à tort s'adressent au conseil de préfecture pour faire décider que, n'étant pas visés par l'article 1^{er} de la loi de 1898, ils ne doivent pas être recherchés pour le paiement de la taxe additionnelle.

Le conseil de préfecture, juge des questions concernant les contributions des patentes, est compétent pour statuer sur les centimes additionnels, cette imposition supplémentaire étant, au point de vue fiscal, inséparablement liée au principal de la patente qui lui sert de base (1).

C'est ainsi que les conseils de préfecture, après avoir décidé que la nomenclature générale des professions dressée par l'administration des contributions directes en vue de la perception de la taxe additionnelle constituait un document sans base juridique (2), ont été appelés indirectement à statuer sur l'assujettissement (3).

(1) Conseil de préfecture Eure-et-Loire, 28 décembre 1900.

(2) Cons. préf. Nord, 9 mai 1902., *Gaz. Pal.*, 1902, 1, 771.

(3) Cons. d'Etat, 3 mai 1902 D., 1902, 3, 49; Cons. d'Etat, 10 juillet 1903. *J. assur.*

Mais, au contraire, en ce qui concerne les exploitations exclusivement commerciales, bénéficiant, par application de l'article 4 de la loi du 12 avril 1906, d'une réduction de taxe, la liste en est arrêtée par décret rendu sur la proposition des ministres du commerce et des finances, et est soumise, tous les 5 ans, à la sanction législative.

Les difficultés pouvant s'élever avant que soit intervenue la sanction législative, alors que la liste est seulement établie par décret, échappent à la compétence des tribunaux administratifs, car, par application des règles de droit commun, les tribunaux judiciaires ayant mission d'interpréter et d'appliquer la loi, sont seuls compétents pour interpréter les actes accomplis par l'autorité administrative, investie d'un pouvoir réglementaire, ces actes, destinés à compléter la loi, et à en assurer l'exécution, participant des mêmes caractères que la loi elle-même ; et il a été décidé que, seule, l'autorité judiciaire était compétente pour connaître des règlements d'administration publique, ou des décrets réglementaires du chef de l'Etat (1).

En ce qui concerne les non patentés régis par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, auxquels la taxe est réclamée avec la prime d'assurances s'ils sont assurés, ou bien s'ils ne sont pas assurés, au moment de l'enregistrement de l'ordonnance ou de la décision allouant la rente mise à leur charge, le taux de cette taxe est fixé, dans les deux cas, par une loi, et, par suite, la compétence des tribunaux administratifs se trouve écartée.

§ 4. — Prix de journée d'hospitalisation.

Par application du § 3 de l'article 4 de la loi de 1898, le préfet a qualité pour fixer, par arrêté, le prix de journée d'hospitalisation, conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893.

Or, l'article 33 de la loi de 1893 dispose que les réclamations relatives à l'exécution de cet arrêté préfectoral, sont portées devant le conseil de préfecture, et, en cas d'appel, devant le conseil d'Etat ; faut-il décider, par application de ce texte, que les difficultés relatives

oct. 1903, p. 139 ; Cons. d'Etat, 28 fév. 1902, D., 1902, 3, 18 ; Cons. d'Etat, 12 janvier 1906, S., 1908, 3, 15 ; Cons. préf. Gironde, 5 déc. 1902, *Gaz. trib.*, 23 janvier 1903 ; Cons. préf. Yonne, 15 fév. 1901, *Mon. Lyon*, 12 juin 1901.

(1) Cass., 8 février 1845, D., 45, 1, 156 ; Cass., 30 mars 1876, D., 76, 1, 401 ; Cass., 14 août 1877, D., 78, 1, 9.

à l'établissement du prix de journée d'hospitalisation des accidentés du travail, ressortissent de la juridiction administrative ?

Il faut remarquer que l'article 33 précité vise uniquement les difficultés nées de l'exécution de la loi de 1893, et, notamment, de l'article 24 de cette loi.

Mais cette loi de 1893 est relative à l'assistance médicale gratuite, et, dans son article 25, se réfère expressément aux dispositions de l'article 1 de la loi du 7 août 1851, qui, elle-même, concerne l'admission dans les hôpitaux des individus privés de ressources ; il faut donc dire que la compétence spéciale prévue par l'article 33, ne s'applique qu'aux difficultés sur le prix des journées des malades indigents. Dès lors, les victimes d'accidents, n'étant pas admises dans les hôpitaux à titre d'indigents, à raison de la loi de 1893, mais étant considérées comme malades payants, les tribunaux civils sont seuls compétents pour appliquer et interpréter les conventions en vertu desquelles ces victimes sont reçues dans les hôpitaux, et pour apprécier la légalité du tarif concernant cette catégorie de malades (1).

§ 5. — Chose jugée.

Les tribunaux administratifs saisis dans les limites de leur compétence ne sont pas liés par les décisions des tribunaux judiciaires qui auraient été rendues entre d'autres parties ; cette règle n'est que l'application du principe que les jugements n'acquiescent l'autorité de la chose jugée, qu'autant qu'il y a identité d'objet et identité de parties.

Il suit que le tribunal administratif, saisi d'une action en remboursement intentée par le patron contre le tiers responsable, en vertu de l'article 7 de notre loi, est compétent pour prononcer une condamnation contre ce tiers, alors que les tribunaux judiciaires, saisis précédemment d'une action en indemnité dirigée contre ce même tiers, à raison du même accident, mais par la victime, auraient rejeté cette demande (2).

§ 6. — Généralités.

Nous noterons seulement que la compétence ainsi attribuée aux tribunaux administratifs est d'ordre public ; par suite, les parties ne peu-

(1) Cons. d'Etat, 17 mars 1905, D., 1906, 3, 91.

(2) Conseil d'Etat, 22 mars 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., p. 196.

vent y renoncer ; l'exception d'incompétence peut être invoquée en tout état de cause, et le juge peut la soulever d'office (1).

Nous signalerons aussi que, sauf disposition contraire, la compétence territoriale est fixée, non d'après le domicile des parties, mais d'après le lieu où se sont produits les faits litigieux (2).

SECTION II. — Conseil d'État.

Aux termes de l'article 27 de la loi de 1898, la contribution personnelle mise à la charge de chaque assureur pour participation aux frais de surveillance et de contrôle administratif, est fixée par arrêté du ministre du commerce.

Le conseil d'Etat est compétent pour connaître de la contestation élevée par l'assureur sur le bien fondé de la contribution qui lui est ainsi demandée par le ministre (3).

En vertu du même article 27, les compagnies d'assurances contre les accidents sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat, et astreintes à la constitution de réserves et de cautionnements ; de plus, par application du règlement d'administration publique du 28 février 1899, le ministre a qualité pour prescrire les redressements nécessaires, pour adresser toutes mises en demeure, et enfin arrêter chaque année, après avis du comité consultatif, la liste des sociétés autorisées à fonctionner.

Or, le conseil d'Etat est compétent pour statuer sur la demande en annulation pour excès de pouvoir, de l'arrêté ministériel prononçant la radiation d'une compagnie d'assurances de la liste des sociétés fonctionnant dans les conditions de la loi de 1898 (4).

Enfin, les décisions du conseil de préfecture étant toujours susceptibles d'appel, quelque minime que soit l'intérêt en litige, le conseil d'Etat connaît de ces appels (5).

Il nous reste à signaler que, par application de la règle fondamentale en matière de procédure administrative, en vertu de laquelle le

(1) Cons. d'Etat, 10 janvier 1861, *Rec. Leb.*, 1861, 21; Cons. d'Etat, 2 mai 1878, *Rec. Leb.*, 1878, 571.

(2) Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. I, p. 314.

(3) Conseil d'Etat, 29 janv. 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e an., p. 10.

(4) Cons. d'Etat, 1^{er} février 1907, D., 08, 3, 83.

(5) Laferrière, *Juridict. administ.*, t. I, p. 282.

recours du conseil d'Etat n'est pas suspensif (1), sauf dérogation par lois spéciales (2) ou sursis ordonné par le conseil de préfecture (3), ou le conseil d'Etat (4), il a été décidé que le pourvoi formé devant le conseil d'Etat contre la décision qui a rayé une société d'assurances sur la liste des sociétés admises à pratiquer l'assurance contre les risques de la loi de 1898, n'a pas pour effet de suspendre l'arrêté ministériel (5).

(1) Art. 3, déc. 22 juillet 1896; art. 24, § 3, loi 24 mai 1872.

(2) Art. 88, loi 10 août 1871; art. 54, loi 22 juin 1833; art. 40, loi 5 avril 1884; art. 117, ordon 1^{er} août 1827.

(3) Art. 24, § 4, loi 24 mai 1872.

(4) Art. 3, § 2, décret 22 juillet 1806; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t I, p. 290.

(5) Trib. com Seine, 8 avril 1905, p. 293.

CHAPITRE XVI

COMPÉTENCE DU CONSEIL DE PRUD'HOMMES

Nous mentionnerons seulement que la juridiction exceptionnelle du conseil des prud'hommes, ayant été appelée à statuer sur la demande formulée par un ouvrier en remboursement par le patron des sommes que ce dernier lui avait retenues sur ses salaires pour faire face aux charges de l'assurance, s'est déclarée compétente et a condamné le patron à les restituer (1).

L'article 30 modifié par la loi du 31 mars 1905, c'est-à-dire postérieurement à la décision précitée, qui prévoit une pénalité applicable au patron qui exerce une retenue de cette nature sur le salaire de ses ouvriers ne fait pas obstacle à ce qu'en l'absence ou indépendamment de toute poursuite correctionnelle, l'ouvrier agisse en remboursement des sommes ainsi indument retenues, devant le conseil des prud'hommes.

Le conseil des prud'hommes est, en effet, compétent puisqu'il s'agit d'une contestation relative au louage de services (2), mais à la condition toutefois, que, conformément aux termes du décret du 20 février 1810, article 10, confirmé par le décret du 6 juin 1848 articles 1, 2 et 4, le litige soit élevé à l'encontre d'un fabricant (3) commerçant (loi 1^{er} juin 1853), exerçant l'une des industries visées par le décret du 11 juin 1809, article 11.

Nous rappellerons, d'une part, que le conseil des prud'hommes statue en dernier ressort sur les demandes n'excédant pas 300 francs

(1) Cons. prud. Seine, 7 mai 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 328.

(2) Lyon-Caen et Renault, t. I, n° 545.

(3) Trib. civ. Remiremont, 24 juillet 1905, *D.*, 1905, 5, 47.

(loi du 15 juillet 1905, art. 2), et à charge d'appel devant le tribunal civil au-dessus de 300 francs (loi 15 juillet 1905, art. 3) à quelque valeur que la demande puisse s'élever (art. 13, loi du 1^{er} juin 1853) ; d'autre part, que la compétence du conseil des prud'hommes est déterminée par le lieu où se trouve située la fabrique (1) (déc. 11 juin 1809, art. 11).

La décision du conseil de prud'hommes est soumise aux voies de recours organisées par la loi du 15 juillet 1905.

(1) Cass. civ., 2 mars 1904, D., 04, 1, 476.

TITRE II

PROCÉDURES

Nous ne nous occuperons dans cette deuxième partie que des actions nées de la loi de 1898 et de leur exercice devant les tribunaux, c'est-à-dire uniquement de la procédure spéciale édictée par cette loi ; nous négligerons toutes les questions se rattachant à la compétence, qui ont trouvé leur place dans la première partie de nos observations.

Enfin, dans l'étude ainsi circonscrite des actions basées sur notre loi, laissant de côté l'examen et l'application des principes communs à toute procédure civile, nous ne mentionnerons que les règles spéciales à notre matière.

CHAPITRE PREMIER

ACTION EN INDEMNITÉ

SECTION I. — Action en paiement d'indemnité journalière.

§ 1. — Devant le juge de paix.

Cette action ressortit comme nous l'avons vu de la compétence du juge de paix qui exclut pour la victime la faculté d'en demander paiement en se portant partie civile aux poursuites correctionnelles qui seraient intentées contre le patron.

Elle est introduite par voie de citation à la requête de la victime, ou, au cas de décès de celle-ci, à la requête de ses ayants droit agissant en qualité d'héritiers, pour la période qui a précédé le décès ; au cas de minorité de la partie demanderesse, elle est intentée par son représentant légal. Conformément au droit commun, elle pourrait également être introduite à la requête du patron qui, au cas de guérison effective, mais contestée par le blessé, aurait intérêt à faire fixer au plus tôt par le juge de paix la date de l'arrêt de l'indemnité journalière.

La citation doit être rédigée suivant les formes prescrites par l'article 1 du code de procédure civile.

A. — PRÉLIMINAIRE DE CONCILIATION.

Aux termes de l'article 17 de la loi du 25 mai 1838, modifiée par celle du 5 mai 1857, dans toutes les causes, excepté celles qui requièrent célérité et celles dans lesquelles le défendeur serait domicilié hors du canton ou des cantons de la même ville, la citation ne peut être délivrée sans qu'au préalable le juge ait appelé les parties devant lui en conciliation.

Cette tentative de conciliation doit-elle précéder la citation en notre matière ?

Il nous paraît qu'à défaut de dispositions contraires la procédure à suivre est celle de droit commun et que, dès lors, l'article précité s'ap-

plique à notre espèce ; il reste donc à rechercher si, aux termes mêmes de ce texte, la conciliation s'impose.

Or, en vertu de cet article 17, sont exceptées de la tentative de conciliation les causes requérant célérité.

Dès lors, la seule question sera de savoir si la demande en indemnité journalière requiert célérité.

Il semble bien que l'indemnité journalière ayant un caractère alimentaire doit être considérée comme requérant célérité et que, comme telle, elle peut être dispensée du préliminaire de conciliation (1), moyennant, bien entendu, mention sur l'original de l'exploit de la permission du juge (2). Au reste, de même qu'en droit commun, le caractère d'urgence est une question de fait susceptible de varier d'espèce à espèce et laissée à l'appréciation du juge (3), de même nous pensons qu'il convient de décider qu'en notre matière le juge de paix a qualité pour, à raison des circonstances, accorder ou refuser la dispense de conciliation (4).

Par application de l'article 17 précité la dispense de conciliation aurait lieu de plein droit au cas où le défendeur serait domicilié hors du canton ; en notre matière, cette exception trouvera fréquemment son application puisque le juge compétent est, non pas celui du domicile, mais celui du lieu de l'accident.

B. — ENQUÊTE OU EXPERTISE

Indépendamment de l'enquête prescrite par l'article 12 et à laquelle le juge de paix doit procéder dans les formes précédemment examinées au cas d'incapacité permanente, le juge de paix peut recourir à l'audience à toute mesure d'instruction qu'il jugera utile.

L'enquête qui serait alors ordonnée, aura lieu dans les formes ordinaires prévues aux articles 35 et suivants du code de procédure civile ; l'expertise à laquelle il serait procédé suit aussi les règles du droit commun, mais obéit en outre à des règles spéciales que nous fixerons ultérieurement en examinant l'action devant le tribunal.

Pour le surplus, il n'est apporté aucune dérogation aux règles ordinaires de la procédure.

(1) *Contra*, Mourral et Berthiot, p. 182; Vermeil, p. 105 ; Circ. min. 10 juin 1899.

(2) Loubat, n° 1446.

(3) Cass. req., 26 avril 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 268.

(4) Trib. paix Courbevoie, 20 mars 1900, *Gaz. Pal.*, 1900, 1, 580.

§ 2. — Devant le tribunal civil.

Nous avons vu précédemment que le tribunal civil n'était compétent pour connaître de l'indemnité journalière qu'accessoirement à une demande en rente ; la demande en demi-salaire est donc assujettie aux mêmes règles de forme que l'ajournement en fixation de rente dont nous allons préciser ci-dessous les particularités.

SECTION II. — Action en rente.

§ 1. — Procédure automatique.

Nous rappellerons brièvement que le législateur a organisé une procédure, qui mise en mouvement par la déclaration d'accident se déroule automatiquement jusqu'à l'instance devant le tribunal civil et qui, par suite, ne permet pas à la victime de poursuivre la fixation de sa rente au regard de son patron, soit devant le tribunal commercial, soit en se portant partie civile aux poursuites dirigées contre lui devant le tribunal correctionnel.

Nous avons montré que, saisi par la déclaration d'accident soit du patron, soit du blessé, le maire transmet les pièces au juge paix qui d'office procède à l'enquête s'il y a lieu, et transmet le dossier au président, lequel convoque les parties et, à défaut d'accord, les renvoie à se pourvoir devant le tribunal ; un avocat et un avoué, désignés d'office, sont chargés de représenter devant le président et devant le tribunal les intérêts de la victime ou de ses ayants droit prévenus de cette désignation ; de sorte que la victime ou ses ayants droit se trouvent, sans avoir pris aucune initiative, amenés à faire valoir leurs droits devant le tribunal.

§ 2. — Procédure nécessaire.

A. — NÉCESSITÉ DE LA TENTATIVE DE CONCILIATION.

Nous avons rappelé les phases de cette procédure parce qu'elles sont obligatoires. Nous ne reviendrons pas sur la nécessité de la déclaration d'accident, mais nous insisterons par contre sur la nécessité pour les parties de se présenter en conciliation devant le président soit pour authentifier leur accord sur l'indemnité, qui, par application de l'article 30 serait nul, s'il n'était consacré par l'ordonnance du président (1)

(1) Nancy, 2 mars 1901, *Rev. jud.*, 1901, p. 340 ; Nancy, 30 nov. 1901, *Le droit*, 27 et 28 janvier 1902 ; Angers, 11 déc. 1901, *Bulletin de jurisprudence de l'assurance*, 20 fév. 1902.

dont l'intervention est nécessaire, dès qu'il a été régulièrement saisi, même pour classer l'affaire purement et simplement du consentement des parties, pour non assujettissement ou non infirmité permanente (1), soit pour constater le non accord et renvoyer devant le tribunal.

La tentative de conciliation devant le président est donc *a fortiori* une formalité nécessaire dès l'instant qu'il y a infirmité permanente, car elle est formellement prévue par les articles 15 et 16 et fait dès lors partie de la procédure spéciale organisée par la loi de 1898 et à laquelle il n'est point permis de déroger.

Mais faut-il dire en outre que, tenant lieu, en notre matière, du préliminaire de conciliation prévu par le droit commun, elle doit nécessairement précéder l'instance devant le tribunal ?

Et que, par suite, le tribunal, saisi par l'assignation de la victime alors qu'aucune comparution n'a eu lieu devant le président, devra rejeter cette demande comme irrecevable (2), même si elle avait été conformément au droit commun dispensée du préliminaire de conciliation (3).

Cette opinion qui déclare nulle l'assignation et lui refuse tout effet, si elle n'est précédée de la tentative de conciliation, nous paraît trop rigoureuse, car s'il est exact qu'en droit commun le défaut de préliminaire de conciliation entraîne l'irrecevabilité de l'action, il faut noter que cette formalité préalable dépend du demandeur, tandis qu'au contraire l'accomplissement des formalités prévues par la procédure spéciale de notre loi, échappe à la volonté des parties pour dépendre uniquement des magistrats, la victime ou ses ayants droit étant sans qualité pour imposer l'enquête au juge de paix ou la comparution au président.

Dès lors, au cas où l'assignation aurait été délivrée sans qu'ait eu lieu la tentative de conciliation devant le président, le tribunal ne devra pas prononcer l'invalidité de l'action, mais seulement surseoir à statuer jusqu'à ce que les formalités préliminaires prévues par la loi de 1898 aient été remplies (4).

(1) Trib. civ. St-Etienne, 7 août 1905, *Rev. jud.*, 1906, p. 126.

(2) Montpellier, 22 mars 1901, *Mon. Lyon*, 24 avril 1901 ; Toulouse, 12 fév. 1903, *Gaz. trib. Midi*, 1^{er} mars 1903 ; Nîmes, 10 août 1900, *S.*, 1901, 2, 212 ; Douai, 16 juillet 1901, *Rec. spéc. acc. tr.*, 2^e année, p. 176.

(3) Rennes, 8 juillet 1902, *Rec. spéc.*, 3^e an, p. 104 ; Paris, 21 juin 1902, *Rec. spéc.*, 3^e an, p. 97.

(4) Cass. civ., 9 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 119 ; Cass. civ., 2 mars 1904,

B. — NÉCESSITÉ DE L'ENQUÊTE DU JUGE DE PAIX.

Nous avons vu que le tribunal est compétent pour ordonner toute mesure d'instruction qu'il jugera utile et par suite procéder à une enquête ; mais, à côté de cette enquête facultative, la loi de 1893 a prescrit dans les articles 12 et 13 l'enquête du juge de paix qui fait partie de la procédure spéciale organisée en notre matière.

Cette enquête doit-elle nécessairement être faite ; doit-elle de plus précéder l'assignation ?

Nous savons que si le juge de paix a l'obligation de faire l'enquête au cas d'incapacité permanente, il peut, usant de la liberté d'appréciation qui lui est laissée par l'article 12 sur le caractère permanent de l'incapacité, ne pas procéder à cette mesure d'instruction.

En ce cas, malgré le défaut de transmission du dossier d'enquête par le juge de paix, le président peut être valablement saisi de l'accident dans les formes déterminées par l'article 16 et il doit, dans le délai de 5 jours, convoquer les parties ; il est donc hors de doute qu'il n'est pas nécessaire que l'enquête précède la tentative de conciliation (1).

Si cette comparution devant le président est suivie d'une non conciliation, les parties seront, conformément à l'article 16, § 3, renvoyées à se pourvoir devant le tribunal ; alors l'instance s'engagera sans que le juge de paix ait, préalablement, procédé à l'enquête. Le tribunal sera-t-il valablement saisi ?

Deux opinions extrêmes ont été soutenues. Dans l'une, l'enquête du juge de paix n'apparaît que comme un moyen de preuve, qui peut être suppléé, de sorte que non seulement la victime conserve la faculté de recourir à tout autre procédé pour établir le bien fondé de sa réclamation, mais la formalité préalable de l'enquête est indifférente à la recevabilité de la demande (2).

Cependant, à l'encontre de cette opinion, il importe de remarquer que cette enquête a été voulue par le législateur, comme nous l'avons expliqué précédemment, pour préciser sur place toutes les circonstances de l'accident, pour éviter des frais et des lenteurs et pour donner au tribunal tous les éléments d'appréciation ; or, ces motifs gardent toute

Rev. jud., 1904, p. 212 ; *Cass. civ.*, 13 mars 1905, *Rev. jud.*, 05, p. 173 ; *Cass. civ.*, 31 oct. 1905, *Rev. jud.*, 1906, p. 65.

(1) *Cass. civ.*, 7 janv. 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 402.

(2) *Trib. civ. Seine*, 10 mars 1900, *Bulletin jurisp. de l'assurance*, 20 oct. 1900, p. 45 ; *Grenoble*, 23 avril 1901, *D.*, 1901, 2, 489.

leur valeur dans l'hypothèse que nous avons envisagée. Aussi pensons-nous que le tribunal, saisi d'une demande en rente alors qu'il n'a pas été procédé préalablement à l'enquête par le juge de paix, doit surseoir à statuer au fond jusqu'à l'accomplissement de cette mesure d'instruction réglementaire (1), sauf son droit de procéder lui-même à une enquête complémentaire. Décider le contraire serait rendre illusoires les dispositions pourtant impératives des articles 12 et 13, car alors l'enquête pouvant être considérée comme superflue, tomberait en désuétude.

Une deuxième opinion, partant d'un principe absolument opposé à la première, soutient au contraire que, non seulement la formalité de l'enquête est nécessaire avant que le tribunal statue au fond, mais que, placée par l'article 12 à la base de la procédure, elle doit précéder l'instance devant le tribunal; qu'en conséquence, à défaut d'enquête préalable du juge de paix, la demande en rente formée devant le tribunal devra être déclarée non recevable (2).

Nous ne pensons pas cette opinion fondée car, indépendamment des motifs que nous avons invoqués pour rejeter l'irrecevabilité de l'action pour défaut de tentative de conciliation, et qui trouvent ici leur application, elle suscite cette double objection : d'une part, que les nullités ne se présument pas, on ne peut, dans le silence du texte, soutenir que l'enquête du juge de paix est une formalité de procédure prescrite à peine de nullité et, d'autre part, qu'il n'est pas possible de faire supporter à la victime les conséquences de l'inaction du juge de paix qui aura refusé de procéder à l'enquête; que d'ailleurs depuis l'époque du refus du juge de paix, une infirmité permanente qui n'existait peut-être pas a pu se révéler.

Dès lors, la demande en indemnité formée devant le tribunal, sans enquête préalable, ne doit pas être déclarée irrecevable.

Cependant, des distinctions ont été proposées.

Toute demande introduite sans que les formalités préliminaires aient été accomplies est irrecevable, a-t-on dit, cependant la citation pourra interrompre la prescription (3).

Il nous paraît qu'aucune distinction de cette nature ne peut être retenue. Si l'assignation est déclarée irrecevable, elle doit être de nul effet, et le tribunal non valablement saisi ne peut cependant la retenir comme interruptive de prescription (arg. de 2247 c. c.).

(1) Cass. civ., 9 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 119.

(2) Trib. civ. Bordeaux, 24 décemb. 1900, D., 1905, 2, 84; trib. civ. de Boulogne-sur-mer, 14 nov. 1901, D., 1905, 2, 84.

(3) Loubat, n° 1594.

On a dit aussi qu'il fallait distinguer pour prononcer l'irrecevabilité suivant que la victime s'est ou non trouvée, par des circonstances indépendantes de sa volonté, dans l'impossibilité de mettre en mouvement la procédure spéciale de notre loi, le maire, le juge de paix ou le président se refusant à la suivre (1).

Mais il faut remarquer que le législateur qui a montré sa volonté d'assurer à la victime ou à ses ayants droit le bénéfice des indemnités prévues, n'a cependant imposé à la victime ou à ses représentants ni déclaration d'accident, ni production de certificat d'incapacité permanente, soit au maire, soit au juge de paix, soit au président; il semblerait donc contraire au vœu du législateur de sanctionner l'inaction du blessé ou de ses ayants droit, par l'irrecevabilité de leur demande, en créant ainsi une sorte de déchéance pour le défaut d'une initiative qu'ils n'étaient point tenus de prendre.

Aussi, pensons-nous que la demande non précédée d'enquête est dans tous les cas recevable, sauf, comme nous l'avons dit, au tribunal à surseoir à statuer jusqu'à l'accomplissement de cette formalité.

Nous examinerons ultérieurement, au chapitre de la prescription, l'effet interruptif de l'assignation non précédée de l'enquête.

Au cas où l'enquête à laquelle a procédé le juge de paix serait nulle pour défaut de forme, le tribunal devrait également surseoir à statuer au fond jusqu'à ce que cette formalité préliminaire ait été valablement accomplie.

§ 3. — Assignation par la victime.

A. — MENTIONS

1^o Ordonnance. — Enquête.

Indépendamment des mentions de droit commun auxquelles nous ne nous arrêtons point, on s'est demandé si, par application de l'article 65 du code de procédure civile, qui dispose qu'il sera donné avec l'exploit copie du procès-verbal de non conciliation à peine de nullité et copie des pièces sur lesquelles la demande est fondée, l'assignation devait contenir copie du procès-verbal d'enquête et de l'ordonnance de non conciliation.

Nous avons reconnu précédemment que les formalités préliminaires d'enquête et de comparution devant le président devaient être remplies

(1) Sachet, n^o 1215.

pour que le tribunal saisi de la demande en rente puisse statuer au fond ; par suite, s'agissant de formalités substantielles, nous pensons qu'il est nécessaire qu'elles soient mentionnées à l'ajournement, au cas où elles ont été accomplies.

Mais faut-il dire, en outre, qu'en ce cas, copie doit en être donnée *in extenso* ?

Nous ferons une distinction entre l'ordonnance de non conciliation et l'enquête.

Nous rappellerons d'abord ce principe, dominant toute notre matière, que le droit commun s'applique chaque fois qu'il n'y a point été dérogé.

En conséquence, notre loi n'ayant pas modifié les formes des ajournements, il nous paraît certain que, par application de l'article 65 code procédure civile précité, l'assignation doit contenir copie du procès-verbal de non conciliation ; car, précisément, cette comparution devant le président tient lieu, en notre matière, du préliminaire de conciliation obligatoire en droit commun et visé par cet article 65 code procédure civile (1).

Nous signalerons de plus que cette mention, outre qu'elle permet au juge de savoir si la conciliation a été tentée, et si, par suite, il peut statuer au fond, présente encore son utilité au cas où l'ordonnance de non conciliation contiendrait des offres, un donné acte, une reconnaissance ou un accord partiel.

En ce qui concerne l'enquête, il a été soutenu qu'étant la base même de la demande, copie peut en être signifiée avec l'ajournement sans qu'on puisse qualifier cette signification de frustratoire (2). Mais nous pensons, au contraire, que l'ajournement ne doit pas contenir copie de l'enquête, car cette enquête n'est pas comme le porte l'article 65 précité, une pièce sur laquelle la demande est fondée : en notre matière, la base de la demande est l'accident ; l'enquête n'est qu'une procédure édictée en vue de la preuve. Dès lors, non seulement la signification de la copie d'enquête avec l'ajournement n'est pas obligatoire, mais elle serait à notre avis frustratoire.

Il devra seulement être mentionné qu'il y a été procédé.

En ce qui concerne la sanction de ces règles, nous pensons qu'il convient de faire une distinction : si l'assignation ne contient point mention de l'enquête ni copie de l'ordonnance, bien qu'il y ait été procédé, nous croyons que cette omission emportera nullité de la demande.

(1) *Contrà*, Sachet, n° 1212.

(2) Trib. civ. Nancy, 27 juillet 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e, p. 276.

Si, au contraire, l'enquête ou l'ordonnance n'ont pas eu lieu, le défaut de mention n'étant pas imputable au demandeur, ne saurait, suivant nous, entraîner aucune nullité, mais comme nous l'avons dit, le tribunal devra surseoir à statuer au fond jusqu'à l'accomplissement des formalités légales.

2° *Objet de la demande.*

Aux termes de l'article 61 code procédure civile, l'exploit doit contenir l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens. On a soutenu qu'il n'était pas nécessaire que l'ajournement énonce la rente demandée, s'il contient les éléments nécessaires pour que l'assigné puisse se rendre compte de la demande (1), et qu'il suffit, notamment, que l'assignation soit donnée en paiement des indemnités fixées par la loi de 1898, si toutefois le salaire de base est indiqué (2).

Mais nous pensons que, sous peine de nullité, l'exploit doit renfermer une plus grande précision.

En droit commun, il est de jurisprudence, il est vrai, que le juge apprécie souverainement si l'assignation répond aux exigences de l'article 61 précité, mais il est admis également par les tribunaux que, pour être suffisamment motivée, l'assignation doit être telle que le jugement qui se bornerait à en adjuger les conclusions, ait un sens, une portée, et soit susceptible d'exécution (3).

Or, par application de cette règle pratique, il nous paraît que l'ajournement doit contenir non seulement l'indication du salaire de base, mais aussi le chiffre de réduction ou le chiffre de la rente avec le point de départ de celle-ci ou la date de consolidation.

Ces précisions sont nécessaires, d'une part, pour que le jugement qui serait rendu en adjugeant la demande ait un sens et puisse être exécuté ; et d'autre part, pour que le défendeur connaisse exactement la demande et soit ainsi mis à même d'y faire droit s'il estime y avoir lieu.

Aussi la demande vague des indemnités prévues par la loi ne semble pas répondre aux exigences de l'article 61 du code de procédure civile, puisque le défendeur comme le tribunal sont dans l'impossibilité d'y faire droit sans recourir à une mesure d'instruction destinée à la faire préciser.

(1) Nîmes, 6 janvier 1903, *Le Droit*, 11 mars 1903.

(2) Trib. civ. Seine, 12 juillet 1902, *Rec. spéc. acc. tr.*, 3^e année, p. 258.

(3) Cass. civ., 27 juin 1831, S., 31, 1, p. 285.

B. — ARTICLES 1382 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL

L'assignation lancée par la victime ou ses ayants droit peut-elle être basée cumulativement sur les dispositions de la loi de 1898 et sur les articles 1382 et suivants du code civil ou même seulement sur les articles 1382 et suivants ?

Il importe tout d'abord de rappeler que la loi de 1898 a créé une procédure spéciale remplaçant notamment le préliminaire de conciliation de droit commun par la comparution devant le président, et substituant à la compétence du tribunal du domicile du défendeur la compétence du tribunal du lieu de l'accident ; que, de plus, la responsabilité mise à la charge du patron n'est plus, comme en droit commun, subordonnée à la preuve de sa faute, mais résulte du seul fait que l'accident est survenu à l'ouvrier à son service à l'occasion de son travail ; qu'enfin la réparation n'a plus pour base le dommage et la faute, mais seulement la moitié de la réduction de salaire, c'est-à-dire la moitié de la réduction de capacité de travail, conséquence de l'accident.

Ces différences essentielles rappelées entre l'action de la loi de 1898 et l'action basée sur la responsabilité civile des articles 1382 et suivants nous permettent de répondre à la question que nous avons posée. Il apparaît, en effet, que ces deux actions procédant de principes différents et soumises à des règles particulières, ne peuvent être intentées cumulativement par la victime dans le même exploit.

Cet exploit contenant la demande basée sur la loi de 1898 serait recevable comme précédé des formalités préliminaires d'enquête et de conciliation, alors que ce même exploit contenant la demande basée sur l'article 1382 du code civil, serait irrecevable comme non précédé du préliminaire de conciliation ; car, en droit commun, la comparution devant le président ne saurait tenir lieu du préliminaire de conciliation, le président compétent en la matière régie par la loi de 1898 étant incompétent pour concilier sur la demande formulée en vertu de l'article 1382 du code civil (1).

De plus, l'action basée sur la loi de 1898 est jugée comme en matière sommaire, tandis que la demande basée sur l'article 1382 du code civil est susceptible d'être jugée comme en matière ordinaire.

Il faut donc décider que ni la victime, ni les ayants droit ne peuvent dans la même instance invoquer cumulativement la loi de 1898 et les articles 1382 et suivants du code civil (2). Plus spécialement, la victime

(1) Cass. req., 26 avril 1904, *J. ass.*, 1^{er} janvier 1905, p. 49.

(2) Besançon, 2 juillet 1902, *La Loi*, 4 septembre 1902.

ou ses ayants droit ne peuvent pour les mêmes raisons assigner en vertu de la loi de 1898 et subsidiairement en vertu de l'article 1382 du code civil, « au cas où la loi de 1898 ne serait pas applicable pour non assujettissement de la profession (1) : ils ne peuvent non plus demander subsidiairement par conclusions (2) l'application de l'article 1382 du code civil. Dans cette hypothèse, la victime non couverte à raison de sa profession par la loi de 1898, conservera les droits que lui confère l'article 1382 du code civil. Mais elle devra introduire sa demande par une action distincte et principale (3), le premier jugement ayant une base juridique différente et ne comportant pas en conséquence l'autorité de la chose jugée.

Pour les mêmes motifs que ci-dessus, la victime ou ses ayants droit ne peuvent non plus assigner subsidiairement en vertu de l'article 1382 du code civil, pour le cas où la loi de 1898, leur étant applicable à raison de la profession, aucune indemnité ne leur serait cependant allouée de ce chef, les conditions imposées par cette loi n'étant pas remplies. C'est ainsi que l'ascendant ne pourrait introduire une demande subsidiaire basée sur l'article 1382 du code civil, pour le cas où son action en rente serait rejetée parce qu'il n'était pas à la charge de la victime, conformément aux dispositions de la loi de 1898 (4).

Dans cette hypothèse d'applicabilité de la loi à la profession, le demandeur en loi 1898 débouté, ne pourra introduire ensuite une action principale basée sur l'article 1382 (5), car la loi de 1898, dont l'article 2 porte que « les ouvriers et employés désignés à l'article 1, ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi », exclut pour tous les ouvriers assujettis la possibilité d'actionner le patron en vertu du droit commun.

Ainsi, les représentants étrangers d'un ouvrier étranger assujetti à la loi de 1898, privés d'indemnités comme ne résidant pas en France au

(1) Trib. civ. Rethel, 29 mars 1901, *Rec. Nancy*, 1901, p. 221 ; Paris, 6 février 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 168 ; Paris, 24 mars 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 6^e année, 221. *Contra* Riom, 25 juillet 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 333.

(2) Toulouse 14 juin 1901, *Gaz. trib. Midi*, 28 juillet 1901.

(3) Trib. civ. Rouen, 14 avril 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 338.

(4) Cass. civ., 26 juillet 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 339 ; Cass. civ., 1^{er} août 1905, *J. ass.* 1^{er} fév. 1906, p. 85.

(5) Nancy, 22 juillet 1904, *Rec. spéc.*, 5^e année, p. 172.

moment de l'accident, ne peuvent actionner le patron en vertu de l'article 1382 (1).

Cette prohibition de recourir à d'autres dispositions que celles de la loi de 1898 s'applique également aux parents exclus par cette loi (frères et sœurs), les accidents régis par la loi de 1898 ne donnant lieu à action en indemnité que dans la mesure fixée par la dite loi (2). De l'article 2 de la loi de 1898 précité, il résulte également que la victime ou ses ayants droit ne pourront, négligeant l'action basée sur la loi de 1898, actionner exclusivement en vertu de l'article 1302 du code civil, soit devant le tribunal civil (3), soit en se portant partie civile devant le tribunal correctionnel aux poursuites dirigées contre la patron, soit par voie de citation directe contre le patron (4).

Par contre, la victime ou l'ayant droit qui, ayant assigné d'abord en vertu de l'article 1382 du code civil, auraient vu leur demande rejetée, pourraient introduire ensuite une nouvelle action basée sur la loi de 1898 (5), ces deux actions ayant, comme nous l'avons dit ci-dessus, une base juridique distincte et un objet différent.

C. — ACTION CONTRE LE PATRON ET L'ASSUREUR

Contre qui la victime ou ses ayants droit doivent-ils intenter leur action en indemnité ?

1° Contre le patron et l'assureur à la fois.

Une opinion soutient que la victime ou ses ayants droit non seulement peuvent, mais encore doivent, assigner à la fois le patron et l'assureur en se basant sur ce que l'assureur est, comme le patron, partie au procès.

En effet, dit-on, depuis que l'article 16 a été modifié par la loi du 31 mars 1905, le président doit convoquer à la tentative de conciliation non seulement la victime ou ses ayants droit et le patron, mais aussi l'assureur.

Si la présence de l'assureur est ainsi exigée, c'est donc qu'il est considéré par la loi comme partie au procès ; de plus, le texte ajoute qu'au cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant

(1) Cass. req., 15 nov. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 68.

(2) Trib. civ. Bordeaux, 26 juin 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 176.

(3) Besançon, 13 juin 1901, *Rev. jud.*, 1902, p. 89 ; Lyon, 10 janv. 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 298 ; Cass. req., 19 janv. 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 224.

(4) Paris, corr., 27 fév. 1901, *Rev. jud.*, 1901, p. 157.

(5) Besançon, 13 juin 1901, *Rev. jud.*, 1902, p. 89.

le tribunal ; il faut donc en conclure que l'assureur, puisqu'il est partie, se trouve, au même titre que le patron ou la victime, renvoyé devant le tribunal.

En outre, ajoute-t-on, l'article 16 stipule qu'au cas de fixation de la rente, soit devant le président, soit par le tribunal, l'assureur est substitué au chef d'entreprise, soit par l'ordonnance, soit par le jugement ; or, il résulte de cette disposition que l'assureur doit nécessairement être appelé au procès, puisqu'une condamnation doit intervenir contre lui (1).

De plus, dit on, la loi du 31 mars 1905 a eu évidemment pour but de compléter et de simplifier la procédure en ne laissant pas subsister la possibilité d'une double action de l'ouvrier vis-à-vis de son patron, et du patron contre l'assureur, et a, par suite, institué une seule action principale dans laquelle les trois parties se trouvent engagées (2) ;

Enfin, est-il remarqué, l'assureur est bien partie au procès, puisqu'on lui reconnaît la faculté d'introduire en son nom une demande en révision.

Bien que la jurisprudence semble vouloir consacrer cette opinion (3), nous pensons qu'elle ne doit pas être admise.

En premier lieu, il ne paraît pas exact de dire que l'assureur est partie au même titre que le patron : en effet, l'article 16, sur lequel on s'appuie pour étayer cette affirmation, n'a pas cette portée. En vertu de ce texte, le président doit, il est vrai, au cas d'assurance, convoquer l'assureur, mais le but de cette prescription, précisé au cours des travaux préparatoires, a été seulement d'éviter dans la solution des contestations, les retards causés par la négligence du patron, qui, ayant omis de prévenir l'assureur, son mandataire, sollicitait la remise pour se faire représenter par ce dernier (4) lequel, aux termes de son contrat, s'était réservé la direction exclusive du procès (5).

On peut donc soutenir que ce texte, ayant seulement pour objet de rendre légale la présence de l'assureur pris comme mandataire du patron, ne saurait avoir pour effet de constituer l'assureur partie au procès.

(1) Trib. civ. Nantes, 26 juillet 1905, *Rec. spéc.*, 6^e année, p. 276 ; Paris, 25 juin 1907, *Rec. spéc.*, 8^e année, p. 119.

(2) Rennes, 17 déc. 1907, *Rec. spéc.*, 8^e année, p. 375.

(3) Cass. req., 10 oct. 1908, *Rec. spéc.*, 9^e année, 245 ; Loubat, n^o 1597 ; Sachet, n^o 1209.

(4) Rapp. de M. le député Mirman, 14 mai 1901, p. 346.

(5) Rapp. suppl. de M. le sénateur Chovet, 19 nov. 1903, p. 542.

D'ailleurs, la jurisprudence reconnaissait avant la loi de 1905 qu'aucun lien de droit n'existait entre l'assureur et le blessé (1) ; nous pensons que, depuis la loi de 1905, cette situation juridique n'a pas changé, car pour qu'elle fut modifiée, il eût fallu un texte formel, et l'article 16 invoqué ne contient aucune disposition en ce sens ; l'assureur n'est donc pas nécessairement partie au procès.

On ne peut non plus, pour justifier la mise en cause de l'assureur par la victime, invoquer la substitution que le tribunal doit prononcer, en disant que pareille condamnation ne peut intervenir que contre une partie ; d'une part, en effet, la substitution prévue par le texte, n'autorise pas le juge à prononcer une condamnation directe contre l'assureur ; l'article 1 de la loi de 1898, en mettant à la charge du chef d'entreprise les indemnités qu'elle détermine, montre en effet très clairement que, seul, le patron peut être condamné au paiement de ces indemnités (2).

L'article 16 en disant que le jugement « spécifie » que l'assureur est substitué, signifie seulement que le juge désigne avec précision l'assureur, mais cette expression ne saurait créer ni un lien de droit, ni même une procédure nouvelle, ni autoriser le juge à prononcer une condamnation (3).

Car cette substitution n'a pas non plus pour but d'apporter une sécurité nouvelle à la victime, les articles 24, 25, 26 de la loi de 1898 ayant organisé tout un ensemble de garanties suffisantes (4), mais a pour objet de faire connaître l'assureur au blessé (5) et de mettre ultérieurement le patron assuré à l'abri de toute réclamation directe de l'ouvrier au sujet de la condamnation portant fixation de la rente (6).

La mise en cause de l'assureur ne présente donc aucune utilité pour la victime et la situation de cet assureur doit être assimilée à celle de la caisse nationale qui peut se trouver éventuellement obligée vis-à-vis de la victime, sans avoir été partie à l'instance (7).

Au reste, cette opinion est confirmée par la circulaire ministérielle du

(1) Caen, 23 fév. 1903, *Rec. Caen*, 1903, p. 71 ; Paris, 40 fév. 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 86 ; trib. civ. Seine, 19 mars 1902, *Rev. jud.*, 02, p. 204.

(2) Amiens, 23 janv. 1907, *Rec. spéc.*, 7^e an., p. 408 ; trib. civ. Lille, 23 nov. 1905, *Rec. spéc.*, 6^e an., p. 275.

(3) Poitiers, 11 avril 1906, *Rec. spéc.*, 7^e, 168 ; Poitiers, 19 nov. 1906, *J. assur.*, mai 1907, p. 225.

(4) Trib. civ., 23 nov. 1905, *Rec. spéc.*, 6^e an., 322.

(5) Agen, 2 janv. 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 90.

(6) Rapp. de M. le député Mirman, 24 déc. 1904, p. 489.

(7) Trib. civ. Nice, 9 juillet 1908, *Rec. spéc.*, 9^e an., p. 212.

3 mai 1905 (1) qui déclare formellement que « la substitution organisée par la loi de 1905, n'a pas pour effet de décharger le patron assuré, en cas de résistance ou d'insolvabilité de l'assureur, des responsabilités pécuniaires dont la loi de 1898 suffirait à les garantir, mais met obstacle à l'exercice même de l'action que l'ouvrier non payé à l'échéance pouvait exercer contre le patron resté son débiteur direct », et la circulaire ajoute : « désormais la procédure suivie au nom du chef d'entreprise qui peut seul être juridiquement en cause jusqu'à l'obtention de l'accord ou du jugement prévus à l'article 16 ne devient dès cet accord ou ce jugement applicable dans ses effets qu'à l'assureur qui lui est ainsi immédiatement et définitivement substitué par l'ordonnance ou le jugement. »

Il convient de remarquer qu'aux termes de cette citation qui précise nettement la portée de l'article 16 et le but de la substitution, le patron peut seul être juridiquement mis en cause.

Pour les mêmes motifs, nous pensons que le tribunal ne peut ordonner d'office la mise en cause de l'assureur (2).

On ne peut enfin tirer aucun argument en faveur de la mise en cause, de ce que l'assureur peut intenter en son nom une action en revision, car en ce cas il tire sa qualité pour agir de la décision qui, en fixant la rente, l'a déclaré substitué au patron pour l'exécution de la condamnation, mais tant que cette substitution n'a pas été prononcée, il est étranger à la contestation. Aucun lien de droit n'apparaît donc entre la victime et l'assureur.

Nous ferons remarquer qu'il n'a point été soutenu que l'assureur peut être actionné directement en paiement de l'indemnité journalière (3) : sa mise en cause n'est validée que sur la demande en rente. C'est en effet seulement en cas d'infirmité permanente que l'on peut invoquer les arguments tirés de la convocation devant le président et de la substitution : mais pourtant quand l'assureur couvre le risque d'infirmité temporaire et le risque d'infirmité permanente, n'y a-t-il pas quelque singularité à le dire étranger au procès dans le premier cas et à le considérer au contraire comme partie à l'instance dans le second cas.

Nous ajouterons que, loin de simplifier la procédure, cette mise en cause de l'assureur ne fait que la compliquer et a pour résultat le plus

(1) *J. off.*, 4 mai 1905, p. 2954.

(2) Douai, 24 janv. 1906, *Rec. spéc.*, 6^e année, p. 282 ; Toulouse, 4 nov. 1905, *Rec. spéc.*, 6^e année, p. 260.

(3) Trib. civ. Marseille, 13 fév. 1906, *Rec. spéc.*, 7^e année, p. 36.

certain, en nécessitant une double défense à la demande de l'ouvrier, de grossir les frais que le législateur avait cependant, en imposant la procédure sommaire, marqué sa volonté de réduire au minimum.

La mise en cause ne présente d'ailleurs aucune utilité pour l'assureur, car les contrats d'assurances, réservant à l'assureur la direction exclusive des procès, lui permettent d'assister au débat au nom de l'assuré et, par suite, de présenter toutes défenses utiles à la demande de la victime.

Et, d'ailleurs, au cas où ses intérêts se trouveraient compromis par la décision à intervenir ou intervenue, l'assureur serait mis à même de sauvegarder ses droits vis-à-vis de son assuré, soit par intervention, soit par tierce opposition, soit par action directe et principale contre cet assuré.

La mise en cause de l'assureur ne présente non plus aucune utilité pour la victime qui, bien qu'ayant dirigé son action contre le patron seul, obtiendra quand même un jugement portant substitution de l'assureur au patron.

2° *La victime ou ses ayants droit peuvent-ils assigner l'assureur seul?*

Une opinion admet que la victime peut assigner l'assureur seul qui défend alors en une double qualité :

En son nom personnel à raison de la substitution éventuelle, et au nom de l'assuré dont il est, à raison de son contrat, le mandataire *ad litem* (1).

Mais cette solution se heurte à une double difficulté.

D'une part, si l'on admet, comme il est proposé ci-dessus, que l'assureur défend en son nom et comme mandataire *ad litem* de l'assuré, il est difficile de justifier que l'instance sera valablement introduite par une seule assignation.

En effet, une assignation sera bien délivrée à l'assureur, pris en sa qualité d'assureur, mais sera-t-il possible par le même acte d'assigner l'assureur en qualité de mandataire du patron :

Il semble bien que, par application de la règle, « nul ne plaide par procureur », qui est formelle et ne comporte aucun tempérament, aucune assignation ne peut être délivrée à une personne prise en qualité de mandataire du débiteur, mais doit être donnée à la personne même du débiteur.

D'autre part, si on assigne l'assureur seul, en tant qu'assureur, il semble bien que l'on rencontre une autre impossibilité, car aux termes

(1) Trib. civ. Seine, 17 mars, 1906, *Rec. spéc.*, 7^e année, p. 27.

de l'article 1 de notre loi, les indemnités sont mises à la charge du chef d'entreprise, et aux termes de l'article 16, l'assureur n'est que substitué à la condamnation intervenue contre le patron ; il suit que la condamnation doit être prononcée contre le patron.

Mais alors, comment le tribunal saisi par une assignation contre l'assureur, pourra-t-il prononcer une condamnation contre le patron ?

Il serait, d'ailleurs, assez singulier que l'assureur ait à s'expliquer en son propre nom, sur des questions qui lui sont étrangères et ne concernent que le chef d'entreprise, comme le contrat de travail, le salaire, la faute inexcusable du patron...

Nous pensons donc que, pour ces motifs et ceux précédemment développés, la victime ou ses ayants droit ne peuvent assigner l'assureur seul.

3° La victime ou ses ayants droits peuvent-ils assigner le patron seul ?

La conclusion des observations que nous avons présentées, est que la victime ou ses ayants droit doivent assigner le patron seul puisqu'aux termes de l'article 1, comme de l'article 16, c'est contre le patron seul, que doit être prononcée la condamnation.

La procédure en sera simplifiée, les frais diminués et la solution des procès hâtés sans qu'il en résulte aucun dommage pour le bénéficiaire de l'indemnité ; ajoutons d'ailleurs qu'en pratique, cette méthode est généralement suivie.

D. — ACTION CONTRE LES COMMUNES, DÉPARTEMENTS ET L'ÉTAT.

Aux termes de l'article 18, § 2, l'article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1884, ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements et les communes en exécution de la loi de 1898.

L'article 55 de la loi de 1871 dispose qu'aucune action judiciaire autre que possessoire ne peut, à peine de nullité, être intentée contre un département qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au préfet un mémoire exposant l'objet et les motifs de sa réclamation, et ajoute que l'action ne peut être portée devant les tribunaux que deux mois après récépissé du mémoire.

L'article 124 de la loi de 1884, remplacé par la loi du 8 janvier 1905, contient, à l'égard des communes, les mêmes dispositions, sauf que le délai pendant lequel l'action ne peut être portée devant les tribunaux est réduite à un mois à partir du récépissé du mémoire.

Par exception à ces règles qui forment le droit commun, la victime

ou ses ayants droit, qui assignent le département ou la commune, sont dispensés de ces formalités et de ces délais et ils doivent suivre la procédure spéciale édictée par la loi de 1898, soit qu'il s'agisse de l'action en fixation d'indemnité (rente ou indemnité journalière), soit qu'il s'agisse de l'action en revision.

Mais, comme toute exception, celle apportée par le texte est limitative, dès lors, elle ne s'applique qu'aux instances dirigées par la victime ou ses ayants droit contre les départements et communes pris en qualité de patrons responsables; au contraire, la dispense de formalités ne pourrait plus être invoquée si le département ou la commune étaient poursuivis par la victime, ses ayants droit, ou le patron, comme tiers responsable, car alors aux termes de l'article 7 cette action est régie par le droit commun et, en ce cas, la loi de 1871 et celle de 1905 précitée reprendraient leur empire.

D'autre part, cette dispense prévue par notre texte ne s'applique pas non plus aux actions dirigées contre l'Etat (1) qui doivent toujours être précédées du dépôt préalable des mémoires conformément à la loi du 5 novembre 1790 (2). Cette assignation devra être délivrée aux représentants légaux de la commune, du département ou de l'Etat, c'est-à-dire au maire pour la commune et au préfet pour le département.

En ce qui concerne l'Etat, il est en principe représenté par le préfet sauf par exception, et à raison de règlements spéciaux, par d'autres fonctionnaires (3).

Dans ces instances comme dans celles suivies contre les particuliers les formalités préalables de l'enquête et de la conciliation doivent être nécessairement accomplies, car l'article 49 du code de procédure civile, qui dispense des préliminaires de conciliation les demandes formées contre l'Etat, le domaine et les communes, ne trouve pas son application à raison de la procédure spéciale impérativement fixée par notre loi.

§ 4. — Assignation et reprise d'instance par les ayants droit

L'assignation, délivrée à la requête des ayants droit, obéit aux mêmes règles que celle qui émane de la victime.

Mais il peut arriver que la victime, après avoir lancé son assignation,

(1) Loubat, n° 1604.

(2) Paris, 6 nov. 1903, *Rec. min.*, IV, 87.^a

(3) *Circ. min. trav. publics*, 28 sept. 1899.

meure au cours de l'instance ; quelle procédure devront alors suivre les ayants droit pour obtenir les indemnités qui leur sont dues ?

Nous devons remarquer que les ayants droit peuvent agir en deux qualités différentes.

Si le décès de la victime est sans relation avec l'accident et, par suite, ne leur donne droit, aux termes de la loi de 1898, à aucune indemnité, les ayants droit pourront agir seulement en qualité d'héritiers pour réclamer fixation et paiement des indemnités dues à leur auteur, au jour de son décès.

Si, au contraire, le décès est la conséquence de l'accident et, par suite, donne lieu à l'attribution des indemnités, les ayants droit peuvent réclamer, en vertu d'un droit qui leur est personnel, les indemnités qui leur sont personnellement attribuées, indépendamment des indemnités acquises à la victime au jour du décès et qui appartiennent aux héritiers *du de cujus*.

Ces principes rappelés, il faut dire que, quand la victime meurt au cours de l'instance par elle engagée, les ayants droit, bénéficiaires des indemnités aux termes de la loi de 1898, ne peuvent réclamer la rente qui leur est attribuée en reprenant simplement l'instance pendante par conclusions signifiées à avoué. Leur demande n'étant pas la continuation de celle intentée par la victime dont elle diffère par sa cause et son objet (1), doit être introduite par action principale.

En effet l'action de la victime est basée sur le dommage résultant de l'incapacité dont elle est atteinte et a pour objet l'allocation d'une indemnité journalière partant du jour de l'accident jusqu'au jour de la consolidation et d'une rente partant de la consolidation pour finir au décès de la victime ; au contraire, l'action des ayants droit est basée sur le dommage qui résulte pour eux du décès de la victime et dont la réparation est fixée à un tant pour cent ; elle a pour objet l'allocation de rentes partant du décès de la victime pour finir soit au décès de l'ayant droit, soit lorsqu'il atteindra seize ans s'il s'agit d'un enfant, soit au jour du nouveau mariage s'il s'agit du conjoint, soit au jour de la cessation de résidence sur le territoire français s'il s'agit d'un ouvrier étranger.

Dès lors, il faut remarquer que la demande des ayants droit ne saurait constituer la reprise de l'instance originaire de la victime puisque le tribunal n'a pas été appelé originairement à statuer sur cette demande (2).

Il faut décider pour le même motif que, dans cette même hypothèse,

(1) Cass. req., 13 janv. 1904, *Rec. spéc.*, 4^e, p. 27.

(2) Paris, 31 janvier 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 171.

les ayants droit ne pourraient introduire leur demande en rente pour la première fois devant la cour, puisqu'il s'agit d'une demande nouvelle qui doit être soumise au premier degré de juridiction (1).

Mais, au contraire, si la veuve, les enfants ou les ascendants agissaient, non comme ayants droit aux termes de la loi de 1908, mais en qualité d'héritiers, pour obtenir paiement des sommes dues à leur auteur de son vivant, ils pourraient alors reprendre l'instance introduite par la victime (2).

§ 5. — Assignation par le patron et par l'assureur.

A. — PAR LE PATRON.

Le président, par son ordonnance de non conciliation, renvoie les parties à se pourvoir devant le tribunal : il suit que le patron qui est nécessairement partie puisqu'aux termes de l'article 1^{er} les indemnités sont mises à sa charge, a qualité pour assigner la victime en fixation des indemnités pouvant lui être dues.

Cette procédure n'est pas purement théorique, elle présente utilité quand, la blessure étant consolidée, la victime, malgré la non conciliation intervenue, diffère à saisir le tribunal ; dans cette hypothèse, en effet, par le jeu de l'article 15, § 2, l'indemnité journalière continue à être servie jusqu'à décision définitive et dès lors le patron a intérêt à faire fixer par le tribunal, dans le plus bref délai, la rente et par suite le point d'arrêt de l'indemnité journalière : l'intérêt que le patron aura à agir est d'autant plus manifeste que l'incapacité permanente sera plus légère, car, en ce cas, des avances trop considérables d'indemnité journalière risqueraient de ne pouvoir être récupérées sur les arrérages de rente.

Le patron peut aussi avoir intérêt, indépendamment et hors de toute pensée de fraude de la victime simplement négligente à obtenir un jugement liquidant ses obligations.

L'action du patron obéit aux mêmes règles que l'action de la victime. Au cas où le tribunal serait saisi à la fois par une assignation de la victime et par une assignation du patron en fixation de rente, il devrait joindre les deux instances comme connexes (3).

(1) Paris, 19 décembre 1902, *Rec. spéc. acc. tr.*, 1903, p. 307.

(2) Paris, 29 décembre 1905, *Rev. jud.*, 1906, p. 136 ; Nancy, 13 août 1906 ; *Rev. jud.*, 1907, p. 35.

(3) Lyon, 18 octobre 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e ann., p. 260.

Mais quand le patron a pris l'initiative d'assigner, l'assignation postérieure de la victime doit être considérée comme inutile et frustratoire et les frais doivent en rester à sa charge (1) ; par identité de motifs le patron qui, alors que la victime a saisi le tribunal de sa demande, lancerait de son côté une assignation devrait en supporter les frais.

B. — PAR L'ASSUREUR.

Mais nous pensons au contraire que l'assureur n'a pas qualité pour introduire pareille action contre la victime.

Nous avons en effet montré précédemment que l'assuré ne pouvait pas être considéré comme partie, aucun lien de droit n'existant entre lui et la victime avant que la substitution soit prononcée.

SECTION III. — Règles de l'enquête et de l'expertise.

§ 1. — Enquête.

Nous avons vu *suprà*, qu'indépendamment de l'enquête du juge de paix, obligatoire dans tous les cas où la victime est atteinte d'incapacité permanente, le tribunal avait la faculté de procéder chaque fois qu'il le jugerait utile à une enquête supplémentaire, car l'enquête du juge de paix qui a pour but de fournir au tribunal tous les éléments d'appréciation en vue d'une solution rapide ne constitue pas l'unique base légale de la décision à intervenir ; elle ne forme seulement qu'un moyen d'instruction préalable permettant au juge d'asseoir sa conviction (2) ; dès lors le tribunal peut ordonner un supplément d'enquête portant sur des faits nouveaux ou laissés obscurs.

Mais, au contraire, le tribunal devrait rejeter comme irrecevable la demande d'enquête qui ne viserait pas un supplément d'information utile à la manifestation de la vérité et qui tendrait seulement à faire recommencer, sous une autre forme, l'enquête à laquelle il a été procédé par le juge de paix (3).

Cette enquête supplémentaire sera faite comme en matière sommaire et suivant les règles de droit commun.

Nous signalerons seulement, parce que seule elle paraît avoir donné

(1) Paris, 17 mars 1908, *Rec. spéc.*, 9^e ann., p. 201.

(2) Paris, 16 février 1901, *Gaz. Pal.*, 1901, 1, 490.

(3) Trib. civ. Valenciennes, 10 août 1906, *Rec. spéc.*, 7^e année, 39.

lieu à difficulté, la nécessité pour le tribunal qui procède à l'enquête d'en dresser procès verbal, conformément aux dispositions de l'article 411 du code de procédure civile, si l'affaire est susceptible d'appel.

L'omission de cette formalité substantielle ne peut être suppléée et est une cause de nullité de la décision basée sur cette enquête (1).

De même, par application de l'article 39 du code de procédure civile, quand le juge de paix ordonnera une enquête, au cas où le litige sera susceptible d'appel, il devra être dressé procès-verbal de l'audition des témoins, à peine de nullité de l'enquête et, par suite, de la décision rendue sur cette enquête (2).

Dans l'un et l'autre cas, en effet, l'absence du procès-verbal d'enquête, en supprimant toute trace des dépositions des témoins, met le juge d'appel dans l'impossibilité d'exercer son droit de contrôle sur l'appréciation que le tribunal a faite des déclarations qui ont été produites devant lui.

Nous ajouterons qu'indépendamment du salaire ou de la qualité du demandeur en rente, l'enquête a aussi pour but d'établir que l'accident dont s'agit tombe bien sous l'application de la loi et donne lieu à l'attribution des indemnités prévues.

L'unanimité de la doctrine et de la jurisprudence s'accorde, en effet, pour reconnaître que si l'indemnité prévue par notre loi est attribuée à la victime ou à ses ayants droit, indépendamment de toute faute commise par le patron, le demandeur est cependant tenu, conformément aux règles générales, à prouver que sa demande rentre bien dans les prévisions de la loi de 1898.

En conséquence, il doit établir l'assujettissement de la profession (3), l'existence du contrat de travail (4), l'accident (5), la relation du travail avec l'accident (6), le salaire de base (7), son état d'incapacité et la relation de son état avec l'accident (8) et, si elle existe, la faute inexcusable du patron qui a pour effet de permettre la majoration de l'indemnité.

Si le demandeur est un ayant-droit, il devra établir, en outre, la

(1) Rennes, 26 déc. 1900, *Gaz. Pal.*, 1900, 4, 59.

(2) Trib. civ. Seine, 13 mars 1906, *Rec. spéc.*, 6^e, p. 429.

(3) Cass. civ., 23 juillet 02, *Rev. jud.*, 02, 267.

(4) Cass. req., 2 déc. 1901, *Rev. jud.*, 02, p. 31.

(5) Cass. civ., 10 juin 02, *Rev. jud.*, 02, p. 193.

(6) Cass. req., 23 déc. 03, *Rev. jud.*, 04, p. 164.

(7) Rouen, 2 mai 1903, *Rev. jud.*, 04, p. 182.

(8) Cass. req., 19 janv. 03, *Rev. jud.*, 03 p. 67.

relation du décès avec l'accident (1) et sa qualité d'ayant droit : en conséquence, l'enfant mineur doit établir sa filiation et qu'il est mineur de 16 ans ; la veuve doit établir son mariage ; l'ascendant, qu'il était à la charge de la victime (2).

Le patron qui demanderait une réduction de la rente en invoquant la faute inexcusable de l'ouvrier, devrait établir cette faute ; il devrait aussi établir le fait intentionnel de l'ouvrier, s'il prétendait que celui-ci a volontairement provoqué l'accident.

Enfin, signalons qu'aux termes du § 4 de l'article 20, les parties ont le droit, en cas de poursuites criminelles, de demander communication des pièces de cette procédure.

On comprend, par ce court exposé, toute l'utilité de l'enquête du juge de paix qui, bien faite, fournira au tribunal tous les éléments de sa décision, sans l'obliger à recourir à une enquête supplémentaire.

§ 2. — Expertise.

Le tribunal peut, comme nous l'avons vu au chapitre de la compétence, nommer un ou trois experts : en fait, il aura recours à cette mesure d'instruction chaque fois qu'il y aura discussion sérieuse sur la réduction de capacité suite de l'accident.

Cette expertise est soumise aux règles de droit commun.

C'est ainsi notamment que conformément à l'article 302 du code de procédure civile qui prescrit au juge d'énoncer clairement l'objet de l'expertise, le tribunal devra donner mission à l'expert de fixer l'état du blessé, de dire la relation avec la traumatisme si celle-ci est contestée, de déterminer le chiffre de la réduction de capacité et la date de la consolidation.

De même en vertu de l'article 303 du code procédure civile, le tribunal peut du consentement des parties nommer un seul expert au lieu de trois (3), et, conformément à la jurisprudence de droit commun, les parties capables et maîtresses de leurs droits peuvent dispenser les experts du serment (4) ; par application de l'article 305 du code de procédure civile, les parties ont la faculté après arrêt ayant nommé des experts d'en nommer d'autres convenus entre elles (5).

(1) Cass., 4 mai 1905, *Rev. jud.*, 05, 272.

(2) Cass. req., 24 avril 03, *Rev. jud.*, 03, p. 238.

(3) Trib. civ. Narbonne, 4 déc. 1900, *La Loi*, 16 mars 1901.

(4) Décision précitée.

(5) Cass. civ., 9 déc. 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., p. 298.

Conformément à l'article 315 du code de procédure civile, l'expertise doit être contradictoire et le patron doit y être convoqué sous peine de nullité (art. 317 du code procédure civile) (1).

Enfin, par application du droit commun, le juge n'est pas tenu de suivre l'avis des experts, mais il doit alors énoncer les motifs qui, en dehors de cet avis, ont déterminé sa conviction (2).

Mais indépendamment des règles générales qui toutes lui sont applicables, l'expertise, en notre matière, est encore soumise à une disposition spéciale. Aux termes de l'article 17 § 4, le juge ne peut désigner comme expert le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise où à la société d'assurances à laquelle le chef d'entreprise est affilié.

Cette prohibition impérative s'impose à tous les tribunaux, juge de paix, tribunal civil, juge d'appel, et il ne peut y être dérogé même du consentement des parties (3), par conséquent, l'expertise à laquelle aurait participé comme expert l'un des médecins désignés par l'article 17 serait nulle.

Mais cette disposition contenant une dérogation au droit commun, ne peut être étendue au delà de ses termes ; il convient donc d'en préciser la portée. Le médecin qui a soigné le blessé s'entend de celui qui, à un moment quelconque de l'invalidité provoquée par l'accident, a traité la victime ; ce sera donc non seulement le médecin traitant au moment de l'expertise, mais aussi tout médecin qui, choisi par le patron ou par la victime aura, au cours de l'invalidité, délivré des ordonnances ou pratiqué des opérations, ou fait des séances de massages ou d'électricité sur le blessé, ou même donné une consultation sur le traitement à suivre.

Le médecin d'hôpital, dans le service duquel a été placé le blessé, se trouve exclu de l'expertise (4) puisqu'aux termes mêmes de l'article 17, il a soigné le blessé soit effectivement, soit par l'intermédiaire de l'interne qu'il a guidé ; il est vrai que ses soins n'ont pas été le plus souvent donnés à la demande du blessé, ni à la demande du patron, mais

(1) Paris, 18 nov. 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 75 ; Paris, 23 déc. 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 59 ; Paris, 24 nov. 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., p. 304.

(2) Cass. req., 30 déc. 1902, D., 06, 1, 68 ; Cass. req., 4 nov. 1908, *J. ass.*, 1^{er} mars 1909.

(3) Besançon, 30 octobre 1903, *Rec. spéc.*, 4^e année, p. 274 ; Besançon, 12 mars 1904, *Rev. jud.*, 04, p. 374.

(4) *Contrà*, Paris, 17 mars 1908, *Rec. spéc.*, 9^e année, p. 17.

cette circonstance, non prévue par la loi, doit rester sans influence sur l'application de la prohibition.

Mais, au contraire, nous pensons que l'on ne peut considérer comme médecin ayant donné ses soins, celui qui aura seulement délivré soit à la demande du blessé, soit à la demande du patron, un rapport sur l'état du blessé, si ce rapport est seulement descriptif et ne comporte aucune indication de traitement.

Par contre, nous croyons que la prohibition de l'article 17 s'applique au médecin qui, antérieurement à l'accident, aurait donné ses soins au blessé, soit pour maladie, soit à l'occasion d'un précédent accident.

Pour définir le médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurances, il faut user de la même prudence.

Nous pensons que le médecin attaché est celui qui, en vertu d'une convention, soit expresse, soit tacite, est désigné par le chef d'entreprise ou par la société d'assurances pour, à l'exclusion des autres médecins, fournir dans tous les cas d'accident, des consultations sur le traitement à suivre, contrôler le traitement suivi, ou donner des soins aux blessés. Le critérium nous paraît être l'exclusivité.

Dès lors, si dans une ville comportant un petit nombre de médecins, un assureur a coutume de s'adresser, suivant les cas ou les circonstances de lieu, à chacun de ces médecins, on ne pourra les considérer comme attachés à l'assurance, et pour ce motif les exclure de l'expertise (1) ; dans ce cas ne se trouverait, suivant nous, exclu de l'expertise que celui de ces médecins qui aurait donné ses soins au blessé.

Par suite de l'interprétation restrictive qui, suivant nous, doit être donnée à notre texte, nous croyons que c'est à tort qu'il a été décidé que, quand l'expertise confiée à trois médecins a été annulée parce que l'un d'eux était médecin attaché à l'entreprise, le tribunal ne peut, en ordonnant une nouvelle expertise, nommer pour y procéder les deux médecins qui ont participé à la première (2) ; ces deux médecins, en effet, n'ont pas donné de soins, ne sont attachés ni au patron, ni à l'assureur, et par conséquent ne rentrent pas dans les cas d'exclusion prévus à l'article 17.

D'autre part, la prohibition de l'article 17 doit être restreinte aux cas d'expertise ; par suite le médecin qui a soigné le blessé, ou le médecin attaché à l'entreprise ou à l'assureur peut assister à l'expertise comme

(1) Trib. civ. Angoulême, 5 nov. 1902, *Rev. jud.*, 1903, p. 18.

(2) Limoges, 30 nov. 1904, *Rev. jud.*, 1905, 178.

mandataire du blessé ou du patron (art. 317 code procédure civile) ; car en droit commun lorsque le législateur a exigé que les parties comparaissent en personne sans l'assistance d'un conseil, lors d'une instruction judiciaire, il l'a indiqué expressément (art. 333, c. pr. civ.) ; et de plus, en matière d'expertise, il résulte de l'article 92, § 12 du tarif du 16 février 1807 que l'avoué cesse d'être le mandataire de son client, qui a dès lors la faculté de désigner pour l'assister ou le représenter aux opérations de l'expert, un mandataire de son choix.

Enfin, il résulte de l'article 317 du code de procédure civile, que les parties ont le droit de faire, au cours de l'expertise, toutes observations qui leur paraîtront utiles ; or, cette faculté qui leur est ainsi accordée, deviendrait illusoire dans toutes les matières techniques, si la partie n'était autorisée à se faire assister d'un mandataire spécial (1).

Le médecin du patron ou du blessé a de plus qualité pour fournir des rapports médicaux dans lesquels le tribunal est autorisé à puiser les éléments d'appréciation.

Le juge pourrait même, en faisant état des certificats médicaux délivrés par le médecin attaché à l'entreprise ou à l'assureur, ou qui a soigné la victime, écarter l'expertise demandée (2), qui est facultative, puisque destinée seulement à éclairer le tribunal : de même le juge pourrait retenir à titre de renseignement l'expertise qui a été déclarée nulle (3), comme non contradictoire.

Enfin, nous signalerons qu'il est admis que, quand un expert a été nommé du consentement des parties par le président, lors de la tentative de conciliation, le tribunal n'est pas tenu de recourir à une nouvelle expertise et peut puiser dans la première les éléments de sa conviction (4).

(1) Rouen, 30 avril 1902, *J. ass. acc. tr.*, 1^{er} fév. 1903.

(2) Cass. civ., 23 janv. 1909, *D.*, 1909, 1, 264.

(3) Cass. req., 6 août 1906, *D.*, 1906, 1, 384.

(4) Trib. civ. Narbonne, 13 nov. 1900, *Mon. du Pal.*, 23 nov. 1900 ; Lyon, 18 oct. 1905, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 260.

CHAPITRE II

PREScription DE L'ACTION EN INDEMNITÉ

SECTION I. — Ancien texte.

Aux termes de l'ancien article 18 de notre loi, l'action en indemnité se prescrivait par un an à dater du jour de l'accident.

Mais de nombreuses difficultés furent élevées sur ce texte notamment sur le point de savoir si les causes d'interruption et de suspension de la prescription en droit commun pouvaient être invoquées en notre matière.

Il fut d'abord soutenu que la prescription devant être interrompue par tout acte impliquant de la part du patron une reconnaissance du droit à indemnité, il fallait voir une cause interruptive de la prescription en fixation de rente dans le paiement de l'indemnité journalière (1), ou dans la demande de remise présentée par le patron au président jusqu'à ce que soit connu l'état définitif du blessé (2), ou même dans le procès-verbal de non conciliation, si le patron s'était borné à contester le chiffre de la rente (3) ou avait offert une rente (4).

Mais la jurisprudence n'avait pas admis cette thèse ainsi généralisée dans son principe comme dans ses applications : elle avait décidé notamment que le paiement de l'indemnité journalière n'était pas une cause d'interruption de la prescription, parce que l'action en indemnité journalière et l'action en rente bien que dérivant d'un fait unique sont indépendantes l'une de l'autre, soumises à des règles différentes et ju-

(1) Trib. civ. Albi, 5 décembre 1901, *La Loi*, 17 avril 1902.

(2) Paris, 10 avril 1902, *Rec. spéc.*, 1902, p. 59.

(3) Amiens, 13 août 1902, *Rec. Amiens*, 1902, p. 34.

(4) Nancy, 26 juin 1901, *Rec. spéc.*, 1901, p. 331.

gées en principe par des tribunaux distincts (1), que dès lors le paiement de l'indemnité journalière ne pouvait par lui seul impliquer reconnaissance du droit à la rente.

En ce qui concerne l'enquête du juge de paix il avait été soutenu que non seulement elle interrompait la prescription, mais encore que la prescription était suspendue à partir du cinquième jour après la clôture de l'enquête, délai légal de sa transmission au président jusqu'à la transmission (2). Mais l'opinion dominante décidait que la prescription n'était pas interrompue par l'enquête du juge de paix, ni la comparution du patron à l'enquête (3), non plus que par la demande d'enquête au juge de paix (4) ou au procureur de la République (5), car, l'enquête n'étant qu'une simple mesure d'instruction obligatoire et nécessaire ne constitue pas un acte volontaire de libre initiative susceptible d'être retenu comme marquant la volonté de renoncer à la prescription. Cependant les solutions consacrées par la jurisprudence sur ces différents points ne furent pas admises, comme nous allons le voir, par le législateur.

SECTION II. — Nouveau texte.

La loi de 1902, modifiant le texte primitif, stipula dans le nouvel article 18 que la prescription d'un an part du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du juge de paix ou de la cessation du paiement de l'indemnité journalière.

§ 1. — Portée du texte.

Il convient tout d'abord, avant d'examiner les difficultés qui nées sous l'ancien texte sont encore en discussion avec le texte modifié, de préciser la portée des nouvelles dispositions.

Nous ne nous arrêterons pas sur le point de départ fixé au jour de l'accident qui ne comporte aucune difficulté d'appréciation.

(1) Cass. civ., 18 mars 1903, *Rec. per. ass.*, mars 1903, p. 145; Cass. req., 28 déc. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 167; Cass. req., 4 nov. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 166; Cass. civ., 30 nov. 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 254.

(2) Paris 10 avril 1902, *Rec. spéc.*, 1902, p. 55.

(3) Nancy, 16 avril 1901, *Rec. spéc.*, 1901, 7; trib. civ. Lille, 16 janv. 1902, *Rec. spéc.*, 1902, p. 408; Douai, 22 juillet 1902, *Rec. Douai*, 1903, 31; Cass. req., 6 déc. 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 42.

(4) Cass. civ., 7 juin. 1904, *Rec. spéc.*, 5*, p. 104.

(5) Trib. civ. Etampes, 11 fév. 1902, *Rec. spéc.*, 1902, p. 421.

A. — CLOTURE D'ENQUÊTE.

La clôture d'enquête interrompt la prescription : cette règle ne présente aucune difficulté d'application quand cette clôture a lieu dans l'année qui suit l'accident ou la cessation du paiement de l'indemnité journalière, mais que faut-il décider si cette clôture intervient après l'expiration de l'année qui suit l'accident ou la cessation du paiement ?...

Sans aucun doute, l'enquête est sans effet si elle est commencée après l'expiration du délai d'un an précité car alors la prescription est acquise (1) ; mais en est-il de même si l'enquête bien que clôturée après le délai d'un an susdit a cependant été commencée avant que la prescription n'ait été acquise ?

Une opinion soutient que l'ouverture d'enquête a pour effet d'interrompre la prescription (2) de sorte que la prescription ainsi interrompue au jour où le juge de paix convoque les parties est suspendue pendant le cours de l'enquête et ne recommence à courir pour une nouvelle période d'un an, qu'à partir de la clôture (3).

Mais nous pensons qu'à raison des termes formels de l'article 18 cette opinion ne peut être admise ; en effet, si le législateur avait voulu donner à toutes les formalités de l'enquête l'effet interruptif, il eût dit que la prescription est interrompue par l'enquête au lieu d'employer l'expression aussi précise que restrictive par « la clôture de l'enquête. » Pour les mêmes motifs nous pensons que la prescription n'est pas interrompue par la demande d'enquête (4).

Il nous paraît dès lors que, pour interrompre la prescription, la clôture de l'enquête doit intervenir avant que la prescription n'ait été acquise, même si l'enquête a été commencée avant l'expiration du délai. Cette solution bien que rigoureuse est conforme au texte, car, indépendamment de l'expression employée « clôture de l'enquête », l'article 18 ne prévoit que des causes « d'interruption » de la prescription : or, le système que nous combattons admet en outre une cause de « suspension » tirée de l'ouverture de l'enquête, à laquelle s'ajoute une cause d'interruption, tirée de la clôture.

(1) Paris, 18 mars 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 250 ; Paris, 11 mai 1906, *Rec. spéc.*, 7^e an., 306.

(2) Loubat, n° 1856.

(3) Paris, 10 déc. 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e an., 315.

(4) Paris, 16 mai 1906, *Rec. spéc.*, 7^e an., 306.

Et, d'autre part, notre solution est aussi en harmonie avec la volonté du législateur de limiter la durée de l'action en indemnité.

En effet, comme le reconnaît l'opinion que nous combattons, il peut arriver que le très court délai imparti au juge de paix pour clore l'enquête se trouve en fait prolongé (1); nous ajouterons qu'il se peut même que, ayant ouvert l'enquête, le juge de paix éclairé sur le caractère temporaire de l'incapacité par les certificats médicaux produits ou sur la nature de l'accident par les dépositions entendues, n'y donne point suite, sans en prononcer régulièrement la clôture, soit par inaction volontaire, soit par négligence ; dans ces cas, le délai de suspension pourrait être long, sinon indéfini, et cette conséquence paraît absolument contraire à l'esprit comme à la lettre de notre texte.

B. — CESSATION DU PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ TEMPORAIRE.

La détermination du jour de la cessation du paiement de l'indemnité journalière peut aussi donner lieu à quelque difficulté. Nous savons que l'indemnité journalière est due jusqu'à la date de la consolidation, mais qu'elle doit être servie, au cas d'incapacité permanente, et de non accord sur cette incapacité permanente, jusqu'au jour de la décision définitive.

Or, notre texte porte que la prescription part du jour de la cessation du paiement de l'indemnité journalière.

Cette expression ne vise évidemment pas le jour où l'indemnité cesse d'être due, date qui se confond avec la consolidation ; elle ne nous paraît pas non plus viser le jour où l'indemnité ne doit plus être servie, date qui se confond avec la décision définitive ; mais nous pensons que par date de cessation de paiement il faut entendre le jour où en fait le paiement de l'indemnité a cessé, sans qu'il y ait lieu de rechercher à quelle période s'applique ce paiement effectué.

Il a cependant été soutenu que par cessation de paiement, le texte visait la date à laquelle il n'était plus tenu compte à la victime de ses demi-journées ; qu'ainsi le paiement de l'indemnité journalière, quand il est fait par anticipation, ne cesse pas le jour où est effectué le dernier paiement, mais seulement à la fin de la période payée d'avance et couverte par le dernier versement (2)

Le motif donné à l'appui de cette interprétation est que le but du lé-

(1) Loubat, n° 1849.

(2) Besançon, 8 avril 1905, *Rec. spéc.*, 6^e an., p. 75.

gislateur a été d'assurer le maximum de durée à l'exercice des actions en indemnité.

Mais nous ferons remarquer que cette opinion va précisément à l'encontre du but que se proposent d'atteindre ses partisans, car en pratique, les paiements d'indemnité journalière par anticipation sont extrêmement rares parce qu'ils ne correspondent à aucune utilité ni pour le blessé, ni pour le patron, et d'une manière générale l'indemnité journalière est payée alors seulement qu'elle est échue et à la demande de la victime.

Or, dans cet état de fait, si la cessation du paiement s'entend de la dernière période réglée, le blessé se trouvera lésé si le paiement fait en retard concerne une période d'indemnité antérieurement échue, car alors la prescription recommencera à courir de la fin de la période réglée et non de la date du dernier paiement qui est postérieur.

C'est ainsi qu'il a été décidé que le délai de prescription part du compte définitif et contradictoirement arrêté entre les parties alors même que le solde n'aurait pas été immédiatement payé (1).

Cette décision est évidemment moins favorable à la victime que celle qui ferait partir la nouvelle prescription du jour du paiement effectif qui a suivi l'arrêté de compte.

Aussi croyons-nous, comme nous l'avons exposé ci-dessus, que, par cessation du paiement de l'indemnité journalière, il faut entendre le dernier versement effectif : cette solution nous paraît seule concorder avec la rédaction du texte et avec le désir du législateur de prolonger au cas où l'indemnité journalière est payée le délai de prescription de l'action en rente.

Mais l'effet interruptif étant attribué par notre texte au paiement de l'indemnité journalière, on ne saurait étendre cette disposition qui doit être entendue restrictivement : par application de ce principe il a été décidé qu'au cas où le blessé ayant reçu paiement de son indemnité journalière et repris son travail aurait, après assignation devant le juge de paix pour voir augmenter le chiffre journalier sur lequel l'indemnité a été précédemment réglée pour solde, touché conformément à sa demande une somme complémentaire pour la même période, ce nouveau paiement n'aurait pas pour effet d'interrompre la prescription parce qu'il a été fait seulement à titre supplémentaire (2).

Nous mentionnerons pour mémoire seulement, la question ayant perdu tout intérêt pratique, qu'une difficulté s'était élevée pour savoir si la loi

(1) Douai, 26 déc. 1906, *Rec. spéc.*, 8^e an., p. 25.

(2) Paris, 12 mars 1907, *J. ass.*, 1907, p. 594.

de 1902 avait un effet rétroactif et par conséquent faisait revivre les actions éteintes parce qu'un an s'était écoulé depuis l'accident, chaque fois que, conformément au texte nouveau, le délai d'un an n'était pas expiré depuis la clôture de l'enquête ou la cessation du paiement de l'indemnité journalière ? On le proposa, mais ce système qui se basait sur le caractère interprétatif du nouvel article 18 ne fut pas admis par la jurisprudence qui, estimant que le nouveau texte avait non interprété, mais modifié le premier en créant deux nouveaux points de départ de la prescription, décida qu'il était sans effet sur la prescription acquise au jour de sa promulgation.

Mais il fut admis par contre, par application du principe que la prescription se règle d'après la loi en vigueur au moment où elle s'accomplit et peut être modifiée tant qu'elle n'est pas consommée (1), que les dispositions nouvelles s'appliquaient aux prescriptions en cours commencées avant la date de promulgation de la loi de 1902, l'article 2281 du code civil en vertu duquel les prescriptions commencées avant la publication du titre de la prescription devaient être réglées conformément aux lois anciennes, ne trouvant pas en notre matière son application parce que contenant, non une règle générale mais une disposition spéciale non susceptible d'être entendue au delà de ses termes.

Le nouvel article 18 dont nous venons de préciser la portée a donc mis fin aux contestations soulevées avant sa promulgation sur l'effet interruptif de l'enquête et du paiement de l'indemnité journalière.

§ 2. — Controverses sur l'article 18 ancien et nouveau.

Mais d'autres controverses qui déjà étaient nées sous l'empire de l'ancien texte ont subsisté : il nous reste à les examiner.

Nous devons tout d'abord rappeler ce principe plusieurs fois exprimé parce qu'il nous paraît être à la base de toute discussion, que, chaque fois que notre loi n'y a pas dérogé par une disposition spéciale, il faut faire retour au droit commun.

Signalons de suite pour n'avoir point à y revenir que le § 2 de l'article 18 nous fournit une première application de cette règle. Ce texte laisse comme nous l'avons précédemment remarqué les instances contre l'Etat soumises à la formalité préalable du dépôt de rapport :

(1) Paris, 16 janv. 1903, *Rec. spéc.*, 1903, 170 ; Cass. civ., 20 juin 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 302.

or, ce dépôt interrompt en droit commun la prescription; il doit en conséquence avoir en notre matière le même effet (1).

A. — DÉCLARATION D'ACCIDENT.

On s'était demandé, sous l'empire de l'ancien texte, si la déclaration d'accident était interruptive de prescription comme étant le premier acte d'une procédure qui forme un tout indivisible et qui partant de la déclaration aboutit à l'allocation de la rente (2); mais il avait été admis que, faite par le patron, cette déclaration d'accident ne pouvait être considérée comme une reconnaissance parce qu'elle est légale et imposée avec sanction pénale; et que, faite par la victime, elle ne pouvait davantage être opposée au patron parce que s'il est vrai qu'elle marque la volonté de la part du blessé d'obtenir une indemnité elle n'est cependant qu'une formalité préliminaire qui ne peut avoir la valeur juridique que la loi attache à la citation (3).

Avec le texte modifié la question s'est à nouveau posée : elle doit recevoir la même solution (4), car indépendamment des motifs précités qui gardent leur valeur, il faut en outre faire observer que l'article 18 en édictant trois causes d'interruption pour la prescription a par cela même écarté toutes les autres.

D'ailleurs, la solution contraire aurait pour effet de laisser à la seule volonté du blessé qui a un an pour faire sa déclaration la possibilité de doubler le délai de prescription en faisant sa déclaration seulement à la veille de l'expiration du délai d'un an après l'accident : ce résultat serait en opposition avec la volonté du législateur qui a imposé une courte prescription.

B. — DEMANDE D'INDEMNITÉ JOURNALIÈRE.

En vertu de la même règle d'interprétation restrictive du texte ci-dessus posée, il faut décider que l'effet interruptif de prescription s'attache seulement au paiement de l'indemnité journalière; que, dès lors, n'en-

(1) Dufour, *Traité de droit administratif*, t. V, p. 332.

(2) Bordeaux, 14 mai 1902, *Rec. spec.*, 1902, 312; Limoges, 5 mai 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 329; Loubat, n° 1860.

(3) Cass. civ., 9 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 118; Cass. civ., 4 août 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 319.

(4) Paris, 18 mars 1903, *Rev. jud.*, 05, p. 260; Paris, 11 mai 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e an., p. 306.

traîne pas interruption de prescription la demande de demi-salaire introduite devant le juge de paix, cette action étant, comme l'indiquait déjà la jurisprudence basée sur l'ancien texte, complètement distincte de l'action en rente (1).

C. — FRAIS MÉDICAUX.

Avant la loi de 1902, il avait été soutenu que le paiement des frais médicaux par le patron constituait une reconnaissance du droit au blessé à l'indemnité et par suite emportait interruption de la prescription ; mais la jurisprudence avait décidé que la prescription n'était pas interrompue par le paiement des frais médicaux (2), parce que l'action en paiement de ces frais est indépendante de l'action en rente (3).

Cependant, il avait été admis par la cour de cassation que le juge du fait pouvait apprécier souverainement d'après les circonstances si le paiement de ces frais constituait une reconnaissance opposable au patron (4) ; et par application de cette thèse il fut, sous l'empire du nouveau texte, décidé que le paiement des frais médicaux était interruptif de prescription par cet autre motif supplémentaire que, cessant d'être dus quand cesse d'être due l'indemnité journalière, ils étaient l'accessoire de cette indemnité dont le paiement aux termes de l'article 18 interrompt la prescription (5).

Mais cette solution nous paraît fort critiquable, nous pensons en effet que le paiement des frais médicaux ne peut jamais être considéré comme interruptif de prescription. Car, d'une part, les mêmes motifs en vertu desquels la cour de cassation en avait d'abord décidé ainsi, subsistent depuis la loi de 1902 ; l'action en paiement de frais médicaux étant absolument distincte de l'action en rente et soumise en principe à des juges différents, nous ajouterons que le fait de payer les frais médicaux ou de fournir les soins, n'implique pas la reconnaissance que le blessé est atteint d'une invalidité permanente.

D'autre part, s'il est vrai que les frais médicaux sont l'accessoire de l'indemnité journalière parce que dus pendant la même période, il ne

(1) Paris, 9 mars 1909, *Rec. spéc.*, 9^e an., p. 460.

(2) Paris, 21 juillet 1901, *Rec. spéc.*, 1901, p. 217.

(3) Cass. civ., 6 mai 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 261 ; Cass. civ., 30 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 245.

(4) Cass. civ., 11 nov. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 169.

(5) Limoges, 5 avril 1905, *Rev. jud.*, 1905, 179.

s'en suit pas que le paiement de ces frais ait le même effet interruptif que le paiement de l'indemnité journalière, car l'article 18 étant limitatif, il n'est pas possible d'étendre à d'autres paiements l'effet réservé au paiement de l'indemnité journalière.

Aussi croyons-nous que le juge n'a pas la faculté de reconnaître soit au paiement des frais médicaux, soit aux soins médicaux donnés par le patron, l'effet interruptif de prescription.

D. — CONVOCATION, COMPARUTION DEVANT LE PRÉSIDENT,
ORDONNANCE DE NON CONCILIATION.

Mais la question la plus controversée, peut-être parce qu'elle a été, en fait, le plus fréquemment posée, est celle de savoir quelle doit être au point de vue de la prescription, la portée de la comparution des parties devant le président et de l'ordonnance de non conciliation, puis subséquemment de la convocation adressée aux parties par le président,

1° D'après une première opinion, la tentative de conciliation devant le président n'a pas pour effet d'interrompre la prescription (1).

Cette solution s'appuie sur ce que l'article 18 ancien et nouveau prévoyant des cas déterminés d'interruption de prescription ne peut être étendu au delà de ses termes : elle repose en conséquence sur un argument de texte.

2° D'après une deuxième opinion, si la tentative de conciliation devant le président n'est pas par elle-même et par elle seule susceptible d'interrompre la prescription elle acquiert cependant cet effet interruptif quand elle est suivie dans le mois d'une citation en justice (2).

En effet, l'article 18 en édictant certaines causes d'interruption spéciales n'a pas éliminé celles qui résultent du droit commun : or, l'article 2245 du code civil, aux termes duquel la citation en conciliation devant le bureau de paix interrompt la prescription du jour de sa date lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice donnée dans le délai de droit, trouve ici son application, car il est admis en droit commun que la comparution volontaire en conciliation qui a lieu conformément à l'article 48 du code de procédure civile et qui aboutit à une non conciliation est assimilée à la citation en conciliation, en ce sens qu'elle interrompt la prescription si elle est suivie dans le mois d'une assignation.

(1) Chambéry, 18 nov. 1902, *La Loi*, 29 janv. 1903.

(2) Douai, 8 mai 1901, *Rec. spéc.*, 1901, p. 337; Lyon, 3 avril 1901, *Rev. jud.*, 1901, 329; Nancy, 25 mars 1901, *Rev. jud.*, 1901, p. 335.

Or, la tentative de conciliation devant le président doit être, au point de vue de l'instance, assimilée au préliminaire de conciliation devant le juge de paix précédant, conformément à l'article 48 du code de procédure civile, l'assignation devant le tribunal civil. Nous avons vu précédemment que, par application de cette assimilation, la jurisprudence décide que le tribunal civil saisi, dès avant qu'il ait été procédé à cette conciliation par le président, doit surseoir à statuer jusqu'à l'accomplissement de cette formalité et nous savons aussi que si la nullité de l'assignation, qui ne comporte pas la copie de l'ordonnance de non-conciliation, n'a pas été prononcée par les tribunaux, c'est uniquement par raison d'équité parce qu'il a semblé impossible de faire supporter à une partie qui eût été alors forclosée, les conséquences d'un défaut d'une procédure dont la direction lui échappe. La tentative de conciliation devant le président étant donc en tous points assimilable au préliminaire de conciliation devant le juge de paix, produit, comme cette dernière, effet interruptif quand elle est suivie d'une assignation délivrée dans le mois par application de l'article 57 du code de procédure civile.

Mais nous remarquerons que la non conciliation même suivie d'assignation, n'aura d'effet interruptif, que si les parties ont comparu, car, aux termes de l'article 48 du code de procédure civile sur l'interprétation duquel repose ce système, la citation ne peut être suppléée que par la comparution volontaire des parties.

3° Une troisième opinion adoptant la théorie précédente admet, de plus, que l'assignation délivrée dans le mois qui suit la non conciliation interrompt la prescription alors même qu'elle serait donnée devant un juge incompétent.

Cette solution nous paraît incontestable, car nous avons admis que notre prescription reste soumise aux règles du droit commun ; or, aux termes de l'article 2246 du code civil, la citation en justice donnée même devant un juge incompétent, interrompt la prescription.

Mais il a été soutenu, en outre, que l'effet interruptif serait produit, même au cas où la citation serait basée sur les articles 1382 du code civil et suivants (1).

Il nous suffira pour faire rejeter cette opinion, de rappeler que l'action étayée sur la loi de 1898, et l'action étayée sur l'article 1382 du code civil, ont des bases absolument distinctes et obéissent à des règles de procédures différentes ; dès lors, l'article 2246 du code civil invoqué ne trouve plus son application puisqu'il ne s'agit plus d'un juge incompétent, mais d'une action visant un autre objet (2).

(1) Trib. civ. Nîmes, 8 août 1901, *Moniteur Midi*, 15 déc. 1901.

(2) Cass. req., 17 déc. 1902, *Gaz. trib.*, 20 mars 1903.

Au reste, on peut encore objecter que cette citation délivrée en vertu de l'article 1382 du code civil, n'est pas dispensée du préliminaire de conciliation devant le juge de paix, et est nulle puisqu'elle n'en contient pas copie ; or, aux termes de l'article 2247 du code civil, si l'assignation est nulle pour défaut de forme, l'interruption est regardée comme non avenue.

4° Une quatrième opinion, allant plus loin, estime que la prescription est interrompue par la simple convocation que lance le président, à la condition, toutefois, que l'assignation ait été délivrée dans le mois qui suit la non conciliation (1) ; il importe de remarquer que la convocation que lance le président, se trouve ainsi assimilée, quant à l'effet interruptif, à la citation en conciliation qui, en droit commun, émane du demandeur et ne peut être suppléée que par la comparution volontaire des parties.

De sorte que, dans ce système, il n'y a pas à rechercher si les parties ont ou non comparu, il suffit pour que la prescription soit interrompue par la convocation du président que l'assignation ait été délivrée dans le mois qui suit la non conciliation.

5° Et une cinquième opinion dépassant encore la précédente, attribue l'effet interruptif à la simple convocation, alors même que la non conciliation n'a pas été suivie, dans le mois, d'une assignation en justice (2).

Cependant, cette dernière théorie, bien que paraissant définitivement admise par la jurisprudence, nous semble au moins critiquable.

Elle fait remarquer que l'accomplissement de la formalité de la comparution devant le président échappe au pouvoir des parties, et elle se fonde, dès lors, sur une présomption de volonté du législateur qui, en substituant l'action du président à celle du blessé, n'a pas voulu attribuer à la convocation que le président du tribunal adresse aux parties, un effet moindre que celui qu'aurait eu la citation en justice délivrée par la victime elle-même.

Mais, cette volonté présumée du législateur nous apparaît comme bien incertaine ; en effet, le but évident du législateur de 1898 a été de restreindre la durée de l'action en indemnité, puisqu'il a été édicté une courte prescription, et le but du législateur de 1902 a été, tout en apportant des tempéraments au texte primitif, de maintenir le principe

(1) Douai, 6 mai 1902, *Rec. spéc.*, 3^e an., 77 ; Loubat, n^o 1864.

(2) Cass. civ., 18 mars 1903, *Rec. spéc.*, 3^e an., p. 423. ; Cass. civ., 9 nov. 1903, *Rec. spéc.*, 4^e an., p. 253 ; Cass. civ., 2 mars 1904, *Rec. spéc.*, 5^e an., p. 8.

de la courte prescription précédemment posé, aussi ces tempéraments doivent-ils, contrairement à ce qui est proposé, être entendus strictement ; dès lors, il paraît hors de doute que si le législateur avait voulu que la prescription fut interrompue par la convocation devant le président, il n'eût pas manqué de le dire en remaniant le texte.

En sorte qu'il est permis de soutenir que la volonté du législateur n'a pas été de donner à cette convocation seule l'effet interruptif.

Au reste, cette objection paraît avoir été au moins envisagée par l'opinion que nous combattons, car celle-ci s'appuie, en second lieu, sur un autre argument tiré en dehors de l'article 18.

Elle ajoute, en effet, que la convocation du président introduit, en réalité, l'instance qui se terminera soit devant le président lui-même, soit devant le tribunal, l'assignation qui est ultérieurement délivrée n'étant que l'exécution de l'ordonnance qui a renvoyé l'affaire devant le tribunal, et aucune disposition légale n'ayant, au surplus, imparti au demandeur un délai pour agir (1). Car, les dispositions de l'article 2245 du code civil sont inapplicables à la procédure particulière organisée par la loi de 1898 (2).

Par application de cette théorie qui, non seulement, assimile la convocation du président à la citation en « conciliation », mais lui donne une portée beaucoup plus grande, puisque, par elle seule, elle interromp la prescription, alors que la citation en conciliation n'a d'effet interruptif que quand elle est suivie d'assignation dans le mois de la non conciliation (art. 2245 c. c.), il a été décidé que la convocation, faite même par un président incompétent, produit un effet interruptif, conformément à l'article 2246 du code civil (3).

Mais, tout d'abord, à ce nouvel argument tiré de l'assimilation de la convocation du président à la citation en conciliation, il est possible de présenter des objections.

En effet, l'étude des textes, indépendamment de toute présomption de volonté du législateur, que nous avons rejetée, ne paraît pas conduire à cette solution. D'une part, si la citation est, en droit commun, interruptive de prescription, c'est qu'elle est un acte non équivoque de la volonté du demandeur d'exercer son droit, et que, de plus, le défendeur est nettement informé de cette volonté.

Or, la convocation du président qui est lancée, comme on le fait

(1) Cass. civ., 20 nov. 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 50 ; Cass. civ., 25 juillet 1904, *Rev. jud.*, 04, p. 319.

(2) Cass. civ., 7 juin 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 313 ; Cass. civ., 6 août 1906, *J. ass.*, fév. 1907, p. 86.

(3) Cass. civ., 7 janvier 1907, *Rec. spéc.*, 7^e an., p. 402.

remarquer, en dehors de tout concours des parties, ne saurait être considérée comme marquant la volonté du blessé de réclamer son indemnité ; et, en outre, cette convocation faite ordinairement par lettre recommandée et en termes plus ou moins explicites, ne présente pas, vis-à-vis du demandeur, les mêmes garanties que la citation « en conciliation » dont les formes ont été légalement déterminées.

Quant à sa date, pourtant si importante puisque nous sommes en matière d'interruption de prescription, cette convocation prête aussi à des difficultés ; est-elle opérante à la date de son émission (1), ou à la date de sa remise contre signature du destinataire, et, en ce dernier cas, que décider si le destinataire refuse, sans l'ouvrir, la lettre de convocation, ou la laisse en souffrance simplement par raison d'absence ?

Mais, négligeant cette dernière difficulté, l'assimilation de la convocation à la citation en conciliation nous paraît, en outre, se heurter aux règles de droit commun formulées par les articles 48, 52 du code de procédure civile, et 2245 du code civil ; en droit commun, en effet, l'article 48 du code de procédure civile exige que l'introduction de la demande devant le tribunal soit précédée du préliminaire de conciliation, et il est admis qu'en notre matière, la conciliation devant le président tient lieu du préliminaire de conciliation ; mais là s'arrête l'assimilation.

Car, si l'article 52 du code de procédure civile donne effet interruptif à la citation en conciliation qui précède l'instance, il faut remarquer qu'il détermine les formes de cette citation qui doit être donnée par huissier, et énoncer sommairement l'objet de la conciliation ; en notre matière, pour donner à l'appel en conciliation la même valeur qu'à la citation, il faudrait qu'un texte l'édicât expressément, ou au moins indiquât la forme de cette convocation, car alors on pourrait soutenir que la convocation ainsi spécialement déterminée, doit tenir lieu de la citation prévue à l'article 52 précité, comme la conciliation devant le président tient lieu de préliminaire de conciliation prévu à l'article 48 du code de procédure civile.

Mais l'article 16, non seulement ne contient aucune dérogation au droit commun pour donner effet à un acte, qui, suivant les règles ordinaires, n'en comporte point, mais est muet même sur la forme de cette convocation, car, si, en pratique, on adopte la lettre recommandée, tout autre mode de convocation serait valable.

Comment, dès lors, dans le silence du texte, faire échec au droit

(1) Trib. civ. Seine, 7 mars 1905, *Rec. spéc.*, 6^e an., p. 79.

commun, et dire que la convocation faite en une autre forme que la citation de l'article 52 du code de procédure civile, aura la même valeur que cette citation ; et comment encore attribuer un effet juridique aussi important que l'interruption de prescription, à un acte dont la forme, non prévue par le texte, reste incertaine et abandonnée à l'appréciation du magistrat.

Donc, suivant nous, la convocation n'est pas assimilable à la citation.

En tous cas, cette convocation vaudrait-elle citation en conciliation, alors il faudrait de toute nécessité, ne pas lui donner une portée plus grande que cette citation. Or, aux termes des articles 57 du code de procédure civile, et 2245 du code civil, la citation en conciliation n'interrompt la prescription que si elle est suivie, dans le mois de la non conciliation, d'une assignation en justice.

En conséquence, si, malgré notre opinion, la convocation était assimilée à la citation en conciliation, elle ne serait interruptive de prescription, qu'au cas où la non conciliation serait suivie, dans le mois, d'une assignation.

On a dit alors, sans doute parce que les arguments invoqués ne paraissaient pas irréfutables, que la convocation du président introduit l'instance, l'assignation ultérieurement délivrée n'étant que l'exécution de l'ordonnance qui renvoie l'affaire devant le tribunal (1).

Ce serait l'assimilation de la convocation du président à la citation en justice (art. 2244 c. c.)

Mais, d'une part, il est difficile d'admettre qu'une instance pourra être introduite, c'est-à-dire, en d'autres termes, que le tribunal sera saisi d'une contestation entre deux parties, sans que ni l'une ni l'autre de ces parties ait manifesté la volonté d'élever le litige ; d'autre part, le texte ne paraît pas justifier cette affirmation que l'assignation n'est que l'exécution de l'ordonnance qui a renvoyé l'affaire devant le tribunal.

L'article 16 dit, en effet, que, « en cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal », ce qui implique bien l'idée que les parties auront à jouer un rôle actif, puisque le texte ajoute, pour bien préciser, que « le tribunal est saisi par la partie la plus diligente ».

Dès lors, ce n'est pas l'affaire qui est renvoyée devant le tribunal, mais les parties qui sont renvoyées à se pourvoir ; et ce n'est pas l'ordonnance, ni la convocation qui saisit le tribunal, mais, aux termes mêmes de la loi, la partie la plus diligente, et elle ne peut le faire que par l'assignation.

(1) Cass. civ., 18 mars 03 ; Cass. civ., 9 nov. 03 ; Cass. civ., 2 mars 04, précités.

D'autre part, il ne nous paraît pas possible de donner, sans texte, le même effet à la simple convocation du président, qu'à la citation en justice dont la forme est déterminée et qui émane de la partie (art. 61 du code de procédure civile).

De sorte que, rejetant, d'une part, toute assimilation entre la convocation et la citation en conciliation et en justice, et, d'autre part, contestant que la convocation soit l'acte introductif d'instance, nous dénions tout effet interruptif à cette convocation du président, et sommes, dès lors, ramenés à la deuxième opinion, en vertu de laquelle la prescription est interrompue seulement par l'ordonnance de non conciliation, quand elle est suivie dans le mois d'une assignation.

Nous ne saurions dissimuler que cette théorie qui, seule, nous paraît juridique, ne satisfait pas l'équité, car, comme nous l'avons montré (2^e théorie), cette ordonnance de non conciliation, même suivie d'assignation, n'a d'effet interruptif que si les parties ont comparu, leur présence suppléant seule à la citation.

De sorte que l'absence du patron sera un obstacle légal à ce que la non conciliation produise interruption de prescription ;

Or, la victime ne pouvant obtenir à la tentative de conciliation devant le président la présence du patron qui voudrait se dérober, ne pourra ensuite donner effet interruptif de prescription à la non conciliation en la faisant suivre dans le mois d'une assignation, par suite, en fait, la victime dans ce système, se trouvera, au gré du patron, dans l'impossibilité d'interrompre la prescription par la non conciliation.

Mais, quelque grave que soit cette objection, nous ne croyons pas, pour les motifs que nous avons précédemment exposés, que la convocation du président puisse être assimilée à la citation en conciliation.

Au reste, hâtons-nous de remarquer que le préjudice pouvant résulter pour la victime, de l'application de cette théorie, est plus apparent que réel, car, comme nous l'avons admis précédemment, l'assignation devant le tribunal (même non précédée des formalités d'enquête et de conciliation) interrompt la prescription ; la victime ne perdra ainsi que le bénéfice des quelques jours séparant la convocation du président de la date de son assignation, qui fixera alors la date de l'interruption.

E. — INACTION DES MAGISTRATS, ASSIGNATION NON PRÉCÉDÉE D'ENQUÊTE NI DE CONCILIATION.

Il a été soutenu que l'inaction des magistrats était une cause de suspension de la prescription.

En effet, dit-on, puisque le juge de paix reste maître de procéder ou de ne pas procéder à l'enquête ; puisque la convocation ~~de~~ conciliation émane du président, il suit que la procédure d'enquête et de conciliation échappe à l'initiative de la victime, qui se trouve, dès lors, par l'inaction des magistrats, dans l'impossibilité d'interrompre la prescription soit, aux termes de l'article 18, par la clôture d'enquête, soit, aux termes du droit commun, par l'assignation suivant dans le délai d'un mois la non conciliation, soit, aux termes de la jurisprudence de la cour de cassation, par la convocation du président.

Comme on ne comprendrait pas que la victime se trouve lésée par les formes mêmes d'une procédure créée cependant à son profit ; il faut, conclue-t-on, admettre, pour sauvegarder le droit de la victime, que l'inaction des magistrats suspend, par cas de force majeure, le cours de la prescription.

Mais il a été répondu avec juste raison que, si la loi de 1898 crée une procédure dont la direction est remise aux magistrats, les parties n'en conservent pas moins la faculté de provoquer devant le tribunal compétent, la condamnation du patron aux indemnités prévues, et d'interrompre la prescription, car le défaut d'enquête ou de conciliation n'est pas un obstacle à l'introduction de l'instance devant le tribunal (1).

Il a, en effet, été admis, ainsi d'ailleurs que nous l'avons précédemment expliqué, que l'assignation délivrée par la victime et qui ne contient pas, conformément à l'article 65 du code de procédure civile, copie de l'ordonnance de non conciliation, n'est pas nulle en la forme, quand la tentative de conciliation n'a pas eu lieu, la loi ne pouvant imposer au demandeur, à peine de nullité et de forclusion, l'accomplissement d'une formalité indépendante de sa volonté.

Dès lors, l'assignation délivrée alors qu'il n'a été procédé ni à l'enquête, ni à la conciliation, a pour effet d'interrompre la prescription (2), par application de l'article 2244 du code civil, puisque, n'étant pas nulle en la forme, elle n'est pas privée par l'article 2247 du code civil, de son effet interruptif ; par suite, la prescription n'est pas suspendue par l'inaction des magistrats.

(1) Cass. civ., 30 mars 1903, *Rec. spéc.*, 1903, p. 475 ; Cass. civ., 23 juin 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 305 ; Cass. civ., 13 mars 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 173.

(2) Cass. civ., 9 mars 1903, *Gaz. trib.*, 11 mars 1903 ; Cass. civ., 2 mars 1904, *Rev. jud.*, 1904 212.

F. — DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

Nous mentionnerons seulement, sans y insister, que la demande d'assistance judiciaire n'est pas une cause interruptive de prescription (1).

Cette solution apparaît comme certaine si l'on se rappelle que, l'article 18 devant recevoir une interprétation limitative, on ne peut, en dehors des causes d'interruption qu'il vise expressément, en admettre d'autres que celles résultant du droit commun ; or, la demande d'assistance judiciaire faite par la victime, constitue un acte extrajudiciaire, non adressé au surplus au patron en faveur de qui court la prescription, et n'est pas, en droit commun, admise comme interruptive de prescription (2).

G. — MINORITÉ.

Il a été soutenu que la minorité est une cause de suspension de la prescription ; car, a-t-on dit, en droit commun la prescription ne court pas contre les mineurs, et, aux termes de l'article 2252 du code civil, cette règle générale ne comporte d'exception que dans les cas formellement prévus par la loi.

Et, ajoute-t-on, puisqu'il a été admis qu'en notre matière, il faut faire retour au droit commun chaque fois qu'une disposition spéciale n'en a pas exclu l'application, il convient, notre article 18 n'ayant pas dérogé aux règles ordinaires, d'appliquer à notre matière le principe général posé par l'article 2252 du code civil, qui suspend le cours de la prescription pendant la minorité (3).

Mais cette théorie n'a pas prévalu, car il a été observé que le législateur en créant une courte prescription, a clairement manifesté sa volonté de limiter à un an seulement la durée de l'action en responsabilité ; que, par suite, l'article 18 contenait implicitement la dérogation prévue par l'article 2252 du code civil au principe général posé par ce même article, et, en conséquence, il a été décidé que la prescription n'est pas suspendue pendant la minorité de la victime ou de ses représentants (4).

(1) Trib. civ. Lille, 21 sept. 1906, *Rev. jud.*, 1907, p. 44.

(2) Paris, 11 mai 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 253.

(3) Paris, 27 juillet 1901, *Rev. jud.*, 1904, p. 333.

(4) Cass. civ., 18 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 113.

D'ailleurs cette solution est confirmée par l'article 2278 du code civil, qui fait courir contre les mineurs les courtes prescriptions organisées dans les articles précédents ; de plus, elle est aussi commandée par les travaux préparatoires du texte primitif de la loi de 1898, au cours desquels M. de la Batie, ayant proposé à la Chambre des députés de porter à deux ans le délai de prescription pour les ayants droit en état de minorité, cet amendement fut combattu par le rapporteur, qui rappela que le délai primitivement fixé à 6 mois par la commission, avait été porté à un an dans le seul but de le rendre uniforme (1).

H. — ETAT INCERTAIN.

Il a été aussi soutenu que la prescription est suspendue tant que l'état d'incapacité permanente ne s'est pas révélé.

En effet, dit-on, cette solution trouve sa base et dans la loi de 1898 et dans le droit commun.

D'une part, si on considère la loi de 1898, on aperçoit qu'elle a créé trois périodes dans la durée des conséquences de l'accident, et qu'elle a rattaché à chaque période des droits spéciaux :

La première période, qui va du premier au cinquième jour, ne donne aucun droit à indemnité, dans l'incertitude de savoir si l'incapacité durera plus de quatre jours ; la deuxième période s'ouvre au cas d'invalidité dépassant quatre jours, et part rétroactivement du premier jour pour finir au jour de la consolidation ; elle ouvre le droit à l'indemnité journalière et aux frais de maladie ;

La troisième période part du jour de la consolidation, c'est-à-dire du jour où, l'état étant définitif, le caractère permanent de l'incapacité est apparu : cette période seule ouvre le droit à la rente.

Cette action doit être ouverte pendant un an ; elle part donc, nécessairement dit-on, du jour où apparaît la permanence de l'incapacité (2)).

D'autre part, si on considère le droit commun, on constate que l'article 2257 du code civil dispose que la prescription ne court point à l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que cette condition arrive ; or, précisément, en notre matière, l'action en rente est subordonnée à l'apparition de l'incapacité permanente, car, jusqu'à ce que cette condition soit remplie, le droit de la victime n'étant pas né, ne peut être exercé, puisque la preuve de la permanence de l'incapa-

(1) Séance du 10 juillet 1888, *J. Off.* du 11, Déb. parl., p. 2067.

(2) Besançon, 10 juillet 1901, *Rec. spéc.*, 1901, p. 240.

citée ne pourrait être apportée ; de plus, la procédure spéciale qui comporte l'enquête et la comparution devant le président, ne saurait non plus être mise en mouvement, puisqu'elle est également subordonnée à l'existence d'une incapacité permanente (1) ;

Donc, ajoute-t-on, il faut décider, par application de l'article 2257 du code civil, que la prescription est suspendue jusqu'à l'apparition de l'incapacité permanente.

Mais à cette théorie, il a été répondu qu'en fixant une courte prescription, le législateur a entendu limiter la responsabilité du patron aux seuls accidents dont la suite se révélerait dans un délai assez court, pour que la sincérité de la déclaration qui en serait faite, et la réalité de leur relation avec le travail, puissent être facilement contrôlées ; que cette disposition est un des caractères forfaitaires de la loi (2), et ne permet pas de considérer la prescription comme suspendue, jusqu'au jour où s'est révélé l'état d'incapacité permanente de la victime.

Il faut donc considérer que notre loi, par sa courte prescription et sa procédure spéciale, a fait implicitement échec aux dispositions de l'article 2257 du code civil, et que, par sa rédaction, l'article 18 en déclarant prescrite l'action en indemnité dans le délai d'un an, n'admet aucune distinction entre l'action en paiement d'indemnité journalière et l'action en fixation de rente.

I. — POURSUITES CORRECTIONNELLES ET CRIMINELLES.

Il a été soutenu que la prescription est suspendue au cas où des poursuites correctionnelles ou criminelles seraient intentées à raison de l'accident contre le patron ou contre la victime (3).

Cette opinion invoque une déclaration faite en ce sens, au cours des travaux préparatoires, par le rapporteur au Sénat, et se fonde sur la règle de droit commun : « Le criminel tient le civil en état » ;

(1) En ce sens, trib. civ. Lyon, 4 décembre 1901, *Rev. jud.*, 1902, p. 87 ; trib. civ. Rochefort, 7 mai 1901, *La Loi*, 3 juillet 1901 ; Limoges, 5 mai 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 329.

(2) Cass. civ., 18 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 113 ; Cass. civ., 6 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 261 ; Cass. civ., 30 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 245 ; Cass. civ., 2 mars 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 212 ; Cass. civ., 23 juin 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 305 ; Cass. civ., 5 juillet 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 307 ; Cass. civ., 6 décembre 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 42.

(3) Loubat, n° 1901.

Le tribunal civil doit, dès lors, attendre la décision de la juridiction répressive, pour savoir s'il y a faute inexcusable de l'une des parties, ou s'il y a accident intentionnel de la part de l'ouvrier, ces deux circonstances étant de nature à influencer sur l'indemnité.

Enfin, ajoute-t-on, la victime n'étant pas, à raison de son ignorance sur ces deux éléments, fixée sur l'étendue de son droit, ne peut être tenue de formuler sa demande avant la décision du juge répressif.

Mais, nous pensons que cette solution ne doit pas être admise car elle est absolument contraire au principe de courte prescription posé par notre article 18.

Il importe d'abord de préciser ce qu'il faut entendre par « poursuites criminelles » ; il semble indiscutable que la simple information ouverte ne constitue pas le commencement des poursuites, avec pour effet la suspension de la prescription en notre matière, car l'instruction peut ne pas aboutir, et il serait inadmissible de prolonger la suspension de notre prescription, tant que l'instruction n'a pas été close, soit par un non lieu, soit par une décision du juge répressif.

On ne se trouvera donc dans le cas de poursuites correctionnelles, que quand le tribunal correctionnel aura été effectivement saisi.

Mais, réduite même dans cette limite, nous pensons que la suspension de la prescription ne doit pas être admise, car il apparaît alors que la victime bénéficierait d'une prolongation de délai ; or, il semble impossible d'accorder ainsi, une situation meilleure au blessé dont la conduite relève du tribunal de répression ; et, d'autre part, on ne peut, non plus, permettre à la victime de se prévaloir d'une poursuite exercée contre son patron pour échapper à la courte prescription édictée sans aucune restriction par le texte, alors surtout que la loi elle-même a prévu la faute inexcusable du patron en lui donnant pour seule et unique sanction, la majoration de l'indemnité.

On ajoute que le blessé ignore l'étendue de son droit vis-à-vis de son patron, au cas de poursuites correctionnelles qui révéleront s'il y a eu faute excusable, ou accident intentionnel, circonstances qui ont une influence sur l'indemnité.

Mais nous ferons remarquer que la question de savoir s'il y a crime ou délit, nous paraît indépendante de celle de savoir s'il y a accident intentionnel ou faute inexcusable, car les éléments constitutifs de ces qualifications sont différents.

Le caractère de la faute inexcusable est, en effet, indépendant de l'appréciation délictueuse de l'acte qui a provoqué l'accident, et, d'autre part, l'accident peut être intentionnel sans que le fait de la victime

tombe sous le coup de la loi pénale, de sorte que la décision correctionnelle pourra ne donner à la victime aucune indication relative au bien fondé et à l'étendue de son action en indemnité.

Enfin, même en supposant que le blessé ignore l'étendue de son droit vis-à-vis de son patron, au cas d'acte délictueux, et que l'instance correctionnelle soit de nature à l'éclairer sur ce point, nous ne voyons aucun obstacle à ce que la victime interrompe la prescription, soit en provoquant la procédure de la loi de 1898, soit en assignant son patron en fixation de l'indemnité, devant le tribunal civil qui dira, d'après les circonstances, s'il y a lieu, en vertu de la règle, « le criminel tient le civil en état », (qui, comme nous allons le montrer, ne s'applique pas ici, parce qu'il n'y a pas identité d'objet), de surseoir à statuer jusqu'à la décision de la juridiction répressive saisie ; alors, la prescription de notre loi régulièrement interrompue par l'assignation introductive d'instance sera remplacée par la longue prescription d'instance.

D'autre part, il a été soutenu que, par application des articles 637 et 638 du code d'instruction criminelle, l'action en indemnité se prescrit non plus par un an, mais par le même délai que l'action publique née du crime ou du délit d'où résulte l'accident.

Mais cette opinion ne nous paraît non plus devoir être admise.

Remarquons, d'abord, que l'action publique résultant d'un délit, s'accomplit par 3 ans (art. 638 C. inst. crim.), et que la prescription de l'action publique résultant d'un crime, s'accomplit par 10 ans (art. 367 C. inst. crim.).

Or, nous devons tout d'abord signaler qu'en droit commun la prescription civile ainsi basée sur la durée de l'action publique, est favorable à l'auteur du délit et contraire aux intérêts de la victime, puisque la prescription civile ordinaire qui est de 30 ans, se trouve, par l'application de cette règle, ramenée soit à 10 ans, au cas de crime, soit à 3 ans, au cas de délit ; au contraire, en notre matière, l'application de cette même règle préjudicierait au patron responsable, et favoriserait toujours la victime, auteur ou non du crime ou du délit, puisque la prescription d'un an se trouverait étendue à 3 ou 10 ans.

Indépendamment de cette remarque faite pour mémoire, nous ajouterons que la théorie, suivant laquelle les articles 637 et 638 du code d'instruction criminelle sont applicables en notre matière, paraît reposer sur une confusion.

D'une part, en effet, si en droit commun l'action civile a la même durée que l'action publique, c'est qu'elle a pour base le même fait, l'acte

délictueux; et, par application de ce principe, il est admis qu'aux termes des articles 637 et 638 du code d'instruction criminelle, l'action civile ne se prescrit par le même laps de temps que l'action publique, que si elle a pour base un crime ou un délit (1); il est également de jurisprudence qu'il appartient au juge civil, quand la juridiction répressive n'a pas encore été saisie, d'apprécier si les faits articulés constituent un crime ou un délit (2).

D'où cette première précision, que la prescription de 3 ou de 10 ans ne pourrait, en notre matière, être invoquée qu'autant que les circonstances de l'accident constitueraient effectivement un crime ou un délit.

Mais, même dans cette mesure, cette opinion ne peut être accueillie.

Car, en droit commun, il est également admis que la règle posée par les articles 637 et 638 du code d'instruction criminelle dérogeant aux règles ordinaires de la prescription civile, doit être entendue restrictivement, et, par suite, que l'action civile n'est éteinte avec l'action publique que si elle a pour base, comme l'action publique, le délit lui-même exclusivement; mais qu'au contraire, l'action civile basée sur une cause juridique distincte du fait délictueux et dont l'existence est indépendante du caractère délictueux du fait allégué, n'est pas prescrite par le même délai que l'action publique, car elle peut être exercée sans qu'il y ait à rechercher s'il y a crime ou délit; par application de cette interprétation, il a été décidé que la prescription de l'action pénale ne s'applique pas à l'action civile qui a son fondement dans les dispositions du code civil (3).

Or, en notre matière, l'action civile est basée non sur l'acte délictueux, ni même sur la faute, mais seulement sur le fait de l'accident; elle a donc son fondement non dans une loi pénale, mais dans une loi de responsabilité civile; elle est, par suite, indépendante de toute infraction, et peut être exercée sans qu'il y ait à rechercher s'il y a crime ou délit.

C'est aussi pour ce motif, que nous avons dit précédemment que la règle, « le criminel tient le civil en état », ne nous paraît pas appli-

(1) Cass. req., 15 avril 1889, D., 90, 1, 136.

(2) Cass. req., 28 fév. 1855, D., 55, 1, 343; *Jurisp. gén.*, D., v^o *Prescript. crim.*, 93; *Jurisp. gén.*, D., *suppl. Prescript. crim.*, n^o 54.

(3) Cass. civ., 5 août 1895, D., 96, 1, 157; Cass., 28 fév. 1896, D., 97, 1, 380; Cass. civ., 27 déc. 1897, D., 01, 1, 109; Cass., 13 déc. 1898, D., 99, 1, 249; Aubry et Rau, t. IV, p. 752, § 445; Garraud, *Traité théorique et pratique droit pénal*, 2^e édit., t. II, n^o 250; Sourdat, *Responsabilité*, 5^e édit., t. I, n^o 376.

cable au cas où des poursuites seraient intentées devant la juridiction répressive, parce que, comme nous venons de le montrer, on ne trouve pas dans les deux instances l'identité d'objet nécessaire à l'application de cette règle.

En conséquence nous pensons que, contrairement aux opinions ci-dessus rapportées, notre prescription d'un an n'est ni suspendue à raison de la règle « le criminel tient le civil en état », au cas de poursuites devant la juridiction répressive, ni remplacée par la prescription fixée pour l'action publique, au cas de crime ou de délit.

J. — RECONNAISSANCE INTERRUPTIVE.

À côté des causes d'interruption de la prescription que nous venons d'examiner il faut encore mentionner celles qui résultent de la volonté du patron, car, conformément aux dispositions de l'article 2248 du code civil, la prescription peut être interrompue par la reconnaissance que fait le débiteur, du droit de celui contre lequel il prescrivait.

Cette reconnaissance sera expresse, si elle résulte d'une déclaration formelle.

Elle sera implicite si elle résulte d'actes décelant d'une manière non équivoque la volonté du patron.

La reconnaissance expresse ne pourra donner lieu à aucune difficulté; mais au contraire, la reconnaissance implicite prêterait à controverses puisqu'elle met en discussion la portée de l'acte accompli.

Nous n'entrerons pas dans l'examen de chacun des faits qui peuvent constituer une reconnaissance, car c'est là question de fait variant d'espèce à espèce et soumise à l'appréciation souveraine du juge du fond.

Nous dirons seulement qu'un acte pour être retenu comme interruptif de prescription ne doit laisser aucun doute sur l'intention de son auteur.

K. — RENONCIATION A PRESCRIPTION ACQUISE.

Par application de l'article 2220 du code civil, le patron peut renoncer à la prescription acquise, car à défaut de dispositions contraires contenues en notre loi, il faut faire retour aux règles générales de droit commun.

Mais la renonciation à la prescription acquise ne se présume pas : comme la reconnaissance, elle ne peut résulter que d'une déclaration formelle ou d'un acte dénotant d'une manière certaine la volonté de renoncer au bénéfice de la prescription.

C'est ainsi qu'il a été décidé que le fait par le patron de comparaître devant le président, et de laisser dresser un procès-verbal de non conciliation en déclarant ne pas vouloir se concilier sans opposer expressément l'exception de prescription, ne constitue pas une renonciation à la prescription acquise (1), non plus que le fait par le patron d'avoir demandé d'accord avec la victime une nouvelle comparution au président (2). Au reste, le juge du fond apprécie souverainement si l'acte allégué comporte renonciation à la prescription (3).

Conformément aux dispositions de l'article 2223 du code civil les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen tiré de la prescription (4).

Mais nous pensons que le patron qui n'y a point renoncé peut invoquer la prescription en appel pour la première fois, conformément à l'article 2224 du code civil (5), car le fait par le défendeur de n'avoir pas soulevé ce moyen devant le premier juge ne constitue pas un acte de renonciation.

Ajoutons qu'à raison de l'article 30 qui porte la nullité de toute convention contraire à la loi, la renonciation à prescription que consentirait le patron par avance serait nulle : cette règle trouve d'ailleurs sa confirmation dans l'article 2220 du code civil ; pour le même motif, les parties ne pourraient stipuler une autre prescription soit plus longue, soit plus courte.

L. — INTERRUPTION DE L'ARTICLE 30.

Aux termes de l'article 30, § 3, la décision qui prononce la nullité des conventions contraires à la loi fait courir à nouveau du jour où elle devient définitive le délai de prescription. Les parties sont ainsi replacées comme au jour de l'accident et les mêmes causes d'interruption peuvent intervenir.

(1) Cass. req., 29 déc. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 168 ; Cass. req., 8 fév. 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 230.

(2) Cass. civ., 11 nov. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 169.

(3) Cass. civ., 20 janv. 1904, S. et P., 1905, 1, 335.

(4) En ce sens, Sachet, n° 1348.

(5) Paris, 9 mars 1909, *Rec. spéc.*, 9^e an., p. 460.

SECTION III. -- Calcul du délai.

Par application de l'article 2260 du code civil, la prescription se compte par jours et non par heures, par suite le *dies a quo* reste en dehors de la supputation du délai. Le point de départ est fixé au jour de l'accident ou de l'acte interruptif.

Mais, conformément à l'article 2261 du code civil, la prescription est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli : il s'agit d'un délai franc se calculant de quantième à quantième et il n'y a pas lieu de défalquer les jours fériés même lorsque le dernier jour est férié (1). Ce délai n'est d'ailleurs accompli que quand est achevé le dernier jour.

Ces principes ne paraissent avoir donné lieu à aucune difficulté d'application.

Mais quand la prescription a été interrompue, un nouveau délai de prescription commence à courir : quelle est la durée de ce nouveau délai ?

Nous pensons qu'elle doit être fixée à un an, conformément à l'article 18. En effet, quelle que soit la cause de l'interruption, paiement d'indemnité journalière, clôture d'enquête, reconnaissance ou assignation, le fondement de l'action en indemnité reste toujours et uniquement l'accident prévu par la loi de 1898. Dès lors, il ne nous paraît pas possible d'échapper à la prescription posée par cette loi.

Nous adopterons la même solution au cas où il y aurait eu renonciation à la prescription acquise. Il a été dit qu'en cette hypothèse le nouveau délai devrait être de 30 ans, si la renonciation avait opéré novation de la dette, par exemple au cas d'engagement par le patron à payer les indemnités (2).

Mais nous ferons remarquer qu'en ce qui concerne l'indemnité journalière, on ne voit pas bien comment pourra être pris en pratique un tel engagement comportant novation, car le demi-salaire destiné aux besoins journaliers est payé nécessairement à des époques rapprochées, puisque l'article 3 § 3 porte que l'intervalle des paiements ne peut excéder 16 jours; de sorte que ces paiements répétés interrompent successivement la prescription sans qu'apparaisse l'utilité d'un engagement écrit; de plus le patron ne peut valablement s'engager par avance à payer pendant un délai imprécis ou déterminé d'après de simples prévisions l'indemnité journalière, puisqu'à raison de l'article 30 qui prohibe toute convention contraire, cet engagement serait nul au cas où

(1) En ce sens, Sachet, n° 1281 ; Loulat, n° 1844.

(2) Sachet, n° 1332.

la guérison du blessé serait acquise avant la fin de la période prévue par la dite convention.

En ce qui concerne la rente, l'engagement à payer se heurte à la même impossibilité, car, d'une part, il est nul s'il ne cadre point avec les indemnités déterminées par la loi et, d'autre part, même au cas où le taux légalement stipulé pour les indemnités aurait été respecté, il serait nul encore au cas où il aurait été passé hors la présence du président ou arrière du tribunal.

Pour être valable, l'engagement ne peut donc résulter que d'un jugement ou d'une ordonnance ; mais alors il convient de remarquer que le droit de la victime est définitivement fixé par cette ordonnance ou ce jugement : par suite, il ne saurait plus être question de l'action en indemnité qui est épuisée, mais seulement d'une action en exécution d'une décision judiciaire, comme telle prescriptible par 30 ans.

Cette nouvelle prescription de 30 ans vise donc l'action *judicati*, absolument distincte de notre action en indemnité.

Au principe par nous formulé d'une manière générale que le nouveau délai de prescription de l'action en indemnité, qui court après l'interruption, est d'un an conformément à l'article 18, une objection a été présentée.

En ce qui concerne la reconnaissance, cause interruptive de prescription, on a dit que le nouveau délai pour prescrire devait être de 30 ans, conformément à l'article 2274 du code civil, en vertu duquel la prescription cesse de courir s'il y a eu compte arrêté, cédula ou obligation, car en droit commun cet article est généralement interprété comme substituant à la courte prescription la prescription trentenaire.

Mais nous objecterons que cet article ne saurait s'appliquer à notre matière, car comportant une exception il doit être entendu restrictivement : or, sa portée est limitée, par ses termes mêmes, aux courtes prescriptions visées dans les articles qui le précèdent et dès lors ne s'étend pas à toutes les courtes prescriptions en général.

Enfin, quant à l'interruption de prescription résultant de l'assignation régulièrement introduite et basée sur la loi de 1898, sous la réserve des dispositions de l'article 2247 code civil qui la rendent de nul effet, il a été jugé que l'introduction de l'instance (nous avons vu que la jurisprudence tend, contrairement à notre opinion, à considérer comme introductive d'instance, la convocation du président) a pour résultat non seulement d'interrompre la prescription, mais de prolonger le délai pendant lequel peut être exercée l'action aussi longtemps que l'instance elle-même : dès lors, si la péremption est demandée l'action s'éteindra dans

les 3 ans (art. 397 du code de procédure civile), si, au contraire, la péremption n'est pas invoquée, l'action durera 30 ans (1).

Cette solution détruit évidemment le régime de courte prescription voulu par le législateur, mais nous paraît cependant devoir être adoptée par application du principe posé en tête de ce chapitre que, dans le silence de notre texte, il faut toujours recourir aux règles de droit commun ; mais la portée doit en être précisée : en droit commun, en effet, il est admis, par application de l'adage « *actiones quæ tempore pereunt semel inclusæ judicio, salvæ permanent* » que la prescription est interrompue pendant tout le temps que dure le procès.

Mais nous pensons que, par application stricte de cette formule, il faut dire que l'interruption cessera avec sa cause, c'est-à-dire avec l'instance et, que, par conséquent, à partir de la péremption ou de la solution de l'instance, commencera une nouvelle prescription.

Cette nouvelle prescription sera, suivant la distinction que nous avons ci-dessus établie, soit d'un an si le litige n'ayant pas été tranché au fond, l'action en indemnité subsiste ; soit de 30 ans si l'action en indemnité ayant été épuisée, il s'agit de l'action en exécution de la décision judiciaire.

De sorte que l'interruption trentenaire pouvant résulter de l'introduction de l'instance ne fait pas échec au principe que le nouveau délai de l'action en indemnité qui commencera à courir quand l'interruption aura cessé, est toujours d'un an.

D'ailleurs cette solution est confirmée par l'article 30, § 3, aux termes duquel, après la décision prononçant la nullité d'une convention contraire à la loi, le nouveau délai qui court est celui prévu par l'article 18.

(1) Cass. civ., 23 juin 1904, D., 1905, 4, 417.

CHAPITRE III

ACTION EN REVISION

Notre étude, se limitant à la procédure, nous ne retiendrons de l'importante matière de la revision que les explications relatives aux formes de la demande en revision ainsi qu'aux délais dans lesquels doit être intentée cette demande. Nous négligerons notamment l'examen des cas dans lesquels l'action en revision doit être accueillie comme bien fondée pour ne nous occuper que des cas dans lesquels elle devra être déclarée recevable en la forme.

Nous rappellerons seulement ici pour mémoire que la revision est basée sur une aggravation ou une atténuation de l'état du blessé et que le demandeur a pour obligation d'apporter la preuve de cette modification : nous avons au surplus dans la première partie de nos observations examiné les questions relatives à la compétence.

SECTION I. — Formes de la demande.

§ 1. — Procédure nécessaire.

Nous avons indiqué en examinant la compétence du président du tribunal civil que le nouvel article 19 mettant fin aux controverses nées sur l'application du texte primitif a soumis la demande en revision au préliminaire de conciliation au même titre que l'article 16 y soumet la demande en rente.

Les explications que nous avons fournies précédemment sur la nécessité pour les parties de faire précéder leur action en rente de la tentative de conciliation devant le président trouvent donc en matière de revision leur entière application : aussi, n'y reviendrons-nous pas.

§ 2. — Formes de l'assignation

Nous rappellerons seulement qu'il résultait de ces observations que l'assignation délivrée doit contenir mention de la non conciliation si elle a été tentée; qu'à défaut de tentative de conciliation l'assignation n'est pas nulle, mais que le tribunal doit surseoir à statuer jusqu'à ce que cette formalité nécessaire ait été remplie.

Mais, si nous avons admis que l'assignation délivrée, alors qu'il n'a pas été procédé à la tentative de conciliation, n'est pas nulle parce que cette formalité, dépendant exclusivement du président, échappe à la volonté des parties, nous pensons par contre que serait nulle l'assignation non précédée de la déclaration au greffe.

Car, en instituant la procédure spéciale de conciliation préliminaire devant le président, l'article 19, § 2, stipule que le président est saisi par voie de déclaration au greffe; or, à la différence de la conciliation elle-même, l'accomplissement de cette formalité dépend uniquement de la volonté des parties qui, en ne s'y soumettant pas, ont volontairement écarté l'application de la procédure spéciale qui leur est imposée, en rendant impossible la comparution devant le président qui en notre matière tient lieu du préliminaire de conciliation, qui, en droit commun doit, sauf exceptions prévues, précéder toute demande en justice.

Par voie de conséquence nous pensons que l'assignation doit porter mention de la déclaration au greffe, puisque cette formalité est une condition de sa validité et indique, comme nous le verrons ultérieurement, si la revision a été introduite dans les délais utiles.

§ 3. — Demande par conclusions.

La demande en revision ayant été valablement introduite, le défendeur peut, par conclusions, formuler une demande reconventionnelle en revision.

D'une part, cette solution est conforme aux principes généraux du droit;

D'autre part, elle ne heurte par les dispositions spéciales de notre texte puisque par hypothèse l'instance en revision, sur laquelle le tribunal est appelé à statuer, a été régulièrement introduite par le demandeur et a, par suite, été précédée et de la déclaration au greffe et de la tentative de conciliation.

Mais comme nous le verrons ultérieurement, cette demande reconventionnelle doit être formée dans le délai imparti pour la revision.

SECTION II. — Contre qui et par qui l'action peut-elle être intentée.

L'action en revision peut être dirigée par la victime ou ses ayants droit.

§ 1. — Contre le patron.

C'est en effet contre le patron que doit être poursuivie la fixation des indemnités puisque, par application de l'article 1 de notre loi, c'est à la charge du patron que sont mises les indemnités : d'ailleurs il se pourra que l'action doive nécessairement être dirigée contre le patron seul ; il en sera ainsi au cas où le chef d'entreprise ne sera pas assuré.

§ 2. — Contre l'assureur.

Nous avons indiqué dans un chapitre précédent que l'assureur ne pouvait, à défaut de tout lien de droit, être actionné par la victime en fixation de rente.

Mais, au contraire, nous pensons que la victime peut mettre en cause l'assureur en matière de revision, car nous avons vu que le tribunal après avoir fixé la rente et prononcé condamnation contre le patron au paiement de cette rente, a, par le même jugement, substitué l'assureur dans l'exécution des condamnations prononcées contre le patron.

Il en serait différemment au cas où la victime introduirait une demande en revision alors qu'aucune rente ne lui a été attribuée, car dans cette hypothèse, il n'y aurait pas contre l'assureur, substitution judiciaire.

§ 3. — Contre la caisse nationale.

En ce qui concerne la caisse nationale nous ferons une distinction.

Nous pensons qu'elle ne peut être actionnée par la victime demanderesse en revision quand les paiements d'arrérages qu'elle fait à la victime sont effectués aux lieu et place du patron ou de l'assureur en vertu de conventions particulières, le débiteur ayant versé à la caisse le capital constitutif de la rente, car alors la caisse paie pour le compte du patron ou de l'assureur qui seuls restent intéressés à la revision, puisque, au cas de diminution de rente, elle leur rembourse la partie correspondante du capital diminué, et qu'au cas d'augmentation, elle leur demande un versement complémentaire ; le rôle de la caisse intervenant dans le paiement apparaît ici comme facultatif et subordonné à la convention avec le débiteur, et par suite la victime n'a pas d'action directe contre la caisse à l'égard de laquelle n'est intervenue aucune condamnation.

Mais, au contraire, nous admettons que la caisse doit être assignée en revision quand c'est en vertu d'une disposition impérative de la loi

qu'elle fait aux victimes le service de la rente par suite de la faillite ou de l'insolvabilité du débiteur, car alors la caisse est intéressée à la revision dont elle supporte seule les conséquences.

Notons que la victime saura toujours en recevant ses paiements qui du patron, de l'assureur ou de la caisse, lui fait le service de la rente : et elle saura aussi, quand c'est la caisse qui paie, en quelle qualité elle agit, si c'est en vertu d'une convention facultative ou si c'est par suite d'insolvabilité en vertu des dispositions de la loi, car en ce cas c'est sur la propre déclaration du bénéficiaire de l'indemnité à la mairie, par suite du non paiement de ses arrérages, que la caisse aura été mise en demeure d'intervenir.

Mais il a été décidé que, dans ce cas, la caisse n'agissant que comme caution du débiteur et ne pouvant à aucun titre être tenue au delà de l'obligation du débiteur principal, le bénéficiaire de la rente devait assigner en même temps qu'elle le débiteur principal, sous peine de se voir déclarer forclos, au cas où son action contre le débiteur principal viendrait à être frappée de prescription (1).

Notons, en terminant, que, quand le bénéficiaire de la rente aura fait fixer son droit par revision, soit à l'égard du patron, soit à l'égard de l'assureur comme il a été dit ci-dessus, il pourra, conformément au décret du 28 février 1899, à défaut de paiement par le patron ou l'assureur substitué, s'adresser à la caisse nationale pour le paiement des indemnités, c'est-à-dire pour l'exécution des condamnations. Au cas où, par suite de faillite ou d'insolvabilité du patron non assuré ou de l'assureur, l'action en revision aurait été introduite à la fois contre le débiteur de rente insolvable et la caisse nationale, la victime pourrait encore se faire payer par la caisse nationale, mais alors elle puiserait son droit non dans le décret du 28 février 1899, mais dans la condamnation prononcée contre la caisse par le jugement dont il lui suffirait de poursuivre l'exécution.

§ 4. — Contre le tiers responsable.

Nous pensons que l'action en revision ne pourra jamais être exercée contre le tiers responsable par le bénéficiaire de l'indemnité, car vis-à-vis de la victime ou des ayants droit, le tiers responsable est tenu dans les termes du droit commun et l'indemnité à laquelle il a été condamné est définitive et irrévocable.

Au contraire, nous avons indiqué au titre de la compétence que le patron ou l'assureur pouvaient soit mettre en cause le tiers respon-

1) Cass. req., 23 avril 1909, *Rec. acc. tr.*, 40^e année, 49.

sable à l'instance en revision intentée par la victime ou ses ayants droit, soit actionner ce tiers par voie principale pour obtenir de lui le remboursement des indemnités complémentaires à verser à l'ouvrier et mises à leur charge ; en effet, vis-à-vis du patron, le tiers responsable est tenu au remboursement de toutes indemnités déboursées ou à déboursier par application de la loi.

§ 5. — Contre la victime.

Mentionnons enfin que l'action en revision peut être dirigée, dans tous les cas d'atténuation, contre la victime elle-même.

§ 6. — Par qui peut être intentée l'action en revision

A. — VICTIME ET AYANTS DROIT.

Elle appartient à la victime elle-même et à ses ayants droit ; mais par ayants droit il faut entendre ceux qui sont visés par la loi de 1898 : nous disons que ceux-là seuls peuvent intenter l'action en revision qui seraient qualifiés pour intenter l'action en rente. Cependant, par exception à cette règle, qui accorde à toute victime la faculté de revision pour aggravation, il importe de signaler que l'ouvrier étranger, qui, bénéficiaire d'une rente, a cessé de résider sur le territoire français et a reçu de ce chef un capital égal à trois annuités, n'a plus qualité pour introduire ensuite une demande en revision parce que le rachat qui lui a été consenti a pour conséquence de rompre tout lien de droit entre le patron et l'ouvrier (1).

B. — PAR LE PATRON.

Le patron contre lequel est intervenue la condamnation en rente a qualité pour intenter l'action en revision.

C. — PAR L'ASSUREUR.

Les motifs, ci-dessus indiqués, pour lesquels nous avons admis que l'action de la victime pouvait être dirigée contre l'assureur nous conduisent nécessairement à décider que l'assureur substitué a qualité pour introduire soit contre la victime soit contre le tiers, suivant la distinction que nous avons faite en ce qui concerne ce dernier, l'action en revision.

(1) Loubat, n° 1776.

D. — PAR LA CAISSE NATIONALE

Conformément aux explications que nous avons données en ce qui concerne la recevabilité de l'action en revision contre la caisse nationale, nous dirons qu'elle a qualité pour actionner elle-même la victime en revision, dans les cas où elle fait le service de la rente par suite de la faillite ou de l'insolvabilité du débiteur.

E. — PAR LE TIERS RESPONSABLE

De même que nous avons admis que l'action en revision ne pouvait être dirigée par la victime ou ses ayants droit contre le tiers, de même nous admettons que le tiers n'est pas recevable à actionner en revision la victime envers laquelle il a été précédemment condamné ou a pris l'engagement de réparer le préjudice causé.

Mais nous pensons, au contraire, que le tiers qui a été condamné seulement vis-à-vis du patron à lui rembourser les indemnités par lui déboursées, a qualité non seulement pour actionner le patron en remboursement partiel ou total au cas où la revision aurait été prononcée à son profit, mais encore pour introduire l'action en revision contre la victime, comme substitué aux droits du patron.

Mais en ce cas, nous pensons qu'il devrait mettre le patron en cause, afin de faire modifier par voie de revision la condamnation primitivement prononcée contre ce dernier.

SECTION III. — Reprise d'instance.

Au cas où la victime décède au cours de l'instance en revision par elle engagée, nous adopterons la même solution qu'au cas de décès de la victime au cours de l'instance en fixation de rente. Si les ayants droit agissent en tant qu'héritiers, ils pourront reprendre l'instance engagée pour réclamer l'indemnité due à leur auteur jusqu'au jour de son décès (1) ; mais si, au contraire, ils agissent en leur propre nom pour réclamer l'indemnité pouvant leur être due personnellement en tant qu'ayants droit, par suite du décès, considéré comme aggravation d'état de la victime, nous croyons qu'ils doivent intenter une action principale (2), précédée de la tentative de conciliation devant le président, car leur demande n'a pas le même objet que celle dont le tribunal était

(1) Dijon, 17 nov. 1904, *Rev.*, 05, p. 145.

(2) Paris, 22 mars 1910, *Rec. acc. tr.*, 11^e, p. 20.

saisi (1), et le patron défendeur ne se trouve plus en présence des mêmes parties.

Cette observation est extrêmement importante, car, comme nous allons le préciser ci-dessous, l'action en revision est soumise à un délai, et si au jour du décès de la victime le délai est expiré, notre solution nous conduit à décider que l'action des ayants droit, qui doit être exercée comme action principale, se trouve prescrite (2), alors même que la victime aurait dans les délais intenté son action en revision.

SECTION IV. — Remplacement de la rente par trois annuités.

Il ne faut pas confondre avec l'instance en revision, les cas où le patron est autorisé à remplacer le service de la rente par trois annuités soit au cas de nouveau mariage du conjoint survivant (art. 3 § A, al. 2), soit au cas où l'ouvrier étranger cesserait de résider sur le territoire français.

Aucune procédure spéciale n'est indiquée par notre texte soit pour permettre au bénéficiaire de l'indemnité de toucher ce capital, soit pour permettre au patron d'obtenir, moyennant ce paiement, décharge de la condamnation en rente prononcée contre lui.

Au cas où ce paiement ne serait pas fait d'accord, nous pensons que le bénéficiaire de l'indemnité aurait deux moyens d'obtenir le capital qui lui est dû.

Par analogie, il pourrait se prévaloir des dispositions de l'article 1 du décret du 28 février 1899, et ayant fait à la mairie de la commune de sa résidence s'il s'agit d'une veuve, ou de sa dernière résidence s'il s'agit d'un ouvrier étranger, la déclaration qu'il n'a pas reçu paiement de la somme exigible, il pourra, conformément à la procédure instituée par le décret sus-rappelé, en obtenir le versement par l'intermédiaire de la caisse nationale.

Mais il pourra aussi assigner directement le débiteur de la rente, patron, assureur, ou caisse, au cas de faillite ou d'insolvabilité du débiteur, en paiement des trois annuités. En ce qui concerne le patron assuré, nous pensons que la substitution de l'assureur qui a été prononcée pour le service de la rente n'a pas pour effet de rendre irrecevable l'action en paiement de trois annuités dirigée contre lui par le bénéficiaire de la rente, car, au regard de la victime la substitution a seulement pour effet de paralyser tout recours contre le patron pour l'exécution de la condamnation intervenue. Or la demande en paiement de trois annuités

(1) *Contra*, Rouen, 5 nov. 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 67.

(2) Paris, 22 mars 1910, *Rec. acc. tr.*, 11^e, p. 20.

ne constitue pas une exécution de la décision intervenue, mais au contraire tend à faire modifier cette condamnation ; la victime pourra donc assigner son patron assuré.

En ce qui concerne l'assureur, nous pensons que la demande en paiement de trois annuités peut aussi être valablement dirigée contre lui : si en effet nous avons, contrairement à la jurisprudence la plus récente, contesté que l'assureur fut partie nécessaire avant la substitution, nous avons admis que la substitution prononcée crée un lien de droit entre lui et le bénéficiaire de l'indemnité ; pour ce motif nous avons indiqué que l'assureur peut faire la déclaration de revision ; pour ce même motif nous pensons que la demande en paiement de trois annuités peut être dirigée contre lui.

De même, le patron pourrait également assigner le bénéficiaire pour voir dire qu'il sera par le paiement de trois annuités valablement libéré de toutes obligations résultant de la condamnation antérieure.

Dans le cas où le tribunal serait saisi par le bénéficiaire ou par le débiteur, la procédure de droit commun devra être suivie, à défaut de disposition contraire.

Enfin, aucun délai n'étant fixé pour cette substitution d'indemnité, il faut rejeter la prescription d'un an et admettre que la forclusion ne pourra être prononcée qu'après l'expiration de la prescription de droit commun.

Remarquons cependant que le droit à rente cesse du jour du nouveau mariage ou du jour de la cessation de résidence en France ; que dès lors, les annuités payées depuis cette date doivent compter dans le calcul des trois annuités ; que, par suite, si ces annuités ont continué d'être payées pendant plus de 3 ans depuis l'événement qui marquait leur suppression, le débiteur de la rente pourra demander, à titre de répétition de l'indû, le remboursement de ce qu'il aura payé en trop.

SECTION V. — Prescription.

L'action en revision peut être exercée pendant trois ans, mais il importe de rechercher à partir de quelle date part le délai, puisque l'observation de ce délai est une condition de la recevabilité de la demande et qu'en fait, c'est sur ce point que sont nées les plus grandes difficultés.

§ 1. — Ancien texte.

L'ancien article 19 portait que l'action en revision est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Sous l'empire de ce texte donnant ainsi ouverture au droit de revision

dans les deux hypothèses déterminées « d'accord intervenu » et de « décision définitive », des controverses s'étaient élevées.

Il avait été soutenu que la revision ayant pour objet d'augmenter ou de diminuer la rente, ne pouvait, en conséquence, être intentée qu'autant qu'une rente avait été primitivement allouée, car, d'une part, la victime ne peut invoquer l'aggravation de son infirmité permanente que si cette infirmité permanente a été reconnue par accord ou par justice (1), et, d'autre part, la rente seule qui correspond à l'incapacité permanente peut être révisée, puisque l'indemnité journalière qui correspond à l'incapacité temporaire, étant fixée à un taux uniforme et payée pendant une période rigoureusement déterminée, n'était susceptible ni d'augmentation, ni de diminution (2,) ni par suite de revision.

En conséquence, l'action en revision n'était pas ouverte quand l'action en rente avait été rejetée par le tribunal, parce que la victime n'était atteinte d'aucune incapacité permanente (3), ou quand, en conciliation devant le président, il avait été donné acte de l'accord des parties, pour reconnaître que la victime n'était atteinte d'aucune incapacité permanente (4).

De même, il avait été soutenu que l'action en revision était irrecevable, quand l'action en rente était prescrite ou avait été rejetée comme prescrite (5).

A l'appui de cette opinion, il était remarqué que le législateur, en édictant la courte prescription d'un an, avait voulu limiter la responsabilité du patron aux suites de l'accident qui se révéleraient dans un délai assez court pour que puisse être contrôlée la relation de l'infirmité avec l'accident ; par application des mêmes principes, il était soutenu que la revision ne pouvait pas être introduite à la suite d'un jugement de paix statuant sur l'indemnité journalière (6). En résumé, cette opinion n'admettait l'action en revision que si une rente avait été allouée, et la rejetait, au contraire, dans tous les cas où l'accident avait été réglé par le paiement de l'indemnité journalière (7).

(1) Paris, 3 décembre 1904, *Rec. spéc. acc. tr.*, janvier 05, p. 358 ; Cass. req., 27 juin 04, *Rev. jud.*, 04, p. 414.

(2) Paris, 7 mai 1904, *Rec. spéc. acc. tr.*, 1904, p. 22.

(3) Cass. req., 21 juillet 1904, *Rev.*, 1905, p. 38 ; Cass. civ., 27 juin 04, *Rev. jud.*, 1904, p. 414 ; Cass. req., 40 avril 05, *J. ass.*, 1^{er} novembre 05, p. 591.

(4) Rouen, 19 mars 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 339 ; Cass. req., 29 mars 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 238.

(5) Cass. req., 27 juin 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 309.

(6) Paris, 20 novembre 1903, *Rev.*, 4^e an.

(7) Cass. civ., 31 janvier 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 85.

Mais une autre opinion estimait, au contraire, que l'article 19 ne devait pas être entendu comme restreignant la faculté de revision, au cas où une rente était allouée ; par conséquent, l'action en revision ne devait pas être rejetée par cela seul que l'action en rente avait été repoussée, soit comme non fondée pour défaut d'incapacité permanente (1), soit comme non recevable comme prescrite (2), ou parce que devant le président, les parties avaient reconnu n'y avoir aucune infirmité permanente (3) ; et il était décidé que le seul paiement de l'indemnité journalière donnait, tout comme la rente, ouverture à la revision (4), cette action ayant pour but de permettre à la victime d'obtenir une indemnité correspondant à l'aggravation de son état, sans distinguer si son incapacité avait été, au jour du règlement, classée comme temporaire ou permanente.

Mais on admettait que le seul fait du paiement de l'indemnité journalière non plus que des frais médicaux ne suffisait point pour ouvrir le droit à revision (5) et qu'il était nécessaire, à raison des termes impératifs de l'article 19, qu'une « décision définitive », ou un « accord » soient intervenus au moment de ce paiement sur le règlement des conséquences de l'accident (6) et que le demandeur en revision devait prouver cet accord (7).

Cette deuxième opinion trouva un nouvel argument dans l'article 19 modifié, qui interprétant sur ce point le texte primitif (8) reconnaît que la revision n'était point subordonnée à l'existence d'une rente primitive, mais pouvait être introduite à la suite d'un règlement par l'indemnité journalière.

On s'était aussi demandé si l'action en revision était ouverte quand la

(1) Paris, 28 mai 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 320 ; Cass. civ., 13 février 1906, *J. ass.*, 1^{er} juin 1906, p. 284 ; Cass. civ., 5 mars 1907, *Rev. jud.*, 07, p. 241 ; Cass. civ., 8 mai 07, *Rev. jud.*, 08, p. 248.

(2) Douai, 30 novembre 1902, *Rec. spéc. acc. tr.*, 3^e an., p. 310 ; Grenoble, 11 février 04, *Rec. spéc.*, 04, p. 411 ; Paris, 11 juin 04, *Rec. spéc.*, 5^e an., p. 65 ; Cass. civ., 16 mai 05, *J. ass.*, 1^{er} janvier 05, p. 37.

(3) Cass. civ., 13 février 06, *Rev. jud.*, 06, p. 242.

(4) Cass. civ., 6 novembre 06, *Rev. jud.*, 07, p. 38 ; Cass. civ., 31 juillet 06, *Rev. jud.*, 07, p. 39.

(5) Cas. civ., 30 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 245.

(6) Cass. req., 21 juillet 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 38. ; Cass. civ., 29 mai 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 281 ; Cass. req., 20 décembre 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 60.

(7) Cass. civ., 30 mars 1903, *Rev. jud.*, 1903, 254.

(8) Cass. civ., 31 juillet 1906, *Rev. jud.*, 1907, p. 39 ; Cass. civ., 12 avril 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 190.

rente primitivement allouée avait été rachetée ; il avait été décidé que le rachat ne faisait pas obstacle à la revision et qu'au cas d'aggravation correspondant à l'augmentation de la rente, le patron ne devait que le supplément de la rente allouée (1).

§ 2. — Nouveau texte.

Le nouveau texte de la loi du 31 mars 1905 met fin à ces controverses, en stipulant d'abord que la demande en revision est ouverte à compter de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière s'il n'y a point eu attribution de rente.

Ainsi, il n'y a plus lieu de se préoccuper de savoir si une rente a été attribuée, ou si l'action en rente a été rejetée comme non fondée ou prescrite ; et d'autre part, au cas où la victime n'a obtenu qu'une indemnité journalière, il n'est plus exigé que le paiement de cette indemnité ait fait l'objet d'un accord ou même ait été effectué ; la revision est ouverte par cela seul que l'indemnité journalière a été due et cette indemnité est due par cela seul qu'il y a eu accident du travail assujetti à la loi de 1898 et que cet accident a été suivi d'une incapacité temporaire de plus de 4 jours.

Il n'y a pas, non plus, à distinguer si cette indemnité a été arrêtée par convention, par décision judiciaire (2) ou par le jeu de la loi à la date de la guérison ; il suffit, pour fixer le point de départ du délai de revision de rechercher la date à laquelle a pris ou devait prendre fin le service de l'indemnité journalière.

Mais nous pensons que l'action en revision ne serait pas ouverte au cas où l'accident n'aurait même pas donné lieu à indemnité journalière, comme ayant été suivi d'une incapacité de travail ayant duré moins de cinq jours, car le nouvel article 19 déclare la revision ouverte du jour où cesse d'être due l'indemnité journalière, ce qui suppose, sinon qu'elle a été servie, au moins qu'elle a été due (3).

D'autre part, au cas où l'incapacité primitive, seulement temporaire aurait été réglée par l'indemnité journalière, le droit à revision ne sera ouvert que si une incapacité permanente se révèle et non pas si, par l'effet d'une aggravation d'état, il apparaissait seulement une nouvelle incapacité temporaire, car l'article 19, § 2, soumettant la revision aux

(1) Trib. civ. Rouen, 9 avril 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e année, p. 77.

(2) Cass. civ., 29 mai 1906, *J. ass.*, 1^{er} janvier 1907 ; Cass. req., 10 février 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e année, p. 18.

(3) *Contra*, Loubat, n° 1771.

règles spéciales de procédure qui aboutissent et ne peuvent aboutir qu'à la fixation d'une rente, a marqué par là qu'il s'applique exclusivement aux incapacités permanentes qui seules donnent lieu à rente.

Le nouvel article 19 ajoute... soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital.

Cette dernière disposition tranche la difficulté née du rachat en laissant ouvert le droit à revision pour la victime comme pour le patron qui pourra, au cas où la rente primitivement allouée et rachetée serait diminuée, obtenir de la victime le remboursement de la portion de capital afférente à la partie de rente réduite (1).

Nous indiquerons seulement pour mémoire que ce nouveau texte n'était pas applicable rétroactivement (2).

Mais cette rédaction nouvelle n'a pas tranché toutes les difficultés et nous retrouvons sur l'interprétation de ce nouvel article quelques-unes des questions qui déjà s'étaient posées sous le texte primitif.

A. — ACCORD.

L'accord intervenu entre les parties qui donne ouverture à revision peut porter aussi bien sur le règlement des conséquences de l'accident, sans attribution de rente, qu'avec constitution de rente.

Mais l'accord pour donner ouverture à revision doit être régulier (3) ; s'il porte sur un règlement par la seule indemnité journalière, il pourra être valablement passé par les parties indépendamment de toute question de forme ; au contraire, s'il porte sur la rente, il devra être intervenu en suivant les formes spéciales édictées par la loi de 1898, c'est-à-dire qu'il devra être passé devant le président (4).

Mais au cas où la convention irrégulière serait déclarée nulle, le délai de prescription de l'action en indemnité recommencerait à courir conformément à l'article 30 du jour de la décision prononçant la nullité et et, par suite, le délai de revision se trouverait prorogé dans la même mesure, étant considéré comme n'ayant pas encore couru.

(1) Trib. civ. Seine, 24 décembre 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e ann., p. 327.

(2) Cass. civ., 12 août 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 490.

(3) Nancy, 30 novembre 1901, *Le Droit*, 28 janvier 1902.

(4) Cass. civ., 6 janvier 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 83.

B. — DÉCISION DÉFINITIVE.

L'ancien texte portait... soit à dater de la décision définitive ; le nouveau texte porte... soit de la décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Suivant nous, le législateur a voulu par ce changement de rédaction indiquer que le point de départ de la prescription ne devait pas, pour les décisions susceptibles d'appel, être fixé au jour même où était rendu le jugement (1) depuis devenu définitif, mais au jour où, le délai d'appel étant expiré, le jugement passait en force de chose jugée, c'est-à-dire trente jours seulement après la date où il a été statué (2) au cas où l'appel n'a pas été interjeté.

Mais il est nécessaire que la décision, pour servir de fondement à l'action en revision, ait acquis force de chose jugée au moment où est introduite l'action en revision ; dès lors, cette action serait irrecevable au cas où elle aurait été introduite alors que la décision sur laquelle elle se base est frappée d'appel, même si cette décision était devenue ultérieurement définitive par retrait d'appel, car la nullité initiale subsisterait (3).

Par application de cette même règle, il faut décider que, quand la décision définitive est un arrêt de défaut, la prescription ne part pas du jour où a été rendu l'arrêt, mais de l'expiration du délai d'opposition qui seule donne à l'arrêt l'autorité de la chose jugée.

D'autre part, comme nous avons vu que la décision doit être définitive pour servir de point de départ à l'action en revision, il suit que cet arrêt de défaut ne fera courir le délai que s'il est définitif ; en conséquence, si la décision par défaut contre partie qui n'a pas constitué avoué n'a été signifiée à personne conformément aux articles 158 et 159 du code de procédure civile ou n'a pas été exécutée, elle n'est pas devenue définitive et par suite n'a pas fait courir le délai de revision (4).

Enfin, nous devons signaler que l'action en revision ayant pour but de parer à une situation nouvelle créée par une aggravation ou une atténuation depuis l'état constaté par le règlement, l'accord ou la décision définitive ne peut être introduite quand le blessé est encore dans le délai pour intenter son action en fixation de rente (5).

(1) *Contra*, Toulouse, 2 mars 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e ann., p. 27 ; Cass. civ., 29 mars 1906, *J. ass.*, 1^{er} janvier 1907.

(2) Paris, 4^{er} décembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., p. 306.

(3) Douai, 6 juil. 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 53.

(4) Amiens, 23 déc. 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e an., 464.

(5) Paris, 10 avril 1902, *Rec. spéc.*, 1902, 15.

§ 3. — Caractère du délai.

A. — RENONCIATION DE PRESCRIPTION ACQUISE

Les parties peuvent-elles, la prescription de trois ans étant acquise, procéder d'accord à la revision ?

Il a été soutenu que le délai de trois ans, imparti pour la revision, ne constitue pas une prescription, car à la différence de l'article 18, qui déclare formellement que l'action en indemnité « se prescrit », l'article 19 porte que l'action en revision « est ouverte » pendant trois ans, et d'autre part, ajoute au § 5 « au cours des trois années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en revision », marquant ainsi par ces formules qu'il ne s'agit point d'une prescription à laquelle il est possible de renoncer conformément aux principes généraux de droit, mais d'un délai fatal, rigoureux et absolu, au delà duquel l'action en revision ne peut être exercée (1).

Mais nous pensons, au contraire, que l'article 19, en instituant le délai de trois ans, a bien établi une véritable prescription, puisqu'en effet, après avoir posé en principe le droit pour les parties de faire subir à l'indemnité les mêmes variations que subit l'incapacité, il soumet l'exercice de ce droit à un délai de trois ans, tout comme l'article 18 soumettait au délai d'un an l'exercice de l'action en indemnité.

D'ailleurs, un délai fatal, inéluctable, ne se justifierait, à défaut de texte formel, que si l'ordre public était en jeu ; mais en notre matière, la loi a seulement réglé des intérêts particuliers, et on comprendrait mal qu'une partie ne puisse renoncer, non pas au bénéfice d'une indemnité légalement prévue, mais à se prévaloir d'un simple moyen de procédure paralysant l'application de la loi.

Dès lors, les parties peuvent, suivant nous, renoncer à la prescription acquise, et procéder d'accord à la revision après l'expiration du délai de trois ans (2).

Il a été proposé de distinguer, suivant que la modification dans l'état du blessé se serait produite avant ou après l'expiration du délai de trois ans, et de n'admettre la renonciation que dans le premier cas (3).

Cette distinction nous paraît devoir être retenue, car nous avons précédemment montré que la demande en revision n'était recevable que si la

(1) Paris, 12 juin 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., 61.

(2) Nancy, 3 mars 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., 68.

(3) Trib. civ. Seine, 11 nov. 07, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 327, réformé par Paris, 12 juin 08.

modification d'état s'était produite avant l'expiration du délai de revision.

Or, si les parties peuvent, quand l'état s'est modifié dans les trois ans, renoncer à la prescription, c'est parce que celle-ci ne fait que paralyser l'exercice d'un droit qui est né ; au contraire, quand la modification d'état s'est produite après le délai de trois ans, le droit à revision n'est pas né, et la convention qui autoriserait quand même la revision donnerait ainsi naissance à une obligation nouvelle non inscrite dans la loi et serait comme telle frappée de nullité (art. 30).

Nous pensons, que le juge ne peut d'office soulever l'exception de prescription (1), sauf au cas où la modification d'état se serait produite après le délai de trois ans.

B. — RENONCIATION A PRESCRIPTION NON ACQUISE.

Mais, au contraire, nous pensons que les parties ne pourraient par avance modifier le délai de prescription imparti pour la revision, car alors il y aurait convention frappée de nullité par l'article 30 comme étant contraire aux dispositions de la loi, dont le but est de garantir aux ouvriers comme aux patrons le libre exercice des droits qui leur sont concédés.

C. — INTERRUPTION DU DÉLAI.

La prescription de 3 ans pour l'action en revision, même de que la prescription d'un an pour la prescription de l'action en indemnité, a été édictée dans le but de régler promptement les conséquences des accidents du travail ; le législateur ayant voulu que, dans le délai par lui déterminé, les parties puissent considérer leur situation comme définitivement liquidée, il suit que les causes de droit commun d'interruption ou de suspension doivent être écartées en notre matière comme elles l'ont été pour la prescription de l'action en indemnité et par les mêmes motifs auxquels nous renvoyons. C'est ainsi que le délai de revision n'est ni suspendu ni interrompu par la minorité (2), ni par l'incertitude sur l'état qui ne se révèle qu'après l'expiration du délai de 3 ans (3).

D'autre part, les causes d'interruption spéciales à notre matière ont été limitativement prévues par l'article 19.

Dès lors, il faut dire que le délai de prescription n'est pas interrompu

(1) *Contra*, Sachet, p. 1373 bis.

(2) Trib. civ. Lorient, 10 mai 1904, *Rec. spéc. acc. tr.*, 5^e ann., p. 76.

(3) Cass. req., 1^{er} juillet 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e ann., p. 199.

par l'enquête à laquelle il serait procédé par le juge de paix (1) et décider également que les revisions qui peuvent se succéder au cours des trois ans (2), à condition que la décision sur la demande précédente soit devenue définitive (3), n'ont pas pour effet de proroger le délai (4) qui part, soit du jour où l'indemnité temporaire a cessé d'être due, soit du jour de l'accord, soit du jour de la décision passée en force de chose jugée.

La déclaration de revision faite au greffe interrompt incontestablement la prescription (5) puisque l'article 19 déclare expressément que cette déclaration met en mouvement la procédure spéciale organisée pour la revision ; de plus, cette déclaration émanant de la partie montre sa volonté de poursuivre l'exercice de son droit.

De même que nous l'avons admis pour l'action en indemnité, nous reconnaissons l'effet interruptif à la non conciliation devant le président, à la condition que les parties aient comparu et qu'elle soit suivie dans le mois d'une assignation.

Nous pensons également que l'assignation qui serait délivrée alors que la tentative de conciliation n'a pas eu lieu, aurait pour effet d'interrompre la prescription, le tribunal devant en ce cas surseoir à statuer jusqu'à ce que les formalités préliminaires aient été remplies ; cette observation est d'ailleurs purement théorique, puisque nous avons reconnu l'effet interruptif à la déclaration au greffe, et que cette déclaration précédant nécessairement la comparution devant le président, il devient sans intérêt pratique de savoir si et à quelles conditions cette dernière formalité interrompt elle aussi la prescription, sauf cependant les observations ultérieures sur la durée du nouveau délai.

Mais comme nous l'avons indiqué ci-dessus, nous pensons que l'assignation qui n'aurait pas été précédée de la déclaration au greffe, serait nulle en la forme et par suite n'interromprait pas la prescription.

D. — Demande reconventionnelle.

Nous savons que l'acte interruptif ne profite qu'à la partie qui l'accomplit : par conséquent, seule, la partie qui dans les délais aura inter-

(1) Paris, 3 nov. 1908, *Rev. jud.*, 1909, p. 23.

(2) Cass. req., 9 janv. 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 223.

(3) Bordeaux, 21 nov. 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e ann., 112 ; trib. civ. St-Etienne, 25 janvier 1910, *Rec. spéc.*, 10^e ann., p. 470.

(4) Cass. req., 10 fév. 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e ann., p. 48.

(5) Cass. req., 3 mars 1909, *Rec. spéc.*, 10^e ann., p. 59.

rompu la prescription et introduit l'instance, sera fondée à poursuivre la revision.

Il a cependant été soutenu que sur la demande de revision formée par une partie, l'autre partie peut valablement, alors même que sont expirés les délais, former sa demande, par voie de simples conclusions reconventionnelles.

Cette opinion représente que la demande en revision a pour effet de saisir le tribunal du procès dans son intégralité et lui permet, par suite, d'allouer la rente que comporte exactement l'état du blessé, sans tenir compte exclusivement de la demande qui a été formée, puisque la détermination de la rente est d'ordre public ; elle ajoute qu'au surplus il suffit qu'une seule déclaration en revision ait été faite, puisque celle-ci a abouti à la tentative de conciliation qui, ayant été suivie de non conciliation, ne saurait être utilement reprise une seconde fois, entre les mêmes parties, sur une seconde déclaration ; qu'enfin aucun argument ne peut être tiré de ce qu'en droit commun, l'acte interruptif ne profite qu'à son auteur, parce que notre matière est exceptionnelle du droit commun (1).

Mais nous pensons que les raisons ci-dessus invoquées ne peuvent être retenues.

Le tribunal, dit-on, doit nécessairement allouer la rente correspondant à l'état du blessé, cette fixation étant d'ordre public.

Or précisément, il nous paraît que cet argument repose sur une confusion, car il ne s'agit pas de l'allocation de l'indemnité, exercice d'un droit au bénéfice duquel les parties ne peuvent renoncer et qui est garanti par une procédure qui se déroule fatalement en dehors de leur intervention, mais d'une revision d'allocation, simple faculté, dont l'exercice est laissé à l'appréciation des parties et réservé à leur initiative.

De sorte que le tribunal peut, sans heurter notre texte et en se conformant au contraire aux principes généraux, statuer seulement sur la demande dont il est saisi, l'autre partie ayant renoncé à l'exercice de la faculté qui lui était réservée en n'interrompant point la prescription dans les délais utiles.

De plus, nous avons toujours décidé que le droit commun devait trouver en notre matière son application chaque fois qu'une disposition spéciale ne l'avait point écarté ; or, notre texte, ne contenant aucune dérogation, ne permet pas de soutenir que contrairement au droit com-

(1) Paris, 10 déc. 1907, *Rec. spéc.*, 8^e année, p. 314 ; Douai, 16 fév. 1909, *Rec. spéc.*, 9^e année, p. 464.

mun l'interruption de prescription émanant d'une partie profite à l'autre et la relève des forclusions qu'elle a encourues par son inertie ; par conséquent, s'il est admis que le défendeur peut introduire une demande reconventionnelle en revision par voie de simples conclusions il faut alors décider que cette demande ne sera recevable qu'au cas où la prescription n'est pas acquise au jour où est formée cette demande (1).

Car il est de principe que la demande reconventionnelle ne remonte pas quant à sa date et à ses effets au jour de l'action principale.

Mais le défendeur peut-il saisir le tribunal par une demande reconventionnelle ? Ou faut-il dire qu'il ne peut introduire sa demande qu'en faisant comme le demandeur, une déclaration au greffe ?

Nous avons vu, en étudiant le mécanisme de l'action en indemnité, que la tentative de conciliation tenait lieu en notre matière du préliminaire de conciliation de droit commun.

Si, lorsqu'il s'agit de revision, nous estimons que l'assignation, pour être régulière en la forme, doit être précédée de la déclaration au greffe, c'est que nous considérons que cette formalité, qui aboutit à la tentative de conciliation tient lieu de l'appel ou de la citation en conciliation en marquant la volonté de son auteur, de sorte que, suivant nous, la procédure de l'article 19 est manifestement inspirée de celle édictée par l'article 48 du code procédure civile qui soumet toute demande au préliminaire de conciliation.

Or, l'article 337 du code procédure civile apporte précisément une exception au principe formulé par l'article 48 du code procédure civile, en autorisant le défendeur à former une demande reconventionnelle qui est dispensée du préliminaire de conciliation.

Par application de cette règle, nous pensons qu'il faut décider que le défendeur en revision peut introduire une demande reconventionnelle qui a pour effet de le dispenser de la déclaration au greffe et de la conciliation préliminaire de l'article 19 qui, en notre matière, remplace l'article 48 du code de procédure civile.

§ 4. — Nouveau délai.

Nous avons admis que les parties pouvaient renoncer à la prescription acquise : dans ce cas, cette renonciation a pour effet d'interrompre la prescription. Nous pensons que le nouveau délai qui commence à courir

(1) Grenoble, 19 fév. 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, 30 ; trib. civ. Seine, 12 déc. 1904, *Rec. spéc.*, 5^e an., 318 ; Paris, 12 mai 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 373.

à partir de cet acte interruptif sera de trois ans, parce que la reconnaissance passée ne donne pas une base juridique nouvelle à l'action qui reste régie par la loi de 1898.

La question est plus délicate en ce qui concerne l'effet interruptif attribué à la déclaration au greffe.

Il a été soutenu que cette déclaration a la valeur d'un acte introductif d'instance (1).

Si cette opinion était admise, il faudrait admettre par voie de conséquence que le nouveau délai serait celui de la prescription d'instance, soit de trente ans, sauf l'effet de la péremption.

Mais nous pensons que la déclaration au greffe ne peut être considérée comme introductive d'instance, car elle ne peut valoir tout au plus que comme appel ou citation en conciliation. Nous avons montré en étudiant la prescription de l'action en indemnité, que seule l'assignation introduit l'instance et nous ne pouvons que reprendre ici les mêmes arguments.

On ne saurait prétendre qu'en accordant à la déclaration l'effet interruptif, nous reconnaissons par là qu'elle constitue au même titre que l'assignation un acte introductif d'instance, car c'est en vertu d'une disposition spéciale de l'article 19 et non à raison de sa nature que la déclaration au greffe entraîne l'interruption de la prescription.

Par suite, le nouveau délai qui commencera à courir après la déclaration au greffe sera celui de trois ans, prévu par l'article 19, qui reste la base et le fondement de l'action.

Au contraire, quand le tribunal a été saisi par une assignation, la nouvelle prescription est celle de l'instance, c'est-à-dire de trente ans, si la péremption n'est demandée.

En ce qui concerne le calcul du délai de trois ans, il convient d'appliquer les règles que nous avons précédemment exposées pour calculer le délai d'un an de l'action en indemnité.

(1) Cass. req., 3 mars 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 40^e année, p. 59.

CHAPITRE IV

ACTION EN CONVERSION

SECTION I. — Formes de la demande.

Nous avons indiqué, en étudiant la compétence du tribunal en chambre du conseil, les motifs pour lesquels nous estimons que la demande en conversion du quart de la rente en capital ou en rente viagère reversible sur la tête du conjoint prévue par l'article 9, doit être formée non par requête, mais par assignation.

Nous avons également, en examinant par qui le tribunal en chambre du conseil devait être saisi, montré que cette assignation ne peut être valablement délivrée, qu'à la requête de la victime elle-même, les représentants de l'ouvrier n'étant pas fondés à se prévaloir des dispositions de l'article 9 ; enfin, nous avons admis que cette action pouvait être dirigée soit contre le patron, soit contre l'assureur substitué au patron par la décision qui alloue la rente, soit contre la caisse nationale, au cas où le débiteur de la rente lui aurait versé le capital constitutif de la rente, ou au cas d'insolvabilité du débiteur de la rente.

Nous ne pouvons que confirmer ces règles, dont nous avons placé l'étude au titre de la compétence, afin de dégager les attributions du tribunal.

Mais, l'assignation introductive de l'instance doit-elle être précédée du préliminaire de conciliation, conformément aux règles du droit commun formulées par l'article 48 du code de procédure civile, ou aux règles posées par les articles 16 et 19 de notre loi, qui, pour la fixation de la rente, font précéder l'action devant le tribunal de la tentative de conciliation devant le président ?

Il faut remarquer que l'article 9, § 3, en stipulant que le tribunal

en chambre du conseil statuera sur les demandes en conversion, crée une procédure spéciale et exclut toute autre compétence ; dès lors, cette disposition doit être considérée comme portant dérogation à la règle générale formulée par l'article 48 du code de procédure civile, et échappant aux règles spéciales des articles 16 et 19, qui ne pourraient d'ailleurs recevoir leur application, puisque le juge, devant lequel serait portée la conciliation, serait incompétent pour donner acte de l'accord intervenu.

SECTION II. — Prescription.

L'article 9 porte que la demande en conversion peut être formée lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, et l'article 19 § 7 stipule que la demande doit être introduite devant le tribunal, au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

Il résulte très clairement de ces dispositions, que l'assignation en conversion ne peut être lancée avant l'expiration du délai de revision que nous avons précisé dans le chapitre précédent, mais qu'elle doit, au plus tard, être délivrée dans le mois qui suit l'expiration de ce délai.

Ces règles trouveront sans difficulté leur application, quand la revision n'aura pas été exercée, ou aura reçu sa solution au moment même où expire le délai de revision ; car alors le demandeur aura un mois utile pour former sa demande.

Mais il se peut qu'au moment même où prend fin le délai de revision, une instance en revision précédemment introduite soit encore en cours, et que, dès lors, dans le mois qui suit l'expiration de ce délai, la rente n'ait pas été définitivement réglée.

Or, d'une part, l'article 19, § 7, porte que la demande en conversion doit être formée dans le mois qui suit l'expiration du délai de revision; et, d'autre part, l'article 9 stipule que la demande ne peut être introduite qu'après le règlement définitif de la rente viagère, et ce règlement définitif n'aura lieu qu'au moment où sera solutionnée l'instance en revision, c'est-à-dire à une époque où le délai d'un mois après l'expiration du délai de revision sera écoulé !

Que faut-il donc décider ?

Nous pensons que, malgré une contradiction apparente, les textes cités ont réglé deux situations différentes :

L'article 19, § 7, vise le cas où aucune action en revision n'est pen-

dante au jour de l'expiration du délai de revision et a seulement pour but en fixant un délai dans lequel l'action devra être intentée, de ne pas laisser la victime « indéfiniment maîtresse de faire valoir la faculté que lui réserve l'article 9 » (1) ;

L'article 9, au contraire, formulant le principe général que la demande en conversion ne peut être formée qu'après le règlement définitif de la rente viagère, s'applique à tous les cas, notamment à celui où, même après le délai de revision expiré, l'action en revision n'étant pas encore solutionnée, la rente n'a pas été définitivement fixée.

Dès lors, dans notre hypothèse, l'action en conversion devra être intentée après la décision définitive sur la revision, conformément à l'article 9, et, par analogie avec les dispositions de l'article 19, § 7, elle devra être introduite dans le délai d'un mois à partir de cette décision définitive.

Mais une nouvelle difficulté surgit. Nous savons, en effet, que le délai pour interjeter appel est de 30 jours ; le jugement rendu sur la demande en revision ne deviendra donc définitif que si, dans le délai de 30 jours, il n'a pas été interjeté appel.

Or, la victime qui ne peut connaître par avance le parti que prendra sur l'appel son adversaire au procès, ne saura, qu'à la fin du trentième jour, si la décision est définitive ; mais, précisément, à la fin de ce trentième jour, expire le délai qui lui est imparti pour former sa demande en conversion ? Sera-t-elle donc forclosée ? Ce résultat ne saurait être admis, et il faut décider que le délai pour la demande en conversion commencera à courir seulement le jour où la décision sur la revision sera devenue définitive, c'est-à-dire après l'expiration du délai d'appel si, considérée ainsi que nous l'avons proposé comme demande indéterminée, elle est en premier ressort, ou du jour où il y a été acquiescé (2).

Le délai d'un mois est franc ; il se calcule de quantième à quantième sans qu'il y ait lieu de défalquer les jours fériés ; le *dies a quo* ne compte pas, et la formule employée par le texte étant inclusive, le dernier jour du délai est le dernier jour utile. Ce délai ne peut être interrompu notamment par des démarches faites pour obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire (3).

Les parties ne peuvent, par avance, renoncer à ce délai ou le modi-

(1) 3^e rapp. supplém. de M. le sénateur Chovet du 17 mars 1904, p. 167.

(2) Paris, 1^{er} décembre 1908, *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e année, p. 306.

(3) Paris, 31 décembre 1907, *Rec. spéc. acc. tr.*, 8^e année, p. 366.

fier, car elles feraient alors une convention contraire aux dispositions de la loi, et, comme telle, frappée de nullité ; mais nous pensons, au contraire, que le défendeur peut renoncer à se prévaloir de la prescription acquise, pour les mêmes motifs qui nous ont fait admettre la possibilité à renoncer à la prescription acquise de l'action en revision.

CHAPITRE V

ACTION EN PAIEMENT DE FRAIS DE MALADIE

Nous n'entrerons pas ici dans la discussion de l'étendue des frais médicaux, ni de l'application du tarif du 30 septembre 1905, cette importante question étant étrangère au sujet limité que nous traitons, et nous bornerons notre étude à la procédure par laquelle le paiement des frais de maladie peut être poursuivi.

SECTION I. — Ancien et nouvel article 4.

Nous devons cependant rappeler d'abord, ces points devant nécessairement être précisés pour la clarté de nos observations, que les frais médicaux et pharmaceutiques sont mis en principe à la charge exclusive du chef d'entreprise ; mais que la victime a le droit de choisir son médecin (art. 4, § 2), et que, dans ce cas, la loi limite l'étendue des obligations mises à la charge du patron (1).

L'ancien article 4, après avoir posé ces principes, précisait que les frais médicaux seraient fixés par le juge de paix, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

Mais d'une part, ces tarifs n'existaient pas dans tous les départements, et, d'autre part, ceux qui existaient présentaient entre eux de sensibles différences ; quelques-uns même furent relevés spécialement pour la catégorie des accidentés du travail ; il était nécessaire, dès lors, d'apporter dans le calcul de ces frais l'uniformité, afin de tarir les discussions.

Aussi, la loi du 31 mars 1905, tout en conservant les doubles prin-

(1) Rapport Mirman, 14 mai 1901, p. 342 ; Circ. min. com., 3 mai 05.

cipes du libre choix et de la tarification des frais mis à la charge du patron, substitua aux tarifs départementaux un tarif légal unique, promulgué le 30 septembre 1905.

D'autre part, l'ancien article 4 ne parlait point des frais d'hospitalisation; il avait alors été décidé qu'ils devaient être supportés par le patron tenu des frais médicaux, mais seulement pour partie, car il avait été observé que le prix de journée établi par les établissements hospitaliers comportait deux éléments : l'un concernant les frais médicaux et pharmaceutiques, et l'autre les frais de séjour, nourriture et entretien, pour lesquels le patron payait déjà à la victime l'indemnité journalière.

Dès lors, la jurisprudence avait admis qu'une ventilation devait être faite dans le prix d'hospitalisation, le patron supportant seulement la partie afférente aux soins médicaux et pharmaceutiques, et la victime gardant à sa charge la partie du prix représentant les frais de séjour, nourriture et entretien, pour lesquels elle recevait déjà du patron l'indemnité journalière (1).

Sous l'empire de ce texte, la victime n'avait donc action contre le patron que pour obtenir paiement de la portion de prix relative aux soins médicaux et pharmaceutiques, dont l'étendue était déterminée par les tribunaux, soit par évaluation, soit d'après les éléments de calcul fournis par la commission administrative des hôpitaux.

Le nouvel article 4 fit disparaître cette distinction, source de difficultés, en décidant que le patron doit en outre de l'indemnité journalière la totalité des frais d'hospitalisation et en spécifiant que ces frais ne pourront, tout compris, dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majorés de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Ainsi se retrouve dans le nouveau texte comme dans l'ancien, à côté de l'obligation du patron de payer les frais médicaux, la limitation de ces frais soumis à un tarif quand la victime a fait choix du médecin ou de l'hôpital.

SECTION II. — Action de la victime.

Nous devons de plus rappeler que le patron ne conserve à sa charge les frais de maladie que jusqu'au jour où cesse d'être due l'indemnité journalière (2), c'est-à-dire comme nous l'avons montré dans un précédent chapitre, jusqu'au jour de la consolidation.

(1) Rouen, 6 fév. 01, *Rev. jud.*, 01, p. 350.

(2) Cass. req., 26 oct. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 73.

Sans discuter la durée que la jurisprudence attribue ainsi à l'obligation du patron de payer les frais médicaux, et sans examiner la portée du tarif du 30 septembre 1905 ni les nombreuses difficultés que soulève son application, nous dirons que, dans les limites ci-dessus rappelées pour mémoire, la victime est fondée à poursuivre contre le patron le paiement de ces frais.

Nous devons d'ailleurs remarquer que cette action de la victime contre le patron en paiement de frais médicaux ne se conçoit que si la victime a elle-même choisi son médecin, car, dans ce cas seul, la victime est elle-même débitrice envers le médecin; si, en effet, les soins lui ont été donnés par le médecin du patron, la victime n'a pas d'action contre le patron puisque le médecin traitant, à défaut de lien de droit, n'a sur elle aucune créance.

La victime a donc une action contre son patron quand elle a fait choix de son médecin.

Mais, indépendamment de la double limite de la tarification résultant du texte, et de la durée des soins résultant de la jurisprudence, cette action est encore restreinte aux frais de traitement « nécessaires ».

C'est ainsi que la victime qui, acceptant de recevoir les soins du médecin du patron, se fait en même temps visiter par un médecin de son choix, ne peut réclamer au patron les honoraires dus à ce second médecin pour toute la période pendant laquelle le premier médecin a été admis à fournir ses soins (1).

L'action de la victime est également restreinte aux frais de traitement proprement dits; elle ne s'étend pas au remboursement des frais de radiographie (2), ni des frais d'hôtel, à moins qu'ils n'aient été occasionnés par le traitement (3), ni du prix d'achat ou d'entretien d'un appareil orthopédique qui n'a point été prescrit pour amener la guérison ou la consolidation (4), c'est-à-dire qui ne fait pas partie du traitement, car en servant la rente qui est basée sur l'état d'incapacité du blessé évalué sans appareil le patron satisfait à la réparation forfaitaire qui lui est imposée (5).

Mais, au contraire, l'article 4 donne à la victime une action contre

(1) Justice paix Nantes, 23 février 1903, *Rec. spéc.*, 3^e ann., p. 31; justice paix Bordeaux, 17 mai 1906, *Rec. spéc.*, 7^e an., p. 233; justice paix Lyon, 23 déc. 1908, *Rec. spéc.*, 9^e ann., p. 436.

(2) Trib. civ. Seine, 25 mars 1910, *Rec. spéc.*, 11^e ann., p. 28.

(3) Limoges, 8 fév. 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 223.

(4) Cass. req., 19 juillet 1905, *Rev. jud.*, 1906, p. 62.

(5) Cass. civ., 25 juin 1902, *Rev. jud.*, 02, p. 224.

son patron pour obtenir paiement des frais d'un traitement thermal (1) et plus généralement de tous soins prescrits, ainsi que des frais de déplacement nécessités par ces soins (2) à moins que la victime n'ait choisi, sans motif, un médecin étranger à sa localité (3).

Les mêmes observations s'appliquent *mutatis mutandis*, aux frais pharmaceutiques : notamment l'action du blessé ne s'étend pas au paiement des médicaments fournis par deux pharmaciens à la fois (4) ni au delà du tarif prévu par l'article 4 (5).

L'action du blessé a sa base dans l'article 4 de notre loi ; quant à sa forme, la citation reste soumise aux règles de droit commun ; elle doit toujours, suivant nous, être précédée du préliminaire de conciliation, sauf le cas très exceptionnel où elle en pourrait être dispensée à raison de l'urgence, par exemple au cas où une opération urgente nécessiterait des frais immédiats.

Nous mentionnerons en terminant que les ayants droit de la victime ont, dans la même mesure que leur auteur, une action contre le patron en paiement des frais de maladie.

De plus, conformément à l'article 4, ils peuvent actionner le patron en paiement des frais funéraires jusqu'à concurrence de 100 francs.

Enfin, nous rappellerons qu'au cas où, usant de la faculté qui lui est accordée, le patron a affilié son ouvrier à une société de secours mutuels, dans les conditions prévues par l'article 5, la société supporte, à la place du patron, les frais de maladie pendant la période portée aux statuts. Pour cette période, le blessé soigné par le médecin de la société de secours mutuels, perd la faculté de choisir son médecin, et n'a contre son patron aucune action en paiement des frais de maladie.

SECTION III. — Action du médecin et du pharmacien

L'action que peut exercer le médecin ou pharmacien varie suivant qu'il a été choisi par le patron ou par la victime : aussi cette distinction domine toute la matière.

(1) Trib. civ. Vienne, 13 juillet 1901, *Rec. spéc.*, 1901, p. 195.

(2) Justice paix, 13 déc. 1906, *Jurisl.*, sous article 4, fich. cour. 54.

(3) Justice paix Lagny, 17 mars 1906, *Rec. spéc.*, 7^e ann., p. 43 ; trib. civ. Gex, 25 mars 1908, *Jurisl.*, sous article 4, fich. cour. 265.

(4) Trib. civ. Bordeaux, 11 juin 1906, *Rec. spéc.*, 7^e ann., p. 460.

(5) Justice paix Roubaix, 8 oct. 1907, *Rec. spéc.*, 8^e ann., p. 229.

§ 1. — Médecin choisi par le blessé

A. — ACTION CONTRE LE PATRON

Nous avons rappelé ci-dessus que la victime peut choisir son médecin, et qu'en ce cas le patron est tenu au paiement des frais médicaux conformément au tarif du 30 septembre 1905.

1^{re} Action du médecin.

Mais l'article 4 primitif ne contenait aucune disposition relative à l'action des médecins, et, dès lors, on s'était demandé s'ils étaient fondés à poursuivre, contre le patron, le paiement de leurs honoraires.

Une opinion soutenait que, dans le silence du texte, on ne pouvait reconnaître au médecin aucune action contre le patron, à raison de la loi de 1898 ; que l'article 4 pouvait bien être la base d'une action attribuée à la victime, créancière des frais médicaux, contre le patron, mais ne pouvait servir de fondement à l'action du médecin puisque ce médecin, choisi par la victime, restait étranger au patron contre lequel il ne pouvait invoquer aucun lien de droit ;

Que d'autre part l'action du médecin ne pouvait non plus trouver sa base dans aucune disposition de droit commun, car en effet, si, aux termes de l'article 1166 du code civil, les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, le médecin ne peut cependant se prévaloir au regard du patron de la créance qu'il possède contre la victime sa débitrice, car ce même article 1166 du code civil excepte de la règle qu'il a ainsi posée, l'exercice des droits qui sont exclusivement attachés à la personne (1) ; or, disait-on, le droit aux frais médicaux est attaché à la personne du blessé, puisque l'article 15 (primitif), qui régit l'action en paiement de ces frais, ne vise expressément que les contestations entre les victimes d'accident et le chef d'entreprise ; de sorte que le médecin choisi par la victime était sans action contre le patron.

Une seconde opinion estimait, au contraire, que le médecin du blessé possédait, en vertu de la loi de 1898, une action contre le patron. parce que, d'une part, l'article 4 mettait à la charge du patron les frais médicaux, et que, d'autre part, l'article 15 ne pouvait être interprété comme s'appliquant limitativement et exclusivement aux contestations entre blessés et patrons puisque, indépendamment des frais de maladie et de

(1) Trib. civ., Seine, 27 mars 1903, *Rec. spéc.*, 4^e année, p. 66.

l'indemnité temporaire, il prévoyait aussi les litiges relatifs aux frais funéraires qui, bien entendu, ne pouvant être réclamés par la victime elle-même, mettaient nécessairement un tiers en présence du patron (1) ; enfin, ajoutait-on, l'action du médecin trouvait sa base dans la loi de 1898 (2), puisqu'elle était née de l'accident du travail (3).

L'article 4, modifié par la loi du 31 mars 1905, met fin à ces divergences d'appréciation, en déclarant expressément (§ 4) que les médecins et pharmaciens peuvent actionner directement le chef d'entreprise.

Par suite, le médecin agit en vertu d'un droit qui lui est propre, et qui a sa base dans l'article 4 de la loi de 1898 : il suit, comme nous l'avons indiqué dans un chapitre précédent, que son action est soumise aux règles spéciales de compétence prévues à l'article 15.

Mais conformément à l'article 4, l'action du médecin ne porte que sur les frais établis conformément au tarif ; et conformément à la jurisprudence, que sur les soins donnés jusqu'à la date de la consolidation.

Il a été soutenu en outre que l'action du médecin est irrecevable quand elle est intentée après qu'une ordonnance de conciliation ou une décision judiciaire ont fixé la rente due à la victime parce que, d'une part, le médecin ne peut avoir plus de droits que la victime et que, d'autre part, il est de jurisprudence que le procès devant le tribunal ou l'arrangement en conciliation mettent fin à toute revendication de la part du blessé en ce qui touche les frais médicaux et pharmaceutiques (4).

Mais cette opinion nous paraît reposer sur une double erreur :

D'abord, il semble incontestable qu'à raison du nouveau § 4 de l'article 4, les médecins ont une action personnelle contre le patron et n'agissent pas comme exerçant le droit de la victime, leur débitrice.

Ensuite, s'il est admis que les frais médicaux ne sont dus que jusqu'à la consolidation qui, en fait, coïncide le plus souvent avec la date de l'ordonnance de conciliation, il ne s'ensuit pas que le médecin se trouve forclos à ce jour pour exercer son action, mais seulement que son action ne pourra porter que sur les frais arrêtés au jour de la consolidation.

(1) Cass. req., 13 juillet 1903, *Rec. spéc.*, 3^e an., p. 167.

(2) Cass. civ., 24 mai 1905, *Journ. ass.*, 1^{er} fév. 1906.

(3) Nancy, 9 janv. 1904, *Rec. spéc.*, 4^e année, p. 25.

(4) J. paix. Saint-Denis, 21 septembre 1906, *Rec. spéc.*, 7^e ann., p. 279.

2° *Action du pharmacien.*

Toutes les règles ci-dessus posées, s'appliquent également à l'action du pharmacien (1).

3° *Action du masseur.*

Des difficultés se sont élevées relativement aux frais de massage ; nous signalerons seulement, ne pouvant entrer dans la discussion du tarif du 30 septembre 1905, que la jurisprudence, après avoir réservé au médecin traitant (2) ou au moins au médecin diplômé (3), l'action contre le patron pour obtenir paiement des frais de massage, et refusé toute action au masseur non médecin, semble, par suite d'évolution, admettre que le masseur possède au même titre que le médecin une action directe contre le patron, mais à la triple condition toutefois que les massages auront été faits : 1° sur ordonnance du médecin ; 2° pendant la période qui précède la consolidation (4) ; 3° et seront cotés au taux prévu par le tarif (5) ; même avec cette restriction, cette interprétation qui se justifie en équité paraît en droit inconciliable avec le texte même qui vise les massages faits par le médecin traitant, article 10, § A, n° 7 et § B, n° 10.

B. — ACTION CONTRE LA VICTIME

A défaut de réglementation spéciale prévue par l'article 4, l'action du médecin contre la victime qui l'a choisi reste soumise aux règles de droit commun.

Elle ne trouve pas sa base dans la loi de 1898 et échappe, par conséquent, aux règles de compétence posées par l'article 15.

De plus elle ne se trouve pas limitée dans son objet par les tarifs prévus à l'article 4, puisque le patron seul peut opposer au médecin cette tarification : il suit que le médecin a une action contre la victime qui l'a choisi pour obtenir paiement, soit de la totalité de ses honoraires, calculés conformément au droit commun et sans aucune préoccupation du

(1) Rouen, 7 décembre 07, *Rec. spéc.*, 8° ann., p. 373 ; trib. civ. Bordeaux, 11 juin 06, *Rec. spéc.*, 7° ann., p. 460.

(2) Paris, 26 janvier 1909, *Rec. spéc.*, 9° ann., p. 407 ; trib. civ. Seine, 23 mars 07, *Rec. spéc.*, 8° an., p. 4.

(3) Trib. civ. Seine, 27 juin 08, *Rec. spéc.*, 9° an., p. 176.

(4) Trib. civ. Lille, 21 septembre 06, *Rec. spéc.*, 7° an., p. 320.

(5) Cass. req., 21 décembre 1909, *Rec. spéc.*, 10° an., p. 457. Cette décision laisse subsister la question de recevabilité de l'action du masseur contre le patron, le juge n'ayant été saisi que de la question du taux de frais de massage.

tarif du 30 septembre 1905, soit pour lui réclamer, en plus des frais tarifés qui lui ont été payés par le patron, une somme complémentaire représentant la différence entre les honoraires calculés suivant le tarif et les honoraires calculés comme en matière ordinaire, même pour une période postérieure à la consolidation.

Le masseur choisi par la victime aura également contre cette dernière une action en paiement pour ses frais, sans qu'il y ait lieu de distinguer si les massages ont été faits par un médecin, ou un simple masseur, sur ordonnance ou même après la date de consolidation, puisque l'application du tarif de 1905, ainsi que de la loi de 1898, restant étrangères à la matière, c'est sur le droit commun que sera basée cette action, née de la convention expresse ou tacite passée entre le masseur et la victime.

C. — CONTRE L'ASSUREUR

Le médecin choisi par la victime n'a pas d'action contre l'assureur, vis-à-vis duquel il ne peut invoquer aucun lien de droit.

§ 2. — Médecin choisi par le patron.

Si le blessé a le droit de choisir son médecin, il peut ne pas user de cette faculté et accepter les soins du médecin choisi par le patron. A défaut de dispositions spéciales contenues en l'article 4, l'action qui appartient alors au médecin procède, non de la loi de 1898, mais du droit commun.

A. — CONTRE LE PATRON

L'action du médecin contre le patron qui l'a choisi trouve sa base dans la convention intervenue entre eux.

Cette convention pourra être expresse ou tacite :

Expresse, son existence ne donnera lieu à aucune contestation ;

Tacite, elle pourra, au contraire, être contestée par le patron, puisqu'elle résultera de l'interprétation d'un acte dont le médecin prétendra la faire découler.

De tous les actes susceptibles d'impliquer un choix du patron, qui peuvent intervenir, et qui varient d'espèce à espèce, nous ne retiendrons qu'un seul, à cause de son extrême fréquence et de la difficulté qu'il présente.

Il est d'usage que l'assureur remette par avance au patron assuré un livre à souche contenant des avis de sinistre.

Au moment de l'accident, le patron remet à la victime cet imprimé détaché du livre à souche, et sur lequel, après avoir mentionné la date et les circonstances très sommaires de l'accident, le nom de la victime, le nom de l'établissement du patron et son adresse, il ajoute le nom d'un médecin et son adresse.

La question est de savoir si le médecin ainsi désigné, chez lequel la victime se rend, ou qu'elle appelle pour se faire soigner, est fondé à invoquer l'indication donnée au blessé comme impliquant le choix du patron et valant convention.

On l'a soutenu.

Mais il faut remarquer que la feuille d'avis ainsi remise par le patron, ne constitue qu'une indication donnée au blessé, auquel il importe de fournir les moyens d'obtenir un prompt soulagement, et qui, sous le coup de l'accident, peut ne pas avoir dans la mémoire les noms et adresses des médecins capables de le soigner.

D'ailleurs, après la remise de cet avis, le blessé n'est pas tenu de mettre à profit les indications qui y sont portées et il lui est loisible de s'adresser à un autre médecin.

Enfin, si l'on admet que l'ouvrier, par suite de l'urgence, subit pour les premiers soins une sorte de nécessité en se rendant chez le médecin dont le nom lui est indiqué, il semble bien, qu'en revenant chez ce même médecin après le premier pansement, il affirme d'une façon non douteuse sa volonté de recevoir les soins de ce médecin et exerce ainsi son choix.

Au surplus, il convient d'ajouter que ce bulletin d'accident a encore pour but de permettre au médecin auquel s'adresse le blessé, de se rendre compte qu'il se trouve en présence non d'un simulateur, mais d'un ouvrier blessé pendant son travail, non d'un insolvable ou d'un indigent, mais d'un accidenté pour lequel le patron, conformément à la loi et au tarif, paiera les soins et médicaments.

Dès lors, il nous paraît que le bulletin d'accident remis par le patron, dans l'intérêt du blessé, ne saurait comporter un choix par le patron ni constituer de la part du patron envers le médecin désigné chez lequel se rend le blessé, une reconnaissance que pour le paiement des frais médicaux le tarif prévu par la loi ne sera pas applicable. Il importe au surplus de signaler que le médecin a le plus grand intérêt à se prévaloir d'une convention, puisque dès qu'il a été choisi par le patron, son action ne procède plus de la loi de 1898, mais du droit commun : en conséquence, sa créance n'est plus déterminée ni limitée par le tarif du 30 septembre 1905, mais est, conformément aux règles générales, fixée en tenant compte

de la situation du malade, de l'importance des soins ou de l'opération, et de sa propre personnalité (1).

En ce qui concerne la forme de la demande, nous avons indiqué au titre de la compétence, les conséquences à tirer au point de vue de la compétence et de l'appel de ce que l'action du médecin procède du droit commun.

Les observations que nous venons de présenter s'appliquent aussi bien au médecin choisi par l'assureur, qu'au médecin choisi par le patron : mais le médecin n'a d'action de droit commun que contre celui qu'il a choisi, puisque c'est à l'égard de celui-là seul qu'il peut invoquer une convention (2).

B. — CONTRE LE BLESSÉ.

Le médecin choisi par le patron n'a aucune action contre la victime.

La loi de 1898 doit, en effet, être écartée puisqu'elle ne contient aucune disposition à cet égard ; et en vertu du droit commun, aucun lien de droit n'existe entre le médecin et le blessé, aucune convention n'étant intervenue entre eux.

SECTION XIV. — Action de l'hôpital.

§ 1. — Hôpital choisi par la victime.

A. — CONTRE LE PATRON.

1^o Hôpital.

Sous l'empire du texte primitif de l'article 4 qui ne comportait aucune mention relative aux frais d'hospitalisation, on discutait sur le point de savoir si l'hôpital choisi par la victime possédait une action en paiement contre le patron.

Une opinion soutenait que l'hôpital choisi par le blessé était sans action contre le patron ;

Qu'en effet, la loi de 1898 muette sur ce point ne pouvait servir de base à l'action de l'hôpital qui se trouvait sans lien de droit avec le patron et que, d'autre part, l'hôpital ne pouvait à défaut de toute convention trouver dans le droit commun le fondement de son action, car reprenant l'argument précédemment invoqué pour rejeter comme irre-

(1) Trib. civ. Rocroi, 40 déc. 1902, *Rec. spéc.*, 3^e année, 332.

(2) Trib. civ. Bourgoïn, 12 juillet 1905, *Rec. spéc.*, 6^e année, p. 281.

cevable l'action dirigée contre le patron par le médecin choisi par le blessé, on disait que l'article 1166 du code civil n'était pas applicable puisque la créance des frais de maladie était exclusivement attachée à la personne de la victime,

Mais une seconde opinion admettait au contraire que l'hôpital pouvait trouver dans le droit commun la base de son action, car son droit ayant été consacré par l'article 5 de la loi organique du 7 août 1851, il avait pour le recouvrement de sa créance soit l'action directe de gestion d'affaires de l'article 1375 du code civil puisqu'en soignant la victime, cet établissement hospitalier avait rempli une obligation mise par la loi de 1898 à la charge du patron (1), soit l'action de l'article 1166 du code civil précité (2).

Le nouveau texte de l'article 4 fait disparaître toute difficulté en donnant dans son § 4 une action directe aux établissements hospitaliers contre le chef d'entreprise.

On discutait aussi sous l'empire de l'ancien texte l'étendue de la créance de l'hôpital et on se demandait notamment si, en dehors des frais calculés suivant le tarif ordinaire, le médecin d'hôpital n'était point fondé à réclamer au patron des honoraires particuliers (3), ou si les hôpitaux pouvaient, remaniant leurs tarifs, établir un prix spécial pour la catégorie des accidentés du travail ; il était aussi soutenu et généralement admis que l'hôpital ne pouvait réclamer au patron que la fraction du prix de journée représentant les frais médicaux et pharmaceutiques, défalcation faite des frais de séjour, nourriture et entretien.

Le nouvel article 4 a encore supprimé toutes ces discussions en fixant le mode de calcul des frais d'hospitalisation avec indication du chiffre maximum qui peut être réclamé (art. 4, § 3).

Dès lors, l'action de l'hôpital est recevable contre le patron, mais seulement dans la limite ainsi déterminée.

Nous n'entrerons pas dans l'examen de l'établissement du tarif prévu au § 5 de l'article 4, car cette question se rattache à l'étude de l'étendue des frais d'hospitalisation, mais nous signalerons seulement, à cause de la fréquence des difficultés qui se sont élevées sur ce point, que l'hôpital

(1) Rouen, 6 février 1901, *Rev. jud.*, 1901, p. 350 ; Cass. req., 13, juillet 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 36.

(2) Trib. civ. Lille, 7 mars 1901, *Nord jud.*, 1901, 155.

(3) Pour la négative : Trib. civ. Orléans, 25 février 1903, *Le conseil des assurances*, 23 avril 1903 ; trib. civ. St-Dié, 26 février 1904, *Rec. spéc.*, 4^e année, p. 33 ; Trib. civ. Agen, 17 mai 1902, *Le Droit*, 12 octobre 1902.

n'a pas d'action pour réclamer en dehors du prix de journée, qui doit tout comprendre, des frais d'opération ou autres, même si l'opération a été faite par un médecin étranger à l'hôpital, mais sur la demande de cet hôpital insuffisamment outillé (1).

Nous devons également remarquer que c'est à l'hôpital seul, représenté comme il appartient, qu'est attribuée l'action en paiement des frais d'hospitalisation contre le patron.

En conséquence, le médecin d'hôpital ne possède aucune action contre le patron, ni pour le paiement des frais d'hospitalisation, ni pour obtenir paiement d'honoraires particuliers, à raison de soins ou opérations, le § 3 de l'article 4 ayant établi un prix de journée « tout compris ».

L'action de l'hôpital présente une particularité quant à sa forme. Les établissements hospitaliers peuvent, en effet, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 7 août 1851, procéder par voie de contrainte administrative sur état dressé par le maire sur la proposition de la commission administrative, et visé par le sous-préfet. Contre cette contrainte le débiteur devra faire opposition pour voir juger la contestation qu'il élève sur la somme qui lui est réclamée.

Nous avons examiné, au titre de la compétence, devant quel tribunal devait être portée cette assignation en validité d'opposition : nous ne nous étendrons pas davantage sur cette procédure qui, toute entière réglée par le droit commun, ne présente en notre matière rien de spécial.

2° *Maison de santé.*

Il a été soutenu que la maison de santé doit être entièrement assimilée à l'hôpital.

En effet, l'article 4 § 3 dit que le chef d'entreprise est tenu des « frais d'hospitalisation », etc... sans apporter aucune distinction suivant la nature de l'établissement hospitalier, sans restreindre la disposition à certains hôpitaux déterminés, sans dire s'il s'agit d'un établissement subventionné ou non subventionné, sans préciser à quel signe on reconnaîtrait l'hôpital visé ; dès lors, il n'est pas possible, dit-on, d'apporter à ce texte une limitation ou une restriction qui, n'étant pas prévues par la loi, seraient arbitraires ; au surplus, si la règle posée par l'article 4 et fixant le maximum des frais, n'était pas générale et absolue, le patron serait exposé à l'arbitraire des réclamations de la part des victimes d'accidents, des médecins appelés par elle à les soigner et des établissements hospitaliers, à la faveur d'une distinction subtile entre les hôpitaux des départements, des communes et les hôpitaux privés ;

(1) Cass. civ., 22 mars 1909, *Rec. spéc.*, 40^e année, p. 58.

d'ailleurs le § 4 montre bien qu'il n'y a lieu de faire aucune distinction entre les hôpitaux privés, cliniques ou maisons de santé, et les autres hôpitaux, puisqu'il porte que « les médecins et pharmaciens » ou les « établissements hospitaliers » peuvent... exprimant ainsi, par cette formule générale « établissements hospitaliers » qu'il n'y a place pour aucune distinction.

En conséquence, il faut dire que la maison de santé, clinique, ou hôpital privé n'ont d'action contre le patron que pour le paiement des journées d'hospitalisation calculées conformément au tarif visé au § 3.

Il a cependant été décidé que la maison de santé n'était pas assimilable à l'hôpital (1); que, par suite, si le blessé a fait choix de la maison de santé, celle-ci possède seulement contre le patron une action en paiement des frais médicaux et pharmaceutiques calculés d'après le tarif du 20 septembre 1905 (2), analogue à l'action du médecin et du pharmacien, mais non pas une action en paiement des frais de séjour et d'entretien ou d'un prix de journée d'hospitalisation uniformément fixé à 3 fr. 50 ou à 4 fr. par application de l'article 4, § 3.

Par suite également de la non assimilation de la maison de santé à l'hôpital, le médecin qui a donné ses soins au blessé hospitalisé dans cette clinique a une action contre le patron en paiement de ses frais (3).

Nous signalerons, à titre d'exception, que l'administration des Quinze-vingt étant tenue de ne donner que des consultations et des soins gratuits n'a pas d'action contre le patron (4).

B. — ACTION CONTRE LA VICTIME.

A la différence de ce que nous avons admis pour le médecin choisi par la victime qui possède contre cette dernière une action pour le paiement de ses frais selon le tarif de droit commun, nous pensons qu'il faut décider que l'hôpital choisi par la victime n'a contre cette dernière aucune action.

L'article 4, § 3, nous paraît en effet faire échec à la règle que nous avons posée pour les médecins en décidant que « le chef d'entreprise est seul tenu, dans tous les cas », des frais d'hospitalisation.

Cette nouvelle rédaction a été adoptée par le législateur de 1905 pré-

(1) Justice paix St-Amand, 5 déc. 1908, D., 09, 2, 357.

(2) Trib. civ. Seine, 26 nov. 1907, *Rec. spéc.*, 8^e ann., p. 377; justice paix Marseille, 8 mai 1908, *Rec. spéc.*, 9^e ann., p. 89.

(3) Justice paix Paris, 13 sept. 1907, *Juriscl.* sous art. 4, fiche cour. n° 175.

(4) Justice paix Paris, 4 août 1909, *Rec. spéc.*, 10^e ann., p. 281.

cisément pour mettre fin aux recours exercés par les hôpitaux contre les victimes pour la partie des frais d'hospitalisation concernant les frais de séjour et d'entretien que la jurisprudence ne mettait pas à la charge du patron. D'ailleurs, abstraction faite des travaux préparatoires, le texte commande cette solution.

On ne peut, en effet, envisager que les deux hypothèses suivantes :

Ou bien l'hôpital a été choisi par le patron, ou bien il a été choisi par la victime, or l'article 4 porte que, « dans tous les cas », c'est-à-dire nécessairement dans ces deux hypothèses, le patron sera « seul tenu », ce qui exclut toute obligation de la victime envers l'hôpital, même au cas où c'est la victime qui a choisi l'hôpital.

L'action de droit commun, qui naîtrait par application des principes généraux, se trouve ainsi formellement écartée.

§ 2. — Hôpital choisi par le patron.

A. — ACTION CONTRE LE PATRON

Y a-t-il lieu pour établir la base de l'action de l'hôpital contre le patron de distinguer, comme il a été fait pour l'action du médecin, suivant que l'hôpital a été choisi par la victime ou par le patron, et de dire que la tarification prévue au § 3 ne s'applique qu'au cas de choix par la victime, et qu'au contraire, au cas de choix par le patron, l'hôpital peut réclamer à ce dernier les frais établis suivant son tarif ordinaire ? Nous ne le pensons pas.

Car il faut remarquer que le § 3 porte que le patron est seul tenu, dans tous les cas, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser... etc.

Il paraît dès lors impossible d'introduire aucune distinction permettant d'écarter l'application du tarif prescrit, puisque le § 3, en employant l'expression « dans tous les cas » qui vise, comme nous l'avons expliqué précédemment, le choix par la victime et le choix par le patron, a précisément marqué que le patron ne pourrait jamais être tenu au delà du tarif.

Donc à la différence du § 2 qui, pour les frais médicaux, limite au taux du tarif l'obligation mise à la charge du patron seulement dans le cas où la victime a fait choix du médecin, le § 3, pour les frais d'hospitalisation, impose dans tous les cas la tarification.

Dès lors, choisi ou non par le patron, l'hôpital ne possède contre ce dernier que l'action prévue par la loi de 1893 en paiement des frais établis conformément au tarif.

Bien plus, nous pensons que serait frappée de nullité comme contraire à la loi (art. 30), toute convention par laquelle le patron aurait accepté, par dérogation à l'art. 4, de payer à l'hôpital un prix plus élevé.

B. — ACTION CONTRE LA VICTIME

Nous avons admis que l'hôpital choisi par la victime n'a aucune action contre cette dernière, en vertu du nouveau texte de l'article 4 ; *a fortiori*, il faut décider que l'hôpital choisi par le patron n'a aucun recours contre le blessé, vis-à-vis duquel il ne peut invoquer aucun lien de droit.

SECTION V. — Prescription.

§ 1. — Le médecin a été choisi par la victime.

A. — ACTION CONTRE LE PATRON

Nous savons que, dans cette hypothèse, l'action contre le patron, qu'elle soit intentée par la victime ou par le médecin, trouve sa base dans la loi de 1898 ; dès lors, elle est soumise à la courte prescription d'un an, édictée par cette loi.

Il est objecté cependant que l'article 18, qui établit cette prescription, visant spécialement l'action en indemnité, c'est-à-dire l'action en paiement du demi-salaire ou en fixation de rente, n'est pas, à raison de ses termes mêmes, applicable à l'action en paiement de frais de maladie, qui ne constituent pas une indemnité ; qu'en tous cas, à supposer que cette expression « l'action en indemnité » vise toutes les revendications faites par l'ouvrier en vertu du risque professionnel de la loi de 1898, elle ne saurait englober l'action du médecin. Dès lors, dit-on, il faut, en ce qui concerne l'action du médecin, du pharmacien ou de l'hôpital, faire retour au droit commun et appliquer la prescription de deux ans établie par l'article 2272, § 6 du code civil (1).

Mais nous pensons que cette distinction entre l'action du médecin et celle de la victime ne saurait être admise, car, dans le cas qui nous occupe, le médecin choisi par la victime trouve son action dans l'article 4, § 4, qui crée entre lui et le patron un lien juridique : de sorte que le patron n'est tenu vis-à-vis du médecin que dans la mesure des obligations qui lui sont imposées par la loi de 1898.

(1) J. paix Montivilliers, 11 janv. 01, *Rev. jud.*, 01, p. 99 ; J. paix Ivry-sur-Seine, 14 avril 08, *Rec. spéc.*, 9^e an., 90.

Au surplus, aucun argument de texte ne peut être retenu en ce qui concerne notre article 18, pour soutenir qu'il a opposé l'action en indemnité à l'action en paiement de frais de maladie, car sa rédaction a été arrêtée par la loi du 22 mars 1902, alors que le nouvel article 4, qui a créé l'action directe du médecin, est du 31 mars 1905 et n'a pu en conséquence être, comme on le prétend, écarté par l'article 18.

Aussi nous estimons que l'article 18 vise, sous le terme général d'action en indemnité, toutes les actions nées de la loi de 1898 et que, par conséquent, l'action du médecin contre le patron est soumise à la prescription d'un an (1), de même que l'action de l'hôpital (2) et l'action de la victime.

Sur cette exception de prescription, le demandeur ne peut être admis, en invoquant l'article 2275 du code civil, à déférer le serment au patron, car la courte prescription organisée par les articles 2271 du code civil et suivants a pour base une présomption de paiement, tandis que la prescription de l'article 18 de notre loi se fonde sur la volonté du législateur de libérer rapidement le patron de toute obligation (3).

B. — ACTION CONTRE LA VICTIME

Nous avons précédemment montré que l'action dirigée par le médecin contre la victime qui l'a choisi, a sa base dans le droit commun : il suit qu'elle est soumise à la prescription de droit commun de deux ans (art. 2272 c. c.) et que, par application de l'article 2275 du code civil, le médecin auquel cette prescription est opposée peut déférer le serment au défendeur sur la question de savoir si le prix a été réellement payé.

§ 2. — Médecin choisi par le patron

Le médecin n'a d'action en ce cas que contre le patron : l'article 4 ne lui étant pas applicable, cette action trouve, comme la précédente, son fondement dans le droit commun ; dès lors, elle se prescrit par deux ans et permet au médecin de déférer le serment (art. 2272 et 2275 c. civ.).

A l'action du médecin, il faut assimiler l'action du pharmacien, du

(1) J. paix Trouville, 28 sept. 06, *Rec. spéc.*, 8^e an., p. 8 ; J. paix Marseille, 9 oct. 08, *Rec. spéc.*, 9^e an., 263 ; J. paix Paris, 13 mai 09, *Argus*, 17 oct. 09 ; J. paix Paris, 25 nov. 09, *Rec. spéc.*, 10^e an., p. 443.

(2) J. paix Grez-en-Bouère, 25 fév. 1910, *Rec. spéc.*, 11^e an., 41.

(3) J. paix Paris, 10 juin 09, *Rec. doc. sur acc. tr.*, n° 37, 12 déc. 09, p. 33.

masseur, mais non pas celle de l'hôpital qui, comme nous l'avons précédemment montré par la discussion du § 3 de l'article 4, trouve, même au cas de choix par le patron, sa base exclusive dans la loi de 1898 et, par conséquent, reste soumise à la prescription d'un an édictée par l'article 18.

CHAPITRE VI

ACTION CONTRE LE TIERS RESPONSABLE

Nous avons signalé, en étudiant la compétence du tribunal civil, que l'action en responsabilité dirigée contre le tiers responsable soit par la victime ou ses ayants droit, soit par le patron, était, quant à sa forme, soumise aux règles de droit commun (1).

En conséquence, nous ne nous attarderons point sur la procédure qui est sommaire ou ordinaire, suivant le taux de la demande, et qui comporte le préliminaire de conciliation, non plus que sur les formes de l'assignation déterminées par les règles générales de la procédure : nous n'examinerons pas davantage le caractère constitutif de la faute engageant la responsabilité du tiers, cette matière n'étant que l'application des articles 1382 et suivants du code civil.

Nous rappellerons seulement que, par application du droit commun, la victime, l'ayant droit, le patron ou l'assureur peuvent exercer leur action contre le tiers responsable, soit par voie principale, soit devant le tribunal civil, soit devant le tribunal commercial, soit en se portant partie civile aux poursuites dirigées contre lui devant le tribunal correctionnel.

Mais, au contraire, nous rechercherons dans quelles conditions, par qui et contre qui peut être exercée l'action en responsabilité.

SECTION I. — Que faut-il entendre par tiers.

L'article 7 pose, en principe, que la victime ou ses ayants droit peuvent réclamer à l'auteur de l'accident, la réparation du préjudice subi, conformément aux règles du droit commun.

Mais le texte apporte une limitation à cette faculté, en stipulant

(1) Cass. crim., 26 juin 1908, *Rec. spec. acc. tr.*, 9^e an., 301.

que cette action en responsabilité ne pourra, toutefois, être dirigée ni contre le patron, ni contre les ouvriers ou préposés du patron.

Cette restriction résultait d'ailleurs et de l'article 2, aux termes duquel la victime ne peut se prévaloir d'autres dispositions que celles organisées par notre loi, et de l'économie même de la loi de 1898, qui à la responsabilité civile du patron a substitué la responsabilité forfaitaire ; il fallait, dès lors, nécessairement écarter non pas seulement l'action en réparation intégrale contre le patron, mais aussi celle contre ses préposés, puisque, aux termes du droit commun, il eût été responsable de ces derniers.

Cette prohibition s'applique, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant la nature de la faute du patron, de son ouvrier, ou de son préposé, constituât-elle même un crime (1), notre texte n'admettant aucune dérogation à la règle qu'il a posée.

L'action de droit commun interdite contre le patron, ses ouvriers et ses préposés, ne reste donc ouverte que contre les tiers, auteurs de l'accident.

Mais que faut-il entendre par tiers?

Dans son sens juridique, le tiers est celui envers lequel le demandeur n'est lié par aucun contrat. Aucune difficulté ne peut être élevée quand la victime a été blessée par une personne absolument étrangère à son travail et à son entreprise, par un passant : celui-ci est bien le tiers auteur visé par le texte.

Mais, la situation juridique du tiers n'apparaît pas toujours avec cette netteté. Notamment, on s'est demandé ce qu'il fallait décider au cas où le patron ayant prêté à un autre chef d'entreprise son ouvrier, ce dernier se trouve blessé sur le chantier et par la faute de ce chef d'entreprise ou de ses préposés.

Pour répondre à cette question, il importe de faire une distinction basée sur une situation de fait ; si, sur un même chantier travaillent les ouvriers de deux entreprises distinctes, et que l'ouvrier de l'une, soit, pendant le travail spécial de sa profession, blessé par l'ouvrier de l'autre, en dehors de tout concours, le patron de l'auteur de l'accident est, évidemment, tiers responsable vis-à-vis du blessé et du patron de ce dernier (ex. : ouvrier couvreur blessant par chute d'outil un ouvrier menuisier). Si les ouvriers des deux entreprises sur le même chantier se prêtent réciproquement la main, ou si, plus spécialement, un patron a mis ses ouvriers à la disposition d'un autre chef d'entreprise, ce dernier sera, au cas d'accident causé par sa faute ou celle de ses ouvriers

(1) *Contrà*, Sachet, nos 761 et suiv.

tiers responsable, s'il a laissé l'ouvrier prêté travailler d'après les instructions et sous la surveillance de son propre patron ; mais, au contraire, si le chef d'entreprise auquel cet ouvrier a été prêté le dirige, le surveille, il perd alors la qualité de tiers pour devenir un préposé du patron.

En effet, il faut entendre par préposé, celui que le patron s'est substitué dans la direction et la surveillance du travail ; et cette délégation qui, en fait, est le plus souvent donnée à des employés ou des subordonnés, peut aussi être confiée à une personne ne faisant pas partie du personnel, mais qui devient momentanément investie de l'autorité du patron.

En cette situation de fait, la victime ne peut, par application de l'article 7, § 1, intenter une action en responsabilité civile contre le chef d'entreprise auquel il a été prêté, ou à la disposition duquel il a été mis et sous la surveillance duquel il travaillait (1).

Conformément au texte, l'action des articles 1382 et suivants du code civil n'est irrecevable que contre les ouvriers et préposés du patron, c'est-à-dire contre tous ceux qui sont à son service, ou qui, expressément ou implicitement, lui ont été substitués dans la direction ou la surveillance du travail.

Or, faut-il dire qu'à raison du texte, la victime ne se trouve privée du droit d'intenter une action en réparation civile, qu'à l'égard des ouvriers de l'entreprise industrielle, et admettre que, contre les autres ouvriers du patron attachés à un travail non assujéti, la restriction de l'article 7 ne trouve pas son application ?

Nous pensons qu'à raison des termes généraux de l'article 7, aucune distinction ne peut être faite entre les ouvriers du patron suivant la nature de leur travail ; qu'il n'y a point lieu de rechercher s'ils sont attachés à l'entreprise industrielle ou à la personne, et, qu'en aucun cas, la victime ne peut rechercher en responsabilité l'ouvrier, employé ou préposé de son patron, quelle que soit la nature de leurs fonctions.

La solution contraire irait à l'encontre du but du législateur, qui a été de substituer à la responsabilité civile ordinaire du patron, la responsabilité forfaitaire.

Mais si l'ouvrier ou préposé, auteur de l'accident, se trouvait, quand

(1) Douai, 24 fév. 1904, *Rec. spéc.*, 10^e an., p. 74; Paris, 2 juin 1906, *J. ass.*, 1^{er} nov. 1906, p. 611; Cass. ch. réun., 8 janv. 1908, *Rec. spéc.*, 8^e an. 361; Aix, 5 fév. 1908, *Rev. jud.*, 1908, 274; Bordeaux, 17 oct. 1910, aff. C^{ie} du Midi c. V^e Ferras et Blanc et Carbon.

il a commis la faute qui a entraîné l'accident, en dehors de son travail ou de ses fonctions, il pourrait alors être actionné en responsabilité par la victime, car en ce cas, n'étant pas poursuivi en qualité d'ouvrier ou d'employé du patron, il ne pourrait invoquer l'exception portée à l'article 7.

La difficulté est plus grande, quand l'accident a été causé par l'enfant mineur du patron.

Pout-on soutenir que l'action en responsabilité étant ouverte contre tout auteur de l'accident autre que le patron, son ouvrier ou son préposé peut dès lors être intentée contre cet enfant mineur, qui n'étant ni ouvrier, ni préposé, ne rentre pas dans l'exception prévue ?

Nous ne le pensons pas, car l'action en responsabilité serait alors dirigée nécessairement contre le père, qui représente son enfant mineur (art. 389 du code civil, ou 450 du code civil), et le père pris en cette qualité serait poursuivi comme responsable de son fils mineur (art. 1384 du code civil) ; or, en notre espèce, le père est le patron, dès lors, cette solution ferait échec à la disposition de l'article 7, qui, précisément, prohibe l'action en responsabilité contre le patron.

Au reste, la restriction inscrite à l'article 7 doit, comme toute exception, s'appliquer limitativement, et toute autre personne que le patron, l'ouvrier ou le préposé du patron dont nous venons de préciser la qualification devra être considérée comme un tiers, à l'encontre duquel pourra être exercée l'action en responsabilité.

Si la victime ou ses ayants droit ne peuvent diriger une action en responsabilité contre les ouvriers ou préposés du patron, ce dernier est-il soumis à la même prohibition, ou lui est-il loisible d'assigner en responsabilité son préposé auteur de l'accident ?

Cette question présentera un intérêt pratique, quand l'accident survenu à l'ouvrier aura été causé par la faute de l'ingénieur de la même entreprise, par conséquent par la faute d'un préposé solvable.

Il est certain que le but du législateur en prohibant toute action en responsabilité contre le préposé a été, comme nous l'avons dit, d'éviter que le patron civilement responsable ne se trouve amené à payer ainsi plus que l'indemnité forfaitaire ; dès lors, on pourrait soutenir que la loi a seulement prohibé l'action de la victime ou de l'ayant droit, puisque, seule, cette action atteindrait pareil résultat, alors qu'au contraire, l'action du patron contre son propre préposé a pour but de l'exonérer de toute obligation par le remboursement des indemnités mises à sa charge : que, de plus, le § 1 de l'article 7, interprété littéralement, ne règle que l'action de la victime ou de ses ayants droit, et que, dès lors, l'action du patron restant dans son étendue

soumise aux règles du droit commun, le patron est, par suite, fondé à exercer, conformément au droit commun (1), son recours contre son employé, par la faute duquel l'accident a été causé.

Mais nous pensons que cette opinion ne saurait être admise, car le législateur a eu aussi pour objectif, dans l'économie de la loi, de laisser à la charge du patron l'indemnité forfaitaire, comme une conséquence du risque industriel et, par suite, de supprimer le recours qu'il pourrait avoir contre ses propres ouvriers.

De plus, le § 4 du même article 7, en stipulant que « cette action » pourra être exercée par le patron, se réfère à l'action de la victime précédemment fixée, et déterminée au § 1; de sorte que le texte semble bien renfermer dans la même limite, l'action du patron et celle de la victime.

SECTION II. — Action de la victime.

§ 1. — Action principale.

La victime ou ses ayants droit peuvent agir par voie d'action principale contre le tiers responsable ; cette action en responsabilité est celle du droit commun basée sur les articles 1382 et suivants du code civil, et repose sur l'idée de faute.

Nous rappellerons, sans y insister, que la victime peut demander au tiers responsable la réparation intégrale du préjudice subi, qui comportera non seulement l'indemnité correspondant à l'incapacité permanente intégrale, mais celle relative à l'incapacité temporaire, ainsi que le paiement de tous les autres frais prévus par la loi (art. 7, §3); nous ajouterons que cette énumération, en ce qui concerne les éléments de la condamnation envers la victime, n'a rien de limitatif, puisque l'action est soumise aux règles du droit commun, et pourra, par conséquent, porter utilement sur tout le préjudice justifié.

C'est ainsi qu'il a été admis que le tiers responsable peut être condamné à une indemnité pour chômage de la femme qui a gardé son mari blessé (2); il faudrait, de même, admettre que la victime, même au cas où elle ne pourrait obtenir de son patron les indemnités prévues par la loi, parce que l'accident ne lui aurait causé aucune incapacité de travail de plus de 4 jours, ni aucune réduction de capacité (perte de dents, perte de substance ne donnant pas lieu à rente), pourrait cependant

(1) Cass., 27 juin 1876, D., 76, 1, 375 ; Cass., 24 février 1886, S., 86, 1, 460,

(2) Lyon, 22 avril 1904, *Rec. spéc. acc. tr.*, 5^e an., p. 68.

actionner le tiers dès qu'elle a été atteinte d'un préjudice quelconque, aux termes du droit commun..

Nous étudierons ultérieurement la forme des réparations mises à la charge du tiers.

§ 2. — Partie civile.

La victime ou ses ayants droit peuvent également agir en se portant partie civile aux poursuites dirigées contre le tiers responsable, devant la juridiction répressive, par application des articles 1 à 3 du code d'instruction criminelle (1).

§ 3. — Cumul avec l'action contre le patron.

La victime qui a exercé son action en responsabilité civile contre le tiers, a-t-elle par là épuisé tout son droit, ou peut-elle actionner en outre son patron en paiement des indemnités forfaitaires ?

On a proposé de résoudre cette question par une distinction.

La victime a-t-elle obtenu du tiers à titre de réparation civile une indemnité plus élevée ou égale à l'indemnité forfaitaire prévue par la loi, alors son droit contre le patron est épuisé, puisqu'aux termes mêmes de l'article 7, l'indemnité allouée par le tiers auteur exonère à due concurrence le patron, des obligations mises à sa charge (2)

Au contraire, la victime a-t-elle obtenu du tiers auteur, par suite, par exemple, de responsabilité partagée, une indemnité inférieure à l'indemnité forfaitaire, alors elle conserve son action contre son patron, puisque celui-ci ne se trouve plus libéré par la condamnation prononcée contre le tiers : seulement, ce patron ainsi poursuivi ne conservera à sa charge que la partie de l'indemnité forfaitaire non couverte par la condamnation prononcée contre le tiers ; on ajoute qu'au cas où la victime aurait accepté la décision condamnant le tiers à une somme inférieure à l'indemnité forfaitaire en n'en faisant pas appel, elle ne pourrait agir ensuite contre son patron, auquel elle aurait ainsi fermé toute voie de recours entre le tiers (3).

Mais nous pensons que cette opinion ne doit pas être admise et que, dans tous les cas, la victime conserve son action contre le patron.

(1) Trib. corr. Seine, 2 avril 1901, *Gaz. trib.*, 12 avril 1901.

(2) Trib. civ. Seine, 8 juillet 1901, *Le Droit*, 13 fév. 1902 ; Lyon, 8 déc. 1908 *Rec. spéc. acc. tr.*, 9^e an., 409.

(3) Aix, 6 juin 1902, *Rec. spéc.*, 1902, p. 69.

Cette solution s'appuie, d'une part, sur les termes de l'article 7 qui dit « indépendamment de l'action résultant de la présente loi » la victime « conserve » contre l'auteur. De sorte qu'il apparaît bien que la victime peut, cumulativement, exercer les deux actions.

D'autre part, le but certain du législateur, qui se manifeste d'ailleurs par les multiples garanties fournies à l'ouvrier pour le paiement de sa créance, a été de protéger la victime contre les risques d'insolvabilité de son débiteur : or, si l'on admet que l'action du blessé contre le patron disparaît dès qu'une condamnation supérieure à l'indemnité forfaitaire a été prononcée contre le tiers, il en résulte que la victime courra les risques d'insolvabilité de ce tiers. En effet, si l'obligation du patron est garantie par la caisse nationale, il n'en est pas de même de l'obligation du tiers, car cette obligation est née du droit commun et l'article 1^{er} du décret du 28 février 1899, qui règle les conditions dans lesquelles la victime ou ses ayants droit seront admis à réclamer à la caisse nationale le paiement de leur indemnité devenue exigible, vise seulement « tout bénéficiaire d'une indemnité liquidée en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 », ce qui élimine de son application le bénéficiaire d'indemnité liquidée en vertu des articles 1382 et suivants du code civil, de sorte que l'insolvabilité du tiers n'est garantie par aucune disposition.

Dès lors, la victime a intérêt à obtenir contre son patron condamnation à l'indemnité forfaitaire, garantie par la caisse nationale, sauf à faire déclarer par le tribunal que le patron sera exonéré à due concurrence des indemnités payées par le tiers (1); cette solution qui, suivant nous, est conforme à la lettre comme à l'esprit du texte, garantit seule en toute hypothèse à la victime le paiement de l'indemnité forfaitaire.

D'autre part, la victime peut également après avoir obtenu de son patron les indemnités forfaitaires actionner le tiers en responsabilité (2).

Il a cependant été décidé qu'en ce cas le blessé ne peut plus agir contre le tiers en réparation intégrale du préjudice subi, mais seulement défalcation faite des indemnités forfaitaires qu'il a obtenues de son patron (3).

Mais cette solution nous paraît difficilement conciliable avec les termes de l'article 7 qui réservent à la victime son action contre le tiers,

(1) Trib. civ. Marseille, 8 mars 1901, *Rec. spéc. acc. tr.*, 1901, p. 165; Paris, 5 août 1905, *Rev. jud.* 1906, 40.

(2) Trib. com. Seine, 3 nov. 1906, *Rev. jud.*, 1907, 36; Paris, 19 nov. 1909, *Rec.*

(3) Paris, 3 fév. 1909, *Rec. spéc.*, 9^e, 456.

indépendamment de son action contre le patron ; il est exact que le blessé ne peut toucher et la réparation intégrale de son préjudice de la part de tiers et, cumulativement, l'indemnité forfaitaire de la part du patron, mais il nous paraît que, par stricte application de la loi, il faut dire que la victime peut cependant actionner le tiers en réparation de la totalité du préjudice et qu'elle doit obtenir contre lui condamnation dans cette mesure, sauf au tribunal à décider même d'office conformément au texte que cette condamnation exonérera à due concurrence le chef d'entreprise.

Mais la victime ne pourrait assigner dans la même instance et son patron et le tiers, les deux actions étant distinctes et reposant sur des bases différentes.

§ 4. — Le patron a déjà exercé son recours contre le tiers.

Il se peut qu'au moment où la victime voudra intenter son action en responsabilité contre le tiers, le patron ait déjà exercé son recours contre ce dernier.

Cette hypothèse suppose que la victime a déjà elle-même obtenu de son patron les indemnités forfaitaires.

Comme nous l'avons montré ci-dessus, le fait que la victime a exercé son action contre son patron ne la prive pas de son action contre le tiers : nous pensons, de plus, que le fait que le patron a reçu du tiers son remboursement ne paralyse pas l'action de la victime contre ce tiers, car, comme nous le savons, si la demande du patron se borne au remboursement des indemnités forfaitaires et frais (art. 7 § 3), l'action de la victime s'étend à l'intégralité du préjudice.

Mais la question est de savoir dans quelle mesure la victime pourra formuler sa demande.

Peut-elle demander contre le tiers condamnation à la totalité du préjudice, ou doit-elle seulement demander condamnation, défalcation faite de la somme remboursée au patron ?

Nous pensons que la condamnation contre le tiers doit être, pour la totalité, prononcée au profit de la victime sauf au tribunal à déclarer, même d'office, que le tiers s'est valablement libéré entre les mains du patron à concurrence du remboursement par lui effectué.

Cette solution présente l'avantage de fixer en une seule et même décision les droits de toutes parties, sans nuire à aucune.

**§ 5. — Règles spéciales relatives
à la condamnation prononcée contre le tiers**

Bien entendu au cas où la victime aurait transigé avec le tiers, cette transaction ferait obstacle à toute nouvelle réclamation, soit de sa part, soit de personnes agissant de son chef : il a cependant été admis que le règlement ainsi intervenu avec la victime ne serait pas, au cas de décès de cette dernière, opposable à la veuve agissant non du chef du blessé, mais en son propre nom, la contestation ne comportant ni identité de parties, ni identité d'objet (1) ; par application de cette théorie, il faudrait décider que la décision rendue entre le tiers et la victime ne fera pas obstacle à l'action ultérieure d'un ayant droit quelconque du blessé décédé.

Mais nous pensons, d'une part, que le règlement intervenu entre la victime et le tiers libère définitivement ce dernier de toute obligation envers la victime, la quittance retirée étant, par hypothèse, donnée pour solde définitif.

Nous avons, en effet, précédemment indiqué, que le règlement amiable ou judiciaire intervenu entre la victime et le tiers était fondé sur le droit commun, c'est-à-dire visait l'intégralité de la réparation mise à la charge du tiers, sans possibilité de revision.

D'autre part, nous croyons que, pour les mêmes motifs, le règlement intervenu entre la victime et le tiers fait obstacle à toute action en revision intentée par les ayants droit, à la suite du décès de la victime.

Il convient, en effet, de ne pas oublier que ces ayants droit ne pourraient agir contre le tiers qu'en vertu du droit commun : or, ils ne trouvent dans le patrimoine de leur auteur aucune créance contre le tiers : ils ne peuvent donc agir du chef de la victime.

Ils ne peuvent, suivant nous, agir davantage en leur propre nom pour le préjudice que leur a causé le décès de la victime, car, sans rechercher s'ils trouvent ou non dans le patrimoine de leur auteur la réparation de ce préjudice sous la forme de l'indemnité qui a été versée par le tiers à la victime, indemnité représentant la réparation intégrale, il faut observer que, vis-à-vis de ces ayants droit, le tiers peut invoquer la quittance par laquelle la victime a déclaré faire abandon de tous ses droits et, moyennant le paiement reçu, libérer le tiers de toute obligation pouvant résulter de l'accident.

Il nous paraît en effet que la victime qui pourrait valablement recon-

(1) Cass., 28 mai 1906, *J. ass.*, 1^{er} nov. 1906.

naître que la responsabilité du tiers n'est pas engagée, peut, à *fortiori*, déclarer, moyennant paiement, le tiers quitte pour l'avenir.

Un tel règlement, envisageant toutes les suites possibles de l'accident, nous paraît opposable aux ayants droit.

Les ayants droit ne pourront donc, suivant nous, agir, contre le tiers que quand aucun règlement pour solde de toutes conséquences n'est intervenu entre le tiers et la victime, c'est-à-dire soit au cas où le tiers responsable n'a fait aucun paiement, soit au cas où le paiement a été fait sans envisager les conséquences ultérieures.

Enfin, ajoutons que la condamnation prononcée contre le tiers responsable au profit de la victime ou de ses ayants droit dans le cas ci-dessus spécifié, étant basée sur les règles de droit commun, est définitive entre les parties; que, par suite, non seulement l'indemnité allouée n'est point sujette à revision pour aggravation ou amélioration de l'état du blessé, mais encore qu'elle ne peut faire l'objet d'un rachat par trois annuités au cas de nouveau mariage du conjoint survivant ou de départ de l'ouvrier étranger.

Au contraire, nous pensons que la demande en conversion prévue par l'article 9 est possible, car elle ne modifie en rien le taux de la condamnation et ne tend à modifier que le mode de répartition de l'indemnité sans qu'il en résulte aucune charge pour le tiers, puisque celui-ci a dû par avance verser à la caisse nationale le capital constitutif de la rente allouée.

Nous signalerons que ce capital doit être calculé non d'après le tarif de la caisse, que le tiers estimera le plus avantageux (1), mais d'après le tarif publié au *Journal officiel* du 18 avril 1899, parce qu'il a été établi spécialement en exécution de la loi de 1898 (2).

Il a été admis que, pour satisfaire à la loi, il n'était point nécessaire que le juge fixe la quotité de la rente qui sera servie, mais qu'il était suffisant que la condamnation porte sur un capital déterminé en stipulant que ce capital sera affecté au service d'une rente (3).

D'ailleurs à raison des termes impératifs du § 2 qui stipule que l'indemnité auquel le tiers est condamné devra être attribuée sous forme de rente, il faut décider que, quelle que soit l'importance du capital, même s'il dépasse l'indemnité forfaitaire, il devra toujours être affecté

(1) Trib. civ. Lectoure, 5 juillet 1906, *Rec. spéc.*, 7^e an., 124.

(2) Trib. civ. Lyon, 11 mars 1910, *Rec. spéc.*, 11^e, 32.

(3) Cass. civ., 26 juin 1908, *Rec. spéc.*, janv. 1909, p. 301.

au service d'une rente (1), le texte n'apportant à cette règle aucune dérogation.

Le juge cependant pourra décider que la partie de ce capital qui excède l'indemnité forfaitaire sera affectée au paiement d'une indemnité journalière des frais de maladie, ou des frais funéraires prévus par la loi.

SECTION III. — Action des ayants droit.

Les règles que nous venons d'indiquer sont applicables à la victime et à ses ayants droit désignés par la loi de 1898, comme bénéficiaires des indemnités.

Mais les autres héritiers de la victime auxquels ne s'applique pas le bénéfice de la loi de 1898 de même que les ayants droit qui, visés par cette loi, ne remplissent pas les conditions nécessaires pour invoquer ses dispositions, conservent leur droit d'agir contre l'auteur de l'accident conformément aux règles de droit commun sous la restriction précédemment indiquée que le tiers ne s'est pas définitivement libéré vis-à-vis de la victime, et, vis-à-vis d'eux, l'article 7, qui détermine la forme de l'indemnité, ne trouve plus son application.

SECTION IV. — Action du patron.

Le § 4 de l'article 7 porte que l'action contre le tiers responsable pourra être exercée par le chef d'entreprise au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Nous rappellerons que, malgré l'existence d'un tiers responsable, le patron reste tenu des indemnités forfaitaires vis-à-vis de son ouvrier qui peut, poursuivant la procédure spéciale de la loi de 1898, lui en réclamer le montant.

Le patron se trouvera donc par le seul fait de l'accident et par le jeu de la loi, amené à payer au blessé le montant des indemnités forfaitaires ; notre article lui réserve son recours contre le tiers responsable.

§ 1. — Eter due de l'action du patron.

Il faut tout d'abord noter que, malgré les termes très larges du § 4, qui permet au patron d'exercer contre le tiers « cette action », c'est-à-dire grammaticalement l'action du blessé qui, comme nous l'avons vu, porte sur la réparation intégrale du préjudice subi, le patron ne peut

(1) *Contrà*, Paris, 10 mai 1910, *Rec. spéc.*, 41^e, p. 70.

réclamer que le remboursement des frais et indemnités mis à sa charge.

L'ancien article 7 indiquait seulement que l'indemnité allouée à la victime par le tiers exonérait à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge ; de plus, le tiers pouvait, à défaut de toute prohibition légale, être condamné envers la victime ou ses ayants droit au paiement d'un capital ; on s'était dès lors demandé sous quelle forme devait avoir lieu cette exonération.

Il avait été proposé, au cas où la victime avait obtenu condamnation contre le tiers, de ne l'autoriser à toucher le montant de cette condamnation que défalcation faite des sommes déjà payées par le patron et en même temps d'ordonner à ce tiers de se libérer envers le patron en lui remboursant toute somme payée en vertu de la loi de 1898 et dont il justifierait (1).

Cette méthode avait le grave inconvénient d'être trop compliquée.

Aussi la jurisprudence admit que le tiers responsable devait être condamné à verser à la caisse nationale le capital nécessaire pour assurer le service de la rente en remettant au patron le titre de rente délivré par la caisse (2).

C'est cette solution que le nouvel article 7 modifié par la loi du 22 mars 1902 a adopté en décidant qu'en cas d'infirmité permanente ou de mort le tiers responsable paiera une indemnité attribuée sous forme de rente servie par la caisse nationale ; le patron par ce versement à la caisse se trouvera *ipso facto* exonéré du service de la rente.

Mais, ce versement à la caisse n'est obligatoire que quand la condamnation est prononcée au profit de la victime ou de ses ayants droit ; quand la condamnation contre le tiers est prononcée au profit du patron, le tribunal a seulement la faculté d'ordonner que le capital constitutif de la rente forfaitaire à laquelle est tenu le patron sera versée par le tiers à la caisse ; le juge peut aussi décider que le tiers fera directement au patron, qui alors restera chargé du service de la rente le remboursement du coût du sinistre.

Mais, indépendamment de la rente, le patron est en outre tenu des frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires et de l'indemnité journalière ; le § 3 de l'article 7, déclare formellement qu'en outre de l'allocation de la rente, le tiers peut être condamné envers le patron au remboursement de ces frais et indemnités ; de sorte qu'aux termes de l'arti-

(1) Lyon, 18 mai 1901, *La Loi*, 6 nov. 1901.

(2) Paris, 3 janv. 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 1903, p. 375 ; Cass. req., 10 janv. 1905, *Rec. spéc.*, 5^e an., p. 349.

de 7, le patron est fondé à demander au tiers responsable la totalité des sommes par lui payées ou à payer (1) à la seule condition que ces sommes soient prévues par la loi de 1898. Par suite, nous pensons que le patron ne serait pas fondé à réclamer au tiers responsable, à la place du demi-salaire, le salaire entier que par esprit de générosité il aurait payé à son ouvrier.

Nous indiquerons enfin, que le patron ne peut appeler le tiers en garantie à l'instance engagée contre lui par la victime, suivant la procédure de la loi de 1898 (2), car, l'action de l'ouvrier basée sur cette loi, est absolument distincte de l'action contre le tiers, basée sur un délit ou un quasi délit (3), par application du droit commun.

Mais le patron peut agir soit par voie d'action principale, soit en se portant partie civile aux poursuites répressives dirigées contre le tiers (4).

§ 2. — Action déjà exercée contre le tiers par la victime.

Nous observerons d'abord que le patron en poursuivant le tiers responsable n'agit pas comme subrogé aux droits de la victime ainsi qu'il a été soutenu (5), mais agit en vertu d'un droit propre qui lui appartient, par application du droit commun, pour obtenir réparation du préjudice qui lui a été causé, droit qui a été reconnu par l'article 7 (6). Mais l'exercice de cette action est limitée par notre texte, au cas où la victime ou ses ayants droit négligent d'en faire usage.

Il suit que si la victime ayant obtenu de son patron les indemnités forfaitaires, a ensuite actionné le tiers auteur et obtenu condamnation contre lui, le patron se trouve par là même privé du droit d'exercer son action (7), sans qu'il y ait lieu de distinguer si le tiers a été con-

(1) Lyon, 30 janv. 1907, *Rev. jud.*, 1908, 232.

(2) Paris, 5 janv. 1901, *Rev. jud.*, 1904, p. 149 ; Cass. req., 6 juillet 1903, *Rev. jud.*, 1903, 230 ; Cass. req., 16 mai 1904, *Rev. jud.*, 04, p. 275.

(3) Trib. civ. Seine, 28 sept 1900, *Gaz. Pal.*, 1901, 1, 159 ; Cass. req., 6 juillet 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 229.

(4) Paris, 27 mars 1901, *Rev. jud.*, 1901, p. 298.

(5) Trib. corr. Seine, 13 nov. 1900, *Rev. jud.*, 1901, p. 27.

(6) Paris, 21 avril 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 220 ; Trib. civ. Seine, 26 juin 1909, *Rec. spéc.*, 10^e, 276.

(7) Cass. civ., 7 juillet 1909, *Rec. spéc.*, 10^e, 256 ; Paris, 13 nov. 1909, *Rec. spéc.*, 10^e, 380. *Contrà*, Paris, 5 mai 1905, *J. ass.*, 1^{er} nov. 1906.

damné à la totalité du préjudice, ou seulement à une partie (1), ou si cette condamnation est intervenue avant que le patron ait été lui-même condamné, en vertu de la loi de 1898 (2). Alors, le patron peut seulement opposer à l'ouvrier qui lui réclamerait le paiement des indemnités mises à sa charge, l'exonération qui résulte de la loi.

Par identité de motifs il faut décider que, quand après avoir exercé son action contre le tiers, la victime obtient contre son patron la revision, le patron n'a pas d'action contre le tiers responsable (3) ; en ce cas, comme précédemment, il est exonéré à due concurrence sur le montant de la condamnation qui a été primitivement prononcée contre le tiers au profit de la victime. Ces solutions commandées par le texte, sont rigoureuses pour le patron qui, au cas où la condamnation intervenue contre le tiers sera inférieure à l'indemnité forfaitaire, ne se trouvera exonéré que pour partie, alors que, peut-être, il eût été en totalité si le blessé, plus diligent ou mieux informé, avait administré plus complètement la preuve qui lui incombait ou avait formulé une demande plus étendue.

Mais, si le patron ne peut actionner directement le tiers quand la victime a fait usage de son action, il lui est permis d'intervenir à l'instance engagée par la victime contre ce tiers responsable (4). Ce droit résulte, en effet, du § 3 de l'article 7, qui prévoit expressément l'intervention du patron à l'instance.

Cette intervention peut avoir lieu aussi bien à l'instance principale, dirigée par la victime contre le tiers qu'à l'instance de la victime qui s'est portée partie civile aux poursuites dirigées contre le tiers, devant la jurisprudence repressive (5).

Par cette intervention, le patron peut joindre son effort à celui de la victime pour obtenir la condamnation du tiers, faire déclarer par le tribunal que le montant de la condamnation prononcée l'exonérera à due concurrence, veiller à ce que, conformément à la loi, l'indemnité mise à la charge du tiers soit attribuée sous forme de rente servie par la caisse nationale, et, enfin, obtenir le remboursement de tous les frais et indemnités prévus par la loi.

(1-2) *Contrà*, Paris, 3 fév. 1909, *Rec. spéc.*, 9^e, 456.

(3) *Contrà*, Trib. com. Marseille, 27 juin 1902, *Rec. spéc.*, 1902, 334.

(4) Trib. civ. Lyon, 19 mars 1902, *Rec. spéc.*, 1902, p. 24; Cass. civ., 7 juillet 1909, précité.

(5) Cass. crim., 3 fév. 1904, *Rec. spéc.*, 5^e, p. 109; Cass. crim., 13 fév. 1904, *Rec. spéc.*, 4^e, 399.

§ 3. — Transaction par la victime.

Que faut-il décider au cas où la victime aurait transigé avec le tiers, et reçu de ce dernier une indemnité librement débattue ; le patron est-il, par le fait de cette transaction, mis dans l'impossibilité d'actionner le tiers.

Si cette transaction est égale ou supérieure à l'indemnité forfaitaire, nous pensons que le patron est fondé à soutenir, vis-à-vis de la victime, que ce paiement le libère des obligations mises à sa charge; dès lors, le point de savoir si le patron a conservé son action contre le tiers, reste sans intérêt pratique.

Mais, il n'en va plus de même si l'indemnité transactionnelle obtenue du tiers est inférieure à l'indemnité forfaitaire, car, alors, le patron, exonéré seulement à concurrence de la somme allouée, gardera à sa charge la partie complémentaire de l'indemnité forfaitaire si l'action contre le tiers lui est refusée.

Il semble que, contrairement à ce que nous avons admis pour le cas où la victime a exercé son action contre le tiers, il faut décider que la transaction du blessé ne fait pas obstacle à l'action postérieure du patron ; car dans cette hypothèse, ne se retrouvent plus les mêmes motifs de décision.

D'une part, le texte qui doit être interprété limitativement, ne prive le patron de son droit, qu'au cas où la victime a exercé une « action » ; or, l'action nous apparaît ici, comme bien différente de la transaction. Elle présente en effet des garanties qui sont de nature à sauvegarder les intérêts du patron, à tel point que la jurisprudence qui refuse au patron le droit d'agir quand la victime a obtenu condamnation contre le tiers, en donne ce motif, que la restriction apportée à l'exercice de l'action de chef d'entreprise évite le renouvellement de débats qui seraient poursuivis, à raison des mêmes faits, et que la faculté qui lui est donnée d'intervenir dans l'instance suivie par la victime contre le tiers, sauvegarde ses intérêts (1).

Or, l'accord amiable de la victime avec le tiers ne permet plus au patron d'intervenir, et ne lui donne point la garantie d'une action en justice avec le contrôle du tribunal qu'elle comporte.

Il ne paraît pas possible que, dans le silence du texte, les droits du patron puissent être compromis par l'ignorance de la victime, au

(1) Cass., 7 juillet 1909, précité.

moyen d'un accord échappant à tout contrôle, à toute règle, et qui peut être clandestin.

Aussi pensons-nous que, malgré l'accord intervenu entre la victime et le tiers, le patron est fondé à actionner le tiers responsable (1) ; mais il ne pourrait faire grief à la victime de cette transaction (2), à moins qu'elle ne porte sur une indemnité qui ne serait point allouée sous forme de rente, car, alors, cette convention serait nulle, par application de l'article 30, comme contraire aux dispositions de la loi.

§ 4. — Exécution de la condamnation du tiers vis-à-vis de la victime.

Nous avons vu que la condamnation intervenue contre le tiers au profit de la victime, exonère à due concurrence le patron des obligations mises à sa charge ; nous savons, d'autre part, que le tiers doit payer l'indemnité à la victime ou à ses ayants droit, sous forme de rente servie par la caisse nationale ; or, le patron a évidemment intérêt à ce que le tiers se libère de son obligation, en faisant le versement à la caisse nationale, puisque nous avons admis que le patron n'est exonéré que par le paiement effectué par le tiers ; que faut-il décider au cas où la victime négligente ne poursuivrait pas l'exécution du jugement condamnant le tiers ?

Nous pensons que le patron serait fondé à poursuivre le tiers, en exécution de la condamnation vis-à-vis de la victime, en ce qui concerne le versement à la caisse nationale, du capital représentatif de la rente allouée à la victime.

Il faut en effet remarquer que si, en fait, le patron est, comme nous l'avons montré, intéressé à l'exécution de la condamnation, en droit, il peut justifier son action par la disposition légale en vertu de laquelle il est exonéré par cette condamnation.

§ 5. — Patron assuré.

Le patron est fondé à exercer, dans les limites et conditions que nous venons d'indiquer, son action en responsabilité contre le tiers, sans qu'il y ait lieu de distinguer, s'il est ou non assuré (3).

(1) Trib. civ. Seine, 7 nov. 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 103 ; Loubat, n° 1715.

(2) Paris, 27 juin 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 278.

(3) Paris, 24 avril 1903, *Rev. jud.*, 1903, p. 220.

On ne peut, en effet, tirer argument du fait qu'il y a assurance, pour dire que le patron n'ayant rien à débours, est sans intérêt, et, par suite, sans action contre le tiers ; car, d'une part, l'intérêt du patron se manifeste par la prime qu'il paie à l'assureur, précisément en vue des condamnations intervenues, et, d'autre part, c'est contre lui qu'a été prononcée la condamnation à l'indemnité forfaitaire, l'assureur n'étant que substitué à l'exécution (1) ; il faut, de plus, remarquer qu'en ce qui concerne l'indemnité journalière, les frais médicaux et pharmaceutiques, et les frais funéraires, le patron a intérêt à ce qu'ils soient payés par le tiers, afin d'éviter le risque d'insolvabilité de son assureur ; nous savons, en effet, que la garantie de la caisse nationale, en ce qui concerne l'insolvabilité de l'assureur, ne s'étend qu'à l'indemnité allouée pour incapacité permanente et que, par suite, au cas de faillite de l'assureur, le patron assuré garde à sa charge l'indemnité journalière et les frais de maladie.

D'autre part, le patron a aussi intérêt à ce que le tiers paie même l'indemnité afférente à l'incapacité permanente, afin de diminuer l'étendue de ses obligations vis-à-vis de son assureur, au cas où celui-ci, le faisant ultérieurement déclarer en déchéance, lui réclamerait à titre de sanction, le remboursement de coût du sinistre.

SECTION V. — Action de l'assureur.

Il a été soutenu que l'assureur n'avait pas qualité pour actionner le tiers responsable, le paiement par lui effectué prenant son principe non dans le fait dommageable dont le tiers est responsable, mais dans le contrat d'assurance, le sinistre n'étant que la contrepartie de la prime ; par suite, dit-on, l'assureur ne pourrait agir contre le tiers qu'en vertu d'une subrogation expresse aux droits de l'assuré, résultant des termes de son contrat (2), ou aux droits de l'ouvrier, résultant des termes de sa quittance d'indemnité.

Nous estimons, au contraire, que l'assureur peut, sans subrogation expresse de l'assuré ou de la victime, exercer, dans les mêmes conditions que le patron, son recours contre le tiers responsable (3), soit

(1) Rouen, 18 juillet 1903, *Echo du Palais*, 24 déc. 1903.

(2) Trib. com. Seine, 27 juillet 1901, *Le Droit*, 17 août 1901 ; Paris, 31 déc. 1907, *Rec. spéc.*, 9^e, 15.

(3) Douai, 3 juin 1902, *Rec. spéc.*, 1902, p. 82, Paris ; 10 mars 1910, *Rec. spéc.*, 41^e, p. 70.

par action principale (1), soit par intervention à l'instance engagée par la victime (2), car nous pensons qu'il peut agir en vertu d'une action qui lui est propre, comme ayant par le fait du tiers qui a occasionné l'accident, subi un préjudice dont l'article 1382 du code civil lui permet d'obtenir réparation (3).

En effet, la jurisprudence de la cour de cassation admet (4), que tout fait qui produit le risque prévu et met l'assureur dans la nécessité d'acquitter envers l'assuré les obligations de son contrat, cause à cet assureur un dommage dont il est fondé à demander réparation.

Il est vrai que certains tribunaux (5) ont, postérieurement aux arrêts de cassation précités, décidé que l'assureur qui a payé le montant de l'assurance à l'assuré tué ou blessé par la faute d'un tiers, ne peut réclamer à ce tiers des dommages-intérêts en se fondant sur l'article 1382 du code civil.

Mais ces décisions ne nous paraissent pas devoir prévaloir contre la jurisprudence contraire de la cour de cassation qui, d'ailleurs a été confirmée par d'autres tribunaux (6).

On a dit, d'abord, que, même substitué aux droits de l'assuré par sa police, l'assureur ne pouvait agir contre le tiers parce que ce contrat étant *res inter alios acta*, n'était pas opposable au tiers (7).

Mais nous pensons que cet argument ne peut être retenu, car, en notre matière, le patron a incontestablement une action contre le tiers, et il peut valablement faire, par contrat, cession de ses droits à l'assureur (8).

D'autre part, le motif invoqué pour refuser à l'assureur un droit personnel de recours est, d'une part, que la somme versée par l'assureur à l'assuré ne correspond pas au dommage causé par l'auteur de l'accident et peut être de beaucoup supérieur à ce dommage, et, d'autre part, que le tiers pourrait ainsi être appelé à verser à raison de la faute

(1) Trib. civ. Seine, 15 déc. 1905, *Rec. spéc.*, 6^e, 384 ; Paris, 31 déc. 1907, *Rec. spéc.*, 8^e, 15.

(2) Paris, 21 janv. 1904, *Rev. jud.*, 1904, 136.

(3) Paris, 24 nov. 1903, D., 1906, 2, 428 ; trib. civ. Seine, 15 déc. 1905, *Rec. spéc.*, 6^e, 384 ; Paris, 21 janvier 1904, *Rev. jud.*, 1904, 136.

(4) Cass. civ., 22 déc. 1852, D., 53, 1, 93 ; Cass. civ., 12 août 1872, S., 72, 1, 223.

(5) Montpellier, 9 janv. 1905, D., 1906, 2, 185 ; Amiens, 4 déc. 1902, D., 1903, 2, 313, voir note.

(6) Voir note de M. Hitiers, D., 03, 2, 313.

(7) Paris, 21 mars 1905, D., 1906, 2, 185 ; Paris, 31 déc. 1907, précité.

(8) Paris, 10 juillet 1903, D., 94, 2, 505 ; Paris, 9 août 1904, *Rec. ass.*, 1904, 302.

unique qu'il a commise, une double indemnité à la victime et à l'assureur (1).

Mais, en notre matière, cet argument ne semble pas péremptoire, puisque l'indemnité payée par l'assureur à la victime est forfaitaire, inférieure au préjudice, et, qu'en outre, il a été montré que, par le jeu de l'article 7, l'assureur ne peut exercer son action contre le tiers que quand la victime ou ses ayants droit auront négligé de faire usage de la leur vis-à-vis de ce tiers.

Il est ajouté que, du fait du tiers qui cause l'accident, l'assureur qui paie le sinistre, n'éprouve aucun préjudice parce qu'il a reçu la prime d'assurance comme contre partie de cette éventualité.

Mais il faut observer que cette observation ne serait rigoureusement exacte, que si le contrat qui fixe la prime, stipulait l'abandon par l'assureur, de tout recours contre le tiers ; au contraire, à défaut de cette précision il peut être soutenu que la prime a été fixée à raison même de cette éventualité de recours possible.

En effet, les primes s'établissent par catégories de professions, suivant la gravité des risques inhérents à la nature de chaque profession ; or, la faute du tiers, qui peut être lourde, fait échec à toute prévision et modifie ainsi le risque prévu et précis en vue duquel la prime a été établie.

Nous pensons donc, conformément à la jurisprudence de la cour de cassation que l'assureur possède, dans l'hypothèse examinée, et indépendamment de toute subrogation qui pourrait être donnée valablement, une action personnelle contre le tiers responsable, basée sur l'article 1382 du code civil.

Mais, bien entendu, l'assureur ne peut agir contre le tiers que dans les mêmes conditions que le patron.

Quand l'assureur demande directement au tiers le remboursement de ce qu'il a ou devra payer, la question s'est posée de savoir s'il pouvait réclamer, en outre de tous les frais et indemnités mis à la charge du patron, le montant de la réserve complémentaire ; on sait que cette réserve complémentaire qui correspond aux risques de revision, est imposée aux assureurs qui doivent, au cas où ils versent à la caisse les capitaux calculés d'après les tarifs pour le service de rentes, comprendre dans le capital constitutif versé ou réserve mathématique, cette réserve complémentaire qui forme un des éléments nécessaires du calcul ; on sait aussi que si l'assureur ne fait aucun versement à la caisse

(1) Voir note de M. Capitant, D., 1906, 2, 183.

et se charge lui-même du service de la rente, il est également tenu de constituer dans sa propre caisse, cette réserve complémentaire (art. 27 de la loi de 1898 ; 2^e déc. du 28 fèv. 1899, art. 7 et suiv. ; circ. min. 26 avril 1901).

Or, on a soutenu que la constitution de cette réserve complémentaire étant imposée, non au patron qui n'est pas tenu de verser à la caisse le capital représentatif de la rente, mais seulement à l'assureur, ce dernier n'était pas fondé à en demander le remboursement au tiers (1).

Mais nous estimons, au contraire, que l'assureur est fondé à réclamer au tiers le remboursement, car, d'une part, le patron lui-même sera, dans les cas prévus à l'article 28, § 3, astreint à faire ce versement, et, d'autre part, nous avons vu que l'assureur agissait, non seulement en vertu des droits que lui a cédés le patron, mais en vertu d'un droit qui lui est propre ; dès lors, il peut demander la réparation intégrale du préjudice qu'il a subi et, par suite, le remboursement de cette réserve complémentaire qu'il est tenu de constituer.

SECTION VI. — Action des communes.

Quand une commune, en qualité de patron responsable, exerce son recours contre le tiers responsable, une difficulté spéciale s'est présentée.

Nous avons dit que l'action contre le tiers responsable était régie par le droit commun : les particuliers agissent par voie d'assignation. les communes sont-elles fondées à agir par voie de contrainte administrative ?

Il a été soutenu que l'article 63 de la loi du 18 juillet 1837, et l'article 154 de la loi du 5 avril 1884, prévoyant que toutes les recettes municipales pour lesquelles les lois et règlements n'ont pas prescrit un mode spécial de recouvrement, s'effectuent sur des états dressés par le maire, et rendus exécutoires après qu'ils ont été visés par le préfet ou par le sous-préfet, il faut en conclure que toutes les recettes sans distinction, et notamment les indemnités forfaitaires déboursées par application de la loi de 1898, peuvent être recouvrées par voie de contrainte (2).

Mais, il faut répondre, qu'aux termes de l'article 154 de la loi du 5 avril 1884, qui d'ailleurs abroge la loi du 18 juillet 1837, les communes

(1) Trib. civ. Dijon, 30 mai 1901, *Fr. jud.*, 1901, 313.

(2) Paris, 26 nov. 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e, p. 373.

ne sont autorisées à procéder par voie de contrainte que pour le recouvrement des « recettes municipales » ; or, par « recettes municipales », il faut entendre les ressources ordinaires et extraordinaires, prévues au budget de la commune, et basées sur un texte législatif (art. 132 et suiv. de la loi du 5 avril 1884), et non pas une prétendue créance dépourvue de titre et susceptible d'être contestée.

De plus, l'article 121 de la loi précitée prévoit précisément le cas de contestations judiciaires et indique pour l'action judiciaire intentée par la commune, des règles spéciales qui font échec à la procédure par contrainte.

Enfin, il faut noter que cette procédure par contrainte, non justifiée en droit, serait, en fait, extrêmement préjudiciable au tiers, qui, sans avis préalable, sans préliminaire de conciliation, tomberait sous le coup d'une contrainte, c'est-à-dire d'un titre exécutoire que son adversaire se décernerait à lui-même, de sa propre initiative, alors que, peut-être, la responsabilité de ce tiers ne serait même pas engagée.

Aussi pensons-nous que la commune n'est pas fondée à procéder contre le tiers responsable par voie de contrainte (1), mais qu'elle doit agir par voie d'assignation.

Nous ferons la même observation en ce qui concerne le recours exercé par le département qui, suivant nous, ne peut, pour les mêmes motifs que ci-dessus, arguer de l'article 64 de la loi du 10 août 1871 pour agir contre le tiers par voie de contrainte administrative.

SECTION VII. — Prescription.

La prescription de l'action en responsabilité prévue par l'article 7, reste, comme l'action elle-même, soumise aux règles de droit commun.

Elle est donc de 30 ans quand elle est fondée sur une simple faute ; de 10 ans quand elle a pour base un crime (art. 637 du code d'instruction criminelle), et de 3 ans quand le fait dommageable constitue un délit (2) (art. 638 du code d'instruction criminelle).

(1) Trib. paix Paris, 4^e arr., 10 juin 1909, *Rec. spéc.*, 10^e, p. 128.

(2) Paris, 26 nov. 1909, *Rec. spéc. acc. tr.*, 10^e, 372.

CHAPITRE VII

ACTIONS EN RESPONSABILITÉ

La loi de 1898 peut donner naissance à diverses actions en responsabilité.

SECTION I. — Actions appartenant à la victime.

Nous examinerons d'abord les actions en responsabilité qui peuvent appartenir à la victime ou à ses ayants droit.

§ 1 — Contre les magistrats.

Nous avons vu, au cours de nos observations sur la compétence, que la loi de 1898 a organisé une procédure spéciale dont le fonctionnement échappant à la victime est assuré par l'initiative des magistrats.

Mais, au cas où, par suite de l'inaction des magistrats, la procédure n'ayant pas été suivie, son droit à indemnité se trouverait prescrit, la victime, lésée dans ses intérêts, aura-t-elle une action en responsabilité contre ces magistrats pour réparation du préjudice subi ?

A. — ACTION CONTRE LE MAIRE.

Aux termes de l'article 12 de la loi de 1898, le maire a pour obligation de transmettre dans un délai déterminé au juge de paix la déclaration d'accident et le certificat médical ou l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat.

C'est sur le vu de ces pièces que le juge de paix procède à l'enquête interruptive de prescription.

Le maire peut-il être actionné en responsabilité par la victime au cas où, ayant omis de faire la transmission qui lui incombe, la victime s'est

vue opposer la prescription, le juge de paix non saisi n'ayant pas été mis à même de procéder à l'enquête.

Nous ne le pensons pas, car, d'après l'article 12 § 2, la victime a la faculté de transmettre directement un certificat médical constatant l'incapacité permanente au juge de paix qui, s'il y a lieu, procédera à l'enquête dans les 24 heures de cette remise.

Ainsi l'inaction du maire n'apparaît pas comme ayant été la cause du préjudice subi par la victime puisque celle-ci avait la faculté de mettre par sa propre initiative la procédure en mouvement.

La même solution s'impose pour les mêmes raisons au cas de décès de la victime, car, alors, il appartenait aux ayants droit de saisir directement le juge de paix.

B. — ACTION CONTRE LE JUGE DE PAIX.

Par application de l'article 12, le juge de paix doit, dans tous les cas où l'accident soumis à la loi de 1898 a entraîné une incapacité permanente ou la mort, procéder à l'enquête et la transmettre dans un délai déterminé au président du tribunal civil.

Or, faut-il reconnaître à la victime une action en responsabilité contre le juge de paix, si celui-ci omet soit de procéder à l'enquête, soit de la transmettre au président et est ainsi cause que la prescription se trouve acquise, soit parce qu'elle n'a pas été interrompue par la clôture de l'enquête, soit parce que le président n'ayant pas été saisi, les parties n'ont pas été convoquées à comparaître et n'ont pas comparu en conciliation dans les délais utiles ?

Remarquons d'abord que la question ne se pose pas au cas de décès de la victime, car alors, en vertu de l'article 16, la partie la plus diligente, donc l'ayant droit, a la faculté de saisir le président par la remise de l'acte de décès ; ni au cas où le patron et la victime seraient d'accord pour reconnaître le caractère permanent de l'incapacité, car ici encore, l'article 16 permet à la victime de saisir le président par la production de cet accord.

Par suite, dans ces deux hypothèses, l'inaction du juge de paix n'a pas pour effet nécessaire l'acquisition de la prescription, puisque la victime où ses ayants droit avaient la possibilité de mettre la procédure en mouvement.

Il ne reste donc à discuter que l'hypothèse dans laquelle, la victime étant atteinte d'incapacité permanente, les parties ne sont pas d'accord sur le caractère permanent de cette incapacité ; dans ce cas, en effet,

l'article 16 n'autorise pas expressément la victime à saisir le président.

Cependant le texte (art. 16) lui donne implicitement le moyen de provoquer la comparution.

En effet, il est dit que, s'il n'a été saisi d'aucune pièce, le président doit, dans les 5 jours précédant l'expiration du délai de prescription, lorsque la date de cette expiration lui est connue, convoquer les parties ; dès lors il est loisible à la victime de porter à la connaissance du président, qu'il est atteint d'incapacité permanente et que le délai de prescription arrive à expiration.

De sorte que l'inaction du juge de paix, n'étant pas la cause du préjudice subi par la victime, ce magistrat ne peut en conséquence être recherché en responsabilité.

C. — ACTION CONTRE LE PRÉSIDENT.

1° *Au cas d'inaction.*

Aux termes de l'article 16, le président doit, dans un délai de 5 jours, après qu'il a été saisi, convoquer les parties à comparaitre devant lui ; cette comparution aboutit soit à la fixation des indemnités, soit à une non conciliation, avec renvoi devant le tribunal, des parties qui sont ainsi mises à même d'interrompre la prescription par assignation délivrée dans le mois de la non conciliation (1).

Si le président, négligeant de lancer cette convocation, laisse la prescription s'accomplir après avoir, par son inaction, paralysé la procédure qui aboutit à l'attribution des indemnités, faut-il décider qu'il encourt de ce chef une responsabilité envers la victime ou ses ayants droit ?

Nous croyons qu'il faut encore répondre à cette question par la négative, car l'inaction du président n'aboutit pas nécessairement à la forclusion du droit de la victime.

Si, au chapitre traitant de l'action de la victime, nous avons montré que la procédure spéciale de la loi de 1898 doit nécessairement être suivie et que, notamment, la tentative de conciliation doit précéder l'instance, nous avons aussi au chapitre traitant de la prescription expliqué que ces formalités étant indépendantes de la volonté des parties, leur inaccomplissement ne pouvait entraîner contre elles aucune forclusion ;

(1) D'après une autre opinion, précédemment rapportée, la prescription est interrompue par la convocation du président.

qu'en effet, bien que le juge de paix et le président aient été spécialement chargés de poursuivre cette procédure, pour aboutir à l'allocation de l'indemnité, aucune disposition n'interdit aux intéressés eux-mêmes d'exercer directement leur action en se conformant aux règles de droit commun dans la mesure où elles sont compatibles avec les prescriptions de la loi de 1898 : dès lors, la victime peut, avant d'avoir été convoquée par le président, citer en justice le patron.

Cette assignation, bien que ne comportant pas, conformément à l'article 65 du code de procédure civile, la copie de l'ordonnance de non conciliation, ne sera pas nulle pour défaut de forme, puisqu'il ne dépend pas de la victime que cette formalité préliminaire ait été remplie, et nous avons admis par suite que l'assignation délivrée dans ces conditions aura pour effet d'interrompre la prescription, sauf au tribunal à ordonner avant de statuer au fond que les formalités d'enquête et d'ordonnance seront remplies (1). Au cas de revision nous avons admis que la prescription est interrompue par la déclaration au greffe et qu'au cas où la comparition devant le président n'aurait pas eu lieu, l'assignation pouvait aussi être délivrée valablement sauf au tribunal à surseoir à statuer au fond jusqu'à ce que cette formalité préliminaire ait été remplie.

La victime, ayant donc la faculté d'interrompre la prescription, alors que les formalités préliminaires de la procédure spéciale n'ont pas été remplies, il apparaît que l'inaction des magistrats, maire qui paralyse l'enquête, juge de paix et président qui paralysent la tentative de conciliation, n'a pas pour effet nécessaire de laisser prescrire l'action en indemnité : par suite, elle ne cause aucun préjudice à la victime dont l'action n'a été frappée de prescription que par sa propre négligence.

Dès lors, le préjudice base essentielle de toute action en responsabilité faisant défaut, nous sommes fondés à dire que la victime ne possède aucune action en responsabilité contre les magistrats, à raison de leur inaction, sans même rechercher si les règles générales qui concernent la responsabilité des magistrats pourraient trouver ici leur application, puisqu'elles supposent d'abord l'existence d'un préjudice.

Cette solution qui paraît incontestable en l'état actuel du texte de la loi de 1898 et de la jurisprudence pouvait cependant faire plus de difficulté sous l'empire des textes primitifs de la loi de 1898.

En effet, d'après l'ancien article 12, qui fut modifié en 1902, le maire avait qualité pour apprécier s'il devait retenir ou transmettre au juge de paix le certificat médical, suivant que l'infirmité paraissait ou non

(1) Cass. civ., 7 juin 1904, *Rec. spéc.*, 5^e année, p. 104.

devoir être permanente ; au reçu de cette communication, le juge de paix « devait » faire l'enquête. Il convient de remarquer qu'alors la victime n'avait pas la faculté de saisir directement le juge de paix et que, par suite, l'ouverture de l'enquête dépendait exclusivement du maire.

D'autre part, l'ancien article 16, modifié par la loi du 31 mars 1905, imposait au président l'obligation de convoquer les parties dans les cinq jours de la transmission du dossier, mais à la différence du nouveau texte ne permettait pas aux parties de saisir directement le président par la production de l'acte de décès, ni d'un accord écrit sur le caractère permanent de l'incapacité et de plus n'autorisait pas le président à convoquer d'office au cas où l'accident serait parvenu à sa connaissance ; de sorte que la tentative de conciliation était subordonnée à la transmission de l'enquête du juge de paix.

En outre, à cette époque, la cour de cassation n'ayant pas encore fait connaître sa jurisprudence, les tribunaux étaient fort divisés sur le point de savoir si les formalités substantielles de l'enquête et de la conciliation ne devaient pas, à peine de nullité, précéder l'assignation, et l'opinion peut-être dominante était que, par application de l'article 65 du code procédure civile, l'assignation ne contenant pas mention de l'ordonnance de non conciliation devait être considérée comme nulle par défaut de forme, et par suite, conformément à l'article 2247 du code civil, n'avait point pour effet d'interrompre la prescription.

De sorte que l'action ne pouvait être introduite par la victime, tant que le président n'avait pas procédé à la tentative de conciliation.

Ainsi, des textes il résultait que l'inaction des magistrats paralysait nécessairement la procédure, et de la jurisprudence, il apparaissait qu'à défaut de l'accomplissement de cette procédure spéciale, l'action de la victime était irrecevable ; par suite, la prescription était inévitable.

Alors, l'inaction des magistrats causait à la victime un préjudice certain, élément nécessaire de toute action en responsabilité, et comme la loi de 1898 ne libérait pas les magistrats de toute responsabilité il y avait lieu de rechercher si, en vertu des principes généraux de droit commun que nous examinerons ci-dessous, cette responsabilité pouvait être poursuivie.

Mais avec les modifications apportées aux anciens textes par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905 et avec la jurisprudence qui, depuis, s'est affirmée pour reconnaître comme interruptive de prescription l'assignation même non précédée de l'enquête ni de la conciliation, la responsabilité des magistrats est dégagée par cette raison qui dispense d'examiner toutes autres, que leur inaction n'a causé aucun préjudice.

Nous examinerons d'ailleurs ci-dessous si, le préjudice existant, le droit commun permet l'exercice de l'action en responsabilité.

2° Nullité d'ordonnance et cas divers.

Nous avons vu que, par application de l'article 16, § 2, l'ordonnance de conciliation doit, sous peine de nullité, indiquer le salaire de base et la réduction que la blessure aura fait subir au salaire, et que, suivant l'article 19, l'ordonnance de revision doit également, sous peine de nullité, spécifier l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité. Quand la nullité d'une ordonnance rendue en contravention des articles 16 ou 19 est prononcée par le tribunal, l'article 30, alinéa 3, dispose que la prescription court à nouveau du jour de la décision prononçant la nullité; dès lors, les parties du chef de cette nullité ne sont point lésées en ce qui concerne la durée de leur action en indemnité.

Mais cependant, du fait de cette nullité, elles subissent un préjudice en ce qui concerne les frais tant de l'ordonnance frappée de nullité que de l'instance qui a abouti à la décision prononçant la nullité.

Or, la partie intéressée, qui a payé les frais de l'ordonnance nulle et de l'instance possède-t-elle une action en responsabilité contre le président, qui, en rédigeant une ordonnance nulle, a été cause qu'une instance en nullité a été engagée et qu'une nouvelle ordonnance a été rendue nécessaire?

En cette hypothèse, le préjudice, élément indispensable de l'action en responsabilité, existe; il nous reste par conséquent à rechercher si une disposition spéciale prohibe cette action; la loi de 1898 étant muette sur ce point, nous devons faire application des règles de droit commun.

L'article 505 code procédure civile, organise, sous le nom de prise à partie, l'action en réparation civile dirigée contre les magistrats, et détermine les causes donnant ouverture à cette action.

En vertu de ce texte, les magistrats ne peuvent être personnellement poursuivis pour actes relatifs à leurs fonctions que dans les cas de dol, fraude, concussion, déni de justice, ou bien si une disposition spéciale a prononcé expressément la prise à partie, ou déclaré le juge responsable à peine de dommages-intérêts.

Et il est admis que l'énumération ainsi formulée est limitative (1).

En conséquence, il faut décider qu'en ce qui concerne la responsabilité encourue par les magistrats, le principe général de l'article 1382 du code civil, en vertu duquel toute personne est tenue de réparer le préjudice causé par sa faute, se trouve détruit, et que, par exception à

(1) Cass., 31 juillet 1850, D., 50, 1, p. 318; Cass., 13 mars 1850, D., 50, 1, p. 320.

cette règle, alors même qu'un préjudice qui est un élément nécessaire (1) existe, la prise à partie n'est ouverte que dans les cas limitativement déterminés.

La question est donc de savoir si, en notre espèce, la responsabilité des magistrats est spécialement prévue par un texte de loi

L'article 505 code procédure civile, vise tout d'abord les cas de dol, fraude et concussion; il semble évident que le magistrat qui n'a pas suivi la procédure spéciale édictée par notre loi, ou qui a introduit une nullité dans la rédaction de l'ordonnance, ne s'est pas, par ce seul fait, rendu coupable de dol, fraude ou concussion, sauf le cas où il serait prouvé qu'il a ainsi agi volontairement et pour nuire, mais a simplement commis une faute; or, il est admis que la faute, même grossière, commise par un juge dans l'exercice de ses fonctions, ne peut autoriser contre lui l'action de prise à partie (2);

D'autre part, l'article 505 code procédure civile, prévoit la prise à partie dans le cas où elle serait expressément autorisée par d'autres textes; mais aucune loi n'institue en notre espèce cette action en responsabilité.

L'article 15 du code de procédure civile, il est vrai, prévoit bien la prise à partie, mais seulement contre le juge de paix, et dans le cas où il laisserait périmer une instance ouverte devant lui: mais cette disposition restrictive, puisque pénale, ne peut être étendue par analogie au cas où le juge de paix, saisi par le maire ou par le certificat de la victime, négligerait de procéder à l'enquête, puisqu'il n'y a pas alors instance ouverte.

A fortiori cette sanction édictée pour le juge de paix ne peut être appliquée au président.

L'article 505 précité vise encore le cas où il y a eu déni de justice:

L'article 506 du code de procédure civile explique qu'il y a déni de justice quand les juges refusent de répondre les requêtes ou négligent de juger les affaires en état et en tour d'être jugées. Il est encore évident que l'inaction des magistrats négligeant de suivre la procédure spéciale ne peut être assimilée au refus de juger les affaires en état.

Mais cette inaction peut-elle être assimilée au refus de répondre les requêtes?

Nous le pensons.

La requête, en effet, n'est qu'un moyen de saisir le juge; or, sous l'empire du nouveau texte, le juge de paix peut être saisi par le certi-

(1) Cass., 12 juillet 1864, D., 64, 1, p. 382.

(2) Cass. req., 6 juillet 1858, D., 58, 1, 279; Besançon, 3 mars 1860, D., 60, 2, 60.

ficat transmis par la victime ; le président peut être saisi par la production d'un accord sur le caractère permanent de l'incapacité ou par la production d'un acte de décès ; sous l'empire de l'ancien texte comme du nouveau, le juge de paix est saisi par la transmission du certificat que lui fait le maire, et le président, par la transmission du dossier d'enquête que lui fait le juge de paix ; ces magistrats, ainsi légalement saisis, doivent, suivant nous, être considérés comme légalement requis de procéder, puisque les dispositions de notre loi sont impératives, et doivent, lier le juge avec plus de force qu'une simple demande émanant d'un particulier et qui peut n'être point fondée.

Il est d'ailleurs admis en droit commun que l'article 506 s'applique d'une manière générale dans tous les cas où le juge légalement requis refuse son ministère (1).

Mais la prise à partie ne pourrait, en ce cas, être exercée qu'après les deux réquisitions prévues à l'article 507 du code de procédure civile.

En conséquence, pour le cas où la procédure spéciale aurait été arrêtée par la négligence des magistrats nous pensons :

1° Que sous l'empire du texte primitif de la loi de 1898, à raison duquel l'inaction des magistrats causait un préjudice certain à la victime, le droit commun lui permettait d'exercer la prise à partie en arguant du déni de justice prévu à l'article 505 du code de procédure civile, en suivant les formalités de l'article 507 ;

2° Que sous le texte actuel la question d'application de l'article 505 cité ne se pose plus puisque le préjudice nécessaire à toute action en responsabilité fait défaut.

En ce qui concerne l'action en responsabilité pour nullité de l'ordonnance, bien que les parties subissent du fait du magistrat un préjudice certain, nous pensons que la prise à partie ne peut être accueillie parce que nous avons vu, qu'à défaut d'un texte formel, qui en l'espèce n'existe pas, le juge ne répond pas aux termes de l'article 505, code procédure civile, dans les actes de sa fonction, de sa faute même grossière.

Enfin, au cas où le juge de paix refuserait de répondre à la requête à lui présentée par le patron conformément à l'article 4, § 5 et 7, au cas où le président refuserait de répondre aux requêtes qui lui seraient présentées conformément à l'article 16, § 4, ou conformément à l'article 19, § 5, nous pensons que le requérant serait fondé à exercer la prise à partie contre ces magistrats pour déni de justice, sauf à prouver le préjudice et à suivre les formalités des articles 507, code procédure civile, et suivants.

(1) Dalloz, *Code pr. civ. annoté*, sous art. 506, n° 4.

§ 2. — Action en responsabilité contre le patron.

A. — DÉFAUT DE DÉCLARATION.

L'article 11 oblige le patron à déclarer au maire tout accident ayant occasionné une incapacité de travail et à effectuer le dépôt d'un certificat quand, dans les 4 jours qui suivent l'accident, la victime n'aura pas repris son travail.

Si le patron ne satisfait pas à ces obligations, il est passible, comme nous l'avons indiqué précédemment, des peines portées à l'article 14 ; mais il ne peut être recherché en responsabilité par la victime puisque celle-ci possède, aux termes du même article, la faculté de faire elle-même cette déclaration et ce dépôt de certificat dans l'année qui suit l'accident et que, par suite, l'inaction du patron ne peut lui causer préjudice.

B. — CONTRAVENTIONS A L'ARTICLE 30.

Le patron qui se rend coupable des infractions prévues à l'article 30, § 5 est non seulement passible des pénalités édictées par cet article, mais encourt en outre vis-à-vis de l'ouvrier une responsabilité qui, a sa base dans le préjudice causé.

L'ouvrier possède donc contre le patron qui a opéré sur ses salaires une retenue pour l'assurance des risques mis à sa charge par notre loi, une action en remboursement des sommes induement perçues (1235 du code civil) et si ce fait lui a causé préjudice l'article 1382 du code civil trouve en outre son application.

De même, la victime possède une action en responsabilité contre le patron comme contre le tiers qui a, dans les conditions prévues par le n° 3 du § 5 de l'article 30, porté atteinte à son droit de choisir le médecin : mais, conformément aux principes du droit en matière de responsabilité, cette action ne sera fondée que si, en fait, un préjudice en est résulté.

C. — DÉFAUT DE SOINS OU MAUVAIS SOINS.

D'après l'article 4, § 1, le patron supporte les frais médicaux et pharmaceutiques ; mais conformément au § 2, la victime peut toujours faire choix de son médecin et de son pharmacien.

Il résulte de cette disposition que le patron n'encourt aucune respon-

sabilité pour le cas où il s'est abstenu de faire soigner la victime puisque celle-ci a la faculté de demander directement à un médecin ou à l'hôpital les soins nécessaires.

Mais la question est autre quand les soins donnés ont été mauvais et ont eu pour résultat soit de prolonger, soit d'aggraver l'état d'incapacité de la victime. Tout d'abord, au cas où les mauvais soins ont été donnés par le médecin choisi par la victime, celle-ci n'a aucune action en responsabilité contre le patron qui, étant resté étranger au choix du médecin, ne peut être rendu responsable de ses actes (1).

Si, au contraire, le médecin qui a donné les mauvais soins ou commis une faute dans le traitement a été choisi par le patron, la question devient beaucoup plus délicate. Il a été soutenu que, même dans ce cas, le blessé ne peut rendre responsable le patron de la faute professionnelle du médecin, car, d'une part, ce médecin, par le fait même que ses soins ont été accueillis, a été accepté par la victime qui restait libre d'en prendre un autre et, d'autre part, l'indépendance scientifique du médecin étant absolue, s'oppose à ce que le patron puisse contrôler ou modifier le traitement (2).

Cependant nous pensons que le patron encourt une responsabilité. Mais sur quelle base repose le principe de cette responsabilité? Nous savons que l'article 1384 du code civil déclare que le maître ou commettant est responsable de la faute de son préposé : ce texte ne trouve-t-il pas en notre matière son application.

Il est admis par la majorité des auteurs et la presque unanimité de la jurisprudence, que par « préposé » il faut entendre celui qui remplace le maître, procède sous ses ordres, sous sa surveillance, et qui en un mot est vis-à-vis de ce dernier dans un état de subordination (3).

Par application de cette théorie, le médecin choisi par le patron ne peut être assimilé au préposé du patron, n'ayant vis-à-vis de lui aucun lien de subordination. Mais une jurisprudence nouvelle décide que si la délégation confiée au préposé est le plus souvent donnée à un subordonné, elle peut aussi être accordée à une personne ne faisant pas partie du personnel, mais qui devient momentanément investie de l'autorité du patron (4). Ainsi disparaît pour l'application du texte la condition ci-dessus posée de subordination.

(1) J. paix Havre, 9 mai 1903, *Rec. spéc.*, 6^e année, 237.

(2) Nîmes 23 juillet 1902, *Rev. jud.*, 1903, p. 96.

(3) Req., 4 février 1880, D., 1880, 1, 392; Cass. civ., 25 octobre 1886, D., 1887, 1, 225.

(4) Douai, 24 février 1904, *Rec. spéc.*, 10^e ann., p. 74; Paris, 2 juin 1906, *J. ass.*,

Dès lors, on pourrait soutenir que le médecin doit être considéré comme le préposé du patron étant investi de sa confiance et chargé par lui de donner des soins et que par suite le patron est responsable de plein droit par application de l'article 1384 du code civil des actes du médecin son préposé. Au cas où cette théorie fondant la responsabilité du patron sur l'article 1384 ne serait pas admise, le patron ne serait pas pour cela libéré, car on pourrait alors, suivant nous, le rendre responsable des actes de son médecin, en se basant sur les articles 1382 et 1383 du code civil.

En effet, de cet article 1384 du code civil il importe surtout de retenir que la responsabilité du commettant qu'il édicte repose sur une présomption légale de faute personnelle à ce commettant dans le choix de son préposé ; certains auteurs avaient même admis que le choix du préposé était la condition nécessaire et suffisante de la responsabilité du commettant (1) sans exiger en outre le lien de subordination ; il est donc établi que l'idée de faute personnelle reposant sur un mauvais choix n'est pas étrangère à notre droit et qu'elle pourra par suite servir de base à une action en responsabilité. A défaut d'application de l'article 1384 qui présume cette faute du patron dans le choix de son préposé, le demandeur en réparation pourra utilement l'établir conformément aux articles 1382 et 1383 du code civil.

Et en effet, par application de ces principes, il a été admis que l'artisan qui exerce une profession déterminée et dont, d'autre part, le travail est étranger à la profession de celui qui l'emploie, n'est pas au regard de ce dernier un préposé dont la faute engage *ipso facto* la responsabilité du maître de l'ouvrage (2) ; mais que cependant le maître de l'ouvrage pourra être déclaré responsable de cette faute, par application des articles 1382 et 1383 du code civil, si le choix par lui fait de l'artisan, atteste de sa part une imprudence, et si spécialement ce choix a porté sur un artisan d'une incapacité notoire ou même d'une capacité douteuse (3).

Cette théorie s'applique à notre espèce, et nous dirons que le patron est responsable de la faute commise par le médecin, si lui-même a commis

1^{er} nov. 1906, p. 611 ; Cass. ch. réun., 8 janvier 1908, *Rec. spéc.*, 8^e ann., p. 361 ; Aix, 5 février 1908, *Rev. jud.*, 1908, p. 274. Bordeaux 17 oct. 1910, aff. V^e Ferras c. Blanc.

(1) Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, § 447, p. 761 ; Demolombe, *Code civ.*, t. XXXI, p. 610.

(2) Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, § 447, note 25 ; Demolombe, t. XXXI, no 622 ; Sourdat, t. II, p. 890.

(3) *Jur. gén.*, D., *Responsabilité*, n^o 613 ; Sourdat, t. II, p. 891.

une faute en choisissant pour médecin un incapable. Mais alors en vertu des articles 1382 et 1383 le demandeur devra faire la preuve de ce mauvais choix constitutif de la faute, tandis qu'en vertu de l'article 1384 du code civil le mauvais choix est présumé. Cette solution en vertu de laquelle le patron est responsable des actes de son médecin est satisfaisante en droit et nous paraît seule conforme à l'équité ; il paraît en effet nécessaire que le patron qui donne les soins ne s'adresse qu'à des médecins suffisamment expérimentés, notamment pour les opérations qu'il ferait pratiquer. Il reste d'ailleurs bien entendu que la responsabilité du patron n'est engagée que dans la mesure où est engagée celle du médecin, c'est-à-dire au cas seulement où a été commise une faute professionnelle.

Cette action en responsabilité, ainsi reconnue à la victime n'ayant pas son fondement dans la loi de 1898, mais dans les règles générales de la responsabilité, pourra s'étendre, non pas seulement à la réparation sur la base forfaitaire de l'état définitif aggravé par les mauvais soins, mais encore à des dommages-intérêts calculés conformément au droit commun et en dehors des obligations forfaitaires résultant du risque professionnel ; c'est la sanction nécessaire des opérations téméraires.

D. — FAUTE AYANT OCCASIONNÉ L'ACCIDENT

Nous avons indiqué précédemment en examinant l'action en indemnité qu'à raison du caractère forfaitaire de la loi, la victime ne possédait point, contre le patron, d'action en responsabilité, au cas même où il aurait occasionné l'accident par une faute lourde, un délit ou un crime : le principe de la responsabilité forfaitaire s'opposant à toute autre plus ample réparation.

E. — REFUS DE PAYER A L'AMIABLE

Il peut arriver que le patron refuse de payer soit l'indemnité journalière soit les frais de maladie, sous prétexte que la loi est inapplicable ou que la guérison est acquise, ou refuse de consentir à la fixation de la rente devant le président en alléguant qu'il n'y a pas infirmité permanente.

Si le tribunal de paix ou le tribunal civil, saisis de la difficulté par la demande en paiement formulée par la victime, déclarent qu'il y a lieu à indemnité journalière, à rente ou aux frais de maladie, la victime pourra-t-elle joindre à son action principale une action en dommages-intérêts pour résistance injustifiée ?

Nous ne le pensons pas, car la loi de 1898 étant d'ordre public, ses dispositions ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction et, par suite, les parties ne commettent, en refusant tout paiement amiable pour se référer exclusivement aux décisions de justice, aucune faute engageant leur responsabilité civile.

§ 3. — Contre le médecin

A. — FAUTE PROFESSIONNELLE

Le médecin, qu'il ait été choisi par la victime ou par le patron, encourt une responsabilité pour la faute professionnelle qu'il commet dans l'exercice de son art ; il appartient à la victime et au patron de prouver, conformément aux règles du droit commun, l'existence de cette faute qui peut se manifester soit au cours du traitement, soit au cours d'une opération, soit même par la délivrance d'un certificat d'incapacité temporaire alors que la victime est atteinte d'incapacité permanente, si toutefois cette affirmation du médecin a été produite par une méconnaissance certaine des principes de son art (1) et a de plus causé préjudice à la victime ou au patron.

B. — VIOLATION DU SECRÉT PROFESSIONNEL.

La question se pose aussi de savoir si le médecin peut encourir une responsabilité à l'égard de la victime pour violation du secret professionnel.

1° Médecin expert.

La solution ne paraît devoir faire aucune difficulté au cas où le médecin a été désigné comme expert et est recherché à raison des termes de son rapport ; car l'article 378 code pénal qui punit la révélation du secret professionnel ne vise que la révélation indiscrete et volontaire d'un secret dont le médecin est dépositaire et ne saurait être étendu aux révélations provoquées par la justice, le devoir légal du silence ne pouvant être imposé à celui qui a reçu le mandat de s'expliquer sur toutes les observations que l'accomplissement de sa mission l'amène à faire pour éclairer la justice (2) ; d'ailleurs les observations faites par l'expert et décrites dans son rapport ne peuvent être considérées comme constituant un secret qui lui aurait été confié confidentiellement. Dès lors, la victime ne possède contre le médecin expert aucune action en respon-

(1) Trib. civ. Lille, 19 avril 05, *J. ass.*, août 06, p. 177.

(2) Grenoble, 29 janvier 1909, *Rec. spéc.*, 9^e ann., p. 414.

sabilité pour violation du secret professionnel à raison des termes de son rapport.

En ce qui concerne les révélations faites par le médecin non expert, nous pensons qu'il convient de distinguer suivant qu'ils s'agit du médecin traitant ou du médecin non traitant.

2° Médecin traitant.

Le médecin traitant, qu'il soit choisi par le patron ou par la victime, est, suivant nous, tenu au secret professionnel puisque c'est à raison des soins qu'il donne, du traitement qu'il institue et surveille, c'est-à-dire à raison de l'exercice même de sa profession qu'il est appelé à faire toute constatation, à recueillir et même à provoquer toutes confidences du blessé qui, dans l'intérêt de sa guérison, ne doit rien cacher de son état. Bien que choisi par le patron, il ne saurait être, à raison de cette circonstance, délié de ses obligations professionnelles, indispensable garantie du malade qui, dans le médecin traitant, voit un conseil médical auquel il donne nécessairement sa confiance.

Aussi admettons-nous que le médecin traitant qui dévoilerait dans un certificat médical délivré au patron les tares du blessé qu'il a soigné, violerait le secret qui lui est imposé et serait, par suite, exposé à une action en responsabilité de la part de la victime. Mais, bien entendu, le secret professionnel ne s'étend pas à la description de la blessure même, occasionnée par l'accident, ni à l'évaluation de la réduction de capacité qu'elle entraîne ; il vise seulement les tares constitutionnelles étrangères à l'accident. Au reste, sur ce point, le juge du fond possède un pouvoir souverain d'appréciation.

3° Médecin non traitant.

En pratique, il arrivera souvent que, sans recourir à une expertise, le patron délèguera son médecin auprès du blessé pour l'examiner soit à titre amiable et d'accord, soit en exécution de l'article 4, § 5, sur visa du juge de paix au cours du traitement, soit en exécution de l'article 19, § 5, sur visa du président au cours du délai de revision ; ce médecin ainsi délégué pourra-t-il sans violer le secret professionnel révéler au patron dans un certificat les tares physiologiques de la victime ?

On pourrait soutenir qu'il importe de faire une distinction entre le médecin qui, d'accord avec la victime, procède à son examen et le médecin qui est délégué par le patron en vertu des articles 4 et 19.

Qu'en effet, dans le premier cas, le blessé ayant librement et sans contrainte accepté de se soumettre à l'examen du médecin du patron a, par là même, souscrit à toutes les conséquences de l'examen et consent à ce que le patron en connaisse tous les résultats, c'est-à-dire soit in-

formé de toute tare pouvant exister, mais qu'au contraire, dans le second cas, on ne peut se prévaloir de l'acceptation du blessé comme déliant le médecin du secret professionnel, parce que cette acceptation n'est pas libre, mais imposée par les textes qui sanctionnent le refus du blessé par la suspension du service de l'indemnité journalière ou de la rente ; dès lors on pourrait dire que ce médecin, qui n'a pas mandat de justice mais est seulement autorisé, ne peut, sans violer le secret professionnel, dévoiler les tares de la victime.

Mais, pour délicate que soit cette question, nous pensons qu'il faut admettre sans aucune distinction que le médecin du patron, qui n'est pas le médecin traitant et procède à l'examen du blessé, n'est pas tenu au secret professionnel ; car, en effet, il est exact, d'une part, que le médecin délégué conformément aux articles 4 et 19 n'a pas mandat de justice et n'agit qu'en qualité de médecin du patron, et, d'autre part, que le refus de la victime serait sanctionné par une pénalité, mais il n'en reste pas moins vrai que la victime a consenti à ce que ce médecin procède à son examen qui a pour but unique de renseigner le patron ; en y acquiesçant, la victime a accepté que le patron soit informé des constatations qui d'ailleurs ont été relevées sans qu'il ait été fait appel à ses confidences.

De plus, il faut remarquer que cette solution concorde entièrement avec le but du législateur qui a été de renseigner le patron sur l'état du blessé et aussi de n'accorder aux victimes que les réparations forfaitaires basées sur les conséquences de l'accident et non sur les maladies ou infirmités sans lien avec le traumatisme.

SECTION II. — Action appartenant au patron.

§ 1. — Contre la victime.

Certains actes commis par la victime sont de nature à porter préjudice au patron ; en principe, dès qu'ils se rattachent à l'application de la loi de 1898, ils ne donnent pas naissance à une action en responsabilité au profit du patron, mais peuvent seulement être opposés comme moyens de défense à l'action en indemnité intentée par la victime.

Il en sera ainsi au cas où la victime ayant refusé de suivre les prescriptions des médecins aura aggravé son état ; le patron sera alors fondé à invoquer cette faute de l'ouvrier non par voie d'action principale, mais sous forme de défense à la demande en indemnité pour voir déclarer qu'il ne sera tenu de la réparation forfaitaire que dans la mesure de l'incapacité moindre qui seule eût subsisté si la victime avait suivi le traitement prescrit.

De même, si la victime a causé l'accident par sa faute même délictuelle, le patron pourra s'en prévaloir, mais seulement en réponse à la demande en indemnité pour faire déclarer qu'il y a faute inexcusable réduisant la rente, ou faute intentionnelle supprimant toute indemnité.

Au contraire, si la victime s'était rendue coupable d'un des délits d'escroquerie que nous avons mentionnés en examinant la compétence du tribunal correctionnel, nous pensons que le patron serait fondé à formuler une demande en dommages-intérêts.

§ 2. — Contre le médecin.

Nous avons vu que le patron responsable des fautes commises par le médecin qu'il a choisi, peut être de ce chef actionné par la victime en réparation du préjudice qui lui a été causé; dans cette hypothèse, le patron peut exercer son recours contre le médecin soit par voie d'action principale, soit par voie d'appel en garantie à l'instance dirigée contre lui par la victime.

Mais le patron a-t-il une action en responsabilité contre le médecin choisi par la victime qui a, par faute professionnelle, prolongé ou aggravé l'état d'incapacité?

Nous ne le croyons pas; nous avons admis dans cette hypothèse que la victime possède contre son médecin une action en responsabilité; que le patron ne doit pas à la victime la réparation forfaitaire basée sur l'aggravation résultant de cette faute puisque cette aggravation est sans relation avec l'accident (1); dès lors le patron ne subissant, du fait de ce médecin, aucun préjudice ne peut exercer contre lui aucun recours.

Mais si contrairement à notre opinion, il était décidé que le patron doit au blessé l'indemnité forfaitaire sur l'état définitif aggravé par la faute du médecin, il faudrait, par voie de conséquence, reconnaître au patron contre ce médecin une action en remboursement du supplément d'indemnité ainsi mis à sa charge, puisqu'alors le patron éprouverait un préjudice.

Partant de ce même principe que quiconque cause par sa faute un préjudice doit le réparer, il faut décider que le médecin choisi, ou non par la victime, qui prescrit une quantité abusive de médicaments encourt de ce chef une responsabilité envers le patron.

En effet, d'une part, aux termes de l'article 4, le patron doit les frais pharmaceutiques, et d'autre part, le pharmacien qui délivre au blessé des médicaments sur ordonnance, quelle que soit leur quantité, ne com-

(1) J. paix Havre, 9 mai 1905, *Rec. spéc.*, 6^e an., 257.

met aucune faute, car il n'a pas à contrôler le traitement institué par le médecin ; le patron doit donc au pharmacien la totalité des médicaments ainsi fournis, mais il a son recours contre le médecin qui les a ordonnés, dans la mesure où il y a eu abus (1).

Cette action peut être exercée par le patron soit par voie principale, soit par voie d'appel en garantie sur la demande en paiement dirigée contre lui par le pharmacien.

Par application de ce même principe que quiconque cause un préjudice doit le réparer, il a été décidé que le patron a une action en responsabilité contre le médecin du blessé qui aurait délivré un certificat médical dont les termes ambigus sur la relation entre l'état du blessé et l'accident auront permis au blessé d'intenter une action en indemnité (2), alors que l'infirmité ne pouvait être rattachée au traumatisme ; mais nous pensons que la responsabilité du médecin en ce qui concerne ces certificats n'est engagée que si leurs constatations constituent par la méconnaissance des principes de l'art une faute professionnelle, ou si le certificat dont la rédaction est volontairement ambiguë a été délivré intentionnellement : il est en effet nécessaire qu'apparaisse très nettement la faute dont l'appréciation en cette matière est particulièrement difficile.

SECTION III. — Actions relatives à la responsabilité de l'assureur.

Nous devons tout d'abord rappeler, pour la clarté de notre exposé, qu'aux termes du décret du 28 février 1899, article 11, l'assureur ne peut opposer aucune déchéance à l'ouvrier créancier des indemnités de la loi de 1898 ; en conséquence, au cas où une condamnation intervient contre le patron au profit de la victime, l'assureur substitué par la décision, conformément à l'article 16, § 7, doit acquitter vis-à-vis de l'ouvrier le montant des condamnations, encore bien qu'aux termes du contrat d'assurances, le patron assuré ait encouru une déchéance et doive, par application d'une clause pénale de la police, supporter le coût total du sinistre. Mais cette obligation de l'assureur de n'opposer aucune déchéance à la victime, n'existe qu'autant qu'il y a assurance, c'est-à-dire que le contrat invoqué est existant, où couvre le risque dans lequel est survenu l'accident.

En conséquence, entre assureur et assuré peut se poser, à l'occasion de la responsabilité en matière d'accident de travail :

(1) J. paix Paris, 14 novembre 1907, *Rec. spéc.*, 9^e an., p. 87 ; J. paix Lille, 11 février 1908, *Rec. spéc.*, 8^e an., p. 432 ; J. paix Cette, 15 mai 1907, *Rec. spéc.*, 8^e an., p. 85.

(2) J. paix Paris, 11 mars 1910, *Rec. spéc.*, 11^e an., p. 39.

1° Ou bien la question de savoir s'il y a ou non assurance, et dans la négative l'assureur ne sera tenu ni vis-à-vis de l'ouvrier, ni vis-à-vis du patron ;

2° Ou bien la question de savoir si l'assuré a ou non encouru une déchéance, et dans l'affirmative l'assureur tenu vis-à-vis de la victime, est fondé à demander à l'assuré le remboursement du coût du sinistre, conformément aux clauses pénales de la police.

Nous nous bornerons à poser la difficulté sans entrer dans l'examen et la discussion des cas de non assurance ou de déchéance, puisque nous nous préoccupons seulement de l'exercice des actions en responsabilité nées du contrat à l'occasion de l'accident.

Ces points étant ainsi précisés, et la portée de la non assurance ou de la déchéance étant nettement déterminée, il nous sera plus aisé de rechercher en quelle forme doivent être exercées les actions qui en découlent.

Tout d'abord nous éliminons l'action en garantie dirigée par l'ouvrier contre l'assureur, puisque nous avons admis, en examinant l'exercice de son action en indemnité, que l'ouvrier n'avait pas d'action directe contre l'assureur, et ne pouvait le mettre en cause à l'instance engagée contre le patron ; il reste donc à examiner l'action du patron et l'action de l'assureur.

En fait, les contrats d'assurances contiennent généralement une clause donnant ou promettant de donner pouvoir à l'assureur de diriger la procédure au nom de l'assuré et en vertu de ce pouvoir l'assureur se présente à l'instance et plaide sous le nom de l'assuré ; or, quand, à la suite d'un accident, l'assureur estime ou bien qu'il n'y a pas assurance, ou bien qu'une déchéance est encourue, il peut sur l'instance dirigée par la victime en fixation d'indemnité contre le patron, soit défendre au nom du patron, conformément aux clauses de son contrat sous réserves significatives de faire ultérieurement valoir tous ses droits contre son assuré, soit refuser purement et simplement d'occuper à l'instance pour le patron qui par suite se trouve dans la nécessité de défendre lui-même en son nom à l'action de l'ouvrier.

La question se pose alors de savoir si le patron peut, dans l'un et l'autre cas, appeler en garantie son assureur à l'instance qui lui est intentée par la victime, ou s'il doit procéder vis-à-vis de l'assureur par voie d'action spéciale.

La même question se présente en ce qui concerne l'assureur, quand celui-ci croit que son contrat ne couvre pas le risque, ou qu'une déchéance a été encourue, car il peut avoir intérêt à intervenir en son propre nom à l'instance entre la victime et le patron, pour faire pré-

ciser les points qui lui permettront d'étayer sa demande contre le patron et d'éviter, au cas de non assurance, que la substitution soit prononcée: il y a donc lieu de se demander si l'assureur peut intervenir à l'instance pour faire statuer sur la portée de son contrat où s'il doit agir contre le patron par voie d'action principale.

Sous l'empire du texte primitif de l'article 16, il était généralement admis que le patron ne pouvait appeler l'assureur en garantie à l'instance introduite par le blessé, mais depuis la modification apportée à ce texte, d'autres avis ont été exprimés:

Une première opinion soutient que l'article 16, modifié par la loi du 31 mars 1905, en stipulant que l'assureur doit être substitué au patron dans le jugement qui fixe les indemnités, a par celà même mis en cause l'assureur et créé une connexité entre la demande principale introduite par la victime contre le patron et l'action récursoire introduite par le patron contre l'assureur, et que par suite le patron peut appeler l'assureur en garantie (1), même au cas où le contrat d'assurances contiendrait une clause portant prohibition de mettre l'assureur en cause, si toutefois celui-ci n'a pas défendu au procès au nom de l'assuré comme l'y obligeait sa police.

Une deuxième opinion, qui ne paraît faire aucune distinction suivant que la police portera ou non une clause prohibitive de mise en cause, ajoute que non seulement la mise en cause de l'assureur par le patron est toujours possible, mais que cette procédure est seule applicable, à l'exclusion de l'action par voie principale: en effet, dit-on, la loi du 31 mars 1905 a eu pour but de simplifier la procédure primitivement admise sous l'empire de la loi de 1898, en supprimant la possibilité d'une double action de la victime contre le patron et du patron contre l'assureur, pour y substituer une seule action principale dans laquelle, lorsqu'il y a assurance, trois parties se trouvent engagées: la victime, le patron et l'assureur; en conséquence, non seulement le patron peut appeler l'assureur en intervention forcée (2), mais il faut dire que la disposition de l'article 16, relative à la substitution, implique nécessairement cette mise en cause de l'assureur devant le tribunal du lieu de l'accident et de plus détermine la compétence exclusive de ce tribunal pour connaître des contestations quelles qu'elles soient entre assureur et assuré et quelles que soient les clauses de la police, alors même que

(1) Paris, 18 déc. 1906, *Rec. spéc. acc. tr.*, 7^e année, p. 308; Cass. req., 10 av. 1905, *Journ. ass.*, oct. 1906, p. 544.

(2) Rennes, 17 déc. 1907, *Rec. sp. acc. tr.*, 8^e, 375. *Contra* Chambéry, 11 déc. 1907, *Rec. spéc.*, 8^e, p. 357.

l'assureur dénierait l'assurance (1), la volonté expresse du législateur étant qu'il soit statué et sur la rente due à la victime et sur l'assurance par une seule et même décision.

Aux termes de cette deuxième opinion, la mise en cause de l'assureur par le patron n'est plus seulement facultative, mais s'impose sous peine de nullité de la procédure, quelle que soit la nature de la contestation.

Enfin, d'après une troisième opinion, il n'est même plus besoin qu'il y ait contestation entre assureur et assuré, pour que celui-ci doive appeler en cause l'assureur, car la substitution de l'assureur ordonnée par l'article 16, ne doit être prononcée par le tribunal que si l'assureur a été appelé à l'instance, aucune condamnation ne pouvant être prononcée contre une partie qui n'a pas été assignée (2).

Mais ces trois théories, qui ne sont que l'aboutissement de celle en vertu de laquelle la victime possède, à raison de l'article 16 portant substitution, une action directe contre l'assureur, nous paraissent critiquables.

Tout d'abord, il faut remarquer que l'action en indemnité introduite par l'ouvrier contre son patron et l'action en garantie intentée par le patron contre l'assureur, procèdent de deux causes absolument distinctes : la première trouve sa base dans la loi de 1898, et obéit à des règles spéciales de procédure et de prescription ; la seconde est basée sur le contrat d'assurances et reste soumise aux règles de droit commun quant à la procédure et à la prescription ; elles ne sont donc pas intimement liées, l'exercice de l'une pouvant rester indépendant de l'exercice de l'autre.

De plus, il nous paraît qu'attribuer nécessairement compétence au tribunal du lieu de l'accident, pour connaître des contestations entre assureur et assuré, est faire échec à la loi du 2 janvier 1902, qui, dans son article 1, décide qu'en matière de contrats d'assurances et de litiges auxquels ils donnent lieu, le défendeur sera assigné devant la juridiction dans le ressort de laquelle se trouve le domicile de l'assuré de quelque espèce d'assurances qu'il s'agisse, et stipule, dans son article 2, que les clauses d'attribution de compétence au tribunal du domicile de l'assureur, qui sont inscrites dans les contrats antérieurs à la dite loi, seront valables.

En fait, le tribunal du lieu de l'accident, saisi de la demande en rente de la victime, pourra ne pas être le tribunal du domicile de l'assuré prévu par l'art. 1 de la loi du 2 janvier 1902, ou du domicile de l'assureur

(1) Cass. civ., 5 janv. 1910, *Rec. spéc.*, 11^e année, p. 57.

(2) Cass. civ., 27 mai 1910, *Rec. spéc.*, 11^e an., p. 105.

stipulé par contrat (art. 2, même loi) ; par suite, on sera amené à apporter sans texte une exception à la règle générale posée par la loi du 2 janvier 1902.

En outre, par application des règles du droit commun, les contestations entre assureurs et assurés peuvent être, à raison de la compétence *ratione materiæ*, portées devant le tribunal de commerce ; or, le tribunal qui connaît de l'action en rente est nécessairement le tribunal civil ; par suite l'attribution exclusive de compétence à ce tribunal comporte, sans pouvoir la justifier par aucun texte, une nouvelle dérogation aux principes généraux du droit.

Plus spécialement, il convient d'observer que la deuxième opinion, ci-dessus rapportée, décide qu'à l'action principale de la victime doit être jointe l'action du patron contre l'assureur, quelle que soit la nature de la contestation, par conséquent sans distinguer entre les cas de non assurance ou de déchéance, le tribunal, à cause de l'obligation où il est de prononcer la substitution, devant statuer sur l'action en rente et sur la contestation entre assuré et assureur par un seul et même jugement.

Or, précisément, nous savons qu'au cas de déchéance, l'assureur reste tenu vis-à-vis de la victime, du montant des condamnations prononcées contre le patron ; il suit que, même au cas de déchéance, la substitution doit être prononcée. Dès lors, on n'aperçoit pas pour quelle raison le tribunal devra, dans le cas de déchéance, connaître des difficultés entre assuré et assureur dans le même jugement qui fixe la rente et prononce la substitution, puisque cette substitution doit nécessairement être ordonnée ; il est donc indifférent au tribunal, pour le prononcé de la substitution, de connaître en même temps de la question de déchéance.

L'argument d'utilité invoqué ne pourrait valoir qu'au cas de non assurance, car alors la substitution ne doit pas être prononcée : mais nous allons voir que, même dans le cas de non assurance, la présence de l'assureur à l'instance est indifférente à la victime, sur l'intérêt de laquelle, cependant, se fondent les partisans de la mise en cause de l'assureur.

En effet, si le patron, seul défendeur, déclare ne pas être assuré, ou simplement s'abstient de déclarer qu'il est assuré, bien qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifié par la loi du 26 mars 1908, le jugement portant condamnation à rente doive indiquer si le patron est assuré ou non, aucune substitution ne sera prononcée ; la victime ne peut se plaindre, puisque, d'une part, le patron n'est pas tenu de contracter assurance, et que, d'autre part, le législateur a

couvert le bénéficiaire d'indemnité contre les risques d'insolvabilité du patron.

Si, au contraire, le patron, seul défendeur, déclare être assuré, l'assureur, n'étant pas au procès, n'apportera aucune contradiction, et le tribunal prononcera la substitution prévue par la loi.

Dans l'un ni dans l'autre cas la victime ne se trouve lésée.

Le patron de son côté ne subit aucun préjudice par suite de l'absence de l'assureur au procès, car son droit vis-à-vis de l'assureur est réservé et il lui importe peu de voir trancher la contestation par voie de mise en cause ou par voie d'action principale.

A défaut d'avantages qui n'apparaissent point, la mise en cause nécessaire de l'assureur avec obligation pour le tribunal de statuer par un seul et même jugement présente de graves inconvénients.

A l'égard de la victime cette procédure a pour effet certain de retarder la solution du litige en nécessitant soit une mesure d'instruction soit en tous cas un échange de conclusions entre assuré et assureur.

A l'égard de l'assureur, cette compétence exclusive attribuée au tribunal saisi de l'action en rente, équivaldrait le plus souvent à une forclusion, car les cas de non assurance ou de déchéance peuvent n'apparaître qu'avec les constatations du jugement allouant la rente, ou même après l'instance terminée à la suite de vérifications faites ultérieurement. Or, il ne nous paraît pas possible de créer par un artifice de procédure une véritable prescription des droits de l'assureur qui ne pourraient plus être exercés après la clôture de l'instance en indemnité introduite par la victime.

Enfin nous pensons que devra toujours être respectée la clause de la police qui interdirait à l'assuré d'appeler l'assureur en garantie, car nous avons admis précédemment que la victime n'avait aucune action contre l'assureur : le lien de droit n'existe donc qu'entre assuré et assureur ; or, le contrat faisant la loi des parties, l'assuré ne peut au mépris de ce contrat user d'une procédure qui par convention lui est interdite.

Aussi la deuxième opinion, ci-dessus exposée, nous paraît devoir être rejetée comme excessive.

Nous admettons seulement que l'assureur peut intervenir au procès ; car il est de jurisprudence que le droit d'intervention devant le tribunal est plus large qu'en appel ; or l'article 466 du code de procédure civile stipule que peuvent intervenir en appel ceux qui auraient le droit de former tierce opposition et nous avons montré dans un chapitre précédent que l'assureur avait qualité pour former tierce opposition.

Nous admettons aussi que le patron assuré peut, mais seulement si son contrat ne le lui interdit pas, appeler en garantie l'assureur, car il est encore de principe en droit commun, que peut être appelé en intervention forcée, celui qui avait qualité pour intervenir (1).

Mais toujours par application des règles générales en vertu desquelles une partie au procès n'est jamais tenue d'y appeler en cause un tiers, nous pensons que cette procédure d'intervention volontaire ou forcée est seulement facultative ; que, par suite, le patron peut la négliger et assigner l'assureur par voie d'action principale ; que de même l'assureur peut soit intervenir soit actionner l'assuré au principal ; que le tribunal du lieu de l'accident n'est pas seul compétent pour statuer sur les contestations entre assureur et assuré, cette compétence ne lui appartenant que tout à fait exceptionnellement et au cas d'intervention volontaire ou forcée à l'instance principale dont il est saisi par la victime ; qu'enfin et en conséquence, le tribunal ne doit pas nécessairement statuer sur la contestation entre assureur et assuré, et sur l'action en rente par un seul et même jugement.

Cette solution, qui ne heurte aucune disposition de la loi de 1898, ne lèse point l'intérêt de la victime, ne compromet pas les droits de l'assuré ni ceux de l'assureur. Elle nous paraît en outre conforme aux règles générales du droit sur l'intervention, la compétence et le respect des conventions.

En ce qui concerne la troisième opinion que nous avons également rapportée ci-dessus et qui, même en l'absence de toute contestation entre l'assureur et l'assuré, fait de la mise en cause de l'assureur une obligation pour l'assuré en déclarant que le tribunal ne peut prononcer la substitution si l'assureur n'a pas été appelé au procès, nous pensons qu'elle repose plutôt sur une extension de la jurisprudence qui admet la mise en cause de l'assureur par la victime et par le patron, que sur une interprétation rigoureuse de l'article 16.

Nous avons vu, en effet, précédemment que la condamnation doit être prononcée contre le patron (art. 1 de la loi de 1898) et que l'article 16 porte que le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué...

Il ne nous paraît donc pas exact de dire pour justifier cette interprétation que la substitution ne peut être ordonnée parce qu'aucune condamnation ne peut être prononcée contre une partie qui n'a pas été appelée en cause, car, aux termes des articles 1 et 16, la condamnation intervient

(1) Repert. gén. dr. franç., *Gaz. Pal.*, v^o *Intervention*, nos 2, 3, 86.

non contre l'assureur, mais contre le patron assuré ou non, et l'assureur est seulement substitué à l'exécution de la condamnation ainsi prononcée contre le seul patron.

SECTION IV. — Actions en nullité.

Enfin, il nous reste à mentionner que le patron, la victime ou ses ayants droit et l'assureur substitué peuvent exercer les actions en nullité d'ordonnance prévues par les articles 16 et 19, et les actions en nullité des conventions contraires à la loi prévues par l'article 30, § 1 ; la victime et ses ayants droit peuvent, en outre, actionner les intermédiaires en nullité des obligations contractées en violation de l'article 30, § 4.

Quant à la forme, ces actions restent soumises à la procédure de droit commun et la courte prescription d'un an édictée par l'article 18 ne leur est pas applicable, ainsi que nous l'avons précédemment indiqué.

CHAPITRE VIII

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Nous ne retiendrons de cette importante matière, que les particularités d'application relatives à la loi de 1898 en ce qui concerne notamment la procédure. Nous n'examinerons point le tarif d'après lequel doivent être établis les frais et émoluments en matière d'assistance judiciaire, nous contentant de rappeler que, conformément à l'article 29 de la loi de 1898, un décret en date du 5 mars 1899 a déterminé les émoluments des greffiers de justice de paix pour les actes de leur ministère, nécessités par l'application de notre loi, et qu'en exécution de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900, un décret en date du 31 mai 1900 a fixé les frais de transport du juge de paix en matière d'accident du travail.

SECTION I. — Du bénéfice de l'assistance judiciaire.

§ 1. — A qui profite l'assistance.

Nous devons tout d'abord rappeler que les règles de l'assistance judiciaires sont établies par les lois fondamentales des 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901 qui forment le droit commun en la matière. A ces dispositions générales, la loi du 9 avril 1898 a apporté des dérogations.

Afin de bien préciser la portée des dispositions exceptionnelles prévues par notre texte, il est nécessaire de rappeler les règles auxquelles il est ainsi fait exception. Nous les indiquerons donc, au cours de nos explications.

Tout d'abord, en droit commun, les règles posées pour l'obtention de l'assistance judiciaire, s'appliquent à toutes parties ; au contraire, en notre matière, les règles spéciales édictées par l'article 22 de la

loi de 1898 qui fixe l'attribution de l'assistance judiciaire, visent uniquement la victime de l'accident ou ses ayants droit ; il suit que le patron qui voudrait solliciter le bénéfice de l'assistance judiciaire, devrait se conformer purement et simplement aux dispositions des lois des 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901.

De même, nous pensons que les héritiers de la victime qui ne sont pas ses ayants droit, aux termes de la loi de 1898, ne peuvent invoquer les dispositions spéciales de notre loi, puisque l'article 22 qui règle le matière vise « la victime et ses ayants droit » (1).

Ajoutons qu'il est loisible au bénéficiaire de l'assistance judiciaire d'y renoncer ; remarque purement théorique.

§ 2. — Comment est accordée l'assistance.

A. — EN PREMIÈRE INSTANCE.

En droit commun, conformément à la loi du 10 juillet 1901, article 1, l'assistance judiciaire ne peut être accordée qu'aux personnes de nationalité française qui, à raison de l'insuffisance de leurs ressources, se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leurs droits en justice.

Un bureau spécial établi au chef-lieu judiciaire de l'arrondissement dans lequel siège le tribunal compétent, et composé comme il est spécifié à l'article 3 de la loi précitée du 10 juillet 1901, prononce sur la demande d'assistance étayée des pièces prévues par les articles 8 et 10 même loi, après avoir contrôlé l'insuffisance des ressources et convoqué la partie adverse soit pour contester cette insuffisance, soit pour fournir sur le fond toutes explications (art. 11) ; quand, toutefois, le demandeur en assistance est domicilié hors de l'arrondissement du tribunal compétent, sa demande est d'abord examinée par le bureau de son domicile, qui réunit tous renseignements tant sur l'insuffisance des ressources, que sur le fond de l'affaire (art. 8).

Si l'assistance est accordée, le président du bureau envoie, par l'intermédiaire du parquet, au président du tribunal, un extrait de la décision et le président invite le bâtonnier, le président de la chambre des avoués, et le syndic des huissiers à désigner l'avocat, l'avoué et l'huissier qui prêteront leur ministère à l'assisté (art. 13).

A toutes ces règles, la loi de 1898 apporte des dérogations :

En vertu de l'article 22, le bénéfice de l'assistance est accordé de

(1) *Contrà*, Loubat, n° 1920.

plein droit à la victime et à ses ayants droit sur le simple visa du procureur. Nous devons tout d'abord remarquer, qu'à la différence du droit commun qui n'accorde le bénéfice de l'assistance qu'aux postulants de nationalité française, notre article l'attribue à la victime ou à ses ayants droit sans distinction de nationalité.

De plus, comme nous l'avons vu, le bureau d'assistance judiciaire examine en droit commun l'insuffisance des ressources du demandeur et recueille les explications sur le fond de l'affaire ; en notre matière, la victime est présumée sans ressources suffisantes, elle n'a, de ce chef, aucune justification à apporter, et, par suite, le contrôle qui, sur ce point, était attribué au bureau disparaît.

En outre, à raison du texte qui accorde l'assistance sans apporter aucune restriction, il faut décider que la victime n'est tenue de fournir aucune explication au fond ; en conséquence, aucun débat n'étant institué, le défendeur n'a pas à être convoqué, et le § 1 de l'article 22 déclare seulement que le bénéfice de l'assistance est accordé sur le visa du procureur de la République. Le § 2 du même article ajoute qu'il est procédé par ce magistrat, comme il est prescrit à l'article 13 de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901 ; or, cet article 13 règle précisément la procédure d'assistance à partir du moment où elle est accordée.

Donc, sans examen des ressources de la victime ou de l'affaire au fond, le procureur est tenu d'apposer son visa sur la demande qui lui est présentée ; mais, il importe toutefois de noter que le bénéfice de l'assistance est toujours subordonné au visa du procureur (1).

Cependant, cette disposition de l'article 22 accordant de plein droit l'assistance judiciaire, ne concerne évidemment que les matières soumises à la loi de 1898, et les demandes de la victime ou de ses ayants droit.

En conséquence, si la demande est présentée par une autre personne que la victime ou ses ayants droit, déterminés par la loi de 1898, nous pensons que le procureur devra refuser son visa, sauf au cas où les héritiers de la victime réclameraient seulement les indemnités dues à leur auteur, car, alors, la demande vise bien les indemnités de notre loi, dont le législateur a eu pour but d'assurer le paiement.

Mais, si l'accident ne tombe pas sous l'application de la loi de 1898 soit parce qu'il est survenu en dehors du travail, soit parce que la

(1) Circulaire ministérielle du 10 juin 1899.

profession n'est pas assujettie, ou pour tout autre motif, le procureur a-t-il qualité pour refuser le visa ?

Nous pensons, qu'à raison de l'intention du législateur de toujours permettre à la victime de poursuivre l'application de la loi de 1898, le procureur ne peut, en aucun cas, se faire juge de l'applicabilité de la loi, et, même au cas où la non application de la loi ne serait pas douteuse, est tenu d'apposer son visa dès que la demande invoque, même à tort, le bénéfice de la loi de 1898 (1).

L'assistance étant accordée, notre texte se réfère au droit commun pour la désignation de l'avocat, de l'avoué et de l'huissier ; nous en verrons l'application en examinant l'effet de l'assistance devant chaque juridiction, mais, dès maintenant, nous signalerons que le procureur doit non seulement prévenir le président devant la juridiction duquel l'assistance est accordée, mais encore adresser un avis au receveur de l'enregistrement (2).

B. — DEVANT LA COUR.

En droit commun, lorsque l'assisté émet un appel principal, il ne peut pour cet appel bénéficier de l'assistance judiciaire, qu'autant qu'il y est admis par une décision nouvelle (art. 9, loi du 10 juillet 1901), et la demande doit être soumise à un bureau établi au siège de la cour et composé comme il est dit au § 2 de l'article 3, même loi.

En notre matière, l'ancien article 22 de notre loi n'ayant apporté aucune dérogation au droit commun, il fallait décider que la victime et ses ayants droit, qui, à raison du § 1 de l'article précité, jouissaient du bénéfice de l'assistance de plein droit devant le tribunal, devaient, au contraire, en solliciter le bénéfice par application des règles générales devant le bureau compétent, au cas où ils se proposaient d'interjeter appel.

Cette solution était d'autant moins douteuse, qu'au cours des travaux préparatoires il avait été déclaré que, si l'ouvrier interjette appel, de même que s'il veut saisir la cour de cassation, il devra se conformer aux prescriptions de la loi de 1851 (3).

L'assistance n'ayant été accordée que devant le tribunal, c'est-à-dire

(1) *Contrà*, circulaire du garde des sceaux du 22 août 1901.

(2) Circulaire du garde des sceaux du 10 juin 1899.

(3) Sénat, séance du 22 novembre 1895, *J. Off.* du 23, Déb. parl., p. 941 ; déclaration de M. Ricard, garde des sceaux.

en première instance, la victime devait donc en demander le bénéfice, dans les formes ordinaires pour la formation de l'appel qui constitue le premier acte de la procédure d'appel.

Cette obligation présentait pour la victime de graves inconvénients, car, sous l'empire de l'ancien article 17 alors applicable, l'appel devait être interjeté dans les 15 jours de la date du jugement s'il était contradictoire ; or, ce délai, déjà extrêmement bref, n'était même pas susceptible d'une utilisation totale pour la victime, qui ne pouvait connaître le jugement au jour même où il était rendu, mais seulement après que ses conseils l'en avaient avisée en lui faisant tenir une expédition.

D'autre part, un certain temps était nécessaire pour que la victime saisisse le bureau après avoir réuni les pièces imposées par la loi du 22 janvier 1851, relatives à l'insuffisance des ressources et à la contestation ; et, enfin, le bureau d'assistance judiciaire ne se réunissant pas chaque jour, mais seulement à des époques plus ou moins éloignées, il pouvait arriver que l'admission ne fut prononcée qu'après l'expiration du délai d'appel.

La victime qui voulait sauvegarder son droit d'appel se trouvait donc dans la nécessité d'avancer les frais de l'acte d'appel, sous la menace éventuelle de les perdre au cas où, l'assistance lui ayant été ultérieurement refusée, elle ne possédait point les ressources suffisantes pour suivre l'appel de ses deniers.

Aussi, le législateur de 1902, frappé de ces inconvénients, a modifié le texte primitif de l'article 22, en décidant, § 3, que le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel.

Dès lors, la victime admise au bénéfice de l'assistance en première instance sur le simple visa du procureur de la République peut, sans nouvelle demande, interjeté appel, premier acte de la procédure d'appel.

Allant plus loin, le législateur de 1906 a, de plus, ajouté que le bénéfice de l'assistance accordée s'étendait en outre à l'acte par lequel est signifié le désistement de l'appel (loi du 17 avril 1906).

Mais, au cas où la victime voudra bénéficier de l'assistance qui lui est ainsi donnée de plein droit, elle devra, aux termes du § 3 de l'article 22, modifié par la loi de 1902, adresser sa demande au premier président de la cour qui ne pourra que l'admettre, et désignera l'avoué et l'huissier dont le ministère est indispensable pour la constitution et la signification de l'acte d'appel.

Mais, l'acte d'appel étant signifié, et, par suite, le droit d'appel se trouvant sauvegardé, la victime doit, pour suivre sur son appel, demander

le bénéfice de l'assistance, conformément au droit commun, c'est-à-dire au bureau d'assistance compétent d'après la loi de 1901, et adresser pour cela une demande avec toutes pièces utiles au procureur général, qui en fait la remise au bureau compétent (art. 9, loi de 1901) ; seulement, en vertu d'une exception prévue au § 4 de l'article 22 de la loi de 1898, la victime est dispensée de fournir les pièces relatives à son indigence ; mais cette exception est limitative, et, par suite, il faut décider que, pour le surplus, la victime reste tenue de toutes les autres formalités prévues par la loi de 1901.

C'est ainsi qu'elle devra fournir au bureau d'assistance judiciaire près la cour, toutes explications utiles sur le fond de la contestation : et le bureau doit, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi de 1901, convoquer le défendeur, en l'espèce le patron intimé, et déterminer, conformément au § 6 de l'article 22 de la loi de 1898, la nature des actes de procédure et d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera.

Nous pensons que ces obligations sont, pour le bureau, inéluctables et que, notamment, c'est par une inexacte interprétation de la loi, que certains bureaux d'assistance judiciaire établis près des cours d'appel accordent à la victime ou à ses ayants droit le bénéfice de l'assistance, en quelque sorte d'office, sans examen, ou sans que le patron ait été convoqué, ni même admis sur sa demande à présenter ses explications (1).

Il est d'autant plus difficile au patron de lutter contre cette pratique, qu'aux termes de l'article 12 de la loi de 1901, les décisions du bureau ne sont susceptibles d'aucun recours par les parties, et qu'à raison de la rédaction des § 3 et 4 du même article, on peut se demander si le procureur général lui-même a qualité pour intervenir sur une décision rendue par un bureau près d'une cour d'appel, le texte paraissant réserver la compétence du procureur général au cas où « le bureau en ferait la demande », hypothèse qui ne se présentera pas en l'espèce.

Ajoutons que, conformément à l'article 9, § 2 de la loi de 1901, la victime qui bénéficie de l'assistance judiciaire devant la première juridiction, continue à en jouir, sur l'appel interjeté contre elle dans le cas où elle se rendrait incidemment appelante.

(1) Nous ne mentionnerons point les noms des bureaux assez nombreux qui procèdent ainsi, mais parmi ceux qui procèdent régulièrement, nous citerons, comme étant le plus important, le bureau près la cour d'appel de Paris.

C. — DEVANT LA COUR DE CASSATION.

La loi de 1898, n'ayant apporté sur ce point aucune dérogation au droit commun, la loi du 10 juillet 1901 reste applicable ; en conséquence, l'assisté continue à jouir du bénéfice de l'assistance si le pourvoi est formé, contre lui ; au contraire, il doit solliciter à nouveau l'assistance si c'est lui qui veut se pourvoir. Il procède en adressant sa demande avec toutes pièces utiles, au procureur général près la cour de cassation.

Mais il faut remarquer, qu'indépendamment des pièces relatives au fond du litige, la victime doit aussi produire les pièces relatives à son indigence, car, sur ce point, aucune exception n'a été apportée par notre loi au droit commun.

D. — RETRAIT D'ASSISTANCE.

A défaut de dérogations apportées par la loi de 1898 aux règles générales, il faut décider que les dispositions de la loi de 1901 sur le retrait de l'assistance sont applicables.

En conséquence, le bénéfice de l'assistance peut être retiré en tout état de cause, même après la fin des instances et procédures pour lesquelles elle a été accordée :

1° S'il survient à l'assisté des ressources reconnues suffisantes ;

2° Si l'assisté a surpris la décision du bureau par une déclaration frauduleuse.

Le retrait est prononcé, comme il est stipulé aux articles 22 et suivants de la loi du 22 janvier 1851, et a pour effet de rendre immédiatement exigibles les droits, honoraires, émoluments et avances de toute nature, dont l'assisté avait été dispensé : d'ailleurs, cette éventualité du retrait de l'assistance a été envisagée au cours des travaux préparatoires, notamment au cas où la victime serait un ingénieur ou un employé touchant des appointements élevés (1).

Ayant examiné les règles d'après lesquelles la victime ou ses ayants droit se trouvent munis du bénéfice de l'assistance judiciaire, il nous reste à rechercher à quels actes de procédure s'applique l'assistance.

(1) Sénat, séance du 23 mars 1896, *J. Off.* du 24, Déb. parl., p. 309.

§ 3. — Actes auxquels s'applique l'assistance judiciaire.

A. — INSTANCE DEVANT LE JUGE DE PAIX.

Aux termes de l'article 22, § 5, le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix : par suite, la victime, dès qu'elle a obtenu le visa du procureur de la République, bénéficiera de l'assistance pour introduire toutes demandes qui sont de la compétence du juge de paix.

Le bénéfice de l'assistance s'étend, non seulement à l'instance proprement dite, mais aussi, à raison des termes généraux de l'article 22, à la tentative de conciliation qui précède cette instance, et, par suite, au billet d'avertissement qui doit être adressé au défendeur pour l'appel en conciliation (1) ; il s'étend également à l'enquête, bien qu'elle ne fasse point partie de la procédure proprement dite, et nous verrons, ultérieurement, qu'un texte spécial (loi du 13 avril 1900, art. 31), en a réglé le paiement.

Conformément à l'article 22, § 2 de la loi de 1898, le procureur de la République prévient le juge de paix compétent que l'assistance est accordée, et, par application de l'article 13 de la loi de 1901, le juge de paix invite le syndic des huissiers à désigner un huissier.

Mais nous ne pensons pas que le juge de paix puisse, de sa propre initiative et sans en avoir été requis par le ministère public, demander au syndic une désignation d'office, car, d'après notre texte, c'est au procureur qu'il appartient, sans que la loi permette sur ce point aucune distinction, de mettre son visa sur la demande d'assistance, et, par conséquent, à défaut de ce visa, formalité nécessaire, l'assistance ne doit pas être considérée comme accordée (2).

B. — ACTES D'EXÉCUTION.

Le § 5 de l'article 22 porte que l'assistance s'étend à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

Il a été expliqué, au cours des travaux préparatoires, que cette dis-

(1) Dépêche du 9 avril 1900 du ministre des finances au garde des sceaux, *Rec. doc. acc. tr. min. com.*; circulaire du garde des sceaux du 22 avril 1901.

(2) *Contrà*, circ. min., 10 juin 1899, ch. IV, § 1.

position avait pour but de permettre à la victime qui a plaidé contre son patron, et a gagné son procès et qui n'a pas reçu l'indemnité allouée, de faire exécuter le jugement sans avoir à en payer la grosse, ni les frais de signification et de saisie, car il y avait controverse sur le point de savoir si l'assistance s'étendait à ces actes ; il était en effet soutenu que, sous l'empire de la loi du 22 janvier 1851, l'assistance s'arrêtait au jugement ou à l'arrêt (1).

Il faut noter que, depuis la loi du 10 juillet 1901, cette disposition de notre texte est devenue inutile, puisque l'article 2 de la loi précitée dispose que l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux actes et procédures d'exécution à opérer en vertu des décisions, en vue desquelles elle a été accordée. Cependant, cette disposition a été maintenue par la loi de 1902, malgré que cette remarque ait été faite (2).

Aux termes du § 6 de l'article 22, l'assisté devra faire déterminer par le bureau de son domicile, la nature des actes de procédure et d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera ; il résulte de ce texte que la victime qui, d'après le § 5, possède de plein droit l'assistance judiciaire pour les actes d'exécution, ne peut cependant en user qu'après avoir fait déterminer les actes auxquels elle s'appliquera. Cette disposition a été ajoutée en 1902, pour mettre notre texte en harmonie avec l'article 4 de la loi de 1901, qui a voulu au moyen de cette même restriction prendre une précaution contre l'abus des poursuites que pourrait vouloir exercer dans un but de vexation, une partie mal conseillée.

C. — CONCILIATION DEVANT LE PRÉSIDENT ET RÉFÉRÉS.

L'article 22, § 1 primitif indiquait seulement que l'assistance était accordée devant le tribunal civil, et, dès lors, on décidait que le bénéfice en était refusé à la victime ou à ses ayants droit dans la procédure de conciliation devant le président.

Le § 2 de l'article 22 justifiait, d'ailleurs, surabondamment cette opinion en disposant que le procureur de la République chargé par le § 1 d'apposer son visa, était saisi par le président du tribunal qui, dans les trois jours de la comparution des parties, devait lui adresser un extrait de son procès-verbal de non conciliation ; il résultait à l'évidence de ce texte, que l'assistance n'était accordée qu'après la compa-

(1) Sirey, *Lois annot.* sous art. 22, loi 9 avril 1898, n° 157.

(2) Sénat, séance 14 mars 1902, *J. O.* 15, déb. parl. 458.

ration, c'est-à-dire au moment où les parties étant renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, le procès allait naître.

D'après l'article 22 primitif, la victime n'avait pas, comme nous venons de le voir, l'assistance devant le président ; il fut alors observé que la victime se trouvait ainsi privée des conseils éclairés qui auraient pu lui être donnés par les avoués ou avocats, au moment où ils lui auraient été le plus nécessaires, puisqu'elle avait à discuter devant le président, à apprécier les offres de règlement faites par le patron, et à prendre parti sur l'opportunité d'engager un procès.

Aussi, l'article 22 nouveau, modifié par la loi du 22 mars 1902, a stipulé que le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étendait à la procédure devant le président du tribunal civil ; de plus, la nouvelle rédaction du § 2 n'oblige plus le président à une transmission de pièces ou d'avis au procureur de la République ; mais, au contraire, c'est le procureur qui, ayant apposé son visa sur la demande d'assistance, en informe ensuite le président (1) et ce dernier (2) procède comme il a été dit ci-dessus, à la désignation de l'avocat ou de l'avoué, avec mission d'assister la victime ou ses ayants droit à la tentative de conciliation, car, par application de l'article 15 de la loi de 1901, c'est toujours le magistrat du ministère public, qui est chargé de transmettre l'avis d'admission au président de la juridiction compétente, et c'est toujours le président de cette juridiction qui fait désigner l'avocat et l'avoué.

L'article 22 accordant le bénéfice de l'assistance devant le président, il faut décider que la victime ou ses ayants droit peuvent s'en prévaloir, non seulement pour la tentative de conciliation, mais aussi au cas de référé.

D. — INSTANCES.

Le bénéfice de l'assistance devant le tribunal, s'applique à toutes les procédures dont la victime pourra saisir le tribunal, en vertu de la loi de 1898 ; c'est ainsi que l'assistance est acquise pour les demandes en fixation d'indemnité ou les demandes accessoires de frais de maladie.

Sous l'ancien article 19, on se demandait si, en matière de revision, la victime bénéficiait de l'assistance judiciaire ; mais, le nouvel article, modifié par la loi du 31 mars 1905, a mis fin à cette difficulté en déclarant applicables à la demande en revision les dispositions de l'article 22.

(1) Circ. min., 11 juillet 1902.

(2) *Contrà*, circ. min., 11 juillet 1902.

Malgré le silence du texte, nous pensons que le bénéfice de l'assistance de plein droit s'étend également aux instances en conversion, à raison des termes généraux de l'article 22, qui, sans restriction, accorde l'assistance devant le tribunal.

Il faut aussi décider que la victime ou ses ayants droit bénéficient de l'assistance, pour poursuivre la nullité des obligations contractées pour rémunération de leurs services envers les intermédiaires, car cette nullité ne peut être prononcée, qu'en vertu des dispositions de la loi de 1898, pour l'exécution de laquelle l'assistance a été accordée ; mais, au contraire, par une exception mentionnée au § 2 de l'article 30, la victime ou ses ayants droit, qui poursuivent la nullité des conventions contraires à la loi ou la nullité des ordonnances de conciliation en fixation ou en revision d'indemnité, ne peuvent obtenir l'assistance judiciaire que conformément aux règles de droit commun. Cette exclusion ainsi limitée aux actions en nullité prévues par le § 1, montre bien que l'assistance s'applique aux actions en nullité prévues par le § 4.

En ce qui concerne l'action en responsabilité contre les tiers responsables, nous avons vu qu'elle reste soumise aux règles de droit commun ; par suite la victime ou ses ayants droit qui voudront l'exercer, devront demander l'assistance en se conformant aux règles du droit commun.

SECTION II. — Etendue et recouvrement des frais et dépens.

§ 1. — Charge des dépens.

Quelques difficultés s'élèvent sur les dépens en notre matière : nous examinerons donc cette question qui nous paraît liée à la discussion relative à l'assistance judiciaire.

Aux termes de l'article 130 du code de procédure civile, la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens, et, aux termes de l'article 131 même code, les juges pourront aussi compenser les dépens en tout ou partie, si les parties succombent respectivement sur quelque chef.

Mais, à ce principe absolu, la jurisprudence apporte un tempérament, en décidant que le juge jouit d'un pouvoir discrétionnaire pour apprécier si la partie qui gagne son procès n'a pas cependant commis une faute envers la partie perdante, en procédant d'une manière inutile

ou vexatoire, et peut, en ce cas, mettre tout ou partie des dépens à la charge de la partie gagnante, à titre de dommages-intérêts.

Mais alors, c'est à raison de la faute commise en procédant, que, par dérogation à l'article 130 du code de procédure civile, les dépens ne sont pas mis à la charge de la partie qui succombe. Ces principes de droit commun étant rappelés, il reste à rechercher quelle est leur application à notre matière.

A. -- FRAIS D'ENQUÊTE ET D'ORDONNANCE.

1° *Ordonnance de conciliation allouant une rente.* — Un accident peut être réglé, conformément à la loi, sans qu'une instance ait été ouverte devant le tribunal : il en sera ainsi dans les cas très nombreux où l'indemnité journalière aura été payée sur la simple demande amiable de la victime et où la rente aura été fixée d'accord, par ordonnance de conciliation dressée par le président du tribunal civil.

Par application des règles de droit commun que nous avons rappelées ci-dessus, les dépens en cette hypothèse doivent être mis nécessairement à la charge de la partie qui succombe, puisque la procédure s'est déroulée automatiquement, et, par conséquent, sans qu'aucune faute ait été, de ce chef, commise par l'une des parties et puisse autoriser le juge à dispenser des dépens la partie perdante.

Mais la difficulté est de savoir quelle est la partie perdante ?

On pouvait, en effet, soutenir que le patron ayant accepté un accord ne devait pas être considéré comme ayant succombé à une demande à laquelle il n'avait jamais résisté ; d'autre part, la victime ne semblait point pouvoir non plus être considérée comme partie perdante, puisqu'elle obtenait l'indemnité légalement due.

La loi de finances du 13 avril 1900 a tranché cette difficulté en disposant dans son article 31, qu'en cas de conciliation, le greffier délivre à l'administration de l'enregistrement, contre l'adversaire de l'assisté, un exécutoire de dépens qui comprend les avances faites par le trésor, ainsi que les droits, frais et émoluments dus aux greffiers et aux officiers ministériels à l'occasion de l'enquête préalable et de la conciliation.

Il résulte donc de ce texte que, par exception au droit commun, qui met les dépens à la charge de la partie qui succombe, les frais d'enquête et d'ordonnance sont mis, de plein droit, et à l'exclusion de toute idée de faute, à la charge du patron par cela seul qu'une conciliation est intervenue.

Avant la loi du 31 mars 1905 portant que l'assureur est, dans l'ordonnance même, substitué au patron pour l'exécution des condamnations, on discutait aussi sur le point de savoir si les frais d'enquête et de conciliation pouvaient être mis à la charge de l'assureur en cette qualité (1).

Mais cette question a, depuis le texte nouveau qui porte substitution, perdu tout intérêt ; aussi nous contentons-nous de l'indiquer.

2° *L'ordonnance de conciliation constate que la loi de 1898 est inapplicable.* — Il peut aussi arriver que le juge de paix ayant fait l'enquête, et le président saisi par la transmission de cette enquête ayant convoqué les parties, une ordonnance soit rendue constatant l'accord des parties pour reconnaître l'inapplicabilité de la loi (profession non assujettie, accident en dehors du travail, etc.).

Qui, dans ce cas, supportera les frais d'enquête et d'ordonnance ?

Nous pensons que l'article 31 précité de la loi du 13 avril 1900 ne peut être ici invoqué, car il vise uniquement les cas d'application de la loi de 1898 (2) ; or, dès l'instant que l'application de cette loi est rejetée, le droit commun doit reprendre son empire, et, par suite, le patron ne succombant pas ne peut être condamné aux dépens, qui restent à la charge du Trésor.

3° *L'ordonnance de conciliation constate que la loi de 1898 est applicable, mais, qu'en l'absence d'infirmité permanente, il n'y a pas lieu à rente ?* — La même difficulté que précédemment se pose quand le juge de paix ayant fait l'enquête, une ordonnance de classement a été rendue sur l'accord des parties, constatant que la victime n'est atteinte d'aucune incapacité permanente.

Une première opinion soutient qu'en ce cas, l'article 31 de la loi du 13 avril 1900 est inapplicable, et que le patron ne doit point les dépens (3).

L'article 13 dispose, en effet, que le juge de paix procède à une enquête lorsque, d'après le certificat médical transmis par le maire ou par la victime, la blessure paraît devoir entraîner une incapacité permanente ; d'où il suit par *a contrario*, que le juge de paix ne doit pas procéder à l'enquête, quand le certificat médical n'indique pas au moins la possibilité de la permanence de l'incapacité.

Cette déduction est d'ailleurs fortifiée par la procédure même qui,

(1) Voir trib. civ. Seine, 25 mars 1905, *Rec. spéc.*, 6^e année, p. 227.

(2) Trib. civ. Béziers, 2 juillet 1908, *Rec. spéc.*, 9^e année, p. 213.

(3) Trib. civ. Avesnes, 10 juin 1905, *Rec. spéc.*, 6^e année, p. 233.

par la transmission d'enquête, aboutit nécessairement à la comparution devant le président, alors que cette dernière n'est organisée exclusivement qu'en vue du règlement de l'infirmité permanente.

Si donc le juge de paix, violant le texte et l'esprit de la loi, procède à l'enquête au cas où l'infirmité est seulement temporaire, cette procédure vexatoire à l'égard du patron, ne peut être mise à sa charge.

Et, à supposer que le juge de paix ait qualité pour, en l'absence d'incapacité permanente, procéder à l'enquête, le patron ne saurait être tenu d'en supporter les frais, car en donnant acte à la victime de sa déclaration de n'être atteinte d'aucune infirmité permanente, le président a par là même constaté l'absence de toute dette principale ; or, la victime reconnaissant qu'il ne lui est rien dû, le patron ne peut accessoirement être condamné aux frais, à moins d'un texte formel.

L'article 31 de la loi du 13 avril 1900 ne comporte pas, en effet, le principe de cette condamnation ; car, en stipulant que les frais seront à la charge du patron « au cas de conciliation », le texte entend nécessairement par cette expression, le cas où le litige se termine par un accord, et, en l'espèce, il y a seulement avoué qu'il n'est rien dû ; il ne saurait y avoir conciliation là où il n'y a pas matière à discussion : l'acte juridique qui intervient n'est pas l'ordonnance de conciliation prévue à l'article 16, aux termes duquel, s'il y a accord, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, mais bien un simple procès-verbal de classement constatant l'absence de toute réclamation.

De plus, il faut remarquer que si une non conciliation étant intervenue, l'affaire, renvoyée devant le tribunal, avait été solutionnée par un jugement déclarant n'y avoir incapacité permanente, les dépens, qui comprennent les frais d'enquête et d'ordonnance, ne seraient pas mis à la charge du patron ; cette constatation constitue un nouvel argument pour ne pas mettre non plus ces frais à la charge du patron alors que la demande est retirée devant le président.

Une deuxième opinion estime, au contraire, qu'au cas d'ordonnance de conciliation constatant l'absence d'incapacité permanente, le patron est tenu des frais d'enquête et d'ordonnance.

D'une part, en effet, on ne peut soutenir que l'enquête du juge de paix constitue une procédure frustratoire, car si, aux termes de l'article 12, l'enquête est obligatoire au cas où, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner une incapacité permanente, le juge de paix conserve la faculté de recourir à ce mode d'instruction lorsque

les circonstances qu'il apprécie souverainement lui semblent en démontrer l'utilité (1).

D'autre part, il n'est pas exact de dire qu'avec la reconnaissance de la victime qu'il n'y a aucune incapacité permanente disparaît la dette, car l'obligation du patron prend naissance dans le fait de l'accident, et, par suite, les frais de la procédure que ni le patron, ni la victime, ne peuvent éviter, sont l'accessoire de cette dette.

Enfin, l'article 31 de la loi de 1900 en mettant à la charge du patron les frais en cas de conciliation, n'a permis de faire aucune distinction suivant la nature ou l'objet des accords qui peuvent intervenir (2).

Nous pensons qu'en effet, à raison des termes de l'article 31 de la loi de 1900, il faut décider que le patron est tenu dès qu'un accord est intervenu entre lui et la victime, et que cet accord résulte non seulement de la fixation d'une rente, mais aussi d'un règlement sans allocation de rente, puisque dans l'un et l'autre cas il a pour résultat d'empêcher les parties de se pourvoir devant le tribunal.

4^e Frais d'avoué en conciliation. — Quand un procès-verbal de conciliation intervient en fixation de la rente, l'avoué qui a été commis d'office pour assister la victime est-il fondé à réclamer un émolument au chef d'entreprise ?

Nous avons vu, qu'aux termes de l'article 31 de la loi du 13 avril 1900, le patron est tenu au cas de conciliation, des frais et émoluments dus aux greffiers et aux officiers ministériels à l'occasion de l'enquête préalable et de la conciliation.

La question est de savoir si les frais et émoluments de l'avoué qui a assisté le blessé, sont compris dans ce texte.

Une première opinion soutient que le patron ne doit aucun émolument à l'avoué de la victime ou de ses ayants droit. Tout d'abord, il est fait remarquer que les parties pouvant comparaître en personne devant le président, l'assistance d'un conseil n'est pas obligatoire, mais seulement facultative ; que, dès lors, si la victime fait choix d'un officier ministériel pour l'assister, elle doit garder à sa charge les émoluments réclamés pour cette assistance.

Au reste, aucun tarif n'en déterminant le montant, ces émoluments ne peuvent entrer en taxe à l'encontre du patron ; d'ailleurs, cette gratuité de l'assistance résulte très nettement de la circulaire du 11 juillet

(1) Trib. civ. Saint-Etienne, 7 août 1905, *Rev. jud.*, 1906, p. 368 ; Cass. civ., 23 octobre 1907, *J. ass.*, 1^{er} février 1908, p. 83.

(2) Cass. civ., 23 octobre 1907, *J. ass.*, 1^{er} février 1908, p. 83.

1902, par laquelle le garde des sceaux, précisant la portée du nouvel article 22 relatif à l'assistance judiciaire dit : « Bien que la tentative de conciliation n'expose l'ouvrier à « aucun frais », l'octroi de l'assistance judiciaire devant le président permettra à la victime d'obtenir la commission d'un avocat ».

Par suite des termes de cette circulaire, il résulte, d'une part, que la tentative de conciliation ne comporte par elle-même aucun frais, et que, d'autre part, si l'assistance judiciaire permet à la victime d'obtenir en conciliation la commission d'un conseil, c'est un avocat qui doit être désigné et non un avoué. La circulaire ajoute en effet : « Le procureur d'urgence s'assurera que l'affaire rentre bien dans le cadre de la loi sur les accidents du travail, y apposera son visa, puis la transmettra au bâtonnier ou au président de la chambre des avoués s'il n'existe pas de barreau, pour désigner un conseil »; le conseil désigné est donc de droit un avocat, et seulement à défaut d'avocat un avoué.

Or, si le conseil commis est un avocat, il n'est dû aucun honoraire, puisque la procédure étant sommaire on ne saurait allouer le droit de plaidoirie prévue pour la procédure ordinaire, et qu'aucun texte n'alloue une rémunération.

Dans le cas où, à défaut d'avocat, un avoué est commis, il faut alors considérer cet avoué comme agissant, non pas en qualité d'officier ministériel, mais en qualité d'avocat ; cette assimilation de l'avoué à l'avocat est pleinement confirmée par cette disposition de la circulaire précitée, qui prescrit au président au cas d'échec de la tentative de conciliation d'inviter, conformément à l'article 13, § 2 de la loi du 22 janvier 1851, le président de la chambre des avoués à commettre un de ses confrères pour suivre l'instance, car cette nouvelle commission ne se comprendrait pas, si l'avoué conseil avait assisté la victime devant le président en qualité d'officier ministériel.

D'ailleurs, en conciliation, il n'y a aucune procédure ; même si l'on envisage le cas de référé devant le président, la présence de l'avoué n'est pas nécessaire, la victime pouvant se présenter elle-même assistée ou non de son avocat.

Dès lors, si l'avoué commis devant le président agit comme avocat, il n'a pas de droits plus étendus que l'avocat lui-même, et ne peut invoquer les dispositions de l'article 31 de la loi de 1900, qui vise les officiers ministériels.

Une deuxième opinion soutient, au contraire, que l'avoué a droit à un émolument, et que cet émolument doit être supporté par le patron.

Il convient, en effet, de rappeler que si, sous l'empire de l'article 22

primitif de la loi de 1898, l'assistance judiciaire n'était accordée au blessé que devant le tribunal, le législateur de 1902 a étendu, comme nous l'avons précédemment indiqué, le bénéfice de cette assistance devant le président afin de munir le blessé d'un conseil à la tentative de conciliation ; dès lors, l'assistance d'un conseil est prévue par la loi ; le blessé peut y renoncer, mais s'il désire user de cette faculté il n'en doit supporter personnellement aucune charge.

D'autre part, la commission d'assistance n'est pas nécessairement donnée à un avocat, car pour en décider ainsi, il faudrait s'appuyer sur une circulaire qui n'a qu'une valeur d'interprétation, et qui, d'ailleurs, admet elle-même l'assistance d'un avoué quand il n'y a pas de l'arreau constitué.

Au surplus, il semble bien subtil de dédoubler la personnalité de l'avoué, en le dépouillant de sa qualité d'officier ministériel, pour le considérer comme avocat, alors surtout que c'est à raison de ses fonctions d'avoué qu'il a été commis à défaut d'avocat.

Il ne paraît pas exact, non plus, de prétendre que l'assistance de l'avoué doit être gratuite en tirant argument de ce que ses émoluments, en cette matière, n'ont fait l'objet d'aucun texte, car, en effet, la loi du 24 décembre 1897, relative au recouvrement des frais dus aux avoués, et qui forme le droit commun en la matière, prévoit expressément, dans son article 3, l'hypothèse d'actes non tarifés et dispose qu'en ce cas, la taxe sera arrêtée suivant la nature de ces actes, leur importance, les difficultés que leur rédaction a présentées, et la responsabilité qu'ils peuvent entraîner.

En conséquence, par application de ce texte, il faut dire que si les émoluments de l'avoué ne sont pas déterminés par un texte, il appartient au juge taxateur de les évaluer.

Il résulte donc des textes, que l'assistance de l'avoué est prévue par la loi, et que cet officier ministériel est, par suite, en droit de réclamer des émoluments ; il en résulte aussi que c'est le patron qui doit supporter ces frais, car l'article 31 de la loi de 1900 prévoit expressément que seront à la charge du patron les frais et émoluments dus aux officiers ministériels, à l'occasion de l'ordonnance de conciliation.

Il faut d'ailleurs remarquer que si l'on excluait de cette disposition les avoués, on ne voit pas bien à quelle catégorie d'officiers ministériels autres que les greffiers nommément désignés, pourrait s'appliquer ce texte : d'autre part, cet article 31 a pour objet de faire considérer le patron, au cas de conciliation, comme partie perdante contre laquelle les dépens peuvent être recouvrés ; or, en vertu des articles 17 et 18 de

la loi du 10 juillet 1901, quand l'adversaire de l'assisté est condamné aux dépens, l'administration de l'enregistrement a contre lui recours pour tout ce qui est dû par l'assisté, et comme l'avoué a droit à un émolument de la part de l'assuré, c'est encore, par le jeu de ce texte, le patron qui doit le supporter.

Nous pensons que cette seconde opinion doit être adoptée, quelle que soit la valeur des objections qui lui sont faites, car elle s'appuie sur l'article 22 qui prévoit l'assistance judiciaire devant le président, et sur l'article 31 de la loi de 1900 qui prévoit, d'autre part, le recouvrement des émoluments dus aux officiers ministériels à l'occasion de la conciliation ; mais, nous croyons avec la première opinion, et pour les motifs par elle donnés, que, quand il y aura un barreau constitué, c'est à l'avocat et non à l'avoué que devra être délivrée la commission d'assistance.

B. — DÉPENS RELATIFS A L'INSTANCE.

Aucune disposition spéciale n'ayant abrogé les règles de droit commun en ce qui concerne l'attribution des dépens devant le tribunal, il faut décider que l'article 130 du code de procédure civile précité reprend son empire.

Une opinion restée isolée, avait soutenu que la victime ne pouvait, en aucun cas, être condamnée aux dépens, car cette condamnation suppose qu'une faute a été commise, or, le blessé ne commet aucune faute en poursuivant le litige, car, d'une part, l'expertise peut être nécessaire pour fixer l'étendue de ses droits, et d'autre part, la loi ne lui laissant pas la faculté de disposer comme il l'entend de ses droits, le tribunal seul a qualité pour apprécier la réparation due.

Mais, cette théorie repose sur une erreur, car il n'est pas exact de dire que la victime qui succombe ne peut être condamnée aux dépens parce qu'elle n'a commis aucune faute : en effet, l'article 130 du code de procédure civile qui met les dépens à la charge de la partie perdante, est exclusive de l'idée de faute et envisage seulement le résultat du litige ; l'idée de faute n'intervient que quand, par dérogation à cet article, les dépens sont mis, par application de la jurisprudence, à titre de dommages-intérêts, à la charge de la partie qui a gagné le procès.

Il fut aussi soutenu qu'au cas où une rente était attribuée par jugement à la victime, le tribunal pouvait toujours et sans distinction d'espèces, mettre les dépens à la charge du patron, puisqu'une condamna-

tion était intervenue contre lui (1) ; qu'il en devait être ainsi même au cas où le patron voyant son offre validée n'aurait pas succombé dans ses prétentions, et il fut décidé notamment que les dépens pouvaient être mis à la charge du patron appelant, qui sur son appel avait obtenu une réduction de la rente allouée par le tribunal.

Mais cette condamnation du patron aux dépens, contrairement aux dispositions de l'article 130 du code de procédure civile, ne paraît pas pouvoir être justifiée dans les instances suivies conformément à la loi de 1898 ; nous avons vu en effet qu'en droit commun, les dépens ne peuvent être mis à la charge de la partie gagnante qu'à titre de dommages-intérêts pour réparation d'une faute de procédure ; or, en notre matière, pareille faute ne peut être relevée, puisque la procédure est imposée par la loi elle-même.

Aussi il est admis que l'ouvrier demandeur doit être condamné aux dépens quand le tribunal l'a débouté purement et simplement de sa demande ;

Quand la rente allouée à la victime par le tribunal a été offerte par le patron lors de la tentative de conciliation (2), il suffit alors que l'offre ait été mentionnée à l'ordonnance, et il n'est pas nécessaire que la procédure édictée par les articles 1257 et 1258 du code civil, soit suivie, car il ne s'agit pas de validité d'offres réelles, mais seulement de savoir si la rente offerte était celle à laquelle avait droit la victime (3) ;

Quand au cours de l'instance introduite devant le tribunal le patron a fait des offres suffisantes (4), mais, en ce cas, les dépens mis à la charge de la victime ne partent que du jour où les offres ont été faites (5) ;

Enfin, quand le blessé obtient une rente inférieure à celle qu'il a demandée ; si, cependant, la rente ainsi obtenue est supérieure à celle que lui a offerte le patron, les dépens doivent être mis pour partie à la charge de la victime, et pour partie à la charge du patron (6).

(1) Riom, 31 octobre 1901, *Rec. spéc.*, 3^e année, p. 256.

(2) Trib. civ. Lille, 13 décembre 1906, *Rec. spéc.*, 7^e année, p. 423 ; Douai, 4 mars 1902, *J. ass.*, 1^{er} février 1903.

(3) Cass. req., 17 novembre 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 60.

(4) Amiens, 9 avril 1906, *Rev. jud.*, 1906, p. 326.

(5) Dijon, 8 déc. 1904, *D.*, 1906, 2, 427.

(6) Bourges, 20 janv. 1902, *La Loi*, 5 juin 1902.

C. — DÉPENS EN MATIÈRE DE REVISION.

Les règles que nous venons de poser, trouvent leur application en matière de revision.

Il a cependant été soutenu que la demande en revision ayant pour but de fixer définitivement les indemnités dues par le patron, il serait contraire à l'équité de faire supporter à l'ouvrier les dépens d'une instance qui aboutit à le constituer définitivement créancier de son patron bien que celui-ci, demandeur en diminution de rente, en ait obtenu la réduction (1).

Cette opinion se trouve réfutée par les mêmes arguments que ceux précédemment exposés contre la théorie similaire en matière de fixation de rente. Il a été admis que, par application du droit commun, la victime doit être condamnée aux dépens quand le patron demandeur obtient la diminution de la rente (2), ou sa suppression (3).

Il en sera de même quand la victime ayant introduit une demande en augmentation de rente, aura vu la rente primitive maintenue.

Si, enfin, le tribunal fait droit pour partie à la demande de revision, qu'elle émane du patron ou de la victime, les dépens doivent être partagés (4).

D. — DÉPENS EN MATIÈRE DE CONVERSION.

Nous avons indiqué précédemment, que la demande en conversion devait, suivant notre opinion, être introduite non par voie de simple requête sans que le patron, l'assureur ou la caisse nationale soient mis en cause, mais par voie d'assignation ; la victime aura donc un adversaire au procès.

Dès lors, nous pensons que, conformément à la règle générale, les dépens devront être attribués à la partie qui succombera.

Si la victime voit rejeter sa demande, elle devra supporter les dépens (5).

(1) Limoges, 6 juillet 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 29.

(2) Trib. civ. Clermont-Ferrand, 8 août 1905 (aff. Chassard c. François); trib. civ. Angers, 30 juin 1905 (aff. Giroard c. Pottier).

(3) Trib. civ. Marseille, 24 nov. 1908 (aff. Maurel et From c. Martino Monettid).

(4) Montpellier, 30 avril 1904, *Rec. spéc.*, 5^e an, p. 119.

(5) Trib. civ. Mirande, 28 juillet 1904, *Rec. spéc.*, 5^e, p. 225 ; Paris, 1^{er} déc. 1908, *Rec. spéc.*, 9^e, 306.

Si, au contraire, sa demande est admise, nous ferons une distinction suivant que le patron y a résisté ou y a acquiescé. Au cas où le patron résiste à cette demande pour la faire rejeter comme non fondée, il sera partie perdante, puisque le tribunal aura fait droit à la demande, et rejeté la prétention du patron ; en ce cas, l'article 130 du code de procédure civile oblige le tribunal à mettre les dépens à la charge du patron (1).

Mais, au cas où le patron, sans faire cependant aucune offre, ne conteste pas la demande, nous pensons qu'il ne peut être considéré comme ayant succombé au procès, par le seul fait que le tribunal a alloué le capital de conversion, car le patron n'a été en ce cas assigné, et n'a figuré à l'instance que pour obéir aux prescriptions impératives de la loi, qui pour la conversion a institué cette procédure nécessaire qui dès lors, a été faite dans l'intérêt exclusif de l'ouvrier ; la victime bien qu'obtenant satisfaction doit, par suite, supporter les dépens (2).

Il faut remarquer ici l'analogie de la situation avec celle du patron qui, devant le président, accepte la conciliation, et se rappeler que si dans ce dernier cas le patron supporte les frais de conciliation, c'est en vertu d'un texte spécial qui les met à sa charge ; or, pareil texte n'existe pas en matière de conversion.

Certaines décisions posent, en principe, que la victime doit toujours être condamnée aux dépens de cette procédure, mais il faut remarquer qu'elles admettent que la demande en conversion peut ou doit être introduite par voie de simple requête (3), sans que, par conséquent, le patron soit mis à même de la contredire ; mais, si l'on décide, comme nous le proposons, que le patron doit être appelé à cette procédure, il semble nécessaire d'introduire pour l'attribution des dépens, la distinction que nous avons faite, suivant que le patron succombe, résiste, ou adhère à la demande.

§ 2. — Recouvrement des dépens.

A. — LE PATRON EST CONDAMNÉ AUX DÉPENS.

1° *Recouvrement par l'administration de l'enregistrement.* — En droit commun, par application de l'article 14 de la loi du 22 janvier 1851,

(1) *Contrà*, Trib. civ. La Flèche, 2 août 1906, *Rev. jud.*, 1907, p. 420.

(2) Trib. civ. Sedan, 22 sept. 1903, *Gaz. trib.* 23 octobre 1903 ; trib. civ. Domfront, 24 juillet 1903 (aff. Bernard c. Chevalier).

(3) Trib. civ. Seine, 12 fév. 1903, *Rec. spéc. acc. tr.*, 4^e an., p. 414 ; Douai, 7 déc. 1903, *Rec. spéc.*, 4^e an., p. 402.

modifié par la loi du 10 juillet 1901, le Trésor avance seulement les frais de transport des juges, officiers ministériels, experts, les honoraires de ces derniers, les taxes des témoins, et les frais dus à des tiers non officiers ministériels.

Notons en passant pour ne pas y revenir que l'expert peut ou bien en vertu de ce texte se faire payer ses honoraires taxés par le trésor qui les avance, ou bien, usant de la faculté que lui donne l'article 319 du code de procédure civile, faire délivrer exécutoire contre le patron qui aura requis l'expertise, ou l'aura poursuivie si elle a été ordonnée, ou même suivant la jurisprudence y aura seulement adhéré, car de ce que l'assistance ne profite qu'à l'assisté, il résulte que l'article 14 de la loi de 1901 ne dispense pas l'adversaire de l'assisté de faire aux experts l'avance de leurs honoraires quand suivant le droit commun il y est tenu (1).

Cette énumération de cet article 14 de la loi de 1851 précité, modifié par la loi de 1901, étant limitative, il en résultait qu'en notre matière les frais autres que ceux ci-dessus énumérés, pouvant être dus aux officiers ministériels ne leur étaient pas avancés par le trésor.

A ce principe une exception fut apportée par le § 3 de l'article 12 de notre loi modifiée par la loi du 22 mars 1902, qui dispose que les allocations tarifées pour le juge de paix et son greffier, en exécution de l'article 29 de la présente loi et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900, seront avancés par le trésor.

Mais l'exception prévue par le texte est limitée à ses termes mêmes et par conséquent, d'une part, elle ne bénéficie qu'aux juges de paix et à leurs greffiers et, d'autre part, elle ne vise que les actes tarifés.

Par suite, une difficulté s'était élevée pour savoir si dans les actes tarifés il fallait comprendre l'expédition de l'enquête que le greffier délivre à la victime. Pour l'affirmative on se basait sur ce que l'article 29 visé par le § 3 de l'article 12 prévoyait les procès-verbaux et l'on ajoutait que sous cette dénomination il fallait comprendre l'expédition de l'enquête.

Mais à raison du caractère exceptionnel de la disposition de l'article 12, il a été décidé généralement qu'il n'était pas possible d'admettre cette assimilation et qu'en conséquence les frais d'expédition de l'enquête remise à la victime ne sont pas avancés par le trésor (2).

Donc pour tous autres frais que ceux prévus au § 3 de l'article 12 de notre loi il faut décider que le trésor n'est pas tenu d'en faire l'avance.

(1) Trib. civ. Perpignan, 6 fév. 1888, *Bulletin de la taxe*, 1888, 107.

(2) Circ. garde des sceaux, 24 avril 1903.

Par application de l'article 17 de la loi de 1901, en cas de condamnation aux dépens prononcée contre l'adversaire de l'assisté, la taxe comprend les frais de toute nature, honoraires et émoluments auxquels l'assisté aurait été tenu s'il n'avait pas eu l'assistance, et suivant l'article 18, même loi, la condamnation est prononcée et l'exécutoire délivré au nom de l'administration de l'enregistrement qui en poursuit le recouvrement.

L'administration fait immédiatement aux divers ayants droit la distribution des sommes recouvrées après avoir retenu le montant de ses avances.

De ces textes il résulte que les officiers ministériels ne sont, sauf les cas cités où les frais sont avancés par le trésor, payés de leurs honoraires et émoluments que quand l'enregistrement a perçu ces sommes de l'adversaire de l'assisté ; il en résulte également qu'il est nécessaire pour que ce recouvrement puisse être fait qu'une condamnation aux dépens ait été prononcée contre le patron au profit de l'enregistrement et enfin que l'enregistrement est chargé d'en opérer le recouvrement au moyen d'un exécutoire.

Nous avons vu qu'en notre matière, l'article 31 de la loi du 13 avril 1900 avait apporté une exception au principe qu'une condamnation doit intervenir contre le patron, en décidant qu'il sera tenu de plein droit aux dépens au cas de conciliation : mais ce texte apporte encore une autre dérogation au droit commun en décidant qu'au cas de conciliation, l'enregistrement sera valablement saisi, non plus par la décision de justice, mais par la délivrance que lui fait le greffier sur état taxé par le président d'un exécutoire de dépens contre le patron pour les frais exposés à l'enquête et à la conciliation. Ainsi, ce texte faisant échec aux dispositions des articles 17 et 18 de la loi de 1901 ne fait plus de la condamnation aux dépens la condition nécessaire du recouvrement contre le patron.

Mais cette exception ne s'applique qu'au cas de conciliation devant le président et, par suite, quand la contestation est portée devant le tribunal les articles 17 et 18 de la loi de 1901 reprennent leur empire ; l'enregistrement ne peut alors exercer son recouvrement contre le patron que sur condamnation du patron aux dépens au profit de l'enregistrement.

L'enregistrement, ainsi saisi, délivre contre le patron un exécutoire conformément aux règles de droit commun ; en conséquence, il faut décider que, par application de l'article 4 de la loi du 24 décembre 1897, l'exécutoire doit contenir le détail des frais dont l'administration

poursuit le recouvrement (1), car en effet, on ne saurait prétendre que cette obligation de signifier l'état détaillé des frais taxés ne s'applique qu'aux avoués poursuivant eux-mêmes le paiement de leurs frais, puisqu'alors il leur serait loisible de rendre vaine cette disposition en négligeant volontairement de demander la distraction de leurs frais pour les faire récupérer par leurs clients.

Il a cependant été décidé que l'article 4 de la loi du 24 décembre 1897, en vertu duquel notamment l'exécutoire doit contenir le détail des frais, n'est applicable qu'au recouvrement fait par l'officier ministériel lui-même et non au recouvrement fait par l'assisté (2) ou par l'administration de l'enregistrement (3).

Le patron peut discuter l'exécutoire délivré par l'administration de l'enregistrement.

En ce cas, il est admis à y faire opposition mais il doit suivre la procédure indiquée par l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII, et porter son action devant le tribunal civil (4).

Contre qui le patron poursuivi doit-il diriger cette instance en validité de son opposition ?

Une première opinion soutient que l'action en validité d'opposition doit être dirigée contre l'assisté et non contre l'administration de l'enregistrement. En effet, dit-on, quand le patron est condamné aux dépens, il est débiteur des frais de l'instance comme s'il s'agissait d'une procédure ordinaire (art. 17, loi de 1901), car il a été dit au cours des travaux préparatoires de la loi fondamentale de 1851, que l'assistance ne doit rien changer à la situation de la partie adverse de l'assisté (5) ; le patron qui a été condamné aux dépens, doit donc payer les frais exposés par la partie gagnante conformément au droit commun ; seul le mode de perception de ces frais est réglé par l'article 18 de la loi de 1901 qui, par exception au droit commun, attribue à l'administration de l'enregistrement un droit de recouvrement et, à défaut de paiement amiable, lui permet de délivrer un exécutoire qui équivaut à contrainte. La loi a donc conféré à l'enregistrement une action directe et personnelle contre la partie condamnée, mais seulement en vue du recouvrement, et il importe ici de signaler que le législateur a ainsi établi un droit analogue à celui concédé à l'avoué pour la distraction des dé-

(1) Orléans, 18 janv. 1905, *Rev. jud.* 1905, p. 264.

(2) Cass. civ., 11 juin 1907, *Rec. spéc.*, 8^e, p. 159.

(3) Paris, 24 janv. 1907, *Rec. spéc.* 8^e, p. 164.

(4) Chambéry, 20 juillet 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 78.

(5) Déclaration de M. Valmemil rapporteur, D., 51, 4, 26.

pens prononcée en sa faveur en vertu de l'article 133 du code de procédure civile ; le droit de l'enregistrement doit en effet être assimilé au droit de l'avoué distractionnaire et soumis aux mêmes règles.

Or, il est admis en doctrine et en jurisprudence que la distraction prononcée au profit de l'avoué ne peut produire ses effets qu'après que les dépens ont été définitivement taxés ; par suite, si après la signification de l'exécutoire des dépens, la partie perdante forme opposition non au recouvrement de la taxe, mais à la taxe elle-même, c'est non pas contre l'avoué qui n'est qu'un cessionnaire du droit de son client, mais contre la partie gagnante elle-même, que doit être dirigée l'opposition (1), puisque le droit de l'avoué n'est fixé que quand la taxe est définitive. Par conséquent, poursuivant l'analogie entre le droit de l'enregistrement et le droit de l'avoué distractionnaire, il faut décider que, comme l'avoué, la régie doit se borner à recouvrer la taxe définitivement établie, mais n'a pas qualité pour discuter les éléments qui la composent.

Or, l'article 18 de la loi de 1901 dit seulement que l'administration de l'enregistrement poursuit le recouvrement comme en matière d'enregistrement, et notre loi n'apportant à ce texte aucune dérogation, il faut décider que le droit commun conserve son empire : dès lors, il suit que c'est contre l'assisté lui-même bénéficiaire de la condamnation aux dépens que doit être poursuivie l'opposition à taxe.

Car indépendamment des arguments d'analogie précités, il faut remarquer que cette nouvelle contestation n'est qu'une suite de la première et doit s'engager entre les mêmes parties (2), en dehors de toute intervention de l'administration de l'enregistrement qui, n'ayant pas été partie au procès, ne saurait avoir qualité pour contrôler et critiquer la taxe soit au moment où elle est soumise au juge taxateur, soit postérieurement (3) ; qu'au surplus l'administration de l'enregistrement est sans intérêt (4).

Ainsi, l'enregistrement devra être mis hors de cause sur l'opposition à la taxe.

Mais l'opposition peut être dirigée à la fois contre la taxe et contre le commandement à payer. C'est il est vrai à l'administration qu'il incombe de défendre à l'opposition à commandement, mais il ne s'en suit

(1) Bioche, *Dict. de procéd.*, v^o *Exécutoire de défense*, n^o 26 ; Garsonnet, *Traité de proc.*, 2^e éd., p. 1211, note 8.

(2) Caen, 28 avril 1902, R. E. 3013.

(3) Trib. civ. Bar-le-duc, 3 déc. 1902, R. E. 3657.

(4) Chambéry, 20 juillet 1903, *Rev. jud.*, 1904, p. 78.

pas qu'elle acquiert, par cela seul, qualité pour défendre aussi à la taxe; par suite, le tribunal, au cas où le patron aurait formé à la fois opposition à taxe et opposition au commandement, devra mettre l'enregistrement hors de cause sur l'opposition à taxe, et comme il ne peut être statué sur le recouvrement qu'après que la taxe aura été définitivement fixée, l'opposition à la contrainte décernée par l'enregistrement se trouvera suspendue jusqu'à ce que la question détendue de la taxe soit tranchée; le tribunal devra alors fixer au patron un délai pour faire établir définitivement la taxe sous astreinte, ce délai expiré, de payer le montant de l'exécutoire. De sorte qu'en définitive, il faut décider que l'administration de l'enregistrement ne peut être assignée en validité d'opposition à taxe, mais seulement en validité d'opposition à l'exécutoire puisque la liquidation des dépens se fait en dehors d'elle et avant la délivrance de l'exécutoire qui forme son titre (1); et au cas où le patron ferait à la fois opposition à taxe et opposition à exécutoire, l'enregistrement devra être mis hors de cause pour l'opposition à taxe et le tribunal devra surseoir à statuer sur l'opposition à exécutoire jusqu'à ce que la taxe ait été définitivement fixée.

Une deuxième opinion estime au contraire que le patron condamné aux dépens ou, plus généralement, l'adversaire de l'assisté est fondé à agir directement contre l'administration de l'enregistrement seule (2) soit en validité d'opposition à taxe, soit en validité d'opposition à commandement.

En effet, il n'y a aucune analogie entre le droit de l'administration de l'enregistrement et le droit de l'avoué distractionnaire des dépens.

Car il faut remarquer que, par application de l'article 18 de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901, l'administration n'a pas seulement un droit de recouvrement puisqu'en vertu de ce texte la *condamnation* est « *prononcée* » et l'exécutoire est « *délivré au nom de l'administration de l'enregistrement* » qui poursuit le recouvrement comme en matière d'enregistrement, sauf le droit pour l'assisté de concourir aux actes de poursuite conjointement avec l'administration lorsque cela est utile pour exécuter les décisions rendues et en conserver les effets; d'où il suit qu'étant « *bénéficiaire* » de la condamnation prononcée à son « *nom* », l'administration de l'enregistrement devient « *personnellement* » créancière des dépens et agit par suite en vertu d'un « *droit propre* » qu'elle tient de la loi. La situation juridique de l'administration qui agit ainsi en

(1) Paris, 24 janv. 1907, *Rec. spéc.*, 8^e, p. 164.

(2) Trib. civ. Marseille, 26 fév. 1903, *Rec. spéc.*, 4^e, p. 75; Implicitement, trib. civ. Béziers, 2 juillet 1908, *Rec. spéc.*, 9^e, 213.

vertu d'un droit propre ne peut être en aucune façon assimilée à la situation juridique de l'avoué distractionnaire des dépens qui n'agit que comme « cessionnaire » des droits de l'assisté son client : car alors que l'enregistrement est bénéficiaire de la condamnation aux dépens, c'est au contraire dans le cas où l'avoué est distractionnaire, au profit de l'assisté lui-même, qu'a été prononcée la condamnation. On ne peut donc soutenir que simplement bénéficiaire de la taxe, l'administration est seulement chargée d'en recouvrer le montant.

On ne peut pas dire non plus que l'administration de l'enregistrement est sans intérêt à l'opposition à taxe, car il faut remarquer que les dépens taxés à recouvrer comprennent, en dehors des frais et émoluments qui seront répartis ultérieurement entre les intéressés, les avances faites par l'administration elle-même pour frais de transport des juges, officiers ministériels, experts, honoraires de ces derniers, taxe des témoins, frais dus à des tiers, frais des juges de paix et des greffiers ; dès lors, l'administration de l'enregistrement devant éprouver un préjudice au cas où les frais par elle avancés seraient réduits, a un intérêt évident à défendre à l'opposition du patron qui a précisément pour objet de discuter l'étendue de ces frais : au contraire, le défaut d'intérêt apparaît pour l'assisté qui n'ayant personnellement rien à supporter se désintéresserait de cette instance.

D'ailleurs, la théorie adverse est obligée de faire une distinction entre le cas d'opposition limitée à la taxe et le cas d'opposition à exécution ou d'oppositions à taxe et à exécution réunies ; et elle reconnaît que l'administration est valablement assignée quand il s'agit de l'opposition à exécution.

Mais, d'une part, cette distinction n'est que de principe, car en pratique l'opposition portera toujours à la fois sur la taxe et sur l'exécution, et, d'autre part, si l'opposition à exécution dirigée contre l'enregistrement est validée parce que le texte porte que l'exécutoire est délivré en son nom, il faut aussi dire que sera recevable l'opposition à taxe dirigée contre l'enregistrement puisque le texte porte aussi que la condamnation est prononcée à son nom. Aussi pensons-nous que conformément à cette deuxième opinion le patron peut former contre l'administration de l'enregistrement opposition à taxe et à contrainte.

2° *Recouvrement par la victime (assisté).* — En vertu de l'article 18 § 1 de la loi du 10 juillet 1901, l'assisté conserve le droit de concourir aux actes de poursuite conjointement avec l'administration lorsque cela est utile pour exécuter les décisions rendues ou en conserver les effets. Prenant texte de l'expression employée « concourir conjointement avec l'administration »... il a été soutenu que la victime ne pouvait pas agir

seule, mais devait joindre son action à celle de l'enregistrement et seulement dans les cas limitativement prévus par l'article 18 où l'intervention de l'assisté est utile pour exécuter la décision. Il a cependant été décidé que l'ayant droit assisté avait qualité pour faire signifier l'exécutoire de dépens par le motif qu'il y a intérêt puisque, au cas de retrait de l'assistance et d'insolvabilité de son adversaire, l'administration de l'enregistrement serait en droit de recouvrer contre lui les avances faites et que, d'autre part, cette signification a pour but de rendre définitif l'exécutoire dont, conformément à l'article 20 de la loi du 10 juillet 1901, le greffier doit transmettre un extrait au receveur de l'enregistrement qui en poursuivra le recouvrement (1).

Ces motifs ainsi déterminés ne paraissent pas justifier le droit de poursuite de la victime (assisté), car dans leur généralité ils se peuvent appliquer à tout assisté et par suite toujours et dans tous les cas l'assisté aurait le droit d'accomplir les actes de poursuites : or, cette généralisation serait contraire à l'article 18, qui n'envisage l'action de la victime que comme exceptionnelle.

L'intention du législateur a été nettement marquée au cours des travaux préparatoires où il a été dit... « notre but est de mettre à la disposition de l'assisté un moyen d'exécution du jugement dans un certain nombre de cas où elle n'est possible qu'au moyen de la poursuite en paiement de frais et où elle doit intervenir dans un temps donné, par exemple pour empêcher la péremption d'un jugement de défaut (2).

En conséquence, nous pensons que la victime ne possède le droit de poursuivre conjointement avec l'administration de l'enregistrement le recouvrement des dépens que dans les cas exceptionnels où conformément à l'article 18 qui crée ce droit, « cela serait utile pour exécuter la décision rendue ou en conserver les effets ».

B. — LA VICTIME OU L'AYANT DROIT EST CONDAMNÉ AUX DÉPENS.

1° *Recours de l'administration de l'enregistrement.*

Les frais de l'assisté comprennent soit les déboursés des officiers ministériels ou des tiers, soit les honoraires et émoluments ; en ce qui concerne les déboursés qui sont prévus au § 9 de l'article 14 de la loi de 1901, et auquel nous renvoyons pour le détail, ils sont avancés par le trésor ainsi qu'il est dit à ce même § 9.

(1) Cass. civ., 11 juin 1906, *Rec. spéc.*, 8^e, p. 159.

(2) Rapport de M. Louis Legrand au Sénat, *Lois ann.*, Sirey, sous art. 18. L. 10 juillet 1901, note 34.

Quand le trésor a payé ces frais il peut les recouvrer contre la victime assistée dans le cas où elle est condamnée aux dépens, conformément à l'article 19, même loi. En ce qui concerne les honoraires et émoluments, exception faite pour ceux dus aux juges de paix et aux greffiers de paix, qui par application de l'article 12, § 3, sont avancés par le trésor, ils ne sont payés par l'administration de l'enregistrement qu'en cas de condamnation de l'adversaire de l'assisté et après recouvrement contre cet adversaire (art. 18) ; par suite, le trésor n'a pour cette catégorie de frais aucune action en remboursement à exercer contre l'assisté.

2° Recouvrement par le patron.

Quand la victime a été condamnée aux dépens, elle supporte non seulement ses propres frais et nous venons de voir dans quelle mesure l'administration peut les recouvrer contre elle, mais elle doit en outre supporter les frais taxés exposés par le patron.

Le patron pour obtenir le remboursement de ses frais peut, conformément au droit commun, poursuivre l'exécution du jugement, mais à raison de l'insolvabilité de la victime, ce moyen est le plus souvent illusoire, ou ne permettra qu'un remboursement échelonné et à longue échéance par fractions. Aussi la question s'est-elle posée de savoir si le patron pouvait recupérer ses frais par la voie de la compensation sur les sommes qu'il pouvait devoir à la victime, soit à titre d'indemnité journalière, soit à titre de rente.

En ce qui concerne l'indemnité journalière une opinion soutient que le patron peut compenser avec cette indemnité les dépens auxquels a été condamnée la victime, car d'une part, la loi de 1898 ne déclare pas incessible et insaisissable le demi-salaire, la disposition de l'article 3, § C, alinéa 5, ne visant que les rentes ; et, d'autre part, cette créance de la victime n'ayant pas le caractère alimentaire, mais représentant une partie des salaires, l'article 1293 du code civil qui exclut de la compensation les dettes ayant pour cause des aliments ne trouve pas son application.

Par suite, dit-on, les dépens peuvent être imputés sur l'indemnité journalière, mais seulement à concurrence d'un dixième du montant total de cette indemnité par application de la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie arrêt des salaires et petits traitements (1).

(1) Trib. civ. Bordeaux, 28 avril 1902, *Rev. jud.*, 1902, p. 299.

Mais nous pensons que la compensation des dépens ne peut être faite sur l'indemnité journalière précisément en vertu de l'article 1293 du code civil écarté par l'opinion précédente, car l'indemnité journalière ne représente pas le salaire, mais a bien un caractère alimentaire puisqu'à la différence du salaire elle est due chaque jour, même férié ; par suite, par application de l'article 581 du code de procédure civile qui déclare insaisissables les sommes et pensions allouées pour aliments, elle doit aussi être considérée comme ne pouvant être compensée avec les dépens mêmes jusqu'à concurrence d'un dixième (1).

En ce qui concerne la rente, il a été soutenu que le patron peut opérer la compensation des dépens sur les arrérages échus ou à échoir.

En effet, dit-on, cette compensation n'est pas écartée par le seul fait que la rente est insaisissable, car cette seule qualité ne saurait empêcher les dettes de se compenser, si elles sont nées de la même cause et ont été établies par la même direction judiciaire : or, les dépens sont nés de la même cause et mis à la charge de la victime par le jugement même qui alloue la rente.

D'autre part, la compensation ne serait prohibée que si la dette avait un caractère alimentaire ; or la rente représente la réduction du salaire aux termes mêmes de l'article 3, § 3 et n'est comme le salaire payable qu'à terme échu.

Par suite, elle peut se compenser avec les dépens sauf toutefois à faire application de la loi du 12 janvier 1905 sur la saisie arrêt des salaires et à ne retenir que 10 % de chaque arrérage (2).

Mais nous pensons cependant que le patron en peut compenser les dépens avec les arrérages de la rente.

D'une part en effet, la rente est incessible et insaisissable aux termes de l'article 3, § C, alinéa 5, et par suite de ce caractère d'insaisissabilité, cette rente reste dans le patrimoine de la victime et ne peut servir à un paiement par compensation, car la compensation est un paiement forcé par lequel le créancier retient les sommes qu'il doit lui-même et qui forment son gage (3).

D'autre part, l'insaisissabilité de la rente édictée par le législateur a pour but évident d'assurer à l'ouvrier la totalité d'une indemnité néces-

(1) Trib. paix Lille, 26 nov. 1902, *Rec. per. ass.*, mars 1903, p. 140.

(2) Bordeaux, 30 juin 1903, *La Loi*, 21 juillet 1903 ; Nancy, 26 avril 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 74 ; Montpellier, 30 avril 1904, *Rev. jud.*, 1905, p. 74 ; Nancy, 14 juin 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 338.

(3) Rouen, 23 janv. 1904, *Rev. jud.*, 1904, p. 348.

saire à son existence (1). Dès lors elle s'oppose à ce que le débiteur de cette rente se paie lui-même par voie de compensation sur le montant de sa dette de ce qui pourrait lui être dû par l'ouvrier créancier de la rente (1). Enfin, on ne peut considérer les dépens comme des frais faits pour liquider ou conserver la créance de la victime car ils représentent au contraire les dépenses faites pour combattre cette créance (2) et la diminuer : de plus la rente a un caractère alimentaire, car elle n'est pas égale à la réduction de salaire, mais à la moitié de cette réduction : par suite ayant un caractère alimentaire elle ne peut aux termes de l'article 1293 du code civil, être compensée.

En conséquence il faut décider qu'aucune compensation n'est possible entre les dépens et la rente (3).

La même solution doit être adoptée par identité de motifs en ce qui concerne la compensation qui ne peut être opérée sur le rachat par 3 annuités que le patron fait à l'ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français, car le capital, ainsi alloué tient lieu de la rente ; comme elle, il est insaisissable et a une cause alimentaire (4) ; il faut décider de même en ce qui concerne le capital alloué au cas de nouveau mariage ou par conversion (5) ou le capital librement versé par le patron à la place de la rente, conformément aux dispositions de l'article 21.

SECTION III. — Gratuité des actes et dispense de droits.

L'article 29 dispose que les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, jugements, et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Il résulte de ce texte que ces actes jouissent d'une double immunité.

Ils sont délivrés gratuitement.

Ils sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

Nous remarquerons d'abord que cette double disposition s'applique aussi bien aux actes de la victime qui bénéficie de l'assistance judiciaire qu'aux actes délivrés au patron ou à l'assureur non pourvus de l'assistance judiciaire. De plus, il faut observer que l'article 29 vise tous les

(1) Cass. req., 16 janv. 1905, *Rev. jud.*, 1905, p. 83.

(2) Trib. civ. Seine, 4 juillet 1902, *Rev. jud.*, 1903, p. 203.

(3) Cass. req., 16 janv. 1905, précité.

(4) Cass. 18 nov. 1908, *Rec. spéc.*, 9e, p. 295.

(5) Cass. civ., 17 nov. 1908, *J. ass.*, 1er mars 1909.

actes faits en vertu et pour l'exécution de la loi de 1898; de cette règle il résulte que tous les actes relevant de l'application de la loi de 1898 bénéficient de la gratuité et de la dispense de droits.

Nous n'entrerons pas dans le détail des actes ainsi visés par le texte; il nous suffira de dire qu'à raison de la généralité de ses termes, il faut étendre les dispositions de ce texte à tous actes qui, d'une manière quelconque, se rapportent à l'exécution de la loi.

Mais, par contre, il faut exclure du bénéfice de cette disposition les actes qui ne trouveraient pas leur cause exclusive dans la loi de 1898; c'est ainsi qu'il faut écarter tous les actes faits à raison de l'action en responsabilité dirigée contre le tiers responsable, cette procédure étant soumise au droit commun; de même il faut écarter ceux relatifs aux instances du médecin choisi par le patron contre ce dernier, ou du médecin choisi par la victime contre cette dernière, ou à l'instance entre assurés et assureurs pour trancher une question de responsabilité ou de déchéance, car ces instances trouvent leur base non dans la loi de 1898, mais dans le droit commun.

Mais au contraire, les dispenses s'appliquent aux instances entre la caisse nationale d'une part et le patron ou l'assureur d'autre part, car les rapports juridiques des deux parties sont régis non par une convention, mais par la loi de 1898 et les décrets rendus pour son exécution. De même le contrat d'assurances garantissant exclusivement les risques de la loi de 1898 et notamment les quittances de prime délivrées à l'occasion de ce contrat par l'assureur à l'assuré ou les quittances d'indemnité délivrées à l'assureur soit par l'assuré remboursé, soit par la victime ou ses ayants droit bénéficient de la dispense.

Il faut remarquer qu'en vertu de la loi du 10 juillet 1901, article 14, l'assisté est dispensé provisoirement du paiement des sommes dues au trésor pour les droits de timbre et d'enregistrement, les actes étant visés pour timbre et enregistrés en debet; par suite les droits portés en debet restent dus au trésor, la date de leur exigibilité étant seulement retardée;

Au contraire, à raison de notre texte, les actes faits en vertu et en exécution de la loi sont visés pour timbre et enregistrés gratis; il suit que le trésor fait abandon définitif des droits de timbre et d'enregistrement.

Les actes faits en vertu de la loi de 1898 sont, avons-nous dit, délivrés gratuitement.

Cependant une difficulté vient de ce que, après avoir posé ce principe dans le § 1, l'article 29, dans son alinéa 2, semble le contredire ou au moins y apporter une dérogation en indiquant qu'un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et

la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôt de la minute d'enquête au greffe et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi. Sous l'empire de ce texte il était tout d'abord décidé que, conformément au § 2, l'exception apportée à la gratuité des actes ne pouvait être invoquée que par les greffiers de justice de paix. Et d'autre part, il avait été fait une distinction entre la rédaction même de l'acte, c'est-à-dire son établissement en minute qui, aux termes du § 2, comporte un émolument, et sa simple délivrance, c'est-à-dire son expédition qui, aux termes du § 1, ne doit pas être rétribuée. Par suite de cette distinction reposant sur l'existence d'une minute, il avait été admis que tout acte rédigé par le greffier sans qu'il en soit conservé minute devait être délivré gratuitement (1). On décidait alors que la rédaction du jugement étant exclusivement l'œuvre du juge, le greffier n'était chargé que d'en faire l'expédition et ne pouvait par suite réclamer aucun émolument (2) ; en ce qui concerne l'enquête, la question restait controversée.

Mais depuis cette interprétation, la loi du 13 avril 1900, stipulant en son article 31 que pour la délivrance des actes visés dans l'article 29 de la loi de 1898, les greffiers et officiers ministériels ont droit à un émolument, a singulièrement élargi l'exception posée par le § 2 de l'article 29 de la loi du 9 avril 1898.

En effet ce ne sont plus seulement les greffiers de justice de paix qui peuvent l'invoquer, mais tous les greffiers et aussi tous les officiers ministériels.

De plus, la distinction faite entre les actes rédigés en minute qui seuls pouvaient donner lieu à émolument et les actes en brevet qui toujours devaient être délivrés gratuitement disparaissait en ce qui concerne les greffiers et officiers ministériels, puisque le nouveau texte ne visait plus comme donnant lieu à émolument « la rédaction des actes de notoriété, ainsi que le porte l'article 29, § 2, etc., mais leur délivrance. »

Dès lors par application de la loi du 13 avril 1900, article 31, les expéditions d'enquête, d'ordonnance et de jugement sont rétribuées aux greffiers ; en ce qui concerne les frais des expéditions commandées par le patron, ils sont payés directement par ce dernier au greffe ; en ce qui concerne les frais des expéditions délivrées à la victime, ils sont payés par le trésor qui les avance quand ces expéditions ont été fournies par

(1) Circul. min., 10 juin 1899.

(2) Même référence ci-dessus.

les greffiers de justice de paix (art. 12, § 3) ; au contraire, ces frais sont recouvrés contre l'adversaire de l'assisté par l'administration de l'enregistrement et répartis ensuite entre ceux à qui ils sont dus quand les actes ont été délivrés par d'autres que les greffiers de justice de paix.

De sorte que la gratuité ne subsiste que pour la délivrance des actes par d'autres personnes que les greffiers et officiers ministériels.

Mais cette gratuité profite aussi bien à la victime et à ses ayants droit qu'au patron ou à l'assureur, le texte n'ayant fait à cet égard aucune distinction.

CHAPITRE IX

EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Les décisions rendues en exécution de la loi de 1898, présentent quelques particularités quant à leur exécution ; nous ne les indiquerons que très sommairement, cette question se rattachant directement à l'étude très vaste des garanties organisées pour l'exécution de la loi.

Nous indiquerons seulement que l'article 23 de la loi de 1898 fait une distinction fondamentale entre les jugements, suivant l'objet de la condamnation.

1° Les décisions portant condamnation aux frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires, à l'indemnité journalière, sans distinguer si elle est due à une victime atteinte ou non d'incapacité permanente, bénéficient de la garantie accordée par le privilège de l'article 2101 code civil (art. 23 L. 1898), qui porte sur la généralité des meubles et des immeubles, l'article 2104 code civil décidant que les privilèges énoncés en l'article 2101 s'étendent sur les immeubles :

2° Au contraire, les décisions portant condamnation à rente ne donnent au bénéficiaire de la rente contre le patron débiteur ou contre l'assureur substitué aucune garantie spéciale privilégiée ; bien plus, par dérogation au droit commun, ces décisions, aux termes de l'article 26 § 4, n'emportent point hypothèque sur les immeubles du débiteur. Leur exécution est assurée par la création d'un fonds de garantie sur lequel la caisse nationale, saisie, dans les termes du décret du 28 février 1899, de la réclamation du bénéficiaire d'indemnité, lui paie les arrérages échus, sauf recours contre le patron ou s'il y a assurance contre l'assureur.

Toutefois, par retour au droit commun, les décisions judiciaires emportent hypothèque quand elles ont été rendues en faveur de la caisse nationale exerçant son recours contre le débiteur de l'indemnité (art. 26, § 4).

Mais les décisions portant condamnation contre le tiers responsable emportent-elles hypothèque ?

Nous le pensons, car l'article 7 dispose que l'action intentée contre le tiers suit les règles du droit commun ; or, la règle générale est que tout jugement de condamnation emporte hypothèque (art. 2123 du code civil) ; de plus, il faut remarquer qu'en ce qui concerne les patrons ou l'assureur, la sûreté résultant de l'hypothèque a été remplacée par la création d'un fonds de garantie alimenté par tous les commerçants et tous les patrons assujettis à la loi de 1898 susceptibles d'avoir des ouvriers pouvant faire appel à cette caisse, tandis qu'au contraire en ce qui concerne le tiers responsable qui peut n'être ni commerçant ni patron assujetti et, par conséquent, ne pas contribuer à l'alimentation de ce fonds de garantie, l'exonération de l'hypothèque n'apparaît plus comme la contre partie de sa contribution à l'établissement d'une autre sûreté.

De même, tous jugements entre patron et assureur emportent hypothèque judiciaire puisqu'ils ne sont pas rendus en vertu de la loi de 1898.

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et approuvé :
Le Président,
CAPITANT.

Paris, le 20 octobre 1910.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Argus (Revue l').

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Du louage, 2^e éd.

BIOCHE — Dictionnaire de procédure.

CARRÉ. — Droit français dans ses rapports avec la juridiction des juges de paix.

CABOUAT. — Lois nouvelles, 1899.

— Traité des accidents du travail.

CHAUVEAU sur CARRÉ. — Lois de la procédure.

CARRÉ et CHAUVEAU. — Procédure.

CAROU et BIOCHE. — Juridiction civile des juges de paix.

CRÉPON. — Traité de l'appel.

DALLOZ. — Répertoire général de jurisprudence.

DEMOLOMBE. — Cours de droit civil.

DUFOUR. — Traité de droit administratif.

DUCHAUFFOUR. — Accidents du travail.

FAUSTIN-HÉLIE. — Instruction criminelle.

DE FORCRAND. — Commentaire de la loi du 24 mars 1891.

GARRAUD. — Traité de droit pénal.

GARSONNET. — Traité théorique et pratique de procédure.

GROSSE et RAMEAU. — Explication de la loi du 21 mai 1858.

HUC. — Commentaire théorique et pratique du code civil.

ISAURE TOULOUSE. — Manuel formulaire des accidents du travail.

LABORDE. — Questions pratiques sur la loi du 26 mars 1891.

LAFFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative.

LAROMBIÈRE. — Obligations.

LAURENT. — Principes de droit civil.

LOUBAT. — Risque professionnel, 3^e éd.

LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, 2^e éd.

MARCADÉ. — Sur l'article 1351 du code civil.

MOURRAL et BERTHIOT. — Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, 1^{re} éd.

MILLION et BEAUME. — Dictionnaire général de la compétence des juges de paix.

PIGEAU. — Commentaire du code de procédure.

POTHIER. — Obligations.

Répertoire général de droit français, *Gazette du Palais*, Labori.

RODIÈRE. — Compétence et procédure.

RUBOD. — Accidents du travail.

SACHET. — Législation des accidents du travail, 5^e édit.

SOURDAT. — De la responsabilité.

TALANDIER. — Traité de l'appel en matière civile.

VERMEIL. — Attributions des juges de paix en matière d'accidents du travail, 3^e éd.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
------------------------	---

TITRE I. — Compétences.

CHAPITRE I. — Attributions du maire.

§ 1. — Déclaration à la mairie.	4
§ 2. — Délai et formes de la déclaration	6
A. — Délai	6
B. — Formes	7
§ 3. — Production du certificat médical	7
A. — Cas de production	7
B. — Délai	11
C. — Formes	13
§ 4. — Maire compétent <i>ratione loci</i>	14
§ 5. — Transmission par le maire	18
A. — Avis au service d'inspection.	18
B. — Transmission au juge de paix.	20
C. — Rôle du maire.	21
§ 6. — Réclamation du bénéficiaire d'indemnité	22
§ 7. — Sanctions	23

CHAPITRE II. — Compétence civile du juge de paix « *ratione materiæ* ».

Section 1. — Enquête	25
§ 1. — Dans quel cas y a-t-il lieu à enquête	25
A. — Aucun certificat n'a été produit.	26
B. — Le certificat conclut à infirmité non permanente	27
C. — Le certificat est imprécis sur le caractère permanent	29
D. — Le certificat est produit par la victime.	29

E. — La profession du patron n'est pas assujettie ou l'accident n'est pas couvert par la loi de 1898	31
§ 2. — Délais d'ouverture et de clôture de l'enquête	32
§ 3. — Formes de l'enquête	35
A. — Transport du juge de paix	35
B. — L'enquête est contradictoire	35
C. — Audition des témoins	38
D. — Contenu de l'enquête	38
E. — Désignation d'un médecin ou d'un expert	41
F. — Autopsie	45
G. — Clôture de l'enquête et transmission	46
H. — Difficultés relatives à l'enquête.	48
Section II. — Indemnité journalière	49
§ 1. — Etendue de la compétence	49
§ 2. — Voies de recours.	62
A. — Appel	62
B. — Opposition (exécution provisoire).	64
C. — Cassation	66
Section III. — Frais funéraires	67
A. — Etendue de la compétence.	67
B. — Exécution provisoire.	69
C. — Recours en cassation.	70
Section IV. — Frais médicaux et pharmaceutiques	71
§ 1. — Etendue de la compétence.	71
§ 2. — Voies de recours	78
A. — Appel.	78
B. — Opposition	79
C. — Cassation	80
Section V. — Visa et suspension de l'indemnité journalière	80
§ 1. — Visa	80
§ 2. — Suspension	82
Section VI. — Expertises	83
§ 1. — Expertises de l'article 4, § 7 (voies de recours)	83
§ 2. — Autres expertises.	90
Section VII. — Instruction des réclamations des bénéficiaires d'indemnité.	90
§ 1. — Instruction du juge de paix	90
§ 2. — Initiatives du juge de paix.	91
Section VIII. — Actions contre le tiers responsable	92
Section IX. — Actions en nullité des obligations envers les intermédiaires.	93

CHAPITRE III. — Compétence civile du juge de paix « ratione loci ».

Section I. — Compétence du lieu de l'accident (transport du juge)	95
Section II. — Compétence du lieu de l'établissement	97
§ 1. — Accident dans une mine	97
§ 2. — Accident hors du canton de l'établissement	97
§ 3. — Accident survenu à l'étranger.	97
Section III. — Compétence du domicile du débiteur	102
Section IV. — Compétence du domicile du défendeur	102
§ 1. — Action contre le tiers responsable.	102
§ 2. — Action en nullité des obligations envers les intermédiaires	102
§ 3. — Frais médicaux et pharmaceutiques	103

CHAPITRE IV. — Compétence « ratione materiæ » du président en conciliation.

Section I. — Comment est saisi le président	104
§ 1. — Par transmission de l'enquête	104
§ 2. — Par les parties.	104
§ 3. — Par transmission de la décision d'incompétence du juge de paix	105
§ 4. — D'office	105
§ 5. — Nécessité du caractère permanent de l'incapacité	106
Section II. — Convocation et délai	106
§ 1. — Personnes convoquées	106
§ 2. — Formes de la convocation.	111
§ 3. — Délai	111
§ 4. — Nécessité de l'enquête.	114
Section III. — Ordonnance de conciliation	115
§ 1. — Représentation des parties	115
§ 2. — Nomination d'expert.	116
§ 3. — Mission du président	118
§ 4. — Mentions de l'ordonnance.	119
Section IV. — Ordonnance de non conciliation	125
§ 1. — Substitution d'une provision	126
§ 2. — Allocation d'une provision	127
§ 3. — Nouvelle comparution	129
Section V. — Portée de l'ordonnance	129
Section VI. — Cas de nullité des ordonnances en fixation de rente	131

§ 1. — Nullités de forme.	131
§ 2. — Nullités de fond	132
A. — Accord non conforme à la loi	132
B. — Vices du consentement.	134
Section VII. — Ordonnance en revision	134
§ 1. — Comment est saisi le président	134
§ 2. — Convocation	137
§ 3. — Comparution : pouvoirs du président	138
A. — Comparution	138
B. — Pouvoirs.	138
C. — Mentions	139
§ 4. — Cas de nullités	140
Section VIII. — Voies de recours	141
§ 1. — Appel.	141
A. — Ordonnances de conciliation	141
B. — Ordonnances de classement	142
C. — Ordonnances de non conciliation	143
§ 2. — Opposition	144

**CHAPITRE V. — Compétence « ratione materiæ »
du président en référé.**

Section I. — Allocation ou modification de provision	146
§ 1. — Comment est saisi le président	146
§ 2. — Durée de la compétence du président	146
§ 3. — Pouvoirs du président	149
§ 4. — Voies de recours	150
Section II. — Nomination d'expert	151
Section III. — Compétence du président pendant le délai de revision	152
§ 1. — Visa	153
§ 2. — Suspension des arrérages	153
§ 3. — Voies de recours	154

CHAPITRE VI. — Compétence « ratione loci » du président.

Section I. — Compétence du lieu de l'accident	155
Section II. — Compétence du lieu de l'établissement ou du dépôt	156
§ 1. — Accident survenu à l'étranger	156
§ 2. — Accident survenu en territoire français	156
§ 3. — Voies de recours	159

CHAPITRE VII. — **Compétence « ratione materiæ »
du tribunal civil.**

Section I. — Comment est saisi le tribunal	160
Section II. — Compétence sur les indemnités	161
§ 1. — Rente	161
A. — Applicabilité de la loi : chose jugée	162
B. — Enquête	167
C. — Expertise. — Rente dégressive	167
D. — Consolidation	168
E. — Mentions	168
F. — Pouvoir de contrôle.	169
§ 2. — Indemnité journalière	171
A. — Condamnation au paiement	171
B. — Provision	172
§ 3. — Imputation.	173
Section III. — Compétence sur les frais de maladie et les frais funéraires	175
§ 1. — Frais médicaux	175
§ 2. — Frais d'hospitalisation	177
Section IV. — Substitution	177
Section V. — Compétence sur la revision	180
§ 1. — Sur la rente	180
§ 2. — Sur l'indemnité journalière	182
§ 3. — Sur les frais de maladie	183
§ 4. — Substitution	184
Section VI. — Compétence sur opposition à contrainte décernée par la caisse nationale.	184
Section VII. — Compétence sur les demandes en nullité	188
§ 1. — Conventions contraires à la loi	188
§ 2. — Nullités de l'ordonnance de conciliation.	189
§ 3. — Nullités des engagements envers les intermédiaires.	189
Section VIII. — Compétence sur l'action contre le tiers responsable	189
Section IX. — Compétence d'appel.	191

CHAPITRE VIII. — **Compétence « ratione loci » du tribunal civil.**

Section I. — Compétence du lieu de l'accident	193
Section II. — Compétence du lieu de l'établissement ou du dépôt	194
Section III. — Compétence du lieu de domicile du défendeur	194
Section IV. — Compétence du lieu de domicile du débiteur	195

CHAPITRE IX. — **Voies de recours.**

Section I. — Exécution provisoire	197
Section II. — Opposition	200
§ 1. — Recevabilité	200
§ 2. — Délai de l'opposition	200
Jugement par défaut, faute de conclure	201
Jugement par défaut, faute de comparaître	201
§ 3. — Formes de l'opposition	202
§ 4. — Effets de l'opposition	203
Section III. — Tierce opposition	203
Section IV. — Appel	206
§ 1. — Recevabilité	206
A. — Quels jugements sont visés par l'article 17.	206
B. — Taux d'appel	208
1 ^o Jugements sur demande en rente.	209
2 ^o Jugements sur indemnité journalière et autres frais	211
C. — Par qui l'appel peut être interjeté :	212
1 ^o Nécessité d'être partie	212
2 ^o Nécessité d'avoir intérêt à appeler	212
3 ^o Nécessité de ne pas avoir acquiescé.	214
D. — A qui profite l'appel.	219
§ 2 Délai	221
A. — Durée	221
B. — Point de départ	222
1 ^o Jugement contradictoire	222
2 ^o Jugement par défaut	222
C. — Suspension du délai	223
1 ^o Jugement préparatoire et interlocutoire	223
2 ^o Jugement de défaut	223
3 ^o Appel <i>ab irato</i>	224
4 ^o Décès de la partie condamnée.	227

5° Mineurs non émancipés	228
6° Pièces fausses	228
7° Pièce retenue	228
D. — Calcul du délai	229
§ 1. — Formes de l'appel	229
§ 2. — Effets de l'appel	231
A. — Effet suspensif	231
B. — Effet dévolutif	231
Section V. — Pourvoi en cassation.	232

CHAPITRE X. — **Compétence du tribunal civil en chambre du conseil.**

Section I. — Dans quel délai la demande doit être formée.	233
Section II. — Comment est saisi le tribunal.	233
§ 1. — Par qui peut-il être saisi	233
§ 2. — En quelle forme	234
Section III. — Compétence <i>ratione materiæ</i> (pouvoirs du tribunal).	242
§ 1. — Demande en conversion	243
§ 2. — Demande en reversibilité	245
A. — En la forme	245
B. — Au fond.	246
C. — Prédécès du conjoint	248
D. — Divorce du conjoint.	249
E. — Dépens	251
Section IV. — Compétence <i>ratione loci</i>	251
Section V. — Voies de recours	252
§ 1. — Tierce opposition	252
§ 2. — Opposition	252
§ 3. — Appel	252
A. — Les décisions sont-elles susceptibles d'appel.	252
B. — Du taux d'appel	254
1° Conversion	254
2° Reversibilité.	255
C. — Délai d'appel	255
D. — Formes de l'appel	256
§ 4. — Pourvoi en cassation	256

CHAPITRE XI. — Compétence du tribunal de commerce.

Section I. — <i>Ratione materiæ</i>	257
§ 1. — Fixation des indemnités dues par le patron.	257
§ 2. — Demande de frais de maladie	258
§ 3. — Recours contre le tiers responsable	259
§ 4. — Faillite du débiteur de la rente.	261
§ 5. — Déchéances.	261
Section II. — Compétence <i>ratione loci</i>	262
§ 1. — Lieu du domicile du défendeur	262
§ 2. — Domicile de l'assuré	263
§ 3. — Domicile du failli.	263
§ 4. — Lieu de la promesse et de l'exécution	264
Section III. — Voies de recours.	266

CHAPITRE XII. — Compétence du tribunal de simple police.

Section I. — <i>Ratione materiæ</i>	267
§ 1. — Pénalités de l'article 14.	267
A. — Préposé	267
B. — Lieu de déclaration	268
C. — Obligation de déclarer. — Délai	269
D. — Mention de la déclaration.	269
E. — Dépôt du certificat	270
§ 2. — Pénalités de l'article 31	274
§ 3. — Règles communes aux contraventions de l'art. 14 et de l'art. 31	275
A. — Comment est saisi le juge de simple police.	275
B. — Caractère de la contravention	275
C. — Cumul	276
D. — Prescription	276
Section II. — Compétence <i>ratione loci</i>	277
Section III. — Voies de recours	277

CHAPITRE XIII. — Compétence du tribunal correctionnel.

Section I. — <i>Ratione materiæ</i>	279
§ 1. — Pénalités de l'article 30	279
§ 2. — Escroquerie	280
§ 3. — Appel des jugements de simple police	281
§ 4. — Pénalités de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906	281

§ 5. — Dommages-intérêts	281
§ 6. — Demande en indemnité contre le tiers responsable	282
§ 7. — Poursuites contre le patron	283
Section II. — Règles communes et règles spéciales aux différentes ma-	
tières de la compétence du tribunal correctionnel	284
§ 1. — Comment est saisi le tribunal correctionnel	284
A. — Règles spéciales aux délits prévus par l'article 30, l'article	
5 loi 12 avril 1906 et délits d'escroquerie.	284
B. — Règles communes.	285
C. — Appel des jugements de simple police.	285
§ 2. — Application de l'article 463 code pénal	285
§ 3. — Application de la loi du 26 mars 1891	286
§ 4. — Prescription.	287
§ 5. — Voies de recours	287
Section III. — Compétence <i>ratione loci</i>	287

CHAPITRE XIV. — Compétence de la cour d'appel.

§ 1. — Matières soumises à la cour	288
§ 2. — Motifs	288
§ 3. — Effet dévolutif	289
§ 4. — Moyens nouveaux et demandes nouvelles	290
§ 5. — Evocation	293
§ 6. — Droit d'intervention	293
§ 7. — Appel criminel	294
§ 8. — Voies de recours	294

CHAPITRE XV. — Compétence des tribunaux administratifs ; Conseil de préfecture et Conseil d'Etat.

Section I. — Conseil de préfecture.	295
§ 1. — Interprétation de contrats	295
§ 2. — Dommages résultant de travaux publics et de grande voirie	296
§ 3. — Taxe et assujettissement	298
§ 4. — Prix de journée d'hospitalisation	299
§ 5. — Chose jugée	300
§ 6. — Généralités	300
Section II. — Conseil d'Etat	301

CHAPITRE XVI. — Compétence du conseil de prud'hommes.

TITRE II. — Procédures.

CHAPITRE I. — Action en indemnité.

Section I. — Action en paiement d'indemnité journalière	306
§ 1. — Devant le juge de paix	306
A. — Préliminaire de conciliation	306
B. — Enquête et expertise	306
§ 2. — Devant le tribunal civil	308
Section II. — Action en rente	308
§ 1. — Procédure automatique	308
§ 2. — Procédure nécessaire	308
A. — Nécessité de la tentative de conciliation	308
B. — Nécessité de l'enquête	310
§ 3. — Assignation par la victime	312
A. — Mentions	312
1 ^o Copie d'ordonnance et d'enquête	312
2 ^o Objet de la demande	314
B. — Articles 1382 et suivants	315
C. — Contre le patron et l'assureur	317
D. — Contre les communes, départements et l'Etat :	322
§ 4. — Assignation et reprise d'instance par les ayants droit	323
§ 5. — Assignation par le patron et par l'assureur	325
Section III. — Règles de l'enquête et de l'expertise	326
§ 1. — Enquête	326
§ 2. — Expertise	328

CHAPITRE II. — Prescription de l'action en indemnité.

Section I. — Ancien texte	332
Section II. — Nouveau texte	333
§ 1. — Portée du texte	333
A. — Clôture d'enquête	334
B. — Cessation du paiement de l'indemnité temporaire	335
§ 2. — Controverses sur l'article 18, ancien et nouveau	337
A. — Déclaration d'accident	338
B. — Demande d'indemnité journalière	338
C. — Frais médicaux	339
D. — Convocation, comparution devant le président. — Ordonnance de non conciliation	340

E. — Inaction des magistrats. — Assignation non précédée d'enquête et de conciliation	346
F. — Demande d'assistance judiciaire	348
G. — Minorité.	348
H. — Etat incertain.	349
I. — Poursuites correctionnelles et criminelles	350
J. — Reconnaissance (interruption)	354
K. — Renonciation à prescription acquise	354
L. — Interruption de l'article 30	355
Section III. — Calcul du délai.	356

CHAPITRE III. — Action en revision.

Section I. — Formes de la demande	359
§ 1. — Procédure nécessaire	359
§ 2. — Formes de l'assignation	360
§ 3. — Demande par conclusion	360
Section II. — Contre qui et par qui l'action peut-elle être intentée ?	361
§ 1. — Contre le patron	361
§ 2. — Contre l'assureur	361
§ 3. — Contre la caisse	361
§ 4. — Contre le tiers responsable	362
§ 5. — Contre la victime	363
§ 6. — Par qui ?	363
A. — Victime et ayants droit.	363
B. — Patron.	363
C. — Assureur	363
D. — Caisse nationale	364
E. — Tiers responsable	364
Section III. — Reprise d'instance.	364
Section IV. — Remplacement de la rente par trois annuités	365
Section V. — Prescription	366
§ 1. — Ancien texte	366
§ 2. — Nouveau texte.	369
A. — Accord	370
B. — Décision définitive	371
§ 3. — Caractère du délai	372
A. — Renonciation à prescription acquise	372
B. — Renonciation à prescription non acquise.	373
C. — Interruption du délai	373
D. — Demande reconventionnelle	374
§ 4. — Nouveau délai	376

CHAPITRE IV. — **Action en conversion.**

Section I. — Formes de la demande	378
Section II. — Prescription	379

CHAPITRE V. — **Action en paiement des frais de maladie.**

Section I. — Ancien et nouvel article 4	382
Section II. — Action de la victime	383
Section III. — Action du médecin et du pharmacien	385
§ 1. — Médecin choisi par la victime.	386
A. — Action contre le patron.	386
1 ^o Action du médecin	386
2 ^o Action du pharmacien	388
3 ^o Action du masseur	388
B. — Action contre la victime	388
C. — Action contre l'assureur	389
§ 2. — Médecin choisi par le patron	389
A. — Action contre le patron.	389
B. — Action contre le blessé	391
Section IV. — Action de l'hôpital	391
§ 1. — Hôpital choisi par la victime	391
A. — Action contre le patron	391
1 ^o Hôpital	391
2 ^o Maison de santé	393
B. — Action contre la victime	394
§ 2. — Hôpital choisi par le patron	395
A. — Action contre le patron.	395
B. — Action contre la victime	396
Section V. — Prescription	396
§ 1. — Médecin choisi par la victime	396
A. — Action contre le patron	396
B. — Action contre la victime	397
§ 2. — Médecin choisi par la victime	397

CHAPITRE VI. — **Action contre le tiers responsable.**

Section I. — Que faut-il entendre par tiers	399
Section II. — Action de la victime	403
§ 1. — Action principale	403
§ 2. — Partie civile	404

§ 3. — Cumul avec l'action contre le patron	404
§ 4. — Le patron a déjà exercé son recours	406
§ 5. — Règles spéciales relatives à la condamnation prononcée contre le tiers	407
Section III. — Action des ayants droit	409
Section IV. — Action du patron	409
§ 1. — Etendue de l'action du patron	409
§ 2. — Action déjà exercée contre le tiers par la victime	411
§ 3. — Transaction par la victime	413
§ 4. — Exécution de la condamnation de tiers vis-à-vis de la victime	414
§ 5. — Patron assuré	414
Section V. — Action de l'assureur	415
Section VI. — Action des communes	418
Section VII. — Prescription	419

CHAPITRE VII. — Actions en responsabilité.

Section I. — Actions appartenant à la victime	420
§ 1. — Contre les magistrats	420
A. — Action contre le maire	420
B. — Action contre le juge de paix	421
C. — Action contre le président	422
1° Au cas d'inaction	422
2° Nullité d'ordonnance. — Cas divers	425
§ 2. — Contre le patron	428
A. — Défaut de déclaration	428
B. — Contraventions à l'article 30	428
C. — Défaut de soins et mauvais soins	428
D. — Faute ayant occasionné l'accident	431
E. — Refus de payer à l'amiable	431
§ 3. — Contre le médecin	432
A. — Faute professionnelle	432
B. — Violation du secret professionnel	432
1° Médecin-expert	432
2° Médecin traitant	433
3° Médecin non traitant	433
Section II. — Actions appartenant au patron	434
§ 1. — Contre la victime	434
§ 2. — Contre le médecin	435
Section III. — Actions relatives à la responsabilité de l'assureur	436
Section IV. — Actions en nullité	443

